

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



DOSSIER DE REVISION

Prescrit par délibération du : 16/10/2025

Arrêté par délibération du :

DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME COMMUNE D'ETAULES (21255)

Figurent en orange les pièces non encore disponibles à la concertation

PIECE N°1 - ACTE ADMINISTRATIF

- Délibération de lancement
- Bilan périodique de mise en application du PLU

PIECE N°2 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

- 2.1 DIAGNOSTIC COMMUNAL
- 2.2 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
- 2.3 CHOIX RETENUS
- 2.4 ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

PIECE N°3 - PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

- 3.1 ÉTUDE DE CONSOMMATION, DENSIFICATION ET APPROCHE QUANTITATIVE
- 3.2 CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE ET SYNTHÈSE DES ENJEUX
- 3.3 AXES STRATÉGIQUES ET ORIENTATIONS DU PADD

PIECE N°4 - RÈGLEMENT ÉCRIT

PIECE N°5 - ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

PIECE N°6 - PLANS GRAPHIQUES

PIECE N°7 - ANNEXES

- 7.1 SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE
- 7.2 ANNEXES SANITAIRES
- 7.3 DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN
- 7.4 RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB
- 7.5 BOIS ET FORETS SOUMIS AU RÉGIME FORESTIER
- 7.6 ZONES HUMIDES AU TITRE DU SAGE
- 7.7 TAXE D'AMENAGEMENT

BORDEREAU DES PIÈCES

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

(21255)



PIECE N°2.1 – DIAGNOSTIC COMMUNAL

Prescrit par délibération du : 16/10/2025

Arrêté par délibération du :

DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr



QU'EST-CE QU'UN PLAN LOCAL D'URBANISME ?

Le plan local d'urbanisme (PLU) est un document d'urbanisme de planification. À partir d'un état des lieux multithématique et circonstancié de la commune dans son territoire environnant, il traduit de manière réglementaire la politique de développement communal définie par le conseil municipal, en concertation avec les habitants, et dans le respect du cadre des lois et réglementations applicables.

Le PLU régit l'utilisation qui est faite du sol au sein de la commune. Il fixe également les règles de construction (en termes de desserte, de localisation, d'implantation et d'architecture...). Ainsi, avant d'entreprendre la réalisation de tout projet, il est nécessaire de consulter ce document. En effet, la simple lecture du PLU doit permettre de connaître les droits et les contraintes liés à chaque terrain. La connaissance préalable du droit applicable permet ainsi d'adapter le projet, ce qui conduit souvent à des gains de temps et financiers.

Conformément à l'article L101-2 du Code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme doit assurer, dans le respect des **objectifs du développement durable** :

« 1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, notamment les services aux familles, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales. »

Le PLU comprend :

- Le présent **rapport de présentation**. Non générateur de droit, il relate l'analyse préalable à la révision du document, détaille et explique les options d'aménagement retenues, ainsi que la cohérence avec les grands enjeux identifiés sur le territoire. Le rapport de présentation comporte également un ensemble d'annexes permettant au porteur de projet de connaître les contraintes (non réglementaires) applicables sur les territoires.

- Le **projet d'aménagement et de développement durables** (PADD) qui définit les orientations d'urbanisme et d'aménagement générales retenues par la commune, notamment en vue de favoriser le renouvellement urbain et de préserver la qualité architecturale et l'environnement.
- Les pièces opposables :
 - Les **orientations d'aménagement et de programmation** qui permettent de définir et préciser les actions, opérations et conditions d'aménagement et d'équipement de certains secteurs qui vont connaître, après les choix à décider, un développement ou une restructuration. Elles sont obligatoires sous certaines conditions et opposables aux tiers, les opérations doivent ainsi respecter une notion de compatibilité avec elles.
 - Le **règlement** qui fixe pour chaque zone les règles applicables en matière d'utilisation du sol.
 - Les **documents graphiques** qui permettent de localiser le lieu d'application des règles écrites dans le règlement, et de localiser les servitudes et contraintes.
 - Les **annexes** qui regroupent les contraintes supra communales qui sont imposées aux communes (ex. passage de lignes électriques, faisceaux hertziens, etc..), notamment les servitudes d'utilité publique (SUP).



COMMENT CONNAITRE LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES A MON PROJET ?

Dans les territoires couverts par un plan local d'urbanisme, les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont instruites et délivrées sur le fondement des prescriptions réglementaires traduites au sein du document en fonction d'un zonage spécifique.

Une lecture préalable des plans graphiques est nécessaire afin de déterminer la zone concernée et, en conséquence, le droit applicable sur le ténement concerné, détaillé dans le règlement textuel. Les plans graphiques peuvent faire état de prescriptions réglementaires opposables (telles que les orientations d'aménagement et de programmation) auxquelles il convient également de se référer.

Tout porteur de projet est également invité à prendre connaissance des annexes du PLU, ainsi que de celles du rapport de présentation qui dressent une liste de préconisations sur lesquelles les services instructeurs pourront s'appuyer pour refuser ou imposer des prescriptions spéciales conformément aux articles R.111-2 et suivant du Règlement National d'Urbanisme.

La commune étant couverte par le SCOT, un principe de compatibilité directe avec le document d'orientations et d'objectifs du SCOT s'impose en vertu des articles L.142-1 et R.142-2 du Code de l'Urbanisme, pour :

- *Les zones d'aménagement différé et les périmètres provisoires de zones d'aménagement différé ;*
- *Les zones d'aménagement concerté ;*
- *Les lotissements, les remembrements réalisés par des associations foncières urbaines et les constructions soumises à autorisations, portant sur une surface de plancher de plus de 5 000 m² ;*
- *La constitution, par des collectivités et établissements publics, de réserves foncières de plus de 5 hectares d'un seul tenant.*
- *Les autorisations prévues par l'article L. 752-1 du code de commerce et l'article L. 212-7 du code du cinéma et de l'image animée ;*
- *Les permis de construire tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale prévus à l'article L. 425-4.*

Le SCOT est consultable sur le site du Pays Seine et Tille : <http://www.pays-seine-et-tilles.fr/urbanisme.htm>






I – PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNE	5
A. LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL	5
B. LES ORIGINES HISTORIQUES ET PATRIMONIALES	7
C. LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE	8
II – ANALYSE SOCIODEMOGRAPHIQUE	10
A. EVOLUTION ET COMPOSITION DE LA POPULATION	10
A1 – LES TENDANCES D'EVOLUTION GENERALES.....	10
A2 – L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET LA COMPOSITION DE LA POPULATION.....	11
B. COMPOSITION DETAILLEE DU PARC DE LOGEMENTS.....	13
B1 – L'EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS	13
B2 – LES COMPOSANTES DU PARC DE LOGEMENTS	14
III – ANALYSE COMMUNALE.....	15
A. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	15
A1 – L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	15
A2 – L'ACTIVITE AGRICOLE	18
A3 – L'ACTIVITE FORESTIERE.....	22
A4 – L'ACTIVITE TOURISTIQUE	24
A5 – L'ACTIVITE ASSOCIATIVE	27
B. LES TRANSPORTS ET LES DEPLACEMENTS	28
B1 – LES INFRASTRUCTURES ET LES TRANSPORTS EN COMMUN.....	28
B2 – LE STATIONNEMENT	29
B3 – LES MOBILITES DOUCES.....	31
C. LES EQUIPEMENTS PRESENTS SUR LE TERRITOIRE	32
C1 – LES EQUIPEMENTS PUBLICS.....	32
C2 – LE SERVICE D'ORDURES MENAGERES	32
C3 – LES SERVICES DE SANTE ET DE SECOURS A PROXIMITE	34
C4 – LES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT	34
C5 – LES AUTRES RESEAUX	35
IV – ANALYSE TERRITORIALE	38
A. EVOLUTION DE LA TACHE URBAINE ET ORGANISATION DE L'URBANISATION.....	38
B. LES ENTREES DE VILLE.....	39
C. COMPOSITION ET ELEMENTS IDENTITAIRES DE LA TRAME URBAINE	42

I – PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNE

A. LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL

La commune d'ETAULES est une commune rurale de la Côte d'Or située à 6 kilomètres au sud-est de Beaune, ville-centre de l'agglomération, dans son aire d'influence.

Carte d'identité de la Commune :

	ETAULES (21255)
	349 habitants (population municipale au 01/01/2022)
	1 671 hectares
	Appartient à la Communauté de communes Forêts Seine et Suzon
	Intégrée au SCOT du Pays de Seine-et-Tille approuvé le 19/12/2019

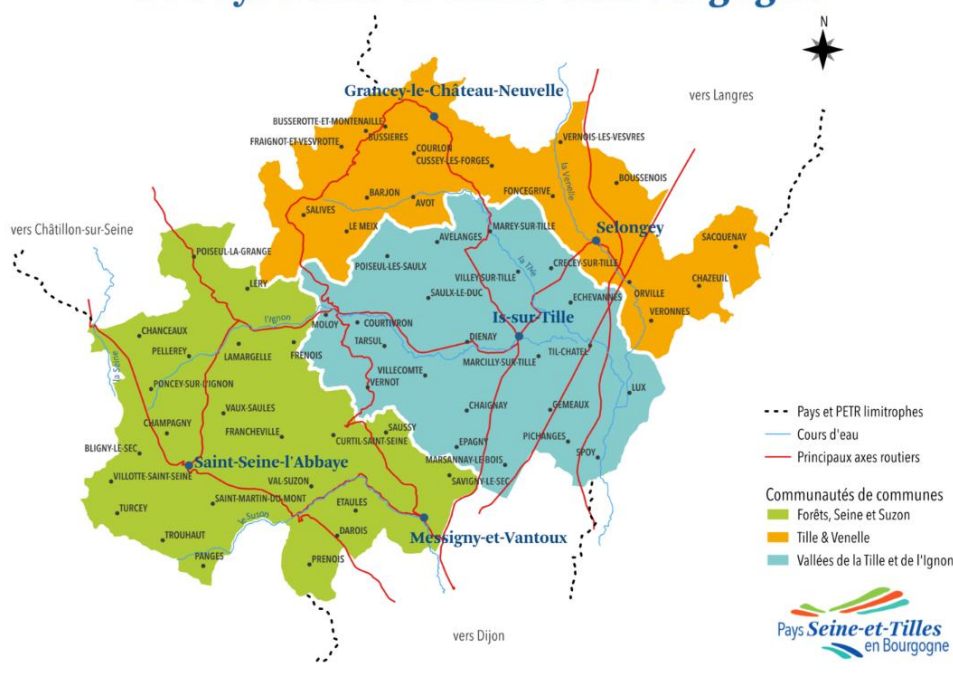
La commune étant couverte par un SCOT dit intégrateur, le PLU n'a pas l'obligation de prendre en compte ou d'être compatible avec les dispositions des normes supra-communales conformément à l'article L.131-7 du Code de l'Urbanisme. La compatibilité avec le SCOT assure le respect de la hiérarchie des normes. L'analyse de la compatibilité devra toutefois être effectuée au regard des normes modifiées ou nouvellement approuvées après l'approbation du SCOT.

Le Schéma de Cohérence Territoriale, document de planification intercommunale, est porté par le Pays de Seine-et-Tille, approuvé par le comité syndical le 19/12/2019. Ce PETR est composé de 3 membres :

- La Communauté de commune Forêts, Seine et Suzon (CCFSS)
- La Communauté de communes Tille et Venelle (CCTIV)
- La Communauté de communes des Vallées de la Tille et de l'Ignon (COVATI)

Il se situe aux portes de l'agglomération dijonnaise et du sud de la Haute-Marne (52). Il comprend 66 communes pour 26 000 habitants.

Le Pays Seine-et-Tilles en Bourgogne





La communauté de communes Forêts, Seine et Suzon (CCFSS) à laquelle appartient la commune d'Etaules est un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, composé de 25 communes.

Elle compte 7 054 habitants (données INSEE 2022) sur une superficie de 422.8 km².

Le tableau ci-contre permet d'illustrer l'évolution de la population sur la période 2011/2022 pour l'ensemble des communes de la communauté de communes. Etaules est la 7^{ème} plus grosse commune en termes de population, et celle qui a enregistré le taux de croissance le plus important sur la période de référence.

La CCFSS intervient dans de nombreuses compétences, en cohérence avec son haut niveau d'intégration ; lesquelles sont réparties selon 3 grands types :

Les compétences obligatoires :

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- Actions de développement économique ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations et hors GEMAPI

Les compétences optionnelles :

- Protection et mise en valeur de l'environnement
- Création, aménagement et entretien de la voirie
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire
- Action sociale d'intérêt communautaire
- Création et gestion de maisons de services au public
- Politique du logement social d'intérêt communautaire et actions par des opérations d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées
- En matière de politique de la Ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville

Les compétences facultatives :

- Activités culturelles et sportives
- Assainissement non collectif
- Divers : Organisation d'animations événementielles pour l'ensemble des habitants de la Communauté de Communes, création et gestion d'un site internet de la Communauté de Communes, acquisition d'équipements collectifs tels que notamment des gros matériels ou outillage

	POPULATION		
	2011	2022	Evolution
Messigny et Vantoux	1565	1694	8,24%
Savigny le Sec	813	883	8,61%
Darois	439	490	11,62%
Saint Martin du Mont	448	464	3,57%
Prenois	408	462	13,24%
Saint Seine l'Abbaye	358	361	0,84%
Etaules	246	349	41,87%
Francheville	244	258	5,74%
Chanceaux	213	206	-3,29%
Val Suzon	218	204	-6,42%
Léry	223	203	-8,97%
Turcey	181	181	0,00%
Vaux Saules	190	168	-11,58%
Bligny le Sec	159	145	-8,81%
Lamargelle	154	145	-5,84%
Trouhaut	102	130	27,45%
Curtil Saint Seine	100	113	13,00%
Saussy	95	100	5,26%
Frénois	94	93	-1,06%
Poncey sur l'Ignon	80	82	2,50%
Pellerey	86	81	-5,81%
Panges	81	80	-1,23%
Poiseul la Grange	65	68	4,62%
Villotte Saint Seine	57	67	17,54%
Champagny	33	27	-18,18%
TOTAL	6652	7054	6,04%

B. LES ORIGINES HISTORIQUES ET PATRIMONIALES

Sources :

- Artheis (UMR 6298), *Le Châtelet d'Étaules (Côte-d'Or) : un éperon barré du Néolithique à l'âge du Fer*, OpenEdition Books.
- Ministère de la Culture, *Atlas des patrimoines (base Mérimée / Patriarche)*.
- Commune d'Étaules, *site officiel*.
- CC Forêts, Seine et Suzon, *site officiel*.

Le territoire de Étaules présente une occupation humaine ancienne, remontant à la Préhistoire. Les premières traces identifiées se situent notamment sur le site du Châtelet d'Étaules, éperon barré naturellement défensif, occupé dès le Néolithique (IVe-Ve millénaire avant notre ère). Ce site stratégique, dominant la vallée du Suzon, témoigne d'une implantation humaine durable, prolongée à l'âge du Bronze puis à l'âge du Fer. Cette continuité d'occupation souligne l'attractivité du secteur, liée à ses caractéristiques topographiques et à ses ressources naturelles.

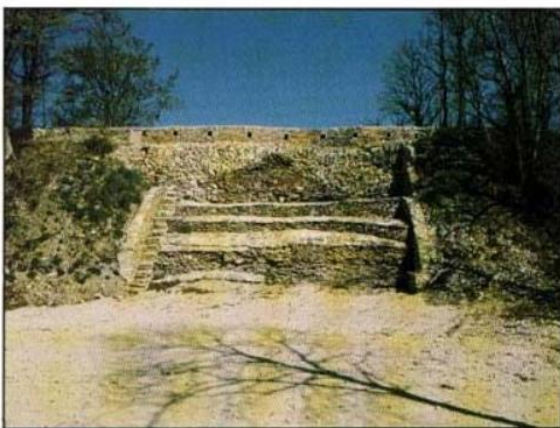
À l'époque gauloise puis durant l'Antiquité, le territoire reste occupé et intégré aux dynamiques économiques locales. Des indices d'activités métallurgiques, notamment liées à l'exploitation du fer, ont été relevés aux abords du village, traduisant une mise en valeur précoce des ressources du sous-sol.

Le développement du village d'Étaules s'inscrit véritablement dans la période médiévale. L'étymologie du toponyme « Étaules », issue du latin et signifiant « étable » ou « lieu d'hébergement », suggère l'existence d'un espace d'accueil ou de passage, possiblement en lien avec un axe de circulation ancien. Le village se structure alors autour d'un habitat rural, marqué par une économie essentiellement agricole et par l'influence des institutions religieuses, comme en témoignent l'organisation paroissiale et le rôle des établissements ecclésiastiques.

À l'époque moderne, la commune connaît une consolidation de son organisation villageoise. L'église paroissiale, reconstruite au début du XVIIIe siècle, illustre cette stabilité du peuplement et l'ancrage des structures religieuses dans la vie locale. Au XIXe siècle, Étaules s'inscrit dans les dynamiques de transformation des territoires ruraux, avec la création d'équipements publics tels que la mairie-école et l'affirmation d'une organisation communale structurée. La présence d'une communauté protestante notable témoigne également d'une certaine diversité religieuse dans l'histoire locale.

Ainsi, l'évolution d'Étaules s'inscrit dans une continuité remarquable d'occupation humaine, depuis les implantations préhistoriques jusqu'à la constitution d'un village rural organisé. Cette trajectoire historique met en évidence le rôle structurant de la géographie, des ressources locales et des dynamiques agricoles dans la formation et le développement du territoire communal.

Le territoire de la commune présente un potentiel archéologique notable, lié à une occupation humaine ancienne et continue. **Le principal site recensé est celui du Châtelet d'Étaules, localisé en rebord de plateau, en surplomb de la vallée du Suzon.** Ce site correspond à un éperon barré protohistorique, implanté sur un promontoire naturel bénéficiant de conditions topographiques favorables à la défense et à l'observation du territoire environnant. Les données issues des recherches archéologiques mettent en évidence une occupation longue, s'étendant du Néolithique moyen (IVe millénaire av. J.-C.) jusqu'à l'âge du Fer, traduisant une continuité d'implantation exceptionnelle à l'échelle locale.



facade sud restaurée des structures défensives

(cliché J.-P. Nicolardot)

Le Châtelet d'Étaules se caractérise par la présence de structures défensives élaborées, combinant des éléments naturels (falaises calcaires) et des aménagements anthropiques, tels que des remparts en terre et en pierre, venant fermer l'accès au plateau. Ces dispositifs témoignent d'une organisation spatiale structurée et d'une maîtrise des techniques de fortification dès la Protohistoire.

Les vestiges mis au jour attestent également d'une occupation domestique et économique, avec la présence de mobilier archéologique (céramiques, outils, restes fauniques), traduisant des activités liées à l'habitat, à l'élevage et à l'exploitation des ressources locales. Le site ne se limite donc pas à une

fonction défensive ponctuelle, mais correspond à un espace de vie pérenne et organisé.

Par sa position dominante, le site du Châtelet s'inscrit dans un système de contrôle des circulations anciennes, notamment entre les bassins de la Seine et de la Saône. Il constitue ainsi un élément structurant de l'occupation ancienne du territoire, en lien avec les dynamiques d'implantation humaine à l'échelle régionale.



Au regard de ces éléments, le site présente un intérêt patrimonial et scientifique majeur, justifiant une attention particulière dans le cadre des documents d'urbanisme. Il convient notamment de veiller à la préservation de son intégrité archéologique, en lien avec les dispositions du Code du patrimoine, et à la prise en compte de ce secteur dans les projets d'aménagement.

De manière plus générale, la présence de ce site témoigne d'un potentiel archéologique diffus sur le territoire communal, impliquant une vigilance accrue en cas de travaux susceptibles d'affecter le sous-sol.

A noter que la Commune recense également d'autres éléments patrimoniaux tels que

- L'église d'Étaules, qui constitue un élément structurant du patrimoine bâti communal. Implantée au cœur du village, elle participe à l'organisation traditionnelle du tissu urbain et à l'identité paysagère de la commune. L'édifice actuel a été reconstruit au début du XVIII^e siècle (vers 1705), témoignant de la stabilité du peuplement à l'époque moderne. De facture relativement sobre, l'église s'inscrit dans une architecture rurale caractéristique du territoire, avec des matériaux et des formes traditionnelles de la région bourguignonne. Bien que l'église ne fasse pas l'objet d'une protection au titre des monuments historiques, elle présente un intérêt patrimonial local, tant sur le plan historique que paysager.
- Le lavoir du 18^e siècle situé à quelques centaines de mètres du village.



C. LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

À titre liminaire il est rappelé que les aménagements de type ZAC ou permis de lotir, d'une superficie égale ou supérieure à 3 hectares, doivent faire obligatoirement l'objet d'une saisine de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté (Service régional de l'archéologie), en application de l'article R.523-4 du Code du Patrimoine.

Il en va de même pour les travaux et affouillements ou de création de retenue d'eau, d'une surface égale ou supérieure à 1 hectare (article R.523-5 du Code du Patrimoine).

Il est rappelé que les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen et avis d'un archéologue habilité. Tout contrevenant serait passible des peines prévues aux articles L. 544-1 à L. 544-13 du code du patrimoine, livre V archéologie, chapitre 4, dispositions pénales.

De, plus conformément au Code du patrimoine, il est institué une redevance d'archéologie préventive due par les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter des travaux affectant le sous-sol et qui :

- sont soumis à une autorisation ou à une déclaration préalable en application du code de l'urbanisme ;
- ou donnent lieu à une étude d'impact en application du code de l'environnement ;

- ou, dans les cas des autres travaux d'affouillement, sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées en Conseil d'État

Liste des entités archéologiques présentes sur le territoire communal :

A COMPLETER AVEC LE PORTER A CONNAISSANCE

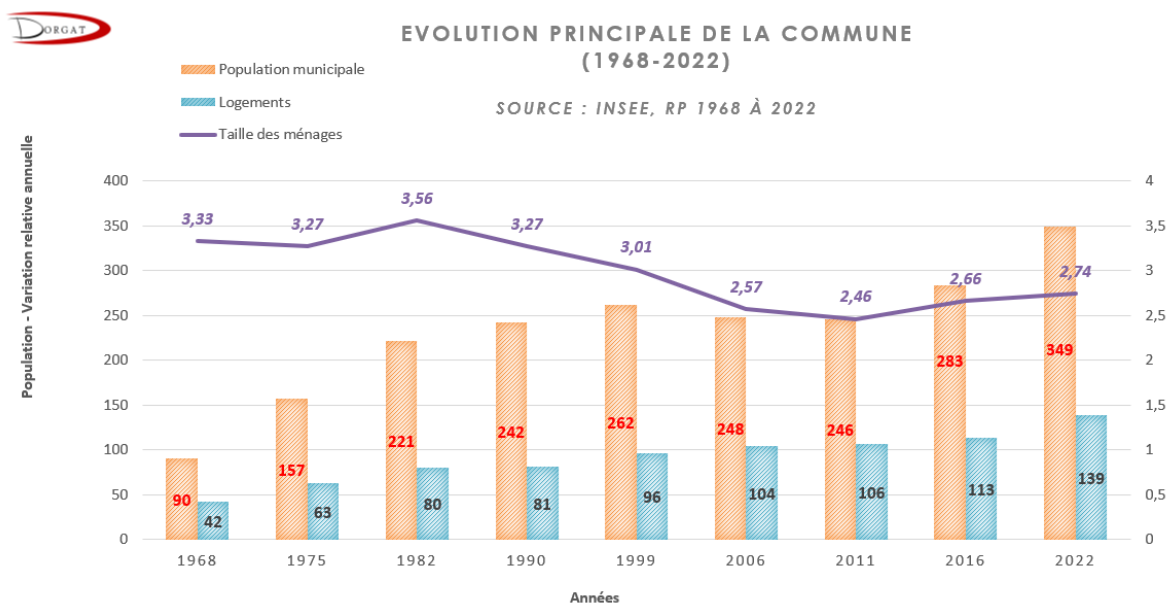
II – ANALYSE SOCIODEMOGRAPHIQUE

A. EVOLUTION ET COMPOSITION DE LA POPULATION

A1 – LES TENDANCES D'EVOLUTION GENERALES

Les données ci-après sont issues du dossier complet de recensement INSEE en vigueur au 01/01/2024. Elles prennent en compte la situation démographique au 01/01/2022.

Les données présentées dans le présent rapport prennent en compte la population municipale, définie comme telle par l'INSEE : « la population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensées sur le territoire de la commune. »



Le graphique ci-dessus permet de comparer l'évolution démographique de la commune, avec l'évolution du parc de logements et la taille des ménages. On relève ainsi que depuis 1968, les principaux constats mettent en avant un dynamisme démographique généralisé avec une population en hausse, passant de 90 habitants en 1968 à 349 habitants en 2022.

Cette hausse de la population est nécessairement corrélée à l'évolution du parc de logements, lequel présente une certaine croissance entre 1968 et 2022 (passant de 42 à 139 logements), et doit donc être évaluée au regard des conditions d'évolution des modes de vies.

On relève toutefois un essoufflement démographique entre les années 1990 et 2011. En effet, sur cette période, la population stagne aux alentours des 250 habitants, alors que le parc de logement continue de croître sur la même période, mettant en évidence le phénomène national de desserrement des ménages (réduction de la taille des ménages en passant de 3.56 habitants par foyer en 2011 à 2.46 en 2016).

La commune présente un certain niveau d'attractivité, rendu complexe en raison d'un foncier très onéreux, ce qui a notamment pour conséquence de limiter l'installation des jeunes ménages dont les revenus sont en principe moins élevés que ceux des ménages plus âgés. De plus, la commune présente de

Prix / m² des maisons
2.851 €
Source : www.pap.fr

Moyenne en Côte-d'Or : 2.137 € / m²

Evolution des prix à Étaules

1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans	5 ans
+0,8 %	+1,2 %	+0,4 %	-1,9 %	-1,1 %	+16,9 %



nombreux enjeux agricoles, paysagers, environnementaux... qui limitent les possibilités de création de logements, ce qui alimente d'autant plus la tension foncière.

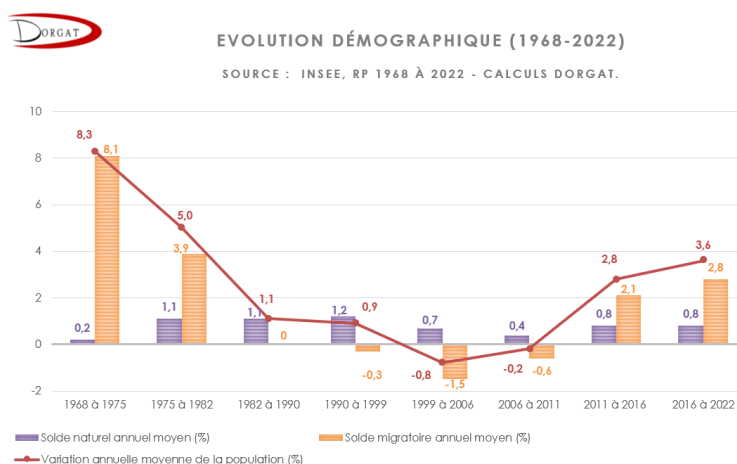
A2 – L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET LA COMPOSITION DE LA POPULATION

La croissance positive de la population est également, et directement, conditionnée par deux éléments :

- Le **solde naturel** (qui représente la différence entre le nombre de décès et le nombre de naissances),
- Le **solde migratoire** (qui permet quant à lui de mettre en avant le rapport entre le nombre de personnes arrivées sur la Commune (ayant déménagé sur la commune) et le nombre de sorties).

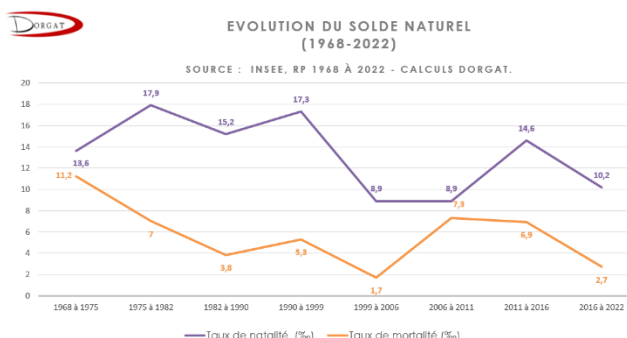
L'analyse combinée de ces deux facteurs permet d'évaluer le taux de variation entre plusieurs périodes. Pour une meilleure compréhension, la variation annuelle moyenne est exprimée sous forme de taux, c'est-à-dire en %. Si ce taux est positif la population augmente, s'il est négatif elle diminue. *Par exemple : si une population comptant 100 habitants au cours de l'année X connaît une variation annuelle moyenne de + 10 %, cela signifie qu'il y aura 110 habitants au cours de l'année X+1, 121 habitants au cours de l'année X+2 et ainsi de suite.*

La plupart des données du diagnostic font référence à ce taux de variation, qui permet également d'encadrer les projections démographiques sur les années à venir (différents scénarios de développement encadrés par le PLU).



Le graphique ci-dessus permet de préciser les différentes phases de croissance démographique :

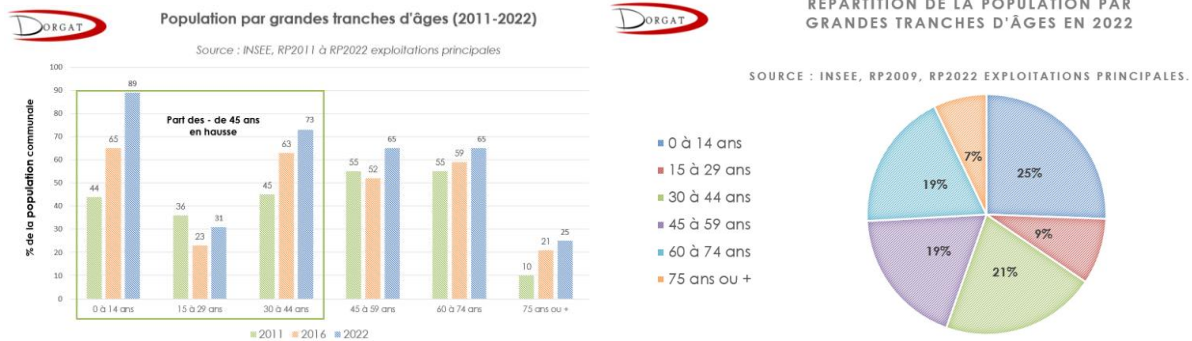
- Entre 1968 et 2006 la population entame une période d'essoufflement démographique. L'accueil de population, très marqué durant les années 1968-1982 suite aux dernières opérations de lotissements, s'est fait de plus en plus restreint jusqu'en 2006. Sur cette période, le solde naturel affiche à l'inverse une très légère hausse jusque dans les années 1999. Cette hausse peut être corrélée à l'accueil des nouveaux habitants, essentiellement orientés vers des jeunes ménages d'actif en âges d'avoir des enfants. C'est sur la période 1990 à 2006 que le solde migratoire devient négatif et que la population générale stagne (l'accueil n'étant assuré que par le renouvellement démographique).
- Entre 2006 et 2022, la variation globale de la population est à la hausse avec un accueil progressif de nouveaux habitants. Cette période charnière est à mettre en corrélation avec l'approbation du PLU en avril 2007, lequel a permis de voir émerger plusieurs opérations de lotissements (7 logements rue de l'abreuvoir et 16 logements Rue du Galatas). Ces opérations marquent une évolution de la population à partir des années 2011, où l'évolution



démographique dépend presque essentiellement de l'accueil de nouveaux habitants sur le territoire.

Ainsi, l'évolution de la population est directement corrélée à la variation du solde migratoire, puisque le solde naturel reste relativement stable. Le graphique ci-dessus met ainsi en évidence un taux de natalité toujours supérieur au taux de mortalité, soulignant une population relativement dynamique et jeune, peu soumise à l'influence du vieillissement.

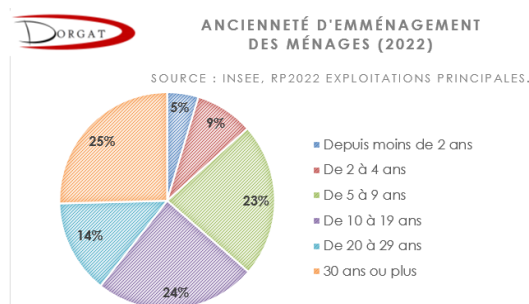
En effet, une population est considérée comme vieillissante si la part des plus de 45 ans est prépondérante et en hausse. Sur la commune, la part des plus de 45 ans est toujours inférieure et représente moins de 45% de la population en 2022 (en baisse par rapport à 2011 où elle affichait un taux de 49%).



Ce dynamisme démographique doit être mis en parallèle avec l'accueil des nouveaux ménages implantés dans les derniers lotissements. Etaules étant une commune périurbaine, elle est propice à l'accueil de ménages en âge d'avoir des enfants, comme le souligne l'histogramme ci-dessus. Les moins de 45 ans sont composés en grande partie de ménages avec enfants. Ainsi, l'arrivée massive de jeunes ménages en âge d'avoir des enfants (+2.1% entre 2011 et 2016 et +2.8% entre 2016 et 2022, a permis de renouveler la population en atteignant 283 habitants en 2016 puis 349 habitants en 2022. Au regard de l'analyse de la population par grandes tranches d'âge, on constate que les tranches des 0-14 ans et des 30-44 ans ont été les plus marquées par ce phénomène de croissance.

Toutefois, la représentativité des différentes tranches d'âge permet de questionner un possible vieillissement sur les années à venir, notamment eu égard à :

- La forte hausse et la part des 30-44 ans susceptibles de basculer dans la tranche d'âge des plus de 45 ans d'ici une quinzaine d'années (21% en 2022),
- La forte représentativité des moins de 14 ans (25% de la population en 2022), susceptibles eux-aussi de basculer dans la tranche d'âge des jeunes actifs (15-29 ans). Cette tranche d'âge est d'ailleurs l'une des moins représentée sur la commune (9% en 2022) et illustre le phénomène de migration des jeunes actifs qui quittent le territoire pour se rapprocher des bassins de vies, d'emplois et de scolarité. Ainsi, faute de proposer de nouvelles opportunités d'accueil, la commune ne peut espérer redynamiser sa population via le solde naturel qu'en comptant sur la tranche d'âge des 15-29 ans (en partant du principe que les habitants concernés ne vont pas quitter le territoire et y fonder leur famille).
- La part des 45-74 ans qui représente 38% de la population et qui a vocation à restée implantée sur la commune.



Le graphique ci-contre permet de mesurer la part des ménages en fonction de leur ancienneté d'implantation et illustre les différentes périodes d'accueil et le phénomène de sédentarisation (un ménage s'implante durablement). On constate ainsi qu'en 2022, plus de 39% des ménages sont implantés depuis plus de 20 ans (c'est-à-dire avant les années 2000). A l'inverse, la part des ménages nouvellement implantés reste minoritaire et représente 14% des ménages sur les 4 dernières années (après 2016).

Une autre composante du territoire consiste à analyser l'évolution du nombre de personnes par ménage pour évaluer l'impact de la diminution du solde migratoire. Ce phénomène est identifié comme le

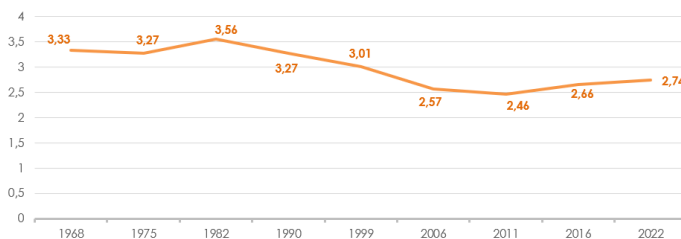
« desserrement de la population » (ou desserrement des ménages). Il permet de mesurer l'impact des modes de vie sur la population, notamment au regard des enjeux sociétaux, d'habitat et de santé.

Sur ce point, les données mettent en avant une diminution du taux d'occupation des ménages, parallèlement à la dynamique observée au niveau national. En effet, les ménages sont de plus en plus petits en raison de divers facteurs :

- Une réduction du nombre d'enfants par ménage.
- Les situations de veuvage et de vie solitaire (notamment accrues par l'allongement de la durée de vie et concernant en majorité les femmes qui vivent plus longtemps que leur mari).
- Les évolutions des formes familiales : divorces, séparations, familles monoparentales...



EVOLUTION DE LA TAILLE DES MENAGES
SOURCE : INSEE, RP2009, RP2022 EXPLOITATIONS PRINCIPALES.



Le desserrement des ménages est une réalité observée statistiquement dans la mesure où la taille moyenne des ménages était de 3.56 en 1982 contre 2.74 en 2022. Pour autant, la réduction de la taille des ménages n'a pas suivi une tendance continue depuis 1968 puisqu'une hausse est observée depuis les années 2011 (ce qui coïncide avec les tendances d'évolution constatées au titre de l'augmentation du solde naturel).

Dans le cadre de la révision du PLU, ce desserrement des ménages doit être questionné puisqu'il engendre, par principe, un besoin supplémentaire de logements pour loger le même nombre d'habitants.



B. COMPOSITION DETAILLEE DU PARC DE LOGEMENTS

B1 – L'EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS

Les tendances d'évolution générales permettent de mettre en avant un développement soutenu du parc de logements entre 1968 et 2022 (+97 logements soit 1.8 lgts/an).

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2022
Logements	42	63	80	81	96	104	106	113	139
Résidences principales	27	48	62	74	87	97	100	106	127
Résidences secondaires et logements occasionnels	14	15	9	6	7	5	5	2	5
Logements vacants	1	0	9	1	2	2	1	5	6

L'évolution du parc de logements sur la commune s'inscrit en cohérence avec les dynamiques démographiques observées, tout en révélant des mutations structurelles importantes dans la composition du parc. Entre 1968 et 2022, le nombre total de logements passe de 42 à 139, soit une progression significative et continue. Cette évolution suit globalement la tendance de croissance du nombre de ménages observée précédemment.

Toutefois, cette augmentation est plus régulière que celle de la population, confirmant une transformation structurelle du territoire : le parc de logements se développe indépendamment des fluctuations démographiques, traduisant une évolution des modes d'occupations.

En effet, on remarque que le nombre de résidences secondaires et logements occasionnels se divise par 3 sur la période, traduisant ainsi une transformation des usages avec un basculement vers une occupation permanente. La tendance générale relative à la baisse des résidences secondaires peut notamment s'expliquer par la proximité de divers pôles et leur accessibilité, ce qui rend possible la transformation de résidences secondaires en résidences principales.

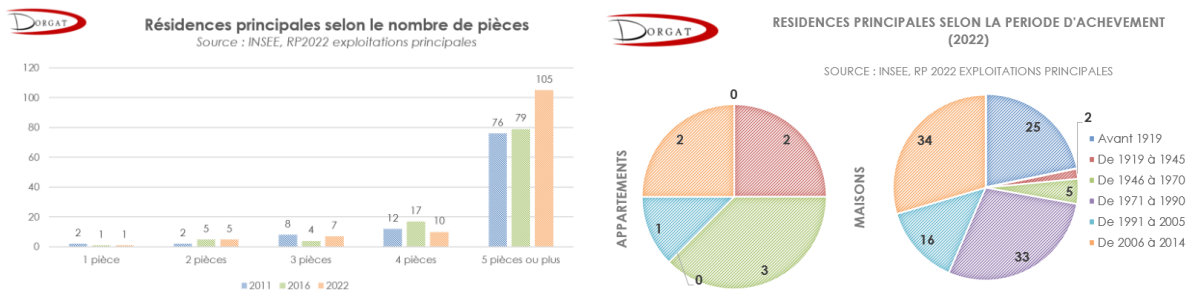
S'agissant de la vacance, le nombre de logements vacants reste historiquement quasi inexistant jusqu'aux années 2010 mais il enregistre une légère hausse depuis 2016 avec 6 logements recensés (même constat sur la période 1975-1982).

Il est rappelé que l'analyse des données INSEE sur le parc de logement vacant doit être étudiée avec attention car les données sont basées sur des simulations et sur les éléments mis en avant lors des recensements. De sorte qu'un logement vacant ponctuel (mis en vente, en succession) peut être considéré au titre des logements vacants alors qu'il n'est plus mobilisable. Les hausses ainsi relevées au titre des logements vacants doivent être mises en parallèle avec la réalisation des opérations de lotissement sur les périodes concernées.

D'un point de vue statistique, le taux de vacance immobilière demeure raisonnable en ce qu'il s'élève à 4.3% en 2022 et que le taux de vacance considéré comme sain est un taux de 6%.

En définitive, selon les données INSEE, la commune est en premier lieu un village au sein duquel les ménages s'installent pour leur résidence principale afin d'y implanter/construire leur famille.

B2 – LES COMPOSANTES DU PARC DE LOGEMENTS



Le parc de logements présente des formes et typologies essentiellement orientées vers des logements pavillonnaires de grande taille, dont la plupart comprennent 5 pièces et plus. On constate toutefois depuis 2011, une certaine diversification du parc avec la production de logements plus petits (2 pièces notamment).

La diversité des typologies reste cependant limitée puisqu'en 2022, moins de 10% des résidences principales présentent un nombre de pièces plus petit (de 1 à 3 pièces). Cette faible représentation des « petits » logements questionne les enjeux précédemment relevés au titre de la croissance démographique, et des besoins en matière de mixité des typologies de logements.

La taille des logements explique l'attractivité importante de la commune pour de grands ménages qui ont besoin de plus d'espace, et qui ont la possibilité de financer une telle habitation. Les petits ménages comme les jeunes familles qui ne disposent pas nécessairement des ressources financières nécessaires, ou dont le projet de vie ne permet pas de s'attacher à une propriété, doivent se replier sur une offre de logements plus petits. De plus, si ce type de logements est le plus attractif, il est rappelé qu'il ne convient pas non plus aux seniors, notamment à ceux vivant seuls et/ou en perte d'autonomie.

Ainsi, la commune relève du modèle « pavillonnaire », lequel n'est pas nécessairement négatif mais peut poser diverses problématiques, notamment tenant à l'adéquation avec les besoins des seniors (dont la population va en grandissant). Une offre de logements adaptée à cette catégorie de la population leur permettrait de rester autonomes au sein de leur village, mais dans des logements peut-être plus adaptés. Cette démarche permet notamment de libérer des logements de plus grandes tailles qui pourront alors être réinvestis par des ménages avec enfants. En outre, le manque de diversité d'un parc de logements est susceptible de pousser certains habitants à quitter le territoire afin de trouver un logement plus adapté à leurs besoins.

Ce modèle pavillonnaire répond aux modèles de développement des lotissements réalisés sur le territoire, durant les périodes 1970-1990 et depuis 2006. Le graphique ci-avant met ainsi en évidence que la part des logements construits durant ces deux périodes représente plus de 67% du parc de logements. On relèvera également que près de 25% du parc a été aménagé avant les années 1919, cette proportion doit être questionnée au regard des enjeux potentiels de préservation du patrimoine bâti (Cf analyse territoriale).

III – ANALYSE COMMUNALE

A. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

A1 – L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Données de cadrage

L'analyse de la population active est un indicateur permettant de mesurer l'attractivité économique du territoire. La population active au sens du recensement de la population comprend les personnes qui déclarent :

- exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel ;
- aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ;
- être apprenti, stagiaire rémunéré ;
- être chômeur à la recherche d'un emploi ou exerçant une activité réduite ;
- être étudiant ou retraité mais occupant un emploi ;
- être militaire du contingent (tant que cette situation existait).

Cette population correspond donc à la population active occupée à laquelle s'ajoutent les chômeurs en recherche d'emploi et les militaires du contingent tant que cette situation existait. À l'inverse, la population inactive comprend les personnes qui ne sont ni en emploi (selon le bureau international du travail [BIT]), ni au chômage : étudiants et retraités ne travaillant pas en complément de leurs études ou de leur retraite, hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler...

Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2011		2016		2022	
Ensemble de la population de 15 à 64 ans	165		154		192	
Population d'actifs	118	71,30%	126	82%	159	83%
Dont actifs ayant un emploi	114	69,10%	116	75,6%	151	78,8%
Dont chômeurs	4	2,20%	10	6,4%	7	3,8%
Population d'inactifs	47	28,70%	28	18,00%	33	17,40%
Dont élèves, étudiants	20	12,40%	12	8,10%	16	8,20%
Dont retraités	15	9,00%	12	7,60%	15	7,60%
Dont autres inactifs	12	7,30%	4	2,30%	3	1,70%

Source INSEE

Globalement, l'analyse du tableau ci-dessus illustre l'attractivité du territoire et sa situation de commune rurale sous influence des bassins d'emplois riverains, dans le sens où le taux d'actifs augmente entre 2011 et 2022, passant de 71.3% à 83% avec une population, ayant un emploi, égale à 151 personnes en 2022 (contre 114 en 2011).

La baisse des inactifs questionne la diminution des élèves et étudiants ainsi que la baisse, plus significative, des « autres inactifs », ce qui correspond à une baisse des :

- Personnes au foyer (hommes ou femmes),
- Personnes en incapacité de travailler (handicap, maladie longue),
- Personnes vivant de revenus sans activité (rentes, patrimoine),
- Individus sans activité déclarée et sans recherche d'emploi.

Caractéristiques de l'activité économique

Afin de mieux appréhender l'analyse des caractéristiques de l'activité économique, la notion d'établissement sera privilégiée plutôt que celle d'entreprise, permettant de prendre en compte les unités de production, qu'elles soient dépendantes ou non d'une maison mère.

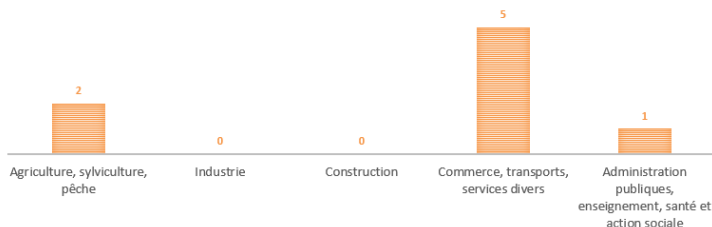
¹ Ne sont pas retenues les personnes qui, bien que s'étant déclarées chômeurs, précisent qu'elles ne recherchent pas d'emploi. C'est ce qui distingue cette définition de la population active au sens du recensement de la population d'une définition utilisée antérieurement de population active spontanée (ou auto-déclarée).

« L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services. »



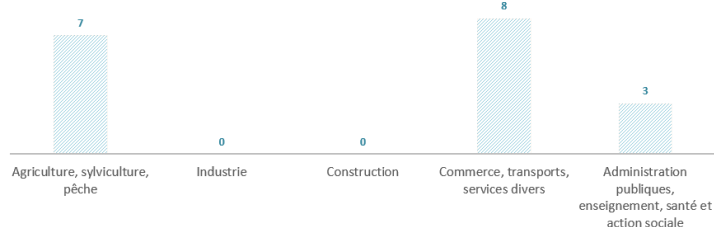
NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (AU 31/12/2024)

SOURCE : INSEE, REE (SIRENE) - CHAMP : RES T1 - ÉTABLISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AGRÉGÉ ET TRANCHE D'EFFECTIFS FIN 2024



EFFECTIFS SALARIÉS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (AU 31/12/2024)

SOURCE : INSEE, REE (SIRENE) - CHAMP : RES T2 - EFFECTIFS SALARIÉS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AGRÉGÉ ET TRANCHE D'EFFECTIFS FIN 2024



Un total de 8 établissements actifs est identifié par l'INSEE sur le territoire communal au 31/12/2024, pour un total de 18 emplois.

Les graphiques ci-dessus permettent de distinguer, pour chaque secteur d'activité, le nombre total d'établissements et les emplois proposés. Ces données permettent de souligner la vocation agricole / commerciale de la commune et les enjeux que cela représente du point de vue des postes salariés.

La liste non exhaustive des activités présentes sur le territoire est la suivante :

- BR Paysage – Paysagiste
- La Ferme d'Etaules – Exploitation agricole
- Les Etauloises – Institut de beauté
- Revazul – Centre de formation
- Formosa Dijon – Chambres d'hôtes
- Ecurie de la Combe aux geais – Centre équestre
- Poivre Rose

La commune ne dispose d'aucune zone d'activités et les entreprises sont réparties au sein du village :

● Activités économiques



Mobilité et équilibre emploi-habitat

Emploi et activités

	2011		2016		2022	
Nombre d'emplois sur la commune	26		23		33	
Actifs ayant un emploi résidant sur la commune	117		120		154	
Qui travaillent sur la commune	18	15,0%	12	9,7%	25	16,0%
Qui travaillent dans une autre commune	100	85,0%	108	90,3%	129	84,0%

Source INSEE

Entre 2011 et 2022, la commune connaît une évolution contrastée mais globalement positive : après une légère baisse du nombre d'emplois locaux entre 2011 et 2016, une nette reprise s'observe en 2022, traduisant un regain d'activité économique.

Parallèlement, le nombre d'actifs résidant sur la commune augmente fortement, ce qui témoigne d'une attractivité résidentielle croissante, probablement liée à des facteurs comme le coût du logement ou le développement du télétravail.

Toutefois, la majorité des actifs continue de travailler en dehors de la commune (84% en 2022), confirmant son caractère principalement résidentiel et sa dépendance aux pôles d'emploi extérieurs. Néanmoins, la hausse récente du nombre d'actifs travaillant sur place (passant de 18 à 25 actifs entre 2011 et 2022) indique une dynamique encourageante de relocalisation de l'emploi, qu'il convient de soutenir afin de renforcer l'autonomie économique du territoire et de limiter les déplacements domicile-travail.

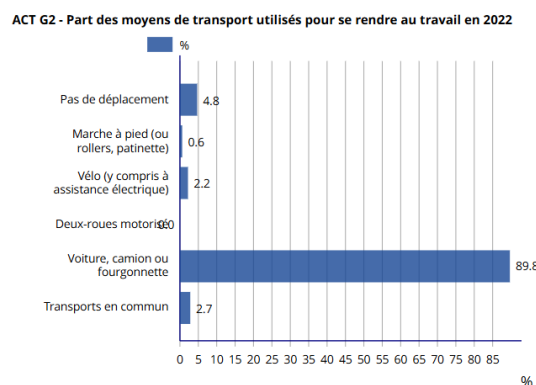
L'importance de ce flux de mobilité engendre une certaine dépendance au véhicule individuel, démontrée par le tableau de l'INSEE ci-contre. Ce dernier permet de relever que 90% des déplacements domicile-travail sont réalisés en voiture (ou assimilé) en 2022. Cette hégémonie en matière de déplacements trouve à s'expliquer par la position de la commune qui est aisément reliée à l'aire d'influence de Dijon.

Il faut noter qu'environ 5,4% des actifs n'ont pas besoin de se déplacer pour se rendre au travail où peuvent s'y rendre à pied, ce qui témoigne du niveau de la concentration de l'emploi. Si ce pourcentage tient certainement aux emplois domiciliés dans la commune, il est envisageable de questionner une augmentation de cette part avec le développement du télétravail. En effet, l'amélioration des réseaux de télécommunications, couplée aux évolutions sociétales observées suite à la crise sanitaire de COVID19, ont favorisé l'intensification du recours au télétravail, lequel représente un intérêt important pour les communes

Les données INSEE disponibles permettent de mesurer les flux de déplacement domicile-travail. On constate alors que la grande majorité des mouvements pendulaires des actifs s'effectuent entre Etaules et l'aire urbaine de Dijon, ce qui confirme ainsi l'attractivité résidentielle de la commune.

Lieu de travail des actifs résidents	Nombre de flux pendulaires (déplacements/jour)
Dijon	54,8
Etaules	51,5
Talant/Fontaine-lès-Dijon	20,7
Darois	9,2
Is-sur-Tille	5,5
Ahuy	5,1
Saint-Apollinaire	5,1
Ouges	4,1

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2022

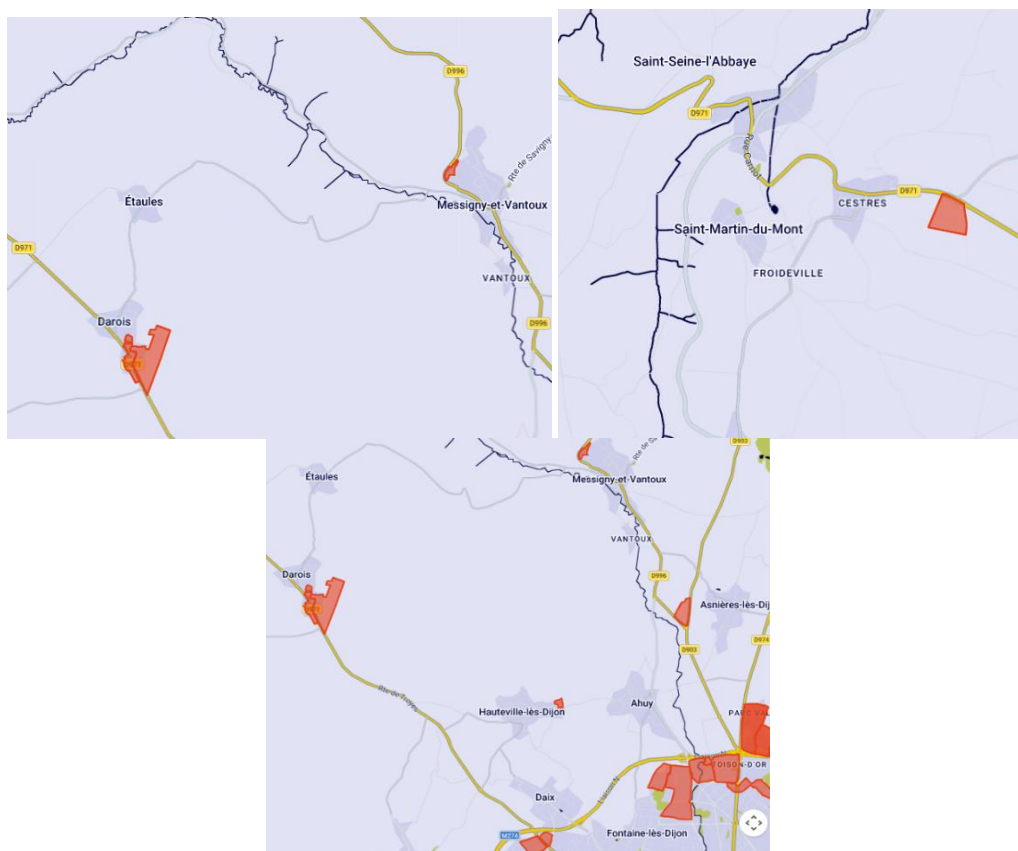


Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.

Source : Insee, RP2022 exploitation principale, écoeraohie au 01/01/2025.

Les pôles pourvoyeurs d'emplois :

La Communauté de commune Forêt-Seine et Suzon à laquelle appartient Etaules dispose de la compétence en matière de développement économique. À ce titre, elle est en charge des zones d'activités économiques, dont 4 sont recensées sur son territoire :



Source : simplanter.fr

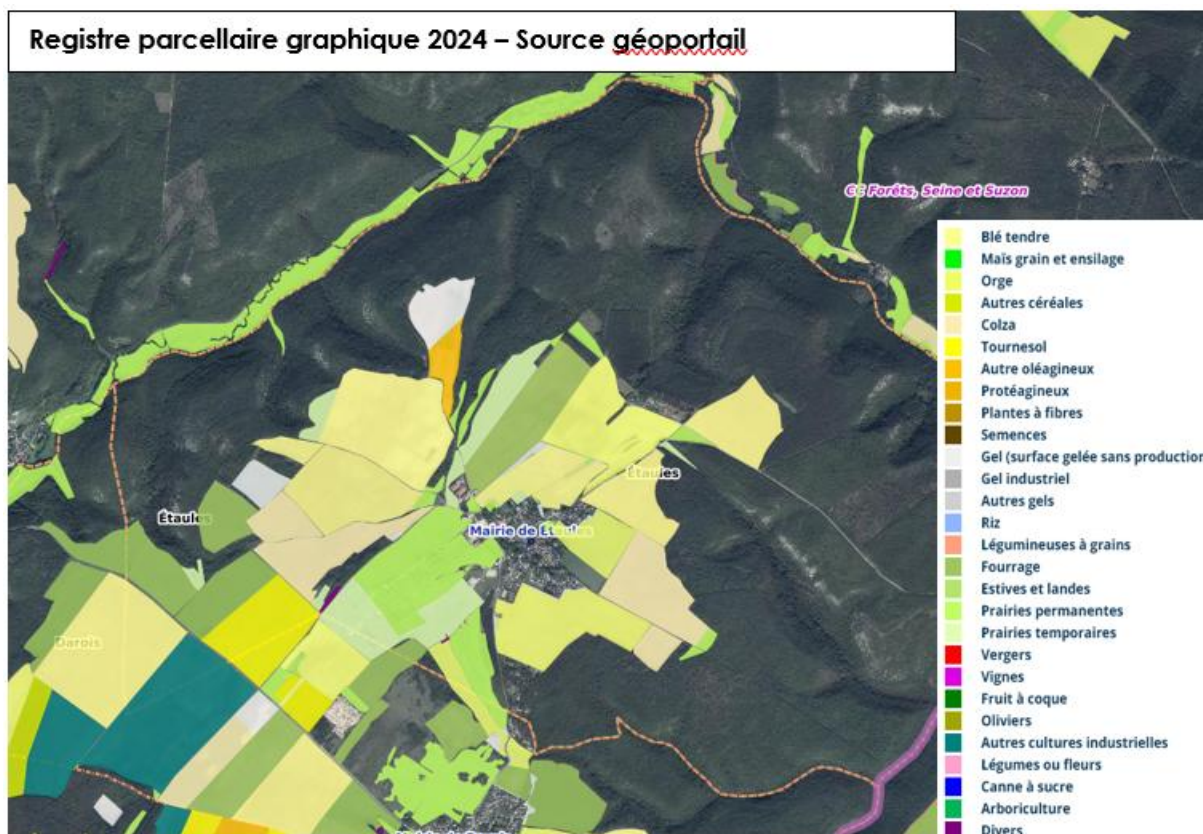
- Z.A. DAROIS (28 entreprises sur 8.02 Ha)
- Aéroport Dijon-Darois (18 entreprises sur 29.15 Ha)
- Z.A. DES PASSAVENTS – Messigny-et-Vantoux (23 entreprises sur 2.61 Ha)
- Z.A.E. INTERCOMMUNALE – Saint-Martin-du-Mont (4 entreprises sur 6.29 Ha)

On constate qu'Etaules bénéficie de l'ensemble des biens, services et emplois liés aux zones d'activités économiques des collectivités voisines ainsi que de la métropole dijonnaise et donc de l'offre commerciale et de services associés aux emplois qu'elles proposent.

A2 – L'ACTIVITE AGRICOLE

Le visage actuel de la commune d'Etaules résulte, pour l'essentiel, de la mise en valeur agricole du territoire. C'est l'activité agricole qui, au fil des siècles, a commandé l'implantation puis l'évolution du village, a structuré les paysages par la délimitation d'espaces ouverts, aménagés et entretenus de manière spécifique, a fixé les conditions d'évolution de la faune et de la flore sauvages sur le territoire ...

En effet, Etaules appartient au plateau forestier du Châtillonnais. Le milieu forestier constitue environ les deux tiers de la superficie communale et la partie non urbanisée du territoire est dominée par les milieux ouverts dédiés aux activités agricoles (prairies et cultures). L'activité agricole est tournée vers l'élevage de bovins et la production de céréales (notamment blé tendre et orge) et d'oléagineux (notamment le colza).



Le territoire communal est concerné par 3 IGP (Indications Géographiques Protégées) :

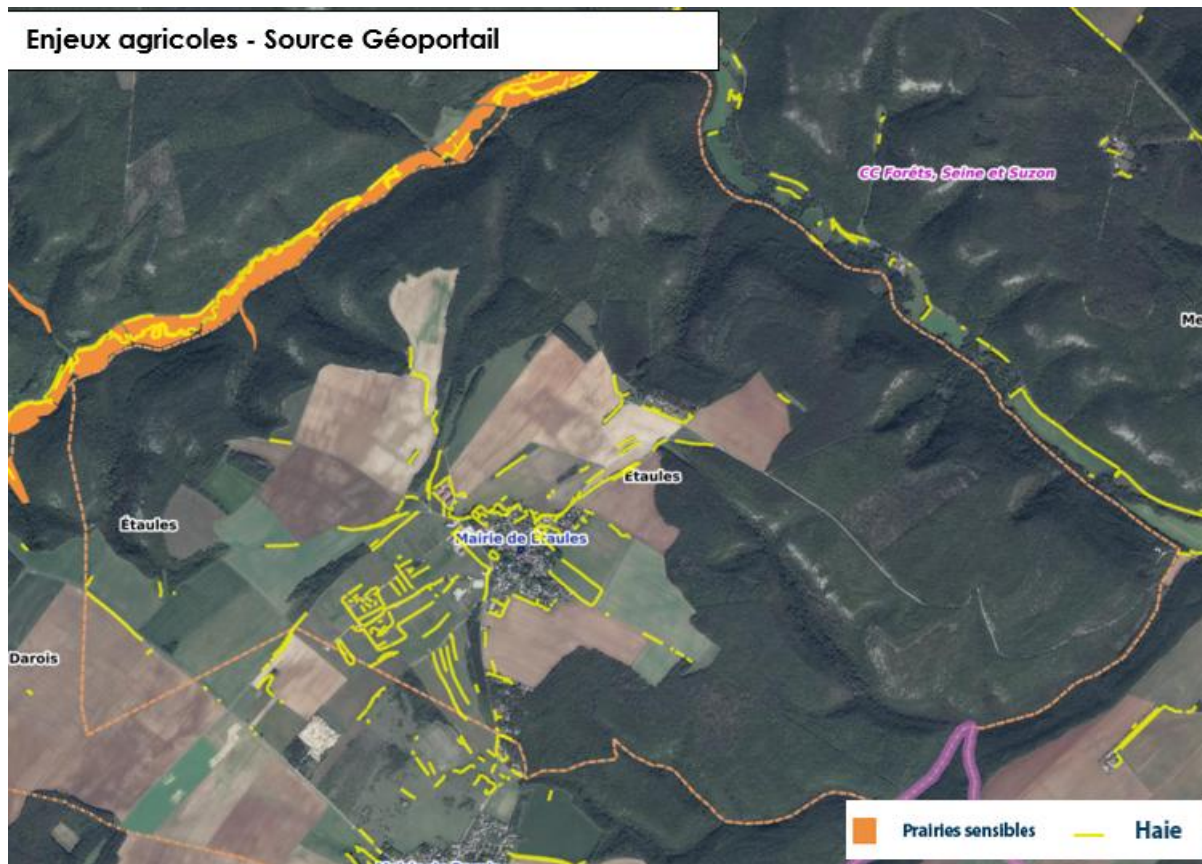
- Emmental français Est-Central (IG/54/94)
- Moutarde de Bourgogne (IG/11/98)
- Volailles de Bourgogne (IG/07/94)

L'activité agricole met en avant certains enjeux écologiques repris au titre de l'état initial de l'environnement et synthétisés sur la carte ci-dessous, il s'agit de délimiter les haies, ainsi que les prairies permanentes désignées comme écologiquement sensibles au titre des règles des bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) à compter de la campagne de demandes d'aides 2023.

Le règlement européen n°2021/2115 du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune interdit au titre des BCAE (en son annexe III) de convertir ou de labourer des prairies permanentes désignées comme prairies permanentes écologiquement sensibles sur des sites Natura 2000.

En application de ces dispositions, le code rural et de la pêche maritime prévoit l'identification de ces prairies par arrêté du ministre en charge de l'agriculture. Cet arrêté, publié le 14/03/2023, établit en conséquence, à la parcelle, la carte de ces prairies à protéger, désignées comme sensibles en fonction, notamment, de la richesse en biodiversité identifiée sur celles-ci.

Enjeux agricoles - Source Géoportail



Les données ci-dessous sont issues des données AGRESTE de 2020, elles mettent en avant une évolution positive de la Surface Agricole Utile de 4.1% entre 2010 et 2020 (soit une variation absolue de 177.8 hectares).

La commune présente une culture orientée principalement vers les céréales et oléo-protéagineux qui représente plus de 78% de la SAU en 2022, le reste est dédié aux prairies.

Deux exploitations agricoles (dont une écurie) sont recensées sur le territoire communal à l'est du bourg.

Chiffres clés

Indicateurs	Étaules
Nombre d'exploitations en 2020 (exploitations)	2
PBS en 2020 (milliers d'euros standard)	869
SAU en 2020 (ha)	989

Source : Agreste - Recensement agricole 2020



Exploitation Rue de Prenois

La commune accueille également un point de vente direct de produits fermiers (ouvert 3 fois par semaine depuis juillet 2017). Ce point de vente est associé à une exploitation agricole qui exploite des ovins et porcins. Les données Agreste de 2020 relèvent un nombre total de 184 UGB (Unité de Gros Bétail).



Point de vente Rue Jean Nibet

Une réunion avec les exploitants agricoles devra être organisée et permettra de mettre en avant les éléments suivants :

- Pérennité et projets éventuels des exploitations
- Présence ou non de périmètre sanitaire agricole à prendre en compte
- Cheminements agricoles et principales difficultés rencontrées
- Secteurs agricoles à forts enjeux (tant économique du fait de la présence de l'exploitation, que qualitatif compte-tenu de la qualité agronomique des terres).

Une réunion agricole a eu lieu courant juin 2026, il en ressort les éléments suivants :

- De manière générale, il semble que la profession agricole ne rencontre pas de difficultés particulières, tant sur le développement des bâtiments (sous le régime du PLU actuel) que sur les conditions de circulation agricole. On relève ainsi une traversée du bourg plutôt rare pour l'exploitant n°1 et plus fréquente pour l'exploitant n°2 (avec un rétrécissement de chaussée dans le centre bourg qui peut poser des soucis en cas de stationnement de véhicules) . Les exploitants ne sont pas en mesure de confirmer ou non la présence de périmètres sanitaires.
- Plusieurs projets de développement agricole ont été émis en avant, ils sont détaillés et spatialisés sur la carte de synthèse suivante :
 - o Développement du magasin agricole (Exploitant 2)
 - o Implantation d'un élevage de poules au nord du territoire (exploitant 2)
 - o Poursuite du développement d'abri à cheveux (exploitant 1) au nord des bâtiments d'exploitation
- 2 exploitations agricoles sont recensées sur la commune, deux autres exploitants exploitent uniquement des terres. On trouve également un centre équestre sur le territoire qui répond à la destination agricole conformément à l'article L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime qui dispose que *« Sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation. Les activités de cultures marines et d'exploitation de marais salants sont réputées agricoles, nonobstant le statut social dont relèvent ceux qui les pratiquent. Il en est de même des activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques en vue de leur exploitation, à l'exclusion des activités de spectacle. Il en est de même de la production et, le cas échéant, de la commercialisation, par un ou plusieurs exploitants agricoles, de biogaz, d'électricité et de chaleur par la méthanisation, lorsque cette production est issue pour au moins 50 % de matières provenant d'exploitations agricoles. Les revenus tirés de la commercialisation sont considérés comme des revenus agricoles, au prorata de la participation de l'exploitant agricole dans la structure exploitant et commercialisant l'énergie produite. Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret. Les activités agricoles ainsi définies ont un caractère civil. Toutefois, pour la détermination des critères d'affiliation aux régimes de protection sociale des non-salariés et des salariés des professions agricoles, sont considérées comme agricoles les activités mentionnées respectivement aux articles L. 722-1 et L. 722-20. »*

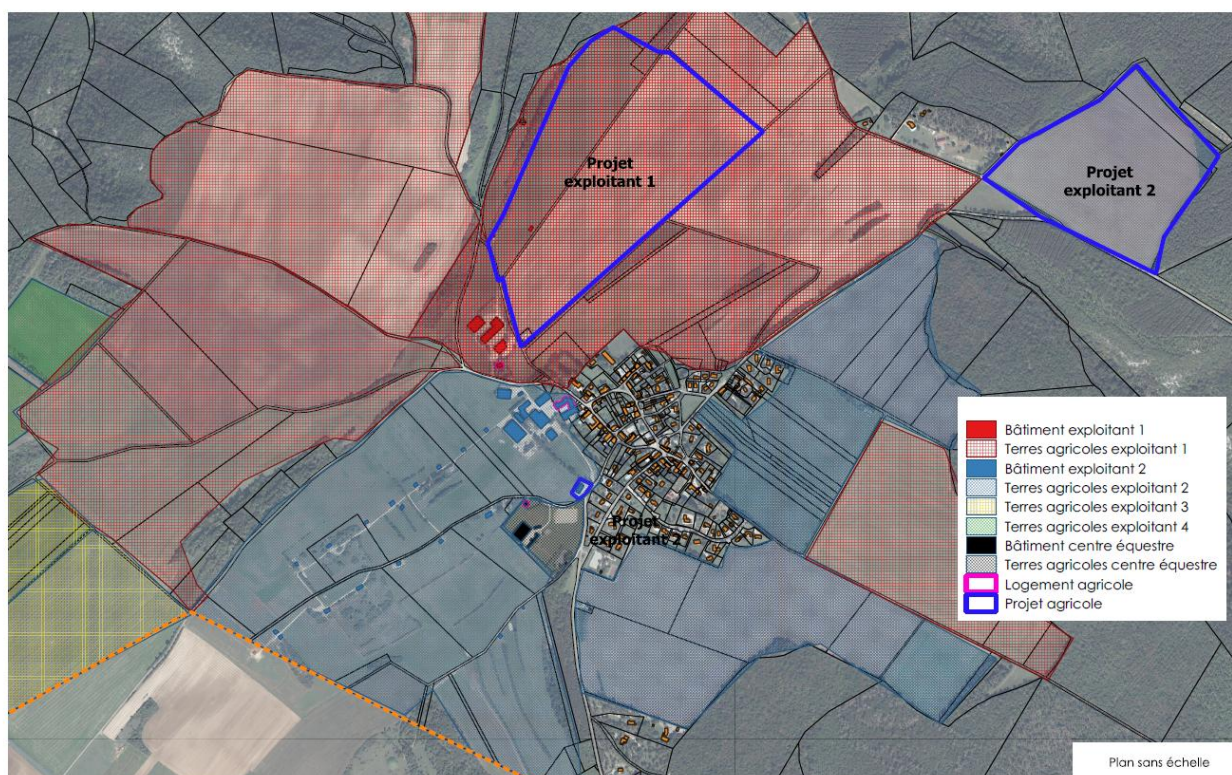
La spatialisation des terres exploitées est synthétisée sur la carte suivante (il s'agit d'une carte de synthèse et pas d'une carte exhaustive).

- o Exploitant 1 : Céréales
- o Exploitant 2 : Mouton + cochon + céréales + pension chevaux
- o Exploitants 3 et 4 : Céréales
- o Centre équestre :
- Les exploitants présents en réunion ne relèvent pas de terres agricoles à haute valeur agricole, mais mettent en avant plusieurs projets en cours de développement ou à l'étude qui nécessitent

une certaine prise en compte dans le classement des terres agricoles au titre du PLU. En effet, Mme REMONDINI a bien mis en avant la possibilité dont dispose les élus pour classer les terres agricoles compte-tenu de leurs enjeux agricoles, environnementaux / écologiques ou paysagers.

- En dernier lieu, les exploitants rappellent les règles et contraintes déjà imposées par la PAC, et soulignent la nécessité de ne pas complexifier le PLU outre-mesure (pour éviter une incohérence ou un cumul des obligations). A ce titre, ils rappellent que la Politique Agricole Commune encadre :
 - o Date de taille
 - o L'obligation de protéger les haies (en faisant la distinction entre celles qui étaient concernées et considérées comme assimilées, de celles qui ne l'étaient pas). Les haies assimilées sont identifiées sur des cartes et pourront utilement être questionnées lors de la définition des prescriptions réglementaires.

COMMUNE D'ETAULES - REVISION DU PLU - JUIN 2026 SYNTHESE AGRICOLE



A3 – L'ACTIVITE FORESTIERE

Les bois et forêts relevant du régime forestier (encadré par le Code Forestier) figurent en annexe du PLU. Par défaut, les bois et forêts qui n'en relèvent pas sont soumis à l'obligation de réaliser un plan simple de gestion ou à autorisation administrative (Code Forestier).

Les demandes d'autorisation administrative peuvent être couplées d'une déclaration préalable au regard des dispositions du Code de l'Urbanisme :

- L.113-1 du Code de l'Urbanisme : dans les espaces boisés classés identifiés au titre d'un document d'urbanisme.
- R.421-23 du Code de l'Urbanisme : dans les bois, forêts ou parc situés sur le territoire de commune où l'établissement d'un PLU a été prescrit1.
- L.151-23 / L.151-19 du Code de l'Urbanisme : dans les éléments de paysages ou sites et secteurs à protégés pour des motifs d'ordre écologique, culturel, historique ou architectural.

Toutefois, la déclaration préalable pour les coupes et abattages imposée par le Code de l'Urbanisme n'est pas requise (article R.421-23-2 du Code de l'urbanisme) dans les cas suivants :

- Dans le cadre d'enlèvement des arbres dangereux, des chablis et des bois morts,
- Lorsqu'il existe déjà un contrôle administratif en vertu du Code Forestier :
 - o Pour les bois et forêts soumis au « régime forestier » encadré par le livre II du code forestier (donc au sein du DPAC),
 - o Lorsqu'il est fait application d'un « plan simple de gestion » (PSG) agréé, d'un règlement type de gestion (RTG) approuvé ou d'un programme des coupes et travaux (PCT) d'un adhérent au code des bonnes pratiques sylvicoles agréé,
 - o Lorsque les coupes entrent dans le cadre d'une autorisation par catégories définies par arrêté préfectoral, après avis du Centre national de la propriété forestière.

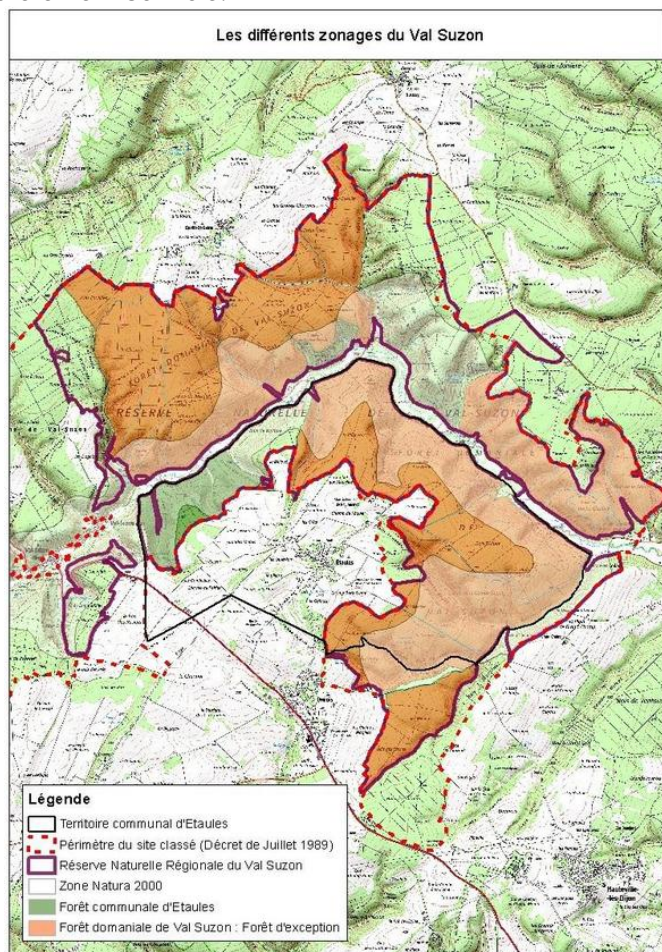
Le PLU doit également prendre en compte les orientations du Schéma Régional de Gestion Sylvicole applicables aux forêts privées de Bourgogne signé le 10/07/2006. Le SRGS est le document cadre pour mettre en œuvre la gestion durable des forêts privées à l'échelle régionale. Il donne des recommandations de sylviculture pour les principaux types de peuplements. Quinze objectifs d'amélioration continue ont été retenus par l'ensemble des signataires et partenaires en octobre 2001 avec une possibilité de révision et mise à jour tous les 5 ans :

- Objectif 1 : des techniques durables d'exploitation du bois.
- Objectif 2 : des milieux et des espèces remarquables bien gérés.
- Objectif 3 : des débouchés rémunérateurs pour les produits forestiers.
- Objectif 4 : des forêts bien aménagées et bien suivies.
- Objectif 5 : les potentialités des milieux forestiers bien connues et des espèces forestières bien adaptées à la station.
- Objectif 6 : une filière forestière riche en emplois qualifiés.
- Objectif 7 : l'état de santé des forêts régulièrement contrôlé.
- Objectif 8 : une surface forestière bien connue.
- Objectif 9 : une gestion forestière attentive à la biodiversité.
- Objectif 10 : l'équilibre sylvo-cynégétique.
- Objectif 11 : le capital ligneux sur pied géré durablement.
- Objectif 12 : des infrastructures bien raisonnées, adaptées aux enjeux et respectueuses de l'environnement.
- Objectif 13 : une récolte de bois raisonnée et équilibrée.
- Objectif 14 : des peuplements forestiers stables et résistants.
- Objectif 15 : un paysage forestier de qualité.

On ne dénombre aucune exploitation forestière sur le territoire. Les forêts accueillent une activité de chasse communale et domaniale.

La commune recense une forêt communale et une très grande majorité de forêt domaniale du Val Suzon, identifiée en tant que forêt d'exception (depuis 2024).

Cette dernière s'étend sur la réserve naturelle régionale du Val Suzon créée en 2011.



Dès sa création en 2011, la gestion de la RNR-FE est confiée par la région à l'ONF, déjà gestionnaire des forêts publiques du site. L'évaluation des responsabilités de la RNR-FE a démontré que celle-ci a une

importance particulière pour la conservation d'habitats de milieu rocheux, de milieux humides liés au calcaire, de milieux ouverts xérothermophiles d'affinité méridionale et de milieux forestiers divers.



Ils correspondent aux 5 enjeux de conservation du patrimoine naturel de la RNR-FE, à savoir :

- les complexes de pelouses-ourlets-fruticées-chênaies pubescentes ;
- les milieux rocheux ;
- les forêts de versants et de combes ;
- les sources et milieux humides tufeux ;
- le paysage et le patrimoine culturel.

Une réglementation spécifique s'applique sur chacun de ces sites d'exception. Cette législation est nécessaire pour assurer la pérennité du milieu, de sa faune et de sa flore. L'acte de classement (Délibération n° 2011-3-7642-350 du 30 juin 2011) stipule que sont interdits entre autres :

- le camping et le bivouac ;
- la circulation ou le stationnement de véhicules motorisés sauf ayants droits ;
- la pratique de l'escalade et de la varappe ;
- les feux et les dépôts de déchets ;
- de porter atteinte, de quelque manière que ce soit, à l'intégralité des animaux d'espèces non domestiques ainsi qu'à leurs œufs, couvées, portées ou nids ou de les emporter hors de la réserve naturelle. De troubler ou de déranger les animaux par quelque moyen que ce soit ;
- de promener des chiens non tenus en laisse en dehors des allées forestières pendant la période du 15 avril au 30 juin ;
- toute publicité quelle qu'en soit la nature.

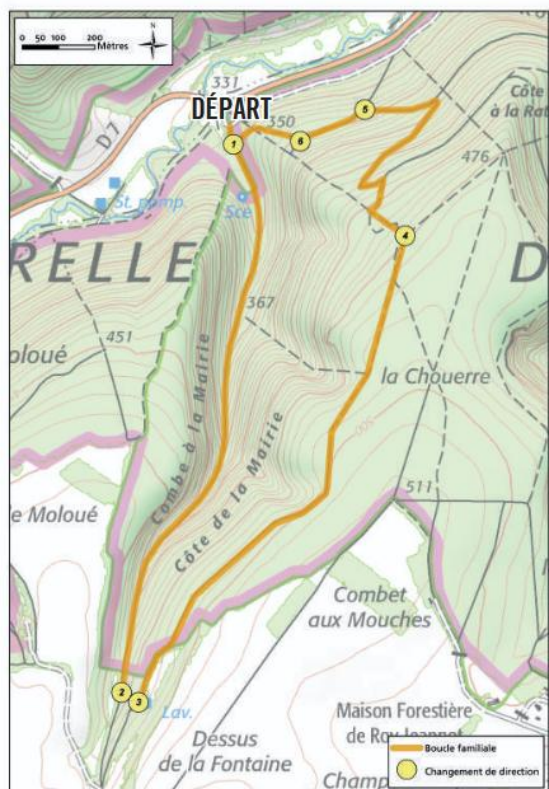
A4 – L'ACTIVITE TOURISTIQUE

La commune d'Étaules s'inscrit dans un environnement à dominante rurale et naturelle, dont le potentiel touristique repose essentiellement sur la qualité de ses paysages et la richesse de ses milieux naturels.

Le territoire est propice à la pratique de la randonnée pédestre, du VTT et des activités de découverte, notamment grâce à la présence d'itinéraires structurants : Plusieurs circuits de randonnée passent ou partent du village : sur le GR7 des fontaines jalonnent le parcours, le GR2, le "Chemin de Randonnée du CAF" et le sentier "tour du Val Suzon". Plusieurs de ces chemins de randonnée sont des sentiers de découverte de la réserve naturelle régionale du Val Suzon.



Source ONF :



LE PIC CENDRÉ LA COMBE À LA MAIRIE

Départ : Parking à gauche environ 1 km
après « Sainte-Foy » (direction Val Suzon).

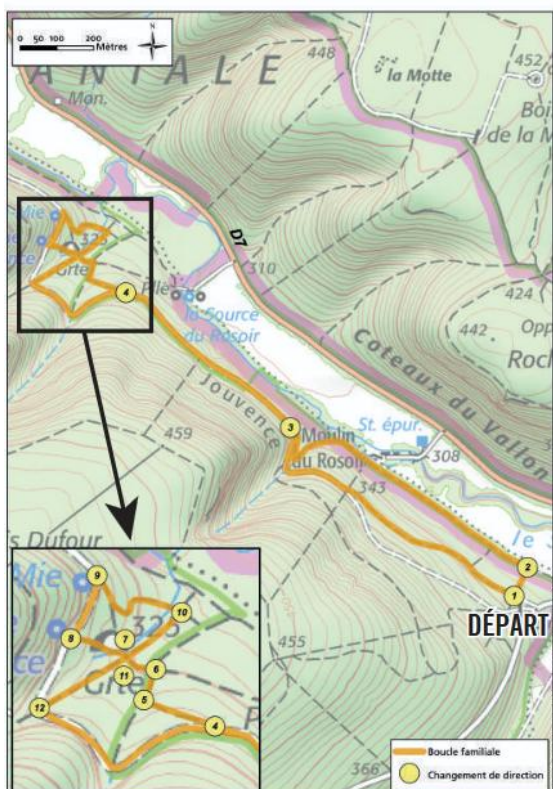
- 1 A l'entrée du parking, prendre à gauche pour rejoindre le sentier de fond de combe et le suivre sur près de 2 km de montée douce.
- 2 Couper à gauche au niveau de la clairière pour rejoindre directement le lavoir.
- 3 Au lavoir, prendre à gauche le chemin qui entre dans la forêt et le suivre sur environ 2 km.
- 4 Arrivé dans une forêt de résineux, emprunter la piste qui descend et serpente, pour rejoindre ensuite une piste forestière empierrée. Continuer à descendre.
- 5 Quitter la piste pour prendre un chemin à gauche sur environ 200 mètres.
- 6 Emprunter à droite, un sentier qui descend dans le versant jusqu'à rejoindre le chemin de combe qui ramène ensuite au point de départ.

INFORMATIONS

5km
Prévoir 2h
Niveau facile
Balisage :



À éviter le lundi en période de chasse (de mi-septembre à fin février).



LA GRENOUILLE ROUSSE DE SUZON EN JOUVENCE

Départ : Parking depuis la D104.

- 1 Au bout du parking, passer la barrière forestière puis emprunter le sentier qui descend à droite.
- 2 Prendre à gauche. Continuer ce sentier qui mène au Moulin du Rosoir, et offre une vue sur le Suzon.
- 3 En remontant la combe, suivre un sentier à droite qui rejoint la route forestière.
- 4 Dans le virage, prendre à droite un sentier qui descend dans la forêt.
- 5 Au prochain croisement, prendre à droite sur 50 mètres pour arriver à un carrefour.
- 6 A ce carrefour, prendre à gauche.
- 7 Au prochain carrefour, traverser le ruisseau et suivre l'escalier qui permet de découvrir successivement la grotte, la fontaine et la source.
- 8 Reprendre à droite la route forestière sur 100 mètres. Derrière une table-banc en pierre, la source Baise-Ma-Mie fait une apparition discrète.
- 9 Quitter la route forestière par un sentier qui descend à droite.
- 10 Remonter le chemin de combe, en passant devant le petit pont jusqu'à retrouver la route forestière.
- 11 Arrivé sur la route forestière, prendre à gauche et la suivre sur près d'un kilomètre.
- 12 Prendre à gauche et suivre un chemin sous la route forestière qui ramène au point de départ.

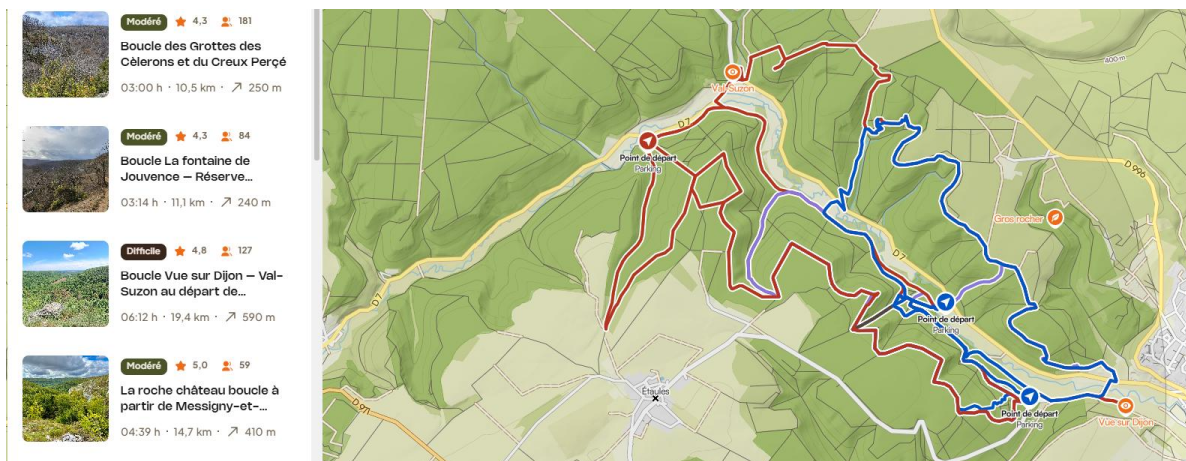
INFORMATIONS

4km
Prévoir 2h
Niveau très facile
Balisage :



À éviter le lundi en période de chasse (de mi-septembre à fin février).

Plusieurs parcours cyclables sont également présents sur le territoire :



Source : www.komoot.com



Des éléments naturels ponctuels (sources, fontaines, cavités) viennent enrichir l'intérêt paysager et récréatif de la commune, sans toutefois faire l'objet d'une valorisation touristique significative.



L'offre d'hébergement touristique est très limitée et ne permet pas d'accueillir une fréquentation importante. La commune ne dispose pas d'équipements touristiques spécifiques ni de structures d'accueil dédiées. L'animation repose principalement sur des événements ponctuels à destination des habitants.

A5 – L'ACTIVITE ASSOCIATIVE

Plusieurs activités associatives sont recensées sur le territoire, notamment :

- De l'Ane au Zébu
- Les Amis du Plateau (comité des fêtes, les ateliers, la gymnastique)
- Les terrains de sport



B. LES TRANSPORTS ET LES DEPLACEMENTS

B1 – LES INFRASTRUCTURES ET LES TRANSPORTS EN COMMUN

D'une manière générale, l'ensemble des problématiques en matière de mobilité amène les élus à se poser des questions sur les conséquences engendrées, notamment en matière de stationnement, de sécurité piétonne et d'émissions de gaz à effet de serre. La problématique des transports n'est pas qu'une question communale, elle doit être analysée au titre de l'intercommunalité. Lorsque les élus ne disposent pas de la compétence, ils devront s'assurer que les moyens mis en œuvre au titre du PLU permettent la réalisation des projets portés sur l'ensemble du territoire intercommunal.

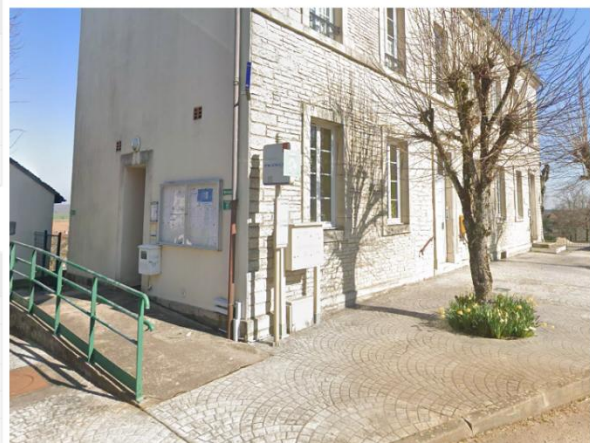
La Commune n'est pas traversée ni connectée au réseau ferré. Les gares les plus proches sont celles de Dijon Ville, Is-sur-Tille et Velars-sur-Ouche.

La commune est desservie par le réseau régional MOBIGO (anciennement TRANSCO) via ligne 124 (anciennement 50) permettant une liaison directe avec Dijon avec une desserte des communes intermédiaires (Darois, Talant).

Le temps de trajet vers Dijon est relativement court (environ 20 minutes), ce qui rend la liaison fonctionnelle pour les déplacements domicile-travail ou scolaires, malgré une offre peu dense.

Au départ d'Etaules

	Etaules Mairie	Darois Mairie	Talant Collège	Talant Arandes	Dijon Darcy	Dijon République	Dijon 30 Octobre	Dijon Wilson
Du lundi au samedi (1)	7h07	7h12	–	7h20	7h30	7h35	7h40	7h45
Du lundi au samedi (1)	7h27	7h32	7h45	7h50	–	8h00	–	–
Du lundi au samedi	8h07	8h12	–	8h20	8h30	8h35	8h40	8h45



Pour le retour

	Dijon Wilson	Dijon 30 Octobre	Dijon République	Dijon Darcy	Talant Arandes	Talant Collège	Darois Mairie	Etaules Mairie
Mercredi (1)	–	–	–	–	–	12h10	12h20	12h25
L,M,M,J,V,S (1)	12h10	12h17	12h22	12h26	12h35	–	12h46	12h51
L,M,J,V (1)	16h10	16h17	16h22	16h28	16h38	16h44	16h54	16h59
L,M,J,V (1)	17h20	17h30	17h35	17h35	17h50	–	18h07	18h12
L,M,M,J,V,S	18h20	18h31	18h35	18h39	18h47	–	18h56	18h59
L,M,J,V	–	–	–	19h35	19h43	–	19h52	19h55

(1) Période scolaire uniquement

Notons que la Commune est traversée principalement par la D104 au titre des infrastructures de transport terrestre, mais cette dernière n'est pas considérée comme générant du bruit conformément aux arrêtés préfectoraux en dates des 21/01/2016 et 25/09/2012 fixant les niveaux sonores que les constructeurs doivent prendre en compte pour la construction de bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que pour les bâtiments d'hébergement à caractère touristique.

Aux abords de cet axe, la commune a pu mettre en évidence un problème de vitesse des véhicules et un travail d'analyse a été initié en vue de trouver des solutions sécurisantes pour tous.



De même, la marge de recul de 75m, prévue par l'article L.111-6 du Code de l'urbanisme, ne trouve pas application ici, la route départementale D104 n'étant pas classée comme une route à grande circulation.

En ce qui concerne le covoiturage, la commune ne dispose pas d'aire sur son territoire, la plus proche étant située à Pasques (à environ 10min en voiture d'Etaules).



B2 – LE STATIONNEMENT

Equipement automobile des ménages

	2011		2016		2022	
Ensemble des ménages	100		106		127	
Au moins un emplacement réservé au stationnement	90	89,8%	98	92,4%	110	86,3%
Au moins une voiture	97	97,2%	103	96,6%	125	98,5%
1 voiture	30	29,6%	29	26,9%	36	28,6%
2 voitures ou plus	68	67,6%	74	69,7%	89	69,6%

Source INSEE

Les données INSEE ci-dessus permettent d'illustrer le taux de motorisation des ménages et son évolution. Ainsi, entre 2011 et 2022, le nombre de ménages disposant d'au moins une voiture augmente ce qui nécessite de questionner les capacités de stationnement public et privatif, puisque les données INSEE mettent en avant une diminution du nombre de ménages disposant d'au moins un emplacement réservé au stationnement.

Un repérage exhaustif des places de stationnements publics a été réalisé, les données sont reportées sur les cartes ci-dessous.



On notera que certains des axes de circulation disposent d'une largeur adaptée au stationnement des véhicules sur le domaine public sans que cela ne constitue une gêne pour la circulation automobile ou piétonne.

On retrouve de nombreux petits espaces de stationnement au fil des rues de la commune, sans véritable grand espace de stationnement mis à part à côté de la mairie et sur la place de la salle des fêtes. Ces quelques places sont disséminées à proximité des équipements et lieu de rassemblement du village, ainsi que devant certaines habitations (notamment dans le lotissement Champs Barthelemy).

C'est donc un total d'environ **60 places de stationnement** qui sont matérialisées sur l'ensemble du bourg.

D'autres places de stationnement (non matérialisées) sont relevées le long de certaines voies. Ces dernières empiètent toutefois sur les voies en question et restreignent les conditions de circulation en diminuant l'emprise de la chaussée circulée.



B3 – LES MOBILITES DOUCES

S'agissant de la mobilité piétonne, il est relevé une certaine disparité de mobilité en fonction des axes. Si certaines voiries disposent d'accotements sécurisés avec des emprises de trottoirs assez larges, la plupart ne présentent pas de trottoirs et disposent même d'emprise de mobilité piétonne inexistante (obligeant les piétons à partager la chaussée circulée).



Dans le centre bourg, des aménagements ont été installés sur les différentes places pour distinguer la place des piétons de celle des véhicules.

La transition écologique et les changements sociétaux impliquent le développement des mobilités douces au quotidien même si cet objectif se trouve confronté à de nombreuses difficultés dans les territoires hors des agglomérations. La commune n'est pas un lieu propice à la réalisation de liaisons douces en ce que les trajets du quotidien sont relativement longs et qu'ils ne peuvent être aisément généralisés avec des mobilités douces.

C. LES EQUIPEMENTS PRESENTS SUR LE TERRITOIRE

C1 – LES EQUIPEMENTS PUBLICS

Les équipements municipaux sont peu nombreux à Etaules, en plus de la mairie et de la salle des fêtes, on y retrouve :

- Une église
- Un cimetière en sortie de village,
- Des terrains de sports et de loisirs pour enfants (un terrain de basket, un terrain de foot stabilisé et un terrain de tennis, petites aires de jeux)
- Un cimetière

La commune a également mis en place trois aux espaces les plus agréables du village (La Croix Cassée, la mare et le Poirier).

En ce qui concerne les équipements scolaires du premier degré, les écoles maternelles et primaires sont gérées par le SIVOS du plateau de Darois, qui regroupe les communes de Darois, Etaules, Francheville (maternelle), Prenois, Val-Suzon.

L'accueil périscolaire et extrascolaire est organisé sur la commune de Darois

Concernant le second degré, les établissements les plus proches sont situés :

- Collège Boris Vian à Talant
- Collège André Malraux à Dijon
- Collège Montchapet à Dijon
- Lycée général et technologique Agricole à Plombières-lès-Dijon
- Lycée international Charles de Gaulle à Dijon
- Lycée général et technologique Montchapet à Dijon



C2 – LE SERVICE D'ORDURES MENAGERES

La compétence ordures ménagères appartient à la Communauté de Communes Forêt Val Suzon. Cette dernière a transféré cette compétence au Syndicat des Ordures Ménagères (SMOM) d'Is-sur-Tille.

A Etaules, le ramassage des ordures ménagères s'effectue le mercredi matin et un point d'apport volontaire pour la récupération du verre est installé au niveau du château d'eau sur la route de Darois.

La gestion des déchets repose sur 3 postes :

- Le tri sélectif,
- Les ordures ménagères résiduelles,
- Les déchèteries.

Les déchèteries

HORAIRES D'ÉTÉ – à partir du 1er avril

Francheville

Mercredi de 14h à 17h45
Samedi de 9h à 11h45

Fromenteau

Mercredi de 9h à 11h45
Samedi de 14h à 17h45

Pellerey

Mercredi de 14h à 17h45
Samedi de 9h à 11h45

Prenois

Lundi de 14h à 17h45
Samedi de 14h à 17h45

Savigny-le-Sec

Mardi de 14h à 17h45 Jeudi de 14h à 17h45
Samedi de 14h à 17h45

HORAIRES D'HIVER – à partir du 1er novembre

Francheville

Samedi de 9h à 11h45

Fromenteau

Mercredi de 9h à 11h45
Samedi de 14h à 16h45

Pellerey

Mercredi de 14h à 16h45
Samedi de 9h à 11h45

Prenois

Lundi de 14h à 16h45
Samedi de 14h à 16h45

Savigny-le-Sec

Mardi de 14h à 16h45
Jeudi de 14h à 16h45 Samedi de 14h à 16h45

La déchetterie de rattachement la plus proche, est située sur la commune de Prenois

Un inventaire et un diagnostic des décharges communales sur le territoire de la Côte d'Or ont été réalisés en 2004 par le Conseil Départemental et l'ADEME. Au-delà des risques pour l'environnement, les décharges communales peuvent engendrer des problèmes d'instabilité du sol incompatibles avec certains projets d'aménagement. Une ancienne décharge est localisée sur la parcelle ZB01 (47.41712,4.936097).

Confirmer la présence d'ancienne déchetterie sur la commune auprès du Conseil Départemental.

Le Code de l'urbanisme prévoit la prise en compte des Plans de Prévention et de Gestion des Déchets issus des chantiers de Bâtiment et des Travaux Publics (PPGDBTP) dans les documents d'urbanisme. La notion de prise en compte implique de ne pas ignorer les objectifs généraux du document.

La compétence de planification des déchets du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) a été transférée à l'échelon régional suite à la promulgation de la Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) d'août 2015. Toutefois, pour les départements qui avaient déjà engagés la révision de du Plan de Prévention et des Gestion des Déchets de Chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics avant la promulgation de la loi NOTRe, la législation les autorise à continuer cette révision jusqu'au terme de l'enquête publique. Le Conseil Départemental de la Côte-d'Or se trouve dans cette situation et l'adoption du PPGDBTP de Côte-d'Or est prévue en fin d'année 2017.

Le PPGDBTP a pour objet d'orienter et de coordonner l'ensemble des actions à mener, tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés en termes de prévention et de gestion des déchets de chantiers du BTP.

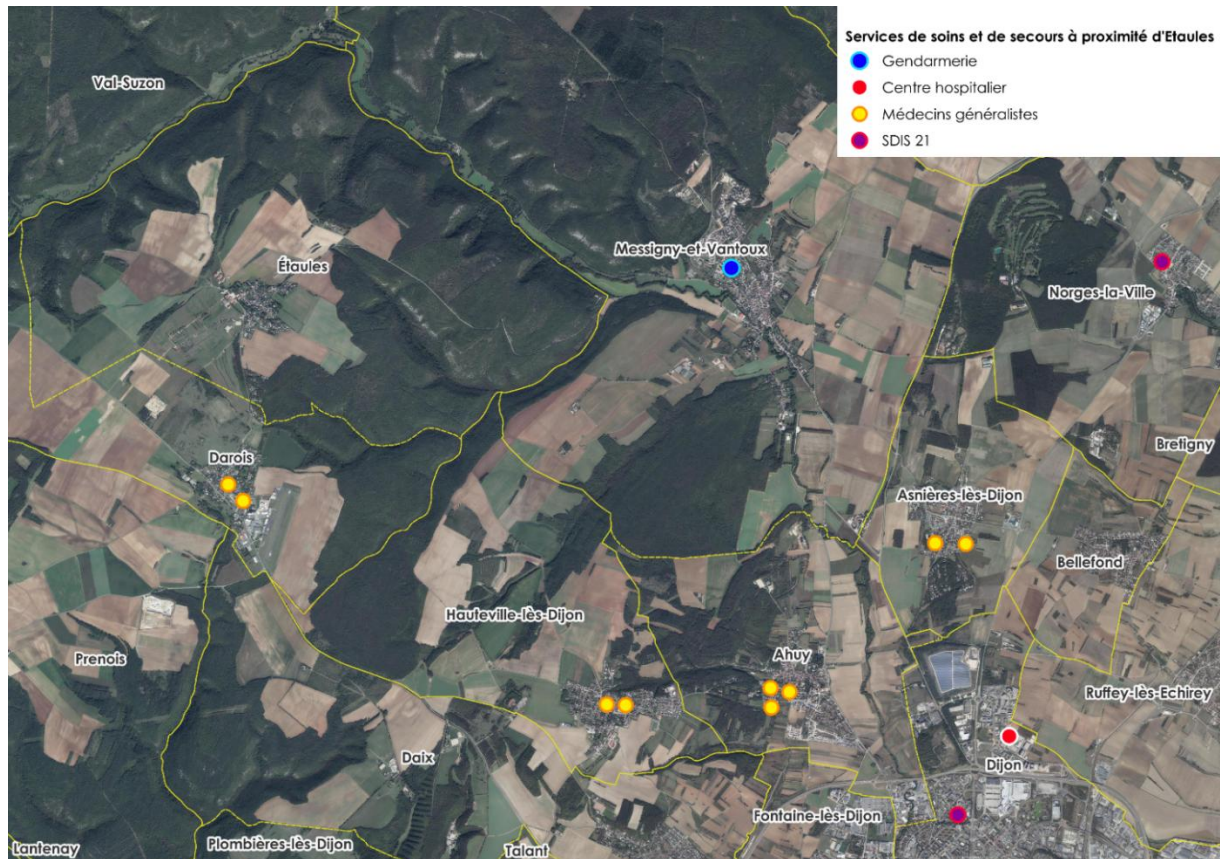
Il prévoit également un maillage des installations sur le territoire départemental sans cibler précisément une commune d'implantation. Afin d'élaborer le maillage territorial des différentes installations de valorisation et de traitement à prévoir, le territoire a été découpé sur la base des bassins de vie. Ainsi, le territoire départemental a été découpé en 7 territoires qui sont les suivants : Auxois Nord, Auxois Sud, Beaunois, Châtillonnais, Dijonnais, Tille et Vingeanne et Val de Saône.

La commune est située sur le bassin de vie du Dijonnais, dont des besoins en installations retenus dans le PPGDBTP 21 (période 2017 – 2029) ont été identifiés, autant en installation de transit, tri et recyclage qu'en Installation de Stockage des Déchets Inertes.

C3 – LES SERVICES DE SANTE ET DE SECOURS A PROXIMITE

La commune ne dispose pas de services de santé hormis un service d'aide à domicile proposé par l'entreprise « Tendre une main ».

La carte ci-dessous met en avant les différents services disponibles aux alentours de la commune :



C4 – LES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT

Depuis 2020, La commune d'Etaules est adhérente au sein du Syndicat Intercommunale des Eaux et de l'Assainissement de la Vallée du Suzon (SIEAVS). Il assure via un contrat de délégation de service public avec Suez Eau France :

- La production, le traitement et la distribution de l'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées
- Le contrôle des installations d'assainissement non collectif

Diagnostic à compléter avec les informations du Syndicat ou de la communauté de communes.

L'alimentation du syndicat se fait exclusivement via le captage des Varennes Blanches situé sur la Commune de Val-Suzon (mis en service en 1975 et disposant d'une capacité de production de 400m3 par jour, soit 146 000 m3 annuels conformément à l'arrêté préfectoral en date du 11/08/1977).

Les secteurs du syndicat

Compétence eau potable

- Secteur Cresson ● ● Secteur Basmont
- Secteur Ignon et Oze ● ● Secteur Ignon
- Secteur Valmy-Suzon ● ● Secteur Suzon
- Secteur Varennes-Blanches ●

<ul style="list-style-type: none"> ● Darois ● Etaules ● Prenois
554 abonnés
Captage des Varennes-Blanches
93 095 m ³ mis en distribution (données de référence 2022)
26 km de réseau
3 réservoirs = 1 490 m ³
Rendement = 78,4 %
Contrat de délégation de service public avec Suez Eau France

Compétence Assainissement

<ul style="list-style-type: none"> ● Asnières-lès-Dijon ● Etaules ● Messigny-et-Vantoux
1 115 abonnés
154 690 m ³ assujettis (données de référence 2022)
35 km de réseau
4 postes de refolement
Exutoire : Station d'épuration de Longvic
Conventions de refolement des effluents avec Dijon Métropole
Contrat de délégation de service public avec Suez Eau France

C5 – LES AUTRES RESEAUX

Le réseau de communication :

La commune est connectée au réseau fibre optique, ce qui lui assure une bonne connexion internet même dans les espaces bâtis situés en dehors de la tâche urbaine. Les habitants du bourg bénéficient globalement d'une bonne connexion aux différents réseaux de télécommunications à leur domicile.

Cet équipement est un élément d'attractivité dans la mesure où il est le support permettant à des ménages d'actifs d'envisager leur installation dans la commune en modifiant leur rythme grâce au télétravail, ce qui réduit les flux pendulaires et permet de profiter des avantages d'un cadre de vie rural.

Le réseau de distribution d'électricité :

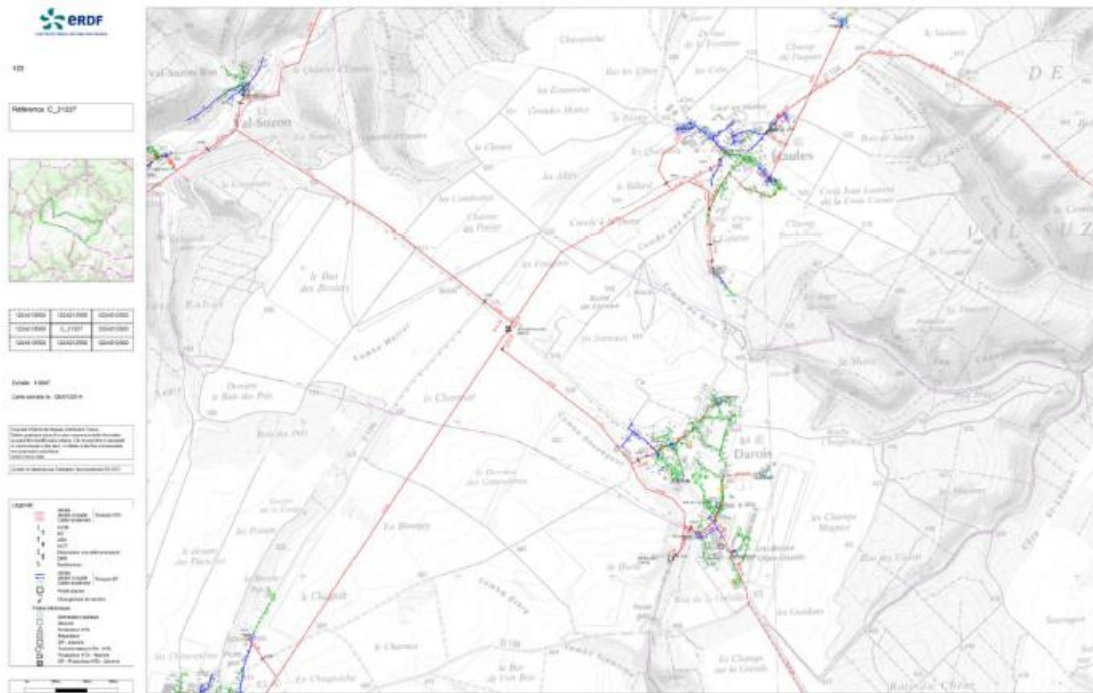
Les lignes Moyenne Tension (15 000 ou 20 000 volts) et Basse Tension (380 ou 230 volts) acheminent l'électricité jusqu'au consommateur. Les lignes, les supports et les transformateurs sont la propriété de la commune, qui, souvent, en confie la gestion à une autorité organisatrice de la distribution.

Etaules a délégué la gestion du réseau au SICECO. Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Côte d'Or (SICECO) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Le SICECO, autorité concédante, organisatrice de la distribution d'énergie, assure donc le contrôle de la concession et réalise des travaux partagés avec le concessionnaire (ERDF) : renforcement, extension et dissimulation des réseaux électriques, maîtrise de la demande d'énergie, développement des énergies renouvelables.

Le SICECO a également autorité concédante pour le service public de distribution de gaz sur le territoire des communes ayant transféré cette compétence.

Selon la Commune il n'y a rien à signaler concernant l'état de fonctionnement des transformateurs électriques.

La carte ci-dessous permet de schématiser le réseau de distribution d'électricité :



Le réseau énergie renouvelable :

En matière d'énergies renouvelable, il est rappelé que la loi du 10/03/2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelable, encadre l'implantation des sites agrivoltaïques, ainsi que du photovoltaïque.

Ainsi, aucun ouvrage photovoltaïque, hors installations agrivoltaïques, ne pourra être implanté en dehors des surfaces identifiées dans un document-cadre arrêté par le préfet de département sur proposition de la chambre départementale d'agriculture.

La commune accueille un site compatible pour le photovoltaïque au sol dans les espaces naturels, agricoles et forestiers au nord du territoire.



Sites compatibles pour le photovoltaïque au sol dans les espaces naturels, agricoles et forestiers
DDT 21 (Direction Départementale des Territoires de Côte-d'Or)

Le portail des énergies renouvelables permet de présenter diverses synthèses. Figurent sur la carte ci-dessous :

- Les zones d'exclusion des énergies renouvelables en rose : il s'agit des zonages environnementaux excluant toutes EnR des zones d'accélération sauf pour les toitures. Ces données sont issues de travaux réalisés par l'OFB dans le cadre de l'application de la loi APER.
- L'estimation simplifiée du potentiel solaire en toiture en Wh/an sur la base de la couche bâti de la Bd Topo® (2022 - producteur IGN). Pour chaque emprise de bâtiment, la valeur fournie est une estimation de l'énergie solaire reçue sur des panneaux photovoltaïques qui seraient installés sur toiture, selon une méthode très simplifiée et qui, notamment, ne prend pas en compte les masques proches. Cette information est fournie à titre indicatif et ne saurait se substituer à des estimations réalisées avec des méthodes plus précises.



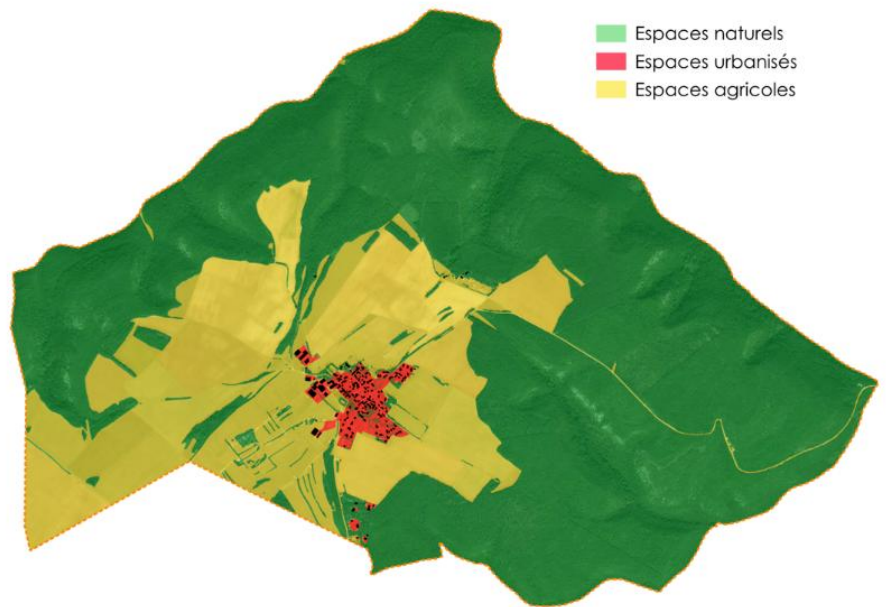
IV – ANALYSE TERRITORIALE

Le territoire d'Etaules est un territoire essentiellement forestier et agricole structuré par un axes routier principal (RD104) autour duquel se concentre l'essentielle de la trame urbaine.

Les espaces naturels sont essentiellement localisés sur les hauteurs, au nord-est du territoire, et aux travers de quelques poches présentes en bordure de la trame urbaine.

L'urbanisme est groupé autour du bourg et seules quelques constructions isolées (hameau des Aiges Moreaux) dynamisent et ponctuent le territoire.

Les ouvertures visuelles sont franches et offrent de très larges perspectives sur l'ensemble du territoire.



A. EVOLUTION DE LA TACHE URBAINE ET ORGANISATION DE L'URBANISATION

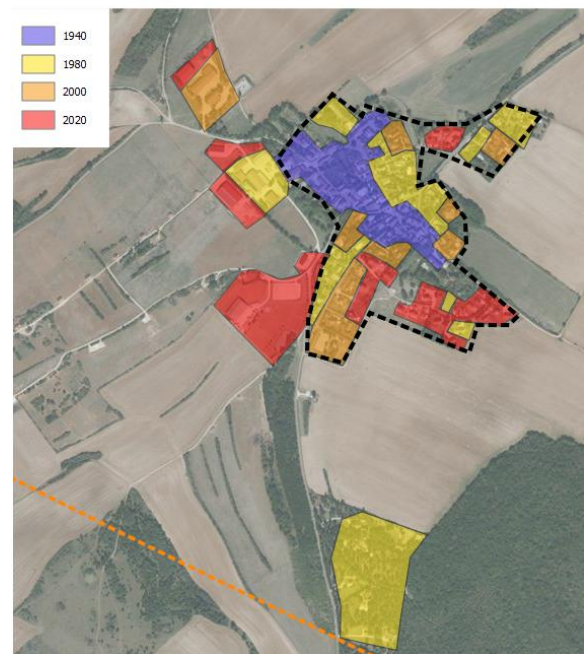
La carte ci-contre permet de spatialiser l'évolution de la trame urbaine entre 1940 et 2020. Avant 1940, la trame urbaine est quasiment identique à celle matérialisée sur les cartes de l'Etat Major de 1820-1860.

L'évolution de la trame urbaine suit une logique d'étalement le long des axes de circulation dès les années 1980, via la création de lotissement et le développement de l'exploitation agricole. C'est à partir des années 2000 que le développement de l'urbanisation suite une logique de densification à travers le comblement des espaces interstitiels. Cette densification s'est poursuivie dans les années 2020, lesquelles voient également se développer le dernier lotissement (le long d'un axe aménagé dès les années 1980).

Bien que quelques constructions soient situées plus à l'écart au sein du hameau, la trame urbaine reste relativement centrée autour du noyau ancien. La trame suit la logique de développement des villages « carrefours ».

La composition de la trame bâtie affiche une mixité des destinations héritée du passé en ce que les constructions résidentielles côtoient les constructions agricoles (même si ces dernières sont plus excentrées sur la façade Ouest du bourg).

Evolution de la trame urbaine



B. LES ENTREES DE VILLE

L'analyse territoriale permet de mettre en évidence des entrées de ville globalement qualitatives sur l'ensemble du territoire communal. Ces dernières sont étudiées au regard des différentes séquences visuelles perceptibles en approche de l'entrée de bourg.

Etaules comprend deux entrées de ville principales, implantées le long de la départementale D104 (en direction de Darois ou Messigny et Vantoux). Un axe secondaire constitué par la Rue de Prenoï permet une desserte plus intimiste en provenance de Prenoï



1 – RUE DE DAROIS



Au droit des limites communales, l'entrée de ville principale se fait en deux étapes. Une première approche s'effectue aux abords du hameau des Aiges Moreaux. Les vues sont dégagées sur les terres agricoles et les constructions du hameau sont intégrées sous un couvert végétal. Seule la présence du panneau d'indication et des éléments de clôture témoignent du développement de l'urbanisation sur ce secteur.



En dépassant le hameau, la seconde séquence visuelle met en avant la présence du château d'eau comme point d'appel dans le paysage. Les vues auparavant ouvertes sur les terres agricoles à l'ouest basculent sur celles présentant à l'est



Au droit du château d'eau, les premières constructions du bourg émergent de la ligne végétale. Les abords immédiats de la voie sont structurés par des accotements enherbés continus, assurant une transition douce avec les parcelles riveraines ainsi que des haies bocagères taillées, jouant un rôle paysager structurant et participant à l'identité locale.

Bien que constituant l'une des entrées de ville principale, les abords de la départemental restent intimistes et peu propices au développement d'une mobilité douce sécurisée (pas d'accotement pour la circulation des piétons ou des cyclistes).

2 – RUE DE MESSIGNY



Depuis Messigny, les séquences paysagères alternent traversée du massif boisé et des plaines agricoles. Cette entrée de ville bénéficie d'un attrait touristique avec le rappel de la présence de la réserve naturelle régionale du Val Suzon.



La topographie et la présence des haies végétales le long de la départementale limitent la perception de la frange urbaine. Les premières constructions ne sont perceptibles qu'à l'approche du bourg et bénéficient d'une intégration paysagère moins développée qu'en provenance de Darois. Les éléments végétalisés sont composés de haies monospécifiques plus ou moins basses,



Le bâti, peu dense et en retrait, marque tout de même une transition progressive vers le tissu habité. La perception de l'entrée reste peu affirmée malgré la signalisation et la mobilité douce n'est pas présente. Au contraire, la présence des accotements végétalisés d'un côté, et des talus de l'autre obligent les piétons et cyclistes à partager la voie avec les automobilistes.

3 – RUE DE PRENOIS



Depuis la rue de Prenois les perspectives visuelles s'étendent toujours sur les terres agricoles, avec à quelques occasion, une barrière visuelle liée à la présence des accotements végétalisés. L'emprise de la voie est plus intimiste et présente une largeur plus restreinte que sur la départementale (soulignant son statut d'entrée de ville secondaire).



Cette entrée de ville présente une dominante agricole avec la présence des bâtiments agricoles perceptibles dans le paysage lointain. Le jeu de topographie permet toutefois d'assurer une certaine intégration visuelle.



Cette entrée de ville permet de passer par l'un des endroits les plus importants d'un point de vue paysager (au Poirier). L'espace public reste très intimiste mais équipé d'équipements de type banc et table de pique-nique. La voie reste très étroite et partagée entre tous les modes (véhicules, cycles et piétons). En outre, la présence du végétal, et le tracé sinueux de la voie soumettent la mobilité piétonne à une certaine forme d'insécurité.



Au droit de l'entrée de ville, la dominante agricole est confirmée, mais les bâtiments restent relativement bien intégrés de part la présence d'éléments végétalisés et par une certaine homogénéité du bâti. La poursuite de l'entrée de ville permet toutefois d'aborder les constructions plus patrimoniales du centre ancien.

C. COMPOSITION ET ELEMENTS IDENTITAIRES DE LA TRAME URBAINE

Comme mis en avant précédemment, le bourg a progressivement évolué sur ces dernières années et présentent donc des composantes architecturales diverses, mais bien structurées (dans le centre ancien et les opérations de lotissement plus récentes).

Les ambiances paysagères

Le bourg d'Etaules présente trois ambiances paysagères principales, plus ou moins spatialisées. On y retrouve :

- Le **centre ancien** qui accueille de gros bâtiments en pierre principalement implantés en bordure de la voie publique, héritage des anciens corps de fermes ou maisons de maître. L'implantation des constructions et la présence de grands murs de clôtures limitent les perceptions visuelles et lui confère un caractère plus intimiste.





- Le bourg accueille plusieurs **espaces aérés et végétalisés**, sous la forme de grands jardins ou vergers privatifs (principalement dans le centre ancien) ou d'espaces publics aménagés / végétalisés (notamment dans quelques lotissements).







Le site nosvillesverts.fr permet d'évaluer le degré de végétation de la trame urbaine. 30% de la zone urbaine bénéficie d'une couverture arborée (pour 69% à l'échelle totale de la commune), part portée à 54% en ce qui concerne la couverture herbacée.

Végétalisation du centre bourg



- Les **extensions pavillonnaires plus récentes** qui présentent une densité plus aérée. Les dominantes passent du minéral au végétal. L'espace public des extensions pavillonnaire bénéficie d'un aménagement plus praticable pour la mobilité douce (piéton et cycle) avec la présence d'accotement ou de places de stationnement matérialisées. Le bâti est beaucoup moins homogène et évolue en fonction des techniques de construction.



La composition architecturale

La présente analyse consiste à mettre en avant les principaux éléments de la composition architecturale du bourg. Cette composition reste bien diversifiée entre le centre ancien (avec la présence de construction présentant un potentiel patrimonial à questionner) et les extensions plus récentes sujettes à une diversification des procédés et matériaux de constructions.

Bien entendu, la distinction entre les deux entités n'est pas aussi franche car des constructions plus contemporaines côtoient les constructions anciennes au titre des réhabilitations ou de la densification des fonds de jardin.

Dans le centre ancien, les constructions sont majoritairement en pierres apparentes avec des toitures à deux pans et des volumes plus imposants (notamment en terme de hauteur). On y retrouve d'anciens corps de fermes ou de vieilles maisons de maître, principaux éléments patrimoniaux du bourg.

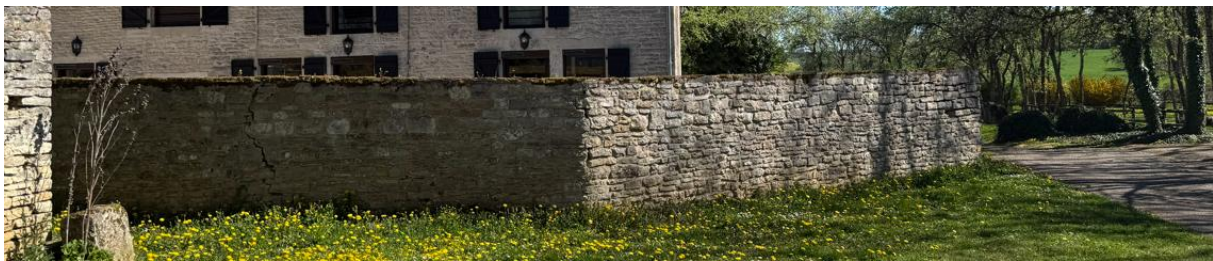
Les menuiseries sont en principe en bois, fermées par des volets pleins ou à persiennes, souvent peints dans une couleur contrastante.





Le centre ancien se caractérise également par la présence de nombreux murs ou clos de pierres sèches, et d'enfilades urbaines le long des voies de communications. Ces dernières présentent parfois des emprises très restreintes qui contribuent à renforcer l'aspect minéral (pas d'accotement végétalisé).





Dans les extensions urbaines, les constructions sont caractérisées par une dominante pavillonnaire presque exclusive. Le bâti récent rompt avec le bâti traditionnel tant dans sa composition, son implantation, son organisation que par ses matériaux. De plus, il s'illustre par une plus grande diversité que ce qui était observé jusqu'ici dans le village. Les constructions récentes qui répondent globalement à la typologie de pavillon, sont implantées principalement en centre de parcelle, lesquelles sont fermées d'une clôture de nature variable (murs maçonnés, clôture grillagée assortie ou non d'une haie...). Elles mettent en lumière le développement de nouvelles pratiques architecturales et constructives, lesquelles s'accompagnent de l'utilisation de matériaux nouveaux, parmi lesquels : les tuiles mécaniques, les enduits ciment...

Le bâti récent est plutôt homogène, bien que les différents courants architecturaux en vogue depuis 50 ans soient visibles ; dans la mesure où les formes demeurent relativement simples et où les matériaux et coloris conservent une certaine uniformité.

Les constructions contemporaines témoignent de l'importance du véhicule individuel dans le mode de vie des ménages qui se sont implantés dans la commune depuis la fin du XX^{ème} siècle. Cette influence est également visible dans l'organisation du tissu viaire dans les quartiers pavillonnaires, notamment au regard du nombre d'espaces de stationnement.





PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



PIECE N°2.2 – ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Prescrit par délibération du : 16/10/2025

Arrêté par délibération du :

DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr



Évaluation environnementale liée à la révision du Plan Local d'Urbanisme

Commune d'Étaules (21)

État initial



ENVOL
ENVIRONNEMENT



Étaules

Document du 23 avril 2026 | Référence : PJ2509-1097

FICHE CONTRÔLE QUALITÉ

LE PROJET	Libellé mission	Évaluation environnementale liée à la révision du Plan Local d'Urbanisme - Année 2025/2026
MAÎTRE D'OUVRAGE	Destinataire du rapport	Commune d'Étaules (21)
	Coordonnées	Commune d'Étaules 4 rue de la Maison-Commune 21121 ÉTAULES etaules.mairie@orange.fr 03.80.35.60.65 
ENVOL ENVIRONNEMENT	Coordonnées	ENVOL ENVIRONNEMENT BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ ppierret@envol-environnement.fr 9 rue du Golf 21 800 QUETIGNY 06.87.04.58.79 www.envol-environnement.fr 
	Référence devis	Propositions méthodologique et financière du 3 septembre 2025
	Chargée de projet	Pauline PIERRET
	Référence du projet	PJ2509-1097
	Version	Document du 23 avril 2026

PRÉSENTATION DE L'ÉQUIPE INTERVENANTE

Qualification / Domaine d'intervention	Agent	Expérience - Formation
Envol Environnement		
Chargée de projets environnement Coordinatrice de l'étude Contrôle qualité et rédaction	Pauline PIERRET	8,5 ans d'expérience - Doctorat en Écologie
Chargée de projets paysagiste Sortie terrain, photographique, rédaction	Fanny PAINBLANC	1 an d'expérience Bachelier architecture du jardin et du paysage

SOMMAIRE

FICHE CONTRÔLE QUALITÉ	2
PRÉSENTATION DE L'ÉQUIPE INTERVENANTE	2
SOMMAIRE	3
LISTE DES CARTES	4
LISTE DES FIGURES	4
LISTE DES PRINCIPAUX ACRONYMES UTILISÉS	5
INTRODUCTION	7
PRÉSENTATION GÉNÉRALE ET MISE EN CONTEXTE	9
1. Localisation géographique de la commune	9
2. Méthode générale	9
MILIEU PHYSIQUE	12
1. Préambule et sources	12
2. Contexte du milieu physique	13
2.1. Relief et géomorphologie	13
2.2. Contexte géologique	14
2.3. Contexte pédologique	14
3. Risques naturels	16
3.1. Inondations	16
3.2. Mouvements de terrain	18
3.3. Risque sismique	20
3.4. Risque radon	21
3.5. Risque de tempête	22
3.6. Risque feux de forêt et feux d'espaces naturels	22
4. Ressource en eau	23
4.1. Contexte réglementaire	23
4.2. Hydrographie locale	23
4.3. Quantité et qualité des eaux	24
4.4. Gestion de l'eau	27
PATRIMOINE NATUREL	33
1. Préambule et sources	33
2. Notions de patrimonialité et d'intérêt patrimonial	34
3. Bibliographie générale	35
3.1. Zones naturelles d'intérêt remarquable	35
3.2. Mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité	37
3.3. Trame verte et bleue	37
4. Zones humides	42
5. Habitats naturels, habitats semi-naturels et flore	43
5.1. Habitats selon la bibliographie	43
5.2. Synthèse des habitats sur la commune	48
6. Flore remarquable	51
7. Faune remarquable	52
7.1. Avifaune	53
7.2. Chiroptérofaune	55
7.3. Mammifères « terrestres »	57
7.4. Amphibiens	59
7.5. Reptiles	60
7.6. Entomofaune	61
7.7. Autres invertébrés	63

7.8. Ichtyofaune	63
8. Consommation d'espaces naturels et forestiers	64
8.1. Contexte réglementaire	64
8.2. Consommation d'ENAF	64
9. Sensibilités écologiques	65
9.1. Sensibilité écologique très forte	65
9.2. Sensibilité écologique forte	65
9.3. Sensibilité écologique modérée	65
9.4. Sensibilité écologique faible	65
9.5. Sensibilité écologique très faible à nulle	65
PAYSAGE	68
1. Préambule et Sources	68
2. Cadre général	68
2.1. Paysages remarquables	68
2.2. Unité paysagère	69
2.3. Éléments patrimoniaux	70
3. Structure paysagère et organisation du territoire	72
3.1. Structures paysagères communales	72
3.2. Occupation agricole et espaces ouverts	72
3.3. Trame verte et continuités écologiques	72
3.4. Lecture paysagère et perceptions visuelles	73
3.5. Organisation du tissu bâti et équipements	73
3.6. Interfaces paysagères et transitions	73
3.7. Évolution de la structure paysagère communale	74
4. Sensibilités visuelle	75
4.1. Zones de sensibilité visuelle forte	75
4.2. Zones de sensibilité visuelle modérée	75
4.3. Zones de sensibilité visuelle faible	75
CLIMAT, AIR, ÉNERGIE	78
1. Préambule et sources	78
2. Climat	78
2.1. Contexte climatique	78
2.2. Changement climatique	81
2.3. Qualité de l'air	82
3. Maîtrise de l'énergie	83
BILAN ET RECOMMANDATION	86
ANNEXES	89
Annexe 1 – Définition des périmètres de protection et d'inventaire du patrimoine naturel	89
Annexe 2 – Faune et flore déterminantes des périmètres ZNIEFF inclus sur la commune d'Étaules	90
Annexe 3 – Généralités sur la Trame Verte et Bleue	91
Annexe 4 – Avifaune présente sur le territoire	93
Annexe 5 – Chiroptérofaune présente sur le territoire	96
Annexe 6 – Mammifères « terrestres » présents sur le territoire	96
Annexe 7 – Amphibiens présents sur le territoire	97
Annexe 8 – Reptiles présents sur le territoire	97
Annexe 9 – Insectes présents sur le territoire communal	98
Annexe 10 – Autres invertébrés présents sur le territoire	105
Annexe 11 – Ichtyofaune sur le territoire	105

LISTE DES CARTES

Carte 1 - Localisation de la commune d'Étaules.....	9
Carte 2 - Commune d'Étaules – SCAN 25.....	10
Carte 3 - Commune d'Étaules – Google satellite	10
Carte 4 - Relief	13
Carte 5 - Géologie	14
Carte 6 - Type de sols	15
Carte 7 - Risques de remontée de nappe et inondation	17
Carte 8 - Aléa effondrement et cavités souterraines	19
Carte 9 - Aléa retrait-gonflement des argiles.....	20
Carte 10 - Masses d'eau superficielles et souterraines	24
Carte 11 - Zones naturelles d'intérêt remarquable	36
Carte 12 - Synthèse de la Trame Verte et Bleue – Zoom sur le département de la Côte d'Or	38
Carte 13 - Synthèse de la Trame Verte et Bleue – Zoom sur la commune d'Étaules	39
Carte 14 - Zones humides potentielles	42
Carte 15 - Habitats naturels et semi-naturels potentiels selon CarHab.....	44
Carte 16 - Habitats naturels potentiellement d'intérêt communautaire selon CarHab	45
Carte 17 - Registre parcellaire graphique.....	46
Carte 18 - Formations boisées	47
Carte 19 - Milieux naturels et semi-naturels.....	49
Carte 20 - Localisation et illustration des principales zones urbaines et péri-urbaines	50
Carte 21 - Sensibilités écologiques.....	66
Carte 22 - Unités paysagères.....	69
Carte 23 - Éléments patrimoniaux.....	70
Carte 24 - Structures paysagères	73
Carte 25 - Sensibilités visuelles.....	76

LISTE DES FIGURES

Figure 1 - Sources pour l'analyse du milieu physique.....	12
Figure 2 - Bloc diagramme de la commune.....	13
Figure 3 - Principales dispositions du PGRI Rhône-Méditerranée 2022-2027.....	16
Figure 4 - Zonage sismique à l'échelle de la France et de la Région Bourgogne-Franche-Comté.....	21
Figure 5 - Risque radon à l'échelle de la Côte-d'Or	22
Figure 6 - Risque feux de forêt et feux d'espaces naturels à l'échelle de la Côte-d'Or	22
Figure 7 - Coupe schématique le long de la vallée du Suzon, détaillant les zones d'infiltrations et de résurgences	23
Figure 8 - Qualité de l'eau à la station Suzon à Val Suzon	25
Figure 9 - Écoulements mensuels du Suzon à Val Suzon	25
Figure 10 - Captages d'eau	26
Figure 11 - Dispositions du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027.....	28
Figure 12 - SAGE de l'Ouche : objectifs et dispositions	30
Figure 13 - Sources pour l'analyse du patrimoine naturel.....	33
Figure 14 - Périmètres du réseau Natura 2000	35
Figure 15 - Autres périmètres d'inventaire, de protection et de réglementation du patrimoine naturel de l'AEE	35
Figure 16 - Synthèse des sensibilités liées à la Trame Verte et Bleue - Source : SCoT du Pays Seine-et-Tilles en Bourgogne	40
Figure 17 - Habitats naturels et semi-naturels	48
Figure 18 - Flore d'intérêt patrimonial	51
Figure 19 - Avifaune d'intérêt patrimonial.....	53
Figure 20 - Chiroptères d'intérêt patrimonial potentiellement présents dans l'AEI	56
Figure 21 - Mammifères « terrestres » d'intérêt patrimonial.....	57
Figure 22 - Amphibiens d'intérêt patrimonial	59
Figure 23 - Reptiles d'intérêt patrimonial	60
Figure 24 - Entomofaune d'intérêt patrimonial.....	61
Figure 25 - Consommation d'ENAF : Étaules - 2011/2024	64
Figure 26 - Sources pour l'analyse du paysage	68
Figure 27 - Dynamiques paysagères du Val Suzon	69
Figure 28 - Synthèse des mesures de protections patrimoniales selon le SCoT du Pays Seine-et-Tilles en Bourgogne.....	71
Figure 29 - Vue aérienne d'Étaules	72
Figure 30 - Évolution paysagère d'Étaules	74
Figure 31 - Sources pour l'étude du climat, de l'air et de l'énergie	78
Figure 32 - Températures – Station de Saint-Martin-du-Mont.....	79
Figure 33 - Précipitations – Station de Saint-Martin-du-Mont.....	79
Figure 34 - Précipitations – Station de Saint-Martin-du-Mont.....	79
Figure 35 - Données climatiques extrêmes – Station de Saint-Martin-du-Mont.....	79
Figure 36 - Région les plus foudroyée en France sur les dix dernières années et zoom sur Étaules	80
Figure 37 - Rayonnement global (en J/cm ²) - Station de Dijon-Longvic	80
Figure 38 - Indicateurs TRACC - Étaules	81
Figure 39 - Émission de GES par secteur : Étaules – 2022	81
Figure 40 - Évolution des émissions des GES par secteur : Étaules – 2008-2022	82
Figure 41 - Émissions de polluants atmosphériques par sources : Étaules -2022	82
Figure 42 - Évolutions des polluants (en base 100) : Étaules – 2008-2022	83
Figure 43 - Consommation d'énergie par secteur : Étaules – 2022.....	83
Figure 44 - Consommation d'énergie par vecteur : Étaules – 2022.....	84
Figure 45 - Évolution des consommations d'énergie à climat réel par secteur : Étaules – 2008-2022	84
Figure 46 - Évolution des productions d'énergie renouvelables par filières : Étaules – 2009-2024	84
Figure 47 - Synthèse des enjeux et recommandations	86

LISTE DES PRINCIPAUX ACRONYMES UTILISÉS

- BRGM : Bureau de recherche géologique et minière ;
- DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- DDRM : Dossier départemental sur les risques majeurs ;
- ENAF : Espace naturel agricole et forestier ;
- IGN : Institut Géographique National ;
- INPN : Inventaire national du patrimoine naturel ;
- OAP : Orientations d'Aménagements et de Programmation ;
- PADD : Projet d'Aménagement et de Développement Durable ;
- PCAET : Plan climat-air-énergie territorial ;
- PLU : Plan Local d'Urbanisme ;
- PGRI : Plan de gestion du risque inondation ;
- PPRI : Plan de prévention du risque inondation ;
- PPRN : Plan de prévention des risques naturels ;
- SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion des eaux ;
- SCOT : Schéma de cohérence territoriale ;
- SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ;
- SRADDET : Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires ;
- SRCE : Schéma régional de cohérence écologique ;
- TVB : Trame verte et bleue ;
- UCS : Unité cartographique de sol ;
- ZNIEFF : Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ;
- ZRE : Zone de répartition des eaux.



Introduction



INTRODUCTION

La Commune d'Étaules (21) a sollicité le bureau d'études Envol Environnement pour réaliser l'évaluation environnementale liée à la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La présente mission vise dans un premier temps à établir un état initial de l'environnement selon quatre grandes thématiques (milieu physique, milieu naturel, paysage, climat-air-énergie) et à émettre des recommandations afin de guider la révision du PLU sur ces aspects. Dans un second temps, un travail conjoint sera réalisé avec le cabinet d'urbanisme DORGAT (spécialisé en droit, développement et organisation des territoires). Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et les Orientations d'Aménagements et de Programmation (OAP) du PLU seront alors évalués d'un point de vue environnemental. Puis viendra l'évaluation du projet de règlement (règlement graphique et textuel) et la rédaction du rapport d'évaluation environnementale conformément aux attendus de l'article R151-3 du code de l'urbanisme.



Vue sur Étaules, une commune encadrée par les boisements et par les milieux agricoles (cultures essentiellement)

Source : Envol Environnement, 2025



Présentation générale et mise en contexte



PRÉSENTATION GÉNÉRALE ET MISE EN CONTEXTE

1. LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE

La commune d'Étaules (code INSEE 21255) se situe dans le département de la Côte-d'Or, en région Bourgogne-Franche-Comté, à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Dijon. Implantée dans un contexte rural, en retrait des grands axes de communication, elle profite d'un environnement calme et relativement préservé (voir cartes suivantes). Sa superficie est d'un peu moins de 17 km².

S'inscrivant en périphérie de l'aire d'influence de l'agglomération dijonnaise, la commune bénéficie de l'accès aux équipements, services et aux bassins d'emploi de Dijon, tout en s'intégrant dans une dynamique territoriale d'équilibre entre développement local et préservation du cadre de vie, propre au maillage de communes rurales du canton de Fontaine-lès-Dijon.

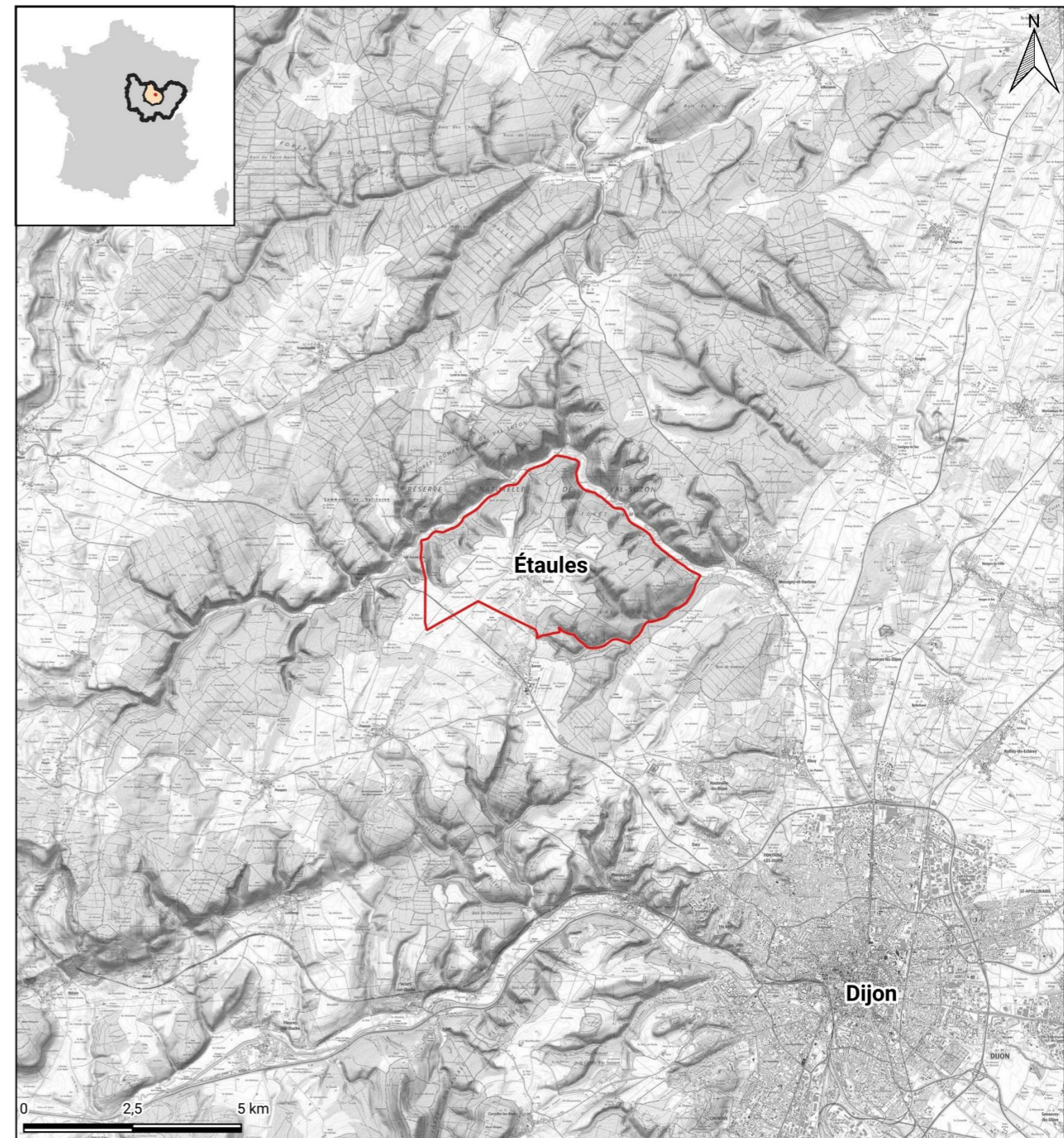
Depuis 2014, la commune est intégrée à la Communauté de communes Forêts, Seine et Suzon. Cette intercommunalité, née de la fusion de plusieurs structures voisines, regroupe 25 communes de cette partie nord de la Côte-d'Or. Elle exerce des compétences en matière d'aménagement du territoire, de développement économique, de gestion des services publics et de valorisation des ressources naturelles, notamment à travers le soutien d'initiatives locales dans les domaines du tourisme, de l'environnement et de l'aménagement.

Ancrée dans un paysage typique de la campagne bourguignonne, Étaules cultive une identité paisible et conserve un caractère rural marqué, tout en s'inscrivant dans une dynamique locale de développement maîtrisé, attentive à concilier accueil de population, préservation du cadre de vie et maintien des équilibres patrimoniaux, paysagers et environnementaux.

2. MÉTHODE GÉNÉRALE

L'analyse de l'état initial de l'environnement se base sur :




- Une analyse des données bibliographiques disponibles pour chacun des thèmes abordés (milieu physique, patrimoine naturel, paysage, climat-air-énergie). Les ressources utilisées sont détaillées dans chaque partie du rapport ;
- Une visite de terrain, réalisée le 10 octobre 2025, par une paysagiste, pour compléter et affiner les données bibliographiques. Sauf mention contraire, les photographies illustrant ce rapport ont été prises à cette date.

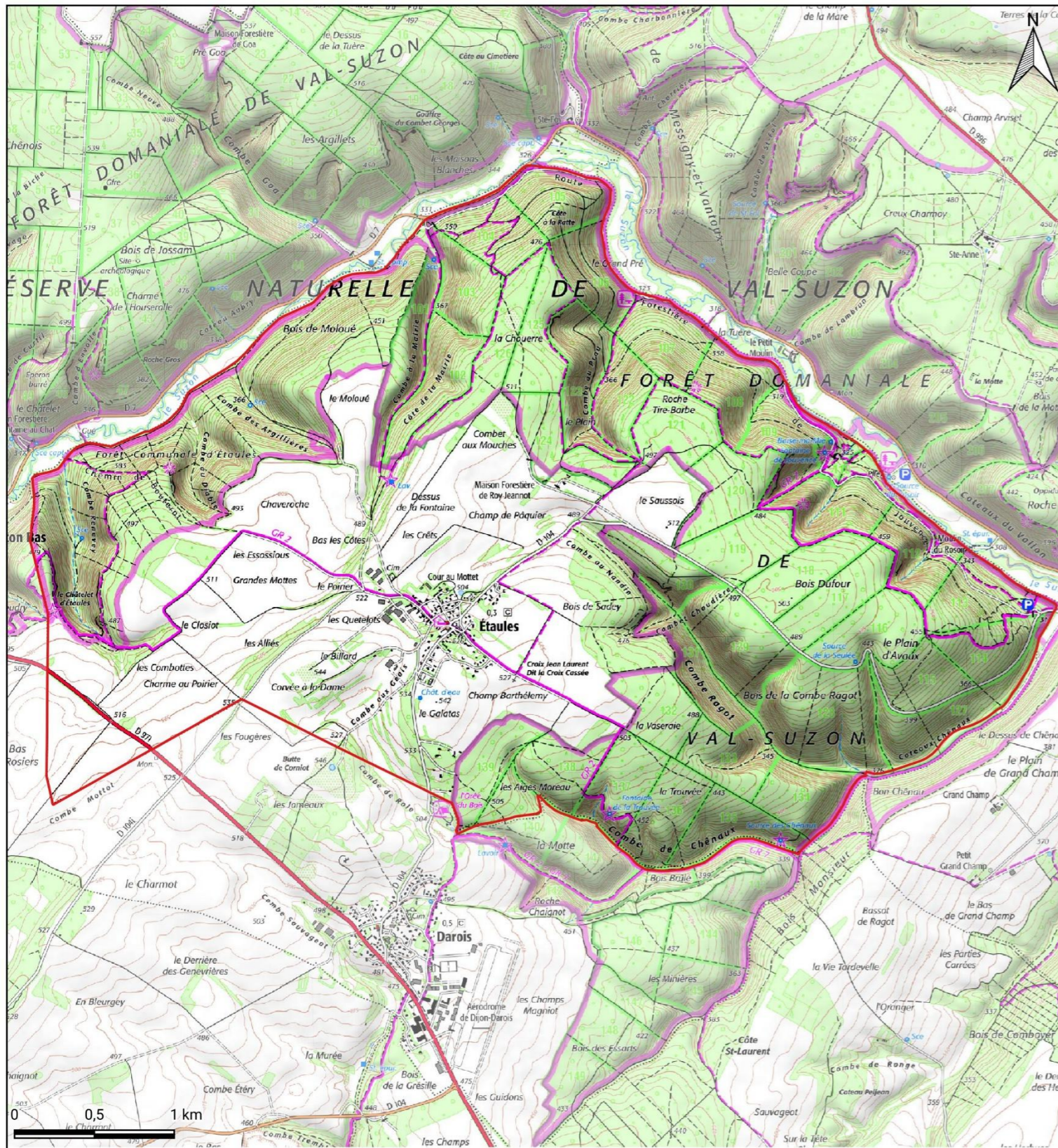


Carte 1 - Localisation de la commune d'Étaules

LEGENDE

Limites administratives

-  Commune d'Étaules
-  Département de la Côte d'Or
-  Région Bourgogne-Franche-Comté



Carte 2 - Commune d'Étaules – SCAN 25

LEGENDE

Limite administrative
 Commune d'Étaules



Carte 3 - Commune d'Étaules – Google satellite

LEGENDE

Limite administrative
 Commune d'Étaules



Milieu physique



MILIEU PHYSIQUE

1. PRÉAMBULE ET SOURCES

Ce chapitre a pour objet l'analyse des différents éléments du milieu physique : relief, géologie, pédologie, risques naturels et ressources en eau (superficielle comme souterraine). Cette connaissance du territoire permet d'orienter le développement de manière durable en se basant sur l'identification des contraintes naturelles, la protection des ressources naturelles et le respect de la réglementation et des politiques publiques. Pour ce faire, différentes sources d'informations sont consultées : bases de données, sites et documents en libre accès... Ces sources peuvent être spécifiques à chaque thématique, telles que recensés ci-après, ou plus généralistes (ex : encyclopédie en ligne, Géoportail).

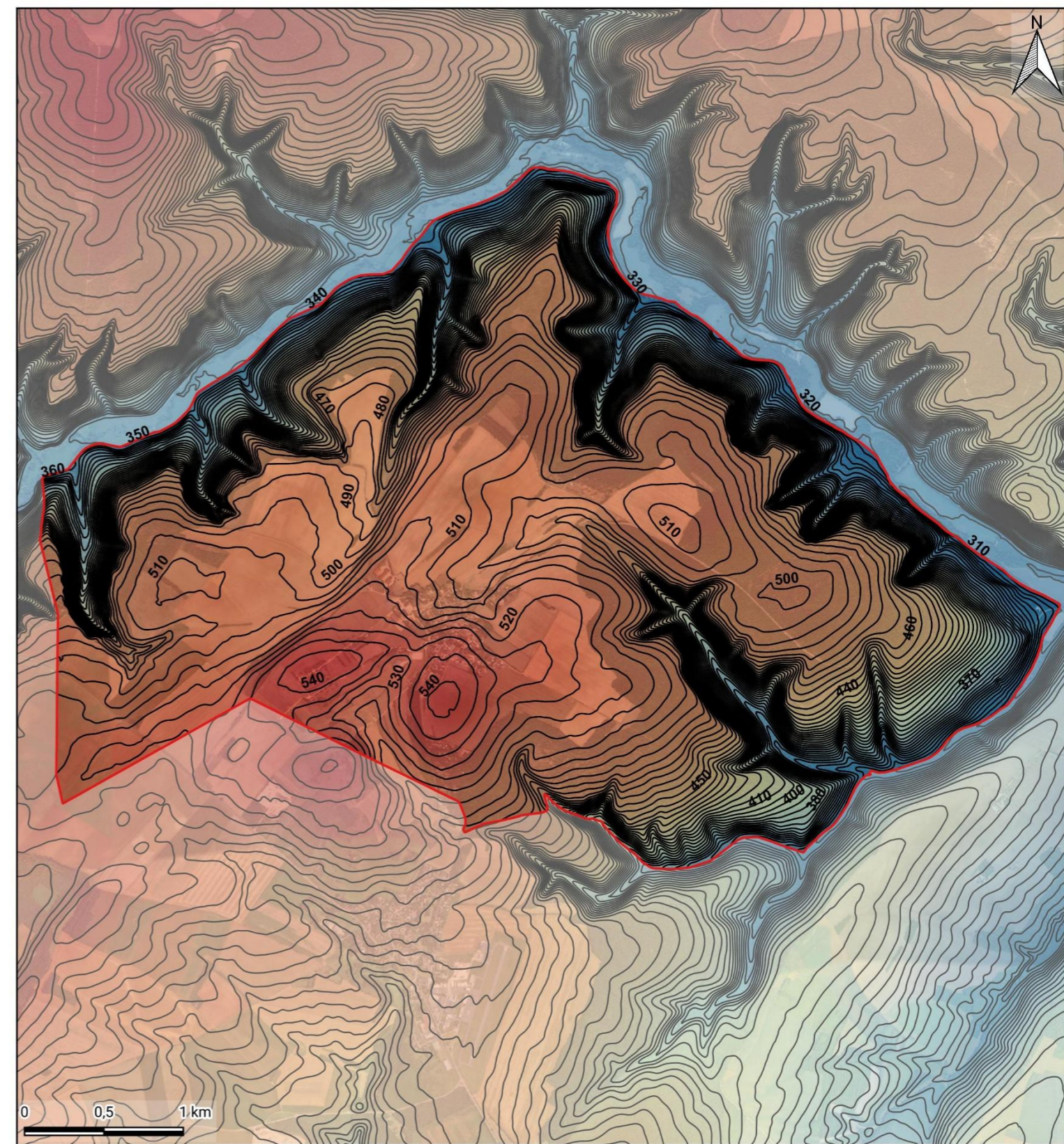
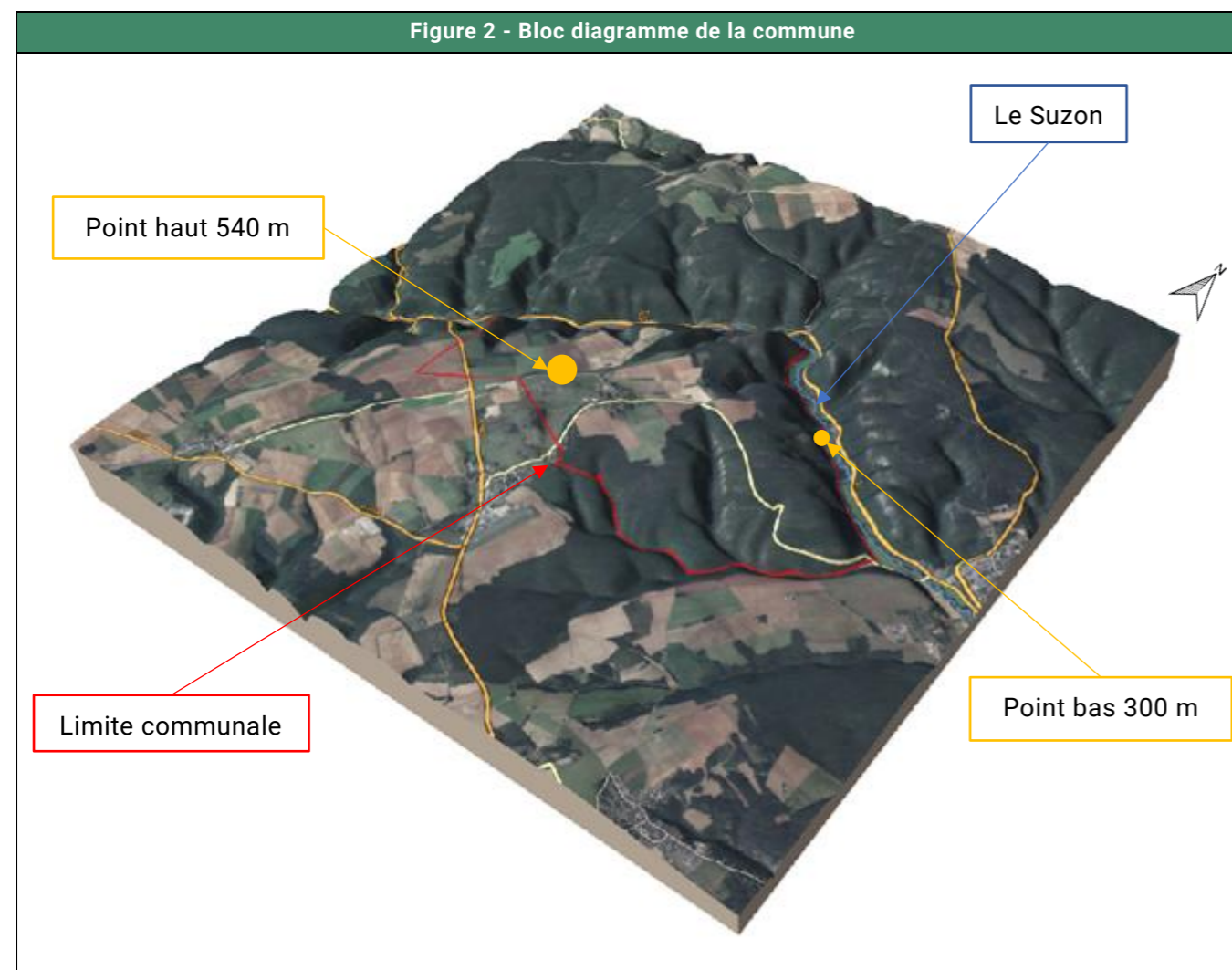
Figure 1 - Sources pour l'analyse du milieu physique

Sol et sous-sol
<ul style="list-style-type: none">Atlas des paysages de Bourgogne, combinant les données du BRGM et de la BD AltiBD Topo de l'IGNBRGM et portail Infoterre, disponible sur : www.infoterre.brgm.frDREAL BFCGIS Sol
Risques naturels et sismicité
<ul style="list-style-type: none">DDRM de la Côte-d'Or (2025)Base de données du BRGM consacrée à la sismicité en France, Sis FranceBase de données des mouvements de terrain (BDMvt)Base de données fournie par le portail de la prévention des risques majeurs : georisques.gouv.frBase de données Débroussaillage de l'IGN : https://geoservices.ign.fr/debroussaillagePlan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du Bassin Rhône-Méditerranée - 2022-2027Portail InfoterreSite internet des services de l'État de la Côte-d'Or, notamment pour les plans de prévention des risques inondation (PPRI) approuvés ou en cours et pour les atlas des zones inondables (AZI) : https://www.cote-dor.gouv.fr/
Hydrographie et hydrologie
<ul style="list-style-type: none">Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse - https://www.eaurmc.fr/ (dont sa publication de novembre 2021 sur l'état des eaux des bassins et son site de visualisation - https://eaurmc.lizmap.com/sie-rhone-mediterranee)BD TopageSDAGE du bassin Rhône-Méditerranée : https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/Service d'administration des données et référentiels sur l'eau : https://www.sandre.eaufrance.fr/v2/Site Gest'eau - gesteau.frSyndicat du bassin de la Vouge : https://bassinvouge.com/Fiches des masses d'eau disponibles sur Eau France : https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/Contrôle sanitaire des EDCH : Qualité de l'eau potable : https://orobnat.sante.gouv.fr/orobnat/Site internet du gouvernement concernant les zones de répartition des eaux (ZRE) et les arrêtés préfectoraux associés dans le département de la Côte d'Or : https://www.cote-dor.gouv.fr/

2. CONTEXTE DU MILIEU PHYSIQUE

2.1. RELIEF ET GÉOMORPHOLOGIE

La commune d'Étaules s'inscrit dans un contexte de plateau entaillé par les vallées et combes affluentes du Val Suzon, dont le lit borde la limite nord de son territoire et structure localement l'organisation du relief. Localement, ce contexte lui confère des variations altimétriques importantes. Le relief s'étagé entre environ 300 et 540 m d'altitude, alternant entre secteurs de plateau, versants boisés, combes encaissées et pentes rocheuses plus ou moins abruptes. De nombreuses sources et petites vallées naturelles sillonnent le territoire, témoignant de la nature karstique du sous-sol et de la circulation des eaux souterraines. Les versants les plus marqués sont majoritairement couverts de forêts denses, tandis que les secteurs plus ouverts, de plateau ou de pente plus douce, accueillent les espaces agricoles et prairiaux, contribuant à la diversité du paysage communal. Le bourg s'implante sur un secteur relativement ouvert du plateau, dominant le Val Suzon, ce qui lui confère des perspectives visuelles sur les espaces boisés et les vallées environnantes.



Carte 4 - Relief

LEGENDE

Limite administrative
— Commune d'Étaules

Contexte topographique
— Courbes de niveau (m)

Relief
Altitude (m)
550
300

2.2. CONTEXTE GÉOLOGIQUE

La géologie influe sur l'environnement et notamment sur la topographie, tributaire des roches sous-jacentes, sur la nature du sol et la présence d'eau, et donc sur la flore puis faune. Elle influe sur différents paramètres d'hydrologie : nombre, type et nature des nappes aquifères, risques de ruissellement, nature des cours d'eau... Les cartes géologiques du BRGM, réalisées à l'échelle 1/50 000e, permettent de visualiser les formations et composantes géologiques pour un territoire donné. Afin d'en faciliter la lecture, elles sont accompagnées de notices explicatives.

La commune d'Étaules s'inscrit dans le contexte des plateaux calcaires de Bourgogne, en bordure de la Côte dijonnaise, correspondant à l'escarpement séparant les plateaux bourguignons occidentaux de la plaine de la Saône à l'est. Ce contexte régional est lié à la structuration tectonique cénozoïque du fossé bressan, à l'origine de la mise en relief de la Côte dijonnaise et des plateaux adjacents.

Le substrat géologique de la commune d'Étaules est principalement constitué de formations calcaires du Jurassique moyen, dominées par des calcaires grenus bicolores à grain fin du Bathonien terminal. Ces formations constituent l'ossature du plateau sur lequel s'inscrit le territoire communal. Elles sont localement recouvertes par des formations superficielles quaternaires, comprenant notamment des limons des plateaux et des dépôts à silex, qui masquent partiellement le substrat sur les secteurs les plus plans. Certaines zones présentent des affleurements de formations marneuses et de calcaires argileux attribués à l'Oxfordien moyen (formations de Bouix et marnes d'Ancy-le-Franc).

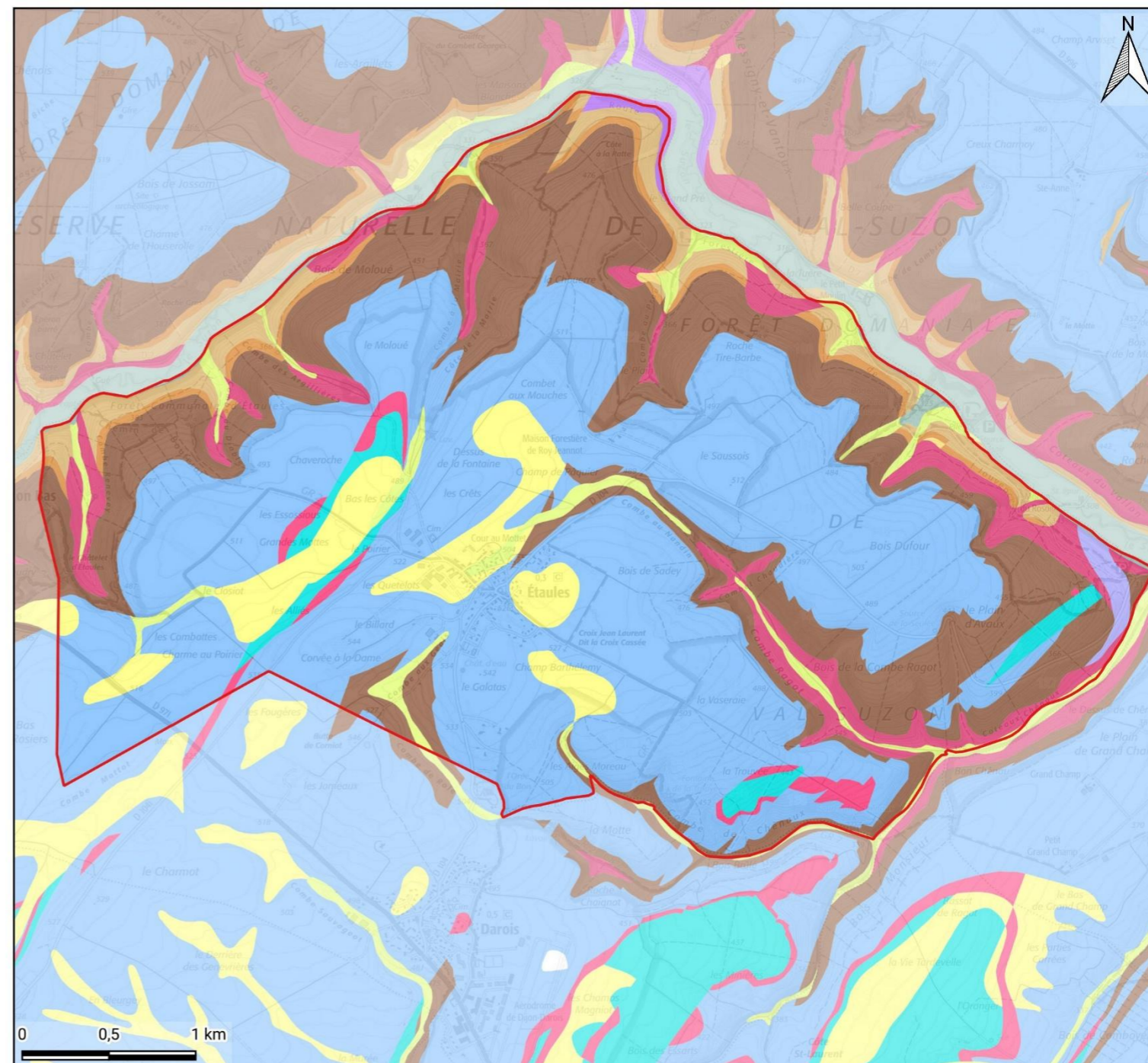
Les bordures du territoire communal, notamment au nord, à l'ouest et à l'est, sont marquées par la présence de calcaires massifs à faciès comblanchien, des formations résistantes à l'érosion qui contribuent au modelé des versants les plus marqués. Localement ces calcaires sont recouverts de formations superficielles meubles (limons des plateaux et recouvrement à silex), en lien avec des unités cartographiées d'éboulis et de glissements de terrain ; elles témoignent de dynamiques de versant ponctuelles.

La géologie d'Étaules traduit ainsi une transition entre les formations calcaires bathoniennes et oxfordiennes, à l'origine d'un paysage contrasté où se succèdent plateaux calcaires et versants plus marqués, parfois instables.

2.3. CONTEXTE PÉDOLOGIQUE

Le sol est le résultat de l'altération de la roche initiale, de l'action du climat et des activités biologiques et humaines. Il intervient dans les cycles naturels (cycle de l'eau, etc.), mais aussi dans les processus économiques (production agricole, etc.). Il a différentes fonctions : l'utilisation du stock d'eau et d'éléments nutritifs, des capacités d'épuration et de rétention, la protection de la ressource en eau, les richesses faunistiques et floristiques, etc. La nature d'un sol est fonction des matériaux originels (roche mère et produits de remaniement tels que les alluvions et les colluvions), mais également de l'intensité et de la durée de l'action de facteurs pédogénétiques (climat, pente, végétation, aquifère, agriculture...).

Les caractéristiques du sol sont disponibles et consultables sur la plateforme Géoportail, à partir de la base de données GIS sol qui représente les sols sous la forme d'ensembles cohérents, c'est-à-dire de portion de la couverture pédologique possédant des caractéristiques communes en termes de paysage et de répartition des sols – appelés Unités Cartographiques de Sols (UCS).



Carte 5 - Géologie

LEGENDE

Limite administrative

Commune d'Étaules

Contexte géologique

X, Dépôts anthropiques et remblais divers

E, Eboulis et glissements de terrains

LP, Limons des plateaux et recouvrement à silex

C, Colluvions diverses

GP, Eboulis ordonnés cryoclastiques et colluvions diverses

Uy, Tuff carbonaté

Fz, Alluvions récentes, argilo-limoneuses parfois graveleuses

j5b, Marnes et calcaires argileux de Bouix, passant au sommet aux marnes d'Ancy-le-Franc (Oxfordien moyen)

j5, Oolithe ferrugineuse (Oxfordien moyen-sup.)

j3b, Calcaires grenus bicolores - "grenu inférieur" (Bathonien terminal)

j3a, Calcaires massifs à faciès "comblanchien" (Bathonien sup.)

j3, Calcaires bioclastiques, graveleux, à oolithes ou à oncolites cannabines - Pierres de Nod, de Chanceaux, de Premeaux (Bathonien inf.)

j2, Marnes et calcaires à *Ostrea acuminata* (Bajocien sup.)

j1-2, Calcaires à entroques (Aalénien-Bajocien)

l3a, Marnes et argiles gris foncé (Domérien), Marnes à Bélemnites (Carixien, pliënsbachien inf.)

Le territoire communal d'Étaules s'inscrit dans un contexte pédologique dominé par des formations calcaires, en lien avec les plateaux du nord dijonnais et les versants du Val Suzon. Cette géologie conditionne la nature des sols, globalement peu épais, caillouteux et fortement drainants. Trois UCS sont identifiées à l'échelle communale :

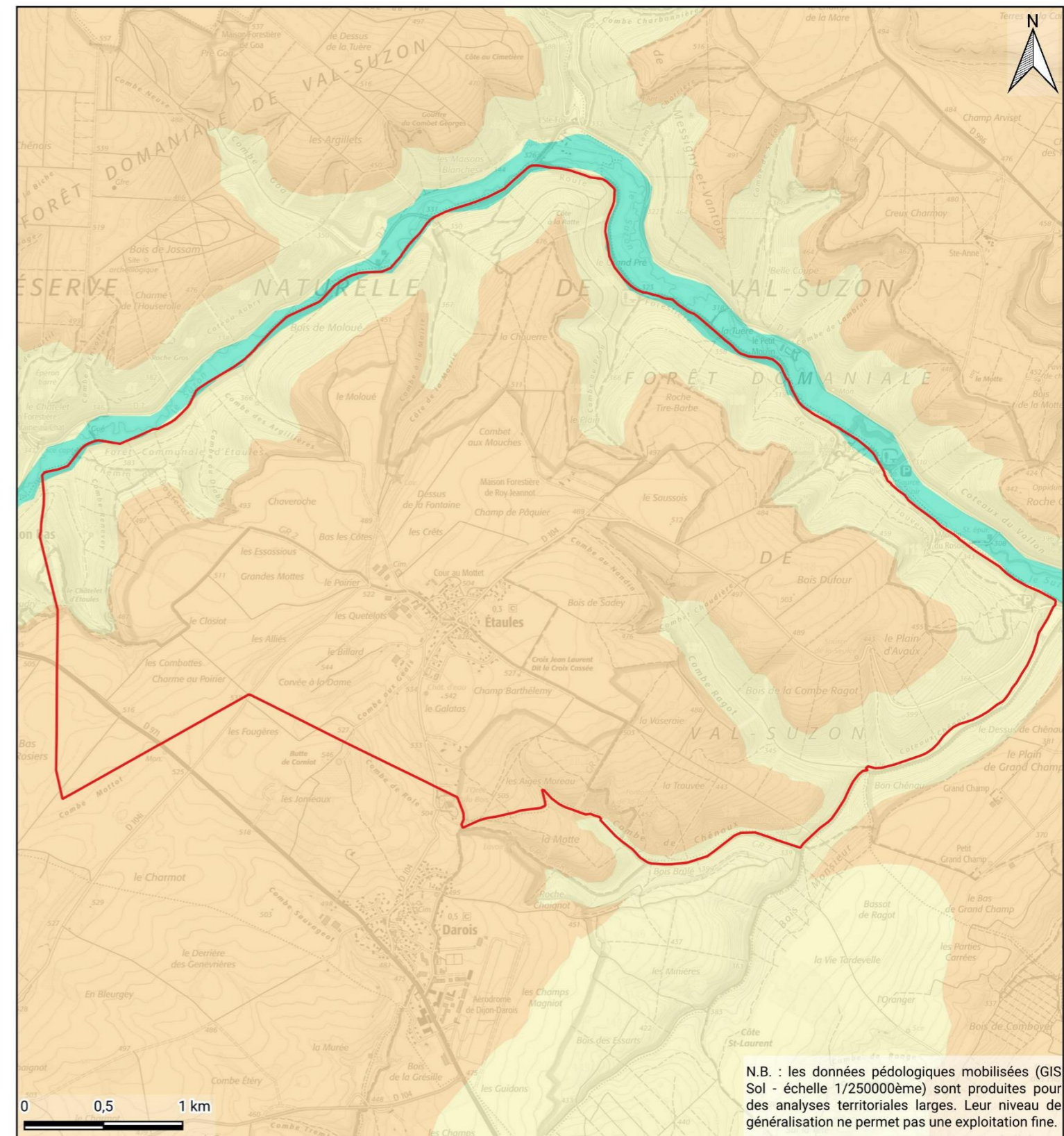
- L'UCS n°43 « Plateaux en gradins du Nord dijonnais de calcaires durs en plaquettes calloviens » occupe la majeure partie du territoire, notamment au centre et au sud. Elle est caractérisée par des sols de type rendisols sur les secteurs ouverts et cultivés et par des sols à tendance plus argileuse en contexte forestier ;
- L'UCS n°44 « Fortes pentes forestières des plateaux du Nord dijonnais » correspond aux versants boisés en périphérie du territoire, notamment en lien avec la vallée du Suzon. Elle regroupe des sols de types rendosols, dont les caractéristiques varient selon la position topographique : ils sont généralement peu profonds en bas de versant et peuvent être plus épais, à texture plus argileuse et enrichie en matière organique au niveau des zones d'éboulis. Des calcosols sont également présents dans l'UCS, en particulier sur les secteurs où les sols sont plus développés ;
- L'UCS n°61 « Alluvions calcaires des vallées » est présente de manière marginale en bordure du territoire, en fond de vallée, en lien avec le réseau hydrographique du Suzon. Elle est caractérisée par des sols alluviaux de type fluvisols.

Ainsi, les sols dominants sur le territoire communal sont issus de matériaux calcaires et présentent des caractéristiques similaires. Les rendisols et rendosols sont des sols peu épais (généralement inférieurs à 35 cm), caillouteux, à pH neutre à basique et très perméables. Leur faible épaisseur et leur forte capacité de drainage les rendent particulièrement sensibles au dessèchement. Les rendosols se distinguent des rendisols par leur richesse en carbonate (ils reposent classiquement sur une roche calcaire plus fissurée). Les calcosols, plus développés, présentent une épaisseur plus importante (plus de 35 cm) et sont riches en carbonates de calcium sur toute leur épaisseur une texture souvent argileuse, tout en restant globalement perméables.

À l'inverse, les fluvisols, localisés en fond de vallée, sont constitués de matériaux alluviaux fins (limons, sables, argiles) et peuvent être associés à la présence d'une nappe alluviale. Ils présentent une dynamique hydrique différente, liée aux crues et aux variations du cours d'eau (ici, le Suzon).





Dans l'ensemble, les sols du territoire communal présentent un caractère majoritairement drainant et peu favorable à la rétention d'eau, en raison de leur nature calcaire et de leur faible épaisseur. Ils sont ainsi globalement peu favorables au développement de zones humides pédologiques. Seuls les secteurs alluviaux associés au Suzon, occupés par des fluvisols, présentent un potentiel plus favorable, en lien avec leur fonctionnement hydrique spécifique.

À noter que l'absence de traces d'hydromorphie (indices rédoxiques) dans les descriptions pédologiques des UCS disponibles laisse présager du caractère globalement sec à bien drainé des sols communaux (hors abords du Val Suzon).



Carte 6 - Type de sols

LEGENDE

Limite administrative	Contexte pédologique
 Commune d'Étaules	Sols des vallons, vallées et milieux côtiers
	 Fluvisols (70% - UCS 61)
	Sols issus de matériaux calcaires
	 Rendisols (50% - UCS 43)
	 Rendosols (30% - UCS 44)

3. RISQUES NATURELS

La commune d'Étaules est exposée à différents aléas naturels, en lien avec son contexte géologique, hydrologique et topographique, marqué par la présence du Val Suzon, de ses versants boisés et de secteurs de plateau. La commune n'est pas couverte par un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé à l'échelle communale. Un seul arrêté de catastrophe naturelle a été recensé sur son territoire (voir ci-après dans la partie inondations).

Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs de la Côte-d'Or (DDRM 21) identifie, à l'échelle départementale, plusieurs types d'aléas naturels susceptibles d'affecter le territoire, notamment les inondations, les mouvements de terrain, les phénomènes sismiques, ainsi que les phénomènes météorologiques extrêmes et les feux de forêt.

Les données issues de la plateforme nationale Géorisques (site gouvernemental dédié à la connaissance des risques naturels et technologiques) confirment la présence plusieurs aléas naturels sur la commune d'Étaules, notamment :

- Remontée de nappe : risque existant ;
- Mouvement de terrain : existant ;
- Retrait et gonflement des argiles : risque modéré ;
- Séisme : risque faible ;
- Radon : risque faible.

Bien que les phénomènes liés aux feux de forêt et aux événements météorologiques extrêmes ne soient pas spécifiquement identifiés à l'échelle communale (DDRM 21, Géorisques), ils peuvent concerner l'ensemble du département de manière ponctuelle, notamment lors de conditions climatiques particulières (sécheresses, vents forts, orages...). Ces aléas sont ainsi pris en compte à titre contextuel dans l'analyse des risques.

3.1. INONDATIONS

3.1.1. Contexte général

Le risque d'inondation constitue le principal risque naturel en France, tant par le nombre de communes concernées que par l'importance des dommages potentiels. Il regroupe plusieurs phénomènes pouvant être interdépendants, notamment les crues et les débordements du réseau hydrographique, les phénomènes de ruissellement, ainsi que les remontées de nappes phréatiques.

La commune d'Étaules n'est pas couverte par un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI). Elle s'inscrit néanmoins dans le bassin Rhône-Méditerranée et est donc concernée par le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée 2022-2027. Ce document, arrêté le 21 mars 2022 et entré en vigueur le 8 avril 2022, constitue un cadre de référence pour la gestion du risque inondation à l'échelle du bassin et s'impose à l'ensemble des décisions administratives, y compris aux documents d'urbanisme. Le PLU de la commune doit ainsi être compatible avec les objectifs du PGRI, conformément à l'article L.124-2 du Code de l'urbanisme.

Le PGRI Rhône-Méditerranée s'articule autour de cinq grands objectifs stratégiques, déclinés en treize objectifs opérationnels et quarante-huit dispositions concrètes, dont seize sont partagées avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin. Cette articulation vise à renforcer la cohérence des politiques de prévention des inondations et de gestion durable de l'eau sur le territoire. Soumise à ce cadre, la commune de Étaules doit veiller à intégrer ces orientations dans sa planification territoriale.

Le tableau ci-après résume les principales dispositions du PGRI Rhône-Méditerranée 2022-2027.

Grand Objectif	Objectif	Disposition
G01 / Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation	Améliorer la connaissance et réduire la vulnérabilité du territoire	D.1-6 / Sensibiliser les acteurs de l'aménagement du territoire aux risques d'inondation au travers des stratégies locales
G02 / Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Agir sur les capacités d'écoulement	D.2-2 / Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues D.2-6 / Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines
	Prendre en compte l'érosion côtière du littoral	D.2-11 / Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales exposées à un risque important d'érosion
G03 / Améliorer la résilience des territoires exposés	Se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations	D.3-6 / Intégrer un volet relatif à la gestion de crise dans les stratégies locales
		D.3-10 / Accompagner les diagnostics et plans de continuité d'activité au niveau des stratégies locales
		D.3-11 / Évaluer les enjeux liés au ressuyage au niveau des stratégies locales
G04 / Organiser les acteurs et les compétences	Favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques	D.4-1 / Fédérer les acteurs autour de stratégies locales pour les TRI
	Accompagner la mise en place de la compétence « GEMAPI »	D.4-7 / Favoriser la constitution de gestionnaires au territoire d'intervention adapté
G05 / Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation	Développer la connaissance sur les risques d'inondation	D.5-4 / Approfondir la connaissance sur la vulnérabilité des réseaux
	Améliorer le partage de la connaissance	D.5-5 / Mettre en place des lieux et des outils pour favoriser le partage de la connaissance et la communication
G01 / Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation	Améliorer la connaissance et réduire la vulnérabilité du territoire	D.1-2 / Maîtriser le coût des dommages en cas d'inondation en agissant sur la vulnérabilité des biens, au travers des stratégies locales, des programmes d'action ou réglementaires

Figure 3 - Principales dispositions du PGRI Rhône-Méditerranée 2022-2027		
Grand Objectif	Objectif	Disposition
GO3 / Améliorer la résilience des territoires exposés	Développer la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information	D.3-14 / Développer la culture du risque
GO4 / Organiser les acteurs et les compétences	Favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques	D.4-3 / Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et les contrats de milieu et de bassin versant
		D.4-5 / Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB

Dans ce cadre, plusieurs outils de connaissance et de hiérarchisation du risque sont mobilisés à l'échelle du bassin hydrographique. Les territoires à risque important d'inondation (TRI) constituent des outils de priorisation stratégiques qui identifient à l'échelle du bassin des secteurs prioritaires en raison de la concentration des enjeux humains, économiques et patrimoniaux. Le bassin Rhône-Méditerranée compte 31 TRI, parmi lesquels la commune d'Étaules n'est pas concernée. Les atlas des zones humides (AZI) sont des documents à vocation informative et sans portée réglementaire. Ils contribuent à l'amélioration de la connaissance du risque pour les acteurs locaux et les services de l'État en précisant les secteurs potentiellement exposés aux débordements de cours d'eau. Selon les données disponibles, la commune d'Étaules n'est pas concernée par un AZI.

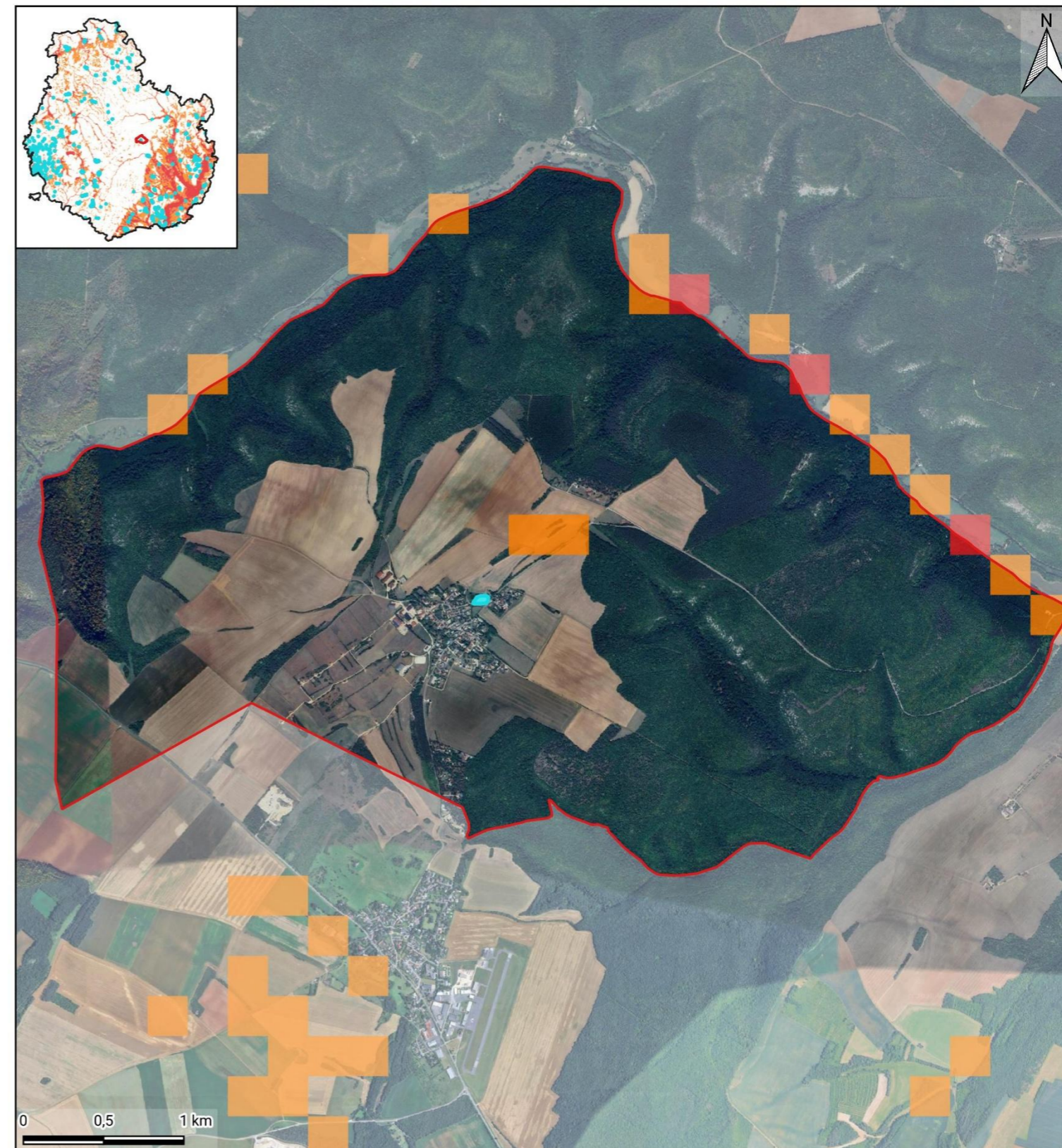
Les différents dispositifs de connaissance et de hiérarchisation du risque inondation n'identifient pas d'enjeux majeurs associés à l'aléa inondation sur le territoire communal.

3.1.2. Fonctionnement hydrologique et exposition aux inondations

Le fonctionnement hydrologique communal est influencé par la présence du Val Suzon et par la configuration topographique du site, caractérisée par des vallons encaissés et des versants calcaires. Cette morphologie conditionne les écoulements superficiels et la répartition spatiale des sensibilités aux phénomènes d'inondation.

Le risque d'inondation par remontée de nappe correspond à un phénomène de saturation des sols par la nappe phréatique, entraînant sa remontée jusqu'à la surface, généralement à la suite de pluies prolongées ou de crues. Ce phénomène peut provoquer des inondations localisées (notamment en sous-sol ou en cave) et engendre l'endommagement du bâti, lié aux infiltrations d'eau dans les murs et, à plus long terme, à la dégradation des matériaux (dont la désagrégation des mortiers).


Les données disponibles (carte ci-contre) mettent en évidence une sensibilité globalement limitée vis-à-vis de ce phénomène, les potentialités de remontées de nappes étant ponctuelles et principalement localisées en fond de vallée et dans certains bas-fonds. Le bourg historique n'est pas concerné, en revanche la cartographie des remontées de nappe identifie un secteur ponctuel au niveau de la mare communale (artificialisée), ce qui s'explique vraisemblablement par la position de cet aménagement en point bas du relief, favorable à la concentration des eaux de ruissellement et à une proximité potentielle de la nappe superficielle.



Carte 7 - Risques de remontée de nappe et inondation


LEGENDE

Limite administrative


 Commune d'Étaules

Risques d'inondation

Zones potentiellement sujettes aux

 Débordements de cours d'eau et de points d'eau

 Débordements de nappes

 Inondations de caves

Les autres phénomènes d'inondation (ruissellement et débordements du Suzon) suivent une logique topographique : débordements potentiels dans les fonds de vallée, accumulation d'eau dans les bas-fonds, ruissellements rapides sur les versants lors d'épisodes pluvieux intenses. Ce dernier phénomène est corroboré par un arrêté de reconnaissance de catastrophe naturelle relatif à des inondations et coulées de boue (NOR19840921, début le 11/07/1984, publié sur le journal officiel le 18/10/1984) traduisant l'occurrence passée d'événements pluvieux intenses ayant généré des effets localisés.

Dans l'ensemble, ces phénomènes restent ponctuels et ne mettent pas en évidence une exposition homogène ou généralisée du territoire communal aux inondations.

3.2. MOUVEMENTS DE TERRAIN

3.2.1. Contexte général

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Sont distinguées :

- Les mouvements lents et continus :
 - Les tassements et les affaissements : se produisent sous l'effet d'une surcharge (constructions, remblais) ou lors d'un assèchement (drainage, pompage) ;
 - Le retrait-gonflement des argiles : les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements (période humide) et des tassements (périodes sèches) ;
 - Les glissements de terrain : se produisent lors de forte saturation des sols en eau.
- Les mouvements rapides et discontinus :
 - Les effondrements de cavités souterraines : l'effondrement du toit d'une cavité peut se produire suite à une dissolution des roches du sous-sol pour les cavités souterraines naturelles ou l'évolution des cavités artificielles ;
 - Les écroulements et les chutes de blocs ;
 - Les coulées boueuses et torrentielles ;
 - L'érosion littorale ou de berges.

Dans le cadre de la politique de prévention des risques naturels mise en place depuis 1981, la base BDMvt gérée par le BRGM, recueille l'analyse et la restitution des informations de base des mouvements de terrain d'importance et de type très divers. Les informations proviennent d'anciennes bases de données (BRGM), d'inventaires départementaux (Services Géologiques Régionaux du BRGM ou les Laboratoires Régionaux des Ponts et Chaussées), d'archives, d'études ponctuelles (expertises, essais in situ ou laboratoires géophysiques, BRGM ou LCPC : Laboratoire Central des Ponts et Chaussées) et de la presse.

Selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM – 2025), le département de la Côte-d'Or peut être exposé à plusieurs types de mouvements de terrain : des effondrements ou affaissements de cavités (en lien avec la présence de nombreux sites d'extraction ou de régime karstique qui favorise la présence de cavités souterraines), des glissements de terrain (en raison de secteurs localement marneux, d'éboulis ou de dépôts superficiels), des tassements différentiels (liés aux retraits-gonflements des argiles, phénomène répandu dans le département), des éboulements et chutes de blocs (en lien avec les falaises calcaires) et des effondrements de berges.

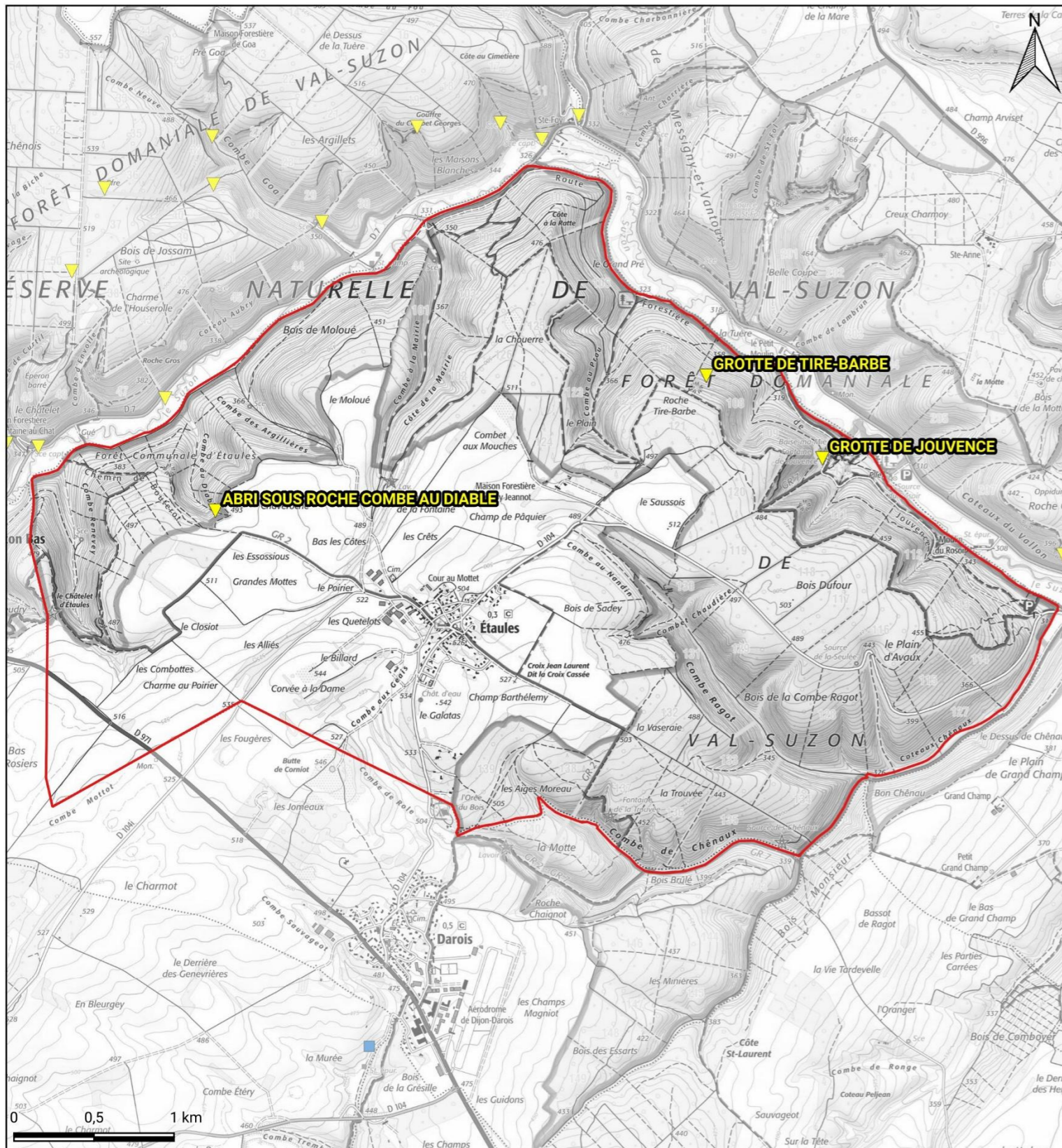
Le Plan de Prévention des Risques (PPR), établi par l'État, délimite les zones exposées directement ou indirectement à un risque et y réglementer l'utilisation des sols. Ces prescriptions valent servitude d'utilité publique et sont annexées aux documents d'urbanisme, tel que le PLU. Selon le DDRM départemental, la commune d'Étaules n'est pas concernée par un PPR mouvements de terrain.

3.2.2. Aléa effondrement et cavités souterraines

La base nationale de données fournie par le portail Internet Géorisques et conçue par le BRGM s'intègre dans la politique de prévention des risques naturels mise en place depuis 1981, en permettant le recueil, l'analyse et la restitution des informations de base nécessaires à la connaissance et à l'étude préalable des phénomènes liés à la présence de cavités. La base contribue aux portées à connaissance, qui relèvent du rôle de l'État en matière de prévention des risques.

La Côte d'Or est soumise à ces phénomènes du fait du nombre important de sites d'extraction (calcaire, dolomie, gypse...) et d'anciennes mines (fer et houilles). Bien qu'il n'y ait plus d'exploitation minière, des risques demeurent du fait de la présence dans le sous-sol des anciennes mines et carrières. De plus, les cavités naturelles sont nombreuses dans le département, en lien avec sa géologie karstique qui favorise la création de cavités lors de la dissolution du calcaire par l'eau. L'eau, par ruissellement ou infiltration, constitue bien souvent le principal facteur déclenchant des effondrements.

Selon le DDRM, le BRGM a recensé 1282 cavités en Côte-d'Or, dont 1195 cavités naturelles et 87 cavités anthropiques. Sur le territoire communal, 3 cavités naturelles sont identifiées (voir carte page suivante), toutes localisées au sein de la forêt domaniale du Val Suzon : la grotte de Jouvence, la grotte de Tire-Barbe et l'abri sous roche de Combe au Diable. En revanche, aucun mouvement de terrain ni effondrement n'a été constaté au sein de la commune (selon la BDMvt).



Carte 8 - Aléa effondrement et cavités souterraines

LEGENDE

Limite administrative

Commune d'Étaules

Aléa effondrement et cavités souterraines

▼ Cavité naturelle connue

■ Cavité liée à un ouvrage civil (hors commune)

3.2.3. Retrait-gonflement des argiles

Sous l'effet de certaines conditions météorologiques (précipitations insuffisantes, températures et ensoleillement supérieurs à la normale), les horizons superficiels du sous-sol peuvent se dessécher plus ou moins profondément. Sur les formations argileuses, cette dessiccation se traduit par un phénomène de retrait, avec création d'un réseau de fissures parfois très profondes. Lorsque ce phénomène se développe sous le niveau de fondation d'une construction, la perte de volume du sol support génère des tassements différentiels qui peuvent entraîner une fissuration du bâti.

À la demande du MTES, le BRGM a élaboré le site internet www.argiles.fr qui permet de délimiter toutes les zones qui sont a priori sujettes au phénomène de retrait-gonflement et de hiérarchiser ces zones selon un degré d'aléa croissant :

- Aléa fort : correspond aux zones où la probabilité de l'aléa est la plus élevée et où l'intensité des phénomènes est la plus forte ;
- Aléa moyen : correspond aux zones intermédiaires de potentialité d'aléa ;
- Aléa faible : correspond aux zones où la probabilité de l'aléa est possible en cas de sécheresse importante, mais une faible proportion des bâtiments serait touchée ;
- Aléa nul : correspond aux zones où les données n'indiquent pas de présence d'argiles.

Depuis le mois d'août 2019, la carte de l'aléa retrait-gonflement des sols argileux publiée sur Géorisques a été remplacée par la carte d'exposition au retrait gonflement des sols argileux. La nouvelle carte d'exposition publiée sur Géorisques permet d'identifier les zones exposées au phénomène de retrait gonflement des argiles où s'appliquent les nouvelles dispositions réglementaires à partir du 1er janvier 2020 dans les zones d'exposition moyenne et forte.

La carte d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel identifie quatre catégories de zones :

- Zones d'exposition forte : formations essentiellement argileuses, épaisses et continues, où les minéraux argileux gonflants sont largement majoritaires ;
- Zones d'exposition moyenne : formations argileuses minces ou discontinues, présentant un terme argileux non prédominant, où les minéraux argileux gonflants sont en proportion équilibrée ;
- Zones d'exposition faible : formations non argileuses, mais contenant localement des passées ou des poches argileuses, où les minéraux argileux gonflants sont minoritaires ;
- Zones d'exposition nulles : correspondent aux zones qui ne se situent dans aucune des trois zones précédentes.

Les sols argileux ont la propriété de voir leur consistance se modifier en fonction de leur teneur en eau. En effet, en milieu humide, l'argile est souple et malléable, alors qu'en contexte sec, l'argile est cassante et dure. Ainsi, des variations de volume peuvent se produire, qui sont plus ou moins conséquentes en fonction de la structure et des minéraux du sol. Si la teneur en eau augmente, le volume de ce sol argileux augmente par la même occasion et inversement. On parle alors respectivement de « gonflement des argiles » et de « retrait des argiles ».

Les phénomènes climatiques exceptionnels, comme la succession d'une période fortement pluvieuse et d'une période de déficit pluviométrique, engendrent une amplitude de variation du volume encore plus importante. Malgré la lenteur de ce phénomène de retrait et gonflement des argiles, cela peut provoquer des dégâts plus ou moins conséquents sur les bâtiments.

D'après le portail gouvernemental Géorisques, le territoire communal d'Étaules présente un risque d'exposition modéré au retrait-gonflement des sols argileux (niveau 2/3). L'outil de visualisation cartographique Infoterre du BRGM permet de localiser plus précisément le risque d'exposition : le risque globalement modéré du territoire est lié à la présence de différentes zones d'exposition (voir carte ci-contre), en particulier sur les bas-fonds des massifs boisés du Val Suzon, mais aussi dans différents secteurs de la plaine.

La loi ELAN (Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique) impose de mettre en œuvre des prescriptions constructives adaptées :

- Une étude géotechnique préalable est obligatoire lors de la vente d'un terrain constructible (vente d'un terrain à bâtir) ;
- En cas de contrat de construction de maison individuelle, le constructeur doit prendre en compte les recommandations de l'étude géotechnique pour adapter les fondations (profondeur, type, drainage, etc.) ;
- Le vendeur doit annexer l'étude géotechnique au compromis ou à l'acte de vente.

3.3. RISQUE SISMIQUE

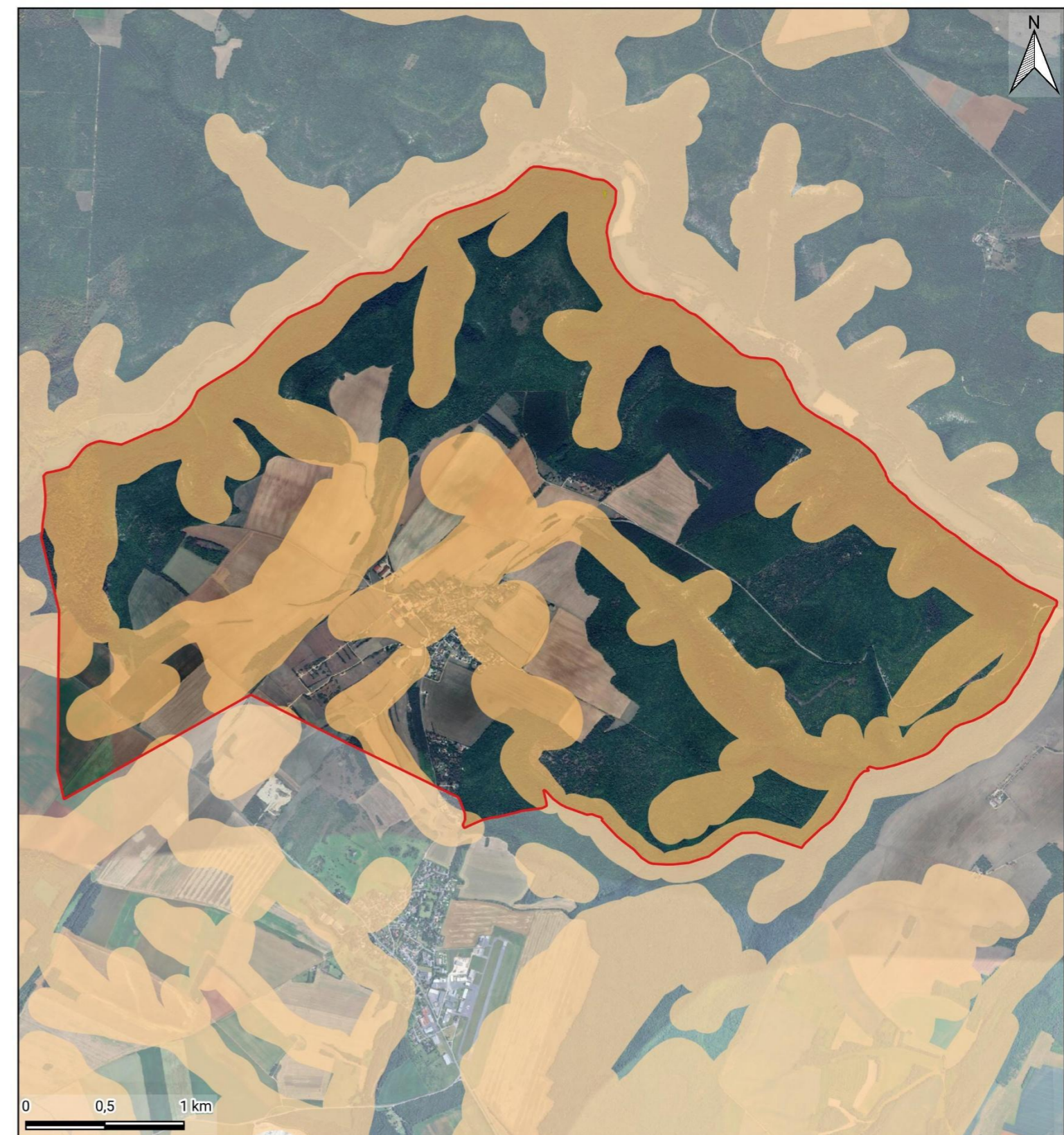
Les tremblements de terre naissent généralement dans les profondeurs de l'écorce terrestre et causent des secousses plus ou moins violentes à la surface du sol. Ils peuvent avoir pour conséquence d'autres phénomènes : mouvements de terrain, raz de marée, liquéfaction des sols, effet hydrologique. On caractérise un séisme par sa magnitude (énergie libérée) et son intensité (effets observés ou ressentis par l'homme, ampleurs des dégâts aux constructions).

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (voir carte suivante) :

- Une zone de sismicité 1 où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible) ;
- Quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.

Deux nouveaux textes réglementaires fixant les règles de construction parasismiques ont été publiés :

- L'arrêté du 22 octobre 2010 pour les bâtiments de la classe dite « à risque normal », applicable à partir du 1er mai 2011 ;
- L'arrêté du 24 janvier 2011 pour les installations classées dites Seveso, entrant en vigueur à partir du 1er janvier 2013.

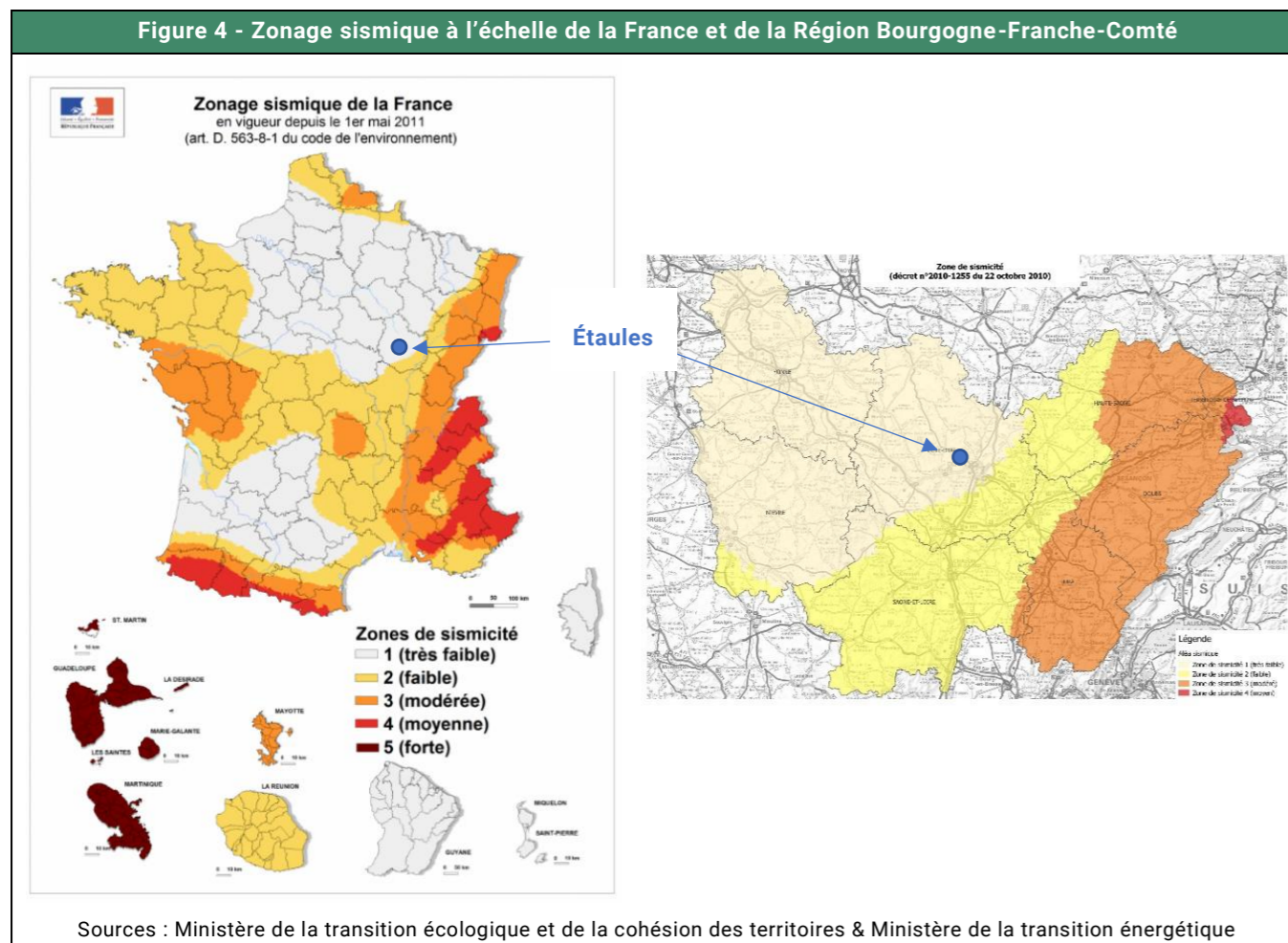


Carte 9 - Aléa retrait-gonflement des argiles

LEGENDE

- | | |
|---|--|
| Limite administrative | Aléa retrait-gonflement des argiles |
|  Commune d'Étaules |  Exposition moyenne |

Figure 4 - Zonage sismique à l'échelle de la France et de la Région Bourgogne-Franche-Comté



La commune d'Étaules est concernée par un risque de sismicité faible (niveau 1/5) : aucune règle parasismique n'est imposée pour la construction de maisons individuelles et de petits bâtiments. En revanche, la construction de logements sociaux et d'immeubles de grande taille est soumise à des normes européennes de construction parasismique (normes Eurocodes 8) : étude sismique, type de structure régulière avec contreventement, ferrailage spécifique et détails constructifs obligatoires (ancrages, chaînages horizontaux et verticaux par ex.).

Ce niveau de sismicité doit être indiqué dans l'Information aux Acquéreurs et aux Locataires (IAL) qui fait partie des diagnostics immobiliers obligatoires que les propriétaires doivent fournir à leurs acheteurs et locataires (loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages).

3.4. RISQUE RADON

Est appelé **risque radon**, le risque sur la santé (cancer principalement) lié à l'inhalation du radon, gaz radioactif présent naturellement dans l'environnement, inodore et incolore, émettant des particules alpha. Le radon se désintègre pour former des particules solides, elles-mêmes radioactives et qui émettent un rayonnement alpha et bêta. Le radon représente le tiers de l'exposition moyenne de la population française aux rayonnements ionisants.

C'est principalement par le sol que le radon transite et se répand dans l'air intérieur des bâtiments. L'importance de l'entrée du radon dans un bâtiment dépend de nombreux paramètres :

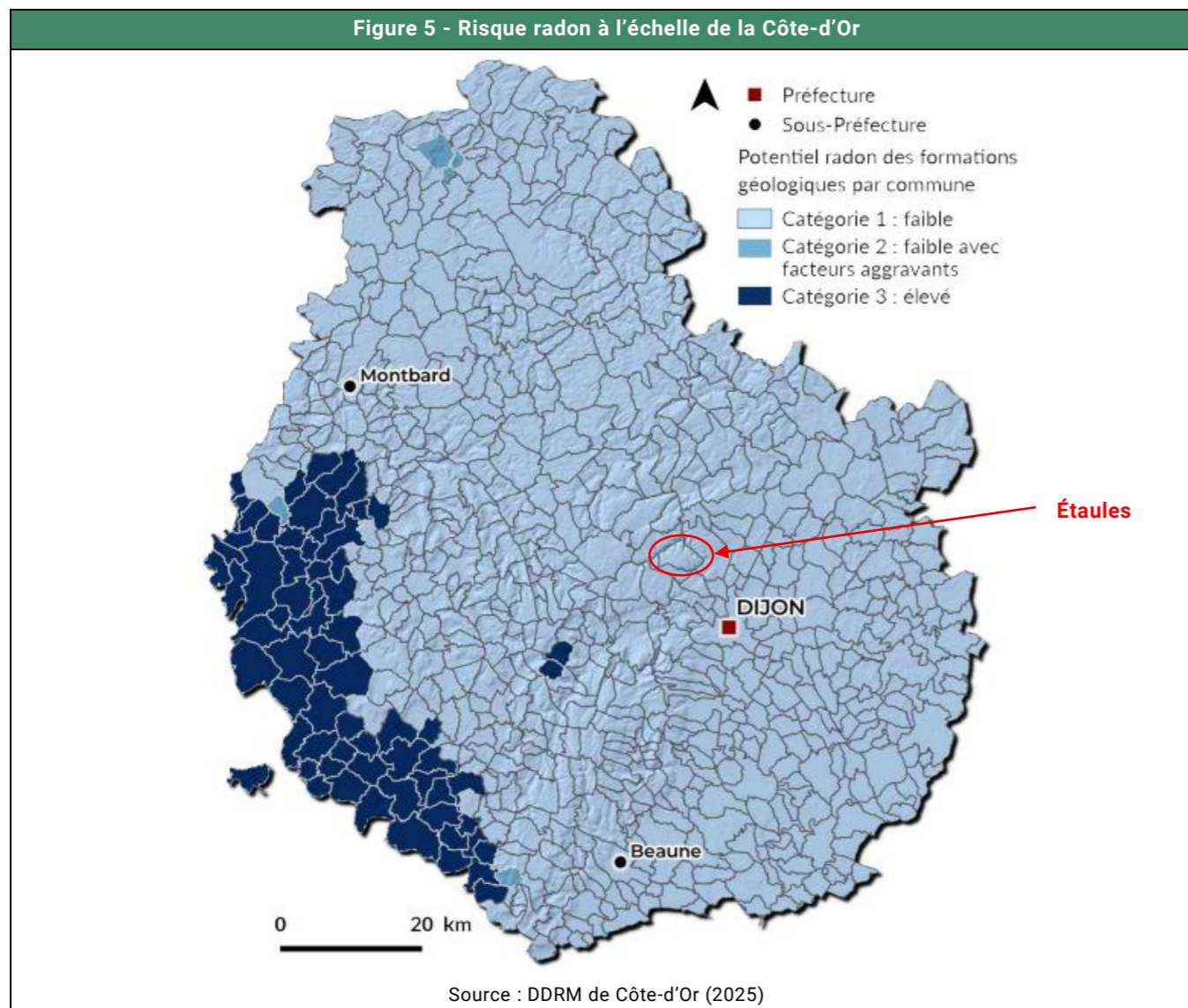
- De la concentration de radon dans le terrain sous le bâtiment, de la perméabilité et de l'humidité de celui-ci, de la présence de fissures ou de fractures dans la roche sous-jacente ;
- Des caractéristiques propres au bâtiment : procédé de construction, présence de vide sanitaire, étanchéité des fondations, fissuration de la surface en contact avec le sol, performances du système de ventilation, disposition des canalisations.

Il existe une cotation du risque appelé « potentiel radon » :

- Zones de catégorie 1, à potentiel faible. Ce sont les communes localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles ;
- Zones de catégorie 2, à potentiel faible, mais avec des facteurs aggravants. Ce sont les communes localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles, mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments ;
- Zones de catégorie 3, à potentiel élevé. Ce sont les communes qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. En zone de catégorie 3, lorsque les résultats dépassent la valeur de référence de 300 becquerels par mètre cube (Bq/m³), il est nécessaire de réduire les concentrations en radon. Plusieurs obligations découlent de cette zone de catégorie 3 (obligation de mesure selon les normes de l'ASN pour les lieux ouverts au public, information des acquéreurs ou locataires...).

Depuis 2005, les plans d'action successifs ont contribué à améliorer la connaissance du radon et la prévention sur le territoire français, tout en accompagnant les évolutions réglementaires sur ce sujet. Ils ont permis l'amélioration et la diffusion de la connaissance ainsi que la mise en œuvre de mesures de gestion liées à ce risque dans les établissements recevant du public, les lieux de travail et les bâtiments existants à usage d'habitation ainsi que les bâtiments neufs.

Selon le DDRM de la Côte-d'Or, le contexte géologique du département lui confère un potentiel radiogénique important, en particulier sur la partie sud-ouest du territoire en lien avec les roches magmatiques granitiques du massif du Morvan qui contiennent naturellement du radon. Par ailleurs, les sous-sols karstiques facilitent le transport du radon, appelant à adopter une approche prudente quant à la prise en compte de la probabilité de présence du radon dans les communes en zones de catégorie 1 et 2.



La commune d'Étaules est exposée à un risque radon faible (catégorie 1/3) : aucune obligation n'est liée à ce niveau de risque.

3.5. RISQUE DE TEMPÊTE

Les tempêtes d'hiver sont fréquentes en Europe, car les océans sont encore chauds et l'air polaire déjà froid. Venant de l'Atlantique, elles traversent généralement la France en trois jours, du sud-ouest au nord-est, leur vitesse de déplacement étant de l'ordre de 50 km/h.

En France, ce sont chaque année quinze tempêtes en moyenne qui affectent les côtes dont une à deux peuvent être qualifiées de « fortes » selon les critères utilisés par Météo France. Bien que le risque tempête soit plus fréquent dans le quart nord-ouest du territoire métropolitain et la façade atlantique dans sa totalité, les tempêtes survenues en 1999 ont souligné qu'aucun département ne se trouve à l'abri de ce risque. Elles ont également démontré l'ampleur des conséquences (humaines, économiques, environnementales) qu'elles sont en mesure de générer.

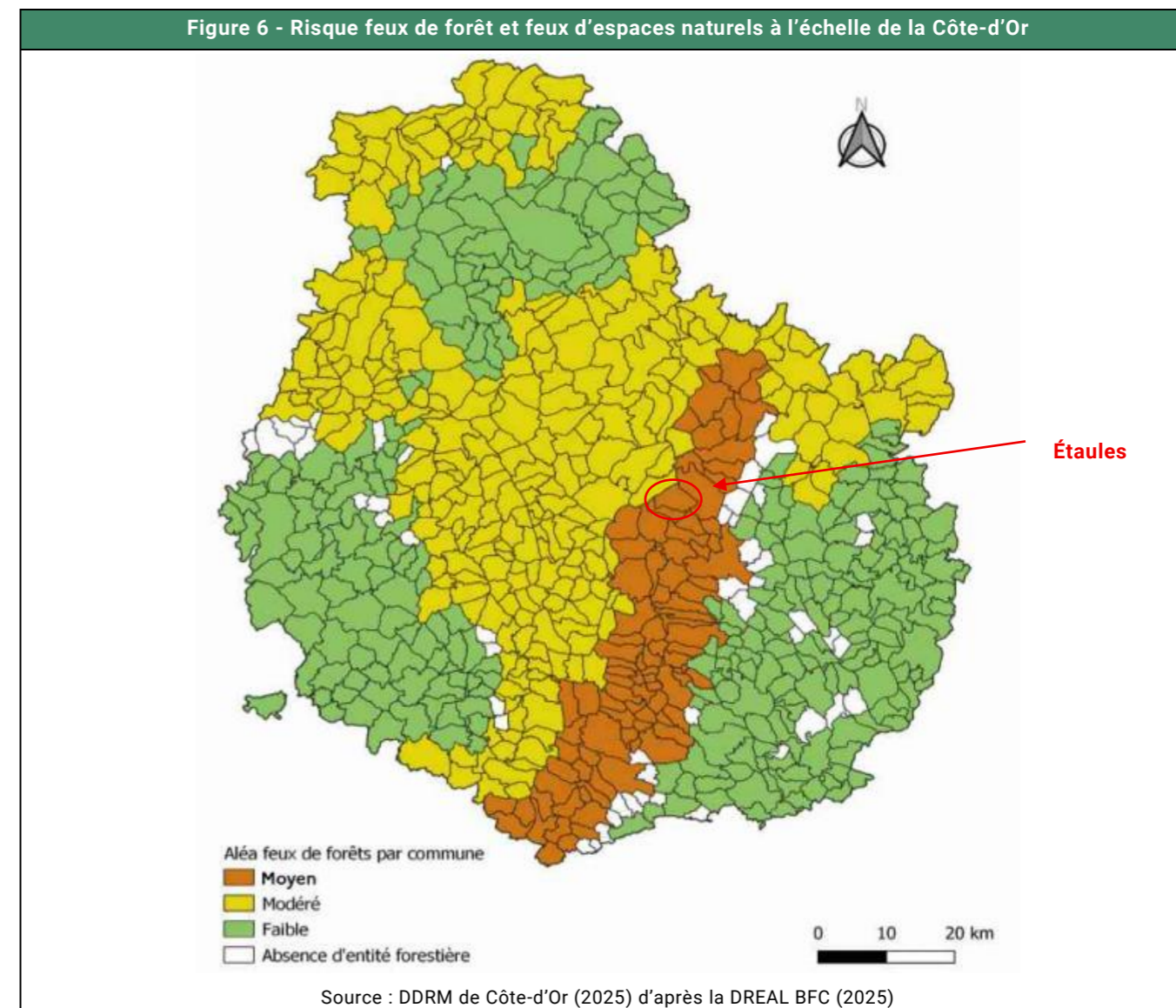
D'après le site Géorisques, la commune d'Étaules n'est pas concernée par le risque tempête. Toutefois, les vents forts peuvent conduire à des efforts significatifs sur les éléments bâtis.

3.6. RISQUE FEUX DE FORÊT ET FEUX D'ESPACES NATURELS

L'incendie de forêt est défini comme un feu affectant une surface minimale d'un hectare d'un seul tenant, entraînant la destruction partielle ou totale des strates arbustives et/ou arborées. Son déclenchement et sa propagation reposent sur la combinaison de trois facteurs : une source de chaleur (souvent d'origine humaine, par imprudence, accident ou malveillance), un combustible constitué par la végétation et un apport d'oxygène, fortement influencé par les conditions météorologiques, notamment le vent et la sécheresse.

Le Code de l'urbanisme impose la prise en compte des risques naturels dans les documents de planification, notamment au titre des articles L.101-2, L.151-1 et suivants, qui encadrent les objectifs d'aménagement durable et de prévention des risques. À ce titre, les documents d'urbanisme doivent intégrer les conditions d'exposition du territoire aux risques, dont celui des incendies de forêt, lorsque celui-ci est avéré ou potentiel.

À l'échelle départementale, le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) de la Côte-d'Or indique que le risque feu de forêt est globalement moyen à modéré, mais susceptible de se manifester de manière ponctuelle en période de sécheresse, notamment dans les secteurs de résineux.



La commune d'Étaules s'inscrit dans un environnement majoritairement boisé, en lien avec le Val Suzon et les massifs forestiers environnants, eux-mêmes imbriqués dans la région forestière de la Montagne bourguignonne. Cette dernière forme l'ensemble boisé principal du département (sa surface représente 26% du territoire départemental). Dans ce contexte, les boisements constituent un élément structurant du paysage communal, tout en représentant un combustible potentiel en cas de conditions climatiques défavorables. La cartographie régionale de l'aléa incendie (DREAL Bourgogne-Franche-Comté, 2025, voir page suivante) classe le territoire communal en niveau de sensibilité moyen, traduisant une exposition moyenne, mais réelle, au risque de feu de forêt.

Dans ce contexte, la prévention repose principalement sur la prise en compte du risque dans les documents d'urbanisme, sur la gestion de l'interface entre espaces urbanisés et espaces boisés, ainsi que sur la sensibilisation des acteurs locaux. Aucun Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt (PPRIF) n'est actuellement approuvé à l'échelle départementale et aucune obligation légale de débroussaillage (OLD) réglementairement délimitée n'est identifiée à l'échelle communale, à ce jour. Toutefois, le décret n°2024-295 a complété la liste des annexes obligatoires des documents d'urbanismes (article R.151-53 du Code de l'urbanisme), dont les PLU et leurs cartes communales (article R.161-8), notamment en ce qui concerne les OLD et les servitudes associées à la défense des forêts contre l'incendie. L'objectif est d'améliorer l'information des particuliers au moment de la délivrance des autorisations d'urbanisme et de préciser les servitudes de passage et d'aménagement relatives aux voies de défense des bois et forêts contre l'incendie (article L.134-2 du Code forestier).

4. RESSOURCE EN EAU

4.1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

La loi sur l'eau de 1992 définit l'eau comme « patrimoine commun de la nation » et instaure deux outils pour la gestion de l'eau : le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et sa déclinaison locale, le Schéma d'aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

En France métropolitaine, la gestion de l'eau s'organise autour de sept grands bassins hydrographiques, délimités naturellement par la ligne de partage des eaux. La commune d'Étaules intègre le bassin Rhône-Méditerranée et est ainsi concernée par le SDAGE éponyme 2022-2027.

4.2. HYDROGRAPHIE LOCALE

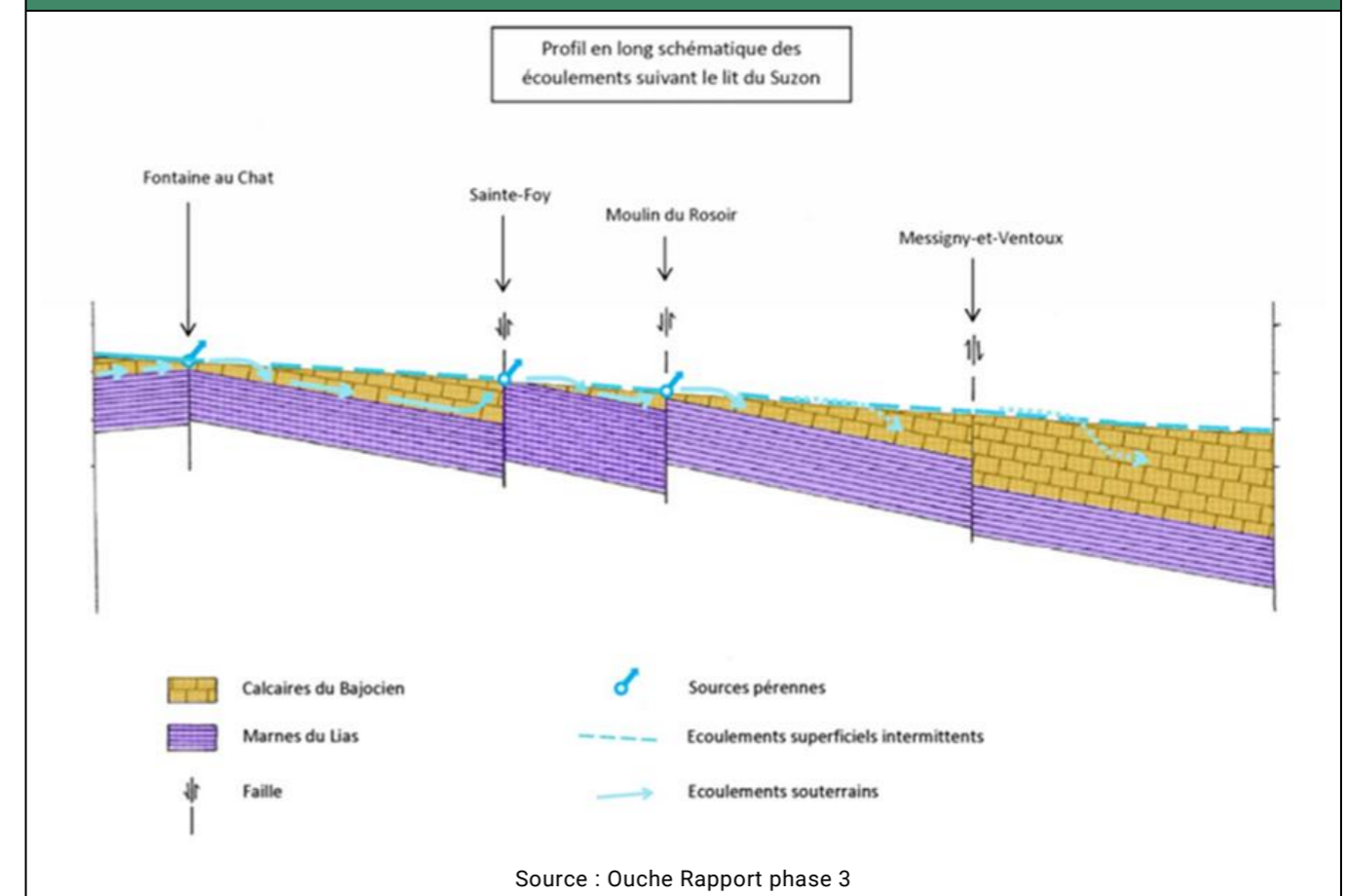
4.2.1. Masse d'eau superficielle

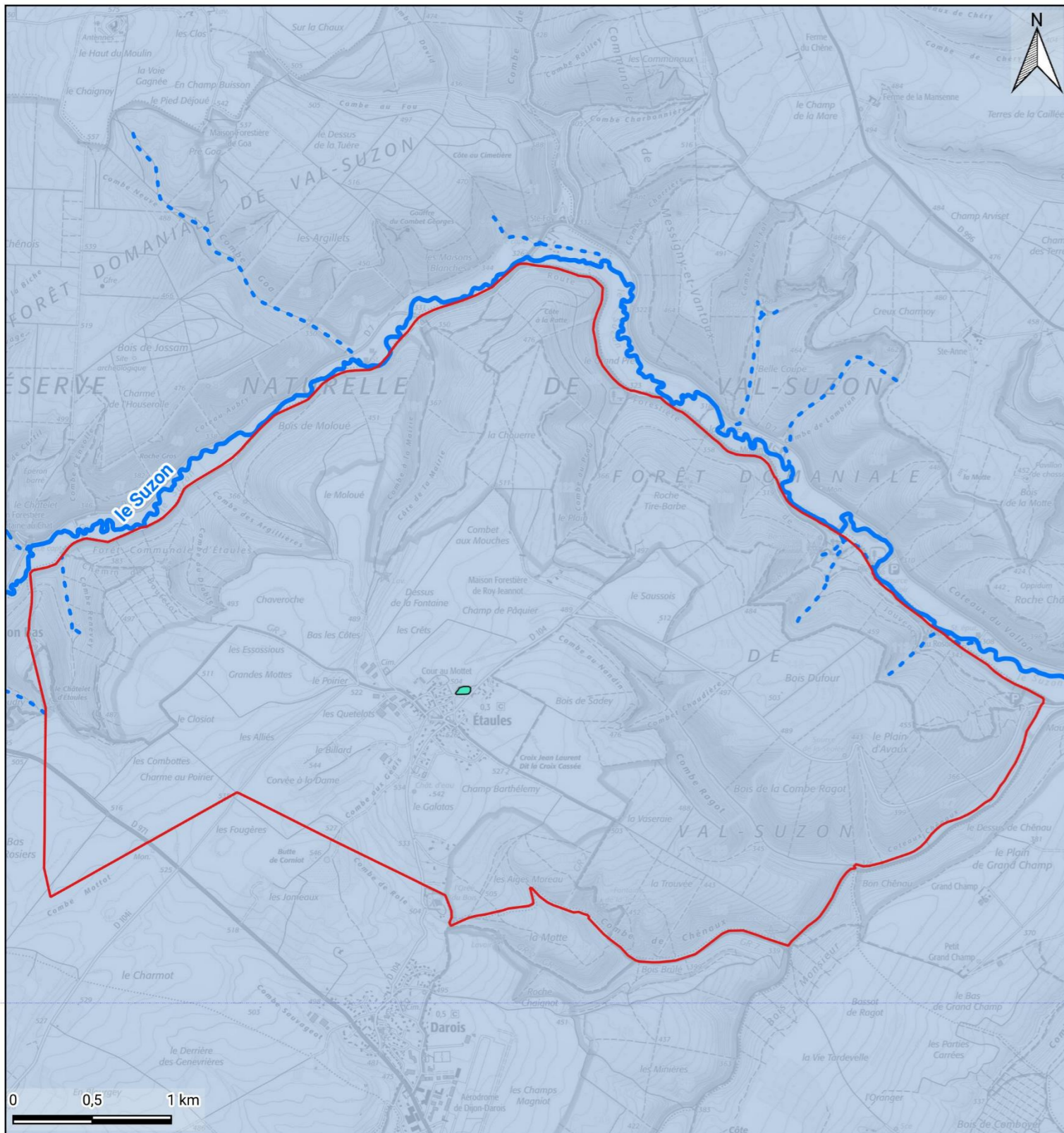
Le Suzon, identifié sous le code FRDR10572 dans le référentiel national (SANDRE), constitue la seule masse d'eau superficielle du territoire communal. Ce cours d'eau, d'une longueur d'environ 40 km prend sa source sur les plateaux calcaires entre Panges et Trouhaut et s'écoule globalement d'ouest en est jusqu'à sa confluence avec l'Ouche, au niveau de Longvic. À l'échelle du territoire communal, le Suzon s'inscrit en fond de vallée, au pied des versants boisés du Val Suzon. Il ne traverse pas directement la commune, mais constitue le principal exutoire hydrologique du secteur et forme la délimitation nord de la commune d'Étaules.

S'inscrivant dans un vallon encaissé, le fonctionnement hydrologique du cours d'eau est fortement influencé par le contexte karstique local. Les formations calcaires fissurées favorisent l'infiltration des eaux et les échanges entre écoulements de surface et circulations souterraines, induisant des écoulements partiellement souterrains. Ainsi, le Suzon peut présenter localement un écoulement discontinu, avec des tronçons temporaires ou à débit réduit en période sèches écoulement et des écoulements renforcés lors d'épisodes pluvieux. Cette variabilité de l'écoulement en surface crée des phénomènes de résurgences ponctuelles (sources, avec notamment la source de la Fontaine de la Jouvence sur le territoire d'Étaules) selon les secteurs et conditions hydrographiques. Cette particularité est illustrée ci-après.

Le cours d'eau assure néanmoins la collecte des eaux de ruissellement et structure le fond de vallée) l'échelle du sous-bassin versant. Il possède encore un affluent fonctionnel : le Rû Blanc de la Combe Rat. Onze autres combes sont sèches ou avec des ruisseaux temporaires, dont le ruisseau de la Combe à la Bergère (encore fonctionnel il y a peu). Quelques écoulements intermittents supplémentaires le rejoignent également, à la faveur de la topographie (voir carte page suivante). Son écoulement tend à redevenir plus continu lors des épisodes pluvieux, contribuant alors à l'évacuation des eaux vers l'aval.

Figure 7 - Coupe schématique le long de la vallée du Suzon, détaillant les zones d'infiltrations et de résurgences





Carte 10 - Masses d'eau superficielles et souterraines

LEGENDE

- | | |
|------------------------------|--|
| Limite administrative | Masses d'eau superficielles |
| Commune d'Étaules | Cours d'eau pérenne |
| | Cours d'eau intermittent |
| | Plan d'eau |
| | Masses d'eau souterraines |
| | FRDG152 - Calcaires jurassiques du châtilonnais et seuil de Bourgogne entre Ouche et Vingeanne |

4.2.2. Masses d'eau souterraines

Une masse d'eau souterraine correspond à une unité aquifère, à une partie d'une unité ou à un regroupement d'unités géographiquement disjointes. Les eaux souterraines proviennent principalement de l'infiltration des précipitations et des cours d'eau. Elles circulent dans les pores et fractures des roches jusqu'à rencontrer une couche imperméable, formant ainsi un réservoir d'eau souterraine. Dans les aquifères karstiques, l'eau peut s'engouffrer rapidement dans le sous-sol et rejoindre des conduits et galeries de drainage souterrain structurés de la même manière que les réseaux hydrographiques de surface, parcourant parfois de longues distances avant de réapparaître à la surface, alimentant des sources, des cours d'eau ou la mer.

Le territoire communal s'inscrit dans la masse d'eau souterraine FRDG152 – Calcaires jurassiques du Châtillonnais et du seuil de Bourgogne entre Ouche et Vingeanne. Cette masse d'eau est de type karstique et sédimentaire, caractérisée par une forte hétérogénéité des circulations souterraines. Elle correspond à un système aquifère complexe, développé au sein des formations calcaires du Jurassique moyen et supérieur (Dogger à Portlandien), organisé en plusieurs niveaux de réservoirs séparés par des horizons marno-calcaires plus ou moins perméables. Ce fonctionnement confère au système une organisation multicouche et une variabilité importante des écoulements souterrains. Le secteur du Val Suzon constitue une composante locale de ce système karstique, marquée par des échanges rapides entre infiltration de surface et circulations souterraines, en lien avec la fracturation et la dissolution des calcaires.

4.3. QUANTITÉ ET QUALITÉ DES EAUX

La détermination des objectifs de qualité des cours d'eau découle de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000. Les cours d'eau sont considérés comme des milieux naturels, dont l'objectif ne peut être à terme que le bon état écologique et chimique. Selon l'Agence de l'eau des bassins de Rhône-Méditerranée, une eau en bon état est une eau superficielle qui garantit une vie animale et végétale riche et variée, mais aussi une eau superficielle ou souterraine qui contribue à bénéficier d'une eau disponible en quantité et qualité suffisante pour satisfaire tous les usages et activités humaines, en particulier l'alimentation en eau potable (pour ce faire, elle doit notamment être exempte de produits toxiques).

4.3.1. Qualité et quantité des eaux de surface

Conformément aux objectifs de la DCE, la masse d'eau du Suzon (FRDR10572) a fait l'objet d'un suivi visant l'atteinte ou le maintien du bon état écologique et chimique. En l'absence de station de mesure directement implantée sur la commune d'Étaules, l'analyse repose sur les données des stations situées à proximité sur le cours du Suzon, notamment sur la commune limitrophe de Val Suzon.

Deux stations principales sont mobilisées (localisées en partie amont du cours d'eau, en limite immédiate d'Étaules) :

- Station de qualité de l'eau : Suzon à Val-Suzon 1 (code 06015600) ;
- Station hydrométrique : Suzon (code U132903001).

Qualité des eaux de surface

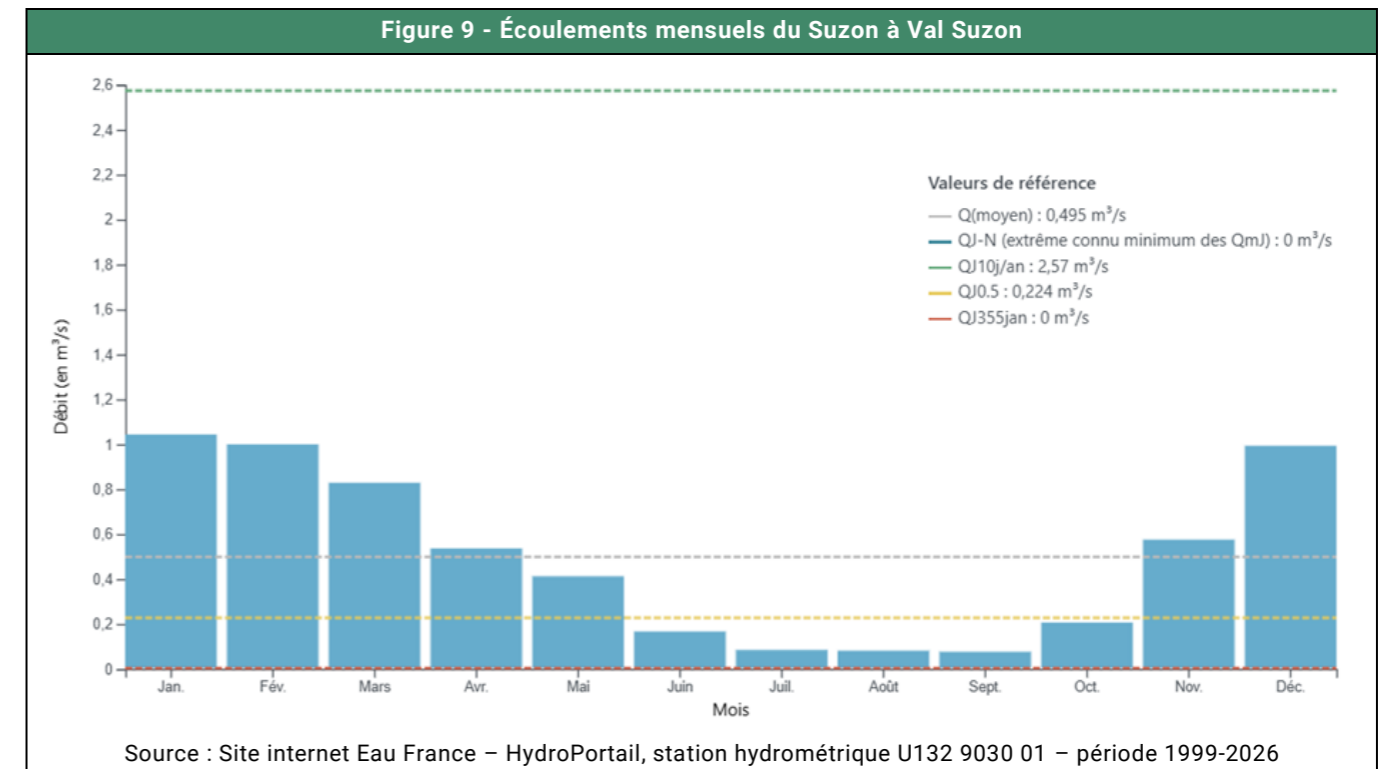
Les données disponibles indiquent un état écologique globalement bon sur la période récente (2012-2025), avec notamment de bons résultats pour les invertébrés benthiques, les diatomées, l'oxygénation et la température. Les paramètres liés aux nutriments et à l'acidification traduisent ponctuellement une sensibilité écologique modérée du cours d'eau. L'état chimique est bon, en lien notamment avec des paramètres relatifs aux nutriments azotés et phosphorés, ainsi qu'à l'acidification ; aucun polluant spécifique n'est relevé. Ainsi, les objectifs réglementaires d'atteinte du bon état des cours d'eau de la DCE et du SDAGE Rhône-Méditerranée sont atteints depuis 2015 pour cette masse d'eau.



À noter que l'indicateur écologique relatif à l'ichtyofaune (poissons) n'est pas disponible pour la station 06015600. Toutefois, des données historiques issues d'une station secondaire (Suzon à Val-Suzon 3 – 06016110) faisaient mention d'un état écologique moyen pour ce seul indicateur sur la période 2014-2016 (aucun autre paramètre n'avait été évalué). En l'absence de données plus récentes sur cette station, cet élément est mentionné à titre indicatif sans permettre de conclure sur l'évolution actuelle de ce comportement biologique. Cette absence d'information fait probablement échos aux phases d'assecs relativement régulières du Suzon (voir ci-après), ne permettant pas la survie piscicole.

Quantité / hydrométrie des eaux de surface

La station hydrométrique U132903001 met en évidence un régime hydrologique fortement contrasté sur la période 1999-2026 (données consultées en avril 2026, HydroPortail). Le Suzon présente un débit moyen annuel modéré (0,495 m³/s), traduisant un cours d'eau de faible gabarit à l'échelle régionale.



Au cours de l'année, le régime est marqué par une alternance nette entre hautes et basses eaux. Les hautes eaux se concentrent en période hivernale et au début du printemps (principalement de décembre à mars), en lien avec les précipitations et la recharge des aquifères, avec des débits pouvant dépasser ponctuellement 1 m³/s. À l'inverse, la période estivale (juin à septembre) correspond à des étiages prononcés, avec des débits très faibles pouvant localement conduire à des assecs.

Au-delà de cette variabilité saisonnière, le Suzon présente également une forte variabilité interannuelle et événementielle, caractérisée par des épisodes de crues rapides pouvant atteindre ou dépasser les 12 m³/s. Ces épisodes traduisant une réactivité importante du bassin versant face aux épisodes pluvieux intenses. L'amplitude entre les débits d'étiage et de crue souligne ainsi le caractère très irrégulier du régime hydrologique.

Ce fonctionnement est caractéristique d'un cours d'eau influencé par un contexte karstique, qui favorise des transferts rapides entre compartiments superficiels et souterrains., ainsi que des périodes de fonctionnement discontinu. Il en résulte un régime hydrologique caractérisé par une forte dépendance aux épisodes pluvieux et une sensibilité marquée aux conditions climatiques. Cette variabilité hydrologique constitue un facteur structurant du fonctionnement du Suzon et conditionne la dynamique des écoulements à l'échelle du bassin versant.

Ce fonctionnement hydrologique traduit une sensibilité particulière du cours d'eau aux aménagements et à l'imperméabilisation des sols, impliquant une vigilance spécifique en matière de gestion des eaux pluviales et de préservation des zones d'infiltration.

Zone de répartition des eaux

Le bassin de l'Ouche, auquel appartient le Suzon, est classé en zone de répartition des eaux (ZRE) depuis 2010 (arrêté préfectoral du 25 juin). Ce classement traduit un déséquilibre structurel entre la ressource disponible et les usages (alimentation en eau potable, industries, irrigation agricole...). Il met en évidence une sensibilité particulière du territoire face aux pressions quantitatives sur la ressource en eau. Dans ce contexte, les prélèvements en eaux superficielles et souterraines sont soumis à un encadrement réglementaire renforcé, conformément à la nomenclature de l'article R.214-1 du Code de l'environnement. Ce dispositif se traduit par des conditions de déclaration et d'autorisation plus strictes que le droit commun (seuils abaissés) et vise à favoriser un retour progressif à l'équilibre quantitatif de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant.

4.3.2. Quantité et qualité des eaux souterraines

La masse d'eau souterraine des Calcaires jurassiques du Châtillonnais et du seuil de Bourgogne entre Ouche et Vingeanne (FRDG152) présente un état global qualifié de bon, tant sur le plan quantitatif que qualitatif (objectifs réglementaires d'atteinte du bon état des masses d'eau souterraines de la DCE et du SDAGE Rhône-Méditerranée atteints depuis 2015 pour cette masse d'eau). Elle repose sur un fonctionnement hydrogéologique de type karstique et sédimentaire, caractérisé par des circulations souterraines hétérogènes et une forte variabilité des temps de transfert.

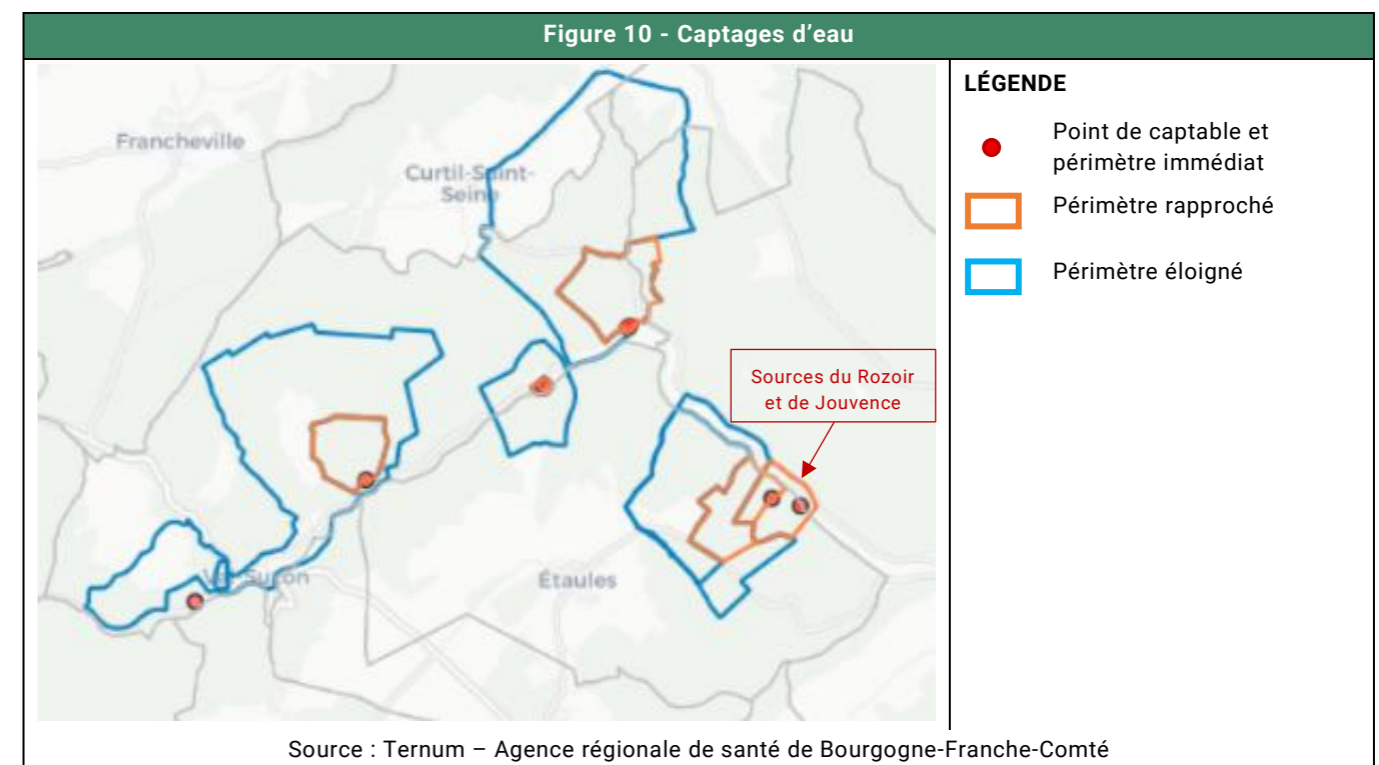
Sur le plan quantitatif, la ressource est globalement satisfaisante à l'échelle de la masse d'eau, mais demeure dépendante des conditions de recharge par infiltration des précipitations, ce qui induit une sensibilité aux périodes de déficit hydrique et aux pressions de prélèvement, notamment en période d'étiage. Cette dépendance à l'infiltration souligne également l'importance du maintien des conditions de recharge des aquifères (limitation de l'imperméabilisation, préservation des sols perméables et des espaces favorables à l'infiltration...). Sur le plan qualitatif, la vulnérabilité reste liée au caractère karstique du système, qui limite les capacités naturelles de filtration et rend la ressource sensible aux pollutions diffuses issues des activités de surface (pollution par les nutriments agricoles, par les pesticides et par d'autres substances).

4.3.3. Points de captages

Les lois sur l'Eau du 3 janvier 1992 et du 31 décembre 2006 imposent la mise en place d'un périmètre de protection pour chaque captage destiné à la consommation humaine, pour empêcher les pollutions des eaux captées et limiter le risque de pollutions accidentelles. Trois périmètres de captage sont ainsi définis dans le Code de la santé publique (article L-1321-2) : le périmètre de protection immédiate, dans lequel toute activité à risque est interdite ; le périmètre de protection rapprochée, encadrant strictement les usages susceptibles d'altérer la qualité de l'eau tout en acceptant les activités sans risques pour la ressource et le captage ou des activités diminuant le risque de pollution ; le périmètre de protection éloigné, facultatif (en France), destiné à limiter les pollutions diffuses à plus large échelle.

Dans ce secteur de la Côte-d'Or, les captages s'inscrivent dans un système hydrogéologique de type karstique, caractérisé par des circulations souterraines rapides et peu filtrées. Ce fonctionnement favorise des échanges directs entre eaux de surface et eaux souterraines et explique la sensibilité particulière des captages aux pressions exercées sur le bassin versant.

D'après les données de l'Agence régionale de santé (ARS) de Bourgogne-Franche-Comté (carte des points de captages ci-dessous), plusieurs captages d'alimentation en eau potable (AEP) sont présents dans le secteur du Suzon. Deux sont directement localisés sur la commune d'Étaules : la source du Rozoir (approvisionne Dijon) et la source de Jouvence (approvisionne Messigny-et-Vantoux). Ces ouvrages participent à l'alimentation en eau potable du territoire et s'inscrivent dans un système de captage lié aux ressources karstiques locales. Ils sont associés à des périmètres de protection réglementaires visant à préserver la qualité de la ressource. Ainsi, la commune est également concernée par les périmètres de protection associés aux captages situés à proximité du territoire, dont l'un déborde sur le périmètre communal, traduisant une sensibilité élargie du secteur du Suzon vis-à-vis de la ressource en eau potable.



Les captages du secteur du Suzon s'inscrivent dans un système de sources karstiques interconnectées, alimentant différents réseaux d'alimentation en eau potable à l'échelle locale et supra-locale. Ce système traduit le fonctionnement global de l'aquifère karstique du Val Suzon, caractérisé par des circulations souterraines rapides et fortement dépendantes des conditions de surface. Ce contexte karstique renforce la vulnérabilité des captages en raison de la rapidité des transferts de polluants et de la faible capacité naturelle de filtration du sous-sol. Les périmètres de protection associés constituent des servitudes réglementaires encadrant strictement les usages du sol afin de préserver durablement la ressource, limiter risques de pollution et garantir la sécurité sanitaire.

Ainsi, les captages présents sur le territoire d'Étaules et dans le secteur du Suzon constituent un enjeu de sécurisation de la ressource en eau potable, particulièrement sensible aux activités de surface et aux modifications des conditions d'occupation des sols (dont pollutions diffuses avec nitrates, produits phytosanitaires, mais aussi imperméabilisation...).

4.4. GESTION DE L'EAU

4.4.1. SDAGE du Bassin Rhône-Méditerranée

La gestion de l'eau en Bourgogne-Franche-Comté s'inscrit dans une stratégie globale portée par l'État, les collectivités locales et les agences de l'eau. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 constitue le cadre de référence pour préserver la qualité des ressources en eau, restaurer les milieux aquatiques et adapter la gestion de l'eau aux effets du changement climatique. Il s'applique à l'ensemble des territoires du bassin et oriente les politiques locales en matière d'eau potable, d'assainissement et de prévention des risques hydrauliques. Ces orientations sont présentées dans le tableau suivant.

Le PLU doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité définis par le SDAGE (Art L122-1, L123-1, et L124-2 du code de l'urbanisme).

Figure 11 - Dispositions du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

Orientation		Disposition	
0	S'adapter aux effets du changement climatique	0-01 à 0-04	<ul style="list-style-type: none"> - Agir au plus vite et plus fort face au changement climatique - Développer la prospective pour anticiper le changement climatique - Éclairer la décision sur le recours aux aménagements nouveaux et infrastructures pour s'adapter au changement climatique - Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces
1	Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	1-01 à 1-07	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre des principes qui sous-tendent une politique de prévention - Développer les analyses prospectives dans les documents de planification - Orienter fortement les financements publics dans le domaine de l'eau vers les politiques de prévention - Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale - Impliquer les acteurs institutionnels du domaine de l'eau dans le développement de filières économiques privilégiant le principe de prévention - Systématiser la prise en compte de la prévention dans les études d'évaluation des politiques publiques - Prendre en compte les objectifs du SDAGE dans les programmes des organismes de recherche
2	Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	2-01 à 2-04	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser » - Évaluer et suivre les impacts des projets - Contribuer à la mise en œuvre du principe de non dégradation via les SAGE et les contrats de milieu et de bassin versant - Sensibiliser les maîtres d'ouvrages en amont des procédures réglementaires sur les enjeux environnementaux à prendre en compte
3	Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau	3-01 à 3-07	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser les données pertinentes pour mener les analyses économiques - Prendre en compte les enjeux socio-économiques liés à la mise en œuvre du SDAGE - Écouter et associer les territoires dans la construction des projets - Développer les analyses économiques dans les programmes et projets - Ajuster le système tarifaire en fonction du niveau de récupération des coûts - Développer l'évaluation des politiques de l'eau et des outils économiques incitatifs. - Privilégier les financements efficaces, susceptibles d'engendrer des bénéfices et d'éviter certaines dépenses
4	Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	4-01 à 4-15	<ul style="list-style-type: none"> - Développer la concertation multi-acteurs sur les bassins versants - Intégrer les priorités du SDAGE dans les SAGE et les contrats de milieux de bassin versant - Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et les contrats de milieux et de bassin versant - Promouvoir des périmètres de SAGE et de contrats de milieux ou de bassin versant au plus proche du terrain - Mettre en place un SAGE sur les territoires pour lesquels cela est nécessaire à l'atteinte des objectifs du SDAGE - Intégrer un volet mer dans les SAGE et les contrats de milieux côtiers - Assurer la coordination au niveau supra bassin versant - Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau et la prévention des inondations par une maîtrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants - Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB - Assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement - Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique - Associer les acteurs de l'eau à l'élaboration des projets d'aménagement du territoire - Assurer la cohérence des financements des projets de développement territorial avec le principe de gestion équilibrée des milieux aquatiques - Organiser les usages maritimes en protégeant les secteurs fragiles
5A	Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	5A-01 à 5A-07	<ul style="list-style-type: none"> - Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux - Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible » - Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine - Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées - Adapter les dispositifs en milieu rural en confortant les services d'assistance technique - Établir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE - Réduire les pollutions en milieu marin
5B	Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	5B-01 à 5B-04	<ul style="list-style-type: none"> - Anticiper pour assurer la non dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation - Restaurer les milieux dégradés en agissant de façon coordonnée à l'échelle du bassin versant - Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation - Engager des actions de restauration physique des milieux et d'amélioration de l'hydrologie
5C	Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	5C-01 à 5C-07	<ul style="list-style-type: none"> - Décliner les objectifs de réduction nationaux des émissions de substances au niveau du bassin - Développer des approches territoriales pour réduire les émissions de substances dangereuses et le niveau d'imprégnation des milieux - Réduire les pollutions que concentrent les agglomérations - Conforter et appliquer les règles d'une gestion précautionneuse des travaux sur les sédiments aquatiques contaminés - Maîtriser et réduire l'impact des pollutions historiques - Intégrer la problématique "substances dangereuses" dans le cadre des SAGE et des dispositifs contractuels - Valoriser les connaissances acquises et assurer une veille scientifique sur les pollutions émergentes, pour guider l'action et évaluer les progrès accomplis
5D	Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	5D-01 à 5D-05	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager les filières économiques favorisant les techniques de production pas ou peu polluantes - Favoriser l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement en mobilisant les acteurs et outils financiers - Instaurer une réglementation locale concernant l'utilisation des pesticides sur les secteurs à enjeux - Engager des actions en zones non agricoles - Réduire les flux de pollutions par les pesticides à la mer Méditerranée et aux milieux lagunaires

Figure 11 - Dispositions du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

Orientation		Disposition	
5E	Évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	5E-01 à 5E-08	<ul style="list-style-type: none"> - Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable - Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité - Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable - Restaurer la qualité des captages d'eau potable pollués par les nitrates par des zones d'actions renforcées - Réduire les pollutions du bassin versant pour atteindre les objectifs de qualité - Prévenir les risques sanitaires de pollutions accidentelles dans les territoires vulnérables - Porter un diagnostic sur les effets des substances sur l'environnement et la santé - Réduire l'exposition des populations aux pollutions
6A	Agir sur la morphologie et le découloisement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	6A-00 à 6A-16	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides avec une approche intégrée, en ciblant les solutions les plus efficaces - Définir les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides, littoraux et eaux souterraines - Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques - Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants - Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves - Restaurer la continuité écologique des milieux aquatiques - Poursuivre la reconquête des axes de vie des poissons migrateurs amphihalins et consolider le réseau de suivi des populations - Mettre en œuvre une politique de gestion des sédiments - Restaurer les milieux aquatiques en ciblant les actions les plus efficaces et en intégrant les dimensions économiques et sociologiques - Évaluer l'impact à long terme des pressions et des actions de restauration sur l'hydromorphologie des milieux aquatiques - Réduire les impacts des éclusées sur les cours d'eau pour une gestion durable des milieux et des espèces - Améliorer ou développer la gestion coordonnée des ouvrages à l'échelle des bassins versants - Maîtriser les impacts des nouveaux ouvrages - Assurer la compatibilité des pratiques d'entretien des milieux aquatiques et d'extraction en lit majeur avec les objectifs environnementaux - Maîtriser les impacts cumulés des plans d'eau - Formaliser et mettre en œuvre une gestion durable des plans d'eau - Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux
6B	Préserver, restaurer et gérer les zones humides	6B-01 à 6B-04	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre des plans de gestion stratégique des zones humides dans les territoires pertinents - Mobiliser les documents de planification, les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides - Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets - Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance
6C	Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	6C-01 à 6C-04	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce - Gérer les espèces autochtones en cohérence avec l'objectif de bon état des milieux - Organiser une gestion préventive et raisonnée des espèces exotiques envahissantes, adaptée à leur stade de colonisation et aux caractéristiques des milieux aquatiques et humides - Préserver le milieu marin méditerranéen de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes
7	Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	7-01 à 7-09	<ul style="list-style-type: none"> - Élaborer et mettre en œuvre les plans de gestion de la ressource en eau - Démultiplier les économies d'eau - Recourir à des ressources de substitution dans le cadre de projets de territoire - Anticiper face aux effets du changement climatique - Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource - Mieux connaître et encadrer les prélèvements à usage domestique - S'assurer du retour à l'équilibre quantitatif en s'appuyant sur les principaux points de confluence du bassin et les points stratégiques de référence pour les eaux superficielles et souterraines - Développer le pilotage des actions de résorption des déséquilibres quantitatifs à l'échelle des périmètres de gestion - Renforcer la concertation locale en s'appuyant sur les instances de gouvernance de l'eau
8	Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	8-01 à 8-12	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les champs d'expansion des crues - Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues - Éviter les remblais en zones inondables - Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants - Limiter le ruissellement à la source - Favoriser la rétention dynamique des écoulements - Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines - Préserver et améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire - Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux - Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels - Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion - Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales des territoires exposés à un risque important d'érosion

4.4.2. SAGE de l'Ouche

La commune d'Étaules se situe au sein du bassin de l'Ouche, qui est soumis à un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), approuvé par arrêté préfectoral du 13 décembre 2013. Ce SAGE est en cours de révision : à ce stade le document en vigueur ne reflète donc pas encore les orientations du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027. Dans ce contexte, et conformément aux dispositions du Code de l'environnement, le PLU devra être rendu compatible avec le SAGE dès l'approbation de sa révision, qui doit lui-même être compatible avec le SDAGE. À noter que le SAGE de l'Ouche, actuellement en vigueur, comprend 4 enjeux et 21 objectifs qui sont présentés ci-après.

Figure 12 - SAGE de l'Ouche : objectifs et dispositions				
N° de l'enjeu	Intitulé de l'enjeu	N° d'objectif général	Intitulé de l'objectif général	Moyens prioritaires
I	Retour durable à l'équilibre quantitatif	I - 1	Maîtriser l'évolution des besoins	Améliorer la connaissance
				Maîtriser les prélèvements
				Penser le développement local en fonction de la disponibilité de la ressource et la répartition par usage.
		I - 2	Viser le bon état quantitatif des milieux en préservant les usages prioritaires en situation de crise	Anticiper les situations de crises.
				Valoriser les ressources existantes et développer les usages économes en eau
				Adapter les prélèvements, leur répartition et leur importance dans le respect des débits minimums biologiques.
II	Gestion des inondations dans le respect du fonctionnement des milieux	II - 1	Coordination des démarches de gestion des inondations	/
		II - 2	Réduire les aléas en développant une gestion globale efficace	Améliorer les connaissances
				Maîtrise du ruissellement pluvial, limiter les ruissellements à la source
				Prévenir les inondations en restaurant le fonctionnement naturel des cours d'eau et des milieux connexes et valoriser la rétention dynamique des crues
		II - 3	Réduire la vulnérabilité en respectant le fonctionnement des milieux	Éviter le développement de situations à risques pour les biens et les personnes
				Mettre à profit le renouvellement urbain pour réduire la vulnérabilité
		II - 4	Savoir mieux vivre avec le risque	Communication
				Améliorer les réseaux de communication et d'alerte
III	Atteinte du bon état des masses d'eau superficielles et souterraines	III - 1	Principe de non-dégradation lors de de l'élaboration des projets	Protéger la ressource en eau sur le long terme
		III - 2	Améliorer la connaissance des impacts des aménagements, des activités et de l'utilisation de la ressource en eau ou des milieux	Suivi et mises à jour des connaissances
		III - 3	Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique, urbaine, industrielle et agricole	Réduire la pollution issue des réseaux et des infrastructures de transports (HAP déclassants), prévention des pollutions accidentelles
				Objectif d'efficacité des contrôles
				Réduction des rejets dans le milieu
				Amélioration des pratiques d'élevage
		III - 4	Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses hors pesticides	Préserver la qualité des eaux de rivières
				Réduire les substances dangereuses dans les effluents
		III - 5	Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	Communication
				Poursuivre les efforts d'amélioration des pratiques d'exploitations agricoles
Entretien des voies et réseaux de transports, des espaces verts et espaces publics				
III - 6	Engager des actions pour protéger la qualité des ressources AEP	Études et plans d'action dans les AAC		
		Réduction des nitrates dans les eaux brutes et protection contre les toxiques prioritaires		

Figure 12 - SAGE de l'Ouche : objectifs et dispositions				
N° de l'enjeu	Intitulé de l'enjeu	N° d'objectif général	Intitulé de l'objectif général	Moyens prioritaires
		III - 7	Progresser dans la lutte contre les nouvelles pollutions chimiques (pollutions émergentes)	Accompagner le PRSE
III	Atteinte du bon état écologique des milieux	IIII- 1	Améliorer la connaissance des milieux	Compléter les inventaires et développer les réseaux d'échanges de données
		IIII- 2	Agir sur la morphologie et le décloisonnement, Mettre en œuvre la restauration physique des milieux	Restauration physique des cours d'eau, agir sur la morphologie et le décloisonnement Poursuivre les programmes d'entretien de la ripisylve et contribuer à la trame verte
		IIII- 3	Prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides	Actions en faveur des zones humides et des petits cours d'eau
		IIII- 4	Intégrer la gestion des espèces faunistiques et floristiques dans les politiques de gestion de l'eau	Gérer les espèces invasives Afficher des prescriptions fortes destinées à protéger les réservoirs biologiques
IV	Organiser l'aménagement du territoire autour de la ressource en eau	IV - 1	Conforter la gouvernance locale dans le domaine de l'eau	Créer une culture commune de l'eau et concilier les usages dans le respect des milieux Entretien et développer la concertation initiée dans le cadre de l'élaboration du SAGE
		IV - 2	Renforcer l'efficacité de la gestion locale dans le domaine de l'eau	Développer l'appropriation et la coordination, réussir la mise en œuvre du SAGE Assurer la cohérence entre les projets eau et « hors eau »
		IV - 3	Penser le développement durable à l'échelle du bassin versant, concilier les usages dans le respect des milieux	Assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
		IV - 4	Améliorer les connaissances, sensibiliser et informer	Améliorer les connaissances Communication Utiliser les activités de loisirs liées à l'eau comme vecteur de sensibilisation et protection

4.4.3. Contrats de milieux

Les contrats de milieux sont des outils d'intervention à l'échelle de bassin versant donnant lieu à un important programme d'études puis de travaux coordonnés. Ils déclinent les objectifs majeurs du SDAGE sur leur bassin versant et sont les outils à privilégier pour permettre l'atteinte du bon état des masses d'eau comme le demande la Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE). L'objet du contrat de milieu est d'aboutir à un programme d'actions, généralement à horizon 3-6 ans, en termes d'études, de travaux, etc. financé par différents partenaires. À noter toutefois que les objectifs du contrat de milieu n'ont pas de portée juridique.

Le territoire de la commune d'Étaules est donc concerné par le contrat de milieux de l'Ouche pour ses eaux de surface et ses eaux souterraines, qui promeut la mise en place d'une gestion cohérente des cours d'eau et des nappes sur l'ensemble du bassin versant, afin d'en améliorer le régime ainsi que la qualité des eaux.



Patrimoine naturel



PATRIMOINE NATUREL

1. PRÉAMBULE ET SOURCES

Ce chapitre constitue le diagnostic écologique. Il a pour objet d'analyser l'état de la biodiversité locale (milieux naturels, faune, flore) et des continuités écologiques (Trame verte et bleue). Son objectif est d'aboutir à la définition de zones sensibles, de limiter les impacts des futurs aménagements et d'intégrer la protection de l'environnement dans les décisions.

Pour ce faire, différentes sources d'informations sont consultées : bases de données, sites et documents en libre accès... Ces sources peuvent être spécifiques à chaque thématique, telles que recensés ci-après, ou plus généralistes (ex : encyclopédie en ligne, Géoportail).

Figure 13 - Sources pour l'analyse du patrimoine naturel	
Intérêt patrimonial	
<ul style="list-style-type: none"> Statuts des espèces sur les listes rouges en vigueur (régionale, nationale et européenne) Statuts des espèces selon les différentes annexes des Directives Natura 2000 (Directive « Oiseaux » et Directive « Habitats-Faune-Flore ») Statuts de protection des espèces selon la législation en vigueur 	
Bibliographie générale	
<ul style="list-style-type: none"> Consultation de la base de données de l'INPN concernant les zones naturelles d'intérêt remarquable : <ul style="list-style-type: none"> Les périmètres de protection et de réglementation du patrimoine naturel, qui incluent : <ul style="list-style-type: none"> Des espaces protégés : arrêté de protection de biotope (APB), espace naturel sensible (ENS), parc naturel national (PNN), parc naturel régional (PNR), réserve naturelle nationale (RNN), réserve naturelle régionale (RNR), réservoir de biosphères (RB) et site du conservatoire des espaces naturels (SCEN) D'autres espaces réglementés comme les zones conventionnelles Ramsar et les sites Natura 2000, avec zone de protection spéciale (ZPS) et zone spéciale de conservation (ZSC) Les périmètres d'inventaire du patrimoine naturel, qui correspondent à des espaces inventoriés au titre du patrimoine naturel : ZNIEFF de types I et II Données de la Trame Verte et Bleue à l'échelle régionale, mises à disposition par la région Bourgogne-Franche-Comté Données de sensibilités de la Trame Verte et Bleue à l'échelle du SCoT du Pays Seine-et-Tilles en Bourgogne 	
Zones humides potentielles	
<ul style="list-style-type: none"> Données de pré-localisations des zones humides, consultables et téléchargeables sur le site de l'INPN 	
Habitats naturels et semi-naturels	
<ul style="list-style-type: none"> Cartographie des peuplements forestiers, réalisée par l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) dans le cadre de l'Inventaire forestier national (INF) et disponible sur Géoportail : BD Forêt version 2 Données des déclarations des exploitants agricoles recensées dans le cadre du registre parcellaire graphique (RPG), disponibles sur Géoportail : RPG 2024 Données habitats issus du programme CarHab (cartographie des habitats naturels et semi-naturels à l'échelle nationale), mises à disposition sur le site de l'INPN 	
Données de présence des espèces	
<ul style="list-style-type: none"> Données d'inventaire des zones naturelles d'intérêt remarquables, mises à disposition par la DREAL Bourgogne-Franche-Comté et l'INPN, dont document d'objectifs de la ZSC « Montagne côte-d'orientée » Données naturalistes communales mises à disposition par les sites internet de : <ul style="list-style-type: none"> Lobélia [capitalisation des données des conservatoires botaniques nationaux (CBN)] : https://lobelia-cbn.fr/ Faune-France : faune-france.org Bourgogne Base Fauna [coordonnée par la Société d'Histoire Naturelle d'Autun (SHNA)] : observatoire.shna-ofab.fr Plateforme de géoservices sigogne.org Données de distribution des espèces relatives aux plans nationaux d'actions et aux données d'atlas de référence Classements des espèces exotiques envahissantes (EEE) à l'échelle nationale et à l'échelle régionale (méthode EICAT) 	
Consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF)	
<ul style="list-style-type: none"> Carte interactive du portail de l'artificialisation des sols : https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/ Tableau de bord de consommation des ENAF : Portail Cartagene du CEREMA : https://cartagene.cerema.fr/ 	
<p><i>Remarque : À noter que le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) a subi fin juillet 2025 une attaque informatique entraînant, par mesure de sécurité, la mise à l'arrêt d'une grande partie de ses systèmes et de ses outils. En conséquence, le service de l'INPN, qui met habituellement à disposition les données concernant les zones naturelles d'intérêt remarquable et un ensemble de données communales (dont plateforme E-OBS) est actuellement inaccessible. La présente analyse repose donc sur les données d'archives les plus récentes disponibles.</i></p>	

2. NOTIONS DE PATRIMONIALITÉ ET D'INTÉRÊT PATRIMONIAL

Dans le cadre d'études relative à l'inventaire du patrimoine naturel, des « espèces d'intérêt patrimonial » sont définies. L'intérêt patrimonial tend à traduire la notion de patrimonialité, qui n'est pas une notion absolue ni un statut légal, mais qui donne une valeur biologique à un taxon en fonction d'un territoire de référence. Par définition, toutes les espèces et sous-espèces indigènes et spontanées d'une région donnée sont patrimoniales au sens où elles appartiennent au patrimoine floristique ou faunistique de cette région (et, à ce titre, elles ont vocation à être conservées).

Toutefois, la définition de la patrimonialité est très souvent mal comprise et son évaluation ne fait pas l'objet d'une méthodologie standardisée telle qu'elle existe pour la rareté ou la vulnérabilité. En effet, le statut d'espèce patrimoniale n'est pas un statut légal, il est décorrélié des statuts réglementaires et des statuts d'évaluation de conservation. Théoriquement, la bonne définition de la patrimonialité d'un taxon devrait notamment prendre en compte le niveau de responsabilité territoriale (part populationnelle d'une espèce sur un territoire donné), l'endémisme, la rareté et l'originalité biogéographique. Toutefois, à l'heure actuelle, il n'existe pas de méthodologie structurée et standardisée pour définir la patrimonialité au sens strict.

Dans ce contexte, la **méthode d'Envol Environnement** ne distinguera pas des « espèces d'intérêt patrimonial » au sens strict, mais des « espèces d'intérêt patrimonial » ; sous-entendu des espèces dont l'état de conservation est jugé suffisamment préoccupant pour justifier d'une vigilance particulière, présentant souvent les enjeux de conservation les plus forts. Si jamais la mise en œuvre du PLU devait porter atteinte à ces espèces, elles devront bénéficier de la bonne application de la doctrine Éviter - Réduire - Compenser (ERC).

Différentes informations sont ainsi utilisées par Envol Environnement pour mettre en exergue les espèces d'intérêt patrimonial.

Cotation d'un taxon sur les Listes rouges de l'UICN

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) réalise un inventaire de portée mondiale qui définit le degré de menace pesant ce taxon (qu'il soit animal ou végétal) et son risque d'extinction à moyen terme sous la forme de Listes rouges. Ces listes se déclinent sur différentes échelles, en utilisant une méthodologie standardisée. Elles prennent en compte la distribution territoriale des espèces, qui tend à traduire la responsabilité territoriale. Ici, **les échelles européenne, nationale et régionale** sont utilisées. Ces Listes rouges classent les taxons en différentes catégories de menace selon leur niveau de vulnérabilité au risque de disparition.

Dans la suite du rapport, **par simplification, nous parlerons de « statut de conservation »** pour ces différentes catégories de cotation dans la suite du rapport, lesquelles sont listées ci-après :

- **CR : En danger critique d'extinction.** Les risques de disparition semblent, pour de tels taxons, pouvoir survenir au cours des dix prochaines années, tout particulièrement si rien n'est fait pour les conserver, atténuer les menaces, ou si aucune reprise démographique n'est constatée ;
 - **EN : En danger.** Les risques de disparition peuvent alors être estimés à quelques dizaines d'années tout au plus ;
 - **VU : Vulnérable.** Taxon dont le passage dans la catégorie des taxons en danger est jugé probable dans un avenir proche en cas de persistance des facteurs qui sont cause de la menace ;
 - **NT : Quasi menacé.** Taxon proche du seuil des taxons menacés ou qui pourrait être menacé si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises ;
 - **LC : Préoccupation mineure.** Taxon pour lequel le risque de disparition est faible ;
 - **DD : Données insuffisantes.** Taxon pour lequel l'évaluation ne peut être réalisée faute de données suffisantes (concerne notamment les sous-espèces et les groupes d'espèces apomictiques) ;
 - **NA : Non applicable.** Taxon pour lequel l'évaluation n'est pas applicable en raison du critère de non-indigénat ou d'un comportement instable : espèce erratique, occasionnelle, accidentelle ;
 - **NE : Non évalué.** Rassemble les taxons n'ayant pas encore fait l'objet d'une évaluation permettant leur cotation.
- Pour certains groupes d'insectes, les Listes rouges ne donnent pas les statuts « classiques » de conservation tels que définis précédemment, mais présentent des ordres de priorité (c'est le cas notamment des Orthoptères) :
- **1 : Priorité d'ordre 1 :** Taxon proche de l'extinction, ou déjà éteint ;
 - **2 : Priorité d'ordre 2 :** Taxon fortement menacé d'extinction ;
 - **3 : Priorité d'ordre 3 :** Taxon menacé, à surveiller ;
 - **4 : Priorité d'ordre :** Taxon non menacé, en l'état actuel des connaissances.

Dans ce rapport, un taxon sera considéré d'intérêt patrimonial dès lors qu'il présente une cotation défavorable selon l'une de ces trois Listes rouges (à partir du statut « **NT** », du statut « **rare** » ou d'une **priorité d'ordre 3**).

Intérêt communautaire au titre de Natura 2000

Dès lors qu'une espèce figure à l'**Annexe I de la Directive « Oiseaux »** ou à l'**Annexe II** ou **IV** de la **Directive « Habitats-Faune-Flore »** (abrégée Directive « Habitats » dans certains tableaux), elle est estimée prioritaire en termes d'enjeux de conservation. De fait, elle sera considérée d'intérêt patrimonial dans cette étude (exception faite de la chiroptérofaune, où seules les espèces figurant à l'Annexe II de la Directive « Habitats-Faune-Flore » seront considérées comme étant d'intérêt patrimonial). Par ailleurs, l'**intérêt communautaire d'un habitat au titre de Natura 2000** est considéré, en prenant en compte l'**Annexe I** de la **Directive « Habitats-Faune-Flore »**.

Ces directives sont détaillées ci-après :

Directive « Oiseaux »

- **Annexe I :** Protection stricte de l'espèce et de son habitat qui sera classé en zones de protection spéciale (ZPS) ;
- **Annexe II :** Espèces pour lesquelles la chasse n'est pas interdite à condition que cela ne porte pas atteinte à la conservation des espèces ;
- **Annexe III :** Espèces pour lesquelles la vente, le transport, la détention pour la vente et la mise en vente sont interdits (première partie) ou peuvent être autorisés (deuxième partie) selon certaines conditions.

Directive « Habitats-Faune-Flore »

- **Annexe I** : Liste les types d'habitats naturels d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation (ZSC) ;
- **Annexe II** : Regroupe des espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation (ZSC) ;
- **Annexe III** : Donne les critères de sélection des sites susceptibles d'être identifiés comme d'importance communautaire et désignés comme ZSC ;
- **Annexe IV** : Liste les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte : elle concerne les espèces devant être strictement protégées. Cette liste a été élaborée sur la base de l'Annexe 2 de la Convention de Berne. Certains groupes taxonomiques sont plus strictement protégés par la Directive HFF que par la Convention tels que les chauves-souris et les cétacés ;
- **Annexe V** : Concerne les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont le prélèvement dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures de gestion.

Statut de protection

Dès lors qu'un taxon est protégé, il tombe sous le joug de la loi. Indépendamment de toute considération de patrimonialité, il fait l'objet d'une protection stricte qui implique l'application de la doctrine ERC ou, à défaut de pleinement la satisfaire, oblige de se soumettre au régime dérogatoire à la protection des espèces. Pour autant, protection et intérêt patrimonial sont distingués dans notre méthodologie. Ainsi :

- Pour l'avifaune et la chiroptérofaune, nous ne considérons pas que toutes les espèces protégées au titre des arrêtés des articles suivants (Légifrance) sont systématiquement d'intérêt patrimonial. En revanche, la protection des espèces sera bien prise en compte lors de l'application de la doctrine ERC :

- **Avifaune** : Arrêté du 21 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- **Chiroptérofaune** : Arrêté du 23 avril 2007 modifié par l'arrêté du 15 septembre 2012 puis par celui du 1^{er} mars 2019 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

- En revanche, pour la flore et l'autre faune, la méthode d'Envol Environnement considère systématiquement qu'une espèce est d'intérêt patrimonial, dès lors qu'elle est protégée par les articles des arrêtés suivants (Légifrance) :

- **Flore** : Arrêté du 23 mai 2013 portant modification de l'Arrêté du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire (PN) et Arrêté du 27 mars 1992 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Bourgogne (PR) complétant la liste nationale – **toutes les espèces protégées** ;
- **Mammifères « terrestres »** : Arrêté du 23 avril 2007 modifié par arrêté du 15 septembre 2012 puis par arrêté du 1^{er} mars 2019 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection - **Article 2** ;
- **Amphibiens et reptiles** : Arrêté du 8 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection - **Articles 2 et 3** ;
- **Entomofaune** : Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection – **Articles 2 et 3** ;
- **Autres invertébrés** : Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des mollusques protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection - **Articles 2, 3 et 4**.
- **Poissons** : Arrêté du 8 décembre 1988 fixant la liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection (PN).

3. BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

3.1. ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT REMARQUABLE

Cette partie présente intègre les principaux zonages d'inventaire, de protection et de réglementation du patrimoine naturel (Natura 2000, ZNIEFF, espaces protégés ou bénéficiant de dispositifs de gestion...) présents sur le territoire communal. Les informations consultées sont mises à disposition par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Bourgogne-Franche-Comté et par l'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN). Ces éléments sont présentés dans les tableaux et cartes des pages suivantes. Les zonages sont par ailleurs définis dans l'annexe 1.

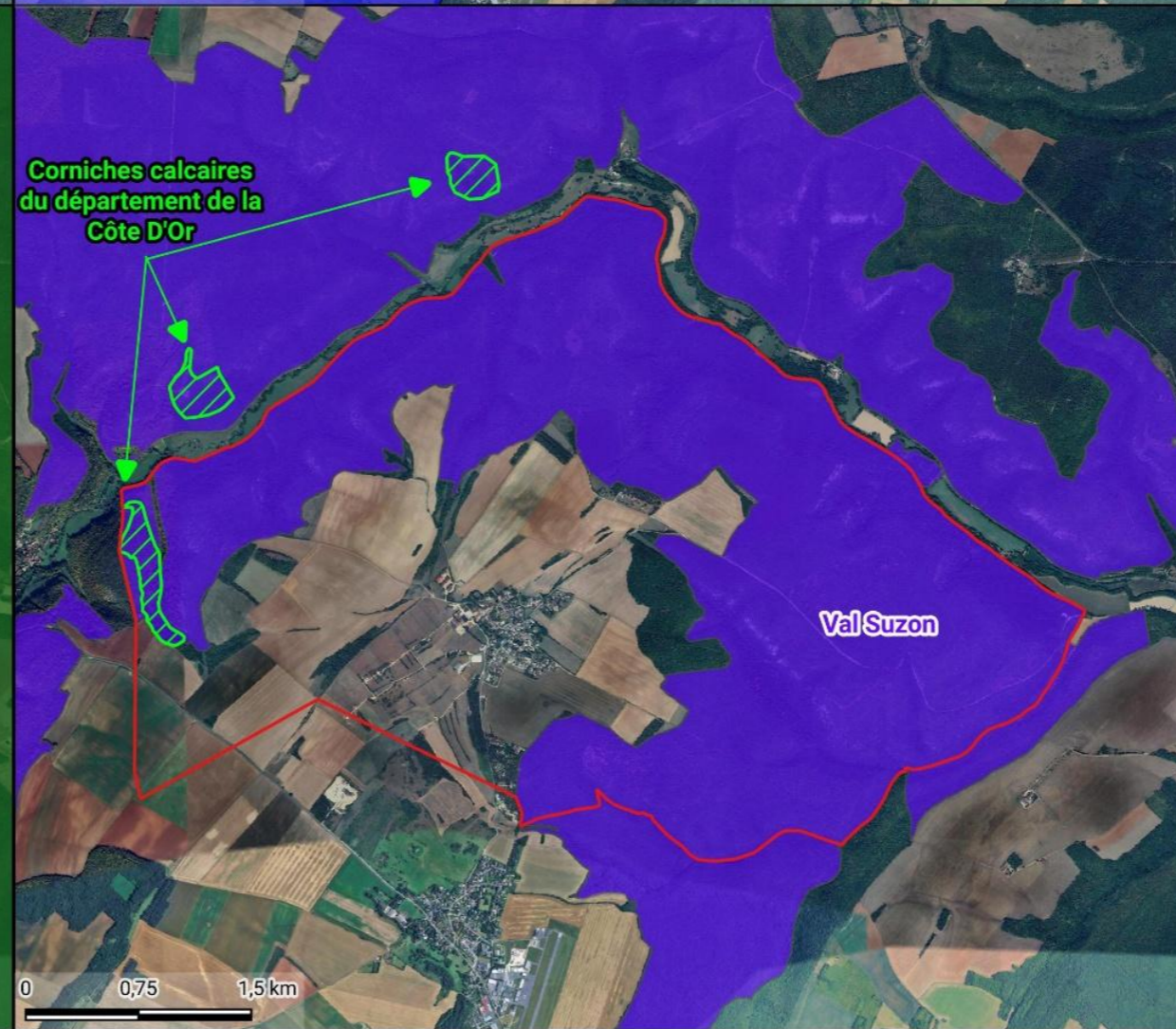
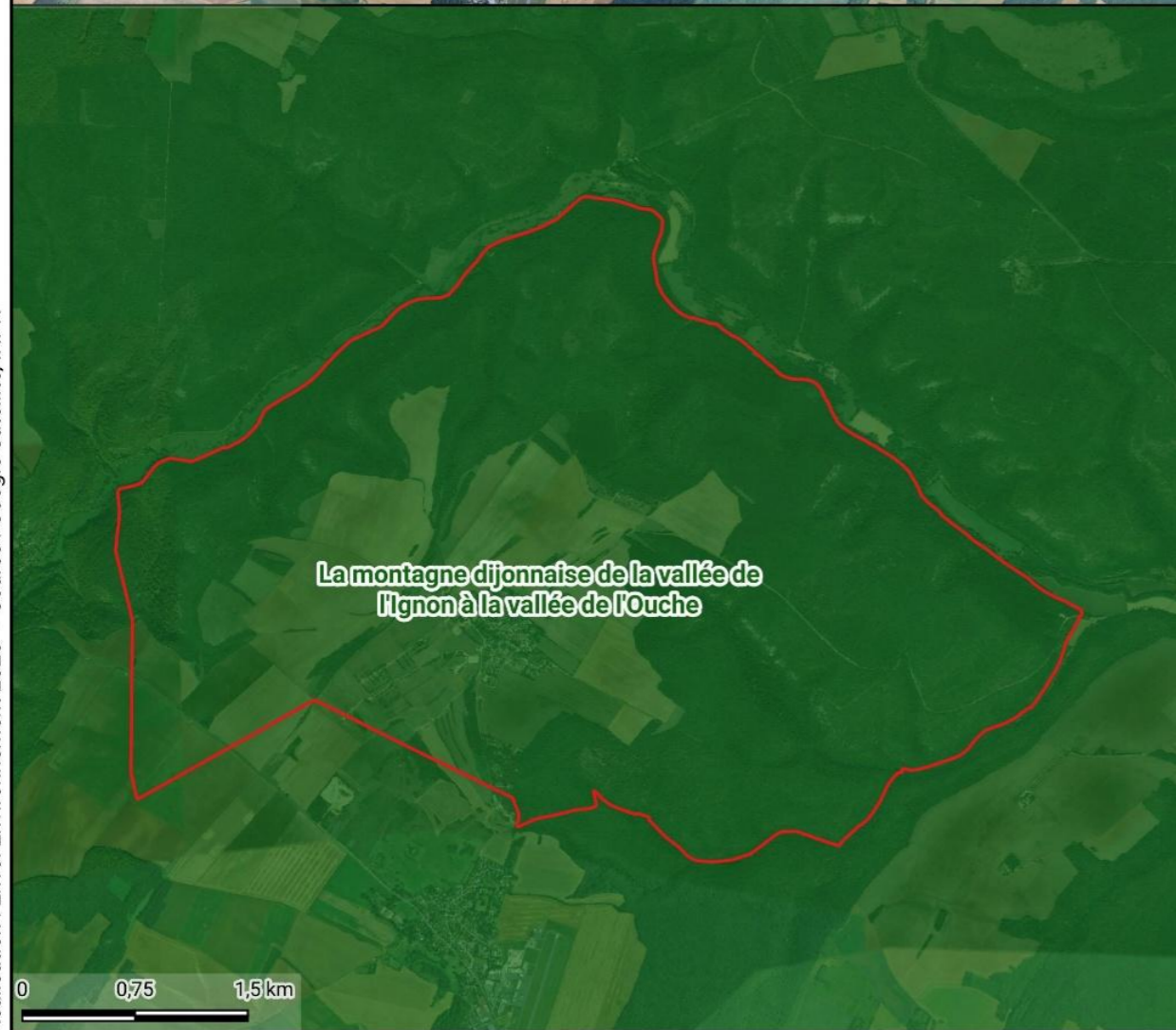
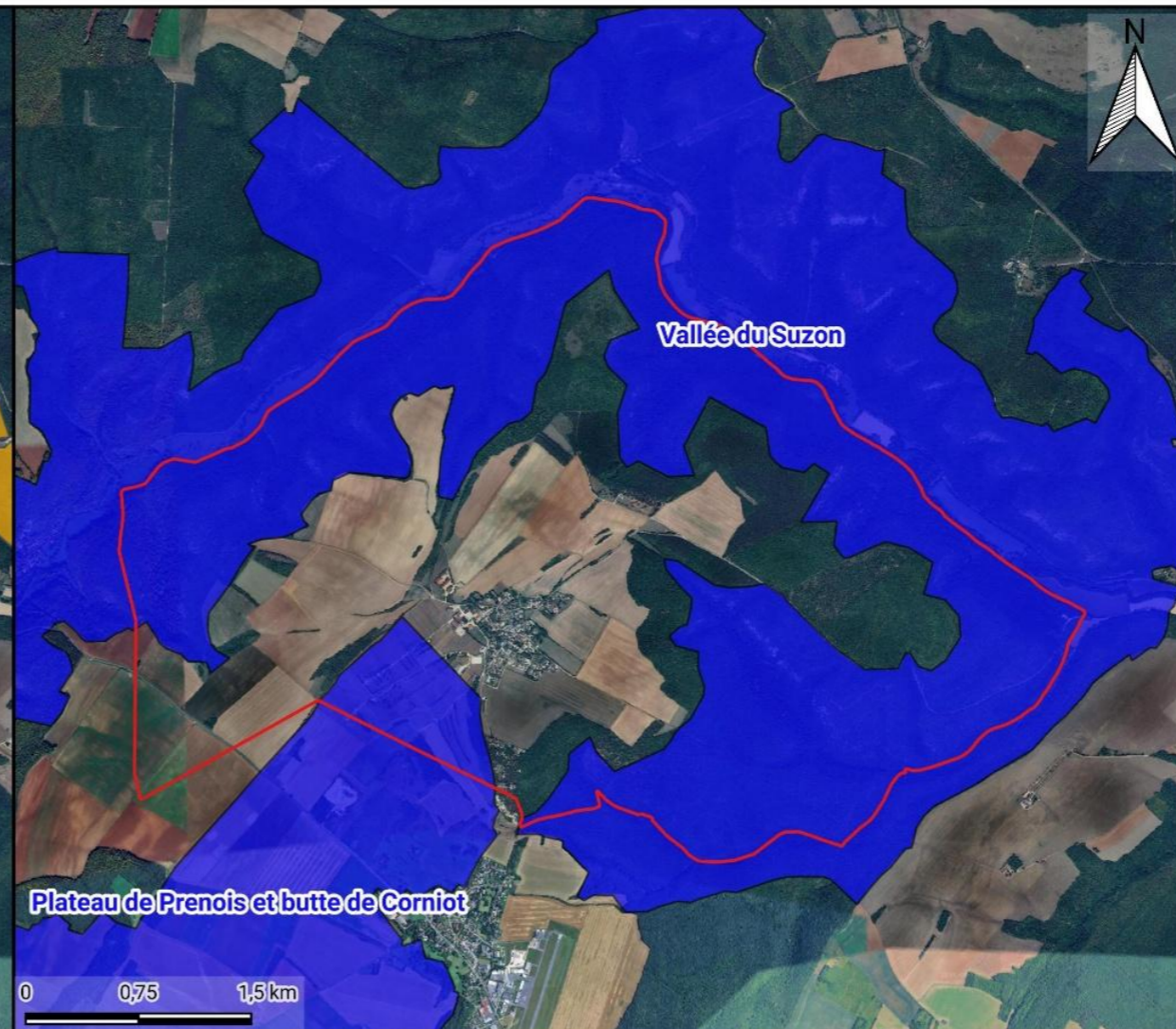
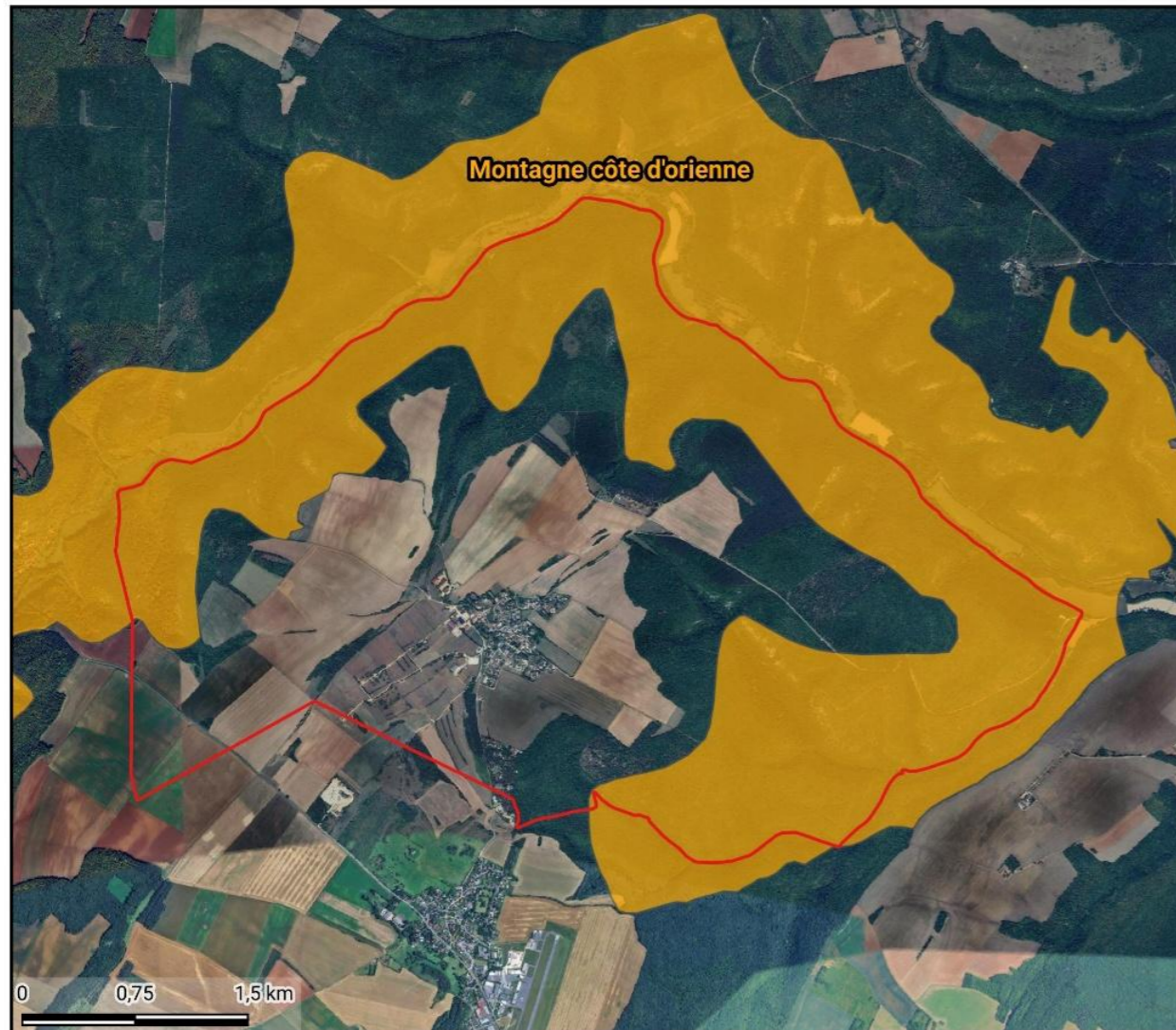
Figure 14 - Périmètres du réseau Natura 2000

Identifiant INPN	Intitulé de la zone	Localisation sur la commune	Espèces déterminantes recensées (ici, inscription à l'Annexe II de la Directive « Habitats »)	
ZSC (1 entité)				
FR2600957	Montagne côte-d'orientale	Nord de la commune	Chiroptères	Flore
			Barbastelle d'Europe	<i>Cypripedium calceolus</i>
			Grand Murin	Entomofaune
			Grand Rhinolophe	<i>Coenagrion mercuriale</i>
			Minioptère de Schreibers	<i>Euphydryas aurinia</i>
			Murin de Bechstein	<i>Euphydryas maturna</i>
			Murin à oreilles échanquées	<i>Euplagia quadripunctaria</i>
			Petit Rhinolophe	<i>Lucanus cervus</i>
			Rhinolophe euryale	Ichyofaune
			Crustacé	Chabot commun
<i>Austroptamobius pallipes</i>				

Figure 15 - Autres périmètres d'inventaire, de protection et de réglementation du patrimoine naturel de l'AAE

Identifiant INPN	Intitulé de la zone	Localisation sur la commune
APB (1 entité)		
FR3800964	Corniches calcaires du Département de La Côte d'Or	Ouest de la commune
RNN (1 entité)		
FR9300012	Val Suzon	Nord de la commune
ZNIEFF de type I (2 entités)		
260005899	Vallée du Suzon	Compris dans le territoire
260015450	Plateau de Prenoys et butte de Corniot	Compris dans le territoire
ZNIEFF de type II (1 entité)		
260014993	La montagne dijonnaise de la vallée de l'IGNON à la vallée de l'Ouche	Compris dans le territoire

Carte 11 - Zones naturelles d'intérêt remarquable



LEGENDE

- Limite administrative**
- Commune d'Étaules
- Réseau Natura 2000**
- Zone Spéciale de Conservation (ZSC)
- Réseau ZNIEFF**
- ZNIEFF de type I
 - ZNIEFF de type II
- Autres zonages**
- Arrêté de Protection de Biotope (APB)
 - Réserve Naturelle Régionale (RNR)

La commune d'Étaules est concernée par plusieurs zonages naturels d'intérêt remarquable reconnus à différentes échelles (européenne, nationale et régionale) pour leur valeur environnementale. Ces périmètres se concentrent principalement sur les secteurs nord et est du territoire, en lien avec le Val Suzon et les massifs forestiers associés.

Les zonages de la ZSC de la Montagne côte-d'orienne (FR2600957), de la ZNIEFF de type I Vallée du Suzon (n°260005899) et de la réserve naturelle régionale du Val Suzon (FR9300012) présentent des recouvrements importants et structurent un ensemble écologique cohérent couvrant les massifs boisés et les vallons associés au cours d'eau du Suzon. Le patrimoine naturel de ces espaces est unique : ils présentent une mosaïque de milieux multiples situés au cœur d'habitats forestiers diversifiés, associant des habitats d'intérêt communautaires (HIC) de pelouses sèches, éboulis et marais tufeux. De fait, plusieurs espèces floristiques protégées aux échelles régionale et nationale s'y retrouvent (certaines en limite de leur aire de répartition), ainsi que différentes espèces faunistiques d'intérêt communautaire (inscrite à l'Annexe II de la Directive « Habitats-Faune-Flore »), notamment une entomofaune associée aux boisements et aux cours d'eau. Ce secteur est particulièrement intéressant pour la chiroptérofaune, avec la présence avérée d'au moins 14 espèces différentes (soit plus de la moitié des espèces reconnues présentes en Bourgogne).

Inclus dans les zonages précités, en bordure nord-ouest de la commune, est retrouvée l'une des entités de l'arrêté de protection de biotope (APB - FR3800964) des corniches calcaires du département de la Côte d'Or. Cet APB vise un total de 27 sites rocheux : outre celui présent à Étaules, 2 autres sont identifiés dans les abords immédiats de la commune (de l'autre côté du Suzon). Il a été instauré pour protéger les biotopes indispensables au maintien des populations départementales du Faucon pèlerin et du Grand-duc d'Europe. L'importance du contexte calcaire et karstique du secteur est également appuyée par la ZNIEFF de type I du Plateau de Prenois et butte de Corniot (260015450) met également en évidence des ensembles de milieux calcaires thermophiles (pelouses sèches, ourlets, affleurements rocheux), favorables à une flore et une faune spécialisées.

Enfin, la commune s'inscrit dans la vaste ZNIEFF de type II de la Montagne dijonnaise de la vallée de l'Ignon à la vallée de l'Ouche (260014993) qui constitue un ensemble fonctionnel à l'échelle supra-communale, intégrant de nombreux réservoirs de biodiversité et soulignant le rôle structurant des continuités boisées et des gradients vallée-plateau.

3.2. MESURES COMPENSATOIRES DES ATTEINTES À LA BIODIVERSITÉ

Une mesure compensatoire des atteintes à la biodiversité intervient sur l'impact résiduel d'un projet d'aménagement, lorsque toutes les mesures envisageables ont été mises en œuvre pour éviter puis réduire les impacts négatifs sur la biodiversité. Elle vise à offrir une contrepartie positive à un impact dommageable non réductible provoqué par un projet, de façon à maintenir la biodiversité dans un état équivalent ou meilleur que celui observé avant sa réalisation. Aucune mesure compensatoire n'est incluse sur le territoire d'Étaules (localisation des mesures compensatoires disponible sur la plateforme Géoportail, consultée le 17/04/2026).

3.3. TRAME VERTE ET BLEUE

Les caractéristiques générales des éléments de la Trame Verte et Bleue (TVB) sont présentées en annexe 3.

3.3.1. À l'échelle régionale

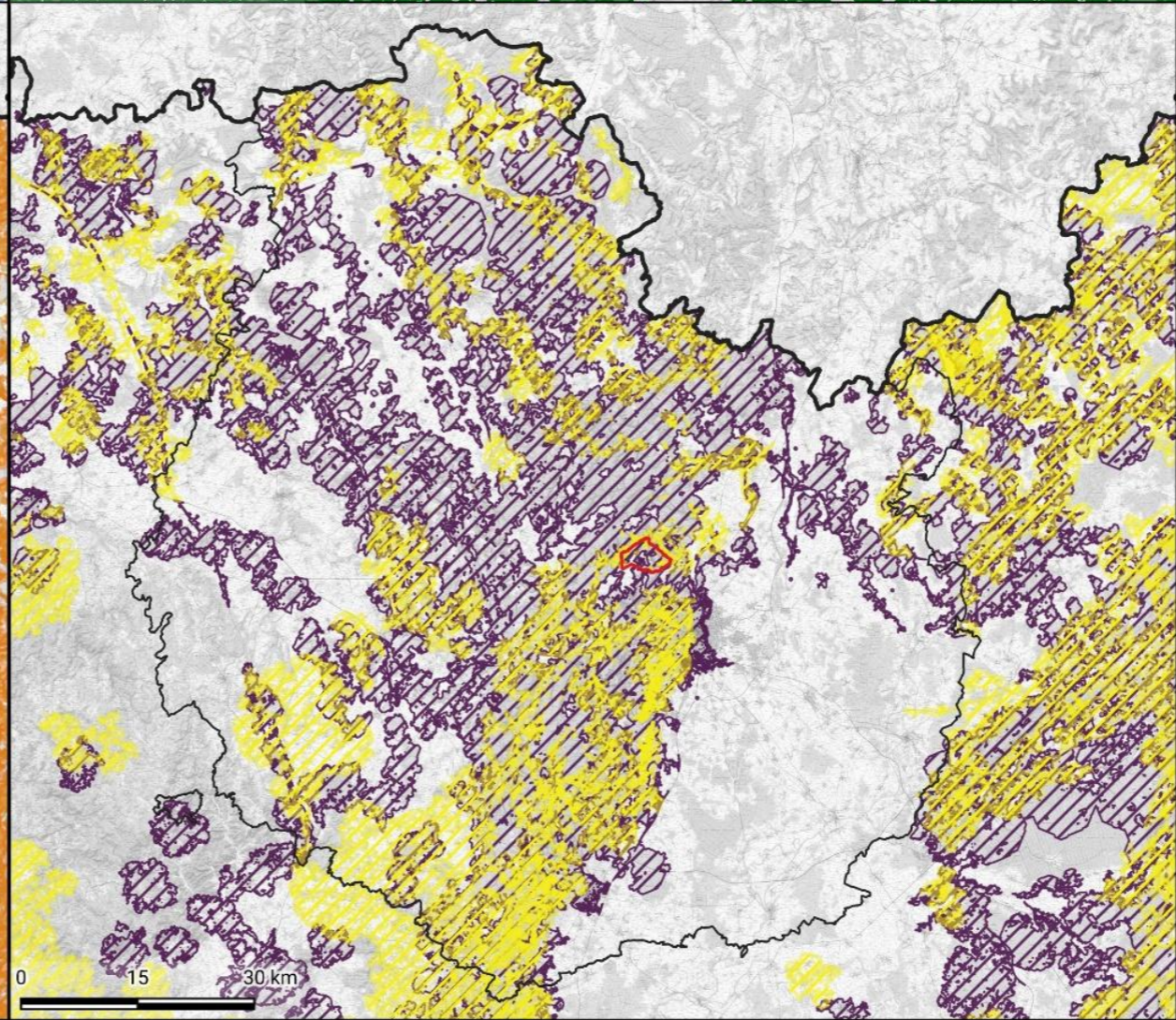
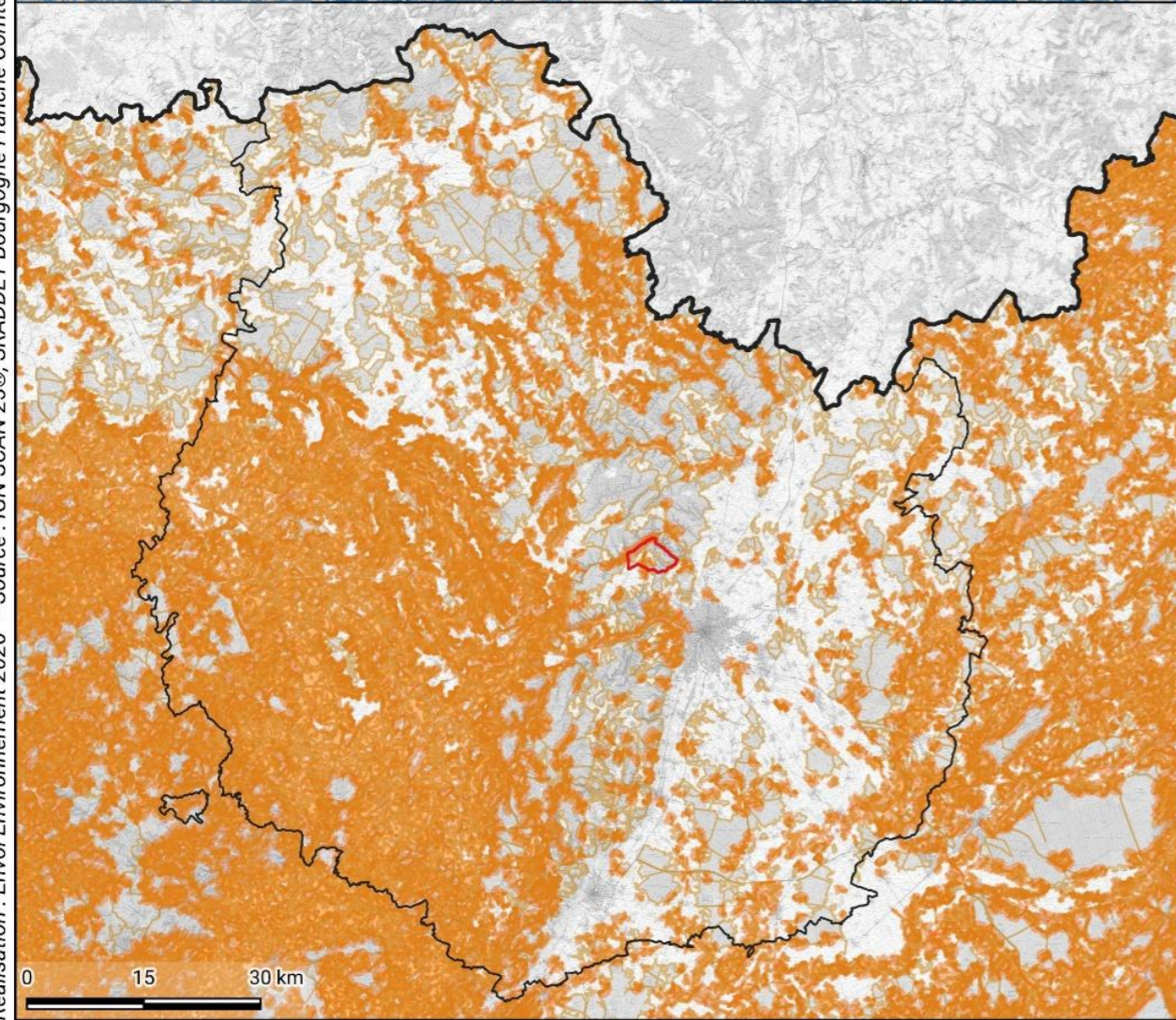
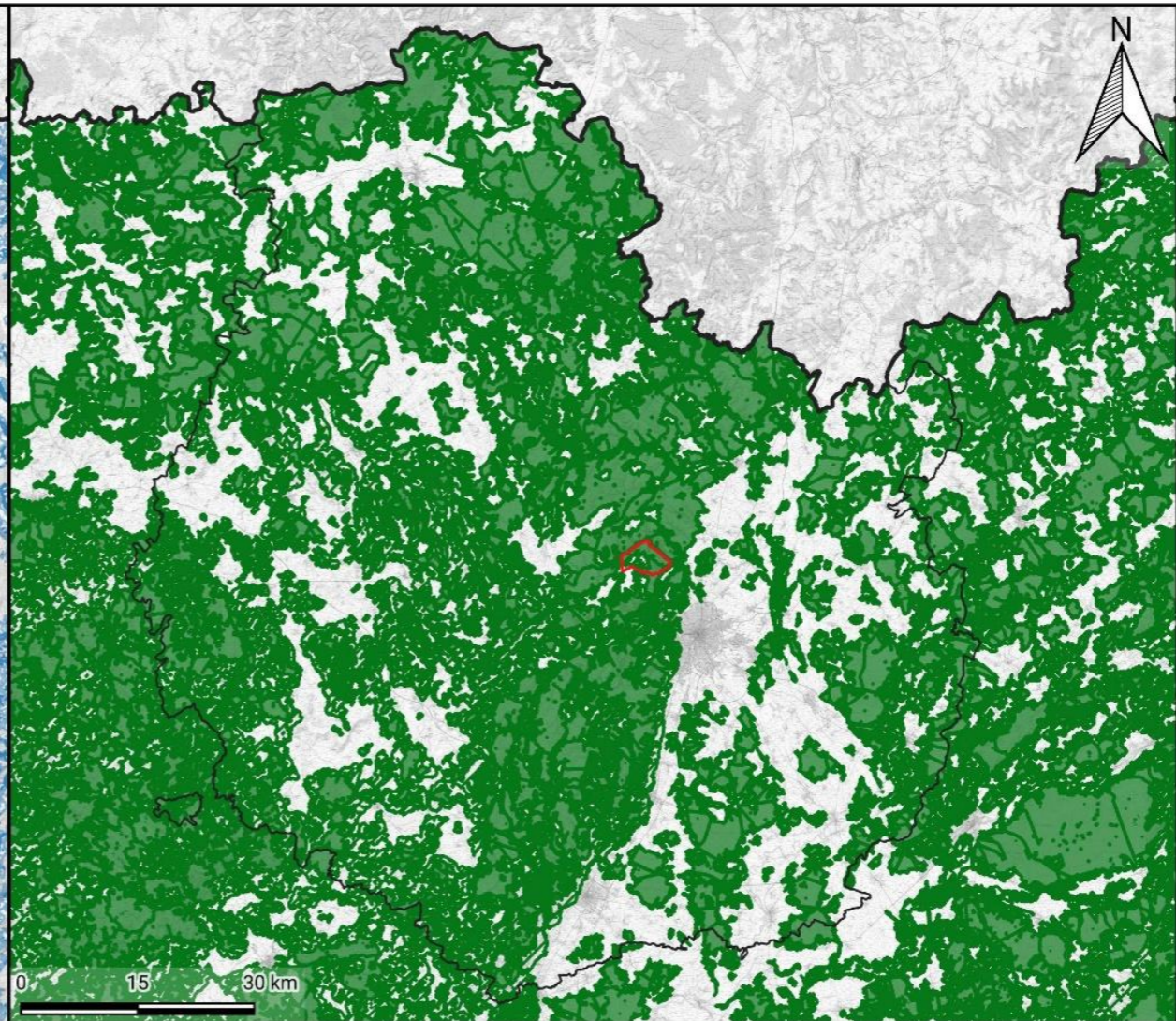
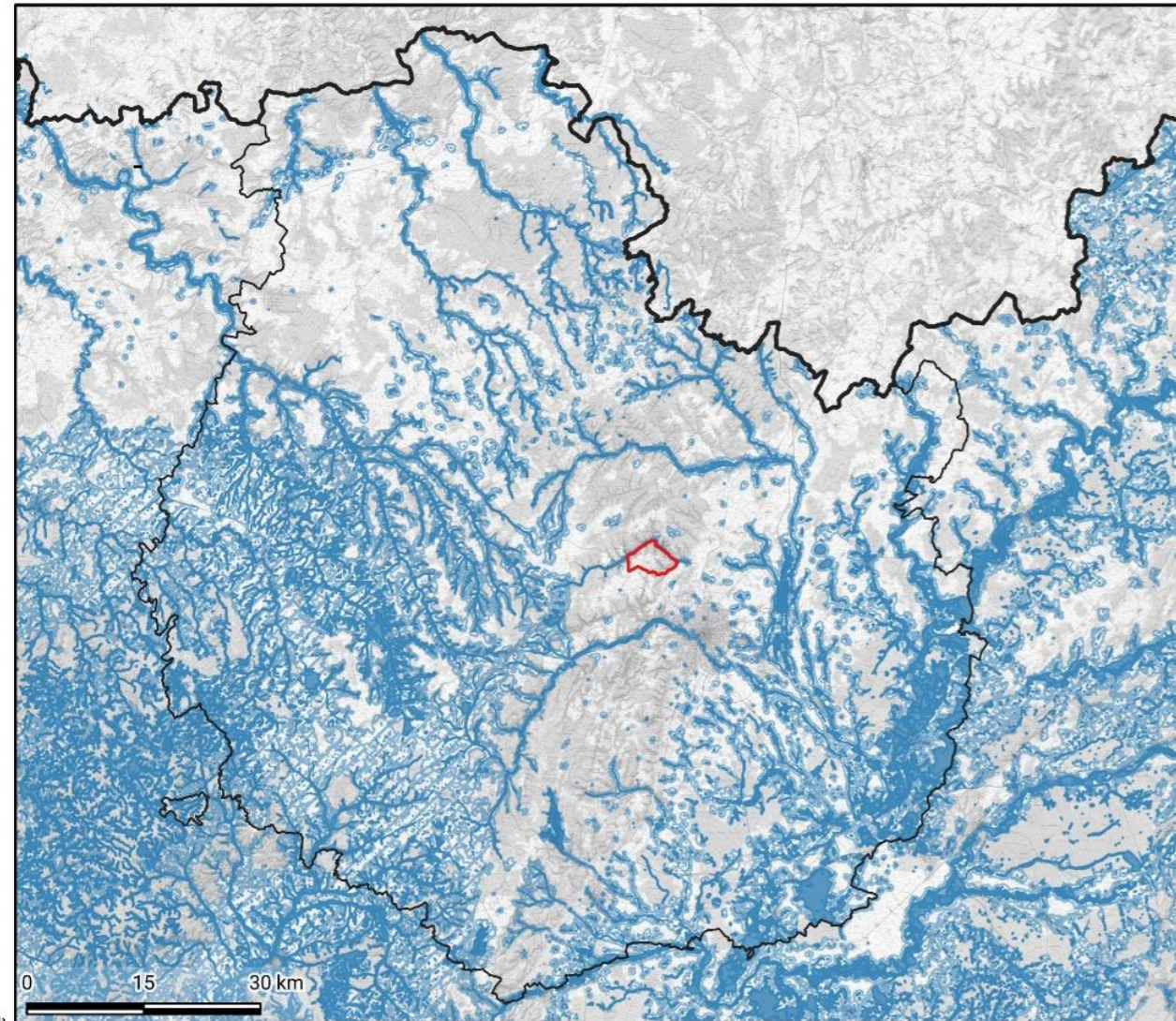
La commune d'Étaules se localise en région Bourgogne-Franche-Comté. Dans ce contexte, les éléments disponibles à l'échelle de la DREAL régionale ont été consultés et sont présentés dans les cartographies des pages suivantes qui permettent de visualiser la commune au sein des différents éléments de la Trame Verte et Bleue régionale. Le territoire communal s'inscrit dans un contexte écologique dominé par les milieux forestiers et les vallées calcaires. Ainsi, la Trame Bleue est peu développée et structurée principalement par le Suzon, identifié comme réservoir et corridor écologique. Ce cours d'eau assure une continuité écologique fonctionnelle à l'échelle du bassin versant. Ces éléments sont à préserver, car ils sont caractéristiques de zones de dispersion fonctionnelles d'espèces le long du lit du cours d'eau, permettant de rejoindre d'autres réservoirs du secteur.

La Trame Verte est, en revanche, très développée. Elle est dominée par les massifs forestiers du Val Suzon qui constituent un réservoir majeur interconnecté à l'échelle régionale. Ces ensembles sont d'ailleurs mis en évidence par les zonages Natura 2000, ZNIEFF et RNR précédemment cités. Un corridor boisé traverse la commune selon un axe nord-sud, assurant la connexion entre les principaux massifs forestiers. Il intègre des boisements secondaires et des éléments bocagers, contribuant à la fonctionnalité des continuités écologiques locales (ce qui justifie son zonage doublé par un réservoir des milieux ouverts en mosaïque). Par ailleurs, les abords du Val Suzon, déjà considérés comme des corridors de la Trame Bleue, sont également concernés par un zonage de réservoirs et corridors de la sous-trame des milieux ouverts en mosaïque. Cela atteste de l'importance fonctionnelle des ripisylves, soulignant notamment leur intérêt pour les espèces aux cycles de vie mixte (terrestre et aquatique).

Les milieux ouverts thermophiles (pelouses, lisières, affleurements calcaires) sont plus fragmentés et localisés, en lien avec la nature géologique du territoire (éboulis ponctuels, dont la création et le maintien dépendent du contexte topographique et géomorphologique). L'intérêt de ces réservoirs est reconnu à travers les zonages ZNIEFF et Natura 2000. La faible connexion entre réservoirs de cette sous-trame se retrouve à large échelle et est caractéristique du contexte géologique de la Côte d'Or.

Enfin, les continuités souterraines associées au système karstique contribuent à la fonctionnalité des habitats favorables aux chiroptères, en lien avec les nombreux gîtes identifiés sur le secteur (corridors de la sous-trame des milieux souterrains qui correspond aux connexions souterraines entre les cavités les plus fonctionnelles avec les continuités de surface types boisements, lisières, vallées, haies qui sont nécessaires aux déplacements des chiroptères).

Au global, c'est essentiellement la Trame Verte qui est représentée aux abords du projet, la commune étant considérée tout ou partie comme un réservoir de biodiversité. Seuls les secteurs de la plaine agricole dominés par des grandes cultures, pauvres en bocage, ne sont pas inclus dans les différentes sous-trame. La richesse en réservoirs et corridors écologiques de mêmes natures sur la commune et ses abords, atteste de son interconnexion à une échelle supra-locale, offrant de belles capacités de dispersion entre l'ensemble des réservoirs de biodiversité.



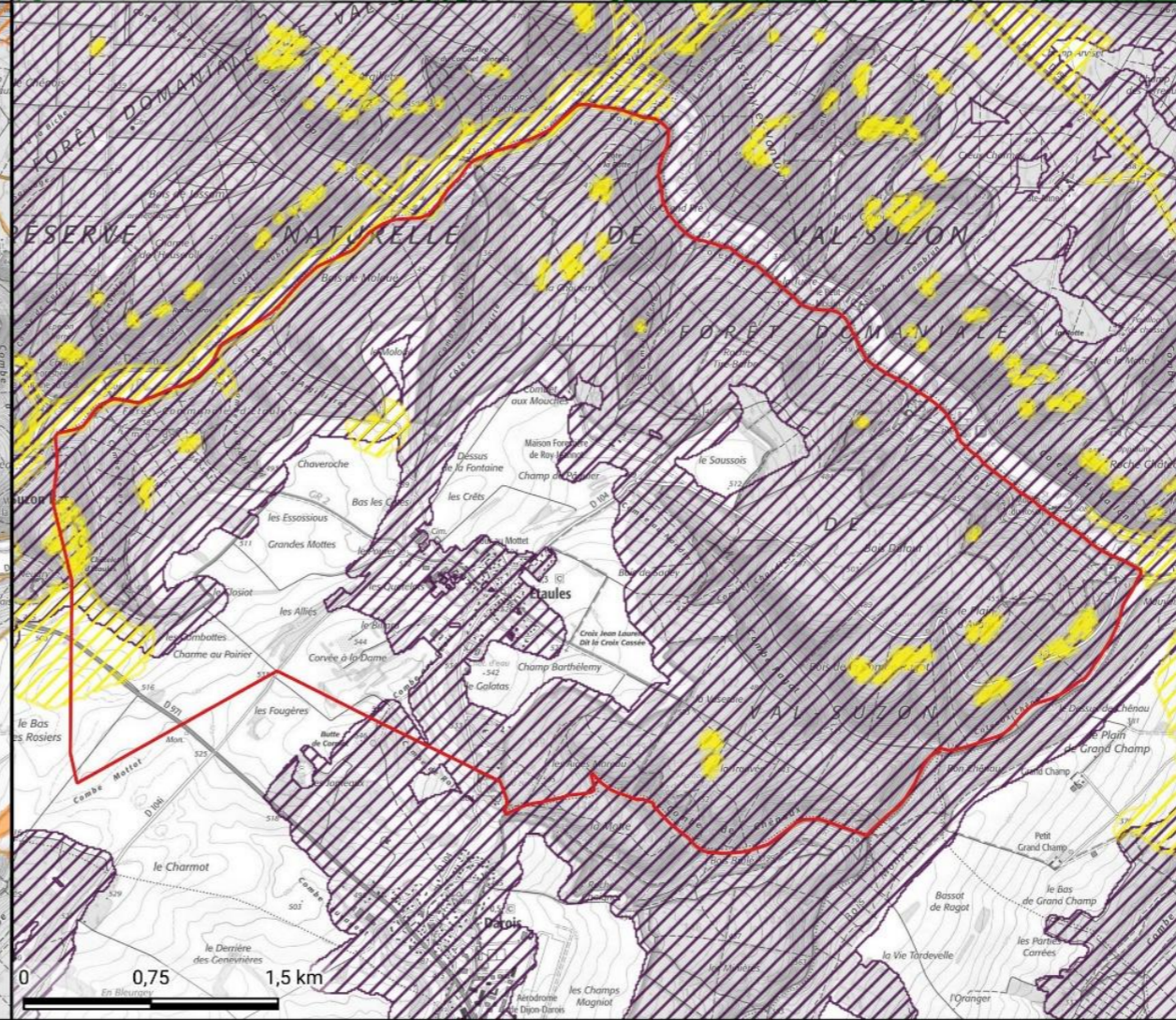
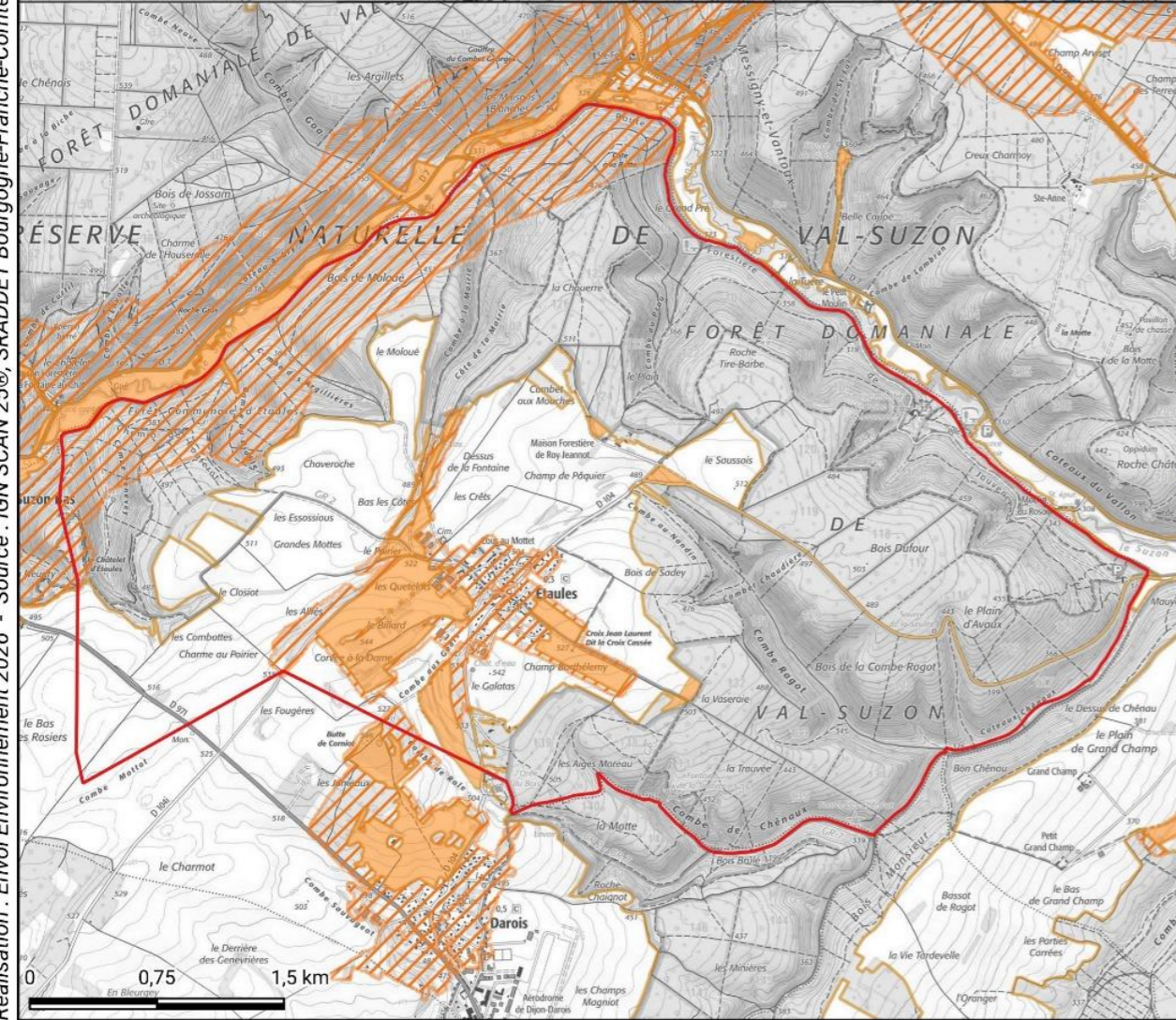
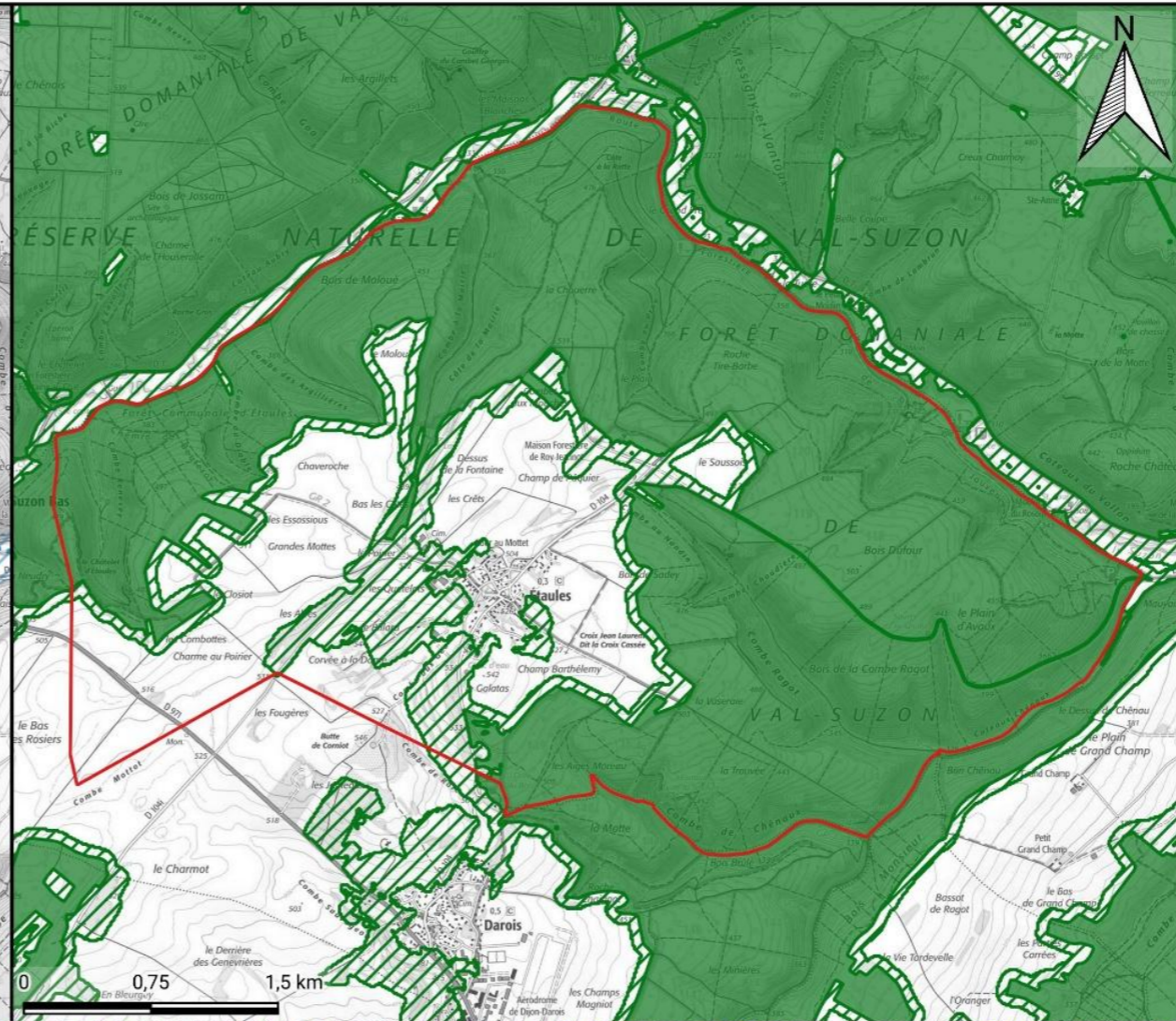
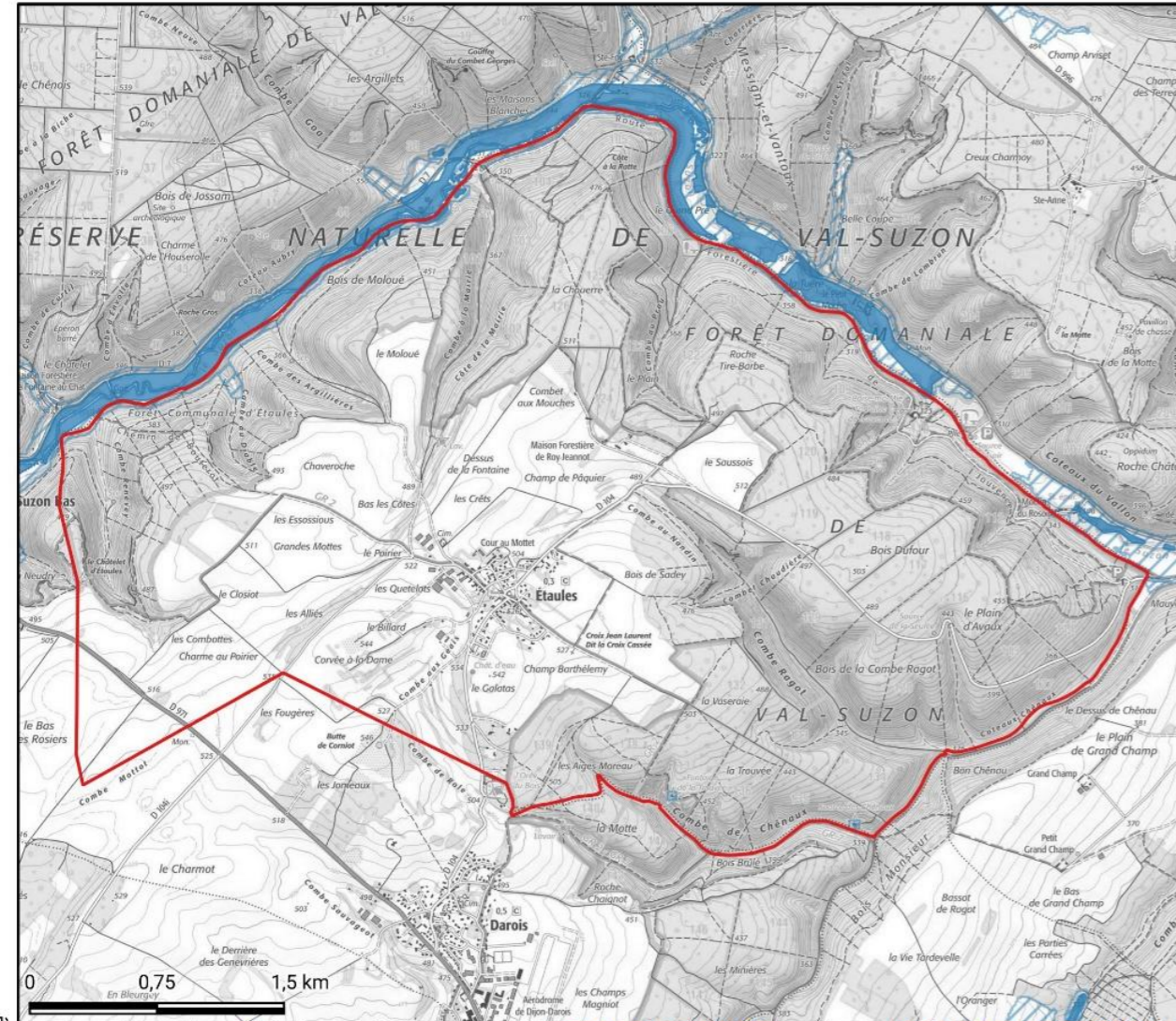
Carte 12 - Synthèse de la Trame Verte et Bleue
- Zoom sur le département de la Côte d'Or

LEGENDE

- Limite administrative**
- Commune d'Étaules
 - Département de la Côte d'Or
 - Région Bourgogne-Franche-Comté

- Réservoirs de biodiversité**
(par sous-trame)
- Milieux humides
 - Milieux boisés
 - Milieux ouverts en mosaïque
 - Milieux ouverts secs

- Corridors écologiques**
(par sous-trame)
- Milieux humides
 - Milieux boisés
 - Milieux ouverts en mosaïque
 - Milieux ouverts secs
 - Milieux souterrains



Carte 13 - Synthèse de la Trame Verte et Bleue - Zoom sur la commune d'Étaules

LEGENDE

Limite administrative
Commune d'Étaules

Réservoirs de biodiversité
(par sous-trame)

- Milieux humides
- Milieux boisés
- Milieux ouverts en mosaïque
- Milieux ouverts secs

Corridors écologiques
(par sous-trame)

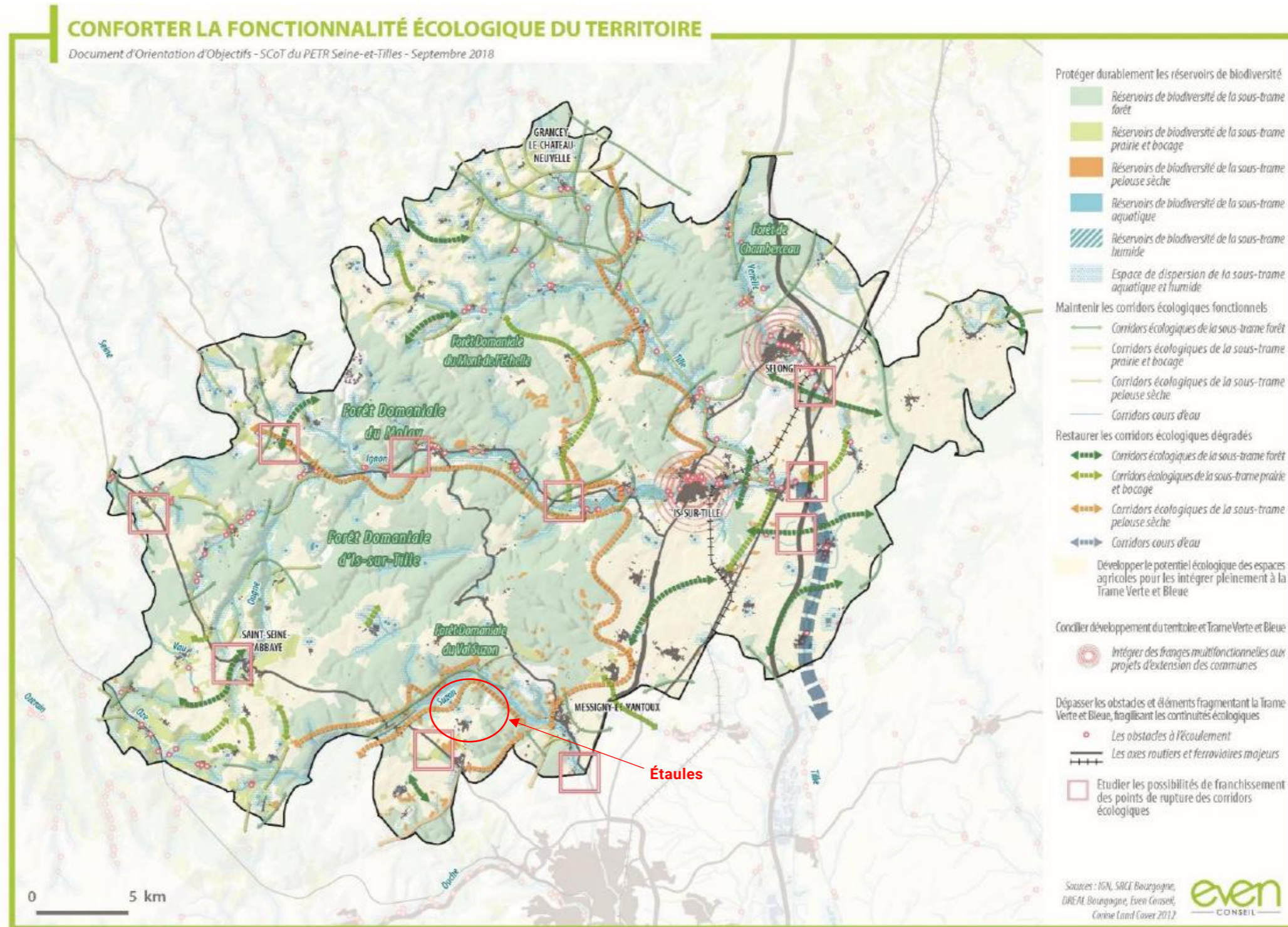
- Milieux humides
- Milieux boisés
- Milieux ouverts en mosaïque
- Milieux ouverts secs
- Milieux souterrains

N.B. : les données de la TVB sont produites à l'échelle régionale et présentent un niveau de généralisation élevé. Elles sont davantage adaptées à des analyses globales et ne permettent pas toujours une interprétation précise pour une échelle plus fine (locale).

3.3.2. À l'échelle du SCOT

Le SCoT du Pays Seine-et-Tilles en Bourgogne présente une carte de synthèse des sensibilités liées à la Trame Verte et Bleue. Ce document confirme la présence d'un réservoir boisé majeur au cœur de la commune, associé à la forêt domaniale du Val Suzon, ainsi que de corridors écologiques structurants qui doivent être maintenus. En limite communale, le Suzon et ses abords sont de nouveau identifiés comme réservoir et corridor de la Trame Bleue. Enfin, comme évoqué à l'échelle de la Trame Verte et Bleue régionale, les milieux ouverts thermophiles (pelouses sèches) apparaissent plus fragmentés, avec des continuités écologiques ponctuelles liées aux versants calcaires et aux secteurs d'éboulis : ce corridor écologique dégradé est à restaurer.

Figure 16 - Synthèse des sensibilités liées à la Trame Verte et Bleue - Source : SCOT du Pays Seine-et-Tilles en Bourgogne



3.3.3. À l'échelle des continuités écologiques locales

À l'échelle communale, l'organisation des continuités écologiques est fortement structurée par la répartition des occupations du sol. Le territoire d'Étaules est majoritairement couvert par des formations boisées, qui occupent plus de 64% de sa superficie et se concentrent principalement sur les marges nord et est. Les boisements qui ponctuent la plaine s'inscrivent dans le prolongement des massifs principaux de la forêt domaniale du Val Suzon, l'ensemble constituant des réservoirs de biodiversité majeurs à l'échelle locale.

Le tissu urbanisé s'insère essentiellement en position centrale, en interface avec ces espaces boisés, et est séparé de ceux-ci par une zone de plaine agricole occupant environ 34% du territoire. Ces espaces ouverts jouent un rôle de transition entre les milieux forestiers et les zones urbanisées. Un maillage de haies, présent à la fois en périphérie du bourg et au sein des espaces agricoles, contribue à en assurer des continuités écologiques locales. Ces éléments linéaires participent aux déplacements de la faune entre les boisements et les milieux ouverts, tout en constituant des habitats relais favorables à de nombreuses espèces.

Concernant la trame bleue, celle-ci est peu développée à l'échelle communale. Aucun cours d'eau ne traverse le territoire puisque le Suzon ne s'écoule qu'en limite nord de la commune (présence marginale). Il constitue ainsi un élément structurant externe au territoire communal, mais fonctionnel à l'échelle du bassin versant. Les éléments aquatiques internes sont limités et correspondent principalement à des sources ponctuelles et à des points d'eau anthropiques (mare communale, lavoirs), qui peuvent néanmoins présenter un intérêt écologique local. Sur certains de ses tronçons, le Suzon est concerné par les dispositions relatives à la continuité écologique des cours d'eau (article L.214-17 du Code de l'environnement). À ce titre, les aménagements susceptibles d'affecter l'écoulement ou la circulation piscicole doivent être encadrés afin de préserver le bon fonctionnement écologique du cours d'eau.

Dans l'ensemble, le territoire communal présente une structuration écologique dominée par les milieux boisés, connectés entre eux et relayés localement par un réseau de haies, tandis que les milieux ouverts agricoles assurent des fonctions de transition. La trame bleue apparaît en revanche peu structurante à l'échelle strictement communale.



En dehors de la forêt domaniale du Val Suzon, plusieurs boisements sont retrouvés, avec ici l'illustration du cœur de la forêt communal d'Étaules.



Au sein de forêt domaniale de Val-Suzon se retrouvent ponctuellement des zones ouvertes, à l'image de clairières (ci-dessus) ou d'éboulis et pelouses calcaires



Le secteur du centre équestre et ses abords sont parcourus par un réseau relativement dense de haies bocagères, qui représentent des corridors de déplacements de la faune.



Selon les secteurs du territoire, les plaines agricoles peuvent représenter un paysage plus homogène, en particulier pour les zones de grandes cultures (comme illustré ici, prise de vue depuis le Poirier d'Étaules).



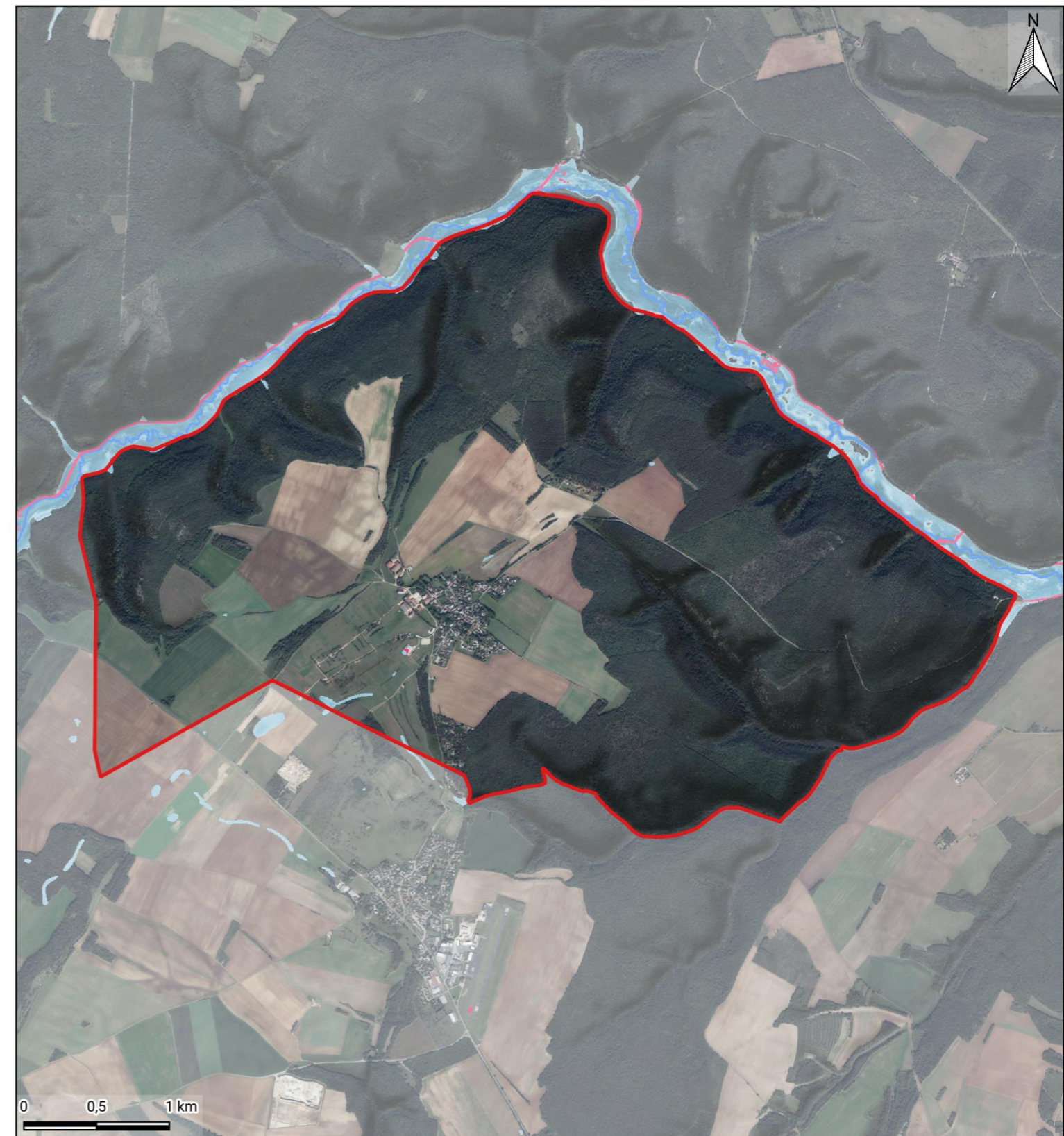
Quelques microhabitats associés à des sources et à des suintements sont localement retrouvés sur la commune, à l'intérieur de la forêt domaniale du Val Suzon, à l'image de la source de Baise ma Mie (à droite) et de fontaine de Jouvence (à gauche, qui est située en contrebas de sa source et reçoit directement son alimentation en eau).

Sources : Envol Environnement – Photographies prises sur la commune

4. ZONES HUMIDES




Le projet de cartographie nationale des milieux humides propose une pré-localisation des zones et les milieux humides à l'échelle nationale, basée sur des variables environnementales (réseau hydrographique, relief et matériau parental), et des données "terrain" d'archive, issues de bases de données nationales. Dans le cadre de ce projet de cartographie, sont considérés comme des milieux humides les zones humides et les milieux aquatiques proprement dit, mais également les sols présentant des traces d'hydromorphie avant 50 cm de profondeur, c'est-à-dire les sols considérés réglementairement comme relevant des zones humides selon l'arrêté du 24 juin 2008. Les données de pré-localisations des zones humides sont consultables et téléchargeables sur le site de l'INPN. Pour la Bourgogne-Franche-Comté, la version en cours est celle du 1er avril 2023.

D'après cette carte, les zones humides potentielles du territoire communal sont marginales, limitées pour l'essentiellement aux abords du Suzon et aux combes qui le rejoignent. Exception faite de quelques petits patches potentiels de zones humides, dans des petits vallons doux de la pleine, par exemple au niveau du secteur du centre équestre et en limite sud de la commune. L'absence probable de zones humides sur la commune s'explique à la fois par le contexte topographique et géomorphologique du secteur, qui favorise d'un côté l'écoulement depuis les reliefs boisés jusqu'au lit du Suzon et d'un autre côté l'infiltration de l'eau en profondeur (lithographies karstiques).



Carte 14 - Zones humides potentielles

LEGENDE

Limite communale	Zones humides potentielles
 Commune d'Étaules	 Zone probablement humide artificialisée
	 Zone en eau
	 Zone probablement humide (Probabilité très forte)
	 Zone probablement humide (Probabilité forte)
	 Zone probablement humide (Probabilité assez forte)

5. HABITATS NATURELS, HABITATS SEMI-NATURELS ET FLORE

5.1. HABITATS SELON LA BIBLIOGRAPHIE

La notion d'habitats regroupe trois éléments : un compartiment stationnel, une végétation et une faune associée. Est ici dressée la liste des habitats définis par la cartographie des habitats naturels et semi-naturels (CarHab), le registre parcellaire graphique (RPG – 2024) et la cartographie forestière nationale (BD Forêt v2, consultation en avril 2026). Les cartes pages suivantes permettent d'apprécier la répartition des habitats potentiels au sein de la commune selon ces sources d'informations.

5.1.1. Données cartographiques du programme CarHab

Initié dans le cadre de la stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020, le programme CarHab est porté par le Ministère en charge de l'écologie. Il a pour objectif de réaliser à l'horizon 2026 une cartographie nationale des habitats naturels et semi-naturels terrestres de métropole et d'outre-mer, à l'échelle du 1/25000e. Les habitats définis par CarHab possèdent une nomenclature propre, qui prend en compte les biotopes et les différentes physionomies de la végétation. La technique de modélisation employée fait intervenir des données départementales de terrain, fournies par les conservatoires botaniques nationaux (CBN), mais aussi des données d'images satellites, des couches d'informations de l'IGN (dont BD Forêt v2 et BD Topo)...

Le but du programme CarHab est de connaître et localiser les habitats, afin de répondre à des enjeux de conservation de la biodiversité, d'aménagement du territoire et de gestion durable des ressources naturelles. Par ailleurs, il vise aussi à mettre en avant la répartition des habitats d'intérêt communautaire (HIC) pour mieux répondre aux engagements communautaires liés à la Directive « Habitat-Faune-Flore ». Pour cela, la correspondance est possible entre les habitats modélisés par le programme CarHab, la typologie européenne EUNIS et les HIC. Les données présentées sont issues d'une modélisation informatique. Elles constituent donc un premier niveau d'information, qui doit être confirmé et affiné par des vérifications de terrain. Par ailleurs, la couche de correspondance EUNIS ne fournit pas une classification unique pour chaque polygone. Elle propose plutôt un ensemble de relations entre les habitats modélisés dans CarHab et les référentiels européens (EUNIS/HIC). Concrètement, un polygone CarHab n'est pas rattaché à un seul code EUNIS. S'il correspond à plusieurs types d'habitats, chacun figure dans la table, ce qui génère plusieurs lignes pour une même entité cartographique.

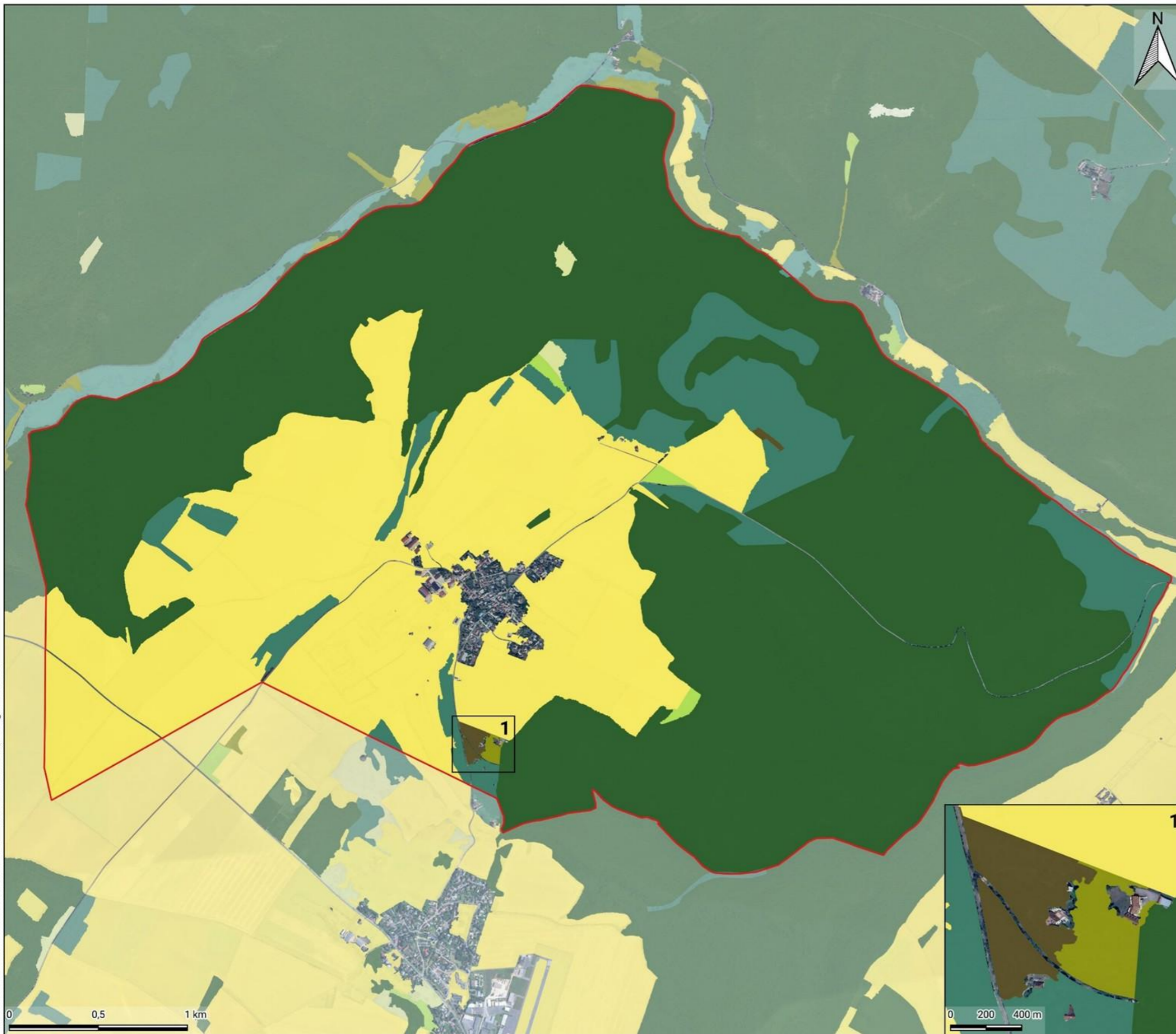
Les données cartographiques de CarHab sont disponibles sur le site de l'INPN et sont présentées à l'échelle du territoire communal sous la forme de deux cartes : l'une pour les correspondances EUNIS, l'autre pour les correspondances HIC.

Selon cet outil, la commune est majoritairement occupée par des forêts de feuillus à dominance caducifoliée (G1), plus ponctuellement à dominance de conifères (G3), qui forment un écrin boisé qui entoure le territoire à l'ouest, au nord et à l'est. (G1). Certaines de ces forêts sont susceptibles d'être d'intérêt communautaire (inscrits à l'Annexe I de la Directive « Habitat-Faune-Flore »), par exemple s'il s'agit de forêts de l'Europe tempérée (91).

Ponctuellement et à proximité des forêts caducifoliées, quelques pelouses sèches (E1) et prairies mésiques (E2) sont identifiées, notamment au nord et à l'ouest. Elles sont susceptibles de correspondre à des habitats d'intérêt communautaire, mais la modélisation de CarHab ne permet pas d'être plus précis (51, 61 ou 62). À noter que la présence potentielle de patch de pelouses sèches en plein boisement est cohérente avec les connaissances particulières du secteur (favorisée par les zones d'éboulis du Val Suzon, comme mentionné lors de la présentation des zones naturelles d'intérêt remarquables).

Entre les boisements et le bourg, ainsi que sur la partie sud-ouest du territoire, se trouve une plaine agricole avec des parcelles cultivées et des jardins maraîchers sont présents (I1). Ponctuellement, ces espaces ouverts sont maillés de boisements, essentiellement de conifères (G3). Les zones bâties (incluant le centre anciens) se regroupent au centre du territoire communal, à l'exception du hameau habité des Aigles Moreaux et de la Croix Verrin, en périphérie sud de la commune. Sur ce secteur (zoom 1 sur les cartes des pages suivantes), la cartographie CarHab est moins précise et une mosaïque d'habitats potentiels de fourrés, d'ourlets et de petits bois anthropiques est identifiée, lesquels sont susceptibles d'être d'intérêt communautaire (51 ou 62).

De façon anecdotique, séparées du bourg et des espaces ouverts par des boisements accidentés, se retrouvent des prairies humides qui longent le cours du Suzon, lequel n'est pas présent sur la commune (formant la limite extérieure nord du territoire).



Carte 15 - Habitats naturels et semi-naturels potentiels selon CarHab

LEGENDE

Limite administrative

Commune d'Étaules

Habitats naturels et semi-naturels (Typologie EUNIS de rang 1)

Au sein de la commune

E1 - Pelouses sèches

E2 - Prairies mésiques

F3 - Fourrés tempérés et méditerranéo-montagnards

G1 - Forêts de feuillus caducifoliés

G3 - Forêts de conifères

E5 ou F3 ou G5 (voir ci-avant le détail pour F3) / E5 - Ourlets, clairières forestières et peuplements de grandes herbacées non graminoides / G5 - Alignements d'arbres petits bois anthropiques, boisements récemment abattus, stades initiaux de boisements et taillis

I1 - Cultures et jardins maraîchers

Marginaux au sein de la commune (ponctuellement en limite nord, entre les boisements et le Suzon)

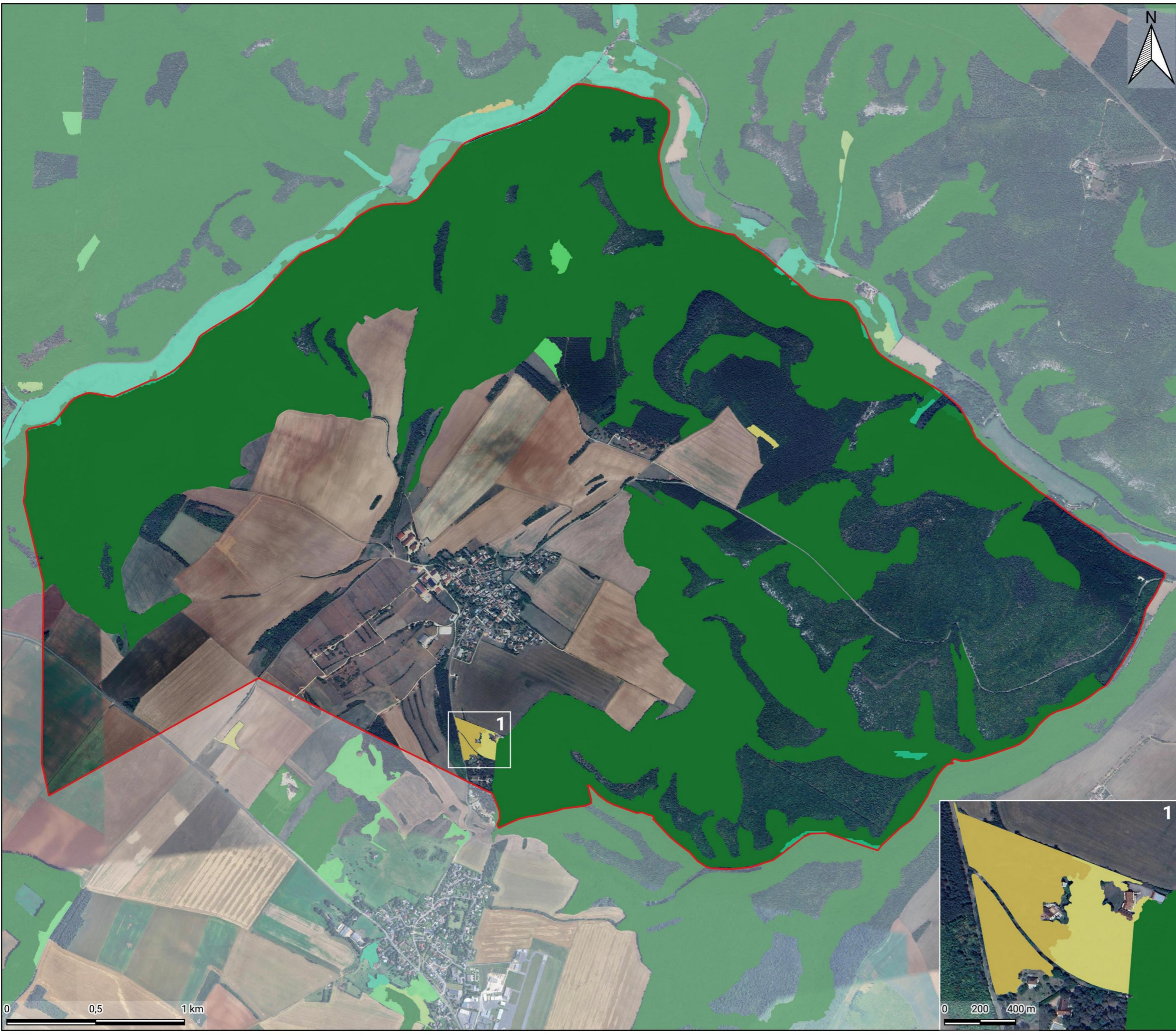
E3 - Prairies humides et prairies humides saisonnières

F9 - Fourrés ripicoles et des bas-marais

Exclusivement hors commune


H5 - Habitats continentaux divers sans végétation ou à végétation clairesemée

Les données CarHab sont issues d'une modélisation informatique. Ainsi, un polygone CarHab est parfois rattaché à plusieurs codes de correspondances EUNIS (plusieurs habitats possibles).









Carte 16 - Habitats naturels potentiellement d'intérêt communautaire selon CarHab

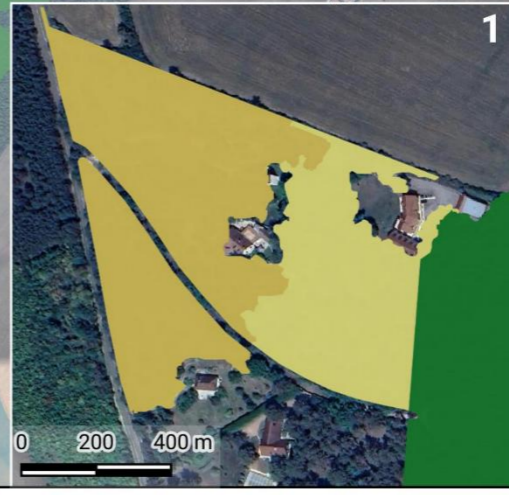
LEGENDE

Limite administrative
 Commune d'Étaules

Habitats naturels et semi-naturels (correspondance HIC de rang 1)

- Au sein de la commune
-  51 ou 61 ou 62 (voir ci-dessous le détail pour 51 et 62) / 61 - Pelouses naturelles
 -  51 ou 62 (voir ci-dessous le détail pour 51) / 62 - Formation herbeuses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement
 -  51 - Fourrés subméditerranéens et tempérés
 -  64 - Prairies humides semi-naturelles à hautes herbes
 -  91 - Forêts de l'Europe tempérée
- Exclusivement hors commune
-  65 - Pelouses mésophiles

0 0,5 1 km



0 200 400 m

Les données CarHab sont issues d'une modélisation informatique. Ainsi, un polygone CarHab est parfois rattaché à plusieurs codes de correspondances EUNIS (plusieurs habitats possibles).

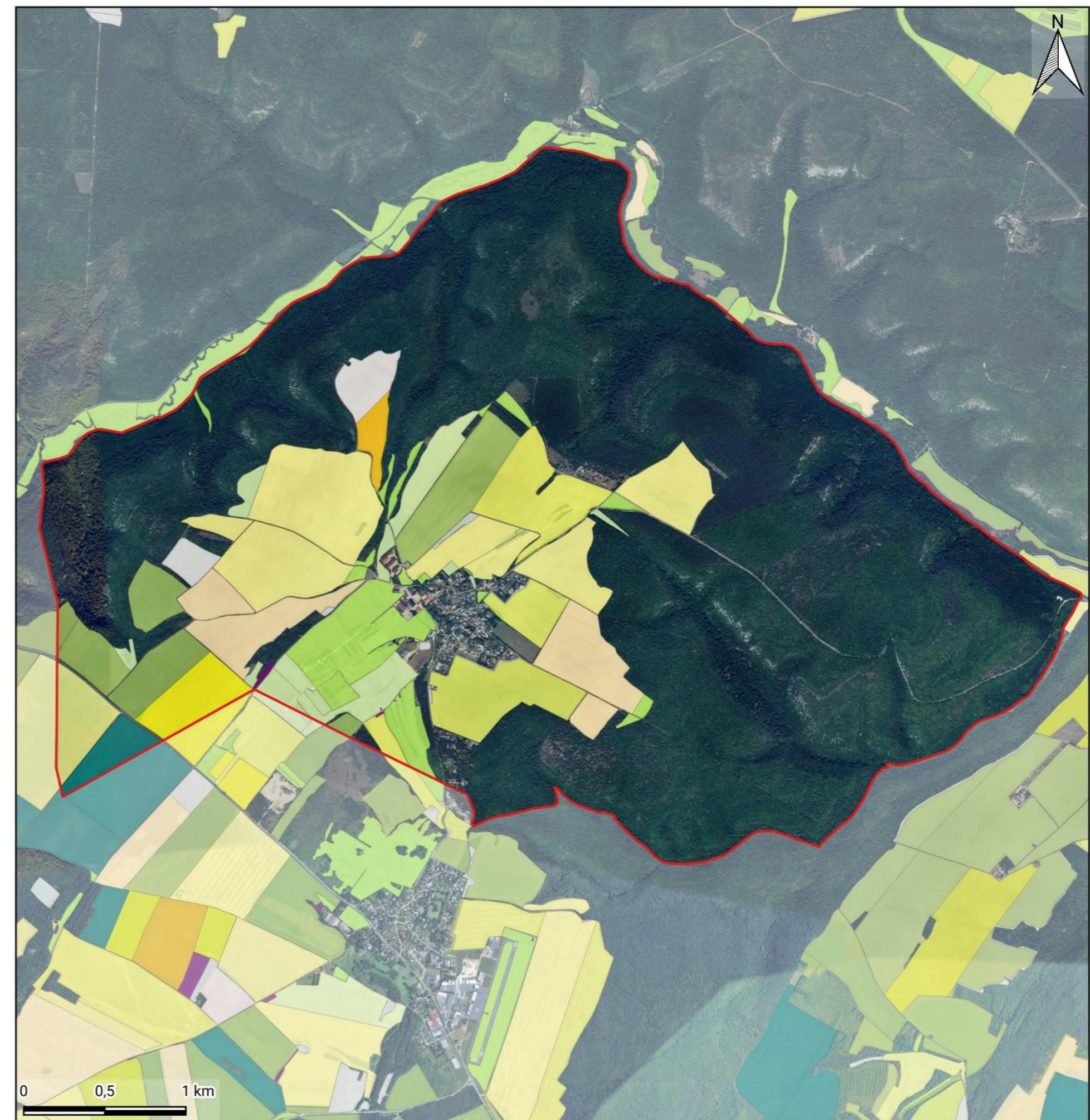
5.1.2. Données cartographiques du RPG

Le registre parcellaire graphique (RPG) est une base de données géographiques de référence pour instruire les aides de la politique agricole commune (PAC) européenne. Établi chaque année à partir des déclarations agricoles, il définit les zones de cultures et de prairies, et permet également de connaître les variétés présentes au sein des différentes parcelles. Par conséquent, le RPG est en constante évolution (changements d'assolements importants ou à la marge, selon les régions agricoles). À noter que toutes les surfaces agricoles ne sont pas nécessairement déclarées à la PAC : quand un exploitant ne demande pas d'aide de la PAC, il n'est pas tenu de faire une déclaration. Ainsi, le RPG offre une vision globale des assolements présents, mais n'est pas exhaustif de l'ensemble des surfaces agricoles du territoire. Ce rapport utilise le RPG de 2024, comme illustré ci-contre.

L'analyse de cette carte souligne qu'à l'exception des zones boisées et des secteurs urbanisés (bourg historique et hameau habité des Aigles Moreaux et de la Croix Verrin, en périphérie sud de la commune), les milieux ouverts de la plaine sont en quasi-totalité déclarés à la PAC, soulignant l'intérêt agricole du secteur. Dans l'ensemble, le recensement agricole met en avant une diversité des assolements, avec une mosaïque de cultures céréalières (dont blé, orge...) et d'oléagineux (colza, tournesol...).

Dans l'ensemble ces éléments sont plutôt cohérents avec la modélisation CarHab, qui soulignait la présence de cultures et jardins maraîchers, mais ils apportent un degré de précision supplémentaire puisque le RPG indique qu'une partie de ces espaces est en réalité occupée par des parcelles de prairies (permanentes, temporaires, de production de fourrage...).

Enfin, en bordure ouest de la commune, proche boisement, deux parcelles n'ont pas été exploitées en 2024 (laissées en gel).



Carte 17 - Registre parcellaire graphique

LEGENDE

Limite administrative	Parcelles agricoles déclarées à la PAC	Fourrage
Commune d'Étaules	Au sein de la commune	Prairies permanentes
	Blé tendre	Prairies temporaires
	Orge	Autres cultures industrielles
	Colza	Divers
	Tournesol	Exclusivement hors commune
	Autres oléagineux	Autres céréales
	Gel (surfaces gelées sans production)	

5.1.3. Données cartographiques de la BD Forêt v2

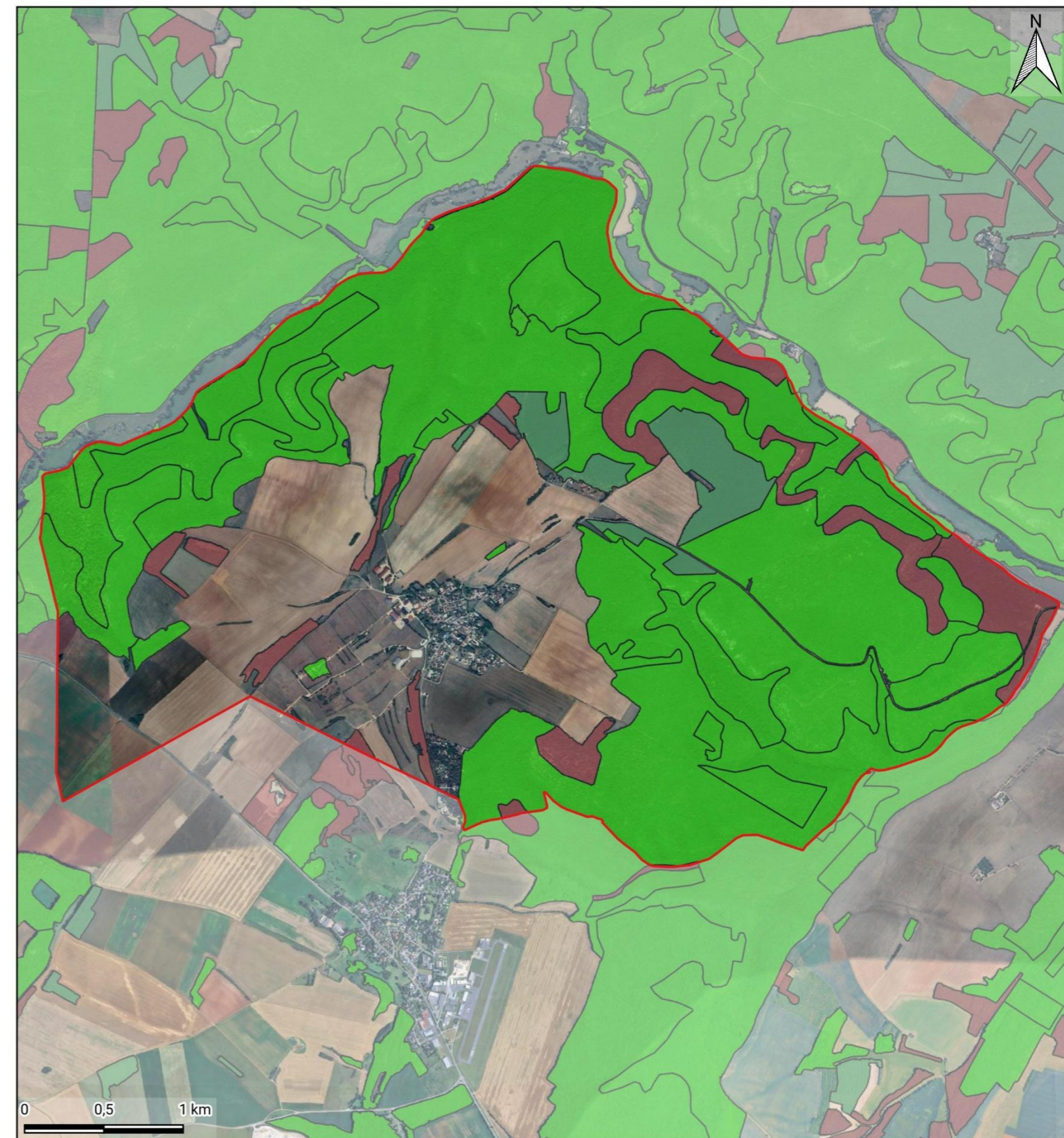
Dans le cadre de l'« Inventaire Forestier National », l'IGN a établi une cartographie des peuplements forestiers intitulée BD Forêt, qui définit les essences forestières. Ce rapport utilise la version BD Forêt v2, comme illustré ci-contre.

Selon cet outil, les espaces ouverts du territoire communal sont imbriqués dans un écrin boisé, ce qui avait déjà été évoqué grâce à la modélisation CarHab, avec une dominance de forêts de feuillus caducifoliées. Plus ponctuellement, se retrouvent des forêts à dominance de conifères ou mixtes (mélange de conifères et feuillus).

5.1.4. Données des zones naturelles d'intérêt remarquables





Pour compléter ces données cartographiques et mettre en avant les habitats potentiellement remarquables au sein de la commune d'Étaules, les documents associés aux zones naturelles d'intérêt remarquable du secteur ont été consultés. Ainsi, les abords du Suzon au nord de la commune peuvent être concernés par les habitats suivantes (le chiffre fourni est la correspondance HIC) :

- 3260 - Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitriche-Batrachion* ;
- 5110 - Formations stables xérothermophiles à *Buxus sempervirens* des pentes rocheuses (*Berberidion p.p.*) ;
- 6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (*Festuco-Brometalia*) (sites d'orchidées remarquables) ;
- 6410 - Prairies à *Molinia* sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (*Molinion caeruleae*) ;
- 6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitairiens et des étages montagnards à alpins ;
- 6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*) ;
- 7220 - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (*Cratoneurion*) ;
- 7230 - Tourbières basses alcalines ;
- 8130 - Éboulis ouest-méditerranéens et thermophiles ;
- 8160 - Éboulis médio-européens calcaires des étages collinéens à montagnards ;
- 8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique ;
- 8310 - Grottes non exploitées par le tourisme ;
- 91E0- Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*) ;
- 9130 - Hêtraies de l'*Asperulo-Fagetum* ;
- 9150 - Hêtraies calcicoles médio-européennes du *Cephalanthero-Fagion* ;
- 9160 - Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du *Carpinion betuli* ;
- 9180 - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du *Tilio-Acerion*.



Carte 18 - Formations boisées

LEGENDE

Limite administrative	Formations boisées
 Commune d'Étaules	 Forêts de conifères
	 Forêts de feuillus
	 Forêts mixtes

5.2. SYNTHÈSE DES HABITATS SUR LA COMMUNE

Habitats naturels et semi-naturels

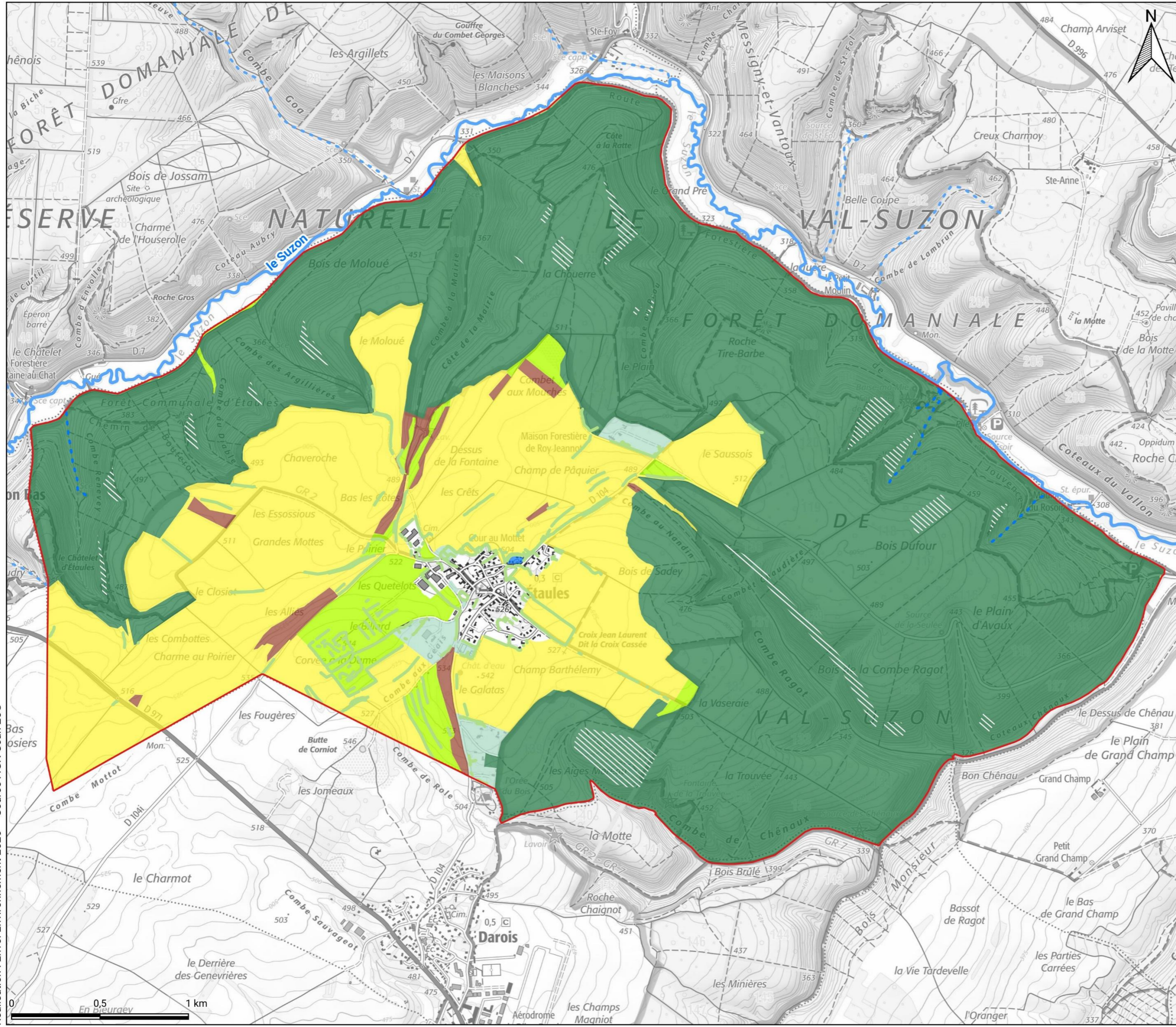
L'analyse plus fine de l'image aérienne et la visite de terrain réalisée le 10 octobre 2025 ont permis de cartographier de façon plus détaillée l'occupation du sol et en particulier les grands types d'habitats naturels et semi-naturels du territoire communal, tels que présentés dans le tableau et la carte ci-après.



Secteurs urbains et péri-urbains

Les secteurs urbanisés sont surtout regroupés au centre de la commune. Il existe cependant quelques zones d'écarts, avec notamment le centre équestre (au sud du bourg), la ferme pédagogique (au nord, en lisière de la forêt domaniale du Val Suzon), ponctuellement quelques bâtiments agricoles situés en discontinuité du bâti existant, ainsi que le secteur plus végétalisé du hameau des Aigles Moreaux et de la Croix Verrin (limite sud-est du territoire communal). Ces espaces périurbains sont marqués par la présence d'une végétation diverses (haies, vergers, potagers...), voir carte ci-après.

Carte 19 - Milieux naturels et semi-naturels



LEGENDE

Limite administrative
 Commune d'Étaules

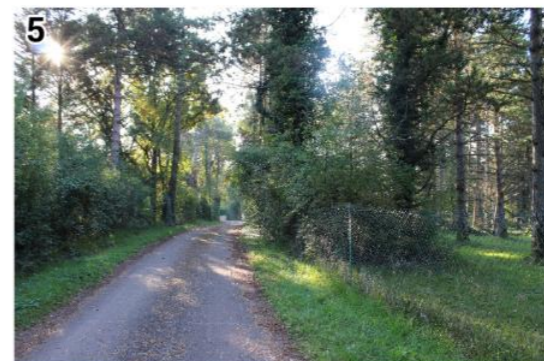
Milieux naturels et semi-naturels

- Milieux linéaires**
- Haies
 - Suzon
 - Écoulements temporaires
- Milieux surfaciques**
- Boisements principaux à dominante feuillue
 - Boisements secondaires à tendance mixte
 - Habitats ponctuels à tendances calcaires
 - Milieux semi-naturels
 - Mare artificielle
 - Prairies permanentes
 - Terres agricoles (cultures et prairies temporaires)

Réalisation : Envol Environnement 2026 - Source : IGN Scan 25©



Carte 20 - Localisation et illustration des principales zones urbaines et péri-urbaines



6. FLORE REMARQUABLE

6.1.1. Cortège floristique

Pour la flore, l'étude bibliographique se concentre sur les espèces présentes sur le territoire de la communal d'Étaules (inventaire des taxons extrait des bases de données Sigogne). Les données communales considérées sont postérieures à 1990 : au-delà de cette date, elles sont jugées comme trop anciennes et obsolètes). Concernant les espèces d'intérêt patrimonial, l'étude inclut les taxons soumis à un statut de protection réglementaire, présentant un statut de conservation défavorable selon les Listes rouges nationale et régionale de l'UICN (à partir du statut « NT ») ou spécifiées par un intérêt communautaire (Annexe II de la Directive « Habitats »).

Figure 18 - Flore d'intérêt patrimonial					
Nom vernaculaire	Statuts de protection et de conservation				
	Protection nationale	Directive « Habitats »	Listes rouges		
			Europe	France	Région
<i>Aconitum napellus</i>	-	-	-	LC	VU
<i>Aconitum napellus subsp. lusitanicum</i>	-	-	-	NT	DD
<i>Actaea spicata</i>	-	-	LC	LC	NT
<i>Adonis flammea</i>	-	-	-	NT	EN
<i>Anemone ranunculoides</i>	-	-	-	LC	NT
<i>Anomodon longifolius</i>	-	-	LC	-	NT
<i>Anthyllis montana</i>	PR	-	-	LC	VU
<i>Athamanta cretensis</i>	-	-	-	LC	EN
<i>Atropa bella-donna</i>	-	-	-	LC	NT
<i>Camelina microcarpa</i>	-	-	LC	NT	VU
<i>Campylium stellatum</i>	-	-	LC	-	VU
<i>Carex ornithopoda</i>	-	-	-	LC	VU
<i>Coronilla coronata</i>	PR	-	-	LC	VU
<i>Cotoneaster integerrimus</i>	-	-	LC	LC	EN
<i>Cyanus montanus</i>	-	-	-	LC	NT
<i>Delphinium consolida</i>	-	-	-	LC	NT
<i>Didymodon spadiceus</i>	-	-	LC	-	NT
<i>Euphorbia loreyi</i>	-	-	-	LC	VU
<i>Euphorbia verrucosa</i>	-	-	-	VU	LC
<i>Festuca patzkei</i>	-	-	-	LC	VU
<i>Fissidens exilis</i>	-	-	LC	-	VU
<i>Fraxinus excelsior</i>	-	-	NT	LC	LC
<i>Gagea villosa</i>	PN	-	-	LC	CR
<i>Galium fleurotii</i>	-	-	-	LC	VU
<i>Galium glaucum</i>	-	-	-	LC	VU

Figure 18 - Flore d'intérêt patrimonial					
Nom vernaculaire	Statuts de protection et de conservation				
	Protection nationale	Directive « Habitats »	Listes rouges		
			Europe	France	Région
<i>Gasparrinia peucedanoides</i>	PR	-	-	LC	EN
<i>Gentiana cruciata</i>	PR	-	LC	NT	EN
<i>Grimmia tergestina</i>	-	-	LC	-	NT
<i>Gymnocarpium robertianum</i>	-	-	LC	LC	EN
<i>Gyroweisia tenuis</i>	-	-	LC	-	EN
<i>Helianthemum apenninum</i>	PR	-	-	LC	LC
<i>Hepatica nobilis</i>	PR	-	-	LC	LC
<i>Hornungia petraea</i>	PR	-	-	LC	LC
<i>Hydrogonium croceum</i>	-	-	LC	-	CR
<i>Hygrohypnum luridum</i>	-	-	LC	-	VU
<i>Iberis intermedia subsp. violetii</i>	PR	-	-	LC	EN
<i>Inula montana</i>	PR	-	-	LC	LC
<i>Inula spiraeifolia</i>	-	-	-	LC	VU
<i>Juncus sphaerocarpus</i>	-	-	-	LC	VU
<i>Knautia dipsacifolia</i>	-	-	-	LC	VU
<i>Lathraea squamaria</i>	-	-	-	LC	VU
<i>Lathyrus pannonicus</i>	-	-	-	NT	EN
<i>Lathyrus pannonicus var. asphodeloides</i>	PR	-	-	-	DD
<i>Legousia hybrida</i>	-	-	-	LC	NT
<i>Neckera menziesii</i>	-	-	LC	-	CR
<i>Noccaea montana</i>	-	-	-	LC	NT
<i>Orobanche elatior</i>	-	-	-	DD	CR
<i>Orthothecium rufescens</i>	-	-	LC	-	EN
<i>Palustriella falcata</i>	-	-	LC	-	NT
<i>Parnassia palustris</i>	-	-	LC	LC	NT
<i>Phyteuma orbiculare</i>	-	-	-	LC	NT
<i>Potentilla micrantha</i>	-	-	-	LC	EN
<i>Pseudanomodon attenuatus</i>	-	-	LC	-	NT
<i>Pseudoleskeella catenulata</i>	-	-	LC	-	VU
<i>Pseudoturritis turrita</i>	-	-	-	LC	VU
<i>Ptychostomum elegans</i>	-	-	LC	-	VU
<i>Pulsatilla vulgaris</i>	-	-	NT	LC	LC
<i>Ranunculus gramineus</i>	-	-	-	LC	VU
<i>Rhodobryum ontariense</i>	-	-	LC	-	NT
<i>Riccardia incurvata</i>	-	-	LC	-	EN

Figure 18 - Flore d'intérêt patrimonial					
Nom vernaculaire	Statuts de protection et de conservation				
	Protection nationale	Directive « Habitats »	Listes rouges		
			Europe	France	Région
<i>Ruscus aculeatus</i>	-	DH	LC	LC	LC
<i>Seligeria acutifolia</i>	-	-	LC	-	VU
<i>Seligeria patula</i>	-	-	LC	-	VU
<i>Silene vulgaris subsp. prostrata</i>	-	-	-	LC	NT
<i>Tanacetum corymbosum</i>	PR	-	-	LC	LC
<i>Tortella nitida</i>	PR	-	LC	-	VU
<i>Trifolium alpestre</i>		-	LC	LC	NT
<i>Trinia glauca</i>	PR	-	-	LC	LC
<i>Valeriana tuberosa</i>	PR	-	-	LC	EN
<i>Viola mirabilis</i>	PR	-	-	LC	VU

6.1.2. Analyse par grands types d'habitats

Le territoire communal d'Étaules s'inscrit dans un contexte écologique dominé par des formations calcicoles, structurées par les boisements du Val Suzon, et associées à une mosaïque locale de microhabitats plus secs et ouverts liée au fonctionnement karstique. Ce contexte est complété par des espaces agricoles de plaine et une représentation limitée des habitats humides. Cette diversité conditionne un patrimoine floristique riche, comprenant des espèces forestières, thermophiles, messicoles, hygrophiles ponctuelles ainsi que des espèces spécialisées des substrats rocheux.

Milieux forestiers

Les boisements feuillus constituent l'habitat dominant du territoire. Ils regroupent des formations de type chênaie-hêtraie-charmaie, à tendance calcicole, globalement structurées et localement matures. Ces milieux accueillent probablement des espèces forestières et de sous-bois : *Actaea spicata*, *Anemone ranunculoides*, *Fraxinus excelsior*, *Gymnocarpium robertianum*, *Hepatica nobilis*...

Milieux semi-ouverts

Les lisières forestières, haies, talus et bordures de chemins assurent une fonction de transition entre milieux forestiers et ouverts et accueillent probablement un ensemble d'espèces calcicoles et mésophiles : *Galium fleurotii*, *Galium glaucum*, *Ruscus aculeatus*... Ces éléments jouent un rôle important dans la connectivité écologique et la dispersion des espèces.

Milieux ouverts calcaires (pelouses et zones sèches)

Les pelouses calcaires et milieux ouverts secs constituent des habitats d'intérêt patrimonial, localisés mais à forte valeur écologique. Ils regroupent probablement des espèces adaptées aux conditions xériques et calcicoles, notamment : *Anthyllis montana*, *Gentiana cruciata*, *Helianthemum apenninum*, *Inula spiraeifolia*, *Pulsatilla vulgaris*... Les microhabitats secs en marges agricoles et en zones de transition peuvent également accueillir des espèces messicoles telles que : *Adonis flammea*, *Camelina microcarpa*, *Legousia hybrida*.

Milieux agricoles et mosaïque agropastorale

Les espaces agricoles présentent une valeur écologique variable selon l'intensité des pratiques. Les secteurs extensifs et leurs marges (bandes enherbées, haies, talus) peuvent accueillir des espèces messicoles et prairiales recensées dans l'inventaire, notamment : *Adonis flammea*, *Camelina microcarpa*, *Gentiana cruciata*, *Legousia hybrida*, *Trifolium alpestre*. Ces milieux participent à la diversité floristique globale et au fonctionnement des continuités écologiques.

Milieux rocheux calcaires

Peu représentés sur le territoire, les affleurements calcaires, corniches et zones d'éboulis constituent des habitats spécialisés, ponctuels au sein du massif domanial du Val Suzon. Ils accueillent probablement une richesse floristique inféodée aux substrats rocheux, notamment : *Cotoneaster integerrimus*, *Hornungia petraea*, *Valeriana tuberosa*...

Milieux anthropisés et périurbains

Les milieux anthropisés constituent une composante du territoire à intégrer dans la trame écologique communal. Ils comprennent notamment : jardins et friches, murets calcaires, cimetière, abords de voirie, mare communale... Ces espaces peuvent accueillir des espèces tolérantes ou de lisières, par exemple : *Ruscus aculeatus*, *Fraxinus excelsior*... La mare communale constitue un élément ponctuel important du réseau écologique local, contribuant aux continuités liées aux milieux humides.

Milieux humides ponctuels (contexte karstique)

Les milieux humides sont peu développés sur le territoire en raison du contexte karstique, mais ils existent sous forme localisée des abords du Suzon ou de suintements, zones temporairement hydromorphes et résurgences ponctuelles. Ils peuvent accueillir des espèces hygrophiles telles que : *Parnassia palustris*.

7. FAUNE REMARQUABLE

L'identification des espèces à l'échelle communale repose sur l'analyse des données bibliographiques disponibles, issues notamment des bases de données naturalistes (Faune France, SHNA, plateforme régionale Sigogne). Cette approche est complétée par l'exploitation des inventaires associés aux périmètres d'inventaire et de protection du patrimoine naturel présents sur le territoire (notamment ZNIEFF, ZSC et RNR ; voir partie « Zones naturelles d'intérêt remarquable »), permettant d'affiner la connaissance des enjeux faunistiques.

7.1. AVIFAUNE

7.1.1. Cortège avifaunistique

Les données bibliographiques compilées font état de 185 espèces d'oiseaux recensées sur la commune ou au sein des zonages naturels d'intérêt du territoire (cf. annexe 4). Parmi elles, 115 espèces ont fait l'objet de mentions récentes (2016-2026) dans les bases de données communales, traduisant une richesse avifaunistique relativement élevée à l'échelle locale.

Au sein de ce cortège complet, 100 espèces présentent un intérêt patrimonial (inscription à l'Annexe I de la Directive « Oiseaux » et/ou statut défavorable sur les listes rouges). Toutefois, une analyse critique des données conduit à écarter certaines mentions anciennes ou non cohérentes avec les habitats présents sur le territoire communal. C'est notamment le cas d'espèces très localisées en France comme le Grand Tétrás, la Gélinoite des bois ou la Pie-grièche à tête rousse (citées par la ZNIEFF de type II), ou d'espèces affiliées aux habitats très humides et à de grands plans d'eau ouverts. En effet ces derniers sont absents du territoire au regard du seul contexte humide du Suzon qui est encaissé en fond de vallée (Canard chipeau, Chevalier guignette, Fuligule milouin, Harle bièvre, Hibou des marais, mouettes rieuse et tridactyle, Goéland leucopnée, Oie cendrée, Petit Gravelot, Râle d'eau...).

Au regard de ces éléments, 86 espèces d'intérêt patrimonial peuvent être retenues comme avérées ou potentielles sur la commune d'Étaules, en lien avec les habitats présents et les dynamiques écologiques locales (cortège différent selon les périodes du cycle biologique).

Figure 19 - Avifaune d'intérêt patrimonial							
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statuts de protection et de conservation					
		Protection nationale	Directive « Oiseaux »	Listes rouges			
				Europe Nicheurs	France		Région Nicheurs
Nicheurs	Nicheurs	Hivernants					
Aigle botté	<i>Hieraaetus pennatus</i>	Art. 3	OI	LC	NT	NA	EN
Aigle de Bonelli	<i>Hieraaetus fasciatus</i>	Art. 3	OI	LC	EN	-	-
Aigrette garzette	<i>Egretta garzetta</i>	Art. 3	OI	LC	LC	NA	VU
Alouette des champs	<i>Alauda arvensis</i>	-	OII	LC	NT	LC	NT
Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>	Art. 3	OI	LC	LC	NA	VU
Balbusard pêcheur	<i>Pandion haliaetus</i>	Art. 3	OI	LC	VU	NA	NA
Bécasse des bois	<i>Scolopax rusticola</i>	-	OII ; OIII	LC	LC	LC	VU
Bécassine des marais	<i>Gallinago gallinago</i>	-	OII ; OIII	VU	CR	DD	CR
Bec-croisé des sapins	<i>Loxia curvirostra</i>	Art. 3	-	LC	LC	-	VU
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	Art. 3	OI	LC	LC	-	LC
Bouvreuil pivoine	<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	Art. 3	-	LC	VU	NA	DD
Bruant des roseaux	<i>Emberiza schoeniclus</i>	Art. 3	-	LC	EN	-	VU
Bruant jaune	<i>Emberiza citrinella</i>	Art. 3	-	LC	VU	NA	VU
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	Art. 3	OI	LC	NT	-	EN
Busard des roseaux	<i>Circus aeruginosus</i>	Art. 3	OI	LC	NT	NA	CR
Busard pâle	<i>Circus macrourus</i>	Art. 3	OI	LC	-	-	-
Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>	Art. 3	OI	LC	LC	NA	VU

Figure 19 - Avifaune d'intérêt patrimonial							
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statuts de protection et de conservation					
		Protection nationale	Directive « Oiseaux »	Listes rouges			
				Europe Nicheurs	France		Région Nicheurs
Nicheurs	Nicheurs	Hivernants					
Caille des blés	<i>Coturnix coturnix</i>	-	OII	NT	LC	-	DD
Cassenoix moucheté	<i>Nucifraga caryocatactes</i>	Art. 3	-	LC	LC	-	CR
Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>	Art. 3	-	LC	VU	NA	VU
Chouette de Tengmalm	<i>Aegolius funereus</i>	Art. 3	OI	LC	LC	-	CR
Cigogne blanche	<i>Ciconia ciconia</i>	Art. 3	OI	LC	LC	NA	NT
Cigogne noire	<i>Ciconia nigra</i>	Art. 3	OI	LC	EN	NA	EN
Circaète Jean-le-Blanc	<i>Circaetus gallicus</i>	Art. 3	OI	LC	LC	-	EN
Cochevis huppé	<i>Galerida cristata</i>	Art. 3	-	LC	LC	-	CR
Corbeau freux	<i>Corvus frugilegus</i>	-	OII	VU	LC	LC	LC
Courlis cendré	<i>Numenius arquata</i>	-	OII	NT	VU	LC	VU
Effraie des clochers	<i>Tyto alba</i>	Art. 3	-	LC	LC	-	NT
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	Art. 3	OI	LC	LC	-	LC
Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>	Art. 3	-	LC	NT	NA	LC
Faucon émerillon	<i>Falco columbarius</i>	Art. 3	OI	VU	-	DD	-
Faucon kobez	<i>Falco vespertinus</i>	Art. 3	OI	VU	NA	-	-
Faucon pèlerin	<i>Falco peregrinus</i>	Art. 3	OI	LC	LC	NA	EN
Fauvette des jardins	<i>Sylvia borin</i>	Art. 3	-	LC	NT	-	NT
Fauvette orphée	<i>Sylvia hortensis</i>	Art. 3	-	LC	LC	-	CR
Foulque macroule	<i>Fulica atra</i>	-	OII ; OIII	NT	LC	NA	LC
Gobemouche à collier	<i>Ficedula albicollis</i>	Art. 3	OI	LC	NT	-	-
Gobemouche gris	<i>Muscicapa striata</i>	Art. 3	-	LC	NT	-	DD
Gobemouche noir	<i>Ficedula hypoleuca</i>	Art. 3	-	LC	VU	-	NA
Grand Cormoran	<i>Phalacrocorax carbo</i>	Art. 3	-	LC	LC	LC	VU
Grand-duc d'Europe	<i>Bubo bubo</i>	Art. 3	OI	LC	LC	-	NT
Grande Aigrette	<i>Ardea alba</i>	Art. 3	OI	LC	NT	LC	-
Grive litorne	<i>Turdus pilaris</i>	-	OII	LC	LC	LC	EN
Grue cendrée	<i>Grus grus</i>	Art. 3	OI	LC	CR	NT	-
Hirondelle de fenêtre	<i>Delichon urbica</i>	Art. 3	-	LC	NT	-	NT
Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica</i>	Art. 3	-	LC	NT	-	VU
Linotte mélodieuse	<i>Linaria cannabina</i>	Art. 3	-	LC	VU	NA	LC
Locustelle tachetée	<i>Locustella naevia</i>	Art. 3	-	LC	NT	-	DD
Martinet à ventre blanc	<i>Tachymarptis melba</i>	Art. 3	-	LC	LC	-	EN
Martinet noir	<i>Apus apus</i>	Art. 3	-	NT	NT	-	DD
Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>	Art. 3	OI	LC	VU	NA	DD
Mésange à longue queue	<i>Aegithalos caudatus</i>	Art. 3	-	LC	LC	-	NT
Mésange boréale	<i>Poecile montanus</i>	Art. 3	-	LC	VU	-	VU

Figure 19 - Avifaune d'intérêt patrimonial							
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statuts de protection et de conservation					
		Protection nationale	Directive « Oiseaux »	Listes rouges			
				Europe Nicheurs	France		Région Nicheurs
				Nicheurs	Hivernants		
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	Art. 3	OI	LC	LC	-	LC
Milan royal	<i>Milvus milvus</i>	Art. 3	OI	LC	VU	VU	EN
Moineau friquet	<i>Passer montanus</i>	Art. 3	-	LC	EN	-	EN
Édicnème criard	<i>Burhinus oediconemus</i>	Art. 3	OI	LC	LC	NA	VU
Perdrix rouge	<i>Alectoris rufa</i>	-	OII ; OIII	NT	LC	-	DD
Petit-duc scops	<i>Otus scops</i>	Art. 3	-	LC	LC	-	EN
Pic cendré	<i>Picus canus</i>	Art. 3	OI	LC	EN	-	NT
Pic épeichette	<i>Dendrocopos minor</i>	Art. 3	-	LC	VU	-	LC
Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	Art. 3	OI	LC	LC	-	LC
Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	Art. 3	OI	LC	LC	-	LC
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	Art. 3	OI	LC	NT	NA	LC
Pie-grièche grise	<i>Lanius excubitor</i>	Art. 3	-	LC	EN	NA	RE
Pipit farlouse	<i>Anthus pratensis</i>	Art. 3	-	LC	VU	DD	VU
Pipit rousseline	<i>Anthus campestris</i>	Art. 3	OI	LC	LC	-	-
Pluvier doré	<i>Pluvialis apricaria</i>	-	OI ; OII ; OIII	LC	-	LC	-
Pluvier guignard	<i>Charadrius morinellus</i>	Art. 3	OI	LC	RE	-	-
Pouillot de Bonelli	<i>Phylloscopus bonelli</i>	Art. 3	-	LC	LC	-	VU
Pouillot fitis	<i>Phylloscopus trochilus</i>	Art. 3	-	LC	NT	-	NT
Pouillot siffleur	<i>Phylloscopus sibilatrix</i>	Art. 3	-	LC	NT	-	DD
Roitelet huppé	<i>Regulus regulus</i>	Art. 3	-	LC	NT	NA	LC
Rollier d'Europe	<i>Coracias garrulus</i>	Art. 3	OI	LC	NT	-	-
Rousserolle turdoïde	<i>Acrocephalus arundinaceus</i>	Art. 3	-	-	VU	-	VU
Serin cini	<i>Serinus serinus</i>	Art. 3	-	LC	VU	-	DD
Sizerin flammé	<i>Carduelis flammea</i>	Art. 3	-	LC	VU	NA	-
Tarier des prés	<i>Saxicola rubetra</i>	Art. 3	-	LC	VU	-	VU
Tarier pâtre	<i>Saxicola torquata</i>	Art. 3	-	LC	NT	NA	LC
Tichodrome échelette	<i>Tichodroma muraria</i>	Art. 3	-	LC	NT	-	-
Tourterelle des bois	<i>Streptopelia turtur</i>	-	OII	VU	VU	-	VU
Traquet motteux	<i>Oenanthe oenanthe</i>	Art. 3	-	LC	NT	-	-
Vanneau huppé	<i>Vanellus vanellus</i>	-	OII	VU	NT	LC	EN
Vautour fauve	<i>Gyps fulvus</i>	Art. 3	OI	LC	LC	-	-
Verdier d'Europe	<i>Carduelis chloris</i>	Art. 3	-	LC	VU	NA	LC

En gras, les statuts de protection et de conservation qui permettent de déterminer qu'une espèce est d'intérêt patrimonial. La correspondance des statuts est explicitée dans la partie « Notion de patrimonialité et d'intérêt patrimonial ».

En jaune, les espèces mentionnées par des données communales récentes (2016-2026).

7.1.2. Analyse par grands types d'habitats

Boisements et lisières forestières

Le territoire communal est marqué par la présence de vastes boisements qui constituent des habitats structurants pour l'avifaune. Ils assurent un rôle fonctionnel pour l'alimentation, le refuge, voire la reproduction. Ainsi, ils offrent des conditions favorables à l'installation de nombreuses espèces forestières, notamment aux picidés (pics cendrés, épeichette, mar et noir...), ainsi qu'à plusieurs passereaux dépendants de la strate arborée pour la nidification (Fauvette des jardins, Gobemouche gris, Mésange à longue queue, Serin cini...).

Les boisements matures de la forêt domaniale du Val Suzon, caractérisés par une relative quiétude, peuvent être favorables à la reproduction de rapaces forestiers, tels que la Bondrée apivore. Les lisières forestières de cette entité ou des boisements de plus faible ampleur (dispersés sur la commune au sein des territoires agricoles) sont susceptibles d'attirer la reproduction de différents rapaces (Circaète Jean-le-Blanc, Milan noir, Milan royal...) et passereaux (Bouvreuil pivoine, le Chardonneret élégant, le Gobemouche noir, le Verdier d'Europe...). L'Engoulevent d'Europe se reproduit potentiellement dans les milieux qui se referment ou en lisières, de même que la Tourterelle des bois qui dépend davantage de la strate arborée.

En périodes hivernales et migratoires, les boisements jouent également un rôle comme zone de refuge, par exemple pour le Roitelet huppé, mais aussi comme trame fonctionnelle de déplacements : facilitation du phénomène de migration rampante chez les passereaux (c'est-à-dire de déplacements dans la direction migratoire par petits vols successifs de boisements en boisements), ainsi que des déplacements locaux assurant la connexion des différents massifs environnants...

Milieux bocagers et mosaïques arbustives

Les secteurs du territoire qui présentent une mosaïque d'habitats semi-ouverts (lisières de boisements, clairières, haies, fourrés, buissons...) offrent une forte diversité de niches écologiques. Ces habitats assurent à la fois des fonctions d'alimentation, de refuge et de reproduction, y compris lors des périodes hivernales et migratoires. Ce sont notamment des zones de halte et de stationnement en périodes internuptiales pour des passereaux tels l'Alouette lulu, la Linotte mélodieuse, le Pipit farlouse... En période nuptiale les fourrés et les haies peuvent induire des potentialités de nidification pour le Bruant jaune, la Pie-grièche écorcheur ou encore du Tarier pâtre ou offrir une vue dégagée sur des territoires de chasse que ce soit pour ces passereaux, dont ceux qui chassent à l'affût, ou pour des petits rapaces comme le Faucon crécerelle.

Milieux agricoles ouverts et pelouses à tendances calcaires

Les espaces agricoles sont également bien représentés sur la commune, formant une transition entre la zone urbanisée du bourg et les boisements du Val Suzon. Ils constituent des habitats ouverts principalement exploités pour l'alimentation, bien que certaines espèces de plaines puissent également s'y reproduire, telles que l'Alouette des champs ou la Caille des blés.

Les rapaces utilisent ces espaces comme territoires de chasse : Busard Saint-Martin, Faucon crécerelle, Faucon pèlerin, Grand-duc d'Europe... Dans les secteurs plus secs, la chasse du Circaète Jean-le-Blanc est également possible, bien que dépendante de la présence de ses proies privilégiées (reptiles en pelouses calcaires par exemple). Ces milieux peuvent également accueillir la nidification du Busard cendré, espèce nicheuse en cultures, plus marginalement celle du Busard des roseaux (selon le contexte local, plutôt retrouvés dans les secteurs de friches).

En hiver, selon les assolements disponibles et l'intensification agricole, certaines parcelles peuvent être favorables à la présence de graines des champs, indispensables à la survie des passereaux dont la grande majorité devient granivores en hiver (les insectivores strictes migrent). Bien que la rétention d'eau soit limitée en raison du contexte géomorphologique du secteur, les cultures, prairies et pâtures temporairement humides en périodes inter-nuptiales sont susceptibles d'accueillir la halte du Vanneau huppé (peu probable).

Falaises et corniches calcaires

Les secteurs de corniches calcaires, notamment à l'ouest du territoire communal, sont susceptibles d'accueillir la nidification du Grand-duc d'Europe et du Faucon pèlerin, des espèces relativement sensibles en région. La présence d'un arrêté de protection de biotope sur une partie de ces secteurs témoigne de l'importance de ces habitats.

Milieux humides et aquatiques

Les abords du Suzon, bien que localisés et de surface limitée, offrent des habitats favorables à certaines espèces d'intérêt patrimonial affiliées aux milieux aquatiques, comme le Grand Cormoran (dans les zones moins fermées), le Martin-pêcheur, voire la Bécassine des marais (dans les secteurs calmes), ainsi qu'à des espèces plus communes à l'image de la Bergeronnette des ruisseaux (pas d'intérêt patrimonial). Néanmoins, le caractère temporaire et encaissé du cours d'eau limite le développement d'un cortège diversifié. Une mare est présente au niveau du bourg, son contexte urbain et artificialisé n'est pas favorable à l'observation d'un cortège diversifié ou remarquable. Toutefois, des espèces communes comme le Canard colvert et le Héron cendré pourraient s'y retrouver (pas d'intérêt patrimonial).

Milieux urbanisés et jardins

Les zones urbanisées et les jardins accueillent principalement des espèces communes, sans intérêt patrimonial (Mésange bleue, Mésange charbonnière, Merle noir, Rougegorge familier, Pic vert...), mais elles peuvent également constituer des habitats de nidification pour des espèces anthropophiles d'intérêt patrimonial, comme les hirondelles et martinets (alimentant en milieux ouverts), ou plus communes, comme le Rougequeue noir et la Tourterelle turque. À noter que l'absence d'intérêt patrimonial ne signifie pas l'absence de protection réglementaire, la majorité des espèces d'oiseaux étant protégée en France, cela doit être pris en compte dans les politiques d'aménagements communales (par exemple, pas de destruction de haies ou d'arbres en période de nidification). Par ailleurs, le secteur plus végétalisé du hameau des Aigles Moreaux et de la Croix Verrin (limite sud-est du territoire communal) présente une mosaïque d'habitats qui est favorable à l'observation d'un cortège plus diversifié que le bourg historique d'Étaules. Notamment, la présence marquée de pins pourrait attirer des espèces des milieux boisés, dont le Pic mar et le Pic noir.

Autres espèces remarquables : survols et présences anecdotiques

D'autres espèces comme le Balbuzard pêcheur, le Butor étoilé ou la Cigogne blanche ne sont certainement présentes que de façon anecdotique, en simple survol, par exemple en périodes migratoires. La proximité de la métropole de Dijon ne fait pas des boisements d'Étaules des habitats favorables à la nidification de la Cigogne noire (quiétude limitée), tandis que le cours du Suzon est trop irrégulier en période estivale (assec) pour favoriser une ressource alimentaire suffisante. Des survols sont néanmoins possibles, en atteste son recensement par les données communales.



Les boisements du territoire sont accueillants pour les espèces forestières, notamment les passereaux (Bouvreuil pivoine, à gauche) et picidés (Pic mar, à droite).



Dans ce secteur de la Côte-d'Or, les falaises calcaires sont reconnues comme des secteurs d'intérêt pour la reproduction du Faucon pèlerin.

Rapace typique des plaines agricoles, le Busard cendré est susceptible de fréquenter la commune en période nuptiale. Selon les assolements, il peut nicher en cultures.

Sources : Envol Environnement – Photographies d'illustration prises hors commune.

7.2. CHIROPTÉROFAUNE

7.2.1. Cortège chiroptérologique

Les chiroptères bénéficient d'une protection intégrale en France depuis la loi relative à la protection de la nature de 1976, renforcée par des textes réglementaires ultérieurs (dont décret de 2007 actualisant la liste des espèces protégées et précisant les modalités de leur conservation). À l'échelle européenne, cette protection est complétée par trois textes majeurs : la Directive « Habitats-Faune-Flore » (1992), ainsi que les conventions de Bonn et de Berne (adoptées en 1979). À ce titre, toute destruction des espèces de chiroptères présentes en France est strictement interdite, qu'elle soit directe ou indirecte (incluant la destruction de leurs habitats naturels, dont gîtes et terrains de chasse).

Les données bibliographiques disponibles mentionnent 21 espèces de chiroptères sur la commune ou au sein des zonages naturels d'intérêt du territoire (cf. annexe 5). Parmi celles-ci, 11 espèces ont fait l'objet de mentions récentes (2016-2026) dans les bases de données communales. Cette richesse est probablement sous-estimée, la détection des chiroptères nécessitant des inventaires spécifiques (détecteurs ultrasoniques). Parmi ce cortège, 17 espèces présentent un intérêt patrimonial (inscription à l'Annexe II de la Directive « Habitats-Faune-Flore » et/ou statut défavorable sur les listes rouges). Au regard des différents éléments considérés, ces 17 espèces peuvent être retenues comme avérées ou potentielles sur la commune d'Étaules.

Figure 20 - Chiroptères d'intérêt patrimonial potentiellement présents dans l'AEI

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statuts de protection et de conservation				
		Protection nationale	Directive « Habitats »	Listes rouges		
				Europe	France	Région
Barbastelle d'Europe	<i>Barbastella barbastellus</i>	Art.2	II+IV	VU	LC	NT
Grand Murin	<i>Myotis myotis</i>	Art.2	II+IV	LC	LC	NT
Grand Rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Art.2	II+IV	LC	LC	EN
Minioptère de Schreibers	<i>Miniopterus schreibersi</i>	Art.2	II+IV	VU	VU	CR
Murin à moustaches	<i>Myotis mystacinus</i>	Art.2	IV	LC	LC	NT
Murin à oreilles échanquées	<i>Myotis emarginatus</i>	Art.2	II+IV	LC	LC	NT
Murin d'Alcathoe	<i>Myotis alcathoe</i>	Art.2	IV	NT	LC	DD
Murin de Bechstein	<i>Myotis bechsteini</i>	Art.2	II+IV	VU	NT	VU
Murin de Natterer	<i>Myotis nattereri</i>	Art.2	IV	LC	LC	VU
Noctule commune	<i>Nyctalus noctula</i>	Art.2	IV	LC	VU	DD
Noctule de Leisler	<i>Nyctalus leisleri</i>	Art.2	IV	LC	NT	NT
Oreillard gris	<i>Plecotus austriacus</i>	Art.2	IV	NT	LC	DD
Petit Rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Art.2	II+IV	LC	LC	NT
Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Art.2	IV	LC	NT	LC
Pipistrelle de Nathusius	<i>Pipistrellus nathusii</i>	Art.2	IV	LC	NT	DD
Rhinolophe euryale	<i>Rhinolophus euryale</i>	Art.2	II+IV	VU	LC	CR
Sérotine commune	<i>Eptesicus serotinus</i>	Art.2	IV	LC	NT	LC

En gras, les statuts de protection et de conservation qui permettent de déterminer qu'une espèce est d'intérêt patrimonial. La correspondance des statuts est explicitée dans la partie « Notion de patrimonialité et d'intérêt patrimonial ».

En jaune, les espèces mentionnées par des données communales récentes (2016-2026).

7.2.2. Analyse par grands types d'habitats

Cavités souterraines et contexte karstique

Le contexte karstique du Val Suzon constitue un élément structurant pour les chiroptères. Les cavités naturelles (grottes, fissures) offrent des zones de gîtes pour différentes espèces, en particulier en période d'hibernation : Barbastelle d'Europe, Grand Rhinolophe, Petit Rhinolophe... Trois cavités sont recensées sur la commune (cf. carte 8 - partie aléa effondrement et cavités souterraines) : grotte de Jouvence, grotte de Tire-Barbe, abri sous roche de la Combe au Diable). Bien qu'aucune donnée directe ne soit disponible, leur configuration les rend potentiellement favorables à l'accueil de chiroptères, au moins de façon ponctuelle (gîte diurne pendant les périodes estivales et de transits). À l'échelle du Val Suzon, le site Natura 2000 (ZSC – Montagne côte-d'orient) met en évidence la présence d'espèces cavernicoles relativement rares en région, en particulier le Minioptère de Schreibers et le Rhinolophe euryale, traduisant l'intérêt régional du réseau de cavité. À noter toutefois que le Rhinolophe euryale n'a pas été contacté depuis plus de 10 ans lors des suivis des principales cavités du secteur (selon le document d'objectifs de la ZSC). Cette richesse en cavités naturelles est par ailleurs soulignée par la sous-trame souterraine de la Trame Verte et Bleue régionale.

Boisements et lisières forestières

Les boisements de la forêt domaniale du Val Suzon occupent une partie importante du territoire communal. Ils constituent des habitats favorables aux espèces à affinité forestière, dont la Barbastelle d'Europe et le Murin de Bechstein. La dominance d'essences feuillues mûres confèrent par ailleurs à ces boisements un potentiel élevé d'accueil d'espèces en gîtes arboricoles, en lien avec leur richesse en dendro-microhabitats (cavités, fissures, loges de pic, écorce décollée, lierre...). Ces milieux sont particulièrement propices à la Barbastelle d'Europe, aux noctules, ainsi qu'à certains murins forestiers. Dans une moindre mesure, les autres boisements, présents sous forme de patch plus ou moins connectés entre eux sur le territoire, présentent des fonctionnalités similaires. À noter toutefois que les secteurs de conifères ne sont pas favorables au gîte arboricole. De plus, l'ensemble des lisières forestières jouent un rôle fonctionnel essentiel pour le taxon, constituant à la fois des zones de chasse et des corridors de déplacements.

Milieux agricoles et trame bocagère

Les grands espaces ouverts sont globalement peu favorables à la chiroptérofaune, hors espèces les plus ubiquistes (survol essentiellement). Toutefois, sur Étaules, les milieux agricoles sont pour partie structurés par des haies et des boisements ponctuels, qui participent à la connectivité écologique du territoire. Les linéaires arborés servent de repères pour les déplacements et concentrent les activités de chasse. Ces habitats sont favorables aux espèces les plus ubiquistes, telles que le Grand Murin, les noctules, la Pipistrelle commune et la Sérotine commune, mais ils peuvent aussi être utilisés par des espèces plus spécialistes lors de leurs déplacements entre gîtes et zones de chasse (par exemple de boisements en boisement pour la plupart des murins ou entre boisements et gîtes anthropophiles pour le Grand Rhinolophe et le Petit Rhinolophe). À noter que le secteur habité plus végétalisé du hameau des Aigles Moreaux et de la Croix Verrin (limite sud-est du territoire communal) s'inscrit dans une mosaïque d'habitats d'autant plus favorable au déplacement qu'il crée une trame verte diffuse en continuité des boisements adjacents.

Milieux humides et aquatiques

Les abords humides du Val Suzon (incluant le cours d'eau et les secteurs de sources ponctuelles) peuvent favoriser la présence de proies (insectes) et représenter des territoires de chasse pour la chiroptérofaune, en particulier pour des espèces avec une certaine affinité pour les milieux aquatiques tel le Murin de Daubenton (espèce sans statuts défavorables sur les listes rouges en vigueur). Le cours d'eau et sa ripisylve sont également un corridor de déplacement structurant du secteur pour l'ensemble du taxon. La mare communale, bien qu'anthropisée et proche du bâti, peut représenter un territoire de chasse secondaire pour des espèces relativement ubiquistes, comme la Pipistrelle commune, voire pour le Murin de Daubenton, si les espèces bénéficient d'une trame verte fonctionnelle pour l'atteindre.

Milieux urbanisés et structures bâties

Localement, les secteurs bâtis (bourg et espaces urbains diffus) peuvent servir de zones de gîtes pour les espèces anthropophiles ou cavernicoles, notamment au niveau de caves (hibernation) ou de structures comme les volets en bois, toitures anciennes, combles (périodes estivales et/ou de transit). Des espèces comme le Petit Rhinolophe, l'Oreillard gris ou la Pipistrelle commune sont susceptibles d'y être présentes. Aucun gîte n'est toutefois signalé dans les bâtiments communaux à ce stade (église au bâti relativement récent par exemple). Quelques structures anciennes (notamment dans les boisements, à proximité des sources) sont susceptibles d'accueillir ponctuellement des chiroptères en gîtes.



Le contexte karstique du Val Suzon est favorable à la présence de chiroptères en gîte, à l'image de la Barbastelle d'Europe (à gauche) ou du Grand Rhinolophe (à droite).



Le Murin de Daubenton est susceptible de chasser le long du Suzon ou aux abords de la mare communale. Cette espèce est connue pour s'infiltrer dans les fissures et cavités proches des points d'eau (à l'image de certains ouvrages/ponts le long du Suzon, hors commune).

Quelques structures bâties, anciennes et en pierres, sont présentes sur le territoire : elles sont susceptibles d'accueillir des chiroptères en gîte diurne ponctuel (périodes estivales et de transits).

Sources : Envol Environnement – Photographies d'illustration prises hors commune pour les espèces, photographie prise sur la commune pour l'habitat (en bas à droite).

7.3. MAMMIFÈRES « TERRESTRES »

7.3.1. Cortège mammalogique « terrestre »

Les données bibliographiques compilées font état de 31 espèces de mammifères « terrestres » sur la commune ou au sein des zonages naturels d'intérêt du territoire (cf. annexe 6). Parmi elles, 17 espèces ont fait l'objet de mentions récentes (2016-2026) dans les bases de données communales. Cette richesse est probablement sous-estimée, en particulier pour les micromammifères et les espèces à activité nocturne, dont la détection nécessite des protocoles spécifiques et reste peu efficace dans le cadre de données opportunistes.

Au sein de ce cortège, 17 espèces présentent un intérêt patrimonial (inscription à l'Annexe II et/ou IV de la Directive « Habitats-Faune-Flore », protection réglementaire et/ou statut défavorable sur les listes rouges). Toutefois, une analyse critique des données conduit à écarter certaines mentions anciennes ou non cohérentes avec le contexte écologique local, notamment la Genette commune (donnée historique ancienne et citation par les ZNIEFF, mais distribution très limitée régionalement) et le Lynx boréal (citée par la ZNIEFF de type II, mais très localisé en France). Au regard de ces éléments, 9 espèces d'intérêt patrimonial peuvent être retenues comme avérées ou potentielles sur la commune d'Étaules, en lien avec les habitats présents et les dynamiques écologiques locales.

Figure 21 - Mammifères « terrestres » d'intérêt patrimonial						
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statuts de protection et de conservation				
		Protection nationale	Directive « Habitats »	Listes rouges		
				Europe	France	Région
Campagnol terrestre	<i>Arvicola terrestris</i>	-	-	-	NT	-
Chat forestier	<i>Felis silvestris</i>	Art.2	IV	LC	LC	NT
Crocidure leucode	<i>Crocidura leucodon</i>	-	-	LC	NT	NT
Crossope aquatique	<i>Neomys fodiens</i>	Art.2	-	LC	LC	EN
Écureuil roux	<i>Sciurus vulgaris</i>	Art.2	-	LC	LC	LC
Hérisson d'Europe	<i>Erinaceus europaeus</i>	Art.2	-	NT	LC	LC
Lapin de garenne	<i>Oryctolagus cuniculus</i>	-	-	NT	NT	NT
Muscardin	<i>Muscardinus avellanarius</i>	Art.2	IV	LC	LC	NT
Putois d'Europe	<i>Mustela putorius</i>	-	V	LC	NT	NT

En gras, les statuts de protection et de conservation qui permettent de déterminer qu'une espèce est d'intérêt patrimonial. La correspondance des statuts est explicitée dans la partie « Notion de patrimonialité et d'intérêt patrimonial ».

En jaune, les espèces mentionnées par des données communales récentes (2016-2026).

7.3.2. Analyse par grands types d'habitats

Milieux boisés, arborés et bocagers

Les boisements sont globalement bien représentés sur le territoire communal, que ce soit ceux de la forêt domaniale du Val Suzon ou les différents bois plus ou moins connectés de la plaine agricole. Ces habitats sont favorables à la présence de plusieurs espèces forestières. Le Chat forestier peut y trouver des conditions propices à sa reproduction, tout en exploitant les milieux ouverts adjacents pour la chasse. Les cœurs de boisements sont susceptibles d'accueillir des espèces plus discrètes comme le Muscardin, dont la détection reste toutefois difficile en raison de son comportement discret et majoritairement nocturne. L'Écureuil roux peut se retrouver dans les boisements feuillus, ainsi que dans les structures arborées : haies, arbres isolés, jardins, vergers... Dont le secteur habité plus végétalisé des Aigles Moreaux et de la Croix Verrin. Le Hérisson d'Europe est relativement généraliste, il peut profiter de différentes mosaïques d'habitats semi-ouverts.

Les massifs du Val Suzon constituent par ailleurs l'habitat structurant majeur pour les mammifères « terrestres » à l'échelle de la commune, incluant des espèces qui ne présentent pas d'intérêt patrimonial (dont cervidés, Renard roux, mustélidés, micromammifères, lagomorphes...). En transition avec les autres boisements et structures arborées ou arbustives du territoire (connexion plus ou moins diffuse entre ces éléments), ils contribuent également à la connectivité écologique à l'échelle communale, en permettant les déplacements entre les massifs boisés et les zones agricoles.

Milieux ouverts

Les espaces agricoles constituent des habitats fonctionnels variables selon leur nature et leur structure. Les cultures intensives présentent une valeur écologique intrinsèque limitée et sont principalement utilisées pour des déplacements ou une alimentation opportuniste d'espèces relativement communes. Localement, les prairies permanentes (dont prairies de fauche) ou les pâtures peuvent avoir une fonctionnalité plus élevée, en raison de leur structure hétérogène, de la richesse en invertébrés et de la présence de micro-refuges. Leur intérêt est renforcé lorsqu'elles sont associées à des éléments paysagers structurants (haies, bosquets, talus...). Le Lapin de garenne peut exploiter ces milieux sous réserve de conditions favorables (sols meubles pour l'établissement de ses garennes, zones refuges proches, faible intensité agricole). Des espèces relativement communes, comme le Lièvre d'Europe ou le Renard roux (qui ne sont pas d'intérêt patrimonial), sont également attendues dans ces milieux.

Quelques secteurs ponctuels de pelouses sèches et de milieux calcaires, liés au contexte géomorphologique du Val Suzon, présentent une fonctionnalité écologique spécifique. Ces habitats thermophiles contribuent à la diversité structurale des milieux ouverts et peuvent héberger une diversité locale de micromammifères et de leurs prédateurs.

Milieux humides et cours d'eau

Le Suzon et ses abords, bien que de surface limitée à l'échelle communale, constituent des habitats favorables à certaines espèces inféodées aux milieux aquatiques. La Crossope aquatique peut ainsi fréquenter les berges, sous réserve d'une qualité écologique suffisante du milieu et de micro-secteurs préserver des sécheresses en période estivale. Les berges et la ripisylve associée peuvent également être utilisées comme axe de déplacement ou d'alimentation par d'autres espèces.

Espaces urbanisés et milieux anthropisés

Les espaces urbanisés et leurs abords peuvent être fréquentés par plusieurs espèces généralistes ou opportunistes. Certaines espèces comme le Hérisson d'Europe, peuvent y trouver des habitats de substitution (jardins, haies, friches). Toutefois, ces milieux sont globalement moins favorables que les habitats naturels ou semi-naturels, notamment en raison des perturbations (trafic, fragmentation, dérangement).



Le Chat forestier peut profiter de l'omniprésence des boisements, se reproduisant dans les massifs et chassant en lisières, clairières ou en bordure d'espaces agricoles.



Le Hérisson d'Europe est susceptible de se déplacer le long des haies, des lisières et dans les secteurs de fourrés. Les jardins particuliers peuvent également lui convenir.



Le Lièvre d'Europe peut potentiellement exploiter les espaces ouverts comme les cultures ou les prairies.



Le Renard roux exploite de nombreux habitats comme les milieux boisés, les prairies les cultures ou bien encore les zones urbaines.

Sources : A. THIVOLLE & C. LOUDEN – Photographies d'illustration prises hors commune.

7.4. AMPHIBIENS

7.4.1. Cortège des amphibiens

Les données bibliographiques compilées font état de 11 espèces d'amphibiens sur la commune ou au sein des zonages naturels d'intérêt du territoire (cf. annexe 7), dont 6 espèces qui ont fait l'objet de mentions récentes (2016-2026) dans les bases de données communales. Parmi ce cortège, 10 espèces sont d'intérêt patrimonial (inscription à l'Annexe II et/ou IV de la Directive « Habitats-Faune-Flore », protection réglementaire – article 2 ou 3 et/ou statut défavorable sur les listes rouges).

Figure 22 - Amphibiens d'intérêt patrimonial						
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statuts de protection et de conservation				
		Protection nationale	Directive « Habitats »	Listes rouges		
				Europe	France	Région
Alyte accoucheur	<i>Alytes obstetricans</i>	Art.2	IV	LC	LC	LC
Crapaud commun	<i>Bufo bufo</i>	Art.3	-	LC	LC	LC
Grenouille agile	<i>Rana dalmatina</i>	Art.2	IV	-	LC	LC
Grenouille rieuse	<i>Pelophylax ridibundus</i>	Art.3	V	LC	LC	NA
Rainette verte	<i>Hyla arborea</i>	Art.2	IV	LC	NT	NT
Salamandre tachetée	<i>Salamandra salamandra</i>	Art.3	-	VU	LC	LC
Triton alpestre	<i>Ichthyosaura alpestris</i>	Art.3	-	LC	LC	LC
Triton crêté	<i>Triturus cristatus</i>	Art.2	II+IV	LC	NT	VU
Triton palmé	<i>Lissotriton helveticus</i>	Art.3	-	LC	LC	LC

En gras, les statuts de protection et de conservation qui permettent de déterminer qu'une espèce est d'intérêt patrimonial. La correspondance des statuts est explicitée dans la partie « Notion de patrimonialité et d'intérêt patrimonial ».

En jaune, les espèces mentionnées par des données communales récentes (2016-2026).

7.4.2. Analyse par grands types d'habitats

Le territoire communal présente des potentialités globalement limitées pour les amphibiens, en lien avec le contexte karstique caractérisé par une faible rétention en eau et hydrologie peu favorable au maintien de milieux aquatiques permanents. Le fonctionnement hydrologique contrasté du Suzon, avec des assecs estivaux localisés, limite la présence de milieux de reproduction durables aux abords de son lit (flaques et mares temporaires classiquement retrouvées aux abords de certains cours d'eau). Les sources et suintements présents ponctuellement sur la commune présentent généralement des conditions peu favorables à la reproduction des amphibiens : eaux froides, courantes, minéralisées, peu ou pas végétalisées... Ces secteurs jouent davantage un rôle de microhabitats humides et de continuités écologiques diffuses, notamment pour les déplacements du taxon.

Les milieux forestiers et les pelouses calcaires du Val Suzon constituent des habitats terrestres globalement peu favorables aux amphibiens, en dehors de micro-refuges ponctuels (zones fraîches des combes, abris naturels...), utilisés principalement en phase de transit ou d'hivernage.

En revanche, les secteurs de plaines agricoles ponctués de patches de boisements et de haies (hors forêt domaniale) peuvent offrir localement des conditions légèrement plus favorables, sous réserve de la présence de petits points d'eau temporaires (fossés, ornières, mares ponctuelles...) et d'une trame bocagère fonctionnelle assurant la continuité écologique. Ces habitats restent toutefois dispersés et de fonctionnalité limitée en l'absence de zones humides pérennes identifiées sur la commune. La mare artificialisée du bourg d'Étaules pourrait éventuellement attirer des espèces relativement communes, à l'image de la Grenouille commune (non mentionnées par les données bibliographiques), mais elle ne présente pas les conditions écologiques favorables à la présence d'un cortège plus spécialiste.

Dans ce contexte, les espèces à affinité forestière ou généraliste peuvent être considérées comme potentiellement présentes de manière diffuse, telles que le Crapaud commun ou l'Alyte accoucheur. Des espèces plus spécialisées comme la Salamandre tachetée ou certains tritons (alpestre, palmé) apparaissent très localisés et dépendantes de microhabitats favorables. Quant aux espèces les plus exigeantes (Rainette verte, Triton crêté) elles apparaissent relativement peu probables, sans connaissance fine des micro habitats du territoire. Les secteurs les plus anthropisés (bourgs, jardins, mares artificielles) peuvent ponctuellement accueillir des espèces communes et ubiquistes (dont Crapaud commun), mais sans constituer des habitats structurants à l'échelle communale. Les milieux cultivés intensifs présentent quant à eux un intérêt écologique très limité pour ce groupe taxonomique.



La Salamandre tachetée apprécie les milieux boisés. Sa présence reste toutefois conditionnée à celle de points d'eau, dont temporaire.



Le Crapaud commun est une espèce plus généraliste, qui peut se contenter de flaques temporaire dans les jardins, les milieux boisés, aux abords des prairies...

Sources : M. SAILLARD – Photographies d'illustration prises hors commune.

7.5. REPTILES

7.5.1. Cortège de reptiles

Les données bibliographiques compilées font état de 11 espèces de reptiles sur la commune ou au sein des zonages naturels d'intérêt du territoire (cf. annexe 8). En dehors d'une espèce exotique, toutes sont d'intérêt patrimonial (inscription à l'Annexe II et/ou IV de la Directive « Habitats-Faune-Flore », protection réglementaire – article 2 ou 3 et/ou statut défavorable sur les listes rouges). Parmi elles, toutes ont fait l'objet de mentions récentes (2016-2026) dans les bases de données communales, en dehors de la Couleuvre vipérine et du Lézard vivipare. Une analyse critique permet de relativiser l'occurrence de ces dernières : strictement inféodées à des milieux humides permanents et fonctionnels (cours d'eau à écoulement relativement constant pour la première), ces espèces ne sont pas attendues sur Étaules (mention exclusivement dans les périmètres élargis des zonages naturels, où de tels habitats peuvent être présents de manière ponctuelle). Au regard de ces éléments, seules les 8 espèces mentionnées dans les données récentes peuvent être retenues comme effectivement présentes ou potentiellement présentes sur la commune d'Étaules.

Figure 23 - Reptiles d'intérêt patrimonial

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statuts de protection et de conservation				
		Protection nationale	Directive « Habitats »	Listes rouges		
				Europe	France	Région
Coronelle lisse	<i>Coronella austriaca</i>	Art.2	IV	LC	LC	DD
Couleuvre helvétique	<i>Natrix helvetica</i>	Art.2	-	LC	LC	LC
Couleuvre d'Esculape	<i>Zamenis longissimus</i>	Art.2	IV	LC	LC	LC
Couleuvre verte et jaune	<i>Hierophis viridiflavus</i>	Art.2	IV	LC	LC	LC
Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	Art.2	IV	LC	LC	LC
Lézard à deux raies	<i>Lacerta bilineata</i>	Art.2	IV	LC	LC	LC
Orvet fragile	<i>Anguis fragilis</i>	Art.3	-	LC	LC	LC
Vipère aspic	<i>Vipera aspis</i>	Art.2	-	VU	LC	NT

En gras, les statuts de protection et de conservation qui permettent de déterminer qu'une espèce est d'intérêt patrimonial. La correspondance des statuts est explicitée dans la partie « Notion de patrimonialité et d'intérêt patrimonial ».

En jaune, les espèces mentionnées par des données communales récentes (2016-2026).

7.5.2. Analyse par grand type d'habitats

Les reptiles fréquentent préférentiellement les zones d'écotones, caractérisées par l'alternance de milieux ouverts, favorables à la thermorégulation, et de milieux semi-ouverts à fermés, assurant des fonctions de refuge, d'alimentation et d'hivernage. La mosaïque d'habitats présente sur la commune d'Étaules confère ainsi un potentiel globalement favorable à ce groupe.

Milieux ouverts thermophiles (pelouses sèches, éboulis, affleurements calcaires)

La présence ponctuelle au sein des massifs du Val Suzon de pelouses sèches calcaires, d'ourlets et de zones d'éboulis karstiques constitue des habitats favorables aux reptiles sur le territoire. Ces milieux, bien exposés et structurés, offrent des conditions optimales de thermorégulation, de chasse, voire de refuge. Ils sont particulièrement propices à des espèces ubiquistes et thermophiles telles que la Couleuvre verte et jaune, le Lézard des murailles ou la Vipère aspic. Les affleurements rocheux et les secteurs caillouteux, notamment l'éperon du Châtelet d'Étaules, ainsi que les zones d'empierrements en contexte forestier, renforcent localement la disponibilité en microhabitats, en offrant des supports d'insolation, des interstices utilisés comme refuges et des sites potentiels d'hivernage. Les structures minérales associées à certains bâtiments abandonnés, lorsqu'elles sont dégradées et ouvertes, présentent des fonctionnalités similaires. Le Lézard à deux raies peut également être présent dans les secteurs de pelouses sèches arbustives, la commune se situant en limite de son aire de répartition, de même que la Coronelle lisse.

Milieux forestiers, lisières et trame bocagère

Les milieux boisés, représentés à la fois par la forêt domaniale du Val Suzon et par différents boisements dans la plaine agricole, présentent un intérêt plus limité pour le taxon au niveau des cœurs de massifs fermés, mais deviennent favorables en contexte de lisière et de clairières. Les interfaces entre boisements et milieux ouverts jouent un rôle majeur en offrant des zones de thermorégulation, de chasse et de refuge. Ces milieux peuvent notamment être exploités par la Couleuvre d'Esculape, espèce associée aux structures arborées et arbustives, ainsi que par l'Orvet fragile, qui fréquente préférentiellement les sols frais, la litière forestière et les micro-refuges (souches, bois morts, cavités superficielles). Cette dernière espèce, relativement discrète, utilise la litière, les bois morts et les cavités superficielles comme refuges et sites d'hivernage.

Les linéaires boisés (haies, lisières...) qui parcourent les secteurs agricoles constituent une trame fonctionnelle importante pour les reptiles. Ces habitats assurent à la fois des continuités écologiques et des microhabitats favorables (talus, ourlets herbacés, tas de bois, zones en friche). Ce type de milieu est particulièrement favorable aux espèces généralistes et tolérantes comme le Lézard des murailles et la Vipère aspic, voire pour des espèces à affinités plus humides comme la Couleuvre helvétique. Il peut également être utilisé comme corridor de déplacement par des espèces plus forestières ou bocagères pré-citées.

Milieux agricoles

Dans l'ensemble, les cultures, prairies et pâtures représentent un intérêt réduit pour les reptiles. Néanmoins, ils peuvent s'y déplacer à la faveur de la mosaïque d'habitats semi-ouverts qui parcourt la plaine agricole (haies, lisières, fourrés, buissons...).

Milieux urbanisés et anthropisés

Les secteurs bâtis, jardins et friches urbaines constituent des habitats secondaires, mais fonctionnels, pour les espèces les plus généralistes et communes. Le Lézard des murailles s'adapte aux milieux artificialisés dès lors qu'il y a des pierres et du soleil : il profite ainsi des structures minérales (murs, murets, pierres, enrobés) et de conditions thermiques favorables. Les zones de jardins et d'espaces peu ou moins entretenus (par exemple sur le secteur habité et plus végétalisé des Aigles Moreaux et de la Croix Verrin) peuvent également accueillir l'Orvet fragile, s'ils sont riches en végétation, en litière ou en structures refuges.

Milieux humides ponctuels et aux abords du Suzon

Ponctuellement, la commune peut présenter des fossés, des points d'eau temporaires ou des secteurs bocagers en lien avec le réseau hydrographique (par exemple abords du Suzon) qui sont potentiellement attractifs pour la Couleuvre helvétique, qui reste relativement généraliste.



Les secteurs de fourrés, d'ourlets et de pelouses sèches sont potentiellement accueillants pour des espèces thermophiles et relativement ubiquistes comme le Lézard des murailles (à gauche) ou la Vipère aspic (à droite).

Sources : C. FERREIRA & Envol Environnement – Photographies d'illustration prises hors commune.

7.6. ENTOMOFAUNE

7.6.1. Cortège entomologique

Les données bibliographiques compilées font état de plusieurs centaines d'insectes sur la commune ou au sein des zonages naturels d'intérêt du territoire (cf. annexe 9). Parmi ces espèces, certaines font l'objet de mentions communales récentes (2016-2026) :

- 175 espèces de l'ordre des coléoptères, dont 82 avec une mention récente ;
- 202 espèces de l'ordre des hétérocères, dont 65 avec une mention récente ;
- 14 espèces de l'ordre des zygènes mentionnées, dont 4 avec une mention récente ;
- 101 espèces de l'ordre des rhopalocères mentionnées, dont 70 avec une mention récente ;
- 35 espèces de l'ordre des odonates mentionnées, dont 6 avec une mention récente ;
- 43 espèces de l'ordre des orthoptères mentionnées, dont 36 avec une mention récente ;
- 60 autres espèces d'insectes mentionnées, dont 7 espèces de diptères, 42 espèces d'hémiptères, 4 espèces d'hyménoptères, 1 espèce de mantoptère et 1 espèce de névroptère avec une mention récente.

Parmi ce cortège, plusieurs espèces sont d'intérêt patrimonial (inscription à l'Annexe II et/ou IV de la Directive « Habitats-Faune-Flore », protection réglementaire – article 2 ou 3 et/ou statut défavorable sur les listes rouges).

Figure 24 - Entomofaune d'intérêt patrimonial						
Nom scientifique	Nom vernaculaire	Statuts de protection et de conservation				
		Protection nationale	Directive « Habitats »	Listes rouges		
				Europe	France	Région
COLÉOPTÈRE (1 espèce)						
<i>Lucanus cervus</i>	Lucane cerf-volant	-	II	NT	-	-
LÉPIDOPTÈRES HÉTÉROCÈRES (1 espèce)						
<i>Euplagia quadripunctaria</i>	Écaille chinée	-	II	-	-	-
LÉPIDOPTÈRES RHOPALOCÈRES (47 espèces)						
<i>Aglais urticae</i>	Petite Tortue	-	-	NT	LC	LC
<i>Apatura ilia</i>	Petit Mars changeant	-	-	LC	LC	NT
<i>Apatura iris</i>	Grand Mars changeant	-	-	LC	LC	NT
<i>Arethusana arethusa</i>	Mercure	-	-	LC	LC	EN
<i>Boloria euphrosyne</i>	Grand Collier argenté	-	-	LC	LC	NT
<i>Boloria selene</i>	Petit Collier argenté	-	-	LC	NT	VU
<i>Carterocephalus palaemon</i>	Hespérie du brome	-	-	NT	LC	NT
<i>Coenonympha glycerion</i>	Fadet de la mélique	-	-	LC	LC	NT
<i>Cupido minimus</i>	Argus frêle	-	-	NT	LC	NT
<i>Cupido osiris</i>	Azuré de la chevrette	-	-	LC	LC	CR
<i>Erebia aethiops</i>	Moiré sylvicole	-	-	LC	LC	NT
<i>Erebia medusa</i>	Moiré franconien	-	-	LC	LC	NT
<i>Erebia meolans</i>	Moiré des fétuques	-	-	LC	LC	EN
<i>Euphydryas aurinia</i>	Damier de la succise	Art. 3	II	LC	LC	VU
<i>Euphydryas maturna</i>	Damier du frêne	Art. 2	-	VU	EN	EN
<i>Fabriciana adippe</i>	Moyen Nacré	-	-	LC	LC	NT
<i>Fabriciana niobe</i>	Chiffre	-	-	LC	NT	VU
<i>Glaucopsyche alexis</i>	Azuré des cytises	-	-	LC	LC	NT
<i>Hamearis lucina</i>	Lucine	-	-	LC	LC	NT
<i>Hesperia comma</i>	Virgule	-	-	LC	LC	NT
<i>Hipparchia genava</i>	Sylvandre helvète	-	-	0	LC	NT
<i>Hipparchia semele</i>	Agreste	-	-	LC	LC	EN
<i>Lopinga achine</i>	Bacchante	Art. 2	IV	NT	NT	NT
<i>Lycaena dispar</i>	Cuivré des marais	-	II + IV	LC	LC	NT
<i>Lysandra bellargus</i>	Azuré bleu-céleste	-	-	NT	LC	LC
<i>Lysandra coridon</i>	Argus bleu-nacré	-	-	LC	LC	NT
<i>Melitaea aurelia</i>	Mélitée des digitales	-	-	LC	VU	VU

Figure 24 - Entomofaune d'intérêt patrimonial						
Nom scientifique	Nom vernaculaire	Statuts de protection et de conservation				
		Protection nationale	Directive « Habitats »	Listes rouges		
				Europe	France	Région
LÉPIDOPTÈRES RHOPALOCÈRES (suite)						
<i>Melitaea diamina</i>	Mélictée noirâtre	-	-	LC	LC	NT
<i>Minois dryas</i>	Grand Nègre des bois	-	-	LC	LC	NT
<i>Phengaris alcon</i>	Azuré de la pulmonaire	Art. 3	-	NT	NT	EN
<i>Pieris bryoniae</i>	Piérède de l'arabette	-	-	LC	LC	NT
<i>Plebejus argus</i>	Azuré de l'ajonc	-	-	LC	LC	VU
<i>Plebejus idas</i>	Azuré du genêt	-	-	LC	LC	VU
<i>Polyommatus thersites</i>	Azuré de l'Esparcette	-	-	LC	LC	VU
<i>Pseudophilotes baton</i>	Azuré du thym	-	-	LC	LC	EN
<i>Pyrgus alveus</i>	Hespérie du faux-buis	-	-	LC	LC	EN
<i>Pyrgus cirsii</i>	Hespérie des cirses	-	-	LC	NT	CR
<i>Pyrgus malvae</i>	Hespérie de l'ormière	-	-	NT	LC	LC
<i>Pyrgus serratulae</i>	Hespérie de l'alchémille	-	-	LC	LC	NT
<i>Satyrium acaciae</i>	Thécla de l'amarel	-	-	LC	LC	NT
<i>Satyrium pruni</i>	Thécla du prunier	-	-	VU	LC	LC
<i>Satyrium spini</i>	Thécla des nerpruns	-	-	VU	LC	NT
<i>Satyrium w-album</i>	Thécla de l'orme	-	-	LC	LC	NT
<i>Spialia sertorius</i>	Hespérie des sanguisorbes	-	-	LC	LC	NT
<i>Thymelicus acteon</i>	Hespérie du chiendent	-	-	LC	LC	NT
<i>Thymelicus lineola</i>	Hespérie du dactyle	-	-	VU	LC	LC
<i>Thymelicus sylvestris</i>	Hespérie de la houque	-	-	VU	LC	LC
LÉPIDOPTÈRES ZYGÈNES (9 espèces)						
<i>Adscita geryon</i>	Turquoise des hélianthèmes	-	-	LC	LC	NT
<i>Adscita statices</i>	Turquoise de la sarcille	-	-	LC	LC	NT
<i>Zygaena carniolica</i>	Zygène du sainfoin	-	-	LC	LC	VU
<i>Zygaena fausta</i>	Zygène de la petite coronille	-	-	LC	LC	NT
<i>Zygaena ionicerae</i>	Zygène du trèfle de montagne	-	-	LC	LC	EN
<i>Zygaena loti</i>	Zygène de la faucille	-	-	LC	LC	NT
<i>Zygaena osterodensis</i>	Zygène de l'orobe	-	-	LC	LC	EN
<i>Zygaena trifolii</i>	Zygène des cornettes	-	-	LC	LC	NT
<i>Zygaena viciae</i>	Zygène de la jarosse	-	-	LC	LC	VU
ODONATES (9 espèces)						
<i>Aeshna grandis</i>	Grande aeschne	-	-	VU	LC	NT
<i>Boyeria irene</i>	Aeschne paisible	-	-	NT	LC	NT
<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de Mercure	Art. 2	II	VU	LC	LC

Figure 24 - Entomofaune d'intérêt patrimonial						
Nom scientifique	Nom vernaculaire	Statuts de protection et de conservation				
		Protection nationale	Directive « Habitats »	Listes rouges		
				Europe	France	Région
ODONATES (suite)						
<i>Coenagrion pulchellum</i>	Agrion joli	-	-	LC	VU	VU
<i>Cordulegaster bidentata</i>	Cordulégastre bidenté	-	-	NT	LC	NT
<i>Lestes sponsa</i>	Leste fiancé	-	-	NT	NT	LC
<i>Somatochlora metallica</i>	Cordulie métallique	-	-	VU	LC	NT
<i>Sympetrum danae</i>	Sympétrum noir	-	-	EN	VU	EN
<i>Sympetrum flaveolum</i>	Sympétrum jaune d'or	-	-	EN	NT	CR
LÉPIDOPTÈRES ZYGÈNES (9 espèces)						
<i>Barbitistes serricauda</i>	Barbitiste des bois	-	-	LC	4	2
<i>Isophya pyrenaee</i>	Barbitiste des Pyrénées	-	-	LC	4	1
<p>En gras, les statuts de protection et de conservation qui permettent de déterminer qu'une espèce est d'intérêt patrimonial. La correspondance des statuts est explicitée dans la partie « Notion de patrimonialité et d'intérêt patrimonial ».</p> <p>En jaune, les espèces mentionnées par des données communales récentes (2016-2026).</p>						

7.6.2. Analyse par grands types d'habitats

Boisements et lisières forestières

Les boisements feuillus, en particulier ceux du Val Suzon, constituent des habitats favorables à une entomofaune forestière diversifiée. Ils assurent des fonctions de reproduction, de refuge et d'alimentation pour de nombreux lépidoptères, notamment des espèces liées aux milieux boisés et aux clairières (Petit et Grand Mars changeant, Bacchante...). La présence de bois morts et d'arbres sénescents confère également un potentiel d'accueil pour des espèces saproxyliques d'intérêt patrimonial, comme le Lucane cerf-volant. Les lisières forestières jouent enfin un rôle fonctionnel important comme zones de transition et de déplacement.

Milieux bocagers et mosaïques arbustives

Les haies, fourrés, lisières et ourlets offrent une diversité de niches écologiques favorable à de nombreuses espèces. Ces habitats assurent des fonctions d'alimentation, de reproduction et de refuge, notamment pour des lépidoptères liés aux arbustes (théclas) et aux milieux semi-ouverts (Lucine, hespéries...). Ils sont également favorables à certains orthoptères patrimoniaux et jouent un rôle de corridors écologiques à l'échelle du territoire.

Milieux ouverts secs, pelouses calcaires et prairies extensives

Les pelouses calcaires, prairies maigres et milieux ouverts thermophiles constituent des habitats à fort enjeu pour l'entomofaune. Ils accueillent un cortège diversifié de lépidoptères floricoles et spécialisés (azurés, hespéries, zygènes...), dont plusieurs espèces d'intérêt patrimonial (Azuré de la chevrette, Azuré du thym, Hespérie des cirses...). La présence de ces espèces reste fortement dépendante de la disponibilité des plantes hôtes et des pratiques de gestion (pâturage, fauche).

Milieux agricoles ouverts et mosaïque de cultures

Les espaces agricoles constituent principalement des habitats d'alimentation et de transit pour des espèces généralistes. Leur intérêt est renforcé par la présence d'éléments semi-naturels (haies, bandes enherbées), qui favorisent la connectivité écologique. Ils peuvent accueillir des espèces communes comme la Petite Tortue ou certaines hespéries.

Milieux humides et aquatiques

Les milieux humides, bien que localisés, sont favorables à certains groupes spécialisés, notamment les odonates. Le cours du Suzon et ses abords peuvent constituer des habitats de reproduction et de chasse pour plusieurs espèces, dont l'Agrion de Mercure. La mare communale présente un intérêt plus limité, mais peut accueillir ponctuellement des espèces communes.

Milieux urbanisés et jardins

Les zones urbanisées et jardins accueillent principalement des espèces communes et ubiquistes. Elles peuvent toutefois constituer des habitats complémentaires, en particulier lorsqu'elles sont connectées à des milieux semi-naturels, contribuant ainsi au maintien des continuités écologiques.



Selon la végétation disponible, les lisières, haies et ourlets sont susceptibles d'accueillir des rhopalocères comme *Limenitis reducta*.



Un contexte calcaire et thermophile est ponctuellement retrouvé sur Étaules, susceptible de favoriser un cortège diversifié de lépidoptères, à l'image de *Glaucopsyche alexis*.

Sources : Envol Environnement – Photographies d'illustration prises hors commune.

7.7. AUTRES INVERTÉBRÉS

Parmi les 17 espèces mentionnées pour les autres invertébrés (cf. annexe 10), 11 espèces d'araignées et 3 espèces de gastéropodes ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales. Le cortège est majoritairement commun et ubiquistes, représentatifs des milieux forestiers, bocagers et calcaires du territoire. Ce groupe est toutefois enrichi par la présence ponctuelle d'espèces d'intérêt patrimonial ou inféodées à des habitats spécifiques :

- *Austropotamobius pallipes* (espèce protégée et inscrite à l'Annexe II de la Directive « Habitats-Faune-Flore ») et *Pisidium personatum* sont inféodées aux cours d'eau stables et de bonne qualité, leur présence sur la commune d'Étaules n'est pas retenue (peu probable en lien avec les périodes d'assec du Suzon) ;
- *Bythinella carinulata* : espèce inféodée aux eaux de sources karstiques, indicatrice de milieux souterrains et de résurgences de bonne qualité - présence possible (sources notamment) ;
- *Obscurella conica* et *Helicigona lapicida* : espèces protégées liées aux milieux calcaires et aux microhabitats rocheux, traduisant la naturalité des habitats secs structurés.

Les autres taxons recensés (arachnides, gastéropodes communs et espèces généralistes) traduisent surtout une bonne fonctionnalité écologique globale des milieux forestiers, du bocage et de lisières.

7.8. ICTHYOFAUNE

Les différentes ressources bibliographiques considérées mentionnent la présence de 5 espèces de poissons dans les zones naturelles d'intérêt remarquables du territoire (liste complète disponible en annexe 11), aucune n'a été directement identifiée dans les bases de données communales, ce qui est cohérent avec le tracé du Suzon qui passe principalement hors d'Étaules. Par ailleurs, le fonctionnement hydrologique de ce dernier, marqué par un caractère karstique et des assecs estivaux localisés, ne permet pas d'assurer la permanence des écoulements à l'échelle communale (ce qui est cohérent avec la sous-partie relative à la qualité des eaux de surface, dans le chapitre « Milieu physique » de l'actuel rapport). Dans ce contexte, les conditions nécessaires au maintien de populations piscicoles fonctionnelles ne sont globalement pas réunies sur le territoire d'Étaules.

8. CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS ET FORESTIERS

8.1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 (dite loi climat et résilience) a fixé l'objectif de « zéro artificialisation nette des sols » (ZAN) à l'horizon 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur la période 2021-2031 par rapport à la décennie précédente. Cette trajectoire vise à limiter l'artificialisation des sols, entendue comme l'altération durable de leurs fonctions écologiques, hydriques, climatiques et agronomiques.

Ces objectifs nationaux ont vocation à être territorialisés à l'échelle régionale et locale. En Bourgogne-Franche-Comté, une révision du SRADDET a été engagée en 2024 en ce sens, afin d'intégrer les objectifs ZAN et d'en assurer la déclinaison opérationnelle à l'échelle des territoires. Dans ce contexte, les documents d'urbanismes, dont les PLU, derniers doivent intégrer des objectifs de modération de la consommation d'espace et de sobriété foncière, en cohérence avec ces orientations.

La loi n°2023-630 du 20 juillet 2023 est venue préciser les modalités de mise en œuvre de cet objectif, adaptant notamment les calendriers d'intégration dans les documents d'urbanisme (jusqu'en 2027 pour les PLU), en instaurant une garantie minimale de consommation d'1 ha d'ENAF pour chaque commune couverte par un document d'urbanisme et en prévoyant des dispositifs spécifiques pour les projets d'envergure nationale. Elle introduit également des outils facilitant l'atteinte de l'objectif ZAN, notamment la prise en compte des opérations de renaturation et le renforcement des leviers d'action des collectivités. Les communes disposent ainsi de moyens accrus pour maîtriser l'urbanisation, par exemple via l'extension du droit de préemption ou la possibilité de surseoir à statuer sur certains projets susceptibles de compromettre les objectifs de réduction de l'artificialisation.

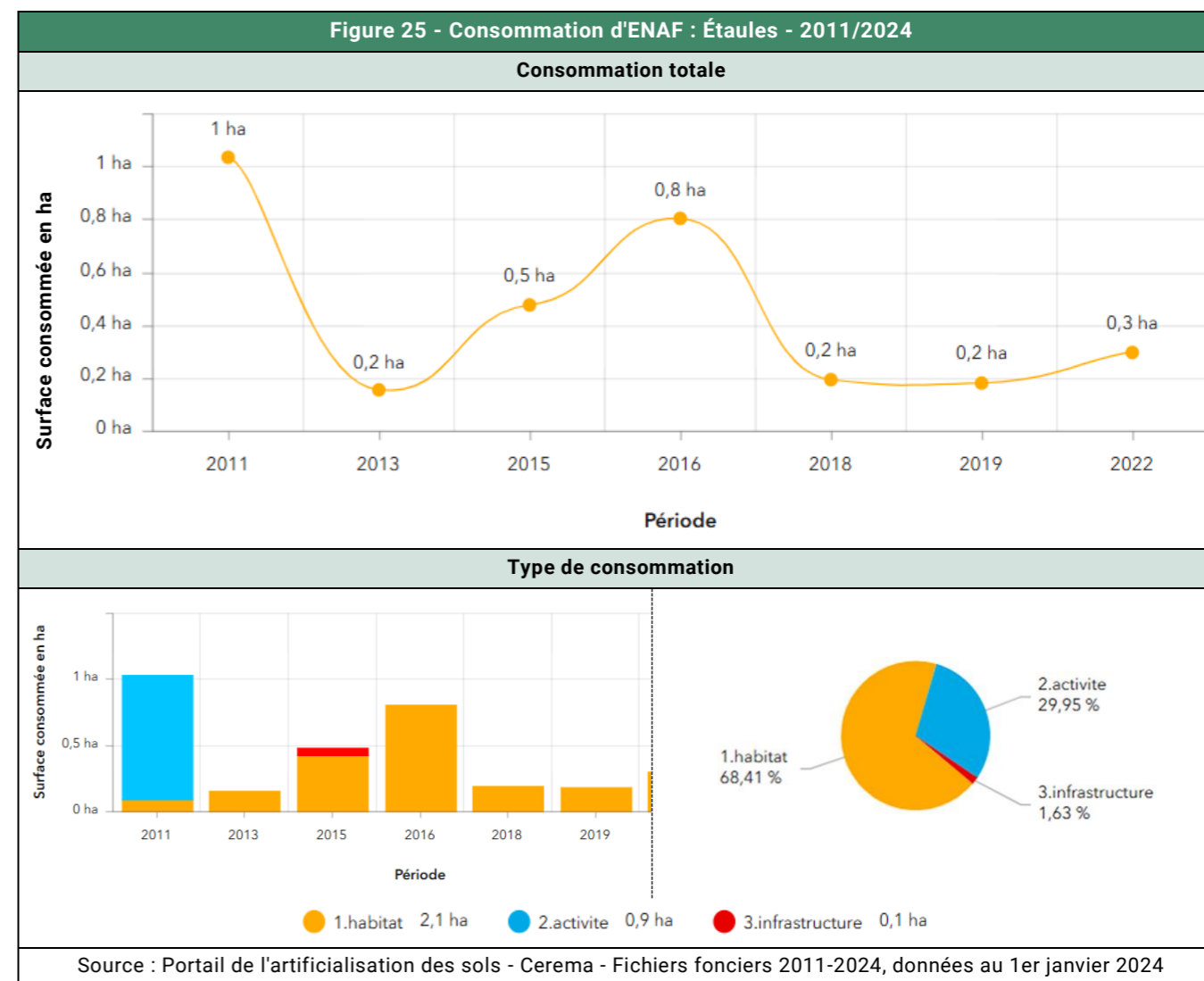
Dans le cadre de l'élaboration du PLU, l'analyse de la consommation d'ENAF constitue ainsi un enjeu central en matière de gestion économe du foncier. Elle permet de caractériser les dynamiques d'artificialisation passées du territoire, d'identifier les pressions exercées sur les espaces non urbanisés et de contribuer à la définition d'une trajectoire de réduction de la consommation foncière compatible avec les objectifs du ZAN.

8.2. CONSOMMATION D'ENAF

Sur la commune d'Étaules, la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) entre 2011 et 2024 est estimée à ~3,1 ha, soit 0,19% de la surface communale. L'essentiel de cette consommation a été réalisée avant 2021 (~2,8 ha consommé entre 2011 et 2021), traduisant un ralentissement de la consommation foncière sur la période récente.

Cette consommation reste très limitée et traduit une dynamique d'urbanisation faible à l'échelle du territoire. Elle est principalement liée au développement de l'habitat (~2,1 ha), et dans une moindre mesure aux activités économiques et équipements (~0,9 ha), les infrastructures représentant une part marginale.

Cette évolution est globalement cohérente avec un territoire à dominante rurale, caractérisé par une urbanisation diffuse et ponctuelle. Elle doit néanmoins être mise en perspective avec les objectifs de réduction de la consommation d'espace fixés par la loi Climat et Résilience et la trajectoire ZAN, impliquant une vigilance sur la poursuite de l'urbanisation. Dans ce contexte, l'enjeu principal du PLU reste la maîtrise de l'extension urbaine et la priorité donnée au renouvellement urbain et à la mobilisation du tissu déjà urbanisé.



9. SENSIBILITÉS ÉCOLOGIQUES

La définition des sensibilités écologiques est proposée par grands types d'habitats. Elle s'appuie sur plusieurs croisés :

- La valeur écologique intrinsèque de l'habitat, notamment la richesse spécifique et les fonctionnalités écologiques qu'il soutient : capacité d'accueil quantitative (richesse spécifique, intérêt patrimonial) et qualitative [variées et rares, présence d'espèces protégées, fonctionnalité écologique (reproduction, alimentation, refuge), degré de rareté du milieu] ;
- Les éventuels statuts de protection ou d'inventaire ;
- Le rôle de l'habitat dans les continuités écologiques : corridors écologiques, interface entre les milieux ;
- La vulnérabilité face aux pressions anthropiques : fragmentation, artificialisation, perturbations (en prenant notamment en compte la résilience et la localisation au sein de la commune) ;

Cette approche, subjective, permet de hiérarchiser les enjeux écologiques à l'échelle communale.

9.1. SENSIBILITÉ ÉCOLOGIQUE TRÈS FORTE

Les secteurs à sensibilité écologique très forte correspondent aux réservoirs de biodiversité majeurs du territoire. Ils incluent la forêt domaniale du Val du Suzon qui englobe les boisements matures, les cavités karstiques, les falaises et corniches calcaires, les pelouses calcaires les plus qualitatives (ponctuellement en lien avec les secteurs d'éboulis), les microhabitats humides (sources, suintements, habitats tufeux), ainsi que (de façon marginale) le lit du cours d'eau et sa ripisylve. Ces milieux cumulent plusieurs facteurs d'intérêt, en particulier la présence d'habitats d'intérêt communautaire et des potentialités d'accueil pour des espèces d'intérêt patrimonial à forts enjeux (chiroptères cavernicoles, avifaune forestière dont rapaces rupestres, entomofaune spécialisée, flore calcicole, reptiles...). Ils sont également doublés de différents zonages réglementaires (Natura 2000, réserve naturelle régionale, ZNIEFF, arrêté de protection de biotope) et classés en tant que réservoirs et corridors d'importance au sein de la Trame Verte et Bleue régionale. Ils présentent par ailleurs une forte vulnérabilité aux modifications d'usage, en particulier à la fragmentation, au dérangement (falaises) et à l'altération des habitats (gestion forestière, fermeture des milieux ouverts, perturbation hydrologique...) et une faible capacité de résilience, ainsi toute altération pourrait engendrer des impacts écologiques significatifs.

9.2. SENSIBILITÉ ÉCOLOGIQUE FORTE

Les secteurs à sensibilité écologique forte correspondent aux autres milieux structurants du territoire, assurant des fonctions écologiques complémentaires et d'importance : les boisements connectés aux secteurs à sensibilité très forte, l'ensemble des lisières forestières et les milieux bocagers denses et fonctionnels. Ces habitats jouent un rôle essentiel pour la reproduction, l'alimentation et les déplacements de nombreuses espèces (avifaune forestière et des milieux alternés, corridors de déplacements pour les chiroptères et la faune terrestre, diversité de micro habitats pour l'entomofaune...). Ils participent également activement aux continuités écologiques. Ils présentent une sensibilité marquée vis-à-vis de la fragmentation, de la gestion forestière (fermeture des milieux, embroussaillage...) et de la disparition des structures bocagères.

9.3. SENSIBILITÉ ÉCOLOGIQUE MODÉRÉE

Les milieux à sensibilité écologique modérée correspondent principalement aux prairies. Toutefois, selon leur mode de gestion, l'intérêt écologique de ces prairies peut varier et induire une sensibilité localement plus faible, notamment dans le cas de prairies temporaires (fauche, pâturage, fertilisation, retournement, réensemencement...). Dans l'ensemble, ces habitats assurent principalement des fonctions d'alimentation et de transit pour les oiseaux de plaine, les rapaces et une entomofaune plus commune, et jouent le rôle d'interface entre les milieux à sensibilités élevées et les zones urbanisées. L'intérêt des prairies est renforcé lorsqu'elles sont associées à une présence importante d'éléments semi-naturels (haies, bandes enherbées, talus...) favorisant leur fonctionnalité et leur intégration dans les continuités écologiques.

En continuité des milieux naturels, le hameau des Aigles Moreaux et de la Croix Verrin (limite sud-est) se distingue des autres secteurs urbanisés, assurant lui aussi une fonctionnalité d'interface fonctionnelle entre milieux (dont trame noire locale facilitant les déplacements des espèces nocturnes).

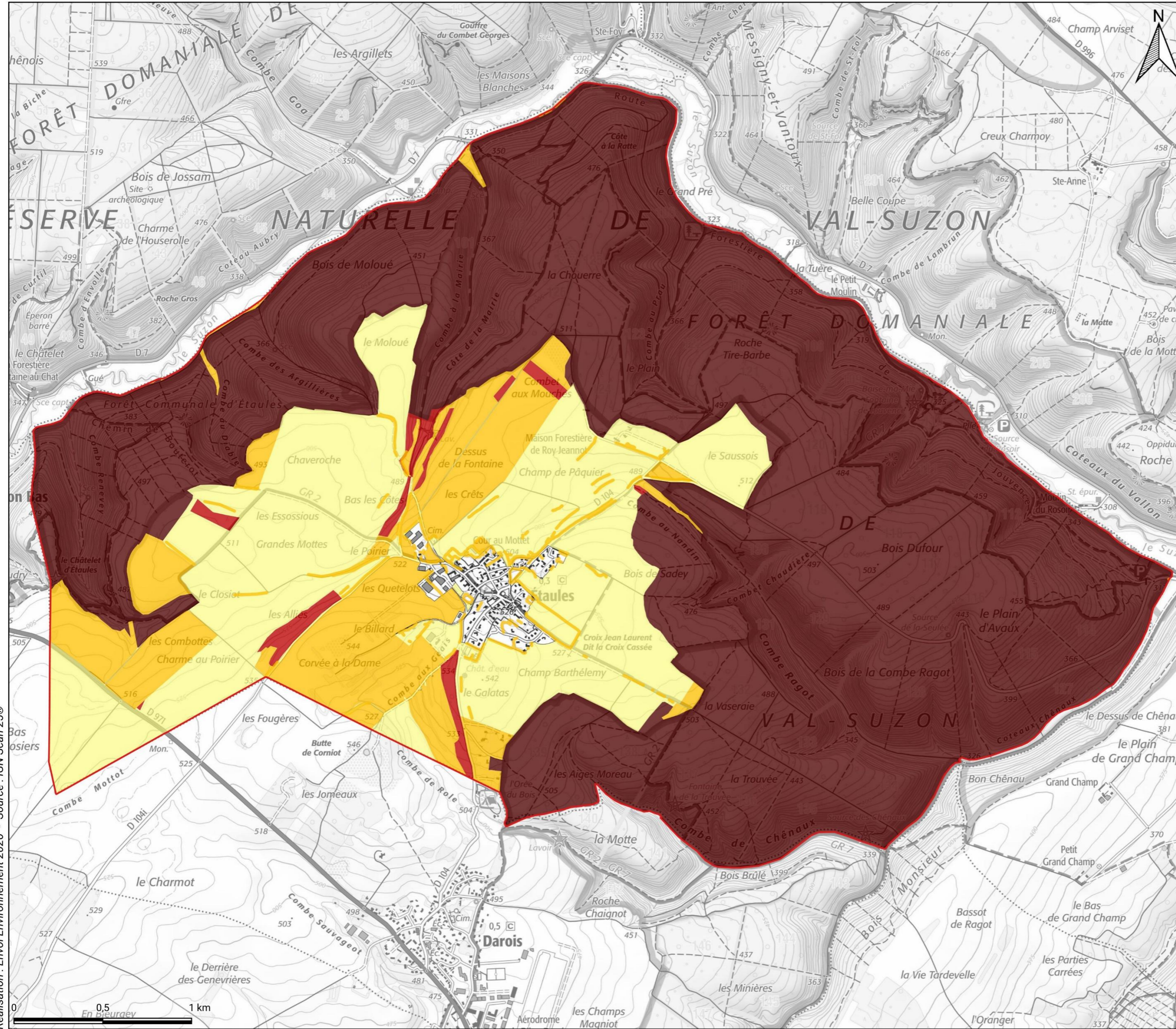
9.4. SENSIBILITÉ ÉCOLOGIQUE FAIBLE

Les espaces agricoles cultivés (grandes cultures et systèmes intensifs) présentent une sensibilité écologique faible, en raison de leur faible diversité floristique et faunistique, de la faible présence d'éléments semi-naturels (notamment en haies) et de leur forte artificialisation. Ces milieux jouent principalement un rôle de zone d'alimentation ponctuelle pour certaines espèces généralistes, ainsi que pour certains oiseaux de plaine et rapaces. Quelques espèces inféodées à ces milieux peuvent s'y reproduire et induire localement une sensibilité plus importante (Alouette des champs, Busard cendré, Caille des blés...), bien que leur présence reste dépendante du type d'assolement (qui change annuellement). Toutefois, plus les cultures sont intensives, plus leur attractivité et donc leur intérêt écologique diminue : paysage simplifié (monocultures, grandes parcelles, absence de microhabitats semi-ouverts en mosaïque...), retournement régulier des sols, usage d'intrants et de pesticides...

Les secteurs urbanisés, jardins et espaces verts, ainsi que la mare artificielle, présentent une sensibilité écologique faible à localement modérée. Ils accueillent principalement des espèces communes et anthropophiles, mais peuvent constituer des habitats complémentaires et des relais de connectivité lorsqu'ils sont végétalisés et en continuité avec les milieux naturels. Localement, une sensibilité plus modérée peut être relevée, lors de la destruction des gîtes urbains (arbres, bâtis) avec la fragmentation des corridors (dont perturbation de la trame noire par les pollutions lumineuses : chasse, déplacement...).

9.5. SENSIBILITÉ ÉCOLOGIQUE TRÈS FAIBLE À NULLE

Les surfaces fortement artificialisées ou imperméabilisées (voiries, zones bâties denses, parkings) présentent une sensibilité écologique très faible à nulle. Elles constituent des milieux peu favorables à la biodiversité, hormis pour quelques espèces opportunistes ou anthropophiles (hirondelles, chiroptères en gîte urbain...). Leur intérêt reste toutefois limité à l'échelle du territoire.



LEGENDE

- Limite administrative**
 - Commune d'Étaules
- Sensibilités**
 - Très forte
 - Forte
 - Modérée
 - Faible
 - Très faible à nulle



Paysage



1. PRÉAMBULE ET SOURCES

Ce chapitre a pour objet l'analyse des différents éléments constitutifs de l'identité paysagère (contexte paysager, structures paysagères locales, évolution du paysage). Il a pour objectif de définir des zones de sensibilités visuelles de façon à concilier le développement urbain et la qualité du cadre de vie.

Figure 26 - Sources pour l'analyse du paysage

Sol et sous-sol
<ul style="list-style-type: none"> Atlas des paysages de Bourgogne DREAL de Bourgogne-Franche-Comté SCoT du Pays Seine et Tilles en Bourgogne PLU de la commune d'Étaules approuvé en 2007, modifié en 2019 (modification de droit) commune et en 2024 (modification simplifiée) Site internet Entre Ciel et Terre regroupant des photographies aériennes : https://www.ectm.fr/ Données photographiques aériennes historiques de l'IGN : https://remonterletemps.ign.fr/

2. CADRE GÉNÉRAL

2.1. PAYSAGES REMARQUABLES

La commune d'Étaules s'inscrit dans l'ensemble paysager du Val Suzon, unité naturelle structurante à l'échelle locale et reconnue pour la diversité de ses milieux naturels et la richesse de ses paysages.

Situé en lisière de l'agglomération dijonnaise, le Val Suzon se caractérise par un relief de vallons encaissés entaillant les plateaux calcaires bourguignons. Cette morphologie crée des contrastes nets entre les fonds de vallée, globalement ouverts, et les versants fortement boisés. Leur alternance organise des séquences paysagères successives et conditionne les perceptions visuelles, notamment depuis les axes de circulation tels que la route départementale RD7.

Le réseau hydrographique, structuré autour du Suzon, organise les fonds de vallée, occupés par des prairies et des milieux humides. Les versants, couverts de boisements continus, assurent une continuité visuelle et écologique à l'échelle de la vallée. Ces massifs contribuent à la structuration des paysages, en constituant des écrans visuels et en renforçant l'effet d'encaissement. À l'inverse, les secteurs ouverts, plus ponctuels, permettent des vues sur les reliefs environnants et participent à la diversité des ambiances paysagères.

L'implantation du bâti s'inscrit en cohérence avec les contraintes topographiques et hydrologiques. Les villages sont majoritairement localisés en fond de vallée ou en rebord de plateau, à proximité des ressources en eau, des terres agricoles ou à l'entrée des combes reliant les plateaux calcaires, autrefois parcourus par les troupeaux. Cette organisation traditionnelle confère aux bourgs une cohérence urbaine forte et une compacité, malgré la proximité de l'agglomération dijonnaise, participant à la qualité d'ensemble du paysage.

Le Val Suzon bénéficie par ailleurs de protections paysagères (site classé et site inscrit), traduisant la reconnaissance institutionnelle de son intérêt paysager, géologique, écologique et patrimonial. Ces dispositifs couvrent une part importante du territoire communal et encadrent les évolutions susceptibles d'en affecter les caractéristiques.

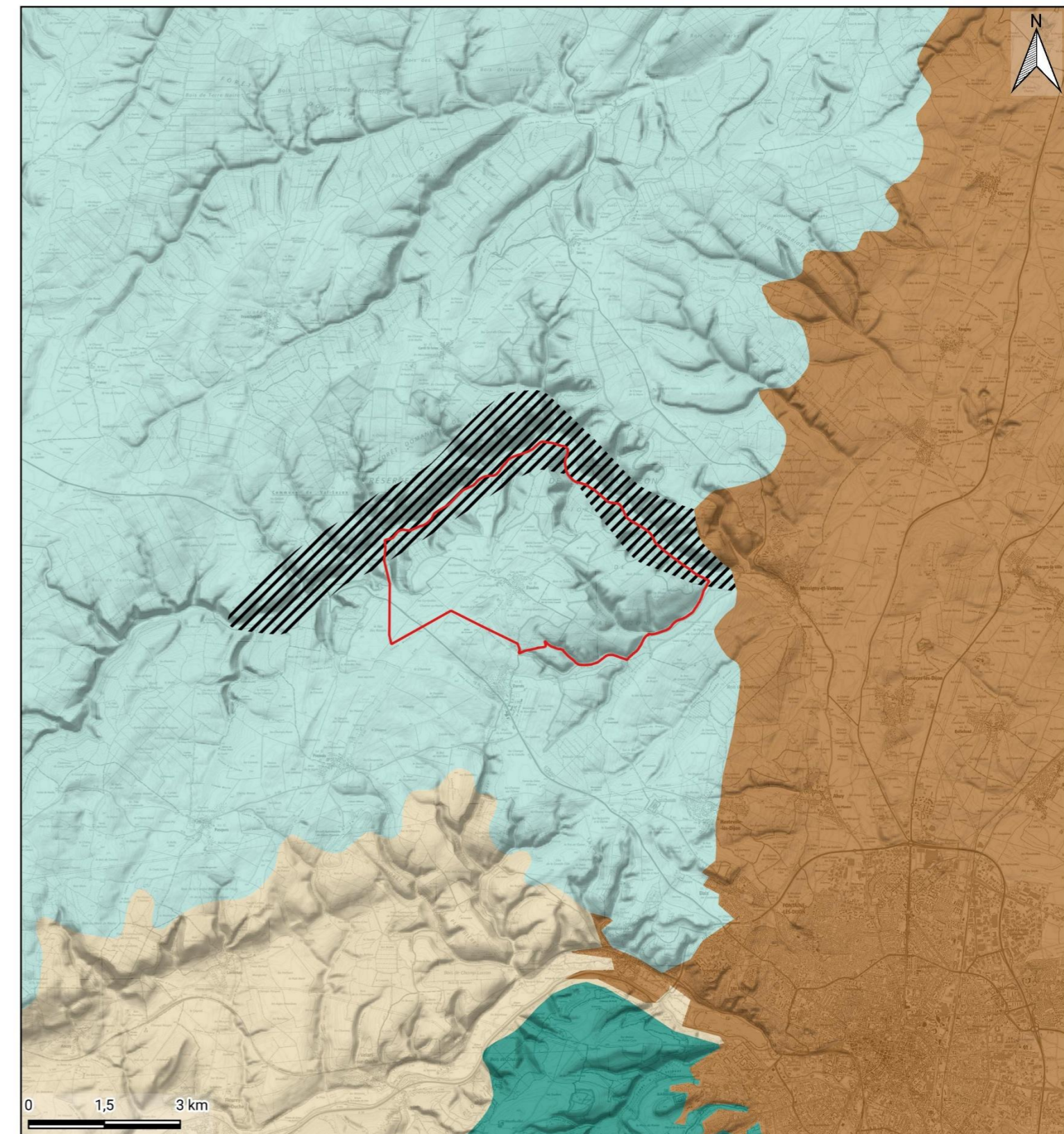
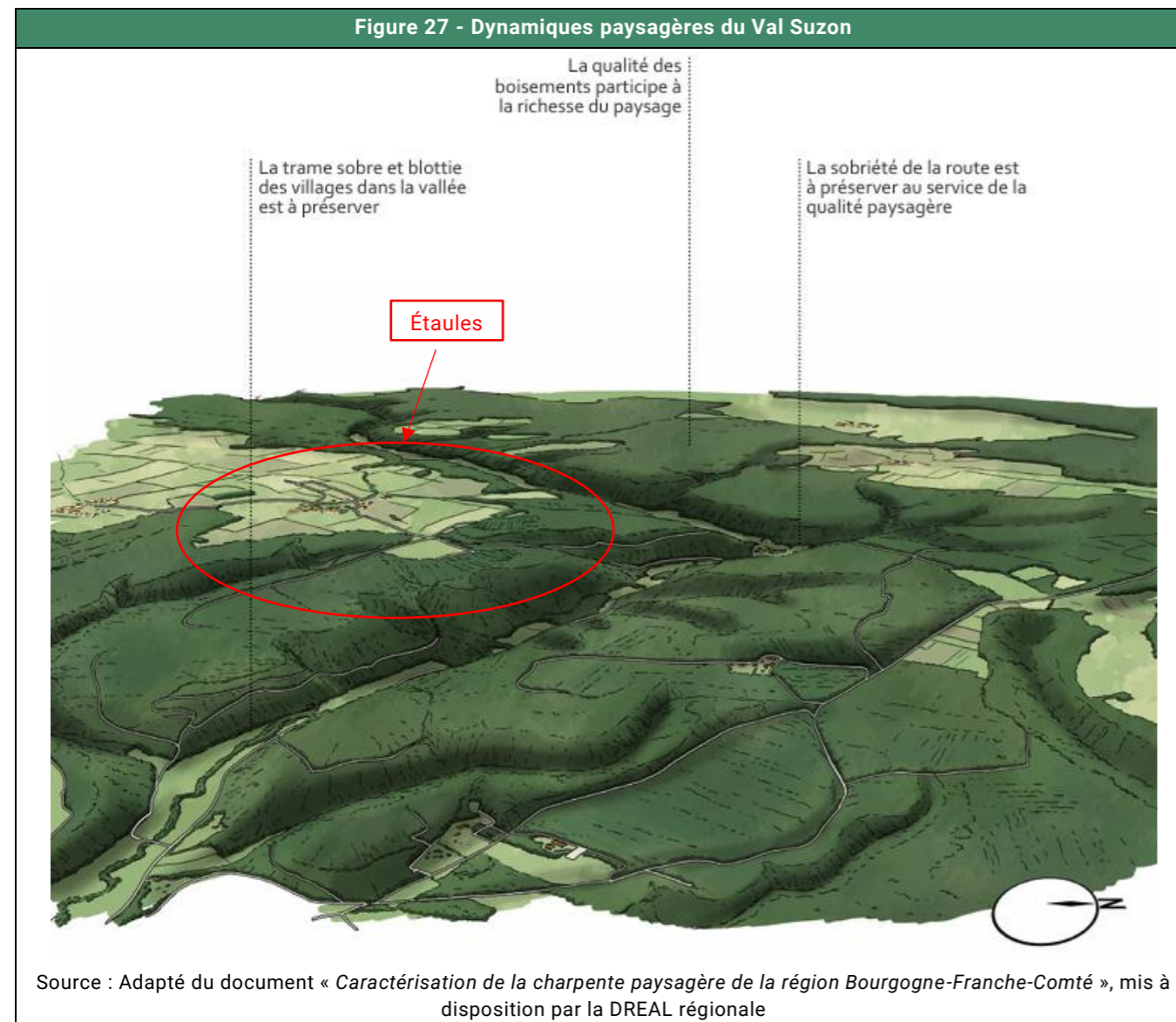
Le territoire est également associé à un patrimoine immatériel local, constitué de récits, traditions et légendes populaires, en particulier autour des sources et des éléments naturels remarquables (fontaines, cavités, reliefs singuliers). Ces éléments participent à l'identité culturelle du site et de son paysage, sans constituer des éléments patrimoniaux réglementaires.

Dans ce contexte, le paysage du Val Suzon constitue un élément structurant de l'identité communale. Sa préservation repose notamment sur le maintien :

- Des grands équilibres entre espaces boisés et espaces ouverts ;
- Des continuités écologiques et paysagères à l'échelle de la vallée ;
- De la lisibilité des formes d'implantation du bâti ;
- Des perceptions paysagères depuis les axes de circulation et les points hauts.

2.2. UNITÉ PAYSAGÈRE

La commune d'Étaules s'inscrit au sein de l'unité paysagère du Châtillonnais, située au nord-ouest du département de la Côte-d'Or. Cet ensemble se caractérise par des plateaux calcaires entaillés de vallées profondes, associés à une dominante forestière. Ce territoire constitue une zone de transition entre les plaines humides de Champagne et les premiers reliefs du Morvan. Elle se traduit par une alternance entre espaces boisés, espaces agricoles ouverts et vallées structurées par le réseau hydrographique. L'occupation humaine est marquée par des villages de taille modeste, implantés en fond de vallée ou en lisière de plateaux, en lien avec les contraintes topographiques et les ressources naturelles. Le bâti traditionnel, majoritairement en pierre calcaire, participe à l'intégration des bourgs dans leur environnement. L'unité paysagère est également caractérisée par une faible densité de population et une présence importante de milieux naturels, notamment forestiers. Une partie du territoire s'inscrit dans le périmètre du Parc national de forêts, créé en 2019, contribuant à la protection des habitats, des continuités écologiques, mais aussi des espèces faunistiques et floristiques d'intérêt patrimonial.



Carte 22 - Unités paysagères

LEGENDE

Limite administrative
 Commune d'Étaules

Milieu paysager
Paysages remarquables
 Le Val Suzon

Unités paysagères
 La plaine de Saône
 La vallée de l'Ouche
 Le Châtillonnais
 Les Côtes de Beaune et de Nuits

2.3. ÉLÉMENTS PATRIMONIAUX

La commune d'Étaules présente plusieurs éléments patrimoniaux majeurs témoignant de la richesse naturelle, paysagère et historique de son territoire.

Le territoire communal est concerné par deux dispositifs de protection liés au Val Suzon :

- Un site classé, couvrant une part importante des secteurs situés au nord et à l'est de la commune (soit plus de la moitié de la superficie communale), qui se distingue par la diversité de ses paysages et ses caractéristiques écologiques ;
- Un site inscrit, présent notamment sur les secteurs de plaine à l'ouest, qui contribue à structuration du paysage et à la préservation des caractéristiques rurales du territoire.

Ces protections traduisent la reconnaissance de l'intérêt paysager, écologique et patrimonial du Val Suzon. Elles encadrent les évolutions du territoire et contribuent à la préservation des caractéristiques naturelles et paysagères du site.

La commune n'est pas concernée par une zone de présomption de prescription archéologique. Elle comprend toutefois un site archéologique notable : l'éperon barré du Châtelet d'Étaules. Perché sur un promontoire rocheux dominant la vallée du Suzon, il témoigne d'une occupation humaine, attestée dès le Néolithique moyen (~3000 av. J.-C.), puis durant l'âge du Bronze et les deux âges du Fer. Ce site, protégé par sa configuration topographique et des aménagements défensifs anciens (fossés, talus...), constitue un témoin de l'occupation préhistorique du territoire et des stratégies d'implantation humaines en contexte de relief. Sa situation permet une lecture large du paysage et de la vallée.

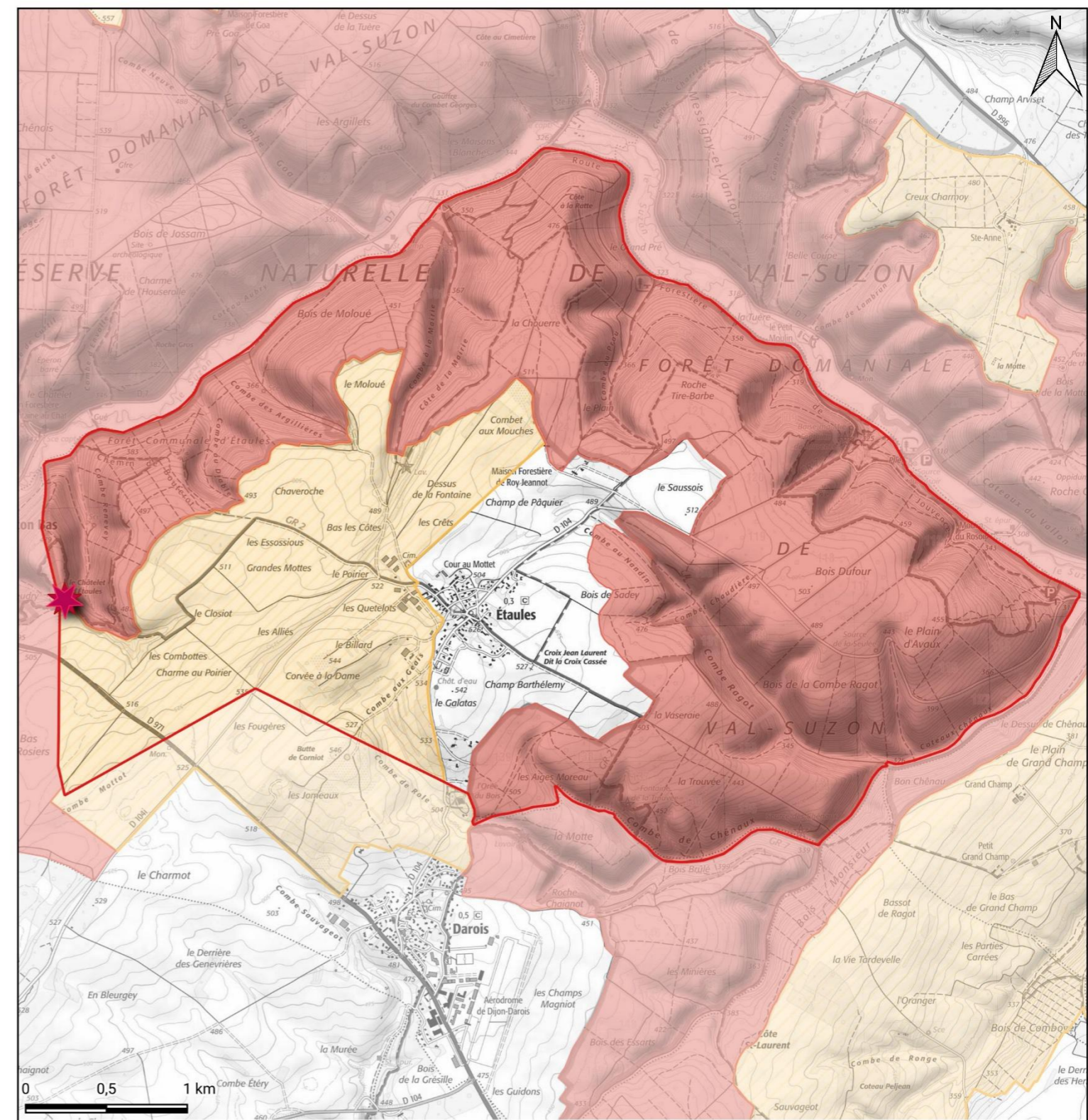


L'éperon barré du Châtelet d'Étaules depuis le GR2, GR3 et du sentier du « Bouton d'or »



Vue sur le Val Suzon depuis les GR2 et GR3.

Source : Envol Environnement



LEGENDE

Limite administrative
 Commune d'Étaules

Patrimoine
 Châtelet d'Étaules

Sites classés et inscrits

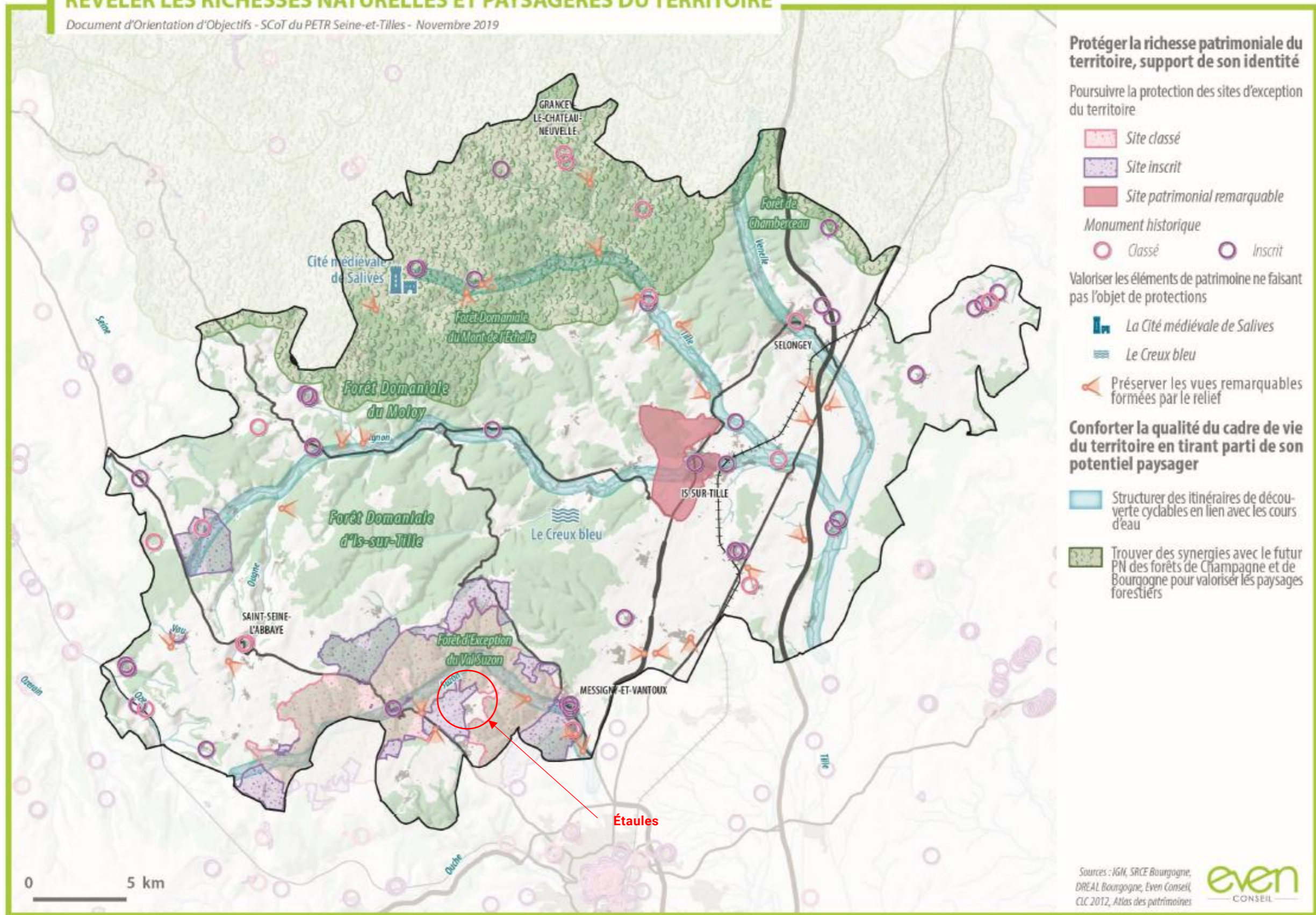
Site classé du Val-Suzon

Site inscrit du Val-Suzon

Figure 28 - Synthèse des mesures de protections patrimoniales selon le SCoT du Pays Seine-et-Tilles en Bourgogne

RÉVÉLER LES RICHESSES NATURELLES ET PAYSAGÈRES DU TERRITOIRE

Document d'Orientation d'Objectifs - SCoT du PETR Seine-et-Tilles - Novembre 2019



3. STRUCTURE PAYSAGÈRE ET ORGANISATION DU TERRITOIRE

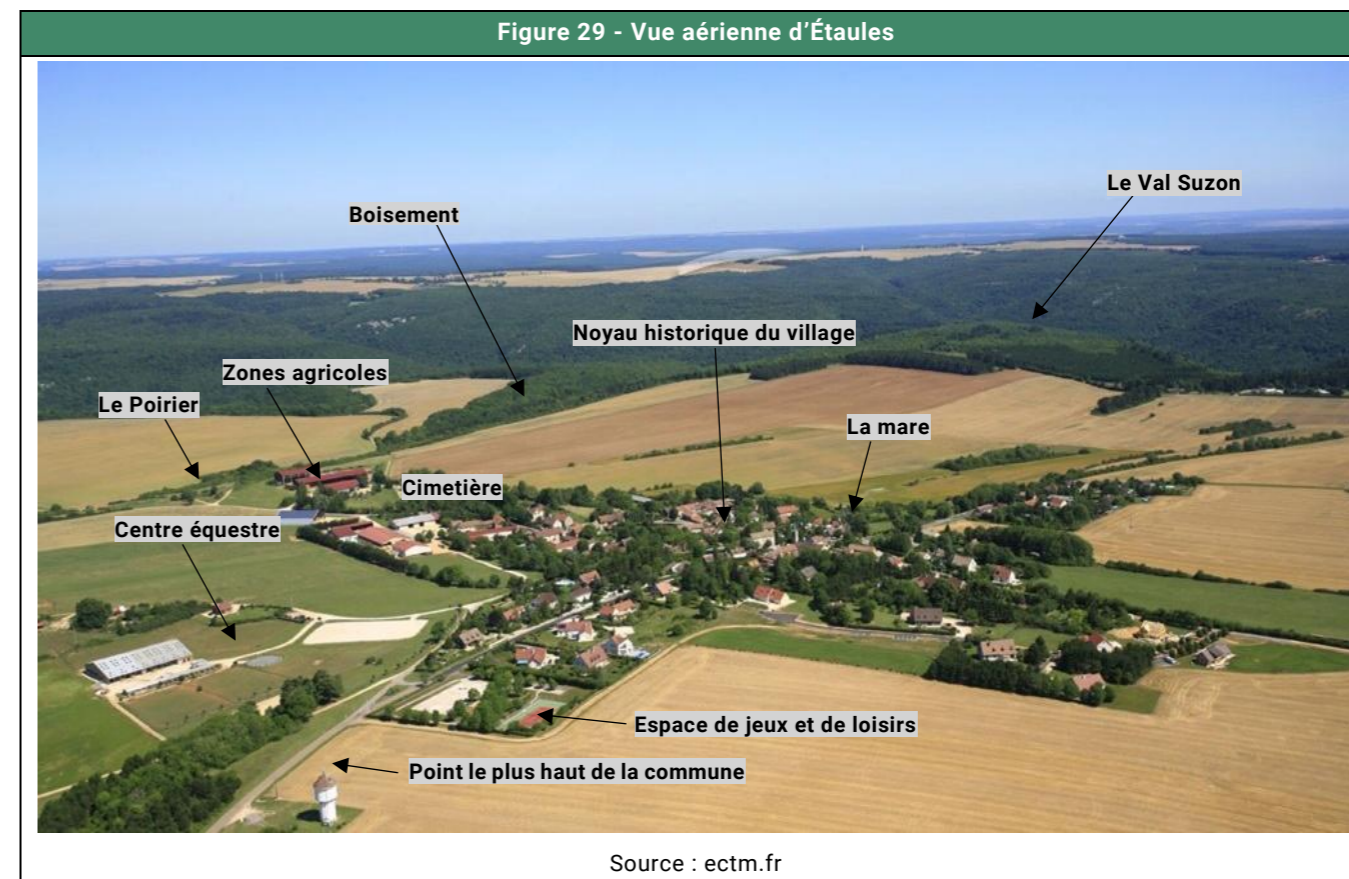
Une structure paysagère désigne l'ensemble des éléments qui composent un paysage et en déterminent les caractéristiques, permettant son identification. Ces éléments peuvent être d'origine naturelle (arbres, collines, rivières...) ou artificiels (bâtiments, jardins, routes...).

3.1. STRUCTURES PAYSAGÈRES COMMUNALES

La commune d'Étaules s'étend sur un plateau en lisière du Val Suzon, en position dominante par rapport au cours d'eau. Elle s'inscrit dans un contexte de transition entre les plateaux calcaires et les vallées entaillées du secteur. Le territoire est encadré par des massifs boisés, principalement situés au nord et en périphérie communale, structurant fortement les limites paysagères et contribuant à un paysage globalement semi-ouvert. Cette organisation génère une alternance entre espaces ouverts agricoles et secteurs boisés plus fermés.

Ainsi, le territoire est structuré par cinq grandes entités :

- Les espaces forestiers occupent la majeure partie du territoire, principalement situés au nord et à l'est, formant les limites naturelles du territoire ;
- Les terres agricoles, majoritairement consacrées aux cultures, mais ponctuées de prairies par exemple en périphérie des zones bâties ;
- Le village, situé en position centrale de la commune, organisé autour d'un noyau ancien et d'extensions linéaires ;
- Les zones à urbaniser, destinées à de futurs développements résidentiels ou économiques ;
- Les espaces de loisirs et équipements, situés principalement au sud et au sud-ouest, incluant notamment le centre équestre, les équipements publics et deux zones d'exploitations agricoles.



3.2. OCCUPATION AGRICOLE ET ESPACES OUVERTS

Les espaces agricoles occupent une part importante du territoire communal. Ils sont principalement composés de cultures, complétées par des prairies. Situées en périphérie du tissu bâti, ces espaces agricoles assurent une transition entre le village et les massifs boisés environnants. Ils contribuent à la lisibilité du paysage en créant une gradation progressive entre espaces bâtis, espaces cultivés et espaces forestiers, facilitée également par la dominance d'un relief doux. Cette transition est particulièrement visible au niveau des deux entrées principales du village, au nord et au sud.

3.3. TRAME VERTE ET CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Le territoire est structuré par un maillage de haies bocagères, de bosquets et de vergers ponctuels, qui accompagnent les parcelles agricoles et les chemins ruraux. Cette trame végétale assure les connexions entre le tissu bâti, les espaces agricoles et les massifs boisés périphériques, contribuant au maintien des continuités écologiques à l'échelle communale. Ponctuellement, des patches de zones boisées assurent une continuité avec les reliefs forestiers environnants, notamment en direction du Val Suzon.

3.4. LECTURE PAYSAGÈRE ET PERCEPTIONS VISUELLES

L'organisation du paysage communal repose sur une alternance entre espaces ouverts agricoles et espaces boisés, structurant les perceptions visuelles. Le maillage boisé encadre globalement les vues vers le village et limite les perspectives lointaines. Toutefois, certains secteurs présentent des ouvertures visuelles, notamment à l'ouest du territoire, au niveau du secteur du Poirier, offrant des vues sur le Val Suzon. La transition entre le village et les espaces boisés est particulièrement lisible au niveau des deux principales entrées du village, au nord et au sud, où le contact entre tissu bâti, espaces agricoles et boisements est clairement perceptible. Dans l'ensemble, cette structure contribue à la diversité des ambiances paysagères à l'échelle communale.

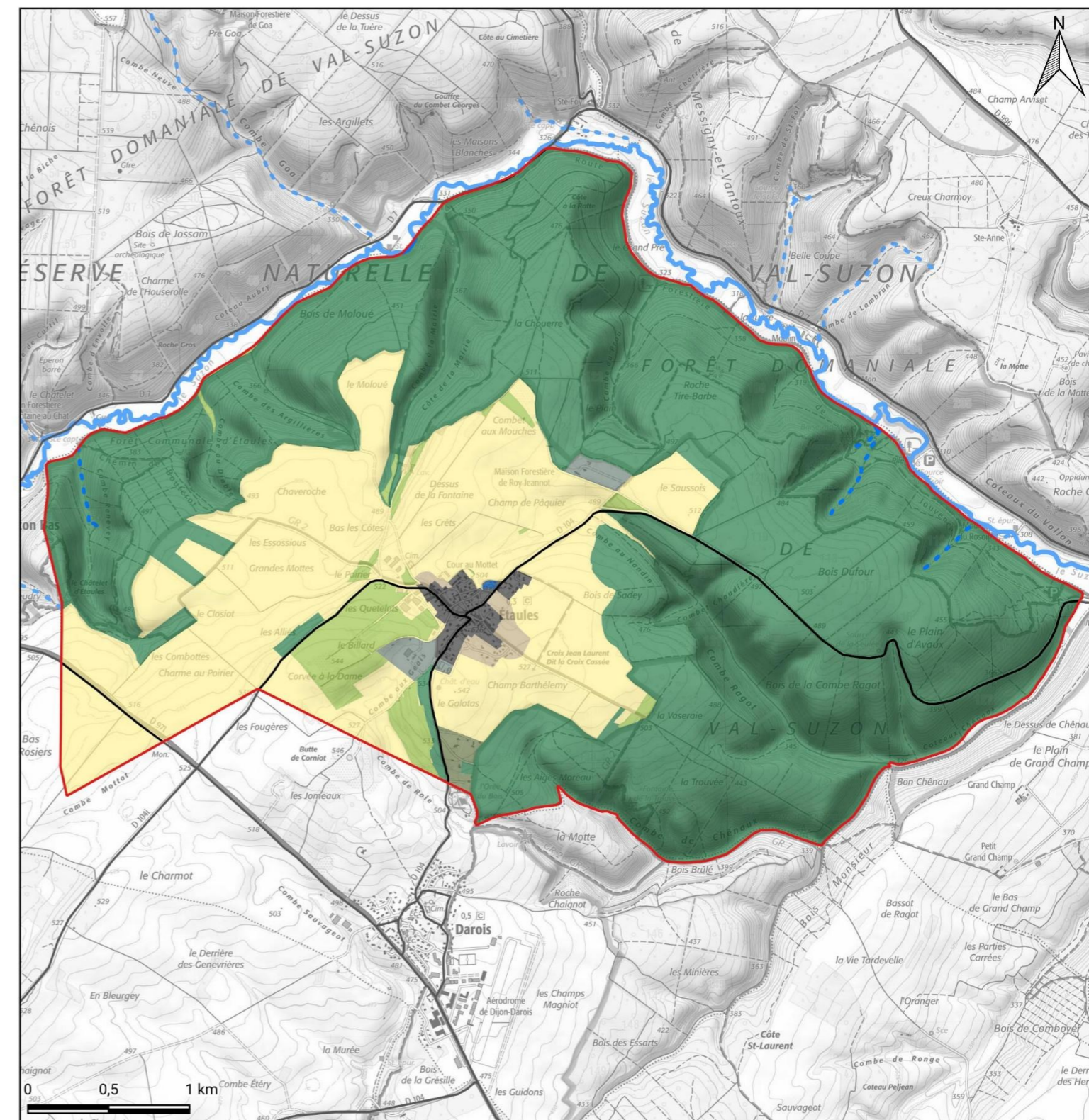
3.5. ORGANISATION DU TISSU BÂTI ET ÉQUIPEMENTS

Le village s'organise de manière compacte autour d'un noyau ancien structuré autour de l'église Saint-Barthélemy. Le tissu bâti s'est développé progressivement, notamment vers l'est le long de la rue d'Hauteville. La commune dispose de plusieurs équipements publics et de loisirs répartis dans le tissu bâti et en périphérie, notamment une aire de jeux et de loisirs, un four à pain, un espace polyvalent et des équipements sportifs situés au sud du village (ancien terrain de tennis en cours de transformation en skatepark)... Un centre équestre est également implanté en continuité du tissu urbain (au sud de la trame bâtie), tandis qu'une ferme pédagogique est présente à distance du bourg, en bordure du massif forestier au nord de la commune. Par ailleurs, le secteur du Poirier, du banc de la Croix-Cassée ou encore les abords de la mare constituent également des espaces de repos et de respiration dans le tissu communal (cadre semi-ouvert). Ces équipements participent à la structuration fonctionnelle du territoire communal et à la diversité des usages.

3.6. INTERFACES PAYSAGÈRES ET TRANSITIONS

Les interfaces paysagères correspondent aux zones de contact entre les différentes structures du paysage. Sur la commune, elles se manifestent de manière variée, parfois nettes (par exemple entre le boisement situé au sud et les cultures environnantes), parfois plus progressives (transitions douces entre espaces naturels, agricoles puis bâtis). Ainsi, elles sont assurées par un réseau de haies bocagères dense, complété par des bosquets, des arbres fruitiers ponctuels ou des petits vergers, qui renforcent l'identité paysagère. Ces essences locales participent à la fois au maintien d'espaces de production à vocation utilitaire et vivrière et à la continuité visuelle et écologique des paysages, en assurant la transition entre espaces agricoles, espaces boisés et espaces urbanisés. Ces interfaces jouent un rôle structurant dans la lecture du paysage et dans le maintien des continuités écologiques.

Le centre-bourg s'organise autour d'un noyau ancien structuré autour de l'église Saint-Barthélemy. Le développement urbain s'est progressivement étendu vers l'est. À noter la continuité architecturale le long de la rue d'Hauteville. Au nord-ouest, l'interface entre habitat et espaces agricoles intègre des activités commerciales et de vente directe contribuant à la dynamique locale. Ces éléments sont plus récents et leur architecture fonctionnelle est fonctionnelle. Au sud et au sud-ouest, la transition vers les espaces de loisirs regroupe les équipements publics et récréatifs. Enfin, la commune est structurée par la D104, axe principal reliant le nord-est au sud, complété par un réseau de chemins secondaires offrant des connexions locales et des points de vue sur le territoire.



Carte 24 - Structures paysagères

LEGENDE

Limite administrative

Commune d'Étaules

Structures paysagères

Anthropisées et dynamiques

Mosaïque végétale habitée

Espaces agricoles en transition urbaine

Espaces ouverts artificialisés (équipements et loisirs)

Mare artificielle

Secteurs urbanisés

Réseau routier principal

Hydrographiques et continuités aquatiques

Suzon

Écoulements temporaires

Végétales et agro-naturelles

Boisements

Prairies permanentes

Terres agricoles (cultures et prairies temporaires)



Comme le montrent les photographies, le réseau de haies et le bocage constituent un élément structurant du paysage communal. Ils participent à la délimitation des parcelles agricoles et à la structuration de la trame paysagère.

Ce maillage végétal assure des continuités entre les espaces agricoles et les massifs boisés environnants, notamment en direction de la forêt domaniale du Val Suzon.

Cette trame bocagère participe à la richesse biologique du site en offrant des habitats et zones de déplacement favorables à la faune.

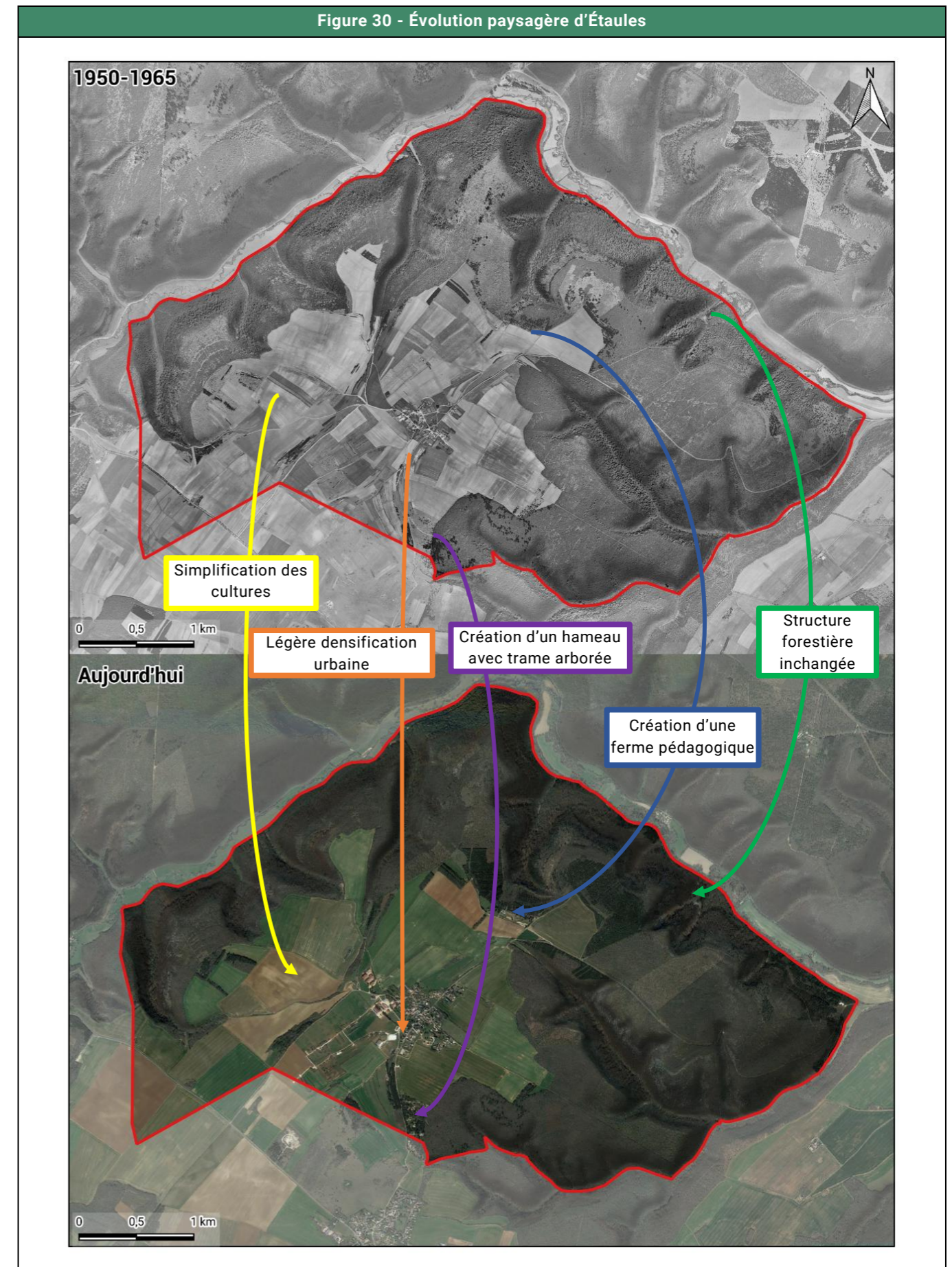
Exemples d'interfaces paysagères entre le bâti et les cultures.

3.7. ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE PAYSAGÈRE COMMUNALE

La structure générale de la commune d'Étaules est restée globalement stable depuis le milieu du XXe siècle. Le centre historique du village, organisé autour du clocher de l'église Saint-Barthélemy, conserve une organisation circulaire caractéristique. Cette structure constitue le noyau initial du village et un repère visuel majeur dans l'organisation du tissu bâti. Les principaux axes de circulation ont évolué, sans modification majeure de leur tracé général. Les entrées nord et sud du village conservent un rôle structurant dans l'organisation des flux et des accès à la commune. Depuis les années 1950, certains axes secondaires ont structuré le développement du bâti, notamment vers l'est, accompagnant l'implantation de constructions résidentielles et d'équipement tels que le centre équestre, lesquels ont diversifié la trame bâtie. Le développement résidentiel s'est principalement réalisé en continuité du noyau ancien, en particulier le long de l'axe est, en lien avec le tissu existant.

Deux entités récentes s'inscrivent toutefois en situation d'écart, en discontinuité du tissu bâti principal : le hameau habité des Aigles Moreaux et de la Croix Verrin (limite sud-est) et la ferme pédagogique (bordure de boisement, au nord du territoire), qui empiètent sur d'anciennes terres agricoles.

Les espaces agricoles et boisés présentent une organisation globalement stable, participant à la permanence des grandes structures paysagères communales. Le remembrement agricole du XXe siècle a conduit à une augmentation de la taille des parcelles et à une diminution du nombre d'exploitations, sans remettre en cause la structure générale du paysage rural. Une alternance entre cultures et prairies demeure toutefois présente. Le maillage de haies, particulièrement développé au sud du territoire, constitue toujours un élément structurant du paysage rural d'Étaules.



4. SENSIBILITÉS VISUELLE

Les sensibilités paysagères désignent les éléments du paysage (relief, vues, végétation, patrimoine, ambiance, etc.) qui présentent une valeur particulière et qu'il est important de préserver, mettre en valeur ou prendre en compte lors de l'aménagement du territoire. Dans le cadre d'un document d'urbanisme, elles permettent d'identifier les zones où le paysage est fragile, remarquable ou structurant, afin d'orienter les règles d'urbanisme (construction, implantation, densité, matériaux...) dans le respect de ces qualités paysagères.

La carte des sensibilités paysagères présentée ci-après a été élaborée à partir de plusieurs critères d'analyse : l'occupation du sol, le degré de visibilité (ouverture du paysage, zones urbanisées, accessibilité) ainsi que la présence d'éléments remarquables à préserver tels que le Val Suzon, le Poirier ou encore le cœur historique de la commune. Sur la base de ces paramètres, trois niveaux de sensibilité ont été définis : forte, modérée et faible, permettant de hiérarchiser les secteurs en fonction de leur valeur paysagère et de leur fragilité visuelle (voir carte page suivante).

4.1. ZONES DE SENSIBILITÉ VISUELLE FORTE

Les zones de forte sensibilité visuelle concernent une part importante du territoire communal. Elles regroupent les secteurs qui structurent la perception globale du paysage communal, en raison de leur exposition, de leur rôle dans la composition du grand paysage et de leur contribution à l'identité du Val Suzon.

Elles reposent en premier lieu sur les ensembles naturels majeurs que constituent les massifs boisés et les versants du Val Suzon (site classé et inscrit). Ces éléments forment la trame paysagère dominante du territoire et participent à sa lecture d'ensemble. Les autres espaces boisés périphériques participent également à cette sensibilité forte, en tant qu'éléments structurants du paysage.

À cette structure de fond s'ajoutent les secteurs d'ouverture visuelle, qui permettent des perceptions lointaines du relief et de la vallée. Ces points de vue constituent des cônes visuels majeurs du territoire, notamment depuis l'ouest de la commune, au niveau du secteur du Poirier.

Enfin, la perception du paysage est également structurée par des axes de découverte. Le sentier de grande randonnée GR2 traverse des espaces à forte sensibilité visuelle en offrant des séquences paysagères continues, tandis que la route départementale D104 participe à la lecture longitudinale du territoire et à la perception des différentes ambiances paysagères.

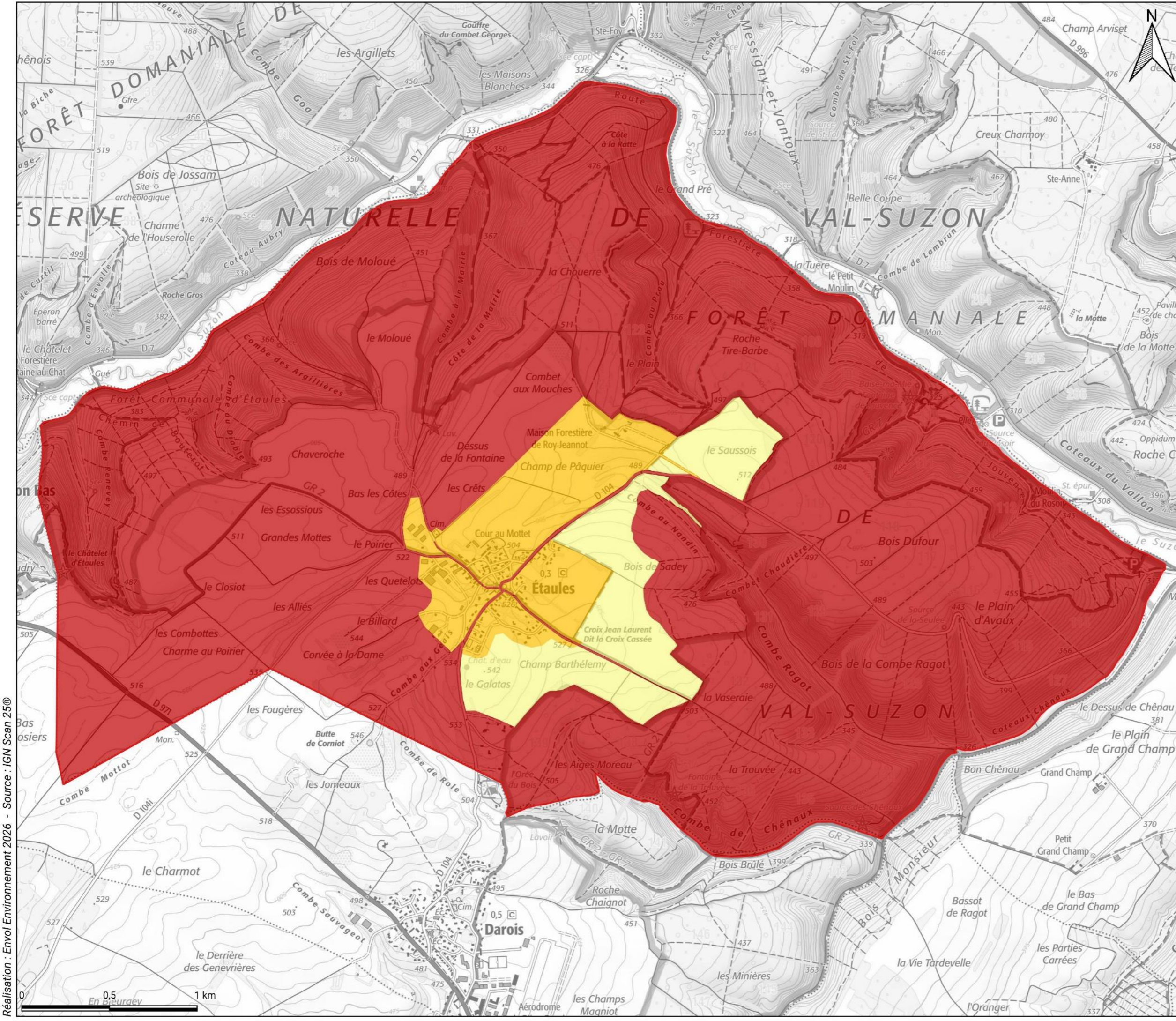
4.2. ZONES DE SENSIBILITÉ VISUELLE MODÉRÉE

Les zones de sensibilité visuelle modérée regroupent principalement la trame bâtie du bourg et ses abords immédiats. Le centre-bourg, structuré autour du noyau ancien, constitue un espace de transition entre espaces agricoles et espaces naturels. Les franges agricoles, le centre équestre et les équipements de loisirs participent également à cette interface entre espaces construits et espaces ouverts. Les vallonnements situés au nord de la commune constituent quant à eux des secteurs de perception du village, offrant des vues cadrées sur le bourg. Les équipements et activités situés en périphérie, tels que la ferme pédagogique implantée au nord du territoire et la structure associative de la maison forestière de Roy Jeannot, s'inscrivent dans cette logique d'organisation du tissu communal et dans la diversité des usages du territoire. Ces éléments participent à la lecture progressive du paysage communal et conditionnent l'insertion des constructions dans leur environnement, contribuant ainsi à la qualité du cadre de vie.

4.3. ZONES DE SENSIBILITÉ VISUELLE FAIBLE

Les zones de faible sensibilité visuelle correspondent principalement aux espaces agricoles ouverts situés en partie est de la commune, entre le bourg et les massifs forestiers. Ces espaces, caractérisés par de larges parcelles et la faible densité (voire l'absence) d'éléments bâtis ou végétaux structurants, présentent une exposition visuelle plus limitée.

Carte 25 - Sensibilités visuelles



LEGENDE

Limite administrative
Commune d'Étaules

Sensibilités paysagères
Forte
Modérée
Faible

Réalisation : Envol Environnement 2026 - Source : IGN Scan 25®



Climat, air, énergie



1. PRÉAMBULE ET SOURCES

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV - 2015), ainsi que les plans d'action qui l'accompagnent, visent à permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et à la préservation de l'environnement, ainsi que de renforcer son indépendance énergétique. La loi fixe ainsi des objectifs à moyen et long terme notamment en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de consommation énergétique et d'augmentation de la part des énergies renouvelables. À l'échelle régionale et locale, ces objectifs sont déclinés au sein des SRADDET et des PCAET, puis des documents d'urbanisme, SCOT et PLU (pour rappel, l'ensemble des acronymes utilisés sont détaillés dans la liste des acronymes).

Ce chapitre s'appuie sur différentes sources d'informations : bases de données, sites et documents en libre accès... Ces sources peuvent être spécifiques à chaque thématique, telles que recensés ci-après, ou plus généralistes (ex : encyclopédie en ligne, Géoportail).

Figure 31 - Sources pour l'étude du climat, de l'air et de l'énergie

Climatologie
<ul style="list-style-type: none"> Météo France, notamment: <ul style="list-style-type: none"> Rapport d'évaluation environnementale du Contrat de Plan État Région (CPER) de Bourgogne-Franche-Comté 2021-2027 Données météorologiques de la station de Saint-Martin-du-Mont (dont utilisation et visualisation des données Météo France à travers la fiche climatique disponible sur https://meteo.data.gouv.fr/ et les graphiques réalisés par https://www.infoclimat.fr/) Climadiag-commune : évolutions climatiques à l'échelle de la commune, basées sur la Trajectoire de Réchauffement de référence pour l'Adaptation au Changement Climatique Météorage : données sur l'activité orageuse : https://www.meteorage.com/ Outil interactif du Centre de Recherche Commun (Joint Research Centre - JRC) de la Commission européenne pour évaluer le potentiel solaire des territoires : <i>Photovoltaic Geographical Information System</i> (PVGIS, version 5.2) - https://re.jrc.ec.europa.eu/pvg_tools/fr/
Gaz à effet de serre et qualité de l'air
<ul style="list-style-type: none"> Plateforme internet de l'observation et prospective territoriale énergétique à l'échelle régionale (OPTeER) : https://www.opteer.org/ Réseau de surveillance de la qualité de l'air : https://www.atmo-bfc.org/ Site internet de l'observatoire régional air-climat-énergie Bourgogne-Franche-Comté (ORECA) : https://oreca-bfc.fr/

2. CLIMAT

2.1. CONTEXTE CLIMATIQUE

2.1.1. Influences climatiques

Le climat de la Côte-d'Or est marqué par une double influence, océanique et semi-continentale. Ce mélange confère au département un climat aux caractéristiques contrastées.

L'influence océanique, arrivant par l'ouest, se manifeste par des précipitations régulières en toutes saisons et une certaine variabilité du temps. Cette humidité modérée, mais constante, couplée à la douceur des printemps, est particulièrement favorable au développement de la vigne, notamment sur les versants bien exposés de la côte viticole.

À l'inverse, l'influence semi-continentale, plus marquée à mesure que l'on progresse vers l'est et le nord-est du département, engendre des hivers rigoureux avec des chutes de neige relativement fréquentes. Les étés y sont plus chauds que sur le littoral, ponctués de violents orages parfois accompagnés de grêle, voire de phénomènes venteux extrêmes. Cette configuration crée une forte amplitude thermique annuelle, atteignant environ 18 °C entre le mois le plus froid et le plus chaud, une des plus élevées de France.

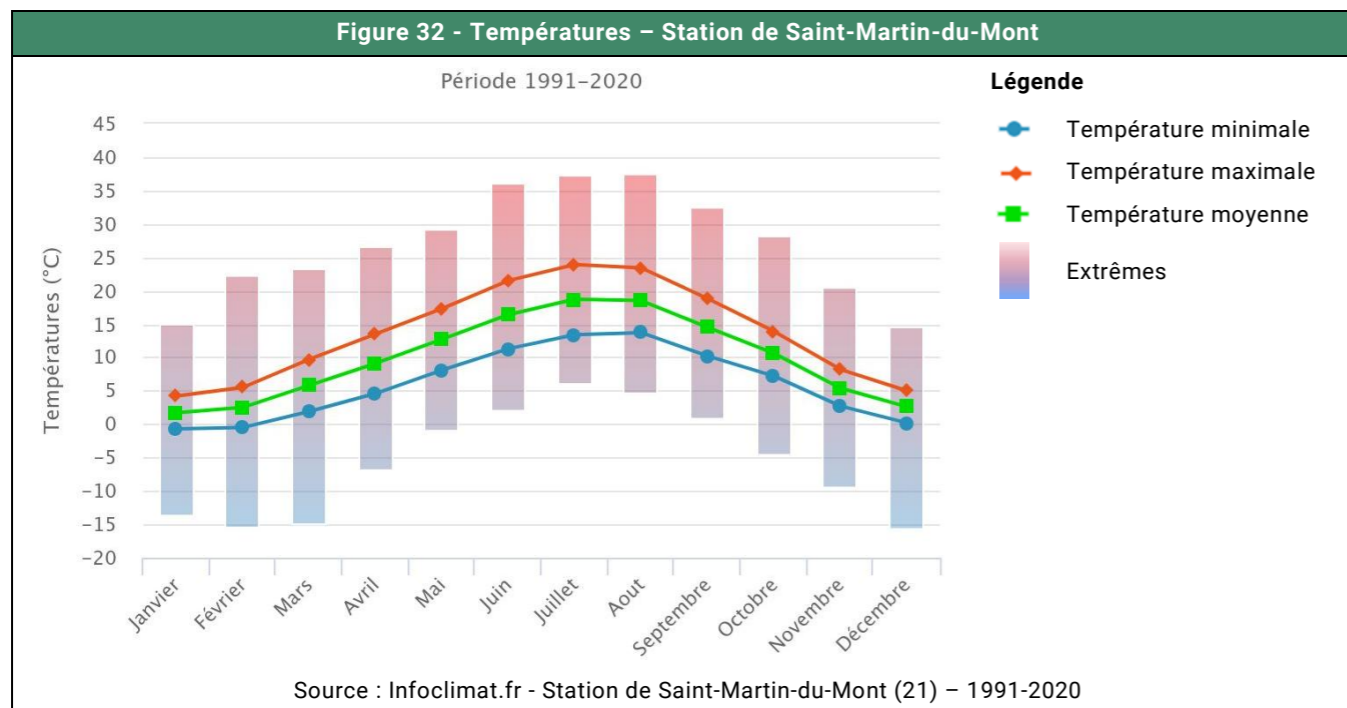
2.1.2. Climatologie locale

Pour caractériser le climat local du projet, la station météorologique de Saint-Martin-du-Mont, située à ~15 km au nord-ouest d'Étaules, a été retenue comme référence. Ce choix repose à la fois la disponibilité de séries météorologiques suffisamment longues et continues, permettant d'établir des normes climatiques fiables, ainsi que sur la forte similarité entre les deux communes. En effet, leur proximité géographique, leur appartenance au même étage topographique (altitudes comparables et relief de plateau), ainsi que la faible influence urbaine garantissent une bonne représentativité des conditions climatiques observées. Ces éléments peuvent par ailleurs permettre une cohérence accrue pour l'analyse des caractéristiques écologiques d'Étaules, notamment en ce qui concerne les habitats secs et les pelouses calcaires, mais aussi pour l'étude de la phénologie, ainsi que des dynamiques de gel et de sécheresse.

Température

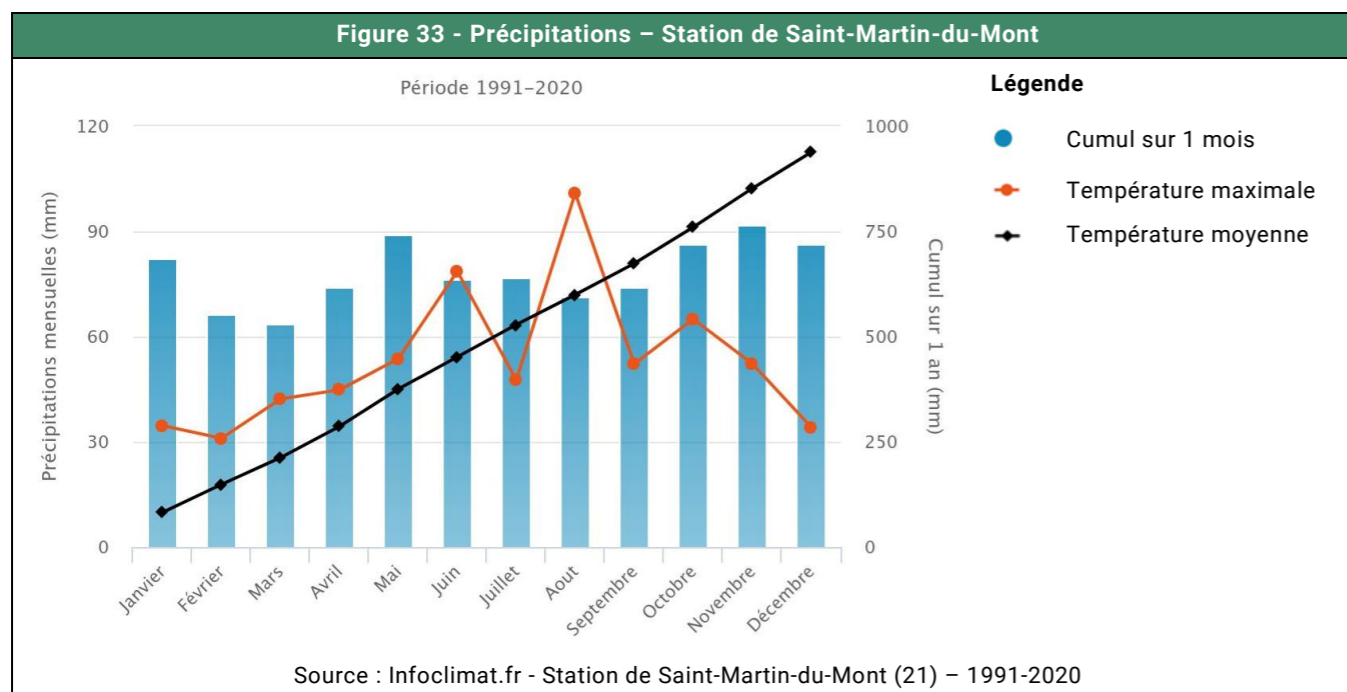
La commune présente les caractéristiques climatologiques d'un climat semi-continentale, avec des hivers relativement froids et des étés relativement chauds, marqué par des amplitudes thermiques importantes et un nombre significatif de jours de gel.

Sur la série temporelle de 1991 à 2020, la température annuelle moyenne est d'~9,9 °C, la température moyenne mensuelle est inférieure à cette valeur de novembre à avril et supérieure de mai à septembre. Les températures moyennes les plus basses sont enregistrées entre décembre et février, avec moins de 3 °C (et proche de -1 °C pour les températures moyennes minimales de janvier). Les températures moyennes les élevées sont enregistrées en juillet et août avec plus de 18 °C (et proche de 24 °C pour les températures moyennes maximales de juillet). En moyenne, sont comptés 68,3 jours avec des températures nulles ou négatives (jours de gel potentiel) et 37,4 jours avec une température supérieure ou égale à 25 °C (dont 7,6 jours avec une température supérieure ou égale à 30 °C).



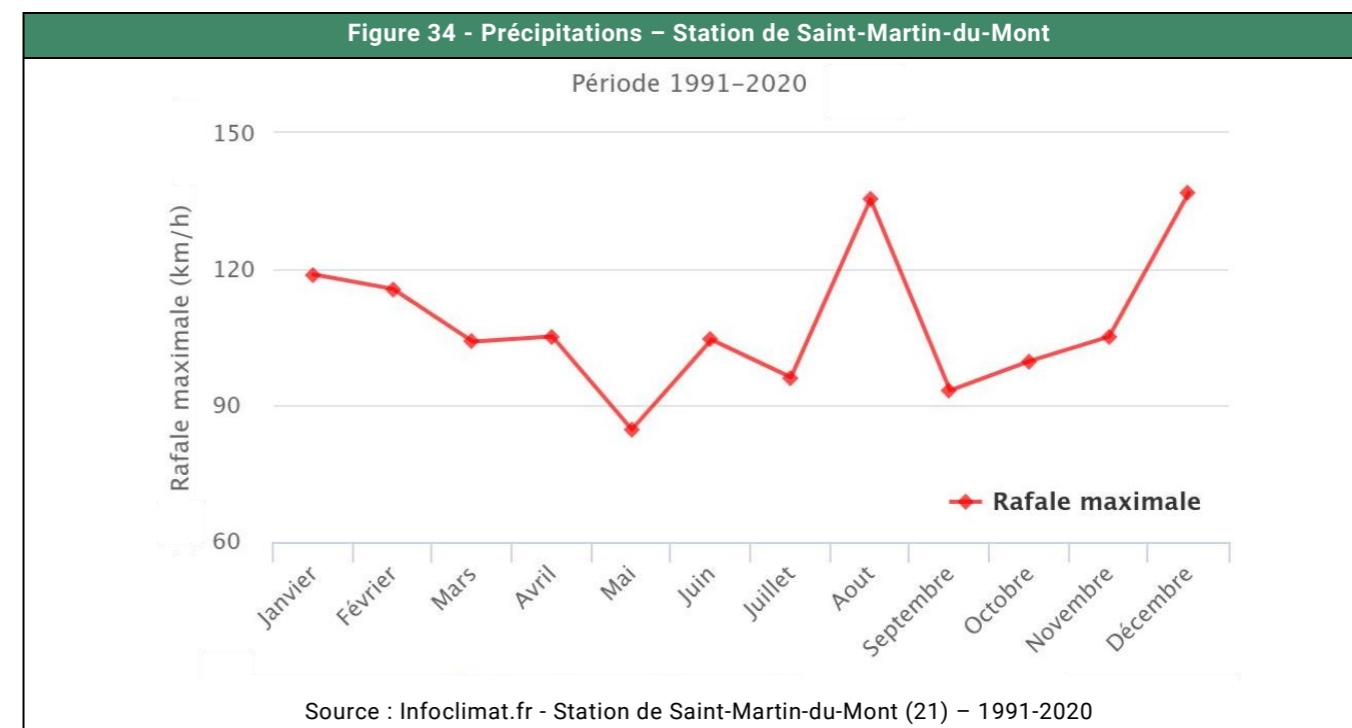
Pluviométrie

Sur la série temporelle de 1991 à 2020, les précipitations moyennes annuelles sont d'environ 938,1 mm. Elles sont plus importantes à la fin du printemps (mai) et la fin de l'automne/le début de l'hiver (octobre à décembre) avec une moyenne mensuelle supérieure à 80 mm, tandis que les mois les moins arrosés sont ceux de février et mars, avec une moyenne mensuelle inférieure à 70 mm. En été, les précipitations sont peu fréquentes, bien que certains orages engendrent d'importants cumuls de pluie. En moyenne, 133,5 jours de précipitations sont comptés dans l'année, dont 63,8 jours avec des précipitations supérieures ou égales à 5 mm. Il neige en moyenne entre 15 et 20 jours par an (avec un record de 47 jours en 2010).



Vent

Sur la série temporelle de 1991 à 2020, le nombre moyen de jours avec des rafales de vent conséquentes n'est pas précisé. En revanche, il est à noter que les vents les plus forts semblent avoir lieu en période estivale (juillet) et en période hivernale (décembre/janvier), avec des rafales maximales de vents enregistrées à 38 m/s (soit 136,8 km/h) en juillet 2011. Le nombre de jours moyen



Conditions météorologiques extrêmes

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, l'analyse des données climatiques extrêmes constitue un élément important pour mieux appréhender les contraintes naturelles du territoire. Les épisodes de fortes chaleurs, de gel intense, de pluies exceptionnelles ou encore de vents violents peuvent en effet influencer le fonctionnement des milieux, accentuer certains aléas (retrait-gonflement des sols, ruissellement, érosion, chutes d'arbres) et impacter la durabilité des aménagements.

La prise en compte de ces événements permet ainsi d'orienter les choix d'aménagement et de zonage en intégrant les risques climatiques, d'adapter les règles d'urbanisme (implantation, gestion des eaux pluviales, choix des essences végétales, etc.) et de renforcer la résilience du territoire face aux évolutions climatiques. Elle contribue également à assurer la sécurité des biens et des personnes, tout en favorisant un développement cohérent et durable à l'échelle communale.

Figure 35 - Données climatiques extrêmes – Station de Saint-Martin-du-Mont

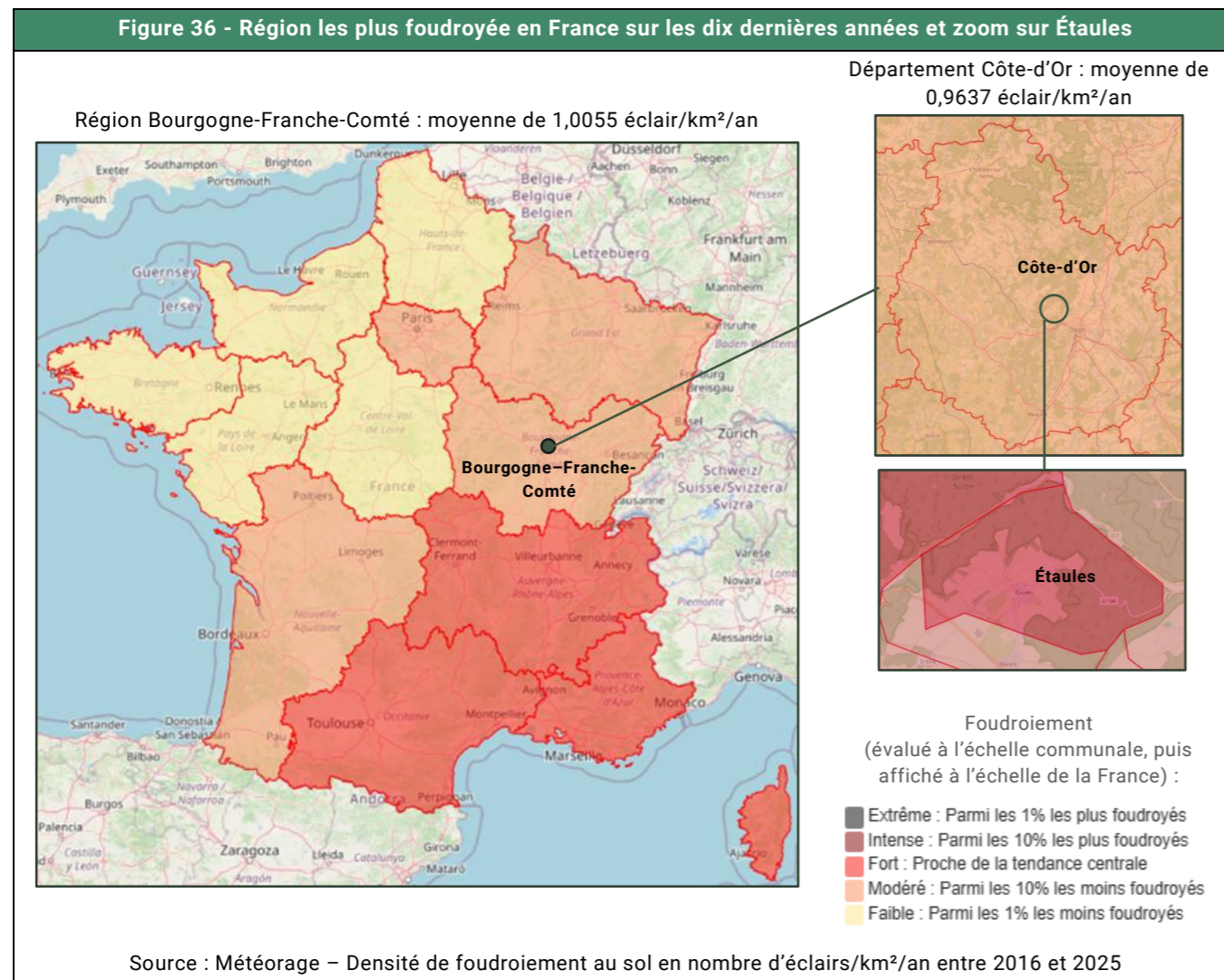
Thèmes	Station de Saint-Martin-du-Mont
Température la plus élevée	37,4 °C (août 2003)
Température la plus basse	- 15,7 °C (décembre 2009)
Pluviométrie quotidienne maximale	100,9 mm (août 2024)
Rafale maximale de vent	38 m/s soit 136,8 km/h (décembre 1999)

Source : Météo France - Station de Saint-Martin-du-Mont (21) – 1991-2026

Orages et foudres

La prise en compte de l'activité orageuse permet de mieux caractériser les conditions climatiques locales et leurs incidences sur l'aménagement du territoire. Les épisodes orageux, souvent associés à des pluies intenses et à des rafales de vent, peuvent engendrer des phénomènes de ruissellement rapide et des contraintes ponctuelles sur les zones urbanisées et les infrastructures. L'analyse de cet indicateur contribue ainsi à intégrer les enjeux de gestion des eaux pluviales, de prévention des désordres et d'adaptation du bâti aux aléas climatiques. Elle participe à une meilleure anticipation des risques et à un aménagement du territoire plus résilient et adapté aux spécificités locales.

L'activité orageuse en France est sensiblement plus marquée dans le sud et le sud-est du territoire, les mouvements convectifs étant favorisés près des reliefs et dans les régions méridionales. Les analyses de Météorage sur les 20 dernières années mettent en évidence une remontée progressive de la ceinture orageuse vers le nord et un allongement de la saison orageuse, avec des épisodes plus précoces au printemps et plus tardifs à l'automne. La répartition spatiale de la foudre demeure toutefois très hétérogène d'une année à l'autre, ce qui maintient des enjeux constants en matière de prévention et de gestion du risque (même lors d'années peu actives). Selon Météorage, la région Bourgogne-Franche-Comté connaît une activité orageuse régulière, principalement estivale, qualifiée de modérée, tandis qu'à une échelle plus fine elle est considérée comme forte sur la commune d'Étaules.



Potentiel solaire

L'analyse du potentiel solaire permet d'appréhender les capacités du territoire en matière de production d'énergie renouvelable. Elle repose sur l'évaluation des conditions d'ensoleillement et de l'exposition des surfaces, afin d'identifier les secteurs favorables au développement du solaire photovoltaïque et thermique. Cette approche contribue à caractériser les enjeux liés à la transition énergétique à l'échelle communale et à intégrer les possibilités de valorisation de l'énergie solaire dans les choix d'aménagement. Elle constitue ainsi un élément d'aide à la décision pour une planification territoriale intégrant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux enjeux climatiques.

À l'échelle régionale et locale, les données d'ensoleillement issues des synthèses Météo-France indiquent pour 2025 un ordre de grandeur d'~2 092 h d'ensoleillement pour la Bourgogne-Franche-Comté, ~2 106 h pour le département de la Côte-d'Or. Ces valeurs, issues de compilations statistiques de stations de référence, traduisent un contexte d'ensoleillement globalement homogène et dans la moyenne nationale.

Le rayonnement global désigne la quantité totale d'énergie solaire reçue par une surface horizontale au sol, intégrant le rayonnement direct (venant du soleil) et le rayonnement diffus (lumière solaire dispersée par l'atmosphère, les nuages, les aérosols...). Il est exprimé en joules par centimètre carré (J/cm²) sur une période donnée. Les données de rayonnement global n'étant pas disponibles directement pour la commune d'Étaules (ni pour la station météorologique de Saint-Martin-du-Mont), la station de Dijon-Longvic a ici été retenue comme station de référence (à ~30 km au sud-est). Bien que son contexte de plaine et son caractère urbain puissent légèrement affecter le rayonnement solaire reçu, ces données restent représentatives à l'échelle du territoire. Le rayonnement global moyen annuel y est de 448 113 J/cm², soit ~1244 kWh/m², avec des maxima observés en juin et juillet.

Figure 37 - Rayonnement global (en J/cm²) - Station de Dijon-Longvic

Thèmes	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Durée moyenne d'insolation	11026	18563	35266	48714	59936	65359	66163	56840	41022	24013	12464	8747

Source : Météo France - Station de Dijon-Longvic (21) – 1991-2020

Dans le cadre de cette évaluation environnementale, l'analyse du potentiel solaire de la commune d'Étaules a ensuite été affinée à partir de l'outil PVGIS (JRC – Commission européenne, version 5.2), fondé sur des données climatiques satellitaires et des réanalyses météorologiques. Ce dernier permet d'estimer un gisement solaire de l'ordre de 1200 à 1470 kWh/m²/an, en fonction des hypothèses d'orientation et d'inclinaison des surfaces recevant l'ensoleillement.

2.2. CHANGEMENT CLIMATIQUE

2.2.1. État des lieux

Au cours des dernières décennies, la région Bourgogne–Franche-Comté a connu un réchauffement climatique significatif, avec une hausse moyenne des températures annuelles d'environ +1,3 °C entre 1959 et 2018, plus marquée en été et en fin d'année (températures maximales estivales et minimales hivernales). Ce réchauffement se traduit concrètement par des étés plus chauds, des hivers moins froids, ainsi que par une augmentation de phénomènes météorologiques extrêmes et irréguliers.

Les précipitations annuelles deviennent plus irrégulièrement : périodes plus sèches en début d'année, plus humides en fin d'année, ainsi que des épisodes plus fréquents de pluies intenses et orageuses, jouant notamment sur les risques d'inondation localisés, ce qui devrait s'accroître selon les projections climatiques régionales. Les projections climatiques régionales (fiche régionale Trajectoire climatique de référence - TRACC) indiquent qu'à l'horizon 2050, la région pourrait connaître en moyenne 20 à 29 journées estivales anormalement chaudes et 8 à 19 nuits chaudes par été, contre environ 13 jours et 3 nuits avant 2005, tandis que des projections à plus court terme suggèrent également une hausse supplémentaire de +1,2 à +1,6 °C d'ici 2030 (volet mobilité du Contrat de plan État-Région 2023-2027).

Cette augmentation des températures favorise une évapotranspiration accrue, entraînant assèchement des sols et répétition des épisodes de sécheresse (dont allongement des périodes de sécheresse estivale), affectant agriculture et ressources en eau, comme lors de l'été très sec de 2023 qui a généré des tensions sur les ressources en eau pour une partie significative de la population régionale. Elle impacte également l'enneigement et la limite pluie-neige, notamment dans le massif du Jura.

Pour la commune d'Étaules, le scénario climatique médian de la Trajectoire de Réchauffement de référence pour l'Adaptation au Changement Climatique (TRACC - Météo France), modélise à l'horizon 2100 les indicateurs suivants :

Indicateur	Valeur de référence 1976-2005	Évolution à l'horizon 2100
Température moyenne annuelle	9,5 °C	+3,5 °C
Température moyenne en hiver	1,6 °C	+3 °C
Température moyenne en été	17,6 °C	+4,4 °C
Nombre de jours avec une température ≥ à 35 °C	0	+7 j
Nombre de nuits avec un température minimale ≥ à 20 °C	2	+26 j
Nombre de jours avec un sol sec	39	+54 j
Nombre de jour de gel	67	-36 j
Cumul de précipitations annuelles	956	+4,7%
Cumul de précipitations en hiver	253	+24,1%
Cumul de précipitations en été	225	-14,6%

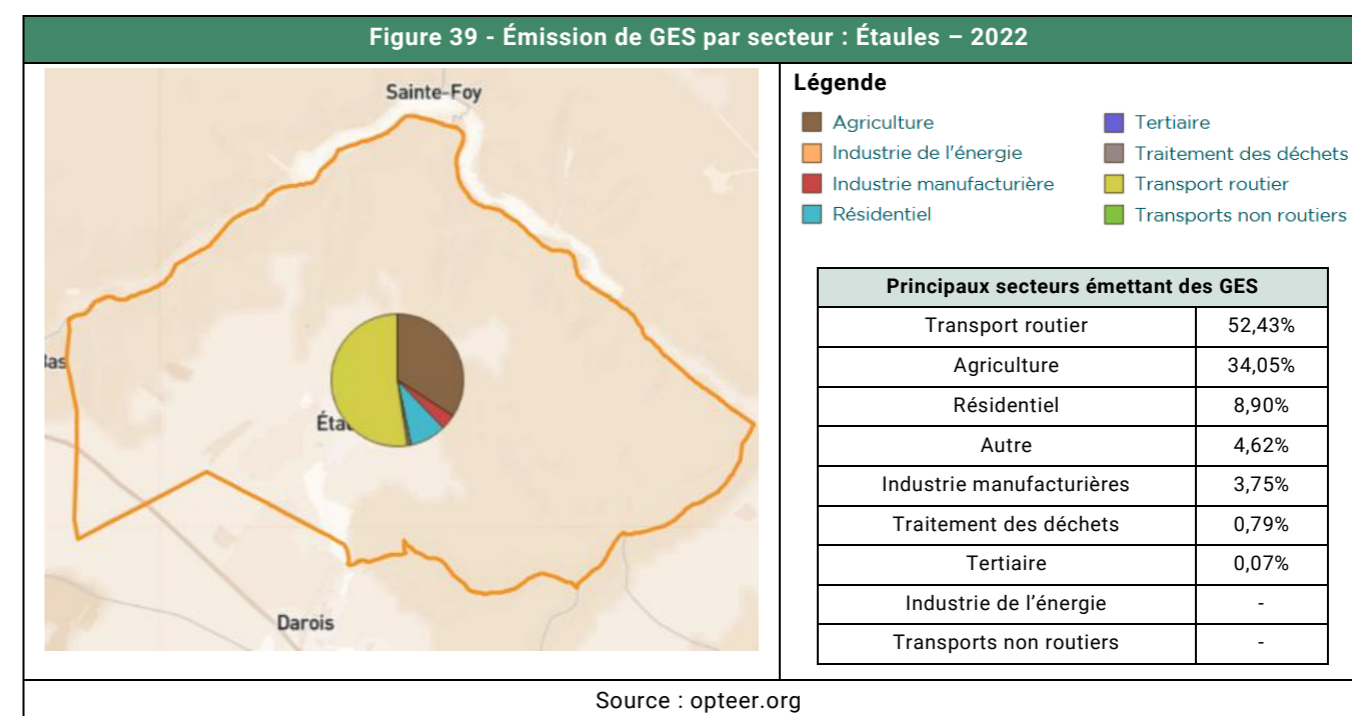
Le climat d'Étaules à l'horizon 2100 serait ainsi marqué par :

- Une augmentation de +3,5 °C de la température moyenne annuelle, avec une différence légèrement plus marquée l'été que l'hiver ;
- Une augmentation significative du nombre de jours et de nuits « chaudes » ainsi qu'une diminution significative du nombre de jours de gels ;
- Une légère augmentation du cumul des précipitations annuelles, masquant une forte disparité entre l'hiver, où il augmente, et l'été, où il diminue ;
- Une augmentation significative du nombre de jours où le sol est considéré comme sec (en particulier en été et en automne).

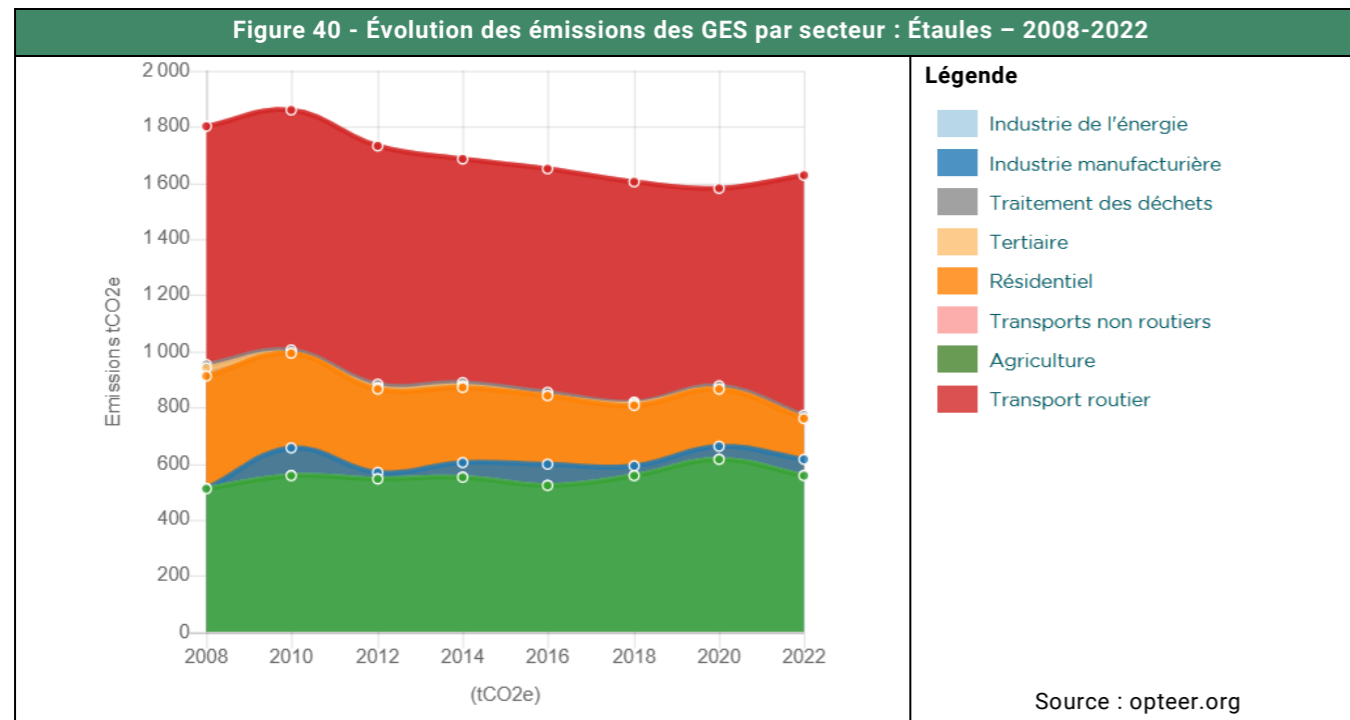
Les conséquences du réchauffement climatique concernent toutes les échelles et tous les domaines parmi lesquels : le milieu physique (diminution du débit des cours d'eau, augmentation des risques d'inondation et de sécheresse des sols), la faune, la flore et les écosystèmes en général, l'agriculture, la sylviculture et la viticulture (modification du cycle végétatif, augmentation des sécheresses), mais également la santé humaine ou l'ensemble des activités économiques.

2.2.2. Gaz à effet de serre

Depuis le XIX^e siècle, les activités humaines ont fortement augmenté la concentration de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, intensifiant l'effet de serre naturel et provoquant un réchauffement global du climat. Le dioxyde de carbone (CO₂), principalement issu de la combustion d'énergies fossiles, est responsable d'environ deux tiers de cet effet de serre d'origine anthropique. En 2022, la commune de Étaules a émis ~1 627 tonnes de CO₂ équivalent (tCO₂e). Ces émissions proviennent principalement des secteurs des transports et de l'agriculture, dans une moindre mesure du résidentiel. En moyenne, les habitants d'Étaules ont émis 4,7 tCO₂e en 2022, ce qui est inférieur au taux d'émission moyen du département ou de la région (respectivement 6,4 et 7,2 tCO₂e).



L'émission de GES globale (tous secteurs confondus) de la commune d'Étaules est à la baisse, puisqu'elle était d'~1801 tCO₂e en 2008, soit une diminution d'~9,6% en 2022. Dans l'ensemble, les proportions respectives des secteurs émetteurs sont restées les mêmes, malgré de légères fluctuations. Environ la moitié des émissions sont imputables au transport routier et ~30% à l'agriculture sur l'ensemble de la période considérée. Seules les émissions liées au secteur résidentiel ont diminué de façon significative : elles représentaient ~22% des GES émis en 2008 contre ~9% en 2022.



2.3. QUALITÉ DE L'AIR

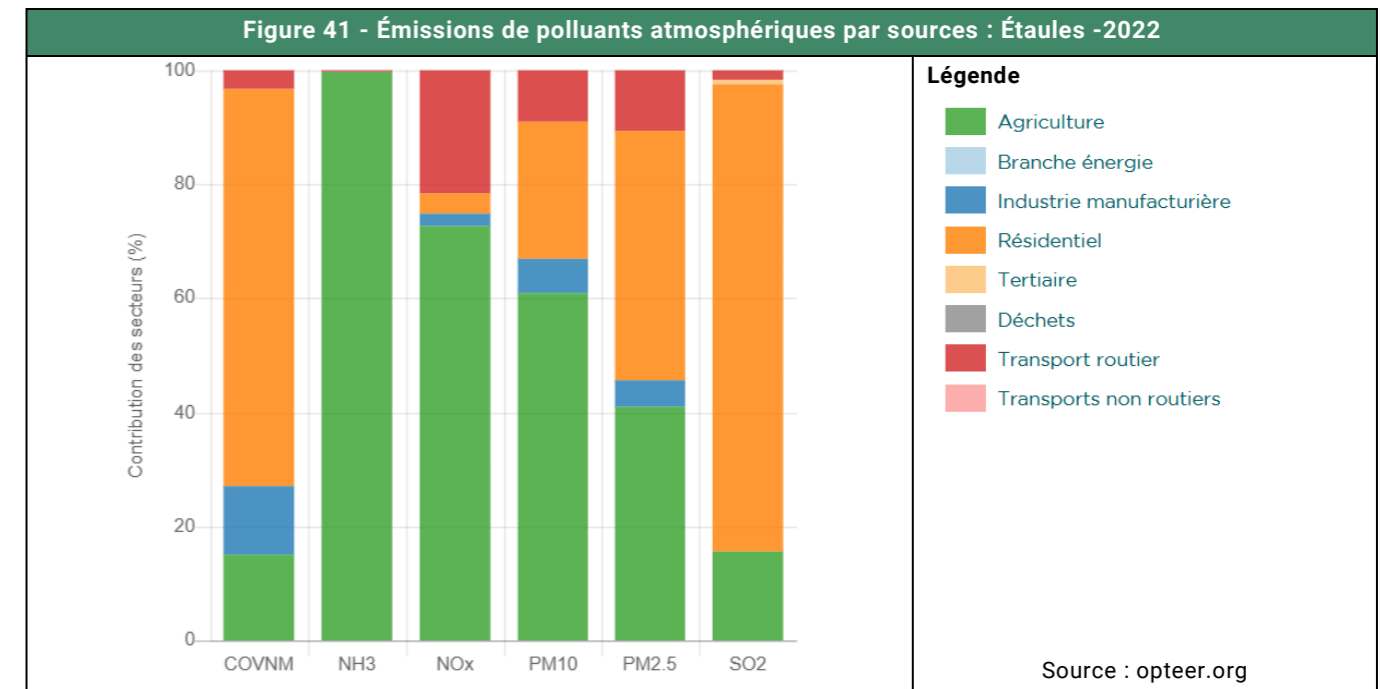
La qualité de l'air peut être modifiée par un ensemble de gaz et de particules en suspension dont les niveaux de concentration varient en fonction des émissions, naturelles (pollens, poussières du désert) ou anthropiques (trafic routier, industries, chauffage, agriculture), ainsi que des conditions météorologiques. La pollution de l'air a des effets significatifs négatifs sur la santé et l'environnement.

L'Observatoire Régional de l'Air en région Bourgogne-Franche-Comté (ou Atmo BFC) est un observatoire agréé par l'État français qui est en charge de la surveillance de la qualité de l'air dans la région. Son réseau comprend environ une trentaine de stations de mesure fixes et mobiles, en zones rurales, périurbaines et urbaines, sous influence de trafic ou industrielle. Plusieurs dizaines de polluants atmosphériques y sont suivis (dont les particules en suspension, métaux lourds, oxydes d'azote...) et divers composés gazeux (dont gaz à effet de serre : dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote...). Selon les données de l'Atmo BFC, la qualité globale de l'air à Étaules a été qualifiée par un indice médiocre ou mauvais pour 6,2% de l'année 2020, soit environ 23 jours.

Parmi les polluants atmosphériques majeurs relevés sur la commune d'Étaules en 2022, il est à constater que l'agriculture est responsable de la quasi-totalité des émissions d'ammoniac (NH₃, plus de 99%), de la majorité des émissions d'oxydes d'azotes (NO_x), mais aussi de la moitié des émissions de particules fines (60% des PM10) et d'environ 40% des émissions de particules très fines (PM2.5). Dans une moindre mesure, elle émet également une portion non négligeable de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) et de dioxyde de soufre (SO₂).

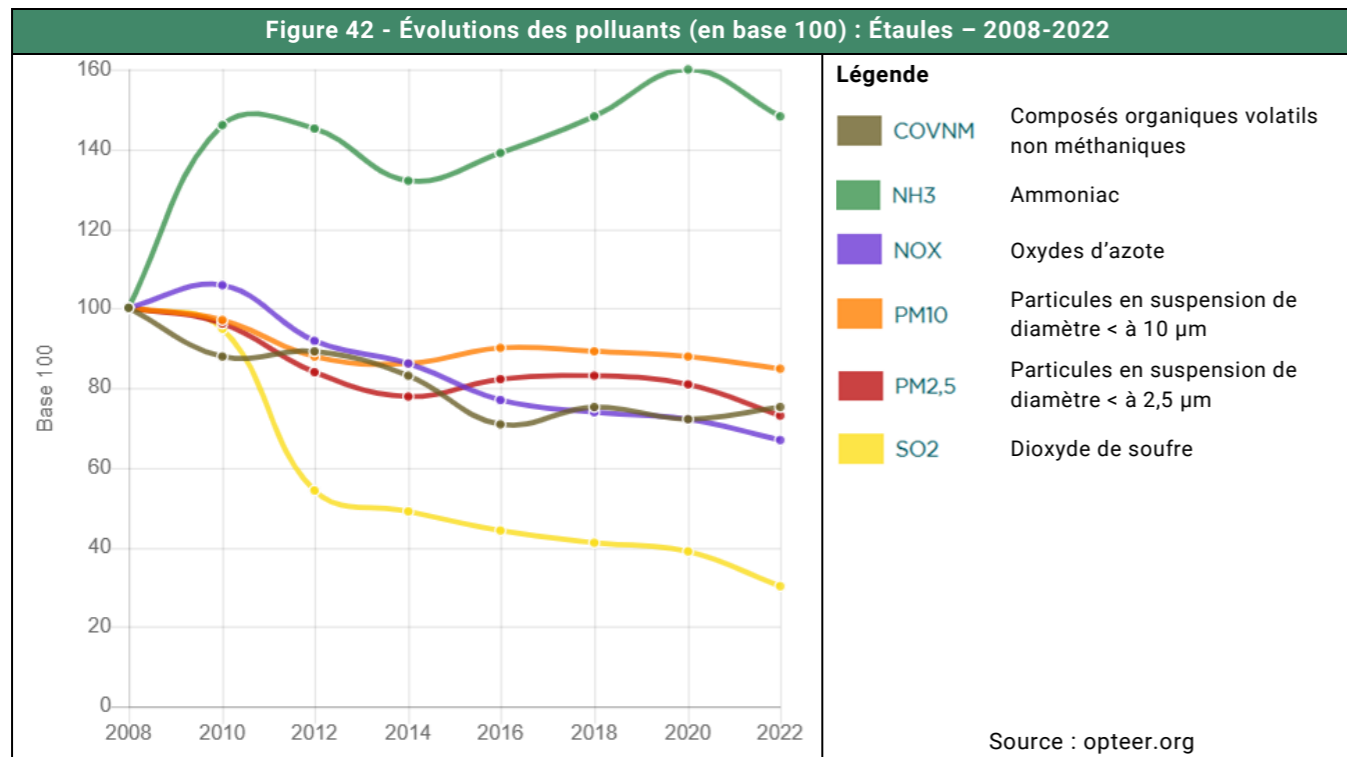
Le secteur résidentiel est le second émetteur de polluants atmosphériques : il est responsable de plus de 80% des émissions de SO₂ et de presque 70% des émissions de COVNM. Dans une moindre mesure, il émet également des particules en suspension, avec près de 40% pour les PM2.5 et plus de 20% pour les PM10.

Le transport routier est surtout responsable d'émission d'oxydes d'azotes (plus de 20%), et dans une moindre mesure à celles de particules fines et très fines (~10% de chacune de ces catégories).



L'évolution de ces émissions dans le temps est relativement inégale entre 2008 et 2022, bien que la tendance générale soit à la baisse pour la plupart des polluants atmosphériques :

- La diminution la plus marquée concerne le SO₂ avec -70% d'émissions sur cette période. Cette décroissance est plus marquée sur le pas de temps court 2010-2012, avant de continuer de façon plus progressive jusqu'à 2022. Elle est principalement corrélée à une décroissance d'émissions agricoles et, dans une moindre mesure, à celles résidentielles ;
- Les émissions de COVNM, de NO_x, de PM10 et de PM2.5 présentent des diminutions moins marquées, entre 15 et 33% selon le polluant atmosphérique concerné. Parmi ceux-ci, la décroissance des NO_x est la plus notable, car elle a été plus progressive et que sa tendance est toujours à la décroissance (-33%). À noter que cette diminution est principalement corrélée au transport routier. En revanche, les émissions de composés volatils et de particules fines semblent s'être globalement stabilisées depuis quelques années ;
- Seules exceptions, les émissions de NH₃ sont à la hausse : une croissance marquée est relevée entre 2008 et 2010, avec une évolution irrégulière depuis, mais toujours à la hausse. Au global, une augmentation de 48% d'émission est enregistrée pour ce polluant (en lien avec l'agriculture du territoire, probablement associé à des activités d'élevage ou à des pratiques d'épandage).

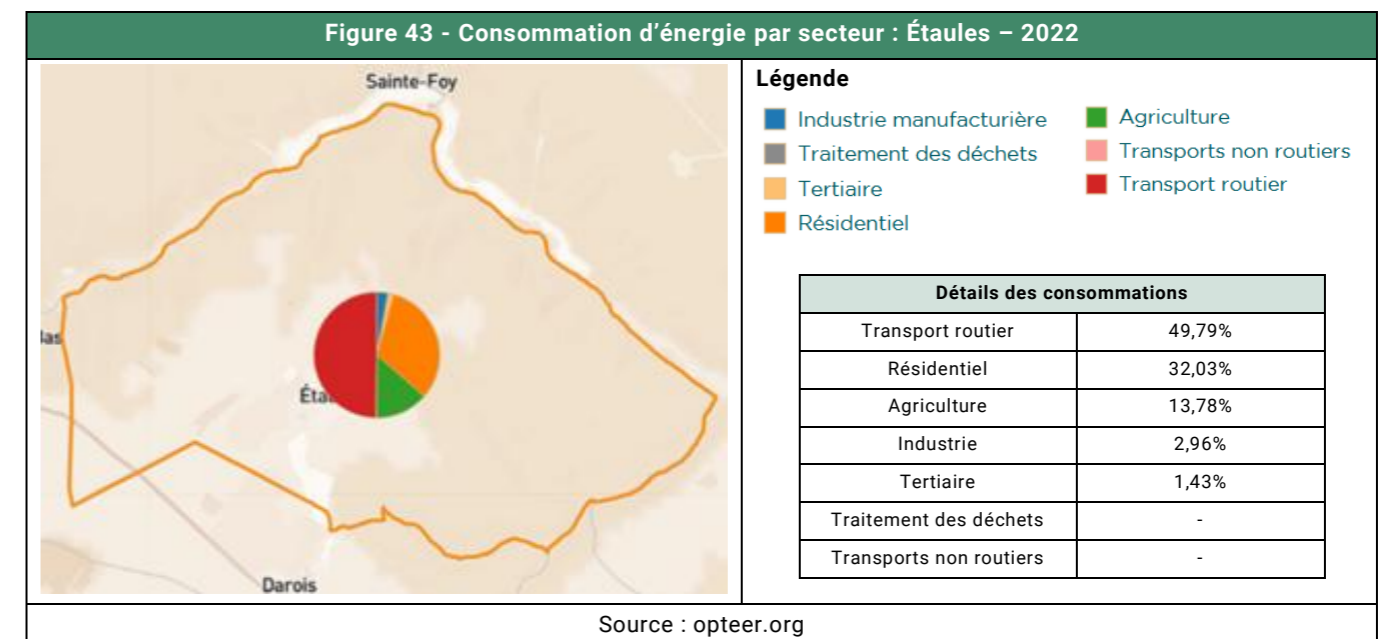


3. MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

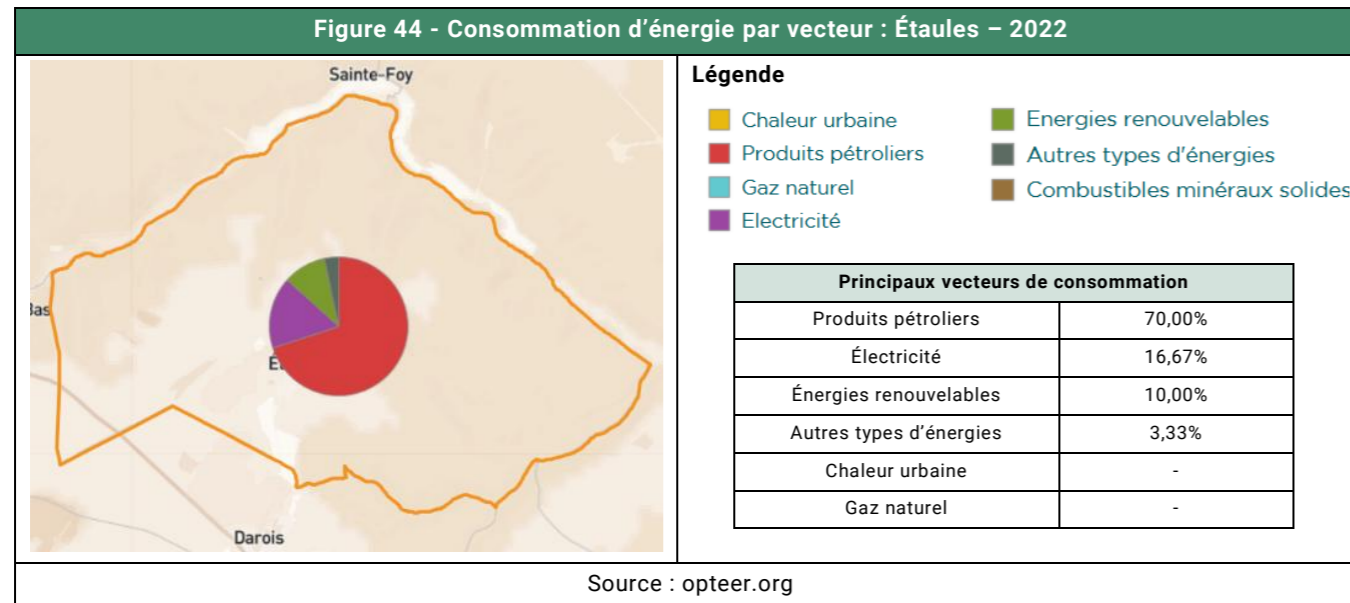
Pour atteindre la décarbonation de l'économie, la neutralité carbone à l'horizon 2050 et réduire les impacts sur l'environnement tel que voulus par la loi, la priorité est d'abord de réduire les consommations d'énergie par des efforts de sobriété et d'efficacité, ensuite de substituer le recours aux énergies fossiles par des sources d'énergie aux très faibles émissions de gaz à effet de serre telles que les énergies renouvelables (EnR).

3.1. CONSOMMATION

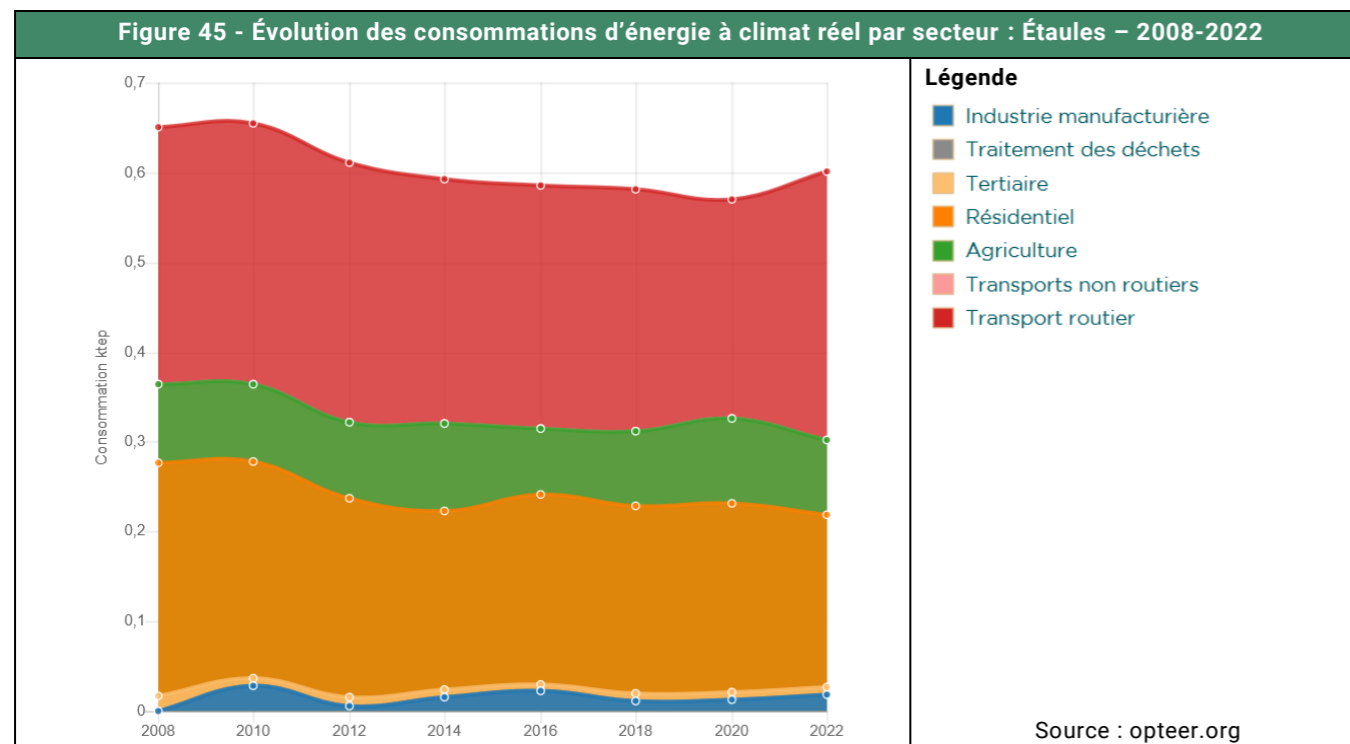
La consommation totale d'énergie à Étaules s'est élevée à 0,60 ktep en 2022. Le secteur le plus consommateur est le transport routier, qui représente près de la moitié des consommations, suivi par le secteur résidentiel (moins d'un tiers des consommations). Dans une moindre mesure est ensuite retrouvée l'agriculture (moins de 14%), tandis que le tertiaire et l'industrie représentent en cumulé un peu moins de 4,5% de la consommation totale.



La consommation d'énergies fossiles concerne un peu moins des trois quarts de la consommation totale d'énergie communale, avec exclusivement des produits pétroliers (pas de gaz naturel), tandis que l'électricité et les énergies renouvelables représentent en cumulé près d'un quart de la consommation communale.

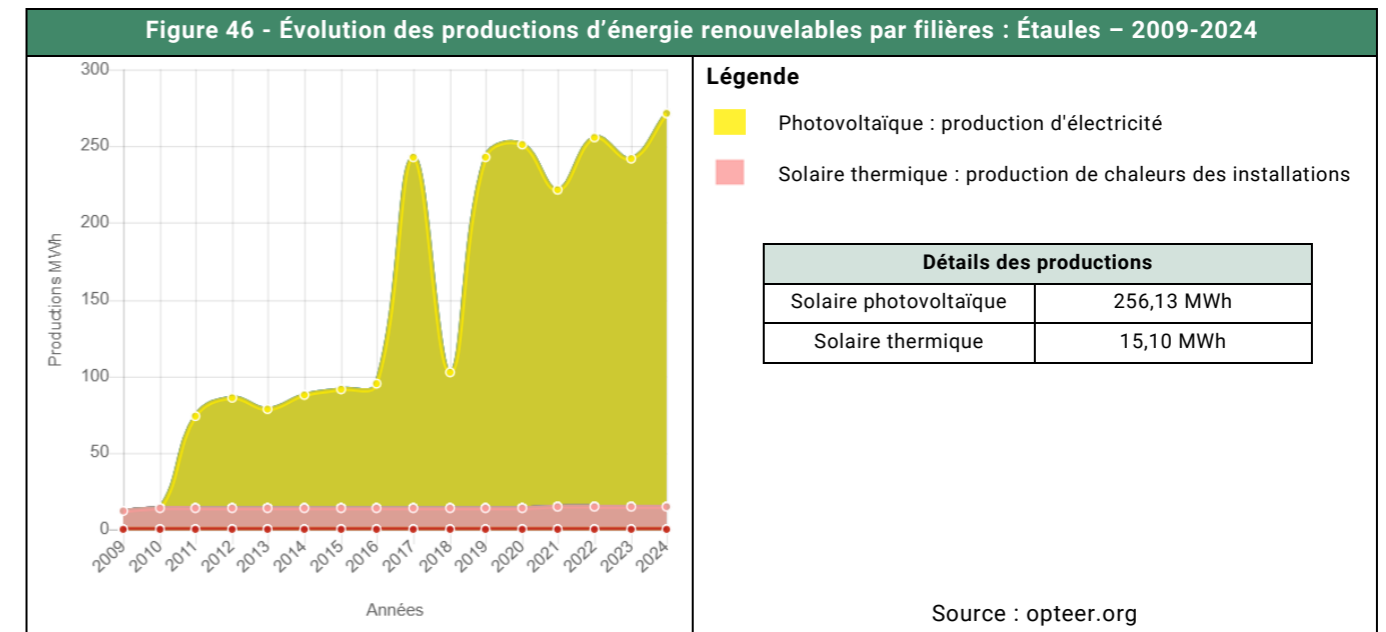


La consommation totale d'énergie a légèrement fluctué entre 2008 et 2022, avec une tendance générale à la diminution. En effet, elle a connu un maximum en 2010 avec ~0,66 ktep, avant de diminuer progressivement pour atteindre son niveau le plus bas en 2020 avec ~0,57 ktep. À noter toutefois un léger regain de consommation pour 2021 et 2022. Dans l'ensemble, la contribution de chacun des secteurs est restée proportionnellement constante, avec toutefois une légère diminution pour le secteur résidentiel. À noter que les transports routiers sont les plus gros consommateurs d'énergie à l'échelle communale, suivi par le résidentiel.



3.2. PRODUCTION

En 2024, la production d'énergies renouvelables à l'échelle communale s'élève à ~271 MWh et concerne exclusivement la filière solaire (pas de filière bois énergie, ni d'énergie éolienne ou hydraulique, pas de biogaz, ni de méthanisation ou de valorisation des déchets). Le solaire thermique représente une part infime de cette production, mais constitue une ressource stable depuis 2009. Le solaire photovoltaïque a connu un premier palier de stabilité entre 2010 et 2016, puis quelques évolutions irrégulières se sont produites avant d'enregistrer une forte hausse sur les dernières années (production doublée, avec de légères variations interannuelles depuis 2019).





Bilan et recommandations



BILAN ET RECOMMANDATION

Figure 47 - Synthèse des enjeux et recommandations

Thématique	Descriptif des enjeux	Enjeux	Recommandations
Milieu physique			
Risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> Absence de plan de prévention des risques naturels (PPRN). Risque d'inondation faible (marginal), limité aux bas-fonds et aux secteurs de versants du Val Suzon. Risque faible de sismicité et d'exposition au radon. Risque modéré de mouvements de terrain (aléa faible lié aux effondrements de cavités, aléa modéré pour le retrait-gonflement des argiles). Aléa feu de forêt localisé (modéré). 	Modéré	<p>Respect de la réglementation applicable, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> Respect des règles constructives adaptées aux aléas identifiés (retrait-gonflement des argiles, mouvements de terrain). Prise en compte des contraintes liées aux risques dans le zonage et les autorisations d'urbanisme.
Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> Présence du Suzon en périphérie du territoire, bassin versant de l'Ouche classé en zone de répartition des eaux (ZRE), traduisant une tension entre ressource disponible et usage (ressource insuffisante). Bon état global des masses d'eau superficielles et souterraines à l'échelle du territoire communal, mais sensibilité fonctionnelle liée au contexte hydrologique et hydrogéologique. Fonctionnement contrasté des eaux superficielles et souterraines, en lien avec le contexte karstique : étiages marqués et crues rapides pour le Suzon, forte dépendance de l'ensemble des masses aux précipitations (sensibilité aux conditions climatiques et aux périodes de déficit hydrique). Présence de captage d'eau potable (AEP) sur et à proximité du territoire communal, associés à des périmètres de protection réglementaires. Fonctionnement karstique qui induit également une vulnérabilité qualitative de la ressource : faible capacité de filtration naturelle et rapidité des transferts entre surface et sous-sol, induisant une sensibilité globale aux pressions anthropiques, notamment liées à l'imperméabilisation des sols, aux prélèvements et aux pollutions diffuses (nutriments agricoles, pesticides et par d'autres substances). 	Faible	<ul style="list-style-type: none"> Respect des dispositions des différents documents de planification et de gestion de l'eau applicable (SDAGE, SAGE, contrats de milieux) et du cadre réglementaire de la ZRE. Prise en compte de la disponibilité de la ressource en eau potable dans les choix de développement urbain, notamment en période d'étiage. Intégration et protection des périmètres de captages d'eau dans le PLU (servitudes, zonage, règlement). Préservation des conditions de recharge des aquifères : préservation des zones d'infiltration et limitation de l'imperméabilisation des sols. Gestions des eaux pluviales à la source et limitation des pollutions diffuses.
Milieu naturel			
Zones naturelles remarquables	<ul style="list-style-type: none"> Massif forestier du Val Suzon protégé par la zone Natura 2000 (ZSC) - Montagne côte-d'orientne, doublé de différents autres zonages naturels remarquables (ZNIEFF de type I - Vallée du Suzon et réserve naturelle régionale - Val Suzon). À l'ouest, zonage complémentaire sur la ZSC, avec un arrêté de protection de biotope ciblant les Corniches calcaires du département de la Côte-d'Or. Sud de la commune concerné par la ZNIEFF de type I du Plateau de Prenoie et butte de Corniot. Ensemble de la commune inclus dans la ZNIEFF de type II de la Montagne dijonnaise de la vallée de l'Ignon à la vallée de l'Ouche. Présence de différents autres zonages d'intérêt remarquables (dont zones 2000) dans les 10 km autour du projet (surface d'incidence possible des décisions communales). 	Très fort	<ul style="list-style-type: none"> Maintien des secteurs boisés dans un zonage permettant leur préservation (zone N et Espace Boisé Classé). Maintien du Suzon et de ses abords en zone N, de façon à garantir leur préservation. Proposer un zonage spécifique pour le secteur bâti au sud-est afin de garantir son maintien à long terme. Préconiser un pâturage extensif pour le maintien d'une végétation diversifiée. Identifier le réseau de haies existantes sur le plan de zonage, avec des préconisations pour garantir le maintien des linéaires et des strates existantes et, si possible, le renforcer en recommandant l'utilisation d'espèces locales. Proposer l'utilisation de clôtures perméables à la petite faune, au moins pour les espaces publics. Gestion des éventuelles espèces invasives pour éviter leur prolifération.
Trame Verte et Bleue	<ul style="list-style-type: none"> Forêt domaniale du Val Suzon incluse dans différentes sous-trames : en tant que réservoir boisé d'ampleur sur le territoire régional, parcouru par des réservoirs localisés (éboulis, affleurement...) de la trame des milieux ouverts secs ou de la sous-trame souterraine (contexte karstique). Boisements dans leurs ensembles considérés comme réservoirs de biodiversité de la Trame Verte et comme des corridors de la sous-trame des milieux en mosaïques (réseaux de haies et boisements plus réduits parcourant les espaces ouverts). Présence du Suzon en limite de commune, réservoir et corridor de la Trame Bleue. Abords (dont ripisylve et prairies humides) également considérés comme des réservoirs et corridors de la Trame Verte. 	Fort	<ul style="list-style-type: none"> Trame Bleue : Respect de l'arrêté préfectoral (SDAGE) de préservation des continuités écologiques. Trame Verte locale : <ul style="list-style-type: none"> Identification des haies sur le plan de zonage au titre du Code de l'urbanisme avec une adaptation du règlement concernant la coupe et garantissant le maintien du linéaire et des strates existantes et renforcer le réseau existant, Proposer des clôtures perméables à la petite faune, Maintenir le classement des boisements en zone N.

Figure 47 - Synthèse des enjeux et recommandations

Thématique	Descriptif des enjeux	Enjeux	Recommandations
Milieu naturel	<ul style="list-style-type: none"> Intérêt écologique très fort pour les massifs boisés du Val Suzon, incluant les zones calcaires diffuses dans ce dernier. Intérêt écologique fort pour les milieux en continuité de ces massifs, dont boisements plus modestes, haies fonctionnelles entre boisements... Intérêt écologique modéré pour les haies moins structurantes, la matrice agricole traversé par ces dernières et les secteur semi-naturels en transition (en particulier le secteur des Aigles Moreaux, les prairies temporaires, les talus en bords de chemin...) Principales pressions identifiées concernent la fragmentation des habitats, la simplification des paysages agricoles, la fermeture des milieux ouverts et les perturbations des habitats sensibles. 	Très fort	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir le classement en zone N des habitats présentant les plus grandes sensibilités écologiques, avec des préconisations d'aménagement adaptées : maintien des habitats, gestion raisonnée des forêts, limiter la fermeture des habitats calcaires remarquables, limiter la pollution et l'utilisation des secteurs de sources, recommander l'utilisation des espèces locales pour les haies et les jardins, développer le réseau de haie, limiter la taille de haie et la coupe d'arbre en période sensible pour les espèces protégées (chiroptères, période de nidification...). Limite la pollution lumineuse pour maintenir la trame noire favorable à la chiroptérofaune et à l'entomofaune.
Habitats et espèces remarquables	<ul style="list-style-type: none"> Habitats potentiellement d'intérêt communautaire au niveau des boisements du Val Suzon (dont habitats tuffeux, pelouses calcaires et certaines forêts caducifoliées). Espèces remarquables (notamment d'intérêt communautaire) en lien avec les espaces boisés, les milieux calcaires (corniche à l'ouest, pelouses...), des abords humides du Suzon et des petites sources et suintements ponctuellement présents dans le massif du Val Suzon (rapaces de falaises calcaires, chiroptères, reptiles et entomofaune des milieux thermophiles, flore remarquable et atypique). 	Fort	
Paysage			
Éléments remarquables	<ul style="list-style-type: none"> Site inscrit et site classé du Val Suzon Élément patrimonial de l'éperon du Châtelet d'Étaules 	Très fort	<ul style="list-style-type: none"> Préserver strictement l'intégrité paysagère du Val Suzon (site inscrit et classé) en limitant toute urbanisation susceptible d'en altérer les continuités naturelles et les perceptions, Maintenir la lisibilité de l'éperon du Châtelet d'Étaules en encadrant les aménagements à proximité afin de préserver son rôle de repère topographique et patrimonial dans le paysage communal.
Sensibilités	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilités paysagères élevées, structurées par les massifs boisés et les versants du Val Suzon, ainsi que par des cônes de vue et axes de perceptions majeurs englobant les espaces ouverts à l'ouest et au sud du territoire communal Sensibilités paysagères secondaires au niveau des franges urbaines et des secteurs de transition, conditionnant l'insertion du bâti et la qualité des perceptions du bourg dans son environnement 	Modéré	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir sur ces espaces l'existence de zonages et de préconisations adaptées à cette sensibilité.
Climat, air, énergie			
Climat	<ul style="list-style-type: none"> Contexte globalisé de changement climatique Émission de gaz à effet de serre globalement stable sur les dernières années 	Fort	<p>Conformément aux lois et aux différents plans d'action en vigueur, il est recommandé d'aller vers :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une réduction de la consommation d'énergie (sobriété – efficacité) ; Une substitution des énergies fossiles par des sources d'énergies à très faibles émissions de GES ; Une réduction des émissions des polluants atmosphériques.
Qualité de l'air	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des émissions d'ammoniac (agriculture) Diminution importante du dioxyde de soufre et diminution de l'oxyde d'azote, des composés organiques volatils et des particules en suspensions. 	Modéré	
Énergie	<ul style="list-style-type: none"> Consommation d'énergie stable sur les dernières années Augmentation de la production locale (solaire photovoltaïque) 	Modéré	



Annexes



ANNEXES

ANNEXE 1 – DÉFINITION DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION ET D'INVENTAIRE DU PATRIMOINE NATUREL

PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL

Les périmètres de protection du patrimoine naturel rassemblent les entités suivantes :

Arrêté de protection de biotope (APB)

Les Arrêtés de Protection de Biotope (APB) étaient autrefois connus sous l'appellation d'Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB). Il s'agit d'un outil de protection réglementaire, régi par les articles L. 411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement du 27 juillet 1990 qui donnent aux préfets de département le pouvoir de fixer des mesures réglementaires spécifiques pour permettre la conservation des biotopes nécessaires à la survie d'espèces protégées. Généralement, cela concerne des territoires restreints.

Réserve naturelle (nationale - RNN et régionale - RNR)

Une réserve naturelle est une partie du territoire où la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière. Il convient de soustraire ce territoire à toute intervention artificielle susceptible de le dégrader. Les réserves naturelles nationales (RNN) se distinguent des réserves naturelles régionales (RNR).



Leur gestion est confiée à des associations de protection de la nature dont les conservatoires d'espaces naturels, à des établissements publics (parcs nationaux, Office national des forêts...) et à des collectivités locales (communes, groupements de communes, syndicats mixtes...). Un plan de gestion, rédigé par l'organisme gestionnaire de la réserve pour cinq ans, prévoit les objectifs et les moyens à mettre en œuvre sur le terrain afin d'entretenir ou de restaurer les milieux.

PÉRIMÈTRES DE RÉGLEMENTATION DU PATRIMOINE NATUREL

Les périmètres de réglementation du patrimoine naturel rassemblent les entités suivantes :

Sites Natura 2000 : zone spéciale de conservation (ZSC) et zone de protection spéciale (ZPS)

La Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 dite Directive « Habitats-Faune-Flore » prévoit la création d'un réseau écologique européen de zones spéciales de conservation (ZSC) qui, associées aux zones de protection spéciales (ZPS) désignées en application de la Directive « Oiseaux », forment le réseau Natura 2000.



Les ZSC sont désignées à partir des sites d'importance communautaire (SIC) proposés par les états membres et adoptés par la Commission européenne, tandis que les ZPS sont définies à partir des zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO).

Espaces inventoriés au titre du patrimoine naturel

Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

Le programme ZNIEFF a été initié, en 1982, par le ministère de l'Environnement. Il a pour objectif d'identifier et de décrire les zones du territoire qui présentent un intérêt biologique et/ou écologique. Cet inventaire constitue, aujourd'hui, un outil de connaissance majeur qui sert de base à la politique de protection de la nature.



Deux types de zones sont définis :

- Les zones de type I : secteurs de superficie, en général, limitée et caractérisée par leur intérêt biologique remarquable ;
- Les zones de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités importantes.

**ANNEXE 2 – FAUNE ET FLORE DÉTERMINANTES DES PÉRIMÈTRES ZNIEFF
INCLUS SUR LA COMMUNE D'ÉTAULES**

ZNIEFF de type I - 260005899 - Vallée du Suzon			
Avifaune	Entomofaune	Phanérogames	Phanérogames (suite)
Alouette lulu	<i>Agrotis crassa</i>	<i>Aconitum vulparia</i>	<i>Inula montana</i>
Bondrée apivore	<i>Arethusana arethusana</i>	<i>Alchemilla xanthochlora</i>	<i>Juncus sphaerocarpus</i>
Chouette de Tengmalm	<i>Carterocephalus palaemon</i>	<i>Anemone ranunculoides</i>	<i>Knautia arvensis</i>
Cigogne noire	<i>Charissa obscurata</i>	<i>Anthyllis montana</i>	<i>Knautia maxima</i>
Cinque plongeur	<i>Coenonympha glycerion</i>	<i>Arabis turrita</i>	<i>Laserpitium gallicum</i>
Circaète Jean-le-Blanc	<i>Cupido osiris</i>	<i>Aster linosyris</i>	<i>Lathyrus pannonicus</i>
Engoulevent d'Europe	<i>Erebia meolans</i>	<i>Athamanta cretensis</i>	<i>Leucorum vernum</i>
Faucon hobereau	<i>Euphydryas aurinia</i>	<i>Biscutella laevigata</i>	<i>Lilium martagon</i>
Faucon pèlerin	<i>Euphydryas maturna</i>	<i>Cardamine heptaphylla</i>	<i>Limodorum abortivum</i>
Milan royal	<i>Euplagia quadripunctaria</i>	<i>Carduus defloratus</i>	<i>Lunaria rediviva</i>
Pic cendré	<i>Fagivorina arenaria</i>	<i>Carex davalliana</i>	<i>Melica nutans</i>
Pic mar	<i>Gnophos furvata</i>	<i>Carex hostiana</i>	<i>Narcissus poeticus</i>
Pic épeichette	<i>Hipparchia alcyone</i>	<i>Centaurea montana</i>	<i>Paeonia corallina</i>
Pie-grièche écorcheur	<i>Hipparchia genava</i>	<i>Cephalanthera rubra</i>	<i>Poa badensis</i>
Pigeon colombin	<i>Hydriomena furcata</i>	<i>Chrysosplenium alternifolium</i>	<i>Potentilla micrantha</i>
Pouillot de Bonelli	<i>Lopinga achine</i>	<i>Coronilla coronata</i>	<i>Scrophularia canina</i>
Pouillot siffleur	<i>Melitaea aurelia</i>	<i>Cotoneaster integerrimus</i>	<i>Selinum carvifolia</i>
Chiroptères	<i>Melitaea parthenoides</i>	<i>Cynoglossum germanicum</i>	<i>Seseli peucedanoides</i>
Grand Murin	<i>Mythimna impura</i>	<i>Deschampsia media</i>	<i>Silene vulgaris</i>
Petit Rhinolophe	<i>Pieris bryoniae</i>	<i>Dianthus sylvestris</i>	<i>Sisymbrella aspera</i>
Mammifères « terrestres »	<i>Polyommatus thersites</i>	<i>Dictamnus albus</i>	<i>Thesium pyrenaicum</i>
Chat forestier	<i>Pseudophilotes baton</i>	<i>Epipactis palustris</i>	<i>Ulmus glabra</i>
Reptiles	<i>Pyrgus serratalae</i>	<i>Galium fleurotii</i>	<i>Valeriana tuberosa</i>
Coronelle lisse	<i>Rhodostrophia calabra</i>	<i>Gasparrinia peucedanoides</i>	<i>Viola mirabilis</i>
Couleuvre verte et jaune	<i>Satyrium w-album</i>	<i>Gentiana cruciata</i>	Ptéridophytes
Lézard à deux raies	<i>Zygaena carniolica</i>	<i>Gentiana lutea</i>	<i>Asplenium fontanum</i>
Vipère aspic	<i>Zygaena fausta</i>	<i>Hepatica nobilis</i>	<i>Asplenium halleri</i>
	<i>Zygaena loti</i>	<i>Hepatica triloba</i>	<i>Gymnocarpium robertianum</i>
	<i>Zygaena purpuralis</i>	<i>Iberis linifolia</i>	
ZNIEFF de type I – 260015450 - Plateau de Prenois et butte de Corniot			
Entomofaune	Reptiles	Phanérogames	
<i>Hipparchia semele</i>	Couleuvre verte et jaune	<i>Adonis aestivalis</i>	<i>Erysimum odoratum</i>
Mammifères « terrestres »	Lézard à deux raies	<i>Adonis annua</i>	<i>Fourraea alpina</i>
Chat forestier		<i>Adonis flammea</i>	<i>Galium tricornutum</i>
		<i>Calepina irregularis</i>	<i>Neslia paniculata</i>
		<i>Camelina microcarpa</i>	<i>Spiranthes spiralis</i>
		<i>Caucalis platycarpus</i>	

ZNIEFF de type II – 260014993 - La montagne dijonnaise de la vallée de l'IGNON à la vallée de l'Ouche			
Amphibiens	Avifaune (suite)	Avifaune (suite)	Entomofaune
Alyte accoucheur	Garrot à œil d'or	Pipit spioncelle	<i>Adscita stacies</i>
Crapaud commun	Gobemouche gris	Pluvier doré	<i>Aeshna grandis</i>
Grenouille agile	Gobemouche noir	Pouillot de Bonelli	<i>Aglaope infausta</i>
Grenouille rousse	Gobemouche à collier	Pouillot fitis	<i>Agrotis crassa</i>
Rainette verte	Goéland leucopnée	Pouillot siffleur	<i>Anticollix sparsata</i>
Avifaune	Grand Cormoran	Roitelet huppé	<i>Anthaxia podolica</i>
Aigle botté	Grand Tétrás	Râle d'eau	<i>Aporia crataegi</i>
Aigrette garzette	Grand corbeau	Serin cini	<i>Arethusana arethusana</i>
Alouette lulu	Grand-duc d'Europe	Sizerin flammé	<i>Argynnis niobe</i>
Balbusard pêcheur	Grande Aigrette	Tarier des prés	<i>Boloria euphrosyne</i>
Bec-croisé des sapins	Grimpereau des bois	Tarier pâte	<i>Boyeria irene</i>
Bouvreuil pivoine	Grive litorne	Tarin des aulnes	<i>Calliptamus barbarus</i>
Bruant des roseaux	Grue cendrée	Tichodrome échelette	<i>Carterocephalus palaemon</i>
Bruant fou	Pluvier guignard	Torcol fourmilier	<i>Chorthippus vagans</i>
Bruant jaune	Guêpier d'Europe	Tourterelle des bois	<i>Coenagrion mercuriale</i>
Bruant proyer	Gélinotte des bois	Traquet motteux	<i>Coenonympha glycerion</i>
Busard Saint-Martin	Harle bièvre	Vanneau huppé	<i>Cordulegaster bidentata</i>
Busard cendré	Hibou des marais	Verdier d'Europe	<i>Cordulegaster boltonii</i>
Busard des roseaux	Hirondelle de rivage	Chiroptères	<i>Cupido osiris</i>
Buse pattue	Hirondelle rustique	Barbastelle d'Europe	<i>Diachrysa chryson</i>
Butor étoilé	Huppe fasciée	Grand Murin	<i>Decticus verrucivorus</i>
Bécasse des bois	Linotte mélodieuse	Grand Rhinolophe	<i>Elophos dilucidaria</i>
Bécasseau de Temminck	Locustelle tachetée	Minioptère de Schreibers	<i>Epione repandaria</i>
Bécasseau variable	Loriot d'Europe	Murin à oreilles échancrées	<i>Erebia aethiops</i>
Bécassine des marais	Martin-pêcheur d'Europe	Murin de Bechstein	<i>Erebia medusa</i>
Caille des blés	Martinet à ventre blanc	Murin de Daubenton	<i>Euphydryas aurinia</i>
Canard chipeau	Merle à plastron	Murin de Natterer	<i>Euphydryas maturna</i>
Cassenoix moucheté	Milan royal	Noctule de Leisler	<i>Eupithecia actaeata</i>
Chardonneret élégant	Moineau friquet	Petit Rhinolophe	<i>Eupithecia icterata</i>
Chevalier culblanc	Mouette rieuse	Pipistrelle commune	<i>Euplagia quadripunctaria</i>
Chevalier guignette	Mésange boréale	Sérotine commune	<i>Fagivorina arenaria</i>
Chouette chevêche	Mésange noire	Ichtyofaune	<i>Glaucopsyche alexis</i>
Chouette de Tengmalm	Oedicnème criard	Blageon	<i>Gnophos furvata</i>
Cigogne blanche	Oie cendrée	Chabot commun	<i>Gnophos obfuscata</i>
Cigogne noire	Perdrix grise	Grand Brochet	<i>Hamearis lucina</i>
Cinque plongeur	Perdrix rouge	Lamproie de Planer	<i>Hesperia comma</i>
Circaète Jean-le-Blanc	Petit Gravelot	Truite fario	<i>Hipparchia genava</i>
Cochevis huppé	Petit-duc scops	Vandoise	<i>Hydriomena furcata</i>
Courlis cendré	Pic cendré	Mammifères « terrestres »	<i>Idaea moniliata</i>
Effraie des clochers,	Pic mar	Belette d'Europe	<i>Limenitis reducta</i>
Chouette effraie	Pic noir	Campagnol fousseur	<i>Lopinga achine</i>
Engoulevent d'Europe	Pic épeichette	Chat forestier	<i>Lycaena dispar</i>
Faucon pèlerin	Pie-grièche grise	Crocodile leucode	<i>Lysandra coridon</i>
Faucon émerillon	Pie-grièche à tête rousse	Crossope aquatique	<i>Melitaea aurelia</i>
Fauvette babillarde	Pie-grièche écorcheur	Muscardin	<i>Melitaea diamina</i>
Fauvette des jardins	Pigeon colombin	Putois d'Europe	<i>Melitaea phoebe</i>
Fauvette orphée	Pipit des arbres		<i>Mellicta aurelia</i>
Fuligule milouin	Pipit farlouse		<i>Mellicta parthenoides</i>

ZNIEFF de type II – 260014993 - La montagne dijonnaise de la vallée de l'ignon à la vallée de l'Ouche (suite)

Entomofaune (suite)	Reptiles	Phanérogames (suite)	Phanérogames (suite)
<i>Mesoacidalia aglaja</i>	Coronelle lisse	<i>Deschampsia media</i>	<i>Orchis simia</i>
<i>Minois dryas</i>	Couleuvre vipérine	<i>Dictamnus albus</i>	<i>Orlaya grandiflora</i>
<i>Mythimna impura</i>	Lézard à deux raies	<i>Epipactis muelleri</i>	<i>Orobanche alba</i>
<i>Ocneria rubea</i>	Orvet fragile	<i>Epipactis purpurata</i>	<i>Orobanche major</i>
<i>Odezia atrata</i>	Vipère aspic	<i>Eriophorum latifolium</i>	<i>Paeonia mascula</i>
<i>Orthetrum brunneum</i>	Bryophytes	<i>Euphorbia esula</i>	<i>Petasites hybridus</i>
<i>Orthetrum coerulescens</i>	<i>Campyliadelphus elodes</i>	<i>Euphorbia seguieriana</i>	<i>Phelipanche purpurea</i>
<i>Plebejus argyrognomon</i>	<i>Mnium stellare</i>	<i>Festuca auquieri</i>	<i>Phleum phleoides</i>
<i>Polyommatus coridon</i>	<i>Platydictya jungermannioides</i>	<i>Festuca marginata</i>	<i>Phyteuma spicatum</i>
<i>Pseudophilotes baton</i>	Phanérogames	<i>Fourraea alpina</i>	<i>Poa badensis</i>
<i>Pyrgus cirsii</i>	<i>Adonis aestivalis</i>	<i>Fumaria parviflora</i>	<i>Potentilla micrantha</i>
<i>Pyrgus malvae</i>	<i>Adonis annua</i>	<i>Gagea arvensis</i>	<i>Pyrola rotundifolia</i>
<i>Rhodostrongylis calabra</i>	<i>Adonis flammea</i>	<i>Gagea villosa</i>	<i>Ranunculus gramineus</i>
<i>Satyrion acaciae</i>	<i>Anthyllis montana</i>	<i>Galium fleurotii</i>	<i>Rhinanthus angustifolius</i>
<i>Satyrion pruni</i>	<i>Arctium tomentosum</i>	<i>Galium glaucum</i>	<i>Scabiosa columbaria</i>
<i>Satyrion w-album</i>	<i>Aster amellus</i>	<i>Galium spurium</i>	<i>Schoenus ferrugineus</i>
<i>Scopula umbelaria</i>	<i>Aster linosyris</i>	<i>Galium tricorntum</i>	<i>Schoenus nigricans</i>
<i>Somatochlora metallica</i>	<i>Barbarea intermedia</i>	<i>Gasparrinia peucedanoïdes</i>	<i>Scleranthus annuus</i>
<i>Speyeria aglaja</i>	<i>Bupleurum rotundifolium</i>	<i>Gentiana cruciata</i>	<i>Scutellaria alpina</i>
<i>Spialia sertorius</i>	<i>Calepina irregularis</i>	<i>Gentiana pneumonanthe</i>	<i>Sedum dasyphyllum</i>
<i>Sympetrum flaveolum</i>	<i>Camelina microcarpa</i>	<i>Iberis intermedia</i>	<i>Seseli peucedanoïdes</i>
<i>Tessellana tessellata</i>	<i>Camelina sativa</i>	<i>Inula spiraeifolia</i>	<i>Silene noctiflora</i>
<i>Thymelicus acteon</i>	<i>Campanula rapunculoides</i>	<i>Juncus sphaerocarpus</i>	<i>Silene vulgaris</i>
<i>Xestia triangulum</i>	<i>Carex viridula</i>	<i>Knautia arvernensis</i>	<i>Sisymbrella aspera</i>
<i>Zygaena fausta</i>	<i>Carlina acaulis</i>	<i>Knautia dipsacifolia</i>	<i>Swertia perennis</i>
<i>Zygaena loniceræ</i>	<i>Carthamus lanatus</i>	<i>Knautia maxima</i>	<i>Thalictrum minus</i>
<i>Zygaena loti</i>	<i>Carum carvi</i>	<i>Laserpitium gallicum</i>	<i>Trifolium aureum</i>
<i>Zygaena osterodensis</i>	<i>Caucalis platycarpos</i>	<i>Lathyrus pannonicus</i>	<i>Triglochin palustris</i>
<i>Zygaena viciae</i>	<i>Cephalanthera longifolia</i>	<i>Lathyrus sphaericus</i>	<i>Tulipa sylvestris</i>
	<i>Coronilla coronata</i>	<i>Lotus tenuis</i>	<i>Valeriana tuberosa</i>
	<i>Cotoneaster integerrimus</i>	<i>Maianthemum bifolium</i>	<i>Viola mirabilis</i>
	<i>Cypripedium calceolus</i>	<i>Minuartia rubra</i>	<i>Viola rupestris</i>
	<i>Dactylorhiza incarnata</i>	<i>Ophrys litigiosa</i>	

ANNEXE 3 – GÉNÉRALITÉS SUR LA TRAME VERTE ET BLEUE

Engagement fort du ministère de l'Environnement, la Trame Verte et Bleue (TVB) constitue un outil de préservation de la biodiversité visant à intégrer les enjeux de maintien et de renforcement de la fonctionnalité des milieux naturels dans les outils de planification et les projets d'aménagement. Elle a pour objectif de freiner l'érosion de la biodiversité, qui résulte de l'artificialisation et de la fragmentation des espaces. En particulier, elle promeut la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, afin que les populations d'espèces animales et végétales puissent se déplacer et accomplir leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos...) dans des conditions favorables.

La TVB a été associée à la stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020, mais également au cadre de l'ensemble des autres politiques environnementales (aires protégées, Natura 2000, parcs naturels régionaux, plans nationaux d'actions en faveur des espèces menacées, objectifs de bon état écologique des masses d'eau, études d'impact...). En complément des politiques fondées sur la connaissance et la protection d'espèces et d'espaces remarquables, la TVB prend en compte le fonctionnement écologique des espaces et des espèces dans l'aménagement du territoire, en particulier en s'appuyant sur la biodiversité ordinaire.

La TVB constitue un des outils en faveur de la biodiversité (stratégie pour la création d'aires protégées, stratégie nationale pour la biodiversité...). Elle a donné lieu à la modification de l'article L.101-2 du Code de l'urbanisme puisqu'il intègre à présent la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques.

La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, ou loi Grenelle 2, a introduit la TVB dans le Code de l'environnement (article L. 371-1 et suivants), avec sa définition, ses objectifs, le détail du dispositif de cette TVB et son lien avec les SDAGE (schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux).

La TVB se structure autour de différentes composantes :

Les continuités écologiques

Les continuités écologiques qui constituent la TVB comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques (articles L.371-1 et R.371-19 du Code de l'environnement).

Les réservoirs de biodiversité

Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante. Ils abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent. Ils sont aussi susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces. Les réservoirs de biodiversité comprennent tout ou partie des espaces protégés et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité (article L.371-1 II et R.371-19 II du Code de l'environnement).

Les corridors écologiques

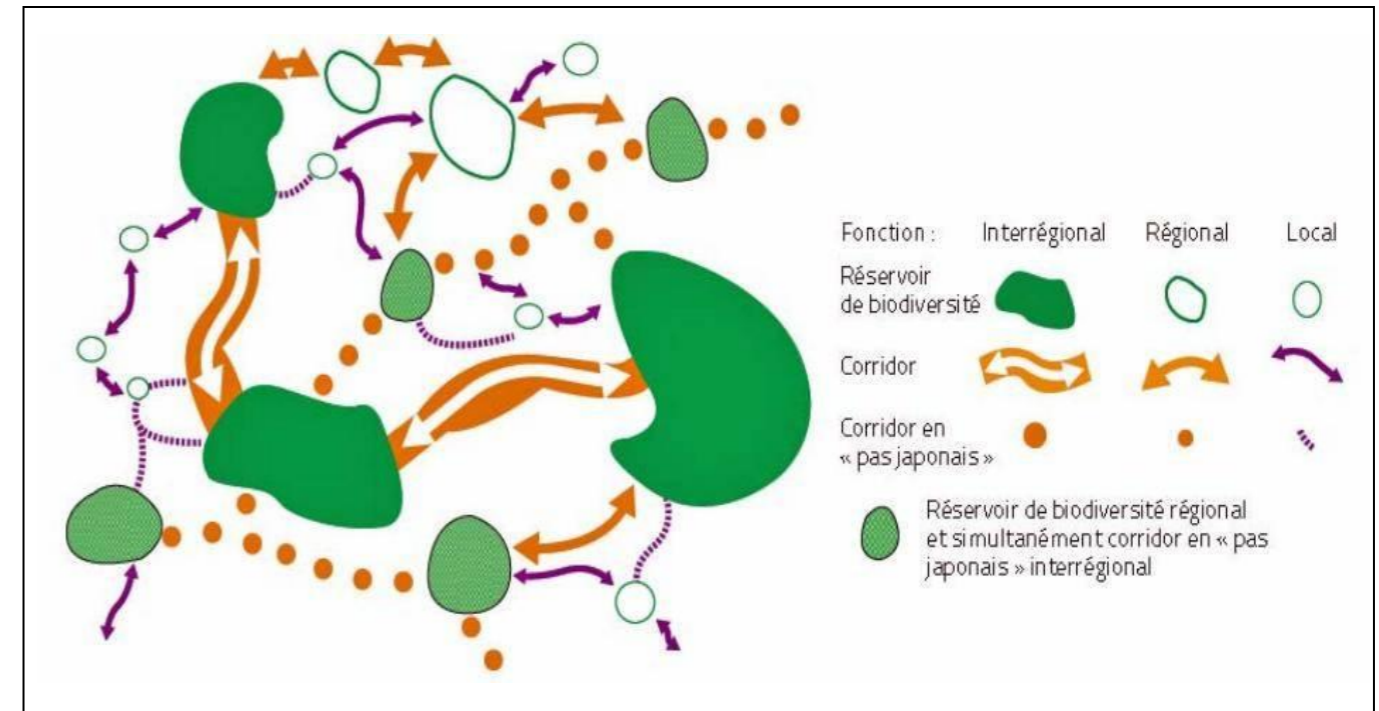
Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité. Ils offrent aux espèces des conditions favorables à leurs déplacements et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Ils sont un élément essentiel de la conservation de la biodiversité et du fonctionnement des écosystèmes. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers et sont tous mentionnés dans le Code de l'environnement. Notamment, ils comprennent des cours d'eau, des canaux, des espaces naturels ou semi-naturels ou des formations végétales linéaires ou ponctuelles, dès lors que ces éléments permettent de relier les réservoirs de biodiversités. Ils peuvent également être des zones humides ou encore des couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau, telles que mentionnées au paragraphe I de l'article L. 211-14 du Code de l'environnement (article L. 371-1 II et R. 371-19 III du Code de l'environnement).

Aujourd'hui, les stratégies de conservation de la biodiversité insistent de plus en plus sur l'importance des échanges entre milieux et non plus seulement sur la création de sanctuaires préservés.

Les cours d'eau et zones humides

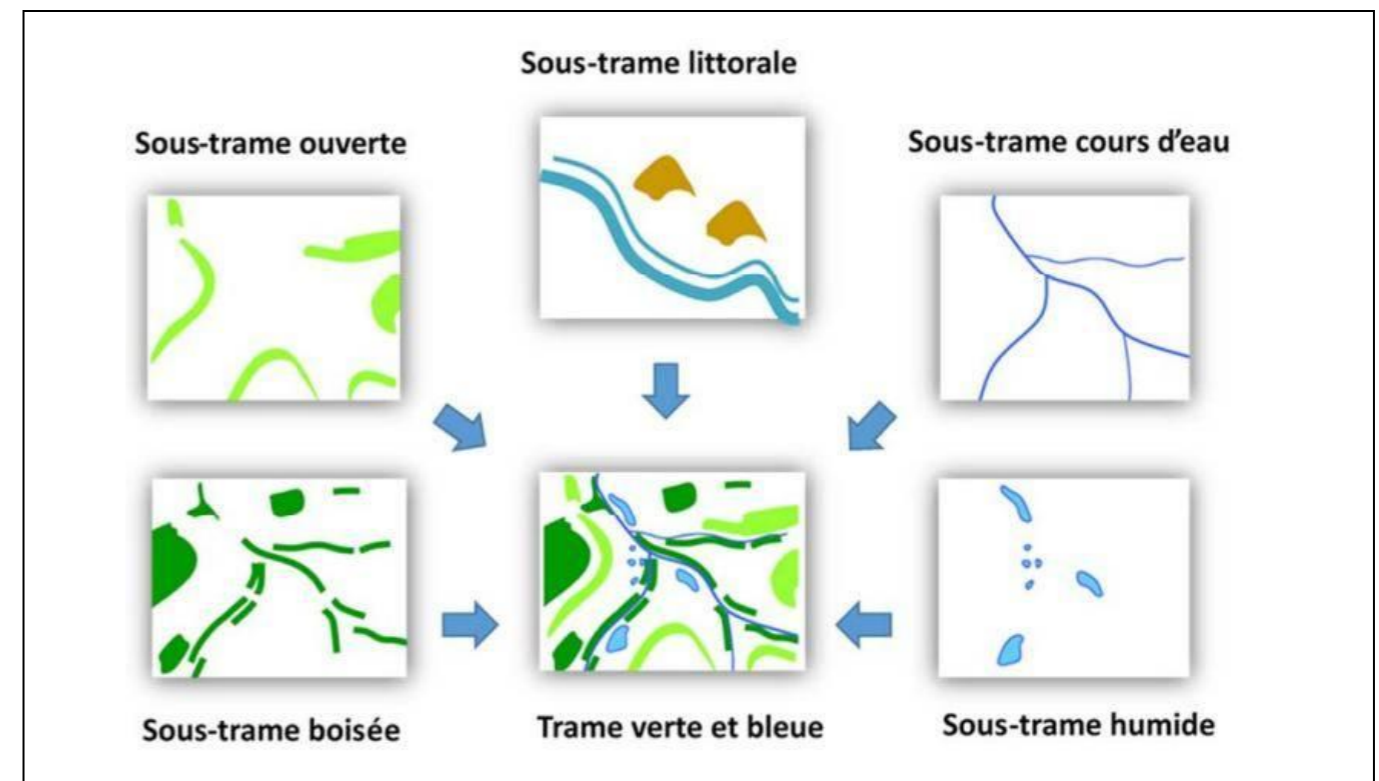
Il est important de noter que les cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux classés au titre de l'article L.214-17 du Code de l'environnement, ainsi que les autres cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux importants pour la préservation de la biodiversité, constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Il en est de même pour les zones humides importantes pour la préservation de la biodiversité qui constituent des réservoirs de biodiversité et/ou des corridors écologiques.



Principe général de la Trame Verte et Bleue

Source : Centre de ressources, Trame Verte et Bleue - Bilan technique et scientifique sur l'élaboration des schémas régionaux de cohérence écologique, juillet 2017.



Les différentes sous-trames de la Trame Verte et Bleue

Source : Centre de ressources, Trame Verte et Bleue - Bilan technique et scientifique sur l'élaboration des schémas régionaux de cohérence écologique, juillet 2017.

ANNEXE 4 – AVIFAUNE PRÉSENTE SUR LE TERRITOIRE

L'inventaire global des espèces d'oiseaux présentes sur le territoire d'Étaules est obtenu grâce à l'extraction des données des sites internet de Faune France, de la SHNA et de Sigogne. Il est complété par les espèces mentionnées dans les zones naturelles d'intérêt remarquables qui intersectent le territoire communal. **Parmi les 183 espèces de ce cortège, 115 ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.**

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
Accenteur mouchet	2026			X	X	X
Aigle botté			X		X	X
Aigle de Bonelli					X	
Aigrette garzette					X	
Alouette des champs	2026			X	X	X
Alouette lulu	2026		X	X	X	X
Autour des palombes	2025				X	X
Balbuzard pêcheur					X	
Bécasse des bois	2024		X		X	X
Bécasseau de Temminck	1994				X	
Bécasseau variable					X	
Bécassine des marais	1977				X	
Bec-croisé des sapins	2024		X		X	X
Bergeronnette des ruisseaux	2025		X		X	
Bergeronnette grise	2026			X	X	X
Bergeronnette printanière	2021			X	X	
Bondrée apivore	2025		X	X	X	X
Bouvreuil pivoine	2026				X	X
Bruant des neiges					X	
Bruant des roseaux	2013				X	
Bruant fou					X	
Bruant jaune	2026				X	X
Bruant proyer	2023			X	X	X
Bruant zizi	2026			X	X	X
Busard cendré	2023			X	X	
Busard des roseaux	2026			X	X	
Busard pâle					X	
Busard Saint-Martin	2025		X	X	X	X
Buse pattue					X	

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
Buse variable	2026			X	X	X
Butor étoilé					X	
Caille des blés	2019				X	X
Canard chipeau					X	
Canard colvert	2025					X
Cassenoix moucheté	1968				X	X
Chardonneret élégant	2026				X	
Chevalier culblanc	2007				X	
Chevalier guignette					X	
Chevêche d'Athéna	2008				X	
Choucas des tours	2026		X	X	X	
Chouette de Tengmalm	1987		X		X	X
Chouette hulotte	2026			X	X	X
Cigogne blanche	1978				X	
Cigogne noire	2025		X		X	X
Cinque plongeur	2024	X	X		X	
Circaète Jean-le-Blanc	2018		X		X	X
Cochevis huppé					X	
Corbeau freux	2025					
Corneille noire	2026					X
Coucou gris	2025			X	X	X
Courlis cendré	1977				X	
Cygne tuberculé					X	
Effraie des clochers	2025				X	X
Engoulevent d'Europe	2023		X	X	X	X
Épervier d'Europe	2026	X	X	X	X	X
Étourneau sansonnet	2026					
Faisan de Colchide	2024					
Faucon crécerelle	2026			X	X	X
Faucon émerillon	1975				X	
Faucon hobereau	2022		X	X	X	
Faucon kobez					X	
Faucon pèlerin	2025		X		X	X
Fauvette à tête noire	2026			X	X	X
Fauvette babillarde	2024				X	
Fauvette des jardins	2025				X	X

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
Fauvette grisette	2025			X	X	X
Fauvette orphée	1975				X	X
Foulque macroule	2000				X	
Fuligule milouin					X	
Gallinule poule-d'eau					X	
Garrot à œil d'or					X	
Geai des chênes	2026					X
Gélinotte des bois					X	
Gobemouche à collier					X	
Gobemouche gris	2024				X	
Gobemouche noir	2024			X	X	X
Goéland brun					X	
Goéland leucopnée					X	
Grand Corbeau	2026				X	X
Grand Cormoran	2014			X	X	
Grand Tétraz					X	
Grand-duc d'Europe	2024	X			X	
Grande Aigrette					X	
Grèbe castagneux					X	
Grimpereau des bois	2026				X	
Grimpereau des jardins	2026			X	X	X
Grive draine	2026			X	X	X
Grive litorne	2025			X	X	X
Grive mauvis	2026			X	X	
Grive musicienne	2026			X	X	X
Grosbec casse-noyaux	2026			X	X	X
Grue cendrée	2026				X	X
Guêpier d'Europe					X	
Harle bièvre					X	
Héron cendré	2026			X	X	X
Hibou des marais	1975				X	
Hibou moyen-duc	2025			X	X	X
Hirondelle de fenêtre	2024			X	X	X
Hirondelle de rivage					X	
Hirondelle rustique	2025				X	X
Huppe fasciée	2022				X	

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
Hypolaïs polyglotte	2024			X	X	
Jaseur boréal					X	
Linotte mélodieuse	2026				X	X
Locustelle tachetée	2007				X	
Loriot d'Europe	2024				X	
Martinet à ventre blanc					X	
Martinet noir	2024			X	X	X
Martin-pêcheur d'Europe	2019	X	X		X	
Merle à plastron	2004				X	
Merle noir	2026			X	X	X
Mésange à longue queue	2026			X	X	X
Mésange bleue	2026			X	X	X
Mésange boréale	2019				X	
Mésange charbonnière	2026			X	X	X
Mésange huppée	2026			X	X	X
Mésange noire	2024				X	
Mésange nonnette	2026			X	X	X
Milan noir	2026			X	X	
Milan royal	2026		X	X	X	X
Moineau domestique	2026			X	X	
Moineau friquet					X	
Mouette rieuse					X	
Mouette tridactyle					X	
Œdicnème criard	2015			X	X	
Oie cendrée					X	
Paon bleu	2026					
Perdrix choucar					X	
Perdrix grise	1983				X	
Perdrix rouge					X	
Petit Gravelot					X	
Petit-duc scops					X	
Pic cendré	2026		X		X	X
Pic épeiche	2026			X	X	X
Pic épeichette	2026		X		X	X
Pic mar	2026		X	X	X	X
Pic noir	2026	X	X		X	X

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
Pic vert	2026			X	X	X
Pie bavarde	2026					
Pie-grièche à tête rousse					X	
Pie-grièche écorcheur	2024	X	X	X	X	
Pie-grièche grise	1957				X	X
Pigeon biset	2021				X	
Pigeon biset domestique	2021					
Pigeon colombin	2026		X		X	X
Pigeon ramier	2026					X
Pinson des arbres	2026			X	X	X
Pinson du nord	2026			X	X	X
Pipit des arbres	2025				X	X
Pipit farlouse	2017				X	
Pipit rousseline				X	X	
Pipit spioncelle				X	X	
Pluvier doré				X	X	
Pluvier guignard	2023				X	
Pouillot de Bonelli	2025		X		X	X
Pouillot fitis	2026				X	X
Pouillot siffleur	2025		X		X	X
Pouillot véloce	2026			X	X	X
Râle d'eau					X	X
Roitelet à triple bandeau	2026			X	X	X
Roitelet huppé	2026				X	X
Rollier d'Europe					X	
Rosignol philomèle	2022			X	X	
Rougegorge familier	2026			X	X	X
Rougequeue à front blanc	2025			X	X	
Rougequeue noir	2026			X	X	
Rousserolle effarvate	1970				X	
Rousserolle turdoïde	1957					
Serin cini	2025				X	
Sittelle torchepot	2026			X	X	X
Sizerin flammé					X	
Tarier des prés	2021			X	X	
Tarier pâtre	2025			X	X	X

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
Tarin des aulnes	2024				X	
Tichodrome échelette	1961		X		X	
Torcol fourmilier	2002				X	
Tourterelle des bois	2024				X	
Tourterelle turque	2026			X	X	
Traquet motteux	2023		X	X	X	
Troglodyte mignon	2026			X	X	X
Vanneau huppé	1972			X	X	
Vautour fauve	2024				X	
Verdier d'Europe	2026				X	X

ANNEXE 5 – CHIROPTÉROFAUNE PRÉSENTE SUR LE TERRITOIRE

L'inventaire global des espèces de chiroptères présentes sur le territoire d'Étaules est obtenu grâce à l'extraction des données des sites internet de Faune France, de la SHNA et de Sigogne. Il est complété par les espèces mentionnées dans les zones naturelles d'intérêt remarquables qui intersectent le territoire communal. **Parmi les 21 espèces de ce cortège, 11 ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.**

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
Barbastelle d'Europe	2023	X	X		X	X
Grand Murin	2021	X	X		X	X
Grand Rhinolophe	2019	X			X	X
Minioptère de Schreibers		X			X	
Murin à moustaches	2009	X			X	X
Murin à oreilles échancrées	2019	X	X		X	X
Murin d'Alcathoe	2012	X			X	X
Murin de Bechstein	2009	X			X	X
Murin de Daubenton	2021	X	X		X	X
Murin de Natterer	2021	X			X	X
Noctule commune						X
Noctule de Leisler	2019	X			X	X
Oreillard gris		X			X	
Oreillard roux	2009	X			X	X
Petit Rhinolophe	2019	X	X		X	X
Pipistrelle commune	2019	X			X	X
Pipistrelle de Kuhl	2019				X	X
Pipistrelle de Nathusius						X
Pipistrelle pygmée						X
Rhinolophe euryale		X				
Sérotine commune	2019	X			X	X

ANNEXE 6 – MAMMIFÈRES « TERRESTRES » PRÉSENTS SUR LE TERRITOIRE

L'inventaire global des espèces de mammifères « terrestres » sur le territoire d'Étaules est obtenu grâce à l'extraction des données des sites internet de Faune France, de la SHNA et de Sigogne. Il est complété par les espèces mentionnées dans les zones naturelles d'intérêt remarquables qui intersectent le territoire communal. **Parmi les 31 espèces de ce cortège, 17 ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.**

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
Belette d'Europe	2019				X	
Blaireau européen	2026					X
Campagnol agreste	2015					
Campagnol fouisseur	2015				X	
Campagnol roussâtre	2023					
Campagnol terrestre	2015					
Cerf élaphe	2022					X
Chamois des Alpes	2026					X
Chat forestier	2023	X	X	X	X	X
Chevreuil européen	2026					X
Crocidure leucode	2014				X	
Crocidure musette	2022					
Crossope aquatique		X			X	
Écureuil roux	2023			X	X	X
Fouine	2013					
Genette commune	1965			X	X	
Hérisson d'Europe				X	X	
Lapin de garenne	2022					
Lièvre d'Europe	2026					X
Loir gris	2025					X
Lynx boréal					X	
Martre des pins	2019	X				
Mulot à collier	2015					
Mulot sylvestre	2015					
Musaraigne pygmée	2021					
Muscardin	2014				X	
Putois d'Europe	2011				X	X
Ragondin	2008					
Renard roux	2026					X
Sanglier	2026					X
Taupe d'Europe	2025					

ANNEXE 7 – AMPHIBIENS PRÉSENTS SUR LE TERRITOIRE

L'inventaire global des espèces d'amphibiens présentes sur le territoire d'Étaules est obtenu grâce à l'extraction des données des sites internet de Faune France, de la SHNA et de Sigogne. Il est complété par les espèces mentionnées dans les zones naturelles d'intérêt remarquables qui intersectent le territoire communal. **Parmi les 10 espèces de ce cortège, 6 ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.**

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
Alyte accoucheur	2025	X	X		X	X
Crapaud commun	2024				X	X
Grenouille agile		X			X	
Grenouille rieuse					X	
Grenouille rousse	2018	X			X	X
Rainette verte					X	X
Salamandre tachetée	2025	X	X	X	X	X
Triton alpestre	2025	X		X	X	X
Triton crêté						X
Triton palmé	2024	X		X	X	X

ANNEXE 8 – REPTILES PRÉSENTS SUR LE TERRITOIRE

L'inventaire global des espèces de reptiles présentes sur le territoire d'Étaules est obtenu grâce à l'extraction des données des sites internet de Faune France, de la SHNA et de Sigogne. Il est complété par les espèces mentionnées dans les zones naturelles d'intérêt remarquables qui intersectent le territoire communal. **Parmi les 12 espèces de ce cortège, 9 ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.**

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
Coronelle lisse	2016		X		X	X
Couleuvre d'Esculape	2024				X	X
Couleuvre helvétique	2025			X	X	X
Couleuvre verte et jaune	2023	X	X	X	X	
Couleuvre vipérine					X	
Lézard à deux raies	2025	X	X	X	X	X
Lézard des murailles	2026	X	X	X	X	X
Lézard vivipare						X
Orvet fragile	2025				X	X
Serpent des blés*	2024					
Vipère aspic	2025	X	X	X	X	X

*Espèce qui n'est pas naturellement présente en France, introduite (origine : États Unis)

ANNEXE 9 – INSECTES PRÉSENTS SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

L'inventaire global des espèces d'insectes présentes sur le territoire d'Étaules est obtenu grâce à l'extraction des données des sites internet de Faune France, de la SHNA et de Sigogne. Il est complété par les espèces mentionnées dans les zones naturelles d'intérêt remarquables qui intersectent le territoire communal. Face à la richesse des taxons, pour alléger les tableaux dans le cas où les mentions par des zones naturelles d'intérêt remarquables sont rares, ces mentions seront précisées à côté de la date dans la colonne de dernière mention communale.

Coléoptères (175 espèces)

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules
<i>Abax ovalis</i>	2013	<i>Badister bullatus</i>	1996
<i>Abax parallelepipedus</i>	2013	<i>Bembidion deletum</i>	2013
<i>Abax parallelus</i>	2013	<i>Bembidion lampros</i>	2013
<i>Aclypea opaca</i>	1996	<i>Calosoma sycophanta</i>	2020
<i>Adalia decempunctata</i>	2024	<i>Cantharis decipiens</i>	2024
<i>Agapanthia villosoviridescens</i>	1996	<i>Cantharis livida</i>	2022
<i>Agrilus angustulus</i>	1996	<i>Carabus auronitens</i>	2013
<i>Agrilus sulcicollis</i>	1996	<i>Carabus convexus</i>	1996
<i>Agriotes pallidulus</i>	2013	<i>Carabus coriaceus</i>	2020
<i>Agriotes pilosellus</i>	1996	<i>Carabus monilis</i>	2013
<i>Agrypnus murinus</i>	1996	<i>Carabus nemoralis</i>	2013
<i>Alosterna tabacicolor</i>	2025	<i>Carabus problematicus</i>	1996
<i>Amara aenea</i>	2022	<i>Cerambyx scopolii</i>	2025
<i>Amara ovata</i>	2013	<i>Cetonia aurata</i>	2025
<i>Ampedus praeustus</i>	2022	<i>Chrysanthia viridissima</i>	1996
<i>Amphimallon atrum</i>	1996	<i>Chrysolina fastuosa</i>	2022
<i>Anastrangalia dubia</i>	2021	<i>Chrysomela populi</i>	2025
<i>Anchomenus dorsalis</i>	2013	<i>Cicindela campestris</i>	2026
<i>Anisandrus dispar</i>	1996	<i>Clerus mutillarius</i>	1996
<i>Anisoplia villosa</i>	2025	<i>Clytra laeviuscula</i>	2022
<i>Anotylus sculpturatus</i>	2013	<i>Clytus arietis</i>	1996
<i>Anthaxia fulgurans</i>	2022	<i>Coccinella septempunctata</i>	2026
<i>Anthaxia podolica</i>	2023 (+ZNIEFF II)	<i>Conopalpus brevicollis</i>	2022
<i>Anthaxia quadripunctata</i>	1996	<i>Cryptocephalus bipunctatus</i>	2025
<i>Anthaxia salicis</i>	2013	<i>Cryptocephalus hypochaeridis</i>	2022
<i>Apoderus coryli</i>	2022	<i>Cryptocephalus marginellus</i>	2022
<i>Arhopalus rusticus</i>	2021	<i>Curculio glandium</i>	2022
<i>Athous haemorrhoidalis</i>	2022	<i>Cychrus attenuatus</i>	2013 (+ZSC)
<i>Athous subfuscus</i>	1996	<i>Dascillus cervinus</i>	2022

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules
<i>Dinoptera collaris</i>	2025	<i>Nicrophorus humator</i>	2013
<i>Dinothenarus fossor</i>	2013	<i>Nicrophorus interruptus</i>	1996
<i>Donus ovalis</i>	2022	<i>Nicrophorus investigator</i>	1996
<i>Dorcus parallelipedus</i>	2021	<i>Nicrophorus vespillo</i>	2013
<i>Drilus flavescens</i>	2022	<i>Nicrophorus vespilloides</i>	2013
<i>Epuraea melanocephala</i>	2013	<i>Nothodes parvulus</i>	2013
<i>Exochomus quadripustulatus</i>	2024	<i>Notiophilus biguttatus</i>	2013
<i>Exomias pellucidus</i>	2013	<i>Ocypus olens</i>	2013
<i>Exosoma lusitanicum</i>	2023	<i>Oedemera femorata</i>	1996
<i>Glaphyra umbellatarum</i>	1957	<i>Oedemera flavipes</i>	2023
<i>Gnorimus nobilis</i>	(ZSC)	<i>Oedemera nobilis</i>	1996
<i>Gonioctena decemnotata</i>	2021	<i>Oedemera podagrariae</i>	2013
<i>Gonioctena viminalis</i>	2023	<i>Oedemera pthysica</i>	1996
<i>Grammoptera ruficornis</i>	2024	<i>Oedemera virescens</i>	2025
<i>Halyzia sedecimguttata</i>	2024	<i>Oenopia lyncea</i>	2024
<i>Harmonia axyridis</i>	2024	<i>Oiceoptoma thoracicum</i>	2013
<i>Harpalus affinis</i>	2022	<i>Onthophagus coenobita</i>	2013
<i>Hermaphysa mercurialis</i>	2013	<i>Onthophagus furcatus</i>	2013
<i>Hister unicolor</i>	2013	<i>Onthophagus joannae</i>	2013
<i>Hoplia argentea</i>	2024	<i>Onthophagus ovatus</i>	2013
<i>Ischnomera sanguinicollis</i>	2024	<i>Oplasia cinerea</i>	1992
<i>Lagria hirta</i>	2022	<i>Orchestes fagi</i>	2013
<i>Lamproyris noctiluca</i>	1996	<i>Oxythyrea funesta</i>	2022
<i>Leiopus nebulosus</i>	2022	<i>Pachytodes cerambyciformis</i>	2021
<i>Leistus spinibarbis</i>	2021	<i>Philonthus carbonarius</i>	2013
<i>Leptura aurulenta</i>	1996	<i>Philonthus decorus</i>	2013
<i>Lesteva longolytrata</i>	2013	<i>Philonthus politus</i>	2013
<i>Lixus ochraceus</i>	2022	<i>Phosphuga atrata</i>	2013
<i>Loricera pilicornis</i>	2013	<i>Phyllobius glaucus</i>	2022
<i>Lucanus cervus</i>	2023 (+ZSC)	<i>Phyllobius pyri</i>	2021
<i>Lygistopterus sanguineus</i>	2004	<i>Phyllobius roboretanus</i>	2022
<i>Malachius bipustulatus</i>	2021	<i>Phyllopertha horticola</i>	1996
<i>Margarinotus ventralis</i>	2013	<i>Platycerus caraboides</i>	2013
<i>Mitoplinthus caliginosus</i>	2013	<i>Platycis minutus</i>	2024
<i>Molops piceus</i>	2013	<i>Platydracus chalcocephalus</i>	2013
<i>Nebria brevicollis</i>	2013	<i>Poecilus cupreus</i>	2013
<i>Nicrodes littoralis</i>	1996	<i>Poecilus versicolor</i>	2013

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules
<i>Polydrusus cervinus</i>	2013	<i>Sitona humeralis</i>	2022
<i>Polydrusus formosus</i>	2022	<i>Sitona puncticollis</i>	2022
<i>Potosia cuprea</i>	1996	<i>Staphylinus caesareus</i>	1996
<i>Propylea quatuordecimpunctata</i>	2024	<i>Stenocorus meridianus</i>	2025
<i>Protapion assimile</i>	2013	<i>Stenopterus rufus</i>	1996
<i>Psilothrix viridicoerulea</i>	2021	<i>Stenurella bifasciata</i>	1996
<i>Psyllobora vigintiduopunctata</i>	2024	<i>Stenurella melanura</i>	2022
<i>Pterostichus cristatus</i>	2013	<i>Stenurella nigra</i>	2025
<i>Pterostichus madidus</i>	2013	<i>Stictoleptura maculicornis</i>	2025
<i>Pterostichus oblongopunctatus</i>	1996	<i>Stictoleptura rubra</i>	2021
<i>Ptosima undecimmaculata</i>	1996	<i>Tilloidea unifasciata</i>	2024
<i>Purpuricenus kaehleri</i>	1996	<i>Timarcha goettingensis</i>	2024
<i>Quedius lateralis</i>	2013	<i>Timarcha tenebricosa</i>	2026
<i>Rhagium inquisitor</i>	2024	<i>Trachys minutus</i>	2024
<i>Rhagium mordax</i>	1996	<i>Trechus quadristriatus</i>	2014
<i>Rhagium sycophanta</i>	1996	<i>Trichius fasciatus</i>	2023
<i>Rhagonycha fulva</i>	2013	<i>Trichodes alvearius</i>	2025
<i>Rhagonycha lignosa</i>	2022	<i>Tritoma bipustulata</i>	2022
<i>Rhinusa tetra</i>	2022	<i>Trox perlatus</i>	2013
<i>Rutpela maculata</i>	2025	<i>Valgus hemipterus</i>	2022
<i>Silis ruficollis</i>	1996	<i>Vibidia duodecimguttata</i>	2024
<i>Sisyphus schaefferi</i>	2020	-	

Parmi les 175 espèces de l'ordre des coléoptères mentionnées, 82 ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.

Lépidoptères- Hétérocères (202 espèces)

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules
<i>Abraxas grossulariata</i>	1996	<i>Conistra vaccinii</i>	2024
<i>Acronicta rumicis</i>	1996	<i>Cosmia trapezina</i>	2025
<i>Agapeta zoegana</i>	2025	<i>Cosmorhoe ocellata</i>	1996
<i>Aglia tau</i>	1976	<i>Craniophora ligustri</i>	1996
<i>Agrotis bigramma</i>	1996	<i>Crocallis elinguaris</i>	1996
<i>Agrotis crassa</i>	(ZNIEFF I et II)	<i>Crocallis tusciaria</i>	1996
<i>Agrotis exclamationis</i>	2025	<i>Cryphia algae</i>	1996
<i>Agrotis ipsilon</i>	2025	<i>Cyclophora annularia</i>	2025
<i>Agrosis segetum</i>	(RNR)	<i>Cymatophorina diluta</i>	1996
<i>Alcis repandata</i>	1996	<i>Deilephila elpenor</i>	(RNR)
<i>Allophyes oxyacanthae</i>	1996	<i>Deltote deceptoris</i>	1996
<i>Amata phegea</i>	(RNR)	<i>Diachrysis chryson</i>	(ZNIEFF II)
<i>Amphipyra pyramidea</i>	1996	<i>Diacrisia sannio</i>	2025
<i>Amphipyra tragopoginis</i>	1996	<i>Diarsia brunnea</i>	1996
<i>Angerona prunaria</i>	1996	<i>Diloba caeruleocephala</i>	2021
<i>Anticollis sparsata</i>	(ZNIEFF II)	<i>Drymonia oblitterata</i>	1996
<i>Apamea monoglypha</i>	1996	<i>Ectropis crepuscularia</i>	2024
<i>Aplocera plagiata</i>	1996	<i>Eilema caniola</i>	2022
<i>Apoda limacodes</i>	1996	<i>Eilema griseola</i>	2025
<i>Arctia villica</i>	2024	<i>Eilema lurideola</i>	(RNR)
<i>Asteroscopus sphinx</i>	1996	<i>Eilema sororcula</i>	2025
<i>Autographa gamma</i>	1996 (+RNR)	<i>Elophos dilucidaria</i>	(ZNIEFF II)
<i>Biston strataria</i>	2024	<i>Ematurga atomaria</i>	2024
<i>Brachionycha nubeculosa</i>	2024	<i>Epilecta linogrisea</i>	1996
<i>Calliteara pudibunda</i>	2024 (+RNR)	<i>Epione repandaria</i>	(ZNIEFF II)
<i>Campaea margaritaria</i>	1996	<i>Epirrhoe rivata</i>	1996
<i>Camptogramma bilineata</i>	2025	<i>Epirrita christyi</i>	1996
<i>Catocala elocata</i>	2025	<i>Erannis defoliaria</i>	1996
<i>Charissa nupta</i>	(RNR)	<i>Eriogaster lanestris</i>	2025
<i>Catocala sponsa</i>	1996	<i>Euclidia mi</i>	1996
<i>Charissa obscurata</i>	(RNR)	<i>Eugnorisma glareosa</i>	1996
<i>Chiasmia clathrata</i>	2024	<i>Eulithis prunata</i>	1996
<i>Chloroclysta siterata</i>	1996	<i>Eupithecia actaeata</i>	(ZNIEFF II)
<i>Cidaria fulvata</i>	1996	<i>Eupithecia icterata</i>	(ZNIEFF II)
<i>Clostera pigra</i>	1996	<i>Eupithecia pauxillaria</i>	1996
<i>Colocasia coryli</i>	2024	<i>Eupithecia pusillata</i>	1996
<i>Colostygia olivata</i>	1996	<i>Euplagia quadripunctaria</i>	2025 (+ZSC, ZNIEFF I et II, RNR)
<i>Colostygia pectinataria</i>	1996	<i>Euproctis chrysorrhoea</i>	1996 (+RNR)
<i>Colotois pennaria</i>	1996	<i>Eupsilia transversa</i>	2024

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules
<i>Fagivorina arenaria</i>	1996 (+ ZNIEFF I et II)	<i>Mythimna ferrago</i>	1996
<i>Gastropacha quercifolia</i>	1996	<i>Mythimna impura</i>	(ZNIEFF I et II)
<i>Gluphisia crenata</i>	1996	<i>Noctua comes</i>	1996
<i>Gnophos furvata</i>	(ZNIEFF I et II)	<i>Noctua fimbriata</i>	1996
<i>Gnophos obfuscata</i>	(ZNIEFF II)	<i>Noctua interjecta</i>	1996
<i>Habrosyne pyritoides</i>	1996	<i>Noctua janthina</i>	1996
<i>Hemaris fuciformis</i>	2017 (+RNR)	<i>Noctua pronuba</i>	1996 (+RNR)
<i>Hemistola chrysoprasaria</i>	1996	<i>Notocelia roborana</i>	2021
<i>Hoplodrina respersa</i>	1996	<i>Notodonta ziczac</i>	1996
<i>Horisme tersata</i>	1996	<i>Ochropleura plecta</i>	1996
<i>Horisme vitalbata</i>	2025	<i>Ocneria rubea</i>	(ZNIEFF II)
<i>Hydriomena furcata</i>	1996 (+ ZNIEFF I et II)	<i>Odezia atrata</i>	(ZNIEFF II)
<i>Hypomecis roboraria</i>	2025	<i>Odonestis pruni</i>	2024
<i>Idaea aversata</i>	1996	<i>Oligia latruncula</i>	1996
<i>Idaea degeneraria</i>	2025	<i>Operophtera brumata</i>	(RNR)
<i>Idaea deversaria</i>	1996	<i>Opisthograptis luteolata</i>	2025
<i>Idaea moniliata</i>	(ZNIEFF II)	<i>Orgyia antiqua</i>	(RNR)
<i>Idaea rufaria</i>	1996	<i>Orthosia cerasi</i>	2024
<i>Ipimorpha retusa</i>	1996	<i>Orthosia cruda</i>	2024
<i>Jodis lactearia</i>	2025	<i>Orthosia gothica</i>	2024
<i>Jordanita globulariae</i>	2022	<i>Orthosia incerta</i>	2024
<i>Jordanita notata</i>	1976	<i>Orthosia miniosa</i>	2024
<i>Lacanobia oleracea</i>	1996	<i>Ourapteryx sambucaria</i>	(RNR)
<i>Lamprosticta culta</i>	1996	<i>Palpita vitrealis</i>	2025
<i>Lasiocampa quercus</i>	1996	<i>Pammene rhediella</i>	2024
<i>Ligdia adustata</i>	2025	<i>Paracolax tristalis</i>	1996
<i>Lithophane ornitopus</i>	2024	<i>Parascotia fuliginaria</i>	1996
<i>Lycia hirtaria</i>	2024	<i>Peribatodes perversaria</i>	1996
<i>Lymantria dispar</i>	2021	<i>Peribatodes rhomboidaria</i>	1996
<i>Lymantria monacha</i>	1996	<i>Philereme transversata</i>	1996
<i>Lythria cruentaria</i>	2025	<i>Philereme vetulata</i>	1996
<i>Macaria alternata</i>	1996	<i>Phlogophora meticulosa</i>	2016 (+RNR)
<i>Macaria wauaria</i>	1996	<i>Phragmatobia fuliginosa</i>	2025
<i>Macroglossum stellatarum</i>	2022 (+RNR)	<i>Plagodis dolabraria</i>	1996
<i>Malacosoma neustria</i>	1996	<i>Polia nebulosa</i>	1996
<i>Melanthia procellata</i>	1996	<i>Polypogon plumigeralis</i>	1996
<i>Miltochrista miniata</i>	1996	<i>Pseudopantthera macularia</i>	2024
<i>Mimas tiliae</i>	(RNR)	<i>Pseudoterpna pruinata</i>	1996
<i>Minoa murinata</i>	1996	<i>Ptilodon cucullina</i>	1996
<i>Mniotype satura</i>	1996	<i>Ptilophora plumigera</i>	1996

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules
<i>Mythimna albipuncta</i>	2025	<i>Rheumaptera cervinalis</i>	2024
<i>Rhodostrophia calabra</i>	(ZNIEFF I et II)	<i>Thalera fimbrialis</i>	1996
<i>Rhodostrophia vibicaria</i>	1996	<i>Thaumetopoea processionea</i>	(RNR)
<i>Rivula sericealis</i>	2025	<i>Tholera cespitis</i>	1996
<i>Rusina ferruginea</i>	1996	<i>Thyatira batis</i>	2025
<i>Scopula decorata</i>	1996	<i>Tiliacea aurago</i>	1996
<i>Scopula immorata</i>	2025	<i>Tiliacea citrigo</i>	2024
<i>Scopula immutata</i>	2025	<i>Timandra comae</i>	2025
<i>Scopula incanata</i>	1996	<i>Trichiura crataegi</i>	1996
<i>Scopula ornata</i>	1996	<i>Trichopteryx carpinata</i>	2024
<i>Scopula tessellaria</i>	1996	<i>Trichopteryx polycommata</i>	2024
<i>Scopula umbelaria</i>	(ZNIEFF II)	<i>Triphosa dubitata</i>	2015
<i>Scotopteryx chenopodiata</i>	2025	<i>Tyria jacobaeae</i>	1996
<i>Scotopteryx moeniata</i>	1996	<i>Udea ferrugalis</i>	2025
<i>Selenia dentaria</i>	1996	<i>Valeria jaspidea</i>	2024
<i>Selenia lunularia</i>	1996	<i>Watsonalla binaria</i>	1996
<i>Selenia tetralunaria</i>	1996	<i>Xestia baja</i>	1996
<i>Sideridis reticulata</i>	1996	<i>Xestia castanea</i>	1996
<i>Siona lineata</i>	2025	<i>Xestia c-nigrum</i>	2025
<i>Sphinx ligustri</i>	(RNR)	<i>Xestia stigmatica</i>	2025
<i>Spilosoma lubricipeda</i>	1996 (+RNR)	<i>Xestia triangulum</i>	(RNR)
<i>Sunira circellaris</i>	1996	<i>Xestia xanthographa</i>	1996

Parmi les 202 espèces de l'ordre des hétérocères mentionnées, 65 ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.

Lépidoptères - Rhopalocères (101 espèces)

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
<i>Aglais io</i>	2026		X			X
<i>Aglais urticae</i>	2025		X			X
<i>Anthocharis cardamines</i>	2025		X			X
<i>Apatura ilia</i>	2014		X		X	X
<i>Apatura iris</i>	2013		X			X
<i>Aphantopus hyperantus</i>	2024		X			
<i>Aporia crataegi</i>	2025		X		X	
<i>Araschnia levana</i>	2025		X			
<i>Arethusana arethusa</i>	2020	X	X		X	
<i>Argynnis paphia</i>	2025		X			X
<i>Aricia agestis</i>	2025		X			X
<i>Boloria dia</i>	2025		X			
<i>Boloria euphrosyne</i>	2002		X		X	
<i>Boloria selene</i>	2020					
<i>Brenthis daphne</i>	2025		X		X	
<i>Brintesia circe</i>	2023		X		X	
<i>Callophrys rubi</i>	2024		X			
<i>Carcharodus alceae</i>	2011					
<i>Carterocephalus palaemon</i>	2008	X	X		X	
<i>Celastrina argiolus</i>	2025					X
<i>Coenonympha arcania</i>	2025		X			
<i>Coenonympha glycerion</i>	2015		X		X	
<i>Coenonympha pamphilus</i>	2025		X			X
<i>Colias alfacariensis</i>	2022		X			
<i>Colias crocea</i>	2023		X			X
<i>Colias hyale</i>	1996					
<i>Cupido minimus</i>	2025		X			
<i>Cupido osiris</i>	1996		X		X	
<i>Cyaniris semiargus</i>	1996					
<i>Erebia aethiops</i>	2025		X		X	
<i>Erebia medusa</i>	2025		X		X	
<i>Erebia meolans</i>	1996		X		X	
<i>Erynnis tages</i>	2022					
<i>Euphydryas aurinia</i>	2015	X	X		X	
<i>Euphydryas maturna</i>	2022	X	X		X	

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
<i>Fabriciana adippe</i>	2022		X			X
<i>Fabriciana niobe</i>	1996		X		X	
<i>Glaucopsyche alexis</i>	2015				X	
<i>Gonepteryx rhamni</i>	2026		X			X
<i>Hamearis lucina</i>	2025		X		X	
<i>Hesperia comma</i>					X	
<i>Hipparchia alcyone</i>			X		X	
<i>Hipparchia genava</i>	2023		X		X	
<i>Hipparchia semele</i>	2020		X	X		X
<i>Hypodryas maturna</i>					X	
<i>Iphiclides podalirius</i>	2025		X			
<i>Issoria lathonia</i>	2025		X			X
<i>Lasiommata maera</i>	2023					
<i>Lasiommata megera</i>	2025					X
<i>Leptidea sinapis</i>	2025		X			
<i>Limenitis camilla</i>	2025		X			X
<i>Limenitis reducta</i>	2025		X		X	
<i>Lopinga achine</i>	2025	X	X		X	
<i>Lycaena dispar</i>	1994				X	
<i>Lycaena phlaeas</i>	2020					
<i>Lycaena tityrus</i>	2025					
<i>Lysandra bellargus</i>	2025	X	X			
<i>Lysandra coridon</i>	2022		X		X	
<i>Maniola jurtina</i>	2025		X			X
<i>Melanargia galathea</i>	2025					X
<i>Melitaea athalia</i>	2025		X			
<i>Melitaea aurelia</i>	2012		X		X	
<i>Melitaea cinxia</i>	2022					
<i>Melitaea diamina</i>	2012				X	
<i>Melitaea didyma</i>	1996					
<i>Melitaea parthenoides</i>	1996	X	X		X	
<i>Melitaea phoebe</i>	2015				X	
<i>Minois dryas</i>					X	
<i>Nymphalis polychloros</i>	2024		X			
<i>Ochlodes sylvanus</i>	2025					
<i>Papilio machaon</i>	2023		X			

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
<i>Pararge aegeria</i>	2025		X			X
<i>Phengaris alcon</i>	2011	X			X	
<i>Pieris brassicae</i>	2024		X			X
<i>Pieris bryoniae</i>			X		X	
<i>Pieris mannii</i>	2017					
<i>Pieris napi</i>	2025		X			X
<i>Pieris rapae</i>	2025		X			X
<i>Plebejus argus</i>	1994		X			
<i>Plebejus argyrognomon</i>	2020		X		X	
<i>Plebejus idas</i>	2011					
<i>Polygonia c-album</i>	2025		X			
<i>Polyommatus icarus</i>	2025		X			X
<i>Polyommatus thersites</i>	1996		X		X	
<i>Pseudophilotes baton</i>	1996		X		X	
<i>Pyrgus alveus</i>	2014					
<i>Pyrgus cirsii</i>					X	
<i>Pyrgus malvae</i>	2025				X	
<i>Pyrgus serratulae</i>	1996		X			
<i>Pyronia tithonus</i>	2025					X
<i>Quercusia quercus</i>	2025		X			
<i>Satyrium acaciae</i>	2021				X	
<i>Satyrium ilicis</i>	2025		X			
<i>Satyrium pruni</i>	2025				X	
<i>Satyrium spini</i>	2025		X		X	
<i>Satyrium w-album</i>	2025	X	X		X	
<i>Speyeria aglaja</i>	2022		X		X	X
<i>Spialia sertorius</i>	2006				X	
<i>Thymelicus acteon</i>	2021				X	
<i>Thymelicus lineola</i>	2022					
<i>Thymelicus sylvestris</i>	2025					
<i>Vanessa atalanta</i>	2026					X
<i>Vanessa cardui</i>	2025					X

Parmi les 101 espèces de l'ordre des rhopalocères mentionnées, 70 ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.

Lépidoptères - Zygènes (14 espèces)

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
<i>Adscita geryon</i>	2015					
<i>Adscita statices</i>					X	
<i>Aglaope infausta</i>					X	
<i>Zygaena carniolica</i>	1996		X		X	
<i>Zygaena ephialtes</i>	2017					X
<i>Zygaena fausta</i>	1996		X		X	
<i>Zygaena filipendulae</i>	1996					X
<i>Zygaena loniceriae</i>	1996				X	X
<i>Zygaena loti</i>	2023		X		X	X
<i>Zygaena osterodensis</i>	2013	X	X		X	
<i>Zygaena purpuralis</i>	2022		X		X	
<i>Zygaena transalpina</i>	2022		X		X	
<i>Zygaena trifolii</i>	1976					X
<i>Zygaena viciae</i>	2012				X	X

Parmi les 14 espèces de l'ordre des zygènes mentionnées, 4 ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.

Odonates (35 espèces)

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
<i>Aeshna cyanea</i>	2023					X
<i>Aeshna grandis</i>					X	X
<i>Aeshna mixta</i>						X
<i>Anax imperator</i>	2025					X
<i>Anax parthenope</i>						X
<i>Boyeria irene</i>					X	
<i>Brachytron pratense</i>						X
<i>Calopteryx splendens</i>	1988					X
<i>Calopteryx virgo</i>	2025					X
<i>Chalcolestes viridis</i>	2004					X
<i>Coenagrion mercuriale</i>		X			X	X
<i>Coenagrion puella</i>						X
<i>Coenagrion pulchellum</i>						X
<i>Cordulegaster bidentata</i>	2023	X			X	
<i>Cordulegaster boltonii</i>	2022	X			X	X
<i>Cordulia aenea</i>						X
<i>Enallagma cyathigerum</i>						X
<i>Gomphus vulgatissimus</i>						X
<i>Ischnura elegans</i>						X
<i>Ischnura pumilio</i>	1988					X
<i>Lestes barbarus</i>						X
<i>Lestes sponsa</i>						X
<i>Libellula depressa</i>	2022					X
<i>Libellula quadrimaculata</i>						X
<i>Orthetrum brunneum</i>					X	
<i>Orthetrum cancellatum</i>	2009					X
<i>Orthetrum coerulescens</i>	2011				X	X
<i>Platycnemis pennipes</i>						X
<i>Pyrrhosoma nymphula</i>						X
<i>Somatochlora metallica</i>					X	
<i>Sympecma fusca</i>						X
<i>Sympetrum danae</i>						X
<i>Sympetrum flaveolum</i>					X	X
<i>Sympetrum sanguineum</i>						X
<i>Sympetrum striolatum</i>	2013					X

Parmi les 35 espèces de l'ordre des odonates mentionnées, 6 ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.

Orthoptères (43 espèces)

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules
<i>Aiolopus strepens</i>	2024	<i>Myrmeleotettix maculatus</i>	(RNR)
<i>Barbitistes serricauda</i>	2025 (+RNR)	<i>Nemobius sylvestris</i>	2025 (+RNR)
<i>Bicolorana bicolor</i>	2022 (+RNR)	<i>Oecanthus pellucens</i>	2018 (+RNR)
<i>Calliptamus barbarus</i>	2023 (+ZNIEFF II)	<i>Oedipoda caerulea</i>	2025 (+RNR)
<i>Calliptamus italicus</i>	2025 (+RNR)	<i>Omocestus rufipes</i>	2023 (+RNR)
<i>Chorthippus biguttulus</i>	2025 (+RNR)	<i>Omocestus viridulus</i>	(RNR)
<i>Chorthippus brunneus</i>	2025(+RNR)	<i>Phaneroptera falcata</i>	2023 (+RNR)
<i>Chorthippus dorsatus</i>	2018 (+RNR)	<i>Phaneroptera nana</i>	2024
<i>Chorthippus mollis</i>	2023	<i>Pholidoptera griseoptera</i>	2025 (+RNR)
<i>Chorthippus vagans</i>	2020 (+ZNIEFF II et RNR)	<i>Platycleis albopunctata</i>	(RNR)
<i>Chrysochraon dispar</i>	2025	<i>Pseudochorthippus parallelus</i>	2025 (+RNR)
<i>Conocephalus fuscus</i>	2025	<i>Roeseliana roeselii</i>	2025 (+RNR)
<i>Decticus verrucivorus</i>	2006 (+ZNIEFF II et RNR)	<i>Ruspolia nitidula</i>	2025
<i>Ephippiger diurnus</i>	2022	<i>Stenobothrus lineatus</i>	2023 (+RNR)
<i>Euchorthippus declivus</i>	2023	<i>Tessellana tessellata</i>	2022 (+ZNIEFF II)
<i>Euthystira brachyptera</i>	2022	<i>Tetrix ceperoi</i>	2022
<i>Gomphocerippus rufus</i>	2025 (+RNR)	<i>Tetrix kraussi</i>	2014
<i>Gryllus campestris</i>	2025 (+RNR)	<i>Tetrix subulata</i>	2011
<i>Isophya pyrenaica</i>	2022	<i>Tetrix tenuicornis</i>	2016
<i>Leptophyes punctatissima</i>	2024 (+RNR)	<i>Tettigonia cantans</i>	(RNR)
<i>Meconema thalassinum</i>	2025	<i>Tettigonia viridissima</i>	2025 (+RNR)
<i>Mecostethus parapleurus</i>	2018	-	

Parmi les 43 espèces de l'ordre des orthoptères mentionnées, 36 ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.

Autres insectes

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules
DIPTÈRES (7 espèces)			
<i>Episyrphus balteatus</i>	2025	<i>Volucella inanis</i>	2025
<i>Helophilus pendulus</i>	2021	<i>Volucella pellucens</i>	2023
<i>Hemipenthes morio</i>	2022	<i>Volucella zonaria</i>	2025
<i>Volucella bombylans</i>	2025	-	
HÉMIPTÈRES (43 espèces)			
<i>Adelphocoris lineolatus</i>	2022	<i>Eysarcoris venustissimus</i>	2022
<i>Aelia acuminata</i>	2024	<i>Gonocerus acuteangulatus</i>	2024
<i>Aphrophora alni</i>	2022	<i>Graphosoma italicum</i>	2024
<i>Camptopus lateralis</i>	2024	<i>Haematoloma dorsata</i>	2021
<i>Capsodes flavomarginatus</i>	2022	<i>Halticus luteicollis</i>	2022
<i>Carpocoris fuscispinus</i>	2024	<i>Heterotoma planicornis</i>	2022
<i>Centrotus cornutus</i>	2022	<i>Himacerus mirmicoides</i>	2022
<i>Cercopis vulnerata</i>	2025	<i>Holcostethus sphaelatus</i>	2024
<i>Cicadetta cantilatrix</i>	2015	<i>Horistus orientalis</i>	2022
<i>Coreus marginatus</i>	2022	<i>Legnotus limbosus</i>	2022
<i>Corizus hyoscyami</i>	2024	<i>Leptopterna dolabrata</i>	2022
<i>Deraeocoris ruber</i>	2022	<i>Lygaeus equestris</i>	2022
<i>Dolycoris baccarum</i>	2024	<i>Megaloceroea recticornis</i>	2022
<i>Elasmostethus minor</i>	2024	<i>Odontotarsus purpureolineatus</i>	2022
<i>Enoplops scapha</i>	2022	<i>Orthotylus prasinus</i>	2022
<i>Eurydema oleracea</i>	2022	<i>Oxycarenus pallens</i>	2022
<i>Eurydema ornata</i>	2024	<i>Palomena prasina</i>	2024
<i>Pentatoma rufipes</i>	2022	<i>Rhopalus subrufus</i>	2022
<i>Phylus coryli</i>	2022	<i>Staria lunata</i>	2022
<i>Piezodorus lituratus</i>	2024	<i>Stenotus binotatus</i>	2022
<i>Pyrrhocoris apterus</i>	2026	<i>Tropidothorax leucopterus</i>	2025
<i>Rhaphigaster nebulosa</i>	2024	-	
HYMYNOPTÈRES (4 espèces)			
<i>Agriotypus armatus</i>	(ZNIEFF-I)	<i>Vespa crabro</i>	2023
<i>Apis mellifera</i>	2023	<i>Vespa velutina</i>	2022
<i>Bombus gr. lapidarius spp.</i>	2024		
MANTOPTÈRE (1 espèce)			
<i>Mantis religiosa</i>	2023	-	
NEVROPTÈRE (1 espèce)			
<i>Libelloides coccajus</i>	2023 (+ZSC)		
TRICHOPTÈRES (2 espèces)			
<i>Stenophylax nycterobius</i>	2010	<i>Stenophylax sequax</i>	2010

Parmi les 60 autres espèces d'insectes mentionnées, 7 espèces de diptères, 42 espèces d'hémiptères, 4 espèces d'hyménoptères, 1 espèce de mantoptère et 1 espèce de névroptère ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.

ANNEXE 10 – AUTRES INVERTÉBRÉS PRÉSENTS SUR LE TERRITOIRE

L'inventaire global des espèces des autres invertébrés présentes sur le territoire d'Étaules est obtenu grâce à l'extraction des données des sites internet de Faune France, de la SHNA et de Sigogne. Il est complété par les espèces mentionnées dans les zones naturelles d'intérêt remarquables qui intersectent le territoire communal. Face à la richesse des taxons, pour alléger le tableau et comme les mentions par des sources multiples sont rares, la mention par une zone naturelle d'intérêt remarquable est précisée entre parenthèse dans la date de dernière mention communale. **Parmi les 17 espèces mentionnées pour les autres invertébrés, 11 espèces d'araignées et 3 espèces de gastéropodes ont été référencées depuis moins de 10 ans (2016-2026) dans les bases de données communales.**

Nom scientifique	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules
ARANÉIDES (11 espèces)			
<i>Anyphaena accentuata</i>	2025	<i>Micrommata virescens</i>	2022
<i>Araneus diadematus</i>	2025 (+RNR)	<i>Misumena vatia</i>	2023
<i>Argiope bruennichi</i>	2025	<i>Neriena peltata</i>	(RNR)
<i>Ballus rufipes</i>	2022	<i>Nuctenea umbratica</i>	2025
<i>Diaea dorsata</i>	2025	<i>Pisaura mirabilis</i>	2025
<i>Histopona torpida</i>	(RNR)	<i>Tetragnatha extensa</i>	2022
<i>Marpissa muscosa</i>	2022	-	
BIVALVE (1 espèce)			
<i>Pisidium personatum</i>	(RNR)		
CRUSTACÉ (1 espèce)			
<i>Austropotamobius pallipes</i>	(ZSC)	-	
GASTÉROPODES (4 espèces)			
<i>Bythinella carinulata</i>	(RNR)	<i>Obscurella conica</i>	2025
<i>Helicigona lapicida</i>	2023	<i>Pomatias elegans</i>	2025

ANNEXE 11 – ICHTYOFAUNE SUR LE TERRITOIRE

L'inventaire global des espèces des poissons présentes sur le territoire d'Étaules est obtenu grâce à l'extraction des données des sites internet de Faune France, de la SHNA et de Sigogne. Il est complété par les espèces mentionnées dans les zones naturelles d'intérêt remarquables qui intersectent le territoire communal. **Sur les 5 espèces de ce cortège, aucune n'a directement été identifiées dans les bases de données communales (en lien avec le tracé hydrologique du Suzon, principalement hors d'Étaules).**

Nom vernaculaire	Dernière mention sur le territoire d'Étaules	Mention au sein d'une zone naturelle d'intérêt remarquable associée à la commune d'Étaules				
		ZSC FR2600957	ZNIEFF I 260005899	ZNIEFF I 260015450	ZNIEFF II 260014993	RNR FR9300012
Blageon					X	
Chabot commun		X				
Ombre commun					X	
Truite fario						
Vandoise					X	

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



PIECE N°3.1 – ÉTUDES QUANTITATIVES

Prescrit par délibération du : 16/10/2025
Arrêté par délibération du :
DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

I. ÉTUDE DE CONSOMMATION : APPROCHE SUR LA DEFINITION DES ENVELOPPES DE CONSOMMATION

A- PRECISION SUR LES ECHEANCES REGLEMENTAIRES ET METHODOLOGIE MISE EN ŒUVRE

Les projections de développement du PLU doivent s'inscrire en continuité avec les principes de modération de la consommation de l'espace renforcés par la loi Climat et Résilience d'août 2021 et contribuer (tous les 10 ans) à s'inscrire dans la trajectoire de réduction de 50% des emprises consommées sur les 10 années précédentes.

Afin de pouvoir établir l'emprise des espaces agricoles, forestiers et naturels consommés sur les années précédentes, et ainsi estimer l'enveloppe de trajectoire à laquelle peut prétendre la commune, il est nécessaire d'établir une analyse de la consommation. À ce titre le Code de l'urbanisme impose trois échéances :

- **ÉCHÉANCE 1** : Celle imposée par la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite "loi Climat et Résilience", qui fixe l'objectif de diviser par deux le rythme de la consommation des terres agricoles, forestières et naturelles, dans les dix années suivant la promulgation de la loi, par rapport aux 10 années précédentes.

La Loi Climat et Résilience ayant été promulguée le 24 août 2021, la période de référence retenue pour le recensement des consommations passées au titre de cette loi est de 08/2011 à 08/2020, période ramenée en années complètes conformément aux attentes des services de l'Etat de **01/2011 à 12/2020**.

- **ÉCHÉANCE 2** : Celle imposée à l'article L151-4 du code de l'urbanisme qui stipule en outre que le rapport de présentation doit analyser la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de plan (PLU) ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme.

En l'état, une première analyse de la consommation foncière est donc réalisée sur la période **01/2016 à 12/2026**. Cette échéance sera réalisée avant l'arrêt du PLU.

- **ÉCHÉANCE 3** : Celle permettant d'apprécier la compatibilité du PLU révisé avec les orientations du SCOT du Pays Seine et Tilles Bourgogne, lequel fixe des objectifs quantifiés de maîtrise de consommation foncière à compter de son approbation **le 19/12/2019, jusqu'au 01/01/2026** (date de réalisation de l'étude de référence).

Ces analyses sont réalisées au regard des informations mobilisables au titre de la base de données du Portail de l'Artificialisation des Sols (outil développé par le CEREMA), ainsi que par une analyse combinée par photo interprétation sur les fonds aériens disponibles en 07/2010 et 08/2020.

Pour la période 01/2021 à 12/2025, l'analyse sera complétée au regard de l'analyse combinée :

- Des données DIDO (anciennement SIT@DELL2) qui permettent de dresser le constat des autorisations d'urbanisme créatrices de logements accordées sur cette période. Bien entendu, les données mobilisées au titre de cette source seront comparées avec celles dressées par la Commune (au regard du recensement des autorisations d'urbanisme).
- De la comparaison des bases de données cadastrales GEOJSON mises à jour régulièrement.
- Des projets éventuellement portés à la connaissance de la Commune et notamment du recensement des autorisations d'urbanisme entre janvier 2011 et janvier 2026 (date de rédaction de la présente analyse).

B - ENCADREMENT DES NOTIONS EMPLOYEES

Avant de présenter le détail de l'étude de consommation, il est rappelé que la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets a fixé l'objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols » en 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dans les dix prochaines années. Cette trajectoire progressive est à décliner territorialement dans les documents de planification et d'urbanisme.

Ainsi, l'analyse effectuée sur la période 01/2011 à 12/2020, et la détermination des droits à consommer sur la première période d'application (01/2021 à 12/2030) doivent se baser essentiellement sur la notion de consommation. Il apparaît toutefois nécessaire de bien délimiter l'emprise des terres consommées pour valider leur caractère d'espaces agricoles, naturels ou artificiels.

Si la qualification de terres agricoles et forestières semble facile à mettre en avant (terres boisées ou cultivées), celle de terres naturelles présente une certaine limite car il n'existe aucune définition précise de ce qu'est un espace naturel. En ce sens, l'analyse s'appuiera sur la définition de la consommation d'espace transposée au sein de la loi Climat et Résilience, laquelle précise qu'il s'agit de "la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné".

L'article 191 de la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets précise : *« Afin d'atteindre l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050, le rythme de l'artificialisation des sols dans les dix années suivant la promulgation de la présente loi doit être tel que, sur cette période, la consommation totale d'espace observée à l'échelle nationale soit inférieure à la moitié de celle observée sur les dix années précédant cette date. Ces objectifs sont appliqués de manière différenciée et territorialisée, dans les conditions fixées par la loi ».*

Ainsi, la notion d'artificialisation (transposée à l'article R.101-1 du Code de l'Urbanisme) ne sera mise en application qu'à compter de janvier 2031 et viendra par la suite se substituer aux objectifs de réduction de consommation à proprement parler. Dès lors, à la différence de la consommation, l'artificialisation permettra de mettre en avant et de quantifier les emprises ayant subi ou susceptibles de subir (en fonction de leur occupation ou de leur usage) une altération durable de tout ou partie de leurs fonctions écologiques (particulièrement des fonctions hydriques, biologiques et climatiques), ainsi que de leurs potentiels agronomiques.

Le texte précise également que la qualification des surfaces est seulement attendue pour l'évaluation du solde d'artificialisation nette des sols (flux) dans le cadre de la fixation et du suivi des objectifs des documents de planification et d'urbanisme. Pour traduire ces objectifs dans le document d'urbanisme, il appartient à l'autorité compétente de construire un projet de territoire (dans le schéma de cohérence territoriale, puis dans le plan local d'urbanisme ou dans la carte communale), en conciliant les enjeux de sobriété foncière, de qualité urbaine et la réponse aux besoins de développement local.

Au titre du décret n°2023-1096 du 27/11/2023, sont considérées comme des surfaces artificialisées ou non artificialisées les emprises suivantes. Les seuils de référence à prendre en compte portent sur une surface supérieure ou égale à 50m² d'emprise au sol pour la catégorie 1, et 2500m² d'emprise au sol ou de terrain pour les autres catégories.

- **Surfaces dites déjà artificialisées :**
 - 1° : Surface dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations).
 - 2° : Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles).
 - 3° : Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont stabilisés et compactés ou recouverts de matériaux minéraux ou dont les sols sont constitués de matériaux composites.
 - 4° : Surfaces à usages résidentiels, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures notamment de transport ou de logistique, dont les sols sont couverts par une végétation herbacée.
 - 5° Surfaces entrant dans les catégories 1° à 4°, qui sont en chantier ou en état d'abandon.

- **Surfaces dites non artificialisées :**
 - 6° : Surfaces naturelles qui sont soit nues (sables, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral, y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation) soit couvertes en permanence d'eau, de neige ou de glace.
 - 7° : Surfaces à usage de cultures dont les sols sont soit arables ou végétalisés (agriculture), y compris si ces surfaces sont en friches, soit recouvert d'eau (pêche, aquaculture, saliculture).
 - 8° Surfaces dont les sols sont végétalisés et à usage sylvicole.
 - 9° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui constituent un habitat naturel.
 - 10° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui n'entrent pas dans les catégories précédentes.



PRESENTATION DES DONNEES POUR LA PERIODE DU 01/2011 AU 12/2020 :

Données du « portail de l'artificialisation des sols » – OAS

Le tableau ci-contre permet de dresser l'état annuel des surfaces consommées identifiées au titre du Portail de l'Artificialisation des Sols sur la première période 01/2011 à 12/2020.

Les données du portail de l'artificialisation des sols mettent en avant un potentiel de terres consommées d'environ 2.8 hectares sur la période 01/2011 à 12/2020, dont 1.8 hectare pour les besoins de l'habitat.

Ces données ont été mises en avant dans le cadre du plan national biodiversité, et produites par le CEREMA à partir des fichiers fonciers. En effet, l'action 7 du plan national de biodiversité prévoit la publication annuelle de chiffres de consommation d'espace à une maille communale.

Ces données sont issues des données téléchargeables en vigueur au 12/05/2025.

Analyse de la consommation des sols							
Surface en m² issues du portail de l'artificialisation des sols							
Année	TOTAL	Activité	Habitat	Mixte	Routier	Ferré	Divers
2011	10 301	9 372	929	0	0	0	0
2012	0	0	0	0	0	0	0
2013	1 519	0	1 519	0	0	0	0
2014	0	0	0	0	0	0	0
2015	4 757	0	4 247	0	510	0	0
2016	8 008	0	8 008	0	0	0	0
2017	0	0	0	0	0	0	0
2018	1 920	0	1 920	0	0	0	0
2019	1 804	0	1 804	0	0	0	0
2020	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL m²	28 309	9 372	18 427	0	510	0	0
TOTAL Ha	2,83	0,94	1,84	0,00	0,05	0,00	0,00

La base, créée chaque année depuis 2009, s'appuie donc sur les fichiers fonciers et contient les données au 1er janvier de l'année concernée. Entre autres, les parcelles comprennent, pour chacune d'entre elles, la surface urbanisée et non urbanisée déclarée par les propriétaires. Elles permettent ainsi, par comparaison entre chaque millésime, d'évaluer le changement d'usage des sols, et donc la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

En pratique, cependant, cette base présente des limites liées notamment au contrôle des données déclarées, créant des divergences entre la définition officielle et le classement réel. Les fichiers fonciers constituent donc une source reconnue permettant d'étudier la consommation des espaces, mais certaines précautions d'usage doivent être mises en œuvre.

En particulier, les fichiers fonciers ne traitent que les parcelles cadastrées : il n'y a donc pas de données sur le domaine non cadastré. D'après le CEREMA, ne sont pas cadastrés (entre autres) :

- Les voies publiques : rues, places publiques, routes nationales et départementales, voies communales et chemins ruraux ;
- Les bâtiments appartenant à un organisme public (communes, intercommunalités...) en ce qu'ils sont exonérés de taxe foncière. L'étude des cas a montré qu'une partie des bâtiments n'était pas présente dans la base. Les chiffres produits ne prennent donc en compte qu'une partie de la consommation d'espaces due aux propriétés publiques.
- Les bâtiments agricoles (sauf serres) en ce qu'ils ne sont pas soumis à la taxe foncière.

Il apparaît donc nécessaire d'approfondir l'analyse réalisée au titre du portail de l'artificialisation des sols via une approche communale.

Le CEREMA prévoit dans le cadre de l'analyse mise en œuvre que les données présentes sur le site du portail de l'artificialisation des sols sont publiées pour donner des tendances de façon uniforme sur toute la France, il est toutefois possible que les documents de planification fassent référence à des données sur la consommation d'espace qui soient différentes de celles qui sont publiées sur ce site. À ce titre, l'approche de l'analyse de la consommation est donc effectuée au travers d'une analyse comparée plus fine basée sur la photo-interprétation des vues aériennes de 2010 et de 2020.

Dans le cadre de cette analyse, se pose la question de la date de prise en compte de la consommation d'espace (point également relevé par le CEREMA dans le cadre des études portant sur l'établissement du portail de l'artificialisation des sols). Faut-il en effet considérer que la consommation est effective à partir du moment où le projet a été autorisé ou réalisé (plusieurs années pouvant s'écouler entre les deux) ?

Ainsi, à titre d'exemple, un aménagement source de consommation a pu être autorisé en 2010 (et décompté de la période de référence), mais réalisé en 2012 (et donc être pris en compte dans la période de référence des 10 ans).

Considérant que l'analyse des vues aériennes ne permet de référencer que les projets réalisés (ou en cours de réalisation), ce parti sera pris en compte dans le PLU. À ce titre, **les espaces agricoles, naturels et forestiers seront considérés comme consommés dès lors que les travaux auront été engagés.**

Données issues de l'extrapolation des vues aériennes de 2011 et 2020 donnant une vision statique des surfaces consommées de la Commune

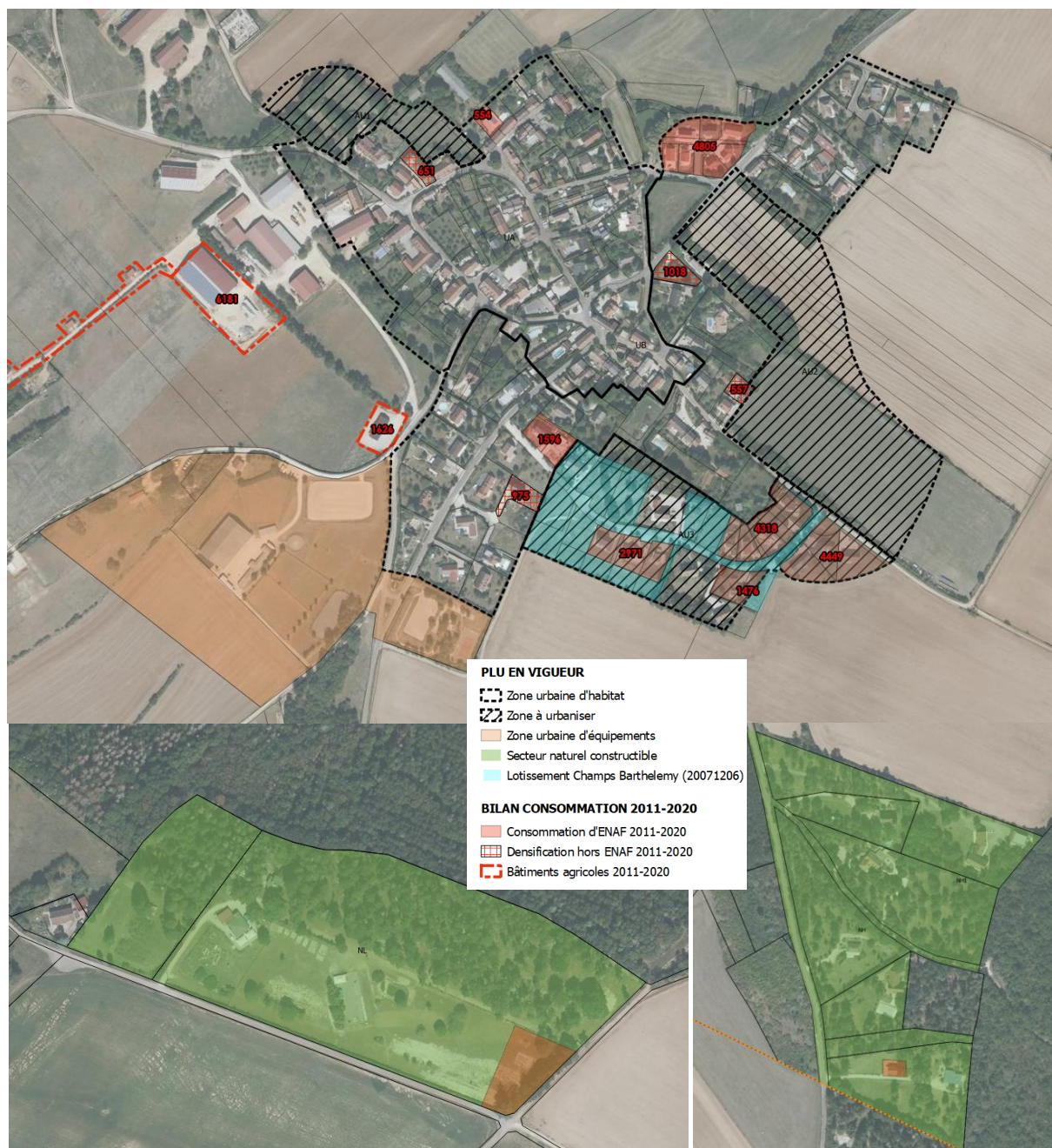
Les vues aériennes de 2011 et 2020 sont comparées afin de mettre en évidence (par photo interprétation) les emprises qui ont été effectivement consommées. Ces données s'appuient sur les vues aériennes en date du 07/07/2010 (information issue de la mosaïque IGN) et du 09/08/2020 (information issue de la mosaïque IGN). Cette analyse a pour principaux objectifs :

- de s'assurer de la cohérence des données issues du portail (telles que présentées ci-dessus),
- de localiser les secteurs où les terres ont été consommées, pour mesurer notamment l'étalement urbain et / ou les enjeux de densification / requalification mis en œuvre,

Bien que la période d'analyse des vues aériennes (07/2010 à 08/2020) soit quelque peu en décalage par rapport à celle des données du portail de l'artificialisation (01/2011 à 12/2020), il faut toutefois relever que l'analyse s'effectue bien sur une période de 10 ans et que les premiers enjeux de consommation (mise en application de la première décennie) seront pris en compte à compter de 09/2020. Ainsi, l'analyse n'est pas erronée car toutes les surfaces consommées réalisées à partir de 09/2020 seront intégrées dans le potentiel de consommation à prendre en compte pour la période de référence après l'entrée en vigueur de la loi Climat (du 01/2021 au 12/2030). Cette période s'étale donc sur une durée légèrement supérieure à 10 ans (10 ans et 6 mois du 08/2020 au 12/2030) et permet de lisser les écarts affichés sur la période post loi climat.

Comme indiqué précédemment, l'écart ne doit pas être exclusivement imputé à la période temporelle de référence mais également au détail des fichiers fonciers servant de base à l'établissement des données du portail.

Les éléments suivants permettent de synthétiser les données graphiques. Des constructions agricoles ont été réalisées sur le territoire à hauteur de 1 500m² sur la période de référence, toutefois ces dernières bénéficient d'un statut à part encadré par la loi de juillet 2023 dans le sens où elles sont expressément déduites des emprises de consommation. L'enveloppe de consommation affichée au titre du portail est de 2 hectares sur la période de référence (la différence avec les données du portail est liée à une certaine marge d'erreur et de prise en compte des données en fonction de leur réalisation et de leur traduction au sein des fichiers fonciers).



Vue aérienne de 2020









Ainsi l'analyse comparée des vues aériennes se veut exhaustive et permet de spatialiser / mesurer la consommation effective du territoire entre les deux années de référence, abstraction faite de la date de prise en compte de l'autorisation d'urbanisme (certaines autorisations pouvant ne pas nécessairement être mises en œuvre). N'ont pas été pris en compte les aménagements d'annexes proches des constructions ou d'extensions déjà inscrites sur des terres consommées.



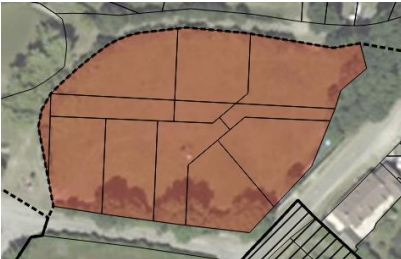







En synthèse, l'analyse spatiale réalisée entre les vues aériennes de référence (2010 et 2020), telle que synthétisée ci-dessus, permet de mettre en évidence une surface aménagée totale de 4.1 hectares. Toutefois, d'après l'analyse effectuée, seulement 2 hectares (50%) peuvent être attribués à une enveloppe de consommation d'espace agricole, naturel et forestier considérant que :

Détermination des enveloppes liées à l'analyse spatiale	Surface en M ²
Consommation d'ENAF 2011-2020	20139
Densification hors ENAF 2011-2020	3201
Constructions agricoles	17751

- Les constructions agricoles ne sont pas prises en compte dans le potentiel d'analyse de la consommation sur la période 01/01/2011 à 12/12/2020.
- Certains aménagements réalisés au sein de la trame urbaine portent sur des espaces de fonds de jardin déjà considérés comme consommés.

En synthèse, les aménagements constatés dans le cadre de cette analyse spatiale portent sur :

Objet	Vue aérienne de 2010	Vue aérienne de 2020	Surface
1 pavillon par densification d'une parcelle essentiellement végétalisée Zone Nh			386 m ² consommés
Création d'un gîte Zone NI			2173 m ² consommés
L'extension de bâtiment agricole Zone A			6181 m ² non consommés
Un local de vente lié à la ferme Zone A			1626 m ² non consommés

<p>Création d'abris pour chevaux Zone A</p>			<p>9944 m² non consommés</p>
<p>Un lotissement de 7 pavillons Zone UB Densité moyenne de 16 lgt / Ha</p>			<p>4805 m² consommés</p>
<p>2 pavillons par densification Zone UB Densité moyenne de 12 lgt / Ha Secteur sans extension de la trame urbaine mais sur un secteur très végétalisé</p>			<p>1596 m² consommés</p>
<p>Des aménagements annexes Zone UB Secteur de frange urbaine très végétalisés avec extension de la trame</p>			<p>554 m² consommés</p>
<p>1 pavillon par densification Zone UA Parcelle vierge sans extension de la trame urbaine</p>			<p>651 m² non consommés</p>

<p>1 pavillon par densification Zone UB Parcelle vierge sans extension de la trame urbaine</p>			<p>1018 m² non consommés</p>
<p>Des aménagements annexes Zone UB Secteur de frange urbaine déjà artificialisé</p>			<p>975 m² non consommés</p>
<p>1 pavillon par densification (déjà inscrit dans un lotissement) Zone UB</p>			<p>557 m² non consommés</p>
<p>12 pavillons dans le cadre de l'aménagement du lotissement Champs Barthelemy</p>			<p>13 217 m² consommés</p>

Synthèse des données

En synthèse, en s'appuyant sur les données issues de l'analyse spatiale :

- 3 pavillons ont été réalisés sur des espaces en densification sans incidence en matière de consommation (2226 m² au total, soit une moyenne de 14 lgt / ha).
- 21 pavillons ont été réalisés sur des espaces jugés consommables, et donc consommés. L'emprise totale de 19 618 m², permet d'afficher une densité moyenne similaire de 11 lgt / ha.

La détermination de la trajectoire de réduction de la consommation se répartit comme suit, en fonction des sources mobilisées. Il est rappelé qu'à partir de 01/2031, la notion d'artificialisation viendra se substituer à celle de consommation et l'analyse des incidences sera à détailler en fonction des aménagements réalisés. Toutefois, il a été décidé dans la présente analyse de considérer une enveloppe globale de consommation à l'échelle 2030 (premier pallier de la loi), puis 2040.

DETERMINATION DE LA TRAJECTOIRE DE MODERATION (taux d'effort de 56,5%)

	01/2011 à 12/2020	01/2021 à 12/2025	01/2026 à 12/2030	01/2031 à 12/2040	TOTAL 01/2021 à 12/2040
Données issues du portail 2011-2020	2,83	1,23		0,54	1,77

Il est rappelé que cette trajectoire ne constitue pas une obligation ou un objectif en soi, et **elle devra intégrer les autorisations d'urbanisme accordées entre 01/2021 et décembre 2025 (date de réalisation de la présente étude), pour lesquelles les emprises éventuellement consommées au regard des projets en cours seront déduites des projections à l'échéance du PLU.**

D - PRESENTATION DES DONNEES POUR LA PERIODE DU 01/2015 AU 12/2025 :

A mettre à jour avant l'arrêt du PLU

E - PRESENTATION DES DONNEES DE REFERENCE LIEES A LA TRAJECTOIRE DU SCOT :

La commune d'Etaules est inscrite au sein du SCOT Pays Seine et Tilles Bourgogne approuvé le 19/12/2019. Le SCOT traduit dans les orientations de son PADD une ambition visant à limiter la consommation des espaces via la nécessité d'optimiser les tissus urbains.

La priorité 1.1 « Relever le défi d'une croissance territoriale à faible impact » prévoit ainsi de maîtriser la consommation foncière pour assurer le maintien des grandes entités agro-naturelles, à travers la réduction de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers (en extension par rapport à celle observée sur les 10 dernières années). Il s'agit de :

- Limiter l'artificialisation diffuse et linéaire pour préserver les fonctionnalités des milieux naturels et agricoles, les ouvertures vers le grand paysage et pour restreindre les surcoûts liés à l'extension des réseaux secs, d'eau potable et d'assainissement ;
- Redimensionner les zones à urbaniser du territoire pour qu'elles soient proportionnées aux capacités de densification au sein de l'enveloppe urbaine et aux objectifs démographiques envisagés ;
- Localiser les extensions urbaines en continuité immédiate de la trame bâtie existante pour limiter l'étalement urbain.

Cet objectif se retrouve également formulé au titre du développement des zones d'activités, mais la commune d'Etaules n'est pas concernée.

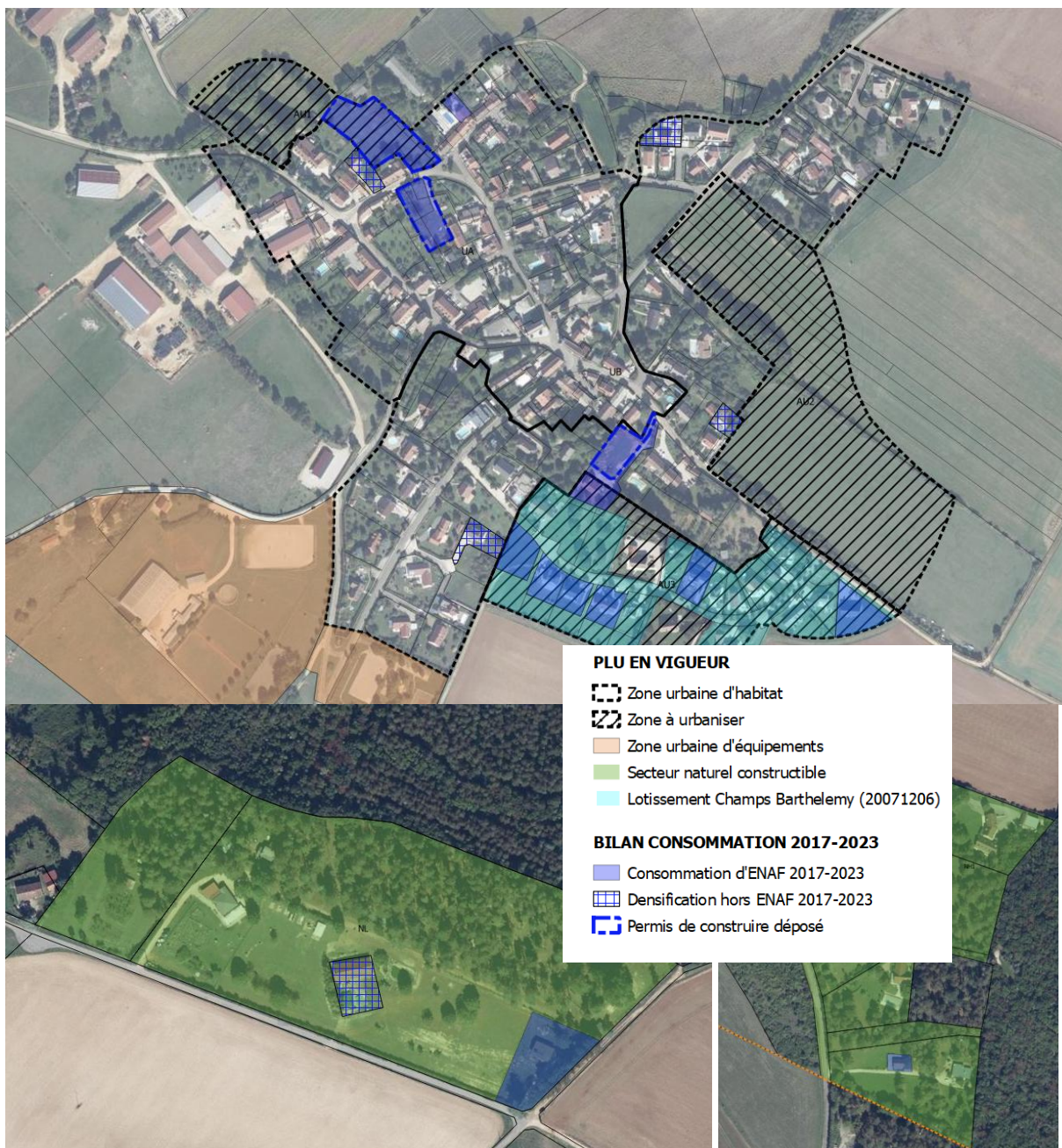
Le rapport de présentation du SCOT permet de préciser qu'entre 2007 et 2017, une moyenne de 9,5 hectares annuels, à vocation résidentielle, ont été urbanisés. Le SCOT donne la possibilité d'urbaniser 74,4 ha à des fins résidentielles, soit 6,7 ha en moyenne par an, et limite donc la consommation d'espaces naturels et agricoles pour les 11 prochaines années. L'enveloppe foncière maximale allouée au développement du territoire revient donc à réduire de 30% le rythme d'artificialisation des espaces par rapport à la période précédente.

L'enveloppe de consommation est répartie entre les différentes communautés de communes. Ainsi, pour la Communauté de communes Forêt Seine et Suzon (à laquelle appartient Etaules), il est prévu une enveloppe de 18.5 hectares. Toutefois, aucune clé de répartition quantifiée ne permet de répartir ces objectifs à l'échelon communal.

En synthèse, l'analyse des incidences de la consommation sur la période 01/2017 à 01/2026 peut être effectuée en comparant :

- L'évolution spatiale matérialisée par l'analyse différentielle des vues de 2017 et 2023

- L'analyse complémentaire des données DIDO et du recensement des autorisations d'urbanisme réalisé par la commune. La mise à jour des données DIDO est datée de janvier 2026.













Vue aérienne de 2023

Basée sur les mêmes postulats que l'étude réalisée entre 01/2011 et 12/2020, l'étude sur la période 01/2017 à 12/2025 fait ressortir une consommation totale évaluée à 1.71 hectare (contre 1 hectare en densification, sans incidence en matière de consommation d'ENAF). Ainsi, sur la totalité des aménagements réalisés, environ 50% sont sources de consommation.

Détermination des enveloppes liées à l'analyse spatiale	Surface en M ²
Consommation d'ENAF 2011-2020	17157
Densification hors ENAF 2011-2020	3022

En synthèse, les aménagements constatés dans le cadre de cette analyse spatiale portent sur :

Objet	Vue aérienne de 2017	Vue aérienne de 2023	Surface
<p>1 pavillon par densification d'une parcelle essentiellement végétalisée Zone Nh</p>			<p>386 m² consommés</p>
<p>Création d'un gîte Zone NI</p>			<p>2173 m² consommés</p>
<p>Création d'un gîte Zone NI Sur un espace déjà artificialisé</p>			<p>968 m² non consommés</p>
<p>La poursuite de l'aménagement d'un lotissement Zone UB</p>			<p>844 m² non consommés</p>
<p>1 pavillon par densification Zone UA Parcelle vierge sans extension de la trame urbaine</p>			<p>651 m² non consommés</p>

<p>Des aménagements annexes Zone UB Secteur de frange urbaine déjà artificialisé</p>			<p>975 m² non consommés</p>
<p>Des aménagements annexes Zone UB Secteur de frange urbaine très végétalisé</p>			<p>381 m² consommés</p>
<p>1 pavillon par densification (déjà inscrit dans un lotissement) Zone UB</p>			<p>557 m² non consommés</p>
<p>6 pavillons par densification (inscrits dans le lotissement Champs Barthelemy) Zone AU3</p>			<p>6914 m² consommés</p>
<p>2 pavillons par densification Zone UB Sur espace naturel végétalisé <i>Permis accordé</i></p>			<p>3132 m² consommés</p>

<p>2 pavillons par densification Zone UA Sur espace naturel semi végétalisé Permis accordé</p>			<p>1817 m² non consommés</p>
<p>2 pavillons par densification Zone UA Sur espace naturel semi végétalisé Permis accordé</p>			<p>3781 m² non consommés</p>

L'analyse des données DIDO permet de dresser les constats suivants :

Type d'autorisation	Etat d'avancement	Date de l'ouverture de chantier	DAACT	Origine du demandeur	Localisation de la demande	Superficie du terrain	Nature du projet	Destination initiale	Type de logement créé	Nb de logement créé	1 à 3 pièces	4 pièces et +	Surface habitable			
ANNEE 2017																
PC	Terminé	2017-10-15	2019-07-31	2121	ETAULES	IMP DU PUIITS RABOT	AE	284	1149	Neuf			Individuel	1	1	143
PC	Terminé	2018-05-23	2019-09-04	21240	TALANT	RUE DUGALATAS	ZD	148	1040	Neuf			Individuel	1	1	148
DP	Autorisé			2121	ETAULES	6 RUE DU PUIITS	AE	284	1149	Changement de destination	Artisanat		Individuel	1	1	220
ANNEE 2018																
PC	Commencé	2018-11-09		2121	DARDOIS	17 RUE DUGALATAS	ZD	150	863	Neuf			Individuel	1	1	111
ANNEE 2019																
PC	Terminé	2019-06-17	2020-07-10	21000	DIJON	2 IMP DU PUIITS RABOT	ZC	73	255	Neuf			Individuel	1	1	144
PC	Terminé	2019-10-01	2020-10-23	21000	DIJON	19A RUE DE DARDOIS	ZD	171	954	Neuf			Individuel	1	1	129
ANNEE 2020																
PC	Commencé	2020-11-05		21220	CHAMBEAUF	19 RUE DUGALATAS	ZD	152	1055	Neuf			Individuel	1	1	99
ANNEE 2021																
PC	Commencé	2022-02-01		21800	CHEVIGNY-ST-SAUVEUR	RUE D'HAUTEVILLE	ZD	102	1595	Neuf			Individuel	1	1	175
PC	Commencé	2022-03-15		2121	HAUTEVILLE-LES-DIJON	12 RUE DUGALATAS	ZD	132	1150	Neuf			Individuel	1	1	176
ANNEE 2022																
PC	Commencé	2022-10-10		2121	ETAULES	11 RUE DU DEU DE PTIE	AE	117	625	Réhabilitation	Logement		Individuel	1	1	22
PC	Commencé	2023-06-01		2121	DARDOIS	LOT B RUE DU PUIITS	AE	291	993	Neuf			Individuel	1	1	135
ANNEE 2023																
PC	Autorisé			21000	DIJON	RUE DU PUIITS	AE	180	1725	Neuf			Individuel	1	1	143
PC	Commencé	2023-11-07		21000	DIJON	10 RUE D'HAUTEVILLE	ZD	177	1338	Neuf			Individuel	1	1	113
ANNEE 2025																
PC	Autorisé			2121	FONTAINE-LES-DIJON	23 RUE DUGALATAS	ZD	127	1345	Neuf			Résidence	1	1	190
PC	Autorisé			21050	SAVIGNY-LE-SEC	RUE DU PUIITS	AE	179	1725	Neuf			Résidence	1	1	165
PC	Autorisé			2121	ETAULES	LOT B RUE DU PUIITS	AE	293	993	Neuf			Individuel	1	1	135

En moyenne, entre 01/2017 et 12/2025, la commune a enregistré 16 demandes d'autorisation, permettant la création de 16 logements individuels. On constate que parmi ces logements :

- 2 sont aménagés au sein de constructions déjà existantes, soit 12.5%
- Les 16 logements portent sur la création de grands logements (4 pièces et plus), sans diversification, avec une surface habitable moyenne d'environ 147m²
- 4 des demandes ont été portées par des habitants de la commune, ce qui signifie que 75% des nouveaux résidents viennent de l'extérieur du territoire. 8 demandeurs sont issus de la métropole dijonnaise.

II. ÉTUDE DE DENSIFICATION : DEFINITION DES LOGEMENTS MOBILISABLES PAR RENOUVELLEMENT

Dans la poursuite des objectifs de gestion économe du territoire et de modération de la consommation des terres naturelles, agricoles et forestières, il est impératif de réaliser une analyse du potentiel de logements mobilisables par renouvellement, c'est-à-dire au sein de la trame bâtie (par mobilisation de la vacance, par la réhabilitation, par l'aménagement des espaces interstitiels et des projets en cours).

Ce travail exhaustif permet de mobiliser en priorité les logements à réaliser au sein des espaces disponibles à l'intérieur de l'enveloppe urbaine pour préserver et valoriser les espaces agricoles et naturels grâce à une maîtrise de la consommation foncière.

A - LE NOMBRE DE LOGEMENTS MOBILISABLES VIA LA MOBILISATION DE LA VACANCE

Afin de définir ce potentiel, il est pris comme postulat de base les données INSEE de 2022 (en vigueur au 01/01/2024), lesquelles identifient 6 logements vacants sur les 139 logements que composent la Commune (soit 4.3% du parc).

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2022
Logements	42	63	80	81	96	104	106	113	139
Résidences principales	27	48	62	74	87	97	100	106	127
Résidences secondaires et logements occasionnels	14	15	9	6	7	5	5	2	5
Logements vacants	1	0	9	1	2	2	1	5	6

Il convient de souligner que les données relatives aux logements vacants doivent être analysées avec attention car le qualificatif de « logement vacant » est déterminé au moment du recensement, de telle sorte que si au moment de l'enquête les résidents étaient en vacances, ou si le logement était en vente et inoccupé depuis peu, le logement a donc été considéré comme vacant.

La vacance est souvent considérée comme un statut alors que dans la majorité des cas elle correspond à un état temporaire. En effet, plusieurs types de vacances se distinguent, amalgamés dans un terme qui couvre tous les logements non occupés :

- *La vacance frictionnelle* : Elle est inévitable et correspond à la non-occupation d'un logement après sa vente ou sa commercialisation, au moment où le nouveau propriétaire n'a pas encore emménagé.
- *La vacance de transformation* : Cet état regroupe les logements qui ne sont pas occupés, car en travaux, en attente de démolition ou de requalification.
- *La vacance d'obsolescence* : Cette vacance concerne les logements qui ne sont pas adaptés à la demande du marché, et qui en conséquence : soit sont retirés du marché, soit ne trouvent pas d'acquéreur.
- *La vacance expectative* : Elle recoupe diverses situations, mais concerne les logements qui sont hors marché, car en attente de succession, de vente, les logements réservés ou bloqués par leur propriétaire.

Chacune de ces situations relève de sa logique propre et ne peut être résolue par les mêmes solutions. Concernant les deux premières, elles sont plutôt signe de dynamisme, puisqu'elles traduisent la vivacité de l'activité immobilière ou le renouvellement du parc de logements. Les deux dernières correspondent à une perte d'efficacité du foncier, puisque les logements ne seront pas utilisés. Le plan local d'urbanisme ne peut pas, de par son champ d'application, apporter de réponse à chacune d'elles.

Ainsi, une étude plus fine du parc de logements (réalisée début 2026 par les élus) permet de mettre à jour les données relatives aux logements vacants et met en évidence que seuls trois logements sont considérés comme vacants (2 sont d'ailleurs en état de vétusté ou font l'objet de problèmes de succession).



La vacance est fréquemment considérée comme « saine », si elle correspond à moins de 6% du parc de logements total, permettant ainsi la fluidité du marché (concurrence de l'offre, possibilité d'accueillir sans construire dans de brefs délais...). La vacance ainsi mise en avant est inférieure à 2.2% du parc et n'est donc pas mobilisable. Il s'agit en effet de maintenir ce potentiel pour favoriser le turn-over de la population.

B - LE NOMBRE DE LOGEMENTS MOBILISABLES VIA LES REHABILITATIONS POTENTIELLES OU CHANGEMENTS DE DESTINATION

Outre la vacance identifiée ci-avant, le potentiel de réhabilitation vise la capacité de création de logements par division de bâtiments (principalement des vieux corps de ferme), ou par changement de destination (bâtiment agricole au sein de la trame urbaine).

Là où la vacance identifie les logements non occupés qui peuvent être mis à disposition d'habitants sans nécessiter de travaux, la réhabilitation vise principalement les capacités de création de plusieurs logements au sein d'un grand bâtiment existant, qu'il ait ou non une destination d'habitat. La prédominance de l'activité agricole sur le territoire et l'importance des bâtiments anciens doivent nécessairement questionner ce potentiel.

A titre liminaire, on relève que 5 logements sont identifiés en tant que résidences secondaires (chiffre globalement maintenu depuis les années 1990 (6 logements)). La part des résidences secondaires représente donc 3.6% du parc de logements. Toutefois, ces logements sont en grande partie mobilisés pour de l'hébergement touristique locatif, leur maintien doit donc être questionné en ce qu'il contribue à l'attractivité du territoire.

S'agissant des capacités de réhabilitation dans le patrimoine ancien, l'étude réalisée début 2026 permet de confirmer un potentiel de 3 anciennes granges à questionner (celles ayant une vocation agricole encore active ont été retirées du potentiel).



Au total, le potentiel de logements mobilisables est évalué à 5 logements, potentiel ramené à 4 logements au titre de la prise en compte de l'immobilisme foncier et de la mixité de destinations.



1 logement rue du Motet



1 logement rue du Dieu de la Pitié

2 logements dans la grange composant un ancien corps de ferme, rue du Dieu de la Pitié (il n'est pas possible de prendre le bâtiment en photo depuis l'espace public).



C - LE NOMBRE DE LOGEMENTS POTENTIELLEMENT MOBILISABLES DANS LES ESPACES INTERSTITIELS

La densification est un des objectifs placés au cœur des politiques d'aménagement depuis plusieurs années. Elle permet de créer des constructions (en l'occurrence des logements) dans les espaces non bâtis inscrits au sein des trames urbaines. Ces espaces portent principalement sur :

- Des espaces interstitiels, c'est-à-dire une ou plusieurs parcelles cadastrales non aménagées et libres de construction inscrites au sein de la trame urbaine.
- Le découpage de fonds de jardins dans le cadre des démarches BIMBY, où il s'agit d'estimer combien de constructions peuvent être aménagées suite à un découpage de parcelle.
- Le réaménagement d'espaces ou d'anciennes friches, notamment la démolition de constructions en vue de la réalisation d'une opération plus dense.

Afin de déterminer ce potentiel, un travail de recensement a été réalisé sur la base de la méthodologie suivante :

- Identification des enjeux du territoire :
 - o *Recensement des exploitations et bâtiments agricoles et report éventuel des périmètres sanitaires (qui imposent un principe de réciprocité : les maisons et les bâtiments agricoles doivent respecter un principe de recul commun sous certaines conditions).*
 - o *Identification des éléments de nature en ville et écologiques qu'il convient de préserver, l'objectif étant de maintenir une certaine qualité de vie et le maintien d'éléments propices au bioclimatisme, à la lutte contre les effets de chaleur et à la préservation de la biodiversité.*
- Délimitation de trame urbaine qui servira à l'analyse des espaces à densifier. Cette dernière s'appuie sur le tracé des zones urbaines actuelles du bourg et questionne quelques ajustements permettant de prendre en compte le nécessaire maintien de la cohérence globale du bourg, il s'agit de ne pas étendre outre mesure le développement des constructions le long des voies de circulation ou en profondeur sur les franges urbaines.

Par la suite, la méthodologie suivante est mise en œuvre :

- Exclure toutes les constructions existantes inférieures à 30m² de surface. Il est en effet plus aisé de densifier une parcelle en supprimant des annexes (de moins de 30m² d'emprise généralement), que des constructions plus imposantes. Il s'agit également d'exclure les constructions agricoles situées à l'écart du bourg et des hameaux, ainsi que les constructions isolées au sein du territoire.
- Par la suite, un tampon de 12m est appliqué autour des constructions restantes, ce qui répond à une logique de distance des bâtiments les uns vis-à-vis des autres et de réponse aux enjeux de bioclimatisme, de cadre de vie. Néanmoins, ce tampon n'est pas toujours exclusif, notamment lorsqu'on est en présence de limites cadastrales. Est alors pris en compte le fait que certains espaces puissent être mobilisés par une construction réalisée en limite parcellaire.
- Les données disponibles en matière de contraintes environnementales, paysagères et de risques sont prises en compte et renseignées pour éclairer le choix des élus en matière de potentiel de densification.
- Une couche est créée par différence entre l'emprise de la partie actuellement urbanisée et la zone tampon, elle permet d'identifier les espaces libres au sein de la zone actuellement constructible. Cette dernière couche est par la suite « simplifiée » afin de prendre en compte les espaces publics et emprises de parcelles accueillant des piscines enterrées ou autres constructions non identifiées sur le plan cadastral. Elle permet également d'adapter au parcellaire l'emprise des tènements à questionner.
- Une dernière couche est créée en déduction de la couche précédente, elle permet ainsi de matérialiser la trame urbaine sur laquelle se fonderont les réflexions en matière de densification.



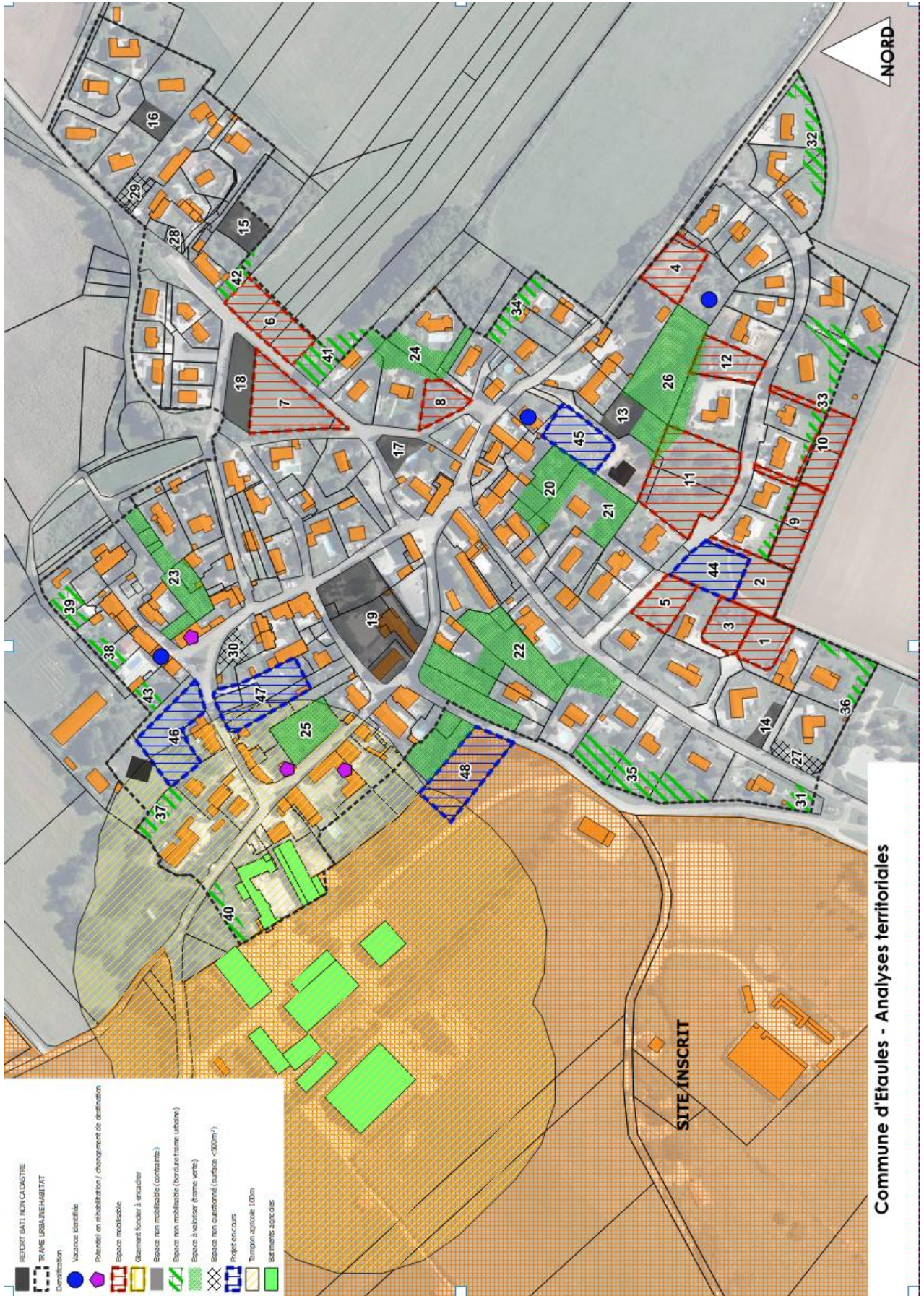
C'est sur la base de cette carte que se fonde l'analyse des capacités mobilisables au titre des espaces interstitiels. Cette analyse s'effectue sur la base des critères suivants :

- Ne seront retenus que les espaces supérieurs à 500m² (ou présentant une largeur de plus de 15m pour permettre l'implantation d'un bâtiment).
- Les espaces non accessibles ou présentant des contraintes seront également retirés.
- Conformément au SCOT actuellement en vigueur, une densité globale de 12 logements à l'hectare sera appliquée sur l'ensemble des espaces identifiés comme potentiels afin de définir le nombre de logements potentiellement mobilisables. Cette densité sera optimisée sur les secteurs de gisements fonciers (14 logements à l'hectare), pour anticiper les objectifs de la révision du SCOT en cours.
- Enfin, le principe est de considérer que certains espaces ne seront pas nécessairement mobilisés au titre du potentiel de densification car ils s'inscrivent dans la poursuite des autres objectifs supra-communaux et notamment celui de la préservation de la nature en ville ou des continuités écologiques, laquelle contribue à la lutte contre le changement climatique, à la réduction des îlots de chaleur, au maintien du cadre de vie et à la préservation de la biodiversité dans les bourgs.

La carte et le tableau ci-dessous permettent de synthétiser cette analyse et d'identifier pour chaque espace les contraintes ou le potentiel de développement mis en avant.

ETUDE DE DENSIFICATION - MAI 2026				ETUDE DE DENSIFICATION - MAI 2026			
N°	SURFACE M ²	OBSERVATION	POTENTIEL	N°	SURFACE M ²	OBSERVATION	
1	960	Parcelle au sein du lotissement	1	16	494	Espace inférieur à 500m ²	
2	1291	Parcelle au sein du lotissement	1	27	449	Espace inférieur à 500m ²	
3	945	Parcelle au sein du lotissement	1	28	151	Espace inférieur à 500m ²	
4	1208	Espace à densifier (densité de 12 lgt/Ha)	1	29	415	Espace inférieur à 500m ²	
5	970	Parcelle au sein du lotissement	1	30	370	Espace inférieur à 500m ²	
6	1618	Espace à densifier (densité de 12 lgt/Ha)	2	TOTAL	1879		
7	2064	Espace à densifier (densité de 12 lgt/Ha)	2	13	614	Contrainte : Piscine enterrée	
8	729	Espace à densifier (densité de 12 lgt/Ha)	1	14	328	Contrainte : Fond de jardin avec faible profondeur	
9	1304	Parcelle au sein du lotissement	1	15	747	Contrainte : Piscine enterrée	
10	1363	Parcelle au sein du lotissement	1	17	509	Contrainte : Piscine enterrée et carrefour routier	
11	3509	Parcelle au sein du lotissement	2	18	1098	Contrainte : Topographie et préservation du mur de soutènement + enjeux écologiques (corridor crapaud)	
12	1075	Parcelle au sein du lotissement	1	19	3707	Contrainte : Equipements publics à préserver	
		<i>Total logements en densification simple</i>	<i>16</i>	TOTAL	7003		
TOTAL	17036	<i>Application de la mixité de destinations (10%)</i>	<i>2</i>	20	1645	Espace de la trame verte à valoriser : végétation	
		<i>Total logements en densification simple</i>	<i>14</i>	21	884	Espace de la trame verte à valoriser : végétation	
44	1338	Permis accordé	1	22	4963	Espace de la trame verte à valoriser : végétation	
45	1239	Permis accordé	1	23	1601	Espace de la trame verte à valoriser : végétation	
46	2071	Permis accordé	2	24	1445	Espace de la trame verte à valoriser : végétation	
47	1793	Permis accordé	2	25	1222	Espace de la trame verte à valoriser : végétation	
48	1925	projet en cours	1	26	3633	Espace de la trame verte à valoriser : végétation	
TOTAL	31457	<i>Total logements en cours</i>	<i>7</i>	TOTAL	15393		
				31	281	Fonds de jardin avec faible profondeur + bordure de la trame urbaine et entrée de ville	
				32	942	Fonds de jardin avec faible profondeur + bordure de la trame urbaine et entrée de ville	
				33	1804	Fonds de jardin avec faible profondeur + bordure de la trame urbaine	
				34	685	Fonds de jardin avec faible profondeur + bordure de la trame urbaine	
				35	1870	Fonds de jardin avec faible profondeur + bordure de la trame urbaine + traversée d'une canalisation d'eaux usées à préserver	
				36	584	Fonds de jardin avec faible profondeur + bordure de la trame urbaine	
				37	520	Fonds de jardin avec faible profondeur + bordure de la trame urbaine	
				38	383	Fonds de jardin avec faible profondeur + bordure de la trame urbaine	
				39	472	Fonds de jardin avec faible profondeur + bordure de la trame urbaine	
				40	419	Fonds de jardin avec faible profondeur + bordure de la trame urbaine et entrée de ville	
				41	951	Espace boisé à préserver	
				42	348	Espace boisé à préserver + enjeux écologiques (corridor crapaud)	
				43	274	Fonds de jardin avec faible profondeur + bordure de la trame urbaine	
				TOTAL	8630		

C'est donc un total de 21 logements pris en compte au titre du potentiel de densification (dont 7 logements en cours). Il sera nécessaire de vérifier que les 6 logements en cours n'ont pas été intégrés aux données issues du recensement INSEE (lesquelles serviront de base à la définition de la trajectoire démographique).



PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



PIECE N°3.2– APPROCHE CONTEXTUELLE ET SYNTHÈSE DES ENJEUX

Prescrit par délibération du : 16/10/2025
Arrêté par délibération du :
DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

Préalablement à la définition des orientations propres au projet d'aménagement et de développement durables, le présent document s'articule autour de la synthèse des diagnostics, laquelle permet de mettre en avant les principaux enjeux de développement.

I. PRESENTATION DU CONTEXTE NORMATIF

A. RAPPEL DU CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) comprend un Projet d'Aménagement et de Développement Durables, véritable pierre angulaire du dossier de PLU, qui fixe les grands objectifs du Conseil Municipal pour les 15 ans à venir en matière d'aménagement du territoire.

D'une manière générale, l'objectif du développement durable est expliqué dans l'article L.110-1 du nouveau Code de l'Environnement : « *l'objectif de développement durable vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ».

Le PADD propose une vision du développement de la Commune à court, moyen voire long terme. Les autres pièces du PLU opposables aux autorisations d'urbanisme (plan de zonage, règlement et orientations d'aménagement et de programmation) doivent être cohérentes et compatibles avec les orientations du PADD. Ce document est l'expression « libre » du projet communal, par la voie du Conseil Municipal, mais il doit respecter les objectifs et les principes énoncés aux articles L.101-1 et suivants, et L.141-4 et suivants du Code de l'Urbanisme et être compatible avec les documents de portée juridique supérieure.

Cependant, les objectifs de développement de la commune doivent prendre en compte les principes fondateurs encadrés par le code de l'urbanisme. À ce titre, le PADD définit les orientations générales en matière de politique d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Les orientations doivent ainsi permettre de décliner plusieurs thématiques transversales dont l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs.

Les orientations du PADD doivent également être compatibles avec les documents de portée juridique supérieure. Sur le territoire les principaux documents de portée supérieure sont les suivants :

Documents	Orientations à prendre en compte
SCOT du Pays Seine et Tilles Bourgogne	Confère point B
Schéma Directeur d'Alimentation et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée Corse 2022-2027	Limitier et encadrer les problèmes de pollutions liés aux hydrocarbures ou substances dangereuses compte-tenu du contexte karstique du sol
	Prévoir une gestion équilibrée de la ressource en eau (les objectifs de développement démographique et économique devront être en adéquation avec les capacités de production à l'échéance du PLU)
	Protéger les milieux aquatiques de toute dégradation, et notamment, préserver, restaurer et gérer les zones humides

	Augmenter la sécurité des populations face aux risques inondation
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de l'Ouche	Valoriser la rétention des eaux pluviales
	Planifier le développement local en fonction de la ressource
	Caractériser les ressources majeures actuelles et futures (ou ressources stratégiques) pour l'adduction d'eau potable et les protéger
	Limiter le ruissellement pluvial
	Sensibiliser les acteurs pour faire évoluer les pratiques
	Assurer la préservation des milieux aquatiques et humides (cours d'eau et zones humides)
Plan de prévention des risques	La commune n'est pas couverte par un plan de prévention des risques
Schéma Régional de Cohérence Écologique de Bourgogne Franche Comté	Schéma remplacé par les dispositions du SRADDET
Schéma Régional des Carrières	Le document vise à assurer un approvisionnement durable des territoires, tout en préservant le patrimoine environnemental et l'atteinte de l'objectif de réduction de la consommation nette d'espaces naturels, agricoles et forestiers. La commune est concernée en grande partie par un secteur à enjeux de protection au titre de la réserve nationale
DUP captage d'eau potable	La commune n'est pas concernée
Schéma régional éolien	Commune classée comme zone avec de forts enjeux avérés
Schéma Départemental d'Aménagement Numérique	Il s'agit de ne pas porter atteinte au développement de la fibre et des réseaux de communication de manière générale.

Le PADD doit également être compatible avec les orientations du SRADDET et les objectifs de limitation de l'artificialisation des sols fixés par la Loi dite « Climat et Résilience » du 22 août 2023, laquelle fixe l'objectif de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050. Dans les dix ans qui suivent la loi (01/2021 au 12/2032), la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers doit être divisée par deux par rapport à la consommation observée au cours des dix années précédentes (01/2011 à 12/2020).

Toutefois cet objectif de traduction a été renforcé au titre du SRADDET, lequel affiche un taux d'effort de 56.5% pour le territoire Seine et Tilles. Ce taux d'effort devra être traduit dans le SCOT en cours de révision et ne sera applicable à la Commune que dans le cadre d'une mise en compatibilité éventuelle du PLU. Il convient donc de l'anticiper au mieux dans le projet d'élaboration.

B. LES ORIENTATIONS MISES EN AVANT AU TITRE DU SCOT

Le SCOT du Pays Seine et Tille Bourgogne a été approuvé le 19/12/2019. Figure ci-dessous les principales orientations applicables au territoire.

La Commune d'Etaules est identifiée au titre des communes rurales au sein de l'armature territoriale.

En matière de gestion économe des espaces :

- Privilégier l'urbanisation au sein des enveloppes urbaines existantes en prenant en compte les différentes contraintes à la mobilisation des gisements fonciers au sein des tissus urbains et en intégrant le maintien, voire la création, d'espaces de respiration naturels et paysagers nécessaires au bon fonctionnement environnemental et écologique.
- Organiser les conditions d'une croissance territoriale économe et garante de la qualité du cadre de vie en localisant les extensions en continuité immédiate de la trame bâtie, en limitant l'artificialisation diffuse et linéaire et en appliquant un principe de réduction de la consommation de l'espace. Le SCOT n'affiche pas de volonté mais traduit un principe de mise en œuvre de densités plus volontaristes. La densité minimale fixée aux communes de pôles est de 12 logements à l'hectare (18 logements en densité optimisée). Même si le SCOT reste opposable, il est conseillé de se rapprocher de ces densités dans le cadre de la nécessaire anticipation des prescriptions à venir (au titre de la révision). La densité moyenne en artificialisation à l'échelle de la Communauté de Communes Forêts, Seine et Suzon est de 14 logements à l'hectare.
- Intensifier les formes urbaines en cohérence avec les morphologies existantes. Il s'agit de contribuer au développement de nouvelles formes d'habitat plus compactes (densité et typologies variées), tout en prenant en compte le maintien des activités agricoles, l'intégration urbaine et la préservation de l'identité du tissu originel.

En matière de développement territorial et de préservation des grands équilibres entre espaces agricoles, naturels et urbains :

- Assurer le maintien des corridors écologiques fonctionnels via la préservation de la végétation linéaire et des bosquets dans les communes de plaine et plateau. Le SCOT identifie un corridor écologique de la sous-trame pelouse sèche le long du Suzon.
- Protéger durablement les réservoirs de biodiversité de la sous-trame forêt et réglementer les constructions existantes (adaptation / réfection, extensions limitées).
- Concilier développement de la trame verte et bleue en préservant et valorisant les espaces de franges urbaines.
- Développer le potentiel des espaces agricoles.

En matière de développement de l'habitat :

- Réaffirmer la structuration territoriale du Pays Seine et Tilles en entretenant le rôle de proximité des communes rurales (créer les conditions de renouvellement de la population par une offre résidentielle attractive répondant prioritairement aux besoins des familles afin de préserver la vitalité rurale et l'équilibre générationnel). Permettre l'implantation de services alternatifs comme des points relais, maintenir la qualité du cadre de vie en valorisant le patrimoine bâti et paysager et en garantissant des évolutions maîtrisées des extensions urbaines. Enfin, porter une attention toute particulière à la rénovation du parc ancien pour limiter la vacance d'obsolescence.
- Privilégier la mise en place d'une offre de logements plus ciblée sur les problématiques des secteurs géographiques (secteur 1) : Orienter préférentiellement l'offre résidentielle sur des grandes typologies de logements (T4 et plus), garantir un développement proportionné et calibré en optimisant l'espace au sein des nouvelles

opérations et en diversifiant les formes urbaines et produits (individuel pur, individuel groupé, intermédiaire...). Permettre l'accès abordable et diversifier l'offre.

- Au titre de la Communauté de communes Forêts, Seine et Suzon, le SCOT prévoit la création de 200 à 350 logements pour les communes rurales (dont au moins 62% au sein de l'enveloppe urbaine). La communauté de communes compte 22 communes rurales, soit une moyenne de 9 à 16 logements (sans clé de répartition) entre 2019 et 2030.
- Développer une offre en adéquation avec les besoins des ménages et engager une requalification durable du parc de logements.

En matière de développement de transport et déplacement :

- Faire concourir urbanisation et transports pour limiter les besoins en déplacements et parfaire le maillage du réseau de liaisons douces.

En matière d'équipement commercial et artisanal :

- Favoriser la redynamisation de l'appareil commercial des coeurs de villes, bourgs et villages.
- Maintenir des espaces multifonctionnels au sein des communes pour préserver l'animation de ces secteurs et le cadre de vie des habitants. Favoriser des aménagements valorisant les espaces délaissés, les espaces verts.
- Accompagner la mission départementale de déploiement numérique pour assurer une couverture satisfaisante et rapide du territoire en THD.

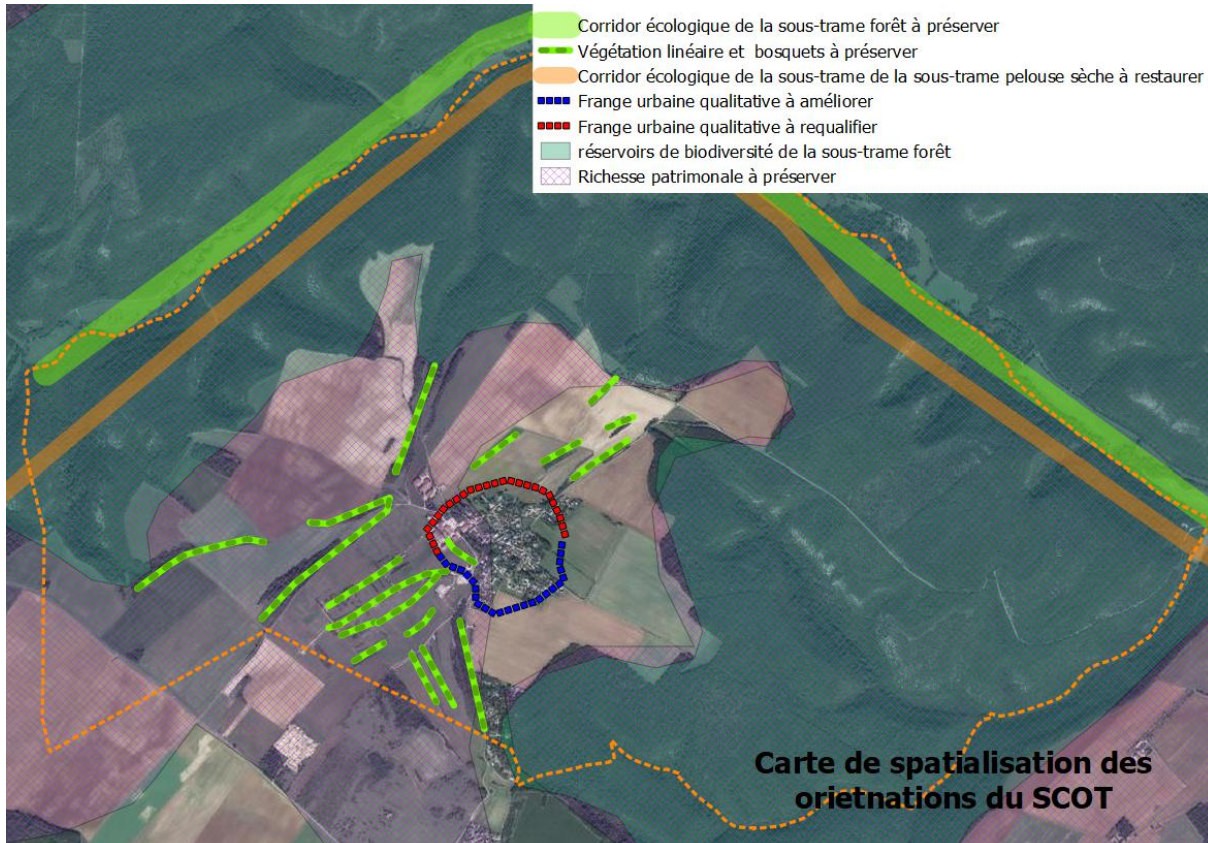
En matière de qualité urbaine, architecturale et paysagère :

- Protéger la richesse patrimoniale du territoire, support de son identité via la valorisation des sites d'exception (site classé et inscrit) et la valorisation des éléments de patrimoine ordinaire.
- Conforter la qualité du cadre de vie du territoire en tirant parti de son potentiel paysager et en préservant et valorisant la diversité des paysages, notamment de la trame paysagère des espaces agricoles. Identifier et préserver les éléments paysagers qui animent les trames agricoles.
- Réussir l'intégration paysagère des nouveaux projets via le maintien de la trame architecturale et paysagère existante. Limiter l'extension linéaire et favoriser la densification du tissu existant.
- Travailler les franges urbaines qualitatives, préserver la végétation au cœur des villages. Le SCOT identifie une frange qualitative à valoriser sur la façade sud du bourg.

En matière de performances énergétiques :

- Encourager l'utilisation de matériaux biosourcés et permettre l'amélioration de la performance énergétique du parc ancien.
- Questionner le développement des énergies renouvelables en considérant les enjeux écologiques, paysagers et climatiques.

- Assurer la gestion économe des ressources du territoire avec une gestion durable de la ressource en eau et la prise en compte des enjeux liés à l'assainissement.
- Renforcer la gestion des eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation et en encadrant le débit et les volumes de ruissellement. Chercher notamment à traduire une gestion alternative des eaux pluviales.
- Prendre en compte les risques naturels et technologiques dans le développement urbain.



C. LE CONTENU DU PADD ET L'ARTICULATION AVEC LES PIÈCES DU PLU

Le PADD est établi au regard des enjeux qui ont émergé des différents diagnostics. Les thématiques qu'il aborde sont encadrées par le Code de l'Urbanisme et sont nombreuses, elles sont parfois transversales et pourront être regroupées au sein d'axes principaux :

- La protection des paysages, des espaces naturels, agricoles et forestiers,
- La préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques,
- L'habitat,
- Les transports et les déplacements,
- Les réseaux d'énergie,
- Le développement des communications numériques,
- L'équipement commercial, le développement économique (notamment agricole)
- Les loisirs et les équipements,
- Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

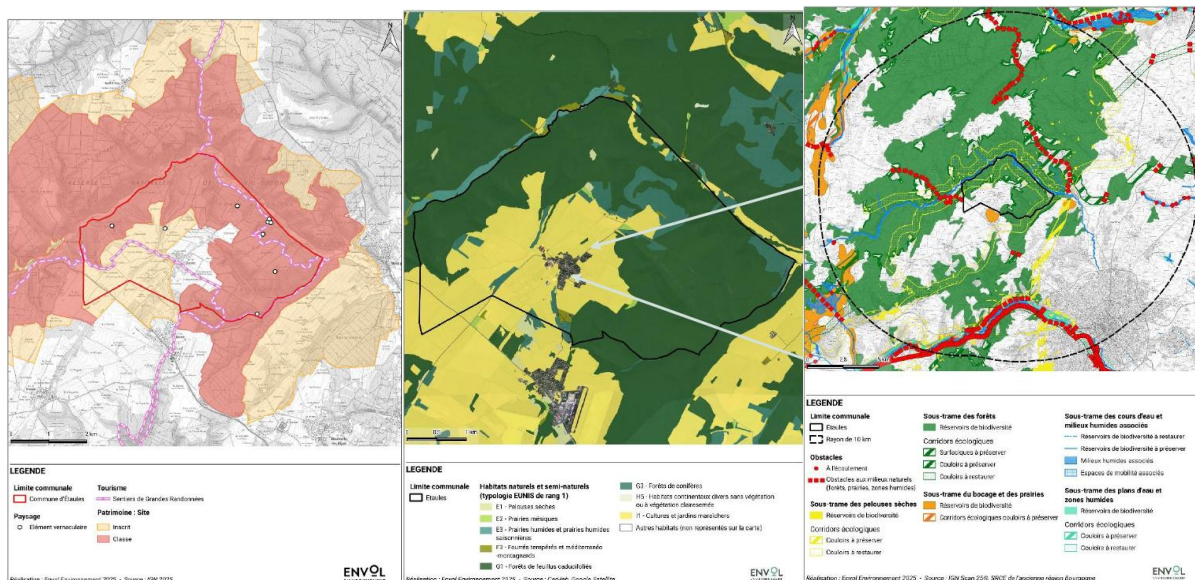
II. SYNTHÈSE DES ENJEUX DU TERRITOIRE :

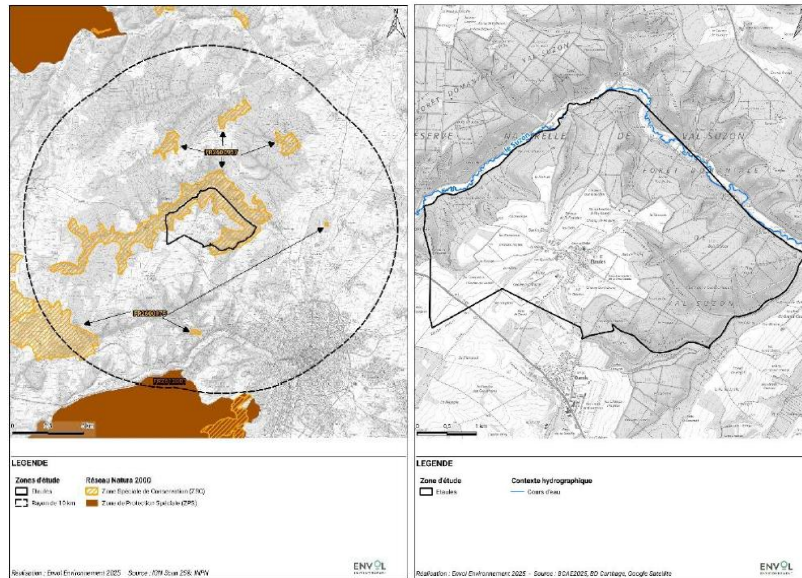
En tant que document juridique, qui se doit de respecter de nombreuses normes supérieures, le PLU permet à la Commune de pouvoir s'adapter tant à l'évolution des générations qu'à celles des réglementations tout en assumant les objectifs d'un développement modéré et sa volonté de protéger l'environnement, les ressources naturelles et le patrimoine architectural et environnemental de la Commune.

Il est rappelé que le PADD est l'expression « libre » du projet communal, mais qu'il se doit de respecter les objectifs et les principes énoncés aux articles L.101-1 et suivants, et L.141-4 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Conformément au code de l'urbanisme, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables doit fixer des orientations sur plusieurs thématiques. Celles-ci sont transversales et pourront être utilement regroupées au sein de principaux axes de développement qui constitueront les bases de réflexions du PADD.

Ces axes pourront utilement s'appuyer sur l'analyse normative présentée ci-avant, ainsi que sur les enjeux et contraintes du territoire tels que synthétisés ci-dessous. Il est précisé ici que les éléments détaillés dans le tableau sont directement tirés des diagnostics, il appartient aux élus de se positionner sur leur traduction éventuelle (et sur le degré souhaité) dans le cadre de leurs réflexions. Ce tableau permet de présenter une aide à la décision tant pour les élus que pour le lecteur dans le sens où il permet de mettre en évidence une synergie et un lien direct entre chacune des thématiques abordées.





Thématiques	Synthèse des diagnostics
<p>L'environnement et les paysages</p>	<p>Présence du Suzon au nord du territoire</p>
	<p>La commune est concernée par différents éléments naturels remarquables et s'inscrit dans un contexte riche de réservoirs et corridors de biodiversité. Un corridor écologique est à préserver au sein de la trame urbaine pour préserver la traversée des crapauds qui se rendent à la mare</p>
	<p>Présence d'une grande majorité de forêts, avec des terres agricoles qui encerclent le bourg. Présence notamment de forêt d'exception du Val Suzon</p>
	<p>Les sols calcaires sont peu propices au développement des zones humides et le territoire recense beaucoup de chauves-souris</p>
	<p>Commune inscrite au sein d'un site de paysage remarquable (site inscrit et site classé), avec présence d'un ensemble d'éléments vernaculaires</p>
	<p>La trame urbaine présente un taux de végétalisation à questionner</p>
<p>L'habitat / population</p>	<p>Le développement urbain s'étend en forme de village étoilé, le long des principaux axes de communications, et se constitue de plusieurs espaces interstitiels dont certains font l'objet de projets en cours</p>
	<p>La commune connaît une croissance constante de la population depuis 2011, avec un taux annuel moyen de 2.2% entre 1999 et 2022. La croissance est essentiellement liée au solde migratoire et à l'offre de logements mobilisable. La population est relativement bien équilibrée et jeune, mais il apparaît nécessaire d'anticiper les effets du vieillissement à long terme.</p>
	<p>La commune apparaît attractive avec un parc de logements qui se développe progressivement. Le parc est assez ancien avec près de 30% des logements réalisés avant 1971, mais il est faiblement mobilisable au titre de la vacance. Les logements sont essentiellement tournés vers les logements de grandes tailles pour l'accession à la propriété (peu de locataire), il apparaît donc nécessaire de questionner l'adéquation du parc avec les différents parcours de vie</p>

	<p>La population a connu une croissance démographique soutenue sur la période 2011-2022 (d'après les données INSEE), +3.2% de croissance annuelle moyenne, alors qu'elle n'était que de 2.2% entre les années 2006 et 2022 (période de 16 ans correspondant à la projection à venir 2026-2040. Cette croissance est liée au remplissage du lotissement Champs Barthelemy, ainsi que quelques opérations de densification. Il s'agit pour les élus de poursuivre le développement démographique tout en l'encadrant</p>
	<p>Le potentiel de densification est évalué à environ 24 nouveaux logements permettant de projeter une population démographique à hauteur de 380 habitants environ.</p>
	<p>Les dernières opérations de création de logements portaient sur des logements pavillonnaires de grandes tailles</p>
<p>Les transports et les déplacements</p>	<p>Présence de deux grands sentiers de randonnées qui traversent le territoire d'est en ouest</p>
	<p>La commune est desservie par la RD104, en provenance de Prenois, Darois et Messigny et Vantoux. La départementale ne fait l'objet d'aucun classement</p>
	<p>La compétence transport appartient à la communauté de communes, aucune aire de covoiturage n'est présente sur le territoire ou ses abords immédiats. La commune ne fait pas l'objet d'une desserte par les transports en commun (sauf transport scolaire)</p>
<p>Les réseaux d'énergie et la lutte contre le changement climatique</p>	<p>La commune est située en secteur à forts enjeux avérés au titre du potentiel éolien</p>
	<p>Un site est identifié au titre de la carte des sites compatibles pour le photovoltaïque au sol dans les espaces naturels, agricoles et forestiers, au nord du territoire, en lisière forestière (parcelles ZB7 à ZB10)</p>
<p>L'équipement commercial, le développement économique</p>	<p>La commune ne dispose pas d'une zone d'activité économique. On relève la présence d'un point de vente à la ferme et d'activité agricole (dont un centre équestre)</p>
	<p>L'activité économique de la commune est en légère hausse, avec une fuite principale des actifs vers les bassins d'emplois riverains. Le taux de motorisation des actifs est assez élevé et des enjeux en matière de stationnements privés sont à questionner. La commune présente une économie tournée principalement vers les services et le commerce, en lien avec le statut de village et la présence des zones d'emplois plus proches</p>
<p>Les capacités des réseaux</p>	<p>L'alimentation en eau potable du syndicat se fait exclusivement via le captage des Varennes Blanches situé sur la Commune de Val-Suzon</p>
	<p>Le développement démographique devra s'inscrire en adéquation avec les capacités mobilisables et projetées</p>
<p>Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain</p>	<p>Une consommation évaluée à moins de 1 hectare sur la période de référence 01/2011 à 12/2020 et une trajectoire de modération qui doit questionner les objectifs du SRADDET à l'échelle du SCOT en cours de révision (soit 56.5%).</p> <p>Une consommation essentiellement inscrite au sein de la trame urbaine, via la mobilisation des espaces interstitiels et de la vacance</p>

Les risques naturels et technologiques

Présence de quelques risques naturels tels que le mouvement de terrain et l'inondation par remontée de nappes. Risque modéré de retrait gonflement des sols argileux.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



PIECE N°3.3 – AXES STRATÉGIQUES ET ORIENTATIONS DU PADD

Prescrit par délibération du : 16/10/2025
Arrêté par délibération du :
DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION

Figurent en jaune les éléments à soumettre à un nouveau débat



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

De manière générale, les points déclinés à travers les axes stratégiques de développement suivants se traduisent par des orientations et objectifs transversaux. La traduction des orientations du PADD doit permettre d'assurer le développement de la commune tout en maintenant son dynamisme et en valorisant et préservant le caractère et le cachet qui la caractérisent.

À ce titre, plusieurs orientations sont mises en avant. Au sein du corps de texte figurant ci-après, seuls les éléments surlignés en orange constituent les fondements réglementaires des différentes orientations du PADD.

Dans la poursuite des objectifs de développement soulignés dans le cadre de la délibération de lancement, les élus souhaitent encadrer et maîtriser le développement urbain et démographique du territoire, via un développement durable de l'urbanisation et une réponse aux besoins des habitants d'aujourd'hui et de demain, le tout en accord et dans la poursuite des objectifs de valorisation et de maintien de la spécificité de l'esprit du village. Fort de ce constat, deux principaux leviers sont mis en avant pour permettre de traduire et répondre aux besoins des habitants, notamment en termes de développement de logements et d'encadrement réglementaire.

La structure du PADD s'articule donc autour des axes principaux suivants :

AXE 1 - Encadrer la politique de développement du territoire

S'appuyer sur une croissance modérée et anticipée afin de maintenir l'équilibre démographique

Les tendances d'évolution du territoire témoignent d'une commune attractive, mais il apparaît que le maintien de sa croissance et la lutte contre le vieillissement sont étroitement dépendants de l'arrivée de nouveaux habitants, et donc d'une offre de logements adaptée. Dès lors, les premiers constats mis en avant dans le diagnostic soulignent la nécessité de se donner les moyens de maintenir et de poursuivre la croissance démographique du territoire en encadrant les capacités de production de logements. Il s'agit toutefois pour les élus de satisfaire les besoins en logements tout en respectant le cadre de vie et les composantes rurales du bourg.

En termes de mixité, les élus souhaitent permettre l'accueil de ménages avec enfants sans pour autant s'opposer à une diversification qui émanerait d'une offre privée. Mais le territoire est plutôt isolé avec peu de services, ce qui ne permet pas nécessairement de justifier d'un développement orienté vers une mixité affirmée des typologies.

Dès lors, sans prioriser un développement démographique trop ambitieux, les élus ont identifié et recensé les capacités de production de logements mobilisables au sein de la trame urbaine. C'est sur la base de ce postulat que les projections démographiques sont établies en priorisant la densification afin d'intégrer les enjeux de modération de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et de l'artificialisation des sols [environ 40% des logements programmés sont réalisés en densification]. Le PLU affiche ainsi une capacité de production de moins d'une trentaine de logements à l'horizon 2040, dont un minimum de 16% 13% au sein des bâtiments existants (en s'appuyant sur le potentiel de réhabilitation qui reste cependant très limité).

Ce potentiel devra toutefois faire l'objet d'une attention particulière pour ne pas dénaturer le patrimoine et permettre notamment de prendre en compte les enjeux en matière de préservation de la nature en ville, de limitation contre l'imperméabilisation des sols et d'amélioration du confort thermique des bâtiments (notamment dans le cadre de réhabilitation). Il s'agit également de prendre en compte et de préserver les éléments de biodiversité présents au sein de la trame urbaine, à savoir les vergers et le corridor écologique emprunté par les crapauds pour se rendre dans la mare présente au nord du bourg.

L'offre de logements mobilisables sur le territoire permet de projeter une trentaine cinquantaine d'habitants supplémentaires d'ici 2040, représentant une croissance démographique annuelle de 0.51% 0.86% vis-à-vis de la population de référence de 2022 (base 349 habitants). L'objectif démographique n'est pas un objectif en soi mais une traduction des capacités d'accueil potentiellement mobilisables au sein du bourg. Il dépend donc très étroitement de la mobilisation effective de ces logements.

Dans la poursuite des réflexions, les élus ont pu faire le constat que l'offre de logements identifiée sur le territoire s'appuie sur les capacités mobilisables au sein de la trame urbaine, notamment sur des espaces presque essentiellement privatifs soumis à l'initiative d'un engagement privé (et d'un potentiel immobilisme foncier). La mise en œuvre du PLU permet ainsi de donner à la commune les outils pour se substituer aux acquéreurs (éventuellement en fonction des enjeux / projets portés sur le territoire) en cas de cession via la modification du droit de préemption.

Favoriser la préservation et la valorisation du cadre de vie

La préservation et la valorisation du cadre de vie sont des facteurs permettant de soutenir le développement et l'attractivité du territoire. Toutefois le développement ne doit pas engendrer de contraintes majeures pour la population actuelle qui subirait alors les effets indirects de l'urbanisation (circulation, mobilité piétonne).

Ces enjeux passent par la poursuite de la mise en valeur du bourg via un développement équilibré permettant de maintenir les espaces publics (aux abords de la mairie notamment) et de ne pas s'opposer au développement d'une certaine mixité de fonctions favorable à l'accueil des équipements, services et activités compatibles avec la proximité de l'habitat.

La préservation et la valorisation du cadre de vie doivent également questionner les objectifs permettant :

- L'identification des principaux éléments qui contribuent à la richesse historique, architecturale et/ou patrimoniale du village. Il s'agira pour les éléments identifiés, le cas échéant, de prévoir une certaine valorisation, sans tomber dans le travers d'un excès de contraintes pour les propriétaires. Le PLU participe également à la valorisation du patrimoine archéologique en tant qu'outil d'information de la population.
- D'engager des réflexions en vue de préserver et développer la mobilité, tout en veillant à mettre en œuvre les outils et politiques nécessaires à la sécurisation et au stationnement. Le PLU permettra, en cas de besoin, de mobiliser les emplacements réservés nécessaires le cas échéant. Il s'agit d'anticiper et permettre la mise en œuvre des politiques portées par les autorités compétentes et notamment d'offrir la possibilité de développer les mobilités douces et/ou du transport collectif. Il s'agit également de veiller à ne pas pénaliser la circulation agricole.
- De préserver les composantes urbaines, en encadrant les conditions de développement à même de préserver et maintenir les silhouettes et fronts bâtis qualitatifs.

Elles passent également par le maintien d'un cadre de vie alimenté par la présence d'espaces de respiration et de nature dans le village. Ces espaces sont à prendre en compte, à préserver et/ou à développer autant que possible. Ils contribuent tant à la mise en valeur paysagère et écologique / environnementale, qu'à la gestion des risques de ruissellements et aux économies d'énergies. Le développement d'espaces de nature en ville doit également être considéré au regard des enjeux de renaturation qui s'inscrivent en compensation de la consommation des terres agricoles, naturelles et forestières. En somme il s'agira de préserver le maintien du végétal au sein de la trame urbaine, notamment des vergers, ainsi que les objectifs de bioclimatisme des constructions et de lutte contre les îlots de chaleur et l'imperméabilisation des sols.

Prévoir un développement en adéquation avec les capacités de la ressource en eau des réseaux

Le projet de PLU doit s'inscrire en cohérence avec les capacités mobilisables, il s'agit dès lors d'adapter la population et les activités agricoles aux capacités des réseaux (et équipements) et de sensibiliser (voir réglementer) les différents usages de l'eau. En effet la résilience du territoire ne saurait être efficace sans une gestion équilibrée de la ressource en eau et l'adaptation des modes de vies et de consommation face aux changements climatiques.

Afin de mettre en œuvre cet objectif, les orientations suivantes devront être prises en compte et traduites dans le PLU :

- Préserver les mares et autant que possible les éléments structurants du paysage tels que les haies, bosquets, cours d'eau et leurs ripisylves, essentiels pour le maintien d'une ressource en eau de qualité. De manière plus générale, la préservation des éléments naturels pour leur rôle hydraulique apparaît indispensable à l'échelle de la commune, ces derniers participant à l'atténuation des phénomènes climatiques (ombrage, stockage des eaux, etc.).
- Limiter autant que possible les incidences qualitatives du développement par le biais de dispositions en faveur de la ressource en eau : encourager les dispositifs de récupération des eaux pluviales et d'infiltration, minimiser l'imperméabilisation des sols en favorisant des matériaux drainants ou la végétalisation des espaces libres, etc.

AXE 2 - Anticiper et traduire les enjeux d'adaptation du territoire face aux défis de demain

Il est mis en avant que la lutte contre le changement climatique constitue un enjeu transversal qui suppose de viser un développement urbain vertueux en termes d'artificialisation des sols, de consommations énergétiques, d'émissions de gaz à effet de serre (GES), de préservation de la ressource en eau et de préservation de la biodiversité.

Les principaux leviers d'actions d'un document d'urbanisme consistent à limiter les effets de l'urbanisation sur le climat et la santé humaine mais également à renforcer la capacité d'adaptation du territoire face aux effets du changement climatique en :

- Encadrant l'étalement urbain et l'artificialisation des sols,
- Intégrant les risques naturels,
- Limitant la fragmentation des espaces agricoles, naturels et forestiers par une identification et une protection éventuelle de la trame verte et bleue locale,
- Intégrant la biodiversité dans les aménagements,
- Promouvant la performance énergétique des bâtiments et l'utilisation des énergies renouvelables,
- Contribuant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques liés au transport individuel, et en maîtrisant les prélèvements sur la ressource en eau.

Prendre en compte les objectifs de modération de la consommation de l'espace

Les objectifs du PLU s'appuient sur la nécessité d'organiser les conditions du développement futur permettant à la commune de conserver sa vitalité et son dynamisme en conciliant mixité, densification, modération de la consommation de l'espace et préservation ou restauration de la biodiversité et de la nature dans le village.

Ainsi, dans le cadre de la révision du PLU, les élus marquent leur engagement dans la prise en compte et la traduction de la trajectoire de réduction de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers. Il s'agit de prioriser le développement sur les capacités mobilisables en renouvellement via la poursuite de la réhabilitation du parc ancien et l'optimisation des espaces interstitiels sis dans la morphologie urbaine, tout en questionnant le nécessaire maintien d'espaces de respiration. Il convient toutefois de concilier densification, mixité de fonctions, préservation de la nature dans le village et préservation du cadre de vie en limitant la destruction des éléments végétalisés qui contribuent à l'intégration paysagère des constructions et en permettant la mobilisation d'espaces à des fins d'équipements, d'activités... En ce sens les élus prévoient un développement modéré sur les limites de la trame urbaine.

Le PADD doit également être compatible avec les orientations du SRADDET et les objectifs de limitation de l'artificialisation des sols fixés par la Loi dite « Climat et Résilience », laquelle fixe l'objectif de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050. Dans les dix ans qui suivent la loi (01/2021 au 12/2032), la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers doit être divisée par deux par rapport à la consommation observée au cours des dix années précédentes (01/2011 à 12/2020). Toutefois cet objectif de traduction a été renforcé au titre du SRADDET, lequel affiche un taux d'effort de 56.5% pour le territoire du Pays Seine et Tille.

Au total, l'enveloppe foncière maximale encadrée par le PLU s'appuie sur un potentiel de l'ordre de **4 2.8** hectares de terres agricoles, naturelles ou forestières qui pourra être consommé / artificialisé sur la période 01/2021 à 12/2040 (horizon du PLU), **dont au minimum 70%** alloués au développement de l'habitat.

Cette enveloppe traduit la prise en compte des projets actuellement engagés, sources de consommation, et évalués à 0.6 hectares entre 01/2021 et 12/2025 et traduit une certaine diminution du rythme de l'artificialisation entre 01/2026 et 12/2040.

Il est rappelé que l'étude de consommation fait état d'un potentiel de **0.95 2.83** hectares consommés sur la période 2011-2021, les objectifs de modération permettent de recentrer le développement au sein de la trame existante. Ainsi, sur la première période, la moyenne de consommation annuelle est **estimée à 0.12 1.8** hectares, **contre 0.9** hectare par an pour la seconde période. Cette trajectoire pourra être précisée au titre de l'échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation.

Traduire les objectifs de développement durables et d'adaptation au changement climatique

Le PLU doit participer à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. En tant qu'outil d'organisation du développement, il doit contribuer à limiter autant que possible la dépendance à la voiture (sachant que le territoire est sensiblement lié aux besoins de mobilité des habitants) et à développer les modes de déplacement alternatifs. Il s'agit d'encourager la mise en œuvre d'une réflexion pour permettre l'amélioration des mobilités (notamment douces et cyclables) en cohérence avec les compétences mobilisables par les autorités compétentes.

La prise en compte et la traduction des objectifs de développement durable passent également par :

- La possibilité de permettre et encourager le développement des énergies renouvelables et matériaux biosourcés dans le respect des enjeux de préservation environnementaux et paysagers. Le développement des énergies renouvelables devra questionner les enjeux liés à la sensibilité paysagère et patrimoniale du territoire, et prendre en compte le site identifié comme compatible pour le développement du photovoltaïque au sol.
- L'amélioration du confort thermique des bâtiments et de leurs besoins énergétiques, ainsi que par la maîtrise des îlots de chaleur (éviter l'empilement des constructions, maintenir des espaces végétalisés, d'aération, sources de fraîcheur et de lutte contre l'ensoleillement, agir sur l'implantation et le bioclimatisme des constructions). Ces démarches sont avant tout individuelles mais elles doivent être encadrées en ce qu'elles ont également un impact sur l'aspect architectural (isolation extérieure), l'environnement et les paysages (modération de la consommation de l'espace, nature en ville), et le cadre de vie.
- La préservation des « puits à carbone » (forêt, milieux humides, prairies naturelles) et d'une manière générale la préservation des sols (lutte contre l'artificialisation des sols).
- La diminution et la valorisation des déchets en lien avec l'intercommunalité compétente, il s'agit avant tout de sensibiliser les acteurs du territoire (habitants et entreprises).

Il s'agit également de se donner les moyens de développer des solutions subsidiaires pour accompagner les habitants dans le cadre de l'évolution des modes de vie et de consommation. Même si des réponses ne peuvent être apportées à l'heure actuelle, il apparaît indispensable de prévoir les besoins de demain, notamment ceux en lien avec le télétravail et la consommation via internet (poursuite du développement

de la fibre et des communications numériques portées par les autorités compétentes, tout en prenant en compte la protection des paysages).

Prendre en compte les risques naturels

Les risques naturels présents sur le territoire communal seront pris en compte dans le développement spatial de l'urbanisation et le règlement du PLU, dans le respect des plans de portée supérieure lorsqu'ils existent, ou en fonction de l'état de connaissance du risque pour ceux qui ne font pas l'objet de plans de prévention officiels.

Pour tous les risques identifiés sur le territoire, un principe de non aggravation de l'exposition des biens et des personnes sera recherché et mis en place autant que possible.

AXE 3 - La prise en compte et la préservation de l'environnement et de l'agriculture

Questionner et prendre en compte les enjeux de développement agricole dans le cadre des politiques d'aménagement du territoire.

L'activité agricole constitue une des composantes qui façonne l'image du territoire. Il convient de la préserver dans sa globalité et de traduire les enjeux de la Loi Climat et Résilience.

Il s'agit dans un premier temps d'assurer la pérennité de l'activité agricole de la Commune par une protection des terres et l'encadrement du développement des exploitations existantes (dans la limite de la réglementation applicable à ce type d'activité), tout en prenant en compte la nécessaire satisfaction des besoins humains, ainsi que les considérations environnementales propres au territoire. Il s'agit toutefois de permettre le maintien, l'évolution, la diversification, le changement de destination et le développement de l'activité et des exploitations agricoles à l'extérieur de la zone d'habitat pour limiter les risques de conflits d'usages.

La préservation et la valorisation de l'activité agricole sont également perçues de manière générale comme un support à l'activité économique dans le sens où elles permettent de maintenir la profession sur place pour conserver un territoire rural et de favoriser la mise en place de circuits de consommation courts (production locale) à même de réduire les besoins de mobilité des habitants et autres consommateurs du voisinage.

Mais le questionnement du développement agricole doit aussi permettre de prendre en compte et intégrer les enjeux liés à la mobilité des engins agricoles (le doigt ayant été mis sur l'importance de la circulation dans le bourg). Les conditions de circulation agricole devront être évaluées pour prendre en compte notamment les problématiques de circulation et de stationnements potentiellement mises en avant.

Des composantes naturelles supports de biodiversité et de continuités écologiques à maintenir

Il s'agira de manière globale de préserver les milieux en fonction de leur intérêt écologique et de questionner les continuités écologiques qui leur sont associées. En ce sens, le PLU traduira les enjeux de préservation et valorisation de la trame verte et bleue à travers les orientations suivantes :

- Préserver et mettre en valeur le patrimoine écologique et biologique de la Commune (même celui présent au sein de la trame urbaine) tout en cherchant à concilier les autres enjeux de développement du territoire. Il s'agit notamment ;
 - o D'identifier et protéger les réservoirs et corridors écologiques (sauf exception justifiée), et s'ils devaient être affectés par l'urbanisation pour satisfaire aux objectifs du présent PADD, rechercher leur évitement, la minimisation des impacts et en cas d'impossibilité leur rétablissement et/ou leur compensation.
 - o De privilégier le développement du territoire hors des secteurs d'intérêt écologique fort.

- De questionner et prévoir la mise en œuvre d'un principe de perméabilité écologique notamment au sein des enveloppes urbaines via le maintien des aménités végétales.
- De lutter contre la prolifération des espèces exotiques envahissantes sur le territoire en encadrant leur plantation.
- Contribuer à la préservation du patrimoine naturel et de la biodiversité, en particulier en ce qui concerne les espèces et les habitats d'intérêt communautaire dont la présence est avérée dans les ZNIEFF et en site NATURA2000 (mais également au sein du village). Il a pu être relevé à titre indicatif la présence de chauves-souris. Concernant ces dernières il est possible de contribuer à leur préservation via l'amélioration de la biodiversité sur les propriétés attenantes au bâti, ainsi que par la préservation de la diversité floristique et arborée des jardins. Même si cela ne relève pas des prescriptions pouvant être traduites dans un document d'urbanisme à proprement parler, le PLU peut constituer en soi un document instructif et pédagogique permettant de mettre en avant les bons gestes à mettre en œuvre en matière de préservation des espèces présentes sur le territoire, notamment en matière d'éclairage (trame noire), de pratiques favorables à la biodiversité... Le PLU peut en revanche encadrer la démolition/réhabilitation du bâti afin de prendre en compte la faune sauvage susceptible de le coloniser.

Pour les élus il s'agit avant tout de mettre en place des pratiques de sensibilisation et de pédagogie, avec a minima une identification des sensibilités présentes sur le territoire qui pourraient être traduites dans les OAP écologiques et thématiques.

Assurer un développement en cohérence avec l'identité paysagère et patrimoniale du territoire

De manière générale, le PLU devra prévoir des dispositions spécifiques visant à assurer une bonne intégration paysagère et urbaine des futures constructions et aménagements.

La préservation des composantes paysagères s'appuie également sur les orientations suivantes :

- Maintenir un urbanisme groupé au sein de la trame urbaine actuelle.
- Valoriser les franges urbaines pour appuyer leur rôle de transition (écologique et paysagère) avec le milieu agricole ou naturel. En effet, les franges urbaines du bourg sont plus ou moins nettes et permettent (pour celles présentant un couvert arboré) une meilleure intégration visuelle des constructions. Le traitement des abords bâtis (notamment des clôtures) peut également asseoir la volonté des élus de préserver un cœur urbain bien intégré dans son écrin agricole et boisé.
- Préserver le réseau de haies existants au sein des terres agricoles en ce qu'il contribue à l'intégration des futures constructions. De manière générale il conviendra également de préserver les orées forestières afin de valoriser et préserver ce patrimoine d'exception.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



PIECE N°7.1 – SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

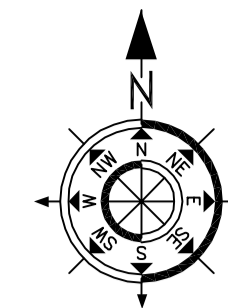
Prescrit par délibération du : 16/10/2025

Arrêté par délibération du :

DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION

Elements transmis par ls services de l'Etat












ELABORATION
Modifications - Révisions - Mises à jour
Mises à jour
Arrêté le :
Approuvé le :

VISA
date :
Le maire :

PLAN DES SERVITUDES
D'UTILITE PUBLIQUE
ET DES BOIS ET FORETS
RELEVANT DU REGIME FORESTIER

ECHELLE : 1/5000

 **DDT** DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Planification Aménagement de l'Espace/Bureau Planification

LEGENDE	
	A4 Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau ou compris dans l'emprise de ces cours d'eau
	AC2 Servitudes de protection des sites et monuments naturels (sites classés)
	AC2 Servitudes de protection des sites et monuments naturels (sites inscrits)
	AS1 Servitudes attachées à la protection des eaux potables
	PT2 Servitudes de protection des centres radio-électriques d'émission et de réception contre les obstacles
	PT3 Servitudes attachées aux réseaux de télécommunications des postes et télécommunications
	T5 Servitudes aéronautiques de dégagement
	T7 Circulation aérienne - servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement
	Bois et forêts relevant du régime forestier

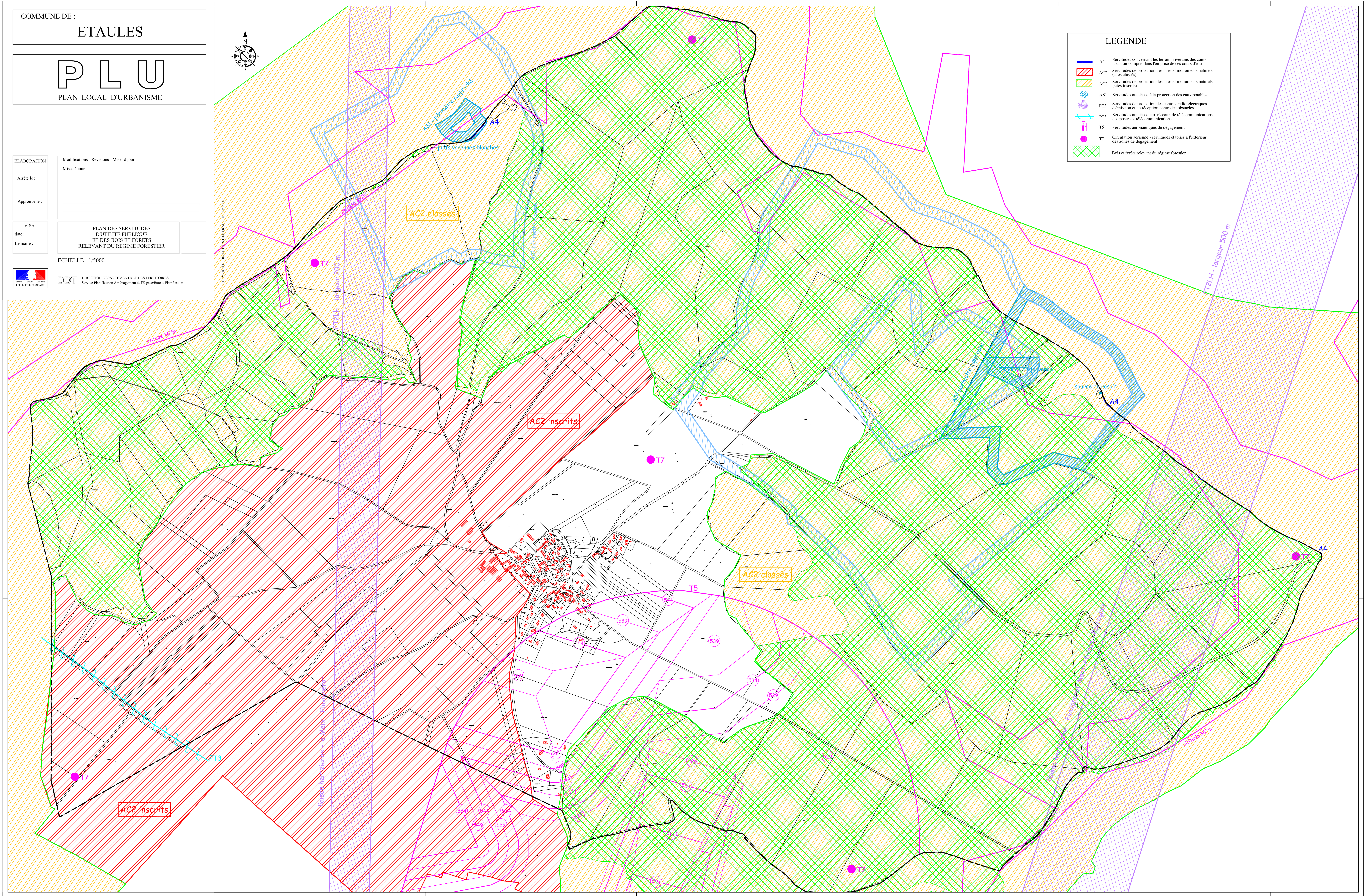


TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

En application des dispositions des articles L. 126-1 et R. 123-14 du Code de l'Urbanisme, le dossier de P.L.U. doit comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, servitudes dont la liste a été dressée par le décret en Conseil d'Etat n° 77-861 du 26 juillet 1977 (article R. 126-1 du Code de l'Urbanisme).

C'est seulement à cette condition qu'elles peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

En ce qui concerne la commune d'Etaules ces servitudes sont les suivantes :

- AC2** Servitudes relatives à la protection des sites et des monuments naturels.
- AS1** Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables.
- PT1** Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques.
- PT2** Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.
- PT3** Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques.
- T5** Servitudes aéronautiques de dégagement (aérodromes : civils et militaires).
- T7** Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.

Ce tableau des servitudes d'utilité publique constitue essentiellement un document de référence qui permet, lorsqu'une plus grande précision est nécessaire, de consulter le service compétent et d'examiner l'acte institutif de la servitude.

AC2

Servitudes relatives à la protection des sites et des monuments naturels

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Loi du 2 mai 1930 modifiée et complétée par l'ordonnance du 2 novembre 1945, loi du 1^{er} juillet 1957 (réserves naturelles), la loi n°67-1174 du 28 décembre 1967.

Décret n° 69-607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5-1 de la loi du 2 mai 1930 modifiée.

Décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration des organismes consultatifs modifié.

Décret n° 70-288 du 31 mai 1970 portant R.A.P., pour l'application de la loi du 2 mai 1930 (commissions).

Décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988 et circulaire n° 88-101 du 19 décembre 1988 relative à la déconcentration de la délivrance de certaines autorisations requises par la loi du 2 mai 1930.

II - SITES CONCERNES

Sites inscrits à l'inventaire des sites

Fontaine de Chenaux et fontaine de la Trouvée en date du 9 décembre 1942
Val Suzon en date du 25 février 1992

Sites classés

Val Suzon en date du 28 juillet 1989

A - Prérogatives de la puissance publique

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

a) Sites inscrits à l'inventaire des sites

Si le propriétaire a procédé à des travaux autres que l'exploitation courante ou l'entretien normal sans en avoir avisé le Maire quatre mois à l'avance, l'arrêt des travaux peut être ordonné sur réquisition du Ministère Public, soit d'office par le Juge d'instruction, par le Tribunal Correctionnel ou tous officiers ou agents de police judiciaire ainsi que par tous les fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités publiques assermentés commissionnés à cet effet par le Maire ou le Ministre chargé de l'urbanisme.

Le Maire peut également ordonner l'interruption des travaux par arrêté motivé, si l'autorité judiciaire ne s'est pas encore prononcée.

Le Maire peut être chargé de l'exécution de la décision judiciaire ; il assure alors le respect de son arrêté en procédant notamment à la saisie des matériaux et du matériel de chantier (article 21-2 nouveau, loi du 28 décembre 1967).

b) Sites classés

Si une menace pressante pèse sur un site, le Ministre peut ouvrir une instance de classement, sans instruction préalable. Lorsque l'identité ou le domicile du propriétaire sont inconnus, la notification est valablement faite au Maire qui en assure l'affichage et, le cas échéant, à l'occupation des lieux. Cette mesure conservatoire s'applique immédiatement, dès notification au Préfet et au propriétaire. Elle vaut pendant une année et emporte tous les effets du classement (elle confère à l'administration la faculté de faire obstacle à la modification ou du décret prononçant le classement de l'état ou de l'aspect des lieux, dès avant l'intervention de l'arrêté.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

a) Sites inscrits à l'inventaire des sites

Obligation pour le propriétaire d'aviser le Préfet quatre mois à l'avance de son intention d'entreprendre des travaux de construction. A l'expiration de ce délai, le silence de l'administration équivaut à une acceptation, mais en tout état de cause le propriétaire doit se conformer aux dispositions du permis de construire concernant la hauteur, le volume, les matériaux utilisés, l'aspect de l'immeuble.

L'administration ne peut s'opposer aux travaux qu'en ouvrant une instance de classement.

b) Sites classés ou sites en instance de classement

Obligation pour le propriétaire d'obtenir une autorisation du Ministre chargé des sites ou par le Préfet selon les cas* avant l'exécution de tous travaux susceptibles de détruire ou de modifier l'état ou l'aspect des lieux. Cette disposition vise notamment la construction (interdiction de bâtir, règles de hauteur, aspect extérieur des immeubles), la transformation, la démolition d'immeubles, l'ouverture de carrières, la transformation des lignes aériennes de distribution électrique ou téléphonique...

* Préfet (article R. 421-1 du Code de l'Urbanisme, à l'exception du 2ème alinéa - article R. 422-1-2 et R. 422-2).

* Ministre, chargé des sites dans tous les autres cas et lorsque le Ministre a décidé d'évoquer le dossier.

La Commission Départementale des Sites et éventuellement la Commission Supérieure doivent être consultées préalablement à la décision ministérielle.

Obligation pour le vendeur de prévenir l'acquéreur de l'existence de la servitude et de signaler l'aliénation au Ministre compétent.

Obligation pour le propriétaire à qui l'administration a notifié son intention de classement, de demander une autorisation spéciale avant d'apporter une modification à l'état des lieux et à leur aspect, et ce pendant une durée de douze mois à dater de la notification (mesures de sauvegarde). Article 9 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 28 décembre 1967.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

a) Sites inscrits à l'inventaire des sites

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation (dans les formes prévues à la section 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, modifiée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985) dans les sites inscrits à l'inventaire et dans les zones de protection délimitées autour de ceux-ci (article 7 de la loi de 1979).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus concernant la publicité (article 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation des enseignes est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (article 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation préfectorale (décret n° 59-275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68-134 du 9 février 1968) ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (article R. 443-9 du Code de l'Urbanisme). Obligation pour le Maire de faire connaître par affichage et panneaux ces réglementations.

b) Classement du site et instance de classement

Interdiction de toute publicité sur les monuments naturels et dans les sites classés (article 4 de la loi du 29 décembre 1979). Les préenseignes sont soumises à la même interdiction (article 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (article 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction à quiconque d'acquérir un droit de nature à modifier le caractère et l'aspect des lieux.

Interdiction d'établir une servitude conventionnelle sauf autorisation du Ministre compétent.

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation ministérielle accordée après avis de la Commission Départementale et Supérieure des sites (décret n° 59-275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68-134 du 9 février 1968), ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (article R. 443-9 du Code de l'Urbanisme).

Obligation pour le Maire de faire connaître ces réglementations par affiches et panneaux.

c) Zone de protection d'un site

Obligation pour le propriétaire des parcelles situées dans une telle zone de se soumettre aux servitudes particulières à chaque secteur déterminé par le décret d'institution et relatives aux servitudes de hauteur, à l'interdiction de bâtir, à l'aspect esthétique des constructions... La commission supérieure des sites est, le cas échéant, consultée par les préfets ou par le ministre compétent préalablement aux décisions d'autorisation.

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation dans les formes prévues à la section 4 de la loi du 29 décembre 1979, dans les zones de protection délimitées autour d'un site classé (article 7 de la loi de 1979).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus, en ce qui concerne la publicité (article 18 de la loi de 1979).

Interdiction en règle générale d'établir des campings et terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes.

2° Droits résiduels du propriétaire

a) Sites inscrits à l'inventaire des sites

Possibilité pour le propriétaire de procéder à des travaux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal pour les édifices.

b) Sites classés

Possibilité pour le propriétaire de procéder à des travaux d'exploitation courante et d'entretien normal, tant pour les sites classés que pour les sites inscrits à dater de la notification de l'intention de leur classement.

III - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE

Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine
Hôtel Chartraire de Montigny
39, rue Vannerie
21000 Dijon

Tél. : 03.80.65.82.65

AS1

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Protection des eaux potables (article L.20 du code de la Santé Publique modifié par l'article 7 de la loi 64-1245 du 16 décembre 1964 ; décret n° 61-859 du 1er août 1961 modifié par décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et n° 89-3 du 3 janvier 1989)

Circulaire du 10 décembre 1968 (Affaires sociales) J.O. du 22 décembre 1968

II – POINTS DE PRELEVEMENTS D'EAU

Puits de Varennes Blanches (déclaration d'utilité publique en date du 11/08/1977).

Source du Rozoir (déclaration d'utilité publique en date du 08/06/2007).

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Acquisition en pleine propriété des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau potable, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (*article L.20 du Code de la Santé Publique*). Clôture du périmètre de protection immédiate sauf dérogation.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation, pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un point de prélèvement d'eau potable, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou de réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux conditions prescrites par l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existant à la date de publication dudit acte (*article L.20 du Code de la Santé Publique*).

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

a) Eaux souterraines

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de toutes activités, autres que celles prévues par l'acte déclaratif d'utilité publique.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des activités et faits suivants :

- forage de puits, exploitation de carrières à ciel ouvert, ouvertures et remblaiement d'excavations à ciel ouvert,
- dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,

- établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines,
- épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques, et de tous produits ou de substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures ainsi que le pacage d'animaux,
- et tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau (article 42 du décret du 1er août 1961 modifié).

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible, par l'acte déclaratif d'utilité publique, des activités installations et dépôts mentionnés ci-dessus et notamment l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits radioactifs, de produits chimiques et eaux usées de toute nature.

b) Eaux superficielles (*cours d'eau, lacs et étangs, barrages réservoirs et retenues pour l'alimentation des collectivités*)

Interdictions et réglementations identiques à celles rappelées en a) en ce qui concerne les seuls périmètres de protection immédiate et rapprochée (*article 41 du décret du 1^{er} août 1961 modifié*)

Barrages - retenues créés pour l'alimentation en eau par prises directes des collectivités. Suggestions proposées par le Conseil Supérieur d'Hygiène quant aux mesures sanitaires à imposer en l'espèce (*circulaire du 10 décembre 1968*) :

- acquisition en toute propriété des terrains riverains de la retenue, sur une largeur d'au moins 5 m, par la collectivité assurant l'exploitation du barrage,
- création d'une zone de servitudes d'au moins 50 m au-delà de la bande riveraine,
- outre les mesures de protection normalement mentionnées en a), tant sur les terrains riverains que dans la zone de servitudes (périmètres de protection immédiat et rapproché).

Interdiction :

- d'établir une voie nouvelle de circulation des véhicules automoteurs en dehors de celles nécessaires pour le rétablissement des communications existantes,
- d'installer des stations-service ou distributeurs de carburants,
- de pratiquer le camping ou le caravaning.

Réglementation du pacage des animaux :

Préservation du plan d'eau lui-même contre les contaminations de toutes origines (opération de lavage ou de nettoyage aux abords, concours de pêche, navigation à voile et à rame, etc...).

IV - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE

Agence Régionale de Santé
2, place des savoirs
21 000 Dijon

Tél. : 03.80.41.98.98.

PT1

**Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques
concernant la protection des centres de réception
contre les perturbations électromagnétiques**

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Code des Postes et Télécommunications articles L. 57 à L. 62, et R. 27 à R. 39.

II - CENTRE DE RECEPTION CONCERNE

Centre de Curtil – Saint - Seine par décret en date du 25 mai 1977

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

Obligation dans les zones de protection et même hors de ces zones :

Pour les propriétaires et usagers d'une installation électrique produisant ou propageant des perturbations gênant l'exploitation d'un centre de réception de se conformer aux dispositions qui leur seront imposées par l'administration pour faire cesser le trouble (investigations des installations, modifications et maintien en bon état desdites installations) (article L. 61 du Code des Postes et Télécommunications).

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1 - Obligations passives

Interdiction dans les zones de protection et de garde

Aux propriétaires et usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour ces appareils un degré de gravité supérieur ... la valeur compatible avec l'exploitation du centre (article R. 30 du Code des Postes et Télécommunications)

Interdiction dans les zones de garde

De mettre en service du matériel susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre (article R. 30 du Code des Postes et Télécommunications).

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilités pour les propriétaires de mettre en service des installations électriques sous les conditions mentionnées ci-dessous :

Dans les zones de protection et de garde :

Obligation pour l'établissement d'installations nouvelles (dans des bâtiments existants ou en projet) de se conformer aux servitudes établies pour la zone (Instruction interministérielle n° 400 C.C.T. du 21 juin 1961, titre III 3.2.3.2., 3.2.4., 3.2.7. modifiée).

Lors de la transmission des demandes de permis de construire, le Ministre exploitant le centre peut donner une réponse défavorable ou assortir son accord de restrictions quant ... l'utilisation de certains appareils ou installations électriques.

Il appartient au pétitionnaire de modifier son projet en ce sens ou d'assortir les installations de dispositions susceptibles d'éviter les troubles. Ces dispositions sont parfois très onéreuses.

Dans les zones de garde radioélectriques :

Obligation d'obtenir l'autorisation du Ministre dont les services exploitent ou contrôlent le centre, pour la mise en service de matériel électrique susceptible de causer des perturbations et pour les modifications audit matériel (article R. 30 du Code des Postes et Télécommunications et arrêté interministériel du 21 août 1953 donnant la liste des matériels en cause).

Sur l'ensemble du territoire, y compris dans les zones de protection et de garde :

Obligation d'obtenir l'autorisation préalable ... la mise en exploitation de toute installation électrique figurant sur une liste interministérielle (article 60 du Code des Postes et Télécommunications et arrêté interministériel du 21 août 1953, arrêté interministériel du 16 mars 1962).

IV - SERVICES RESPONSABLES DE LA SERVITUDE

Direction Départementale de l'Équipement
57, rue de Mulhouse
21000 DIJON

Tél. : 80.29 44.44

—
B.C.I.D.S.R.
20, Avenue de Ségur
75700 PARIS

Tél. : (16) 1.566.22.01

PT2

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant La protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'état

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Articles L. 54 à L. 56 du Code des Postes et T,communications. Articles R. 21 à R. 26, et R. 39 du Code des Postes et Télécommunications.

II - CENTRE CONCERNE

La zone de dégagement de la liaison hertzienne Paris/Dijon 2 tronçon Le Meix – Flavignerot

La zone spéciale de dégagement liée à la liaison hertzienne de Flavignerot – Mont Afrique - Perrogney

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

1° la Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'administration, dans toutes les zones et le secteur de dégagement, de procéder à l'expropriation des immeubles par nature pour lesquels aucun accord amiable n'est intervenu quant à leur modification ou à leur suppression.

2° Obligations de faire imposer au propriétaire

Obligations pour les propriétaires, dans toutes les zones et dans le secteur de dégagement, de procéder si nécessaire à la modification ou à la suppression des bâtiments constituant des immeubles par nature aux termes des articles 518 et 519 du Code Civil.

Obligations pour les propriétaires, dans la zone primaire de dégagement, de procéder si nécessaire à la suppression des excavations artificielles des ouvrages métalliques fixes ou mobiles, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

Interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature, ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité, aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation, dans les zones primaires et secondaires de dégagement, ainsi que dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles. Ces limites sont indiquées par des altitudes apparaissant sur les plans joints, d'une part pour les obstacles non métalliques, d'autre part pour les obstacles métalliques : altitudes des centres et courbes circulaires d'égale altitude. En un point d'une telle courbe, la hauteur autorisée pour un obstacle s'obtient en déduisant de l'altitude lue l'altitude du sol au point considéré.

Interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (article R. 23 du Code des Postes et T, I, communications).

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour le propriétaire de créer, dans toutes les zones de servitudes et dans les secteurs de dégagement, des obstacles fixes ou mobiles dépassant la cote fixée par le décret des servitudes à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du Ministre qui exploite ou contrôle le centre.

Droit pour les propriétaires, dont les immeubles, soumis à l'obligation de modification des installations préexistantes, ont été expropriés à défaut d'accord amiable, de faire état d'un droit de préemption, si l'administration procède à la revente de ces immeubles aménagés.

IV - SERVICES RESPONSABLES DE LA SERVITUDE

France TELECOM
URR DIJON
Département SDR
26 Avenue de Stalingrad
21000 DIJON

PT3

Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Loi n° 96659 du 26 juillet 1996 et décret n° 97683 du 30 mai 1997

II - OUVRAGES CONCERNES

Artère souterraine n° F308 Paris – Dijon tronçon 5 de Montbard à Dijon

Artère souterraine n° 454 Reims – Dijon tronçon Puits - Dijon

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

Droit pour l'Etat d'établir des supports à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments si l'on peut y accéder de l'extérieur, dans les parties communes des propriétés bâties à usage collectif.

Droit pour l'Etat d'établir des conduites ou supports sur le sol et le sous-sol des propriétés non bâties et non fermées de murs ou clôtures.

Droit pour l'Etat de faire passer des fils au-dessus des propriétés privées même au-dessus des immeubles qui ne servent pas d'assise à un support.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

Obligation pour le propriétaire de ménager le libre passage aux agents de l'administration.

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour le propriétaire d'entreprendre des travaux de démolition, réparation, surélévation ou clôture sous condition d'en prévenir le Directeur Départemental des Postes et Télécommunications un mois avant le début des travaux (article L. 49 du Code des Postes et Télécommunications).

Droit pour le propriétaire, à défaut d'accord amiable avec l'administration, de demander le recours à l'expropriation, si l'exécution des travaux entraîne une dépossession définitive.

IV - SERVICES RESPONSABLES DE LA SERVITUDE

France Telecom
URR/PPI 21
26, avenue de Stalingrad
21078 DIJON cedex

Tél. : 03.80.72.72.24

T5

Servitudes aéronautiques de dégagement (aérodromes civils et militaires)

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Code de l'Aviation Civile - 1^{ère} partie (articles L. 281.1 à L. 281.4 - Dispositions pénales) ; 2^{ème} partie (livre II, titre IV, chapitres 1^{er}, articles R. 241-1 et 3^{ème} partie, livre II, titre II, chapitre II, articles D 242-1 à D 242-14.

Arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

Arrêté du 22 février 1967 relatif à l'établissement d'antennes réceptrices de radiodiffusion et de télévision au sommet de constructions situées sous les surfaces de dégagement des aérodromes.

II - AERODROME CONCERNE

Aérodrome de Dijon - Darois.

III - DEFINITION DE LA SERVITUDE

On trouve sur les plans de l'annexe l'indication d'un certain nombre de lignes d'égale altitude. En un point d'une telle ligne, la hauteur autorisée pour un obstacle massif s'obtient en déduisant de l'altitude lue, l'altitude du sol au point considéré.

Les surfaces de dégagement des obstacles minces non balisés tels que : pylône, antenne, cheminée d'usine, etc... sont constituées par des surfaces parallèles aux surfaces de dégagement des obstacles massifs au-dessous de celles-ci, à une distance verticale de 10 m.

Un obstacle mince balisé est traité comme un obstacle massif de même hauteur et ne doit pas dépasser les surfaces de dégagement.

Les obstacles filiformes balisés ou non ne doivent pas dépasser une surface parallèle à la surface de dégagement et située à 10 m verticalement au-dessous de celle-ci.

Les antennes réceptrices de radiodiffusion et de télédiffusion installées au sommet des constructions situées sous les surfaces de dégagement des aérodromes sont exonérées des règles de dégagement propres aux obstacles minces. Elles ne sont assujetties qu'aux règles de dégagement des obstacles massifs, à condition que simultanément :

- la hauteur de l'antenne au-dessus de la couverture de la construction ne dépasse pas 4 m,
- le mât support de l'antenne ne soit pas haubané,

- les coefficients de sécurité des divers éléments de l'installation de l'antenne soit au plus égal à 4. (Normes de l'Union Technique de l'Electricité n° 90-120 du 17 mai 1961 et son additif n° 1 d'avril 1964).

Dans le cas contraire, les antennes seront considérées comme des obstacles minces pour l'application des règles de défilement et de dégagement.

IV - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour les agents de l'administration et les personnes auxquelles elle délègue ses droits de pénétrer sur les propriétés privées pour y exécuter les études nécessaires à l'établissement des plans de dégagement et ce dans les conditions prévues par l'article 1er de la loi du 29 décembre 1892 pour les travaux publics.

Possibilité pour l'administration d'implanter les signaux, bornes et repères nécessaires à titre provisoire ou permanent, pour la détermination des zones de servitudes (application de la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et de la loi du 28 mars 1957 concernant la conservation des signaux, bornes et repères - article D 242-1 du Code de l'Aviation Civile).

Possibilité pour l'administration de procéder à l'expropriation (article R. 241-6 du Code de l'Aviation Civile).

Possibilité pour l'administration de procéder d'office à la modification ou à la suppression des obstacles susceptibles de constituer un danger pour la circulation aérienne ou de pourvoir à leur balisage.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation de modifier ou de supprimer les obstacles de nature à constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisibles au fonctionnement des dispositifs de sécurité établis dans l'intérêt de la navigation aérienne ou de pourvoir à leur balisage. Ces travaux sont exécutés conformément aux termes d'une convention passée entre les propriétaires et le représentant de l'administration.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

Interdiction de créer des obstacles (fixes permanents ou non permanents) susceptibles de constituer un danger pour la circulation aérienne.

Obligation de laisser pénétrer sur les propriétés privées les représentants de l'administration pour y exécuter les opérations nécessaires aux études concernant l'établissement du plan.

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire d'obtenir la délivrance du permis de construire, si le projet de construction est conforme aux dispositions du plan de dégagement ou aux mesures de sauvegarde.

Nécessité d'obtenir l'autorisation de l'Ingénieur en Chef du Service des Bases Aériennes compétent pour l'établissement de plantations, remblais et obstacles de toute nature non soumis à l'obligation du permis de construire et ne relevant pas de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie. Le silence de l'administration dans les délais prévus par l'article D 242-9 du Code de l'Aviation Civile vaut accord tacite.

Possibilité de procéder sans autorisation à l'établissement de plantations, remblais et obstacles de toute nature, si ces obstacles demeurent à 15 mètres au-dessous de la cote limite qui résulte du plan de dégagement.

V - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE

Direction Départementale de l'Équipement de la Côte d'Or
Service Infrastructure
Subdivision des Bases Aériennes
B.P. 27
21601 LONGVIC CEDEX
Tél. : 03.80.63.13.31

T7

Servitudes aéronautiques a l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Code de l'Aviation Civile, livre II, titre IV, Chapitres I à IV inclus.

Arrêté et circulaires interministériels du 25 juillet 1990 relatifs aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation.

Arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

Code de l'Urbanisme : articles L. 421-1, L. 422-1, L. 422-2, R. 421-38.13 et R. 422-8.

II - DEFINITION DE LA SERVITUDE

A - En dehors des agglomérations et en application des dispositions de l'arrêté et la circulaire interministériels du 25 juillet 1990, sont soumises à autorisation spéciale l'établissement des installations suivantes :

a) les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieur à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées, comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

b) à l'intérieur des agglomérations, ces hauteurs sont portées à 100 m.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

B - De plus, à l'intérieur du cercle de 24 km de rayon, centré sur l'aérodrome de DIJON-LONGVIC, tout nouvel obstacle dépassant l'altitude 367 mètres, sera soumis à autorisation en application de l'article R. 244-1 du Code de l'Aviation Civile (arrêté du 31 décembre 1984 et décret du 8 mars 1977).

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

Obligation pour les installations existantes, constituant un danger pour la navigation aérienne, de procéder sur injonction de l'administration à leur modification ou à leur suppression.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

Interdiction de créer certaines installations déterminées par arrêtés ministériels qui, en raison de leur hauteur, seraient susceptibles de nuire à la navigation aérienne, et ceci en dehors des zones de dégagement.

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire de procéder à l'édification de telles installations sous condition, si elles ne sont pas soumises à l'obtention du permis de construire, de solliciter une autorisation du Directeur Départemental de l'Équipement du département intéressé, et en tout état de cause de se conformer aux dispositions particulières imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne.

IV - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE

Direction Départementale de l'Équipement de la Côte d'Or
Subdivision des Bases Aériennes
B.P. 27
21601 LONGVIC CEDEX
Tél. : 03.80.63.13.31



FICHE D'OPERATION

Fonction n°7 : Environnement

Sous-fonction n°76 : Patrimoine naturel

Programme n°42 : Nature et paysage

Type d'action :

Contrat de Projet Etat Région

Action D2 : Plan régional biodiversité

Sous action : D2b – Sauvegarde des milieux remarquables

Réserve Naturelle Régionale du Val Suzon : acte de classement

Les Réserves Naturelles Régionales (R.N.R), de compétence régionale depuis la loi « Démocratie de proximité » du 27/02/2002 et son décret d'application du 18/05/2005, constituent un nouvel outil de préservation d'un site naturel à l'intérêt patrimonial fort pour la faune, la flore, le patrimoine géologique ou paléontologique, ou d'une manière générale pour la protection des milieux naturels.

La Région Bourgogne s'est ainsi dotée le 16 juin 2006, dans le cadre de sa politique en faveur de la biodiversité, d'une compétence réglementaire pour la préservation des milieux naturels.

Le massif forestier du Val Suzon, d'une superficie d'environ 3 000 ha a été identifié comme le premier projet de RNR en Bourgogne. Il comprend les massifs forestiers situés de part et d'autre du cours d'eau Suzon : la forêt domaniale du Val Suzon (69 %), des forêts communales (28 %), et des forêts et prairies privées (3 %). Le projet est basé sur le volontariat, il est porté par l'Officiel National des forêts, principal acteur de terrain et gestionnaire du site. Le patrimoine naturel de cet espace est unique, il présente une riche diversité de milieux – pelouses sèches, éboulis, marais tufeux ... 11 espèces botaniques bénéficient d'un statut de protection et 11 espèces d'oiseaux sont d'intérêt européen. Il existe également de forts enjeux « chauve-souris » avec la présence de 14 espèces sur le site (34 espèces recensées au niveau national et 23 sur l'ensemble de la Bourgogne). La proximité de l'agglomération Dijonnaise et la forte fréquentation des lieux nécessitent une gestion adaptée des milieux en lien avec les enjeux écologiques.

L'outil RNR peut répondre à ces enjeux, en privilégiant une gestion durable et concertée de cet espace, un suivi scientifique régulier, une réglementation et une surveillance adaptée, ainsi que la sensibilisation des personnes fréquentant le site.

L'ONF a engagé la démarche en 2008 en associant tous les acteurs de terrain : propriétaires privés et ayant droits et en engageant la phase de concertation. Cette phase de concertation et de terrain ayant abouti, la phase officielle de consultation préalable à l'acte de classement a été engagée en novembre 2010 à savoir :

- la consultation des propriétaires, des titulaires de droits réels et ayants droits afin d'obtenir leur accord écrit sur le projet de réserve et de délibération de classement,
- la consultation du Conseil Scientifique Régional pour le Patrimoine Naturel (CSRPN) pour son avis scientifique,
- la consultation des collectivités territoriales dont le territoire est affecté par le projet de classement,
- la transmission du projet au Préfet de Région pour information

Cette phase consultative arrivant à son échéance, permettant de stabiliser le périmètre de la future RNR du Val Suzon ainsi que la liste des sujétions et interdictions, il est proposée à l'Assemblée de prendre la délibération de classement jointe au présent rapport et de créer par cet acte la RNR du Val Suzon.

Les prochaines étapes à intervenir à la suite de cet acte de classement seront :

- l'institution du comité consultatif de la réserve par arrêté
- la désignation du gestionnaire par voie de convention
- l'approbation du plan de gestion par délibération

Ces étapes doivent faire l'objet d'actes distincts de la délibération de classement.

LE CONSEIL REGIONAL,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.332-1 à L.332-27, R.332-30 à R.332-48, R.332-68 à R.332-81 ; L411-1 à L411-3 et R411- 1 à R411-13 ;

VU le Code forestier ;

VU l'accord pour le classement en réserve naturelle régionale exprimé le 19 mai 2011 par le propriétaire concerné, M CARNET Gilbert, domicilié à Prenois.

VU l'accord pour le classement en réserve naturelle régionale exprimé le 9 mai 2011 par le propriétaire concerné, M CLEMENCET Marcel, domicilié à Val Suzon.

VU l'accord pour le classement en réserve naturelle régionale exprimé le 13 avril 2011 par le propriétaire concerné, M COUTURIER Jean-Luc, domicilié à Messigny-et-Vantoux.

VU l'accord pour le classement en réserve naturelle régionale exprimé le 15 décembre 2010 par le propriétaire concerné, M FERRY Nicolas, domicilié à Dijon.

VU l'accord pour le classement en réserve naturelle régionale exprimé le 16 novembre 2010 par le propriétaire concerné, TDF, domicilié à Nuits ST Georges et représenté par M Didier DANEL, Responsable Patrimoine Bourgogne – Franche Comté.

VU l'accord pour le classement en réserve naturelle régionale exprimé le 25 janvier 2011 par le propriétaire concerné, ONF, domicilié à Dijon et représenté par M Olivier ROUSSEL, Directeur de l'Agence Bourgogne Est.

VU l'accord de ERDF en date du 10 mars 2011 et exprimé par M Thierry LEVESQUEAU, Chef d'Agence Maîtrise d'Ouvrage BT, URE Bourgogne.

VU l'accord de la Lyonnaise des Eaux en date du 7 décembre 2010 et exprimé par M Didier DEMONGEOT, Directeur Régional.

VU l'accord du Syndicat Intercommunal d'assainissement de la vallée du Suzon en date du 18 décembre 2010 et exprimé par Mme Patricia GOURMAND, Présidente.

VU l'accord de M Claude GRILLOT en date du 13 avril 2011, Représentant des Chasseurs.

VU l'avis des conseils municipaux des communes de Val Suzon en date du 31 mai 2011, Etaules en date du 6 décembre 2010, Darois en date du 6 janvier 2011, Messigny et Vantoux en date du 14 mars 2011, Dijon en date du 18 avril 2011.

VU l'avis du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) en date du 23 mai 2011 ;

CONSIDERANT l'importance particulière du site pour la conservation de la biodiversité régionale ;

CONSIDERANT qu'il convient de soustraire le site à toute intervention susceptible de le dégrader ;

DECIDE APRES EN AVOIR DELIBERE :

ARTICLE 1 : DENOMINATION ET DELIMITATION

Sont classées en réserve naturelle régionale, sous la dénomination « réserve naturelle régionale du Val Suzon », les parcelles et parties de parcelles cadastrales suivantes :

Propriétaire Etat

Banc de Darois

NUMCAD	ha
21227-G-1	0.1558
21227-G-10	17.8319
21227-G-11	9.8139
21227-G-12	16.5719
21227-G-13	16.6519
21227-G-14	7.3990
21227-G-15	14.5515
21227-G-16	14.7933
21227-G-3	9.9298
21227-G-4	10.9640
21227-G-5	18.8600
21227-G-6	9.5200
21227-G-7	9.4400

Banc d'Etaules

NUMCAD	ha
21255-AB-54	20.2850
21255-AC-10	21.2990
21255-AC-11	20.4000
21255-AC-14	20.8375
21255-AC-15	23.8315
21255-AC-16	21.0785
21255-AC-17	21.0940
21255-AC-2	19.0155
21255-AC-20	20.9578
21255-AC-22	20.3620
21255-AC-3	21.5290
21255-AC-4	21.1605
21255-AC-5	25.0180
21255-AC-7	21.8400
21255-AC-8	21.1690
21255-AC-9	20.9450
21255-AD-10	1.5790
21255-AD-12	20.9480
21255-AD-13	20.5500
21255-AD-14	22.9420
21255-AD-15	3.7620
21255-AD-16	12.5410
21255-AD-17	16.4985
21255-AD-18	22.7855
21255-AD-19	6.2450
21255-AD-20	9.4445
21255-AD-21	18.9810
21255-AD-22	21.1794
21255-AD-23	22.0871

Propriétaire communes

Propriétaire Darois

NUMCAD	ha
21227-A-21	3.3100
21227-A-22	2.8570
21227-A-23	1.0505

21255-AD-24	21.4135
21255-AD-25	21.7890
21255-AD-26	20.2120
21255-AD-27	20.2392
21255-AD-28	20.0320
21255-AD-29	20.0285
21255-AD-30	20.5965
21255-AD-31	21.1229
21255-AD-32	21.6740
21255-AD-33	19.5145
21255-AD-34	7.3690
21255-AD-35	19.2770
21255-AD-5	20.9841
21255-AD-6	20.5066
21255-AD-7	22.3430
21255-AD-8	0.2500
21255-AD-9	0.4992

Banc de Messigny-et-Vantoux

NUMCAD	ha
21408-AB-10	12.0625
21408-AB-11	6.6900
21408-AB-13	13.2550
21408-AB-14	6.3100
21408-AB-15	15.1975
21408-AB-16	18.7375
21408-AB-2	20.6150
21408-AB-23	2.3400
21408-AB-24	1.3100
21408-AB-25	0.2975
21408-AB-26	4.5050
21408-AB-27	15.2950
21408-AB-3	20.3250
21408-AB-34	18.8325
21408-AB-35	18.8500
21408-AB-36	19.8975
21408-AB-37	20.2875
21408-AB-6	20.5525
21408-AB-7	11.0100
21408-AB-8	8.7050
21408-AB-9	18.7100

Banc de Val-Suzon

NUMCAD	ha
21651-C-1	14.3220

21227-A-24	0.1432
21227-A-25	1.0298
21227-A-26	2.5540
21227-A-27	2.6130
21227-A-28	0.8120

21651-C-10	15.3350
21651-C-11	14.9476
21651-C-12	14.9476
21651-C-13	12.9100
21651-C-14	1.7150
21651-C-15	3.1740
21651-C-16	13.6500
21651-C-17	13.5100
21651-C-18	0.1577
21651-C-19	1.0243
21651-C-2	14.9500
21651-C-20	1.5350
21651-C-21	13.6400
21651-C-22	2.4595
21651-C-23	19.1900
21651-C-25	12.4940
21651-C-26	15.8240
21651-C-29	14.3580
21651-C-3	8.0000
21651-C-30	14.7732
21651-C-32	14.8720
21651-C-33	12.9500
21651-C-34	2.9370
21651-C-73	2.3135
21651-C-74	7.3229
21651-C-75	4.2656
21651-C-4	6.7000
21651-C-40	0.4527
21651-C-44	0.2989
21651-C-45	6.4350
21651-C-46	4.4620
21651-C-47	3.8630
21651-C-48	6.9000
21651-C-5	1.8230
21651-C-50	7.6800
21651-C-51	12.3200
21651-C-52	2.2275
21651-C-53	0.0059
21651-C-54	14.1900
21651-C-55	1.0430
21651-C-56	0.0078
21651-C-57	14.3800
21651-C-59	13.5284
21651-C-6	13.2250
21651-C-62	14.5702
21651-C-63	13.6376
21651-C-66	13.9801

21227-A-29	2.7550
21227-A-30	1.8380
21227-A-31	2.7550
21227-A-32	2.8260
21227-A-33	2.7155

21651-C-7	8.3100
21651-C-8	6.5900
21651-C-9	15.6400
21651-D-1	6.4760
21651-D-10	9.4870
21651-D-11	14.2300
21651-D-12	13.3650
21651-D-13	14.3340
21651-D-14	13.0700
21651-D-15	14.1340
21651-D-16	13.6800
21651-D-17	5.7270
21651-D-18	13.0920
21651-D-19	13.106
21651-D-20	13.9340
21651-D-21	14.4632
21651-D-22	7.7880
21651-D-23	13.1784
21651-D-24	12.7440
21651-D-25	12.6360
21651-D-26	11.0220
21651-D-27	1.2008
21651-D-28	1.9485
21651-D-29	10.1385
21651-D-2p	9.8505
21651-D-30	15.0385
21651-D-4	2.7810
21651-D-5	5.3630
21651-D-58	14.7825
21651-D-59	13.4050
21651-D-60	12.2040
21651-D-61	1.4170
21651-D-62	0.3740
21651-D-63	12.5970
21651-D-64	9.2120
21651-D-65	0.0472
21651-D-66	2.4072
21651-D-67	9.9040
21651-D-68	11.6620
21651-D-7	6.7150
21651-D-8	12.4400
21651-D-9	12.4000
21651-E-25	0.0054

21227-A-34	2.6037
21227-A-35	2.6210
21227-A-36	2.5577
21227-A-37	0.3305
21227-A-38	41.5030

21227-G-8	6.6444
21227-G-9	1.3670
21227-ZB-13	2.6250

Propriétaire Dijon

Banc d'Etaules

NUMCAD	ha
21255-AD-36	4.1641
21255-AD-37	0.0968
21255-AD-38	0.8021

Banc de Messigny-et-Vantoux

NUMCAD	ha
21408-ZR-10	0.1880
21408-ZR-11	0.0257
21408-ZR-12	0.1140
21408-ZR-13	0.1870
21408-ZR-14	0.0680
21408-ZR-15	0.0190
21408-ZR-16	0.0280
21408-ZR-9	0.0166
21408-ZR-2	0.1990
21408-ZR-6	0.0840
21408-ZR-7	3.7490
21408-ZR-8	0.0028

Propriétaire Etaules

NUMCAD	ha
21255-AB-1	9.1825
21255-AB-10	4.6650
21255-AB-11	6.9250
21255-AB-12	15.8225
21255-AB-15	6.1275
21255-AB-17	7.5525
21255-AB-19	0.2750
21255-AB-2	2.3930
21255-AB-20	1.9250
21255-AB-21	0.6250
21255-AB-22	1.5550
21255-AB-23	3.4925
21255-AB-24	0.4775
21255-AB-25	4.5300
21255-AB-26	3.5250
21255-AB-27	1.4675
21255-AB-28	3.6575
21255-AB-29	2.8098
21255-AB-3	0.2496
21255-AB-30	4.0750
21255-AB-31	4.1875
21255-AB-32	4.0275
21255-AB-34	1.9500

21255-AB-35	1.1650
21255-AB-38	3.7650
21255-AB-39	3.9075
21255-AB-4	0.9675
21255-AB-40	3.5400
21255-AB-41	3.7575
21255-AB-42	0.1240
21255-AB-45	0.5050
21255-AB-48	1.3900
21255-AB-5	0.5075
21255-AB-6	3.0675
21255-AB-7	3.9543
21255-AB-8	4.1324
21255-AB-9	4.2485
21255-ZB-20	0.4680
21255-AB-14	3.6525
21255-AB-36	0.5100
21255-AB-37	0.0663

Propriétaire Messigny-et-Vantoux

NUMCAD	ha
21408-ZP-9	2.9010
21408-J-1	10.5720
21408-J-10	0.0796
21408-J-11	0.0597
21408-J-12	4.7780
21408-J-13	10.0340
21408-J-14	14.0960
21408-J-15	13.5580
21408-J-16	6.5105
21408-J-17	0.1792
21408-J-18	2.3680
21408-J-19	10.8305
21408-J-2	12.9220
21408-J-22	0.3585
21408-J-23	11.8860
21408-J-24	11.1290
21408-J-25	2.8070
21408-J-26	1.4735
21408-J-27	11.1490
21408-J-28	17.1220
21408-J-29	13.3190
21408-J-3	10.5720
21408-J-30	13.7970
21408-J-31	11.6870
21408-J-32	12.6820
21408-J-33	6.1120
21408-J-34	13.4390
21408-J-35	3.0052
21408-J-36	19.8105
21408-J-37	0.0398
21408-J-38	4.6985
21408-J-39	3.8625
21408-J-4	11.1090

21408-J-40	9.1980
21408-J-41	11.2690
21408-J-42	13.100
21408-J-47	13.3288
21408-J-48	3.4218
21408-J-49	6.3932
21408-J-5	11.2285
21408-J-6	10.4920
21408-J-7	10.4720
21408-J-8	8.4810
21408-J-9	22.9155
21408-ZP-1	0.1480
21408-ZP-10	3.6600
21408-ZP-11	12.9340
21408-ZP-12	12.6940
21408-ZP-2	12.2560

Propriétaire Val-Suzon

NUMCAD	ha
21651-D-31	0.6335
21651-D-32	0.8314
21651-D-33	0.7542
21651-D-34	0.7538
21651-D-35	0.5844
21651-D-36	0.9407
21651-D-37	0.7918
21651-D-38	0.8101
21651-D-39	0.7839
21651-D-40	0.6651
21651-D-41	0.8098
21651-D-42	0.8098
21651-D-43	0.6730
21651-D-44	0.8100
21651-D-47	0.7719
21651-D-48	0.8481
21651-D-49	0.7808
21651-D-50	0.7911
21651-D-51	0.8235
21651-D-52	0.8647
21651-D-53	0.8314
21651-D-54	0.8334
21651-D-55	0.6897
21651-D-56	0.8314
21651-D-57	6.3545
21651-F-1	69.3416
21651-F-10	6.3200
21651-F-11	0.9480
21651-F-12	4.7910
21651-F-120	4.1265
21651-F-121	3.1695
21651-F-13	7.4400
21651-F-2	1.7850
21651-F-4	0.1362
21651-F-5	0.0993
21651-F-6	0.3116

21651-F-7	2.6400
21651-F-8	6.6200
21651-F-9	1.3600
21651-ZD-54	2.8726
21651-ZD-56	7.6920
21651-ZD-70	1.4324
21651-ZD-71	6.5200

Propriétaires privés

NOM	NUMCAD	COMMUNE de situation	ha
CARNET G-J.P	21255-AB-33	ETAULES	0.6275
CLEMENCET M	21651-D-69	VAL SUZON	1.5610
COUTURIER JP	21408-AB-1	MESSIGNY ET VANTOUX	2.1380
FERRY N-F	21255-AB-46	ETAULES	9.7450
	21255-AB-47	ETAULES	37.9775
	21255-AB-49	ETAULES	15.2000
	21255-AB-50	ETAULES	0.5200
TDF	21408-J-46	MESSIGNY ET VANTOUX	0.0102

Soit une superficie totale de 2 980, 5690 ha dans le département de la Côte d'Or.

Le périmètre de la réserve naturelle est inscrit sur la carte au 1/25 000° annexée et les parcelles et emprises mentionnées ci-dessus figurent sur le montage cadastral au 1/5 000° annexé à la présente délibération. Ces cartes et plans peuvent être consultés dans les mairies de Darois, Etaules, Messigny et Vantoux, Val Suzon, ainsi qu'au service « Eau et Biodiversité » du Conseil régional de Bourgogne.

ARTICLE 2 : DUREE DU CLASSEMENT

Ce classement est valable pour une durée de 10 ans, renouvelable par tacite reconduction sauf demande express présentée par le (s) propriétaire (s) dans un délai compris entre 3 et 6 mois avant l'échéance du classement.

ARTICLE 3 : MESURES DE PROTECTIONS

PROTECTION DES ESPECES

Article 3.1 : Réglementation relative à la faune

Il est interdit, sous réserve des articles 3.8, 3.9, 3.10 et 3.11 de la présente délibération :

- 1- d'introduire dans la réserve des animaux non domestiques quel que soit leur stade de développement ;
- 2- de porter atteinte, de quelque manière que ce soit, à l'intégralité des animaux d'espèces non domestiques ainsi qu'à leurs œufs, couvées, portées ou nids ou de les emporter hors de la réserve naturelle,
- 3- de troubler ou de déranger les animaux par quelque moyen que ce soit.

Toutefois, des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées, notamment à des fins scientifiques :

- par le préfet dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et après avis du comité consultatif de la réserve pour les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du Code de l'environnement,
- par le président du Conseil régional après avis du comité consultatif pour toute autre espèce animale non domestique.

Article 3.2 : Réglementation relative à la flore

Il est interdit, sous réserve des articles 3.8, 3.9, 3.10 et 3.11 de la présente délibération :

- 1- d'introduire à l'intérieur de la réserve naturelle toute espèce végétale non cultivée sous quelque forme que ce soit ;
- 2- de porter atteinte, de quelque manière que ce soit, à l'intégralité des végétaux non cultivés ou de les emporter hors de la réserve naturelle.

Toutefois, des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées, notamment à des fins scientifiques :

- par le préfet dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et après avis du comité consultatif de la réserve pour les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du Code de l'environnement,
- par le président du Conseil régional après avis du comité consultatif pour toute autre espèce végétale non cultivée.

Article 3.3 : Réglementation relative aux minéraux et aux fossiles

Il est rappelé qu'il est interdit, sauf autorisation du propriétaire, de procéder à l'extraction ou l'enlèvement de pierres, sable, minerai (Code forestier, R331-1).

PROTECTION DES MILIEUX

Article 3.4 : Réglementation relative à la circulation et au stationnement des personnes

La circulation et le stationnement des personnes à pied, en vélo ou par tout autre moyen non motorisé s'exerce conformément au plan de circulation des personnes. Ce plan de circulation, **adossé au plan de gestion**, doit être élaboré dans un délai de 3 ans après la date de délibération du présent acte de classement de la réserve et validé par délibération du Conseil régional après avis du comité consultatif et du CSRPN. Toutefois, peuvent circuler en dehors des itinéraires fixés par le plan de circulation :

- l'organisme gestionnaire dans le cadre des opérations de gestion de la réserve naturelle ;
- les propriétaires et ayants droits sur leur parcelle, sous réserve du respect des objectifs et mesures définis dans le plan de gestion de la réserve naturelle
- les agents cités à l'article L.332-20 du Code de l'environnement dans l'exercice de leurs missions de police de l'environnement ;
- les personnes ayant reçu une autorisation spéciale du président du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, notamment à des fins scientifiques.

Sous réserve des articles 3.8 et 3.9 de la présente délibération, le campement sous une tente ou dans tout autre abri est interdit. Le bivouac peut être autorisé par le président du Conseil régional après avis du comité consultatif, dans des lieux précisément définis et dans le cadre d'opérations nécessaires à la gestion de la réserve naturelle. Ce droit peut être exercé par les propriétaires privés sur leur parcelle conformément à la réglementation générale en vigueur.

Article 3.5 : Réglementation relative à la circulation et au stationnement des véhicules

La circulation et le stationnement de tout véhicule terrestre à moteur est interdite sur les chemins privés, les chemins ruraux et les chemins communaux traversant la réserve naturelle sur les communes de Darois, Etaules, Hauteville-les-Dijon et Messigny-et-Vantoux.

L'interdiction porte sur les chemins suivants :

Commune de Messigny-et-Vantoux

- le chemin rural n°11 dit de la combe de Chenau allant de la parcelle ZP-9 à ZP-2,
- le chemin rural n°43 dit de Saussy à Ste Foy allant de la parcelle J-23 à J-13,
- le chemin rural n°15 de la combe d'Arvaut (section AB et ZN),
- le chemin rural n°24 dit des vaches (section ZC, ZB et J),
- le chemin rural n°25 dit de la Rente du Chêne (section J et ZB),
- le chemin rural n°36 dit de la Rente de la Motte (sections ZC et AB),
- le chemin rural n°40,
- les passages cadastrés allant de la parcelle J-13 à J-15 (combe Charbonnière), J-28 à J-27 (combe Charrière), J-31 à J-34 et AB-2 à J-38 (combe St Fol),
- le passage cadastré situé entre les parcelles AB-2 et AB-6 (combe de Lambrun), AB-10 et AB-11, AB-13 et AB-14, AB-12 AB-13 AB-14 et AB-28, AB-14 AB-16 AB-25 AB-26 et AB-15, AB-23 et AB-24, AB-24 AB-25 AB-26 et AB-27 (Roche château).

Commune d'Etaules

- le chemin rural n°10 dit d'Ahuy allant de la parcelle AD-27 à AD-29,

- le chemin rural n°14 dit de la petite vie allant de la parcelle AC-4 à AC-22,
- le chemin rural n° 16 dit des Herbes allant de la parcelle AB-1 à AB-6,
- le chemin rural n° 17 dit de la mairie situé le long de la parcelle AC-16 à AC-17,
- le chemin rural n°18 dit des Argillières allant de la parcelle AB-36 à AB-43,
- le chemin rural n°19 dit du Vallon allant de la parcelle AB-19 à AB-53,
- le chemin rural n°21 dit de Moloué allant de la parcelle AB-46 à AB-47.

Commune de Darois

- le chemin rural n°12 situé entre la parcelle A-37 et A-38,
- le chemin rural n°17 dit de la Motte allant de la parcelle G-7 à G-1,
- le chemin rural n°21 dit de Combe Soignon allant de la parcelle G-11 à G-2,

Commune de Hauteville-les-Dijon

- le chemin rural n°11 dit du pied de Mont situé entre la parcelle A-2 et E-1,
- le chemin rural n°19 du Perthuis au Cellier allant de la parcelle E-1 à F-3,
- le chemin communal du dessus des chevaux allant de la parcelle A-3 à A-1,
- le chemin rural dit de la Charrière aux bœufs situé entre la parcelle A-1 et A-2,
- le chemin rural dit de Ragot situé le long de la parcelle A-1.

Cette interdiction s'applique à tout véhicule terrestre à moteur à l'exception :

- des véhicules utilisés pour la gestion et la surveillance de la réserve naturelle ;
- des véhicules utilisés lors des opérations de police, de secours ou de sauvetage et de sécurité publique ;
- des véhicules utilisés par les propriétaires et ayants droits sur leur propriété,
- des véhicules utilisés pour les activités de chasse, agricoles, pastorales, forestières, truffières ou scientifiques ;
- des véhicules utilisés dans le cadre de l'entretien, de l'exploitation, du dépannage des installations électriques et des sources, captages et circuits d'eau. (ERDF, Lyonnaise des Eaux, locataires baraques de chasse, Syndicat intercommunal d'assainissement urbain de la vallée du Suzon).

Article 3.6 : Réglementation relative à la circulation des animaux domestiques

"Il est rappelé que en dehors d'une action de chasse régulière, de la garde d'un troupeau, il est interdit de promener des chiens non tenus en laisse en dehors des allées forestières pendant la période du 15 avril au 30 juin (arrêté ministériel du 31 juillet 1989).

Conformément à l'article L 211-23 du Code Rural, tout chien qui n'est plus sous la surveillance effective de son maître et qui n'est plus à portée de voix ou éloigné de plus de 100 mètres de celui-ci est considéré en état de divagation.

Pour prévenir la destruction ou le dérangement des espèces, il est interdit de laisser divaguer les chiens.

Sous réserve des activités agricoles, pastorales, forestières, trufficoles, de chasse et de l'accès des propriétaires privés à leurs parcelles, il est interdit de laisser les chiens se promener en dehors des allées forestières."

Article 3.7 : Réglementation relative aux atteintes au milieu

Il est interdit :

- 1- d'abandonner, de déposer ou de jeter tout produit de quelque nature que ce soit pouvant nuire à la qualité de l'eau, de l'air, du sol, du site ou à l'intégralité de la faune et de la flore ;
- 2- d'abandonner, de déposer ou de jeter, en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet, des papiers, boîtes de conserve, bouteilles, ordures ou détritiques de quelque nature que ce soit ;
- 3- de troubler la tranquillité des lieux par toute perturbation sonore, sous réserve des articles 3.8, 3.9 et 3.11.L'activité aéronautique liée à l'aérodrome de Darois n'est pas soumise à cet article.
- 4- de porter atteinte au milieu naturel en faisant des inscriptions autres que celles qui sont nécessaires à l'information du public ou aux délimitations foncières, mises en place après avis du comité consultatif et que celles liées à l'exploitation forestière ou agricole ;
- 5- d'utiliser le feu sauf aux emplacements prévus dans le plan de circulation défini dans l'article 3.4, sous réserve des articles 3.8 et 3.9.

REGLEMENTATION DES ACTIVITES

Article 3.8 : Réglementation relative aux activités agricoles et pastorales

Les activités agricoles et pastorales s'exercent, conformément à la réglementation en vigueur, dans le respect des préconisations du plan de gestion de la réserve naturelle validé par le Conseil régional. Les activités agricoles suivantes sont interdites :

- le drainage des milieux humides
- l'utilisation et le stockage de produits phytosanitaires dans les pelouses, éboulis et milieux humides
- le retournement, le boisement des pelouses et des milieux humides
- l'agrainage, l'affouragement, l'épandage d'engrais et d'amendements dans les pelouses et les milieux humides

Article 3.9 : Réglementation relative aux activités forestières

A l'exception d'opérations de sécurité, à caractère sanitaire ou d'opérations d'intérêt écologique qui peuvent être autorisées par le Conseil régional après avis du comité consultatif et du CSRPN, les activités forestières suivantes sont interdites :

- l'utilisation de tout produit phytosanitaire,
- l'exploitation forestière dans les îlots de sénescence mis en place sur la réserve dans un délai de 3 ans après la date de délibération du présent acte de classement de la réserve.

Les autres activités forestières s'exercent conformément aux usages en vigueur, en particulier les aménagements forestiers et les plans simples de gestion, sous réserve du respect des objectifs définis par le plan de gestion de la réserve naturelle. Ces documents de gestion et d'aménagement doivent être soumis pour avis au Président du Conseil régional lors de leur adoption ou de leur renouvellement.

Article 3.10 : Réglementation relative à l'activité traditionnelle de cueillette

La cueillette des fruits sauvages, du muguet, des champignons et le ramassage des escargots à des fins de consommation familiale s'exerce conformément à la réglementation en vigueur et avec l'accord des propriétaires.

La récolte de truffes s'exerce conformément à la réglementation générale en vigueur et avec l'accord des propriétaires.

Article 3.11 : Réglementation relative à la chasse et à la pêche

La chasse et la pêche s'exercent conformément à la réglementation générale en vigueur.

Il est rappelé que l'agrainage, l'affouragement, l'épandage d'engrais et d'amendements sont interdits dans les pelouses et les milieux humides.

Article 3.12 : Réglementation relative aux activités et manifestations de loisirs

La pratique des activités sportives ou de loisirs est interdite en dehors des itinéraires autorisés à la circulation et au stationnement des personnes par l'article 3.4 de la présente délibération.

Les activités sportives ou de loisirs suivantes sont interdites dans le périmètre de la réserve :

- manifestations sportives motorisées sur l'espace terrestre,
- l'escalade,
- la varappe.

Article 3.13 : Réglementation relative à la publicité

Toute publicité quelle qu'en soit la nature est interdite à l'intérieur de la réserve naturelle.

Article 3.14 : Réglementation relative à l'utilisation du nom ou de l'appellation réserve naturelle

L'utilisation, à des fins publicitaires, et sous quelque forme que ce soit, de la dénomination de la réserve ou de l'appellation réserve naturelle, à l'intérieur ou en dehors de la réserve, est soumise à autorisation du président du Conseil régional après avis du comité consultatif.

REGLEMENTATION DES TRAVAUX

Article 3.15 : Réglementation relative à la modification de l'état ou de l'aspect d'une réserve naturelle
Conformément à l'article L.332-9 du code de l'environnement, le territoire classé en réserve naturelle ne peut être ni détruit ni modifié dans son état ou dans son aspect, sauf autorisation spéciale du Conseil régional dans les modalités prévues aux articles R.332-44 et R.332-45 du Code de l'environnement.

Article 3.16 : Réglementation relative aux travaux

Sous réserve des articles 3.8, 3.9, 3.10, 3.11 et 3.15 de la présente délibération, l'exécution de travaux, de constructions ou d'installations diverses est interdite sur l'ensemble de la réserve naturelle à l'exception :

- des travaux d'entretien courant de la réserve naturelle menés par le gestionnaire de la réserve naturelle conformément aux préconisations du plan de gestion ;
- des travaux et opérations prévus et décrits de façon détaillée dans le plan de gestion de la réserve naturelle et dont l'impact sur l'environnement aura été précisément évalué. Ces travaux doivent néanmoins faire l'objet d'une déclaration auprès du conseil régional et du gestionnaire de la réserve naturelle ;
- des travaux d'intérêt général (entretien des lignes électriques, captages et conduits d'eau). Ces travaux doivent néanmoins faire l'objet d'une information auprès du conseil régional et du gestionnaire de la réserve naturelle.

ARTICLE 4 : MODALITES DE GESTION

Article 4.1 : Comité consultatif de la réserve naturelle

Le président du conseil régional institue un comité consultatif et en fixe la composition, les missions et les modalités de fonctionnement. Ce comité a pour rôle d'examiner tout sujet relatif au fonctionnement de la réserve naturelle, à sa gestion et aux conditions d'application des mesures de protection prévues à l'article 3.

Article 4.2 : Gestionnaire de la réserve naturelle

Le président du Conseil régional confie, par voie de convention, la gestion de la réserve naturelle à un organisme gestionnaire appartenant à la liste énumérée par l'article L.332-8 du Code de l'environnement. Le rôle du gestionnaire est notamment :

- de contrôler l'application des mesures de protection prévues à l'article 3 de la présente délibération et dans les formes fixées à l'article 5 ;
- d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer le plan de gestion de la réserve naturelle prévu à l'article 4.3 ;
- de réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la conservation du patrimoine naturel de la réserve et au maintien des équilibres biologiques des habitats et de leurs populations animales et végétales ;
- d'assurer l'accueil et l'information du public.

Article 4.3 : Plan de gestion de la réserve naturelle

La gestion de la réserve naturelle est organisée dans le cadre du plan de gestion. Ce plan de gestion est élaboré dans les formes prévues à l'article R.332-43 du Code de l'environnement, et validé par délibération du Conseil régional après avis du comité consultatif et du CSRPN. D'une durée de 5 ans, il est évalué à son échéance.

ARTICLE 5 : CONTROLE DES PRESCRIPTIONS

L'organisme gestionnaire, chargé de contrôler l'application de la réglementation définie dans la présente délibération, s'appuie pour cela sur des agents commissionnés et assermentés au titre de l'article L.332-20 2° du Code de l'environnement.

Les infractions à la législation relative aux réserves naturelles et aux dispositions de la présente délibération peuvent être constatées par tous les agents cités à l'article L332-20 du Code de l'environnement.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

Les infractions aux dispositions du Code de l'environnement relatives à l'ensemble des réserves naturelles, ainsi qu'aux dispositions de la présente délibération, seront punies par les peines prévues aux articles L.332-22-1, L.332-25 à L332-27, et R.332-69 à R.332-81 du Code de l'environnement.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS OU DECLASSEMENT

Les conditions de modification des limites ou de la réglementation, du non renouvellement du classement voire du déclassement de la réserve naturelle sont réglées par les articles L.332-2, L332-10, R.332-35 et R.332-40 du Code de l'environnement.

ARTICLE 8 : PUBLICATION ET RECOURS

La délibération de classement fait l'objet de mesures de publicité et de report aux documents d'urbanisme et de gestion forestière conformément aux dispositions des articles R.332-38 et R.332-39 du Code de l'environnement.

La présente délibération peut être déférée au tribunal administratif de Dijon.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur, à compter de la publication de la présente délibération.

La décision de classement est publiée au recueil des actes administratifs du Conseil régional.

ADOPTE

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

A R R E T E

Direction de l'Architecture
et de l'Urbanisme

DAU/SP 1

Le Ministre de l'Equipe-
ment, du Logement, des Transports
et de l'Espace

Le Ministre de l'Environnement

- VU la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, et en particulier son article 4, modifiée par la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967 ;
- VU le décret n° 69-607 du 13 juin 1969 portant application de l'article 4 de la loi du 2 mai 1930 sur la protection des sites ;
- VU le décret du 23 juillet 1989 classant parmi les sites du département de la COTE d'OR l'ensemble formé sur les communes de DAROIS, ETAULES, HAUTEVILLE-LES-DIJON, MESSIGNY-et-VANTOUX, PANGES, PASQUES, PRENOIS, SAINT-MARTIN-DU-MONT et VAL-SUZON par le site du VAL SUZON ;
- VU la délibération du 25 mars 1986 du conseil municipal de FRANCHEVILLE ;
- VU la délibération du 15 avril 1986 du conseil municipal de PANGES ;
- VU la délibération du 24 avril 1986 du conseil municipal de DAROIS ;
- VU la délibération du 28 avril 1986 du conseil municipal de MESSIGNY-ET-VANTOUX ;
- VU la délibération du 29 avril 1986 du conseil municipal de CURTIL-SAINT-SEINE ;
- VU la délibération du 2 mai 1986 du conseil municipal de SAUSSY ;
- VU la délibération du 15 mai 1986 du conseil municipal de SAINT-MARTIN-DU-MONT ;
- VU la délibération du 20 mai 1986 du conseil municipal de PRENOIS ;
- VU la délibération du 21 mai 1986 du conseil municipal de VAL-SUZON ;
- VU la délibération du 23 mai 1986 du conseil municipal de PASQUES ;
- VU la délibération du 29 mai 1986 du conseil municipal d'HAUTEVILLE-LES-DIJON ;

.../...

- VU la délibération du 10 octobre 1986 du conseil municipal d'ETAULES ;
- VU l'avis émis le 27 mai 1987 par la commission départementale des Sites, Perspectives et Paysages de la COTE-d'OR ;

Considérant que les quatorze ensembles formés sur les communes de CURTIL-SAINT-SEINE, DAROIS, ETAULES, FRANCHEVILLE, HAUTEVILLE-LES-DIJON, MESSIGNY-et-VANTOUX, PANGES, PASQUES, PRENOIS, SAINT-MARTIN-DU-MONT, SAUSSY, VAL-SUZON (COTE-d'OR) par le site du VAL SUZON constituent un site pittoresque dont la préservation revêt un caractère d'intérêt général au sens de l'article 4 de la loi du 2 mai 1930 ;

A R R E T E N T :

ARTICLE 1er : Sont inscrits en complément du site classé susvisé, à l'Inventaire des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque du département de la COTE-d'OR quatorze ensembles formés sur les communes suivantes : CURTIL-SAINT-SEINE, DAROIS, ETAULES, FRANCHEVILLE, HAUTEVILLE-LES-DIJON, MESSIGNY-et-VANTOUX, PANGES, PASQUES, PRENOIS, SAINT-MARTIN-DU-MONT, SAUSSY et VAL-SUZON par le site du VAL-SUZON et délimités comme suit, dans le sens des aiguilles d'une montre conformément à la carte I.G.N. annexée au présent arrêté :

1er ensemble : Commune de MESSIGNY-ET-VANTOUX :

SECTION ZC : point de départ : de l'angle Nord de la section ZC

le chemin rural n° 24 dit des Vaches
le côté Sud du chemin départemental n° 996 de VITRY-LE-FRANCOIS à BOURG-EN-BRESSE

SECTION ZM

le côté Sud du chemin départemental n° 996 de VITRY-LE-FRANCOIS à BOURG-EN-BRESSE
les limites Sud-Est et Sud-Ouest en partie de la parcelle n° 4
la limite Nord-Ouest de la parcelle n° 22
la limite entre la section ZM et la section AB

SECTION ZC

la limite entre la section ZC et les sections AB et J jusqu'au point de départ.

⋮

.../...

2ème ensemble (secteur Sud) : Communes de MESSIGNY-ET-VANTOUX et HAUTEVILLE-LES-DIJON :

1) Commune de MESSIGNY-ET-VANTOUX :

Tableau d'assemblage

point de départ : l'intersection entre la limite des communes de MESSIGNY ET-VANTOUX avec HAUTEVILLE-LES-DIJON et la limite entre les sections ZP et ZT

SECTION ZP

la limite Sud-Est des parcelles n°s 1, 2, 12, 11 et 10

SECTION ZO

la limite entre la section ZO et les sections ZP et ZN

SECTION ZN

les côtés Nord puis Ouest du chemin départemental n° 104 de THURY à POINTRE
le franchissement du chemin départemental n° 7 de SOMBERNON à MESSIGNY
le côté Nord du chemin départemental n° 7 de SOMBERNON à MESSIGNY jusqu'à l'angle Sud-Ouest de la parcelle n° 23
les limites Ouest et Nord de la parcelle n° 23
la limite Nord-Ouest de la parcelle n° 99
les limites Sud-Ouest et Nord-Ouest de la parcelle n° 22
le franchissement du chemin rural n° 15
la limite entre la section ZN et les sections AB et ZM jusqu'à l'angle Nord de la parcelle n° 33
le franchissement du chemin départemental n° 996 de VITRY-LE-FRANCOIS à BOURG-EN-BRESSE
les côtés Est puis Nord du chemin départemental n° 996 de VITRY-LE-FRANCOIS à BOURG-EN-BRESSE
le côté Nord de la route de SAUSSY
le franchissement de la route de SAUSSY
la limite Est de la parcelle n° 28
le côté Nord de la rue du VAL SUZON

SECTION ZO

la limite entre la sections ZO et la section AI
la rivière le SUZON formant limite des sections ZO et AH jusqu'à l'angle Est de la parcelle n° 113 (ancienne parcelle n° 71)
la limite Est de la parcelle n° 113 et son prolongement par une ligne droite fictive traversant les parcelles n°s 73 et 74 jusqu'à son intersection avec la limite Nord-Est de la parcelle n° 75 la limite Nord (en partie) de la parcelle n° 75
la limite entre les parcelles n°s 75 et 67b sur 40 mètres jusqu'au point fictif A

.../...

à partir de ce point une ligne droite fictive parallèle à la rue du Stade jusqu'au point fictif B d'intersection avec la limite Est de la parcelle n° 59
la limite Sud-Est de la parcelle n° 59 (en partie)
les limites Nord-Est, puis Nord-Ouest de la parcelle n° 58
le côté Nord du chemin rural n° 10 dit du Bas des Vignes

SECTION ZV

la limite entre les sections ZV et ZO jusqu'à hauteur de l'angle Ouest de la parcelle n° 67
la limite Sud-Ouest des parcelles n° 67, 66 et 65
la limite Sud-Est des parcelles n°s 65 et 64
le côté Nord du chemin départemental n° 104 H
le côté Nord de la rue du Château

SECTION AL

le côté Ouest de la rue du Château jusqu'à l'angle Nord-Est de la parcelle n° 20
les limites Est et Sud de la parcelle n° 20
la limite Est des parcelles n°s 21, 4 et 5
la limite Nord de la parcelle n° 10 (en partie), 11 et 13
les limites Est et Sud de la parcelle n° 13

SECTION ZX

les limites Est et Sud des parcelles n°s 10 et 8
la limite Sud de la parcelle n° 3
la limite entre la section ZX et la section AK

Tableau d'assemblage :

la limite entre les communes de MESSIGNY-ET-VANTOUX et d'AHUY formant limite Sud de la section AK jusqu'à son point d'intersection avec la limite entre les communes d'HAUTEVILLE-LES-DIJON et d'AHUY

2) Commune d'HAUTEVILLE-LES-DIJON :

SECTION A

la limite entre la commune de HAUTEVILLE-LES-DIJON et la commune d'AHUY
la limite entre la section A et la section B jusqu'à son intersection avec le côté Est du chemin rural n° 11 dit de Pied de Mont

SECTION E

le franchissement du chemin rural n° 11 dit du Pied de Mont
les limites Est (en partie) et Sud-Est de la parcelle n° 138
la limite Est du lieu-dit "AU COTEAU DE LA COMBE TALANT"

les limites Sud-Est et Sud du lieu-dit "Combe Talant" l'angle Sud-Ouest de la parcelle n° 125
les limites Est, Sud et Ouest de la parcelle n° 285
la limite Sud de la parcelle n° 124
la limite Sud-Ouest des parcelles n°s 123 en partie
la limite Sud-Est des parcelles n°s 122, 194 et 195

SECTION F

le côté Nord-Ouest du chemin rural n° 14 dit de la Paisse
la limite Ouest de la parcelle n° 74 en partie
la limite Sud des parcelles n°s 75 et 76
la limite Ouest de la parcelle n° 76
le côté Sud du chemin rural n° 22 dit de la Combe à la Dame
la limite Ouest des parcelles n°s 7 et 5
le côté Ouest du chemin rural n° 16 dit des Pionelles

SECTION E

le chemin communal dit du Dessus de la Côte

SECTION A

le chemin communal dit du Dessus de Chevaux jusqu'à la limite entre la commune de HAUTEVILLE-LES-DIJON et la commune de MESSIGNY-ET-VANTOUX (point de départ).

3ème ensemble : Communes d'ETAULES et de DAROIS

1) Commune d'ETAULES :

SECTION ZI

point de départ : sommet de l'angle Sud de la section ZI

la limite entre la commune d'ETAULES et la commune de DAROIS
la limite entre la section ZI et la section AB

SECTION ZA

la limite entre la section ZA et la section AB

SECTION ZB

la limite entre la section ZB et les sections AB, AC, ZC et AE

SECTION ZE

la limite entre la section ZE et la section AE
le côté Ouest du chemin rural non numéroté mitoyen des lieux-dits "champ aux Chèvres" et "Bas de Corniot" avec le lieu-dit le "village"

.../...

le côté Ouest du chemin départemental n° 104 de THURY à POINTRE jusqu'à la limite communale

2) Commune de DAROIS :

SECTION AH

le franchissement du chemin départemental n° 104 de THURY à POINTRE à hauteur de la limite communale
la limite entre la commune de DAROIS et la commune d'ETAULES
le côté Est du chemin rural n° 17 dit de la Motte
la limite Sud des parcelles n°s 31, 33 et 30
le franchissement du chemin départemental n° 104 de THURY à POINTRE

SECTION AE

la limite entre les lieux-dits "Champs de la Mare" et "Mansiot"
les limites Est et Sud en partie de la parcelle n° 132
la limite Est (en partie) de la parcelle n° 249
les limites Nord-Est des parcelles n°s 278 et 279
la limite Sud-Est de la parcelle n° 279
le franchissement de la route nationale n° 71 de DIJON à TROYES
le côté Sud-Ouest de la route nationale n° 71 de DIJON à TROYES

SECTION ZD

le côté Sud-Ouest de la route nationale n° 71 de DIJON à TROYES
le côté Sud-Est du chemin départemental n° 104i
le franchissement du chemin départemental n° 104i
la limite Sud-Ouest de la parcelle n° 3
la limite entre la section ZD et la section ZB
la limite entre la commune d'ETAULES et la commune de DAROIS jusqu'à l'angle Sud de la section ZI (commune d'ETAULES) point de départ.

4ème ensemble : Commune de PRENOIS :

SECTION ZA

point de départ : angle Ouest de la parcelle n° 2
la limite entre la section ZA et les sections A et AE
la limite entre la commune de PRENOIS et la commune de DAROIS
la limite entre la section ZA et la section AE

SECTION ZB

la limite entre la section ZB et la section AE
le côté Est du chemin rural n° 6 dit de Val Suzon
la limite Sud de la parcelle n° 8

.../...

SECTION ZA

la limite entre la sections ZA et les sections ZB et ZN

SECTION ZN

le côté Est du chemin rural n° 37 dit de la Vacherie
le côté Nord du chemin rural n° 38 dit de la Combe du Pigeon
la limite entre la section ZN et la section A jusqu'au point de départ.

5ème ensemble : Commune de PASQUES :

Tableau d'assemblage

point de départ : point commun aux 3 sections ZB, A1 et ZK

la limite entre la section ZB et les sections A1, F
la limite entre la section F et la section ZK
la limite entre la section ZB et les sections F, A1, A2, ZC et ZD

SECTION ZB

la limite Sud-Est en partie des parcelles n°s 6 et 5a

SECTION ZK

les limites Sud-Est, Sud et Ouest de la parcelle n° 3
la limite entre les sections ZK et A1 jusqu'au point de départ.

6ème ensemble : Commune de PASQUES :

SECTION D1

point de départ : point d'intersection entre le chemin rural n° 6 dit de Neuilly avec le chemin rural n° 22 dit du Champ Rosé

le chemin rural n° 22 dit du Champ Rosé
la limite Ouest de la parcelle n° 285
la limite Ouest du lieu-dit "LA VIGNE"
le côté Sud du chemin rural n° 20 dit du Poisey
le côté Nord du chemin rural n° 5 dit de Préys
la limite entre la section D1 et les sections ZI et E

SECTION A1

la limite entre la section A1 et la section E
le chemin départemental n° 10
la limite Ouest en partie du lieu-dit "La Mare des Bords" jusqu'au point de départ.

.../...

7ème ensemble : Commune de PASQUES et de PANGES :

1) Commune de PASQUES :

SECTION E

point de départ : angle Sud du lieu-dit "La Maladière"

la limite entre le lieu-dit "La Maladière" et les lieux-dits "Pièce de la Brande Borne", "Pièce des Agiottes"
les limites Sud-Ouest et Ouest de la parcelle n° 13
le chemin rural n° 13 dit des Bordes Pillot
le chemin départemental n° 10 de DIJON

2) Commune de PANGES :

Tableau d'assemblage

la limite entre la commune de PANGES et les communes de PASQUES, d'ANCEY, de BAULNE-LA-ROCHE, de BLAISY-HAUT, de TROUHAUT
le chemin vicinal ordinaire n° 7
le chemin rural n° 7 de CHEVREY
le chemin rural n° 12 d'ANCEY à BORDES-PILLOT
la limite entre la section B1 et la section B2, jusqu'à la limite communale (point de départ).

8ème ensemble : Commune de SAINT-MARTIN-DU-MONT :

SECTION ZM

point de départ : point commun des sections D1, D2 et ZM

la limite entre la section ZM et la section D2
le côté Est du chemin départemental n° 16j
la limite Nord-Ouest des parcelles n°s 79 et 80
la limite Nord de la parcelle n° 80
la limite Ouest en partie de la parcelle n° 98
le côté Sud du chemin rural n° 31
le côté Sud du chemin rural n° 41 jusqu'à son intersection avec le chemin rural n° 56 de la section ZK

SECTION ZK

le côté Sud du chemin rural n° 56 jusqu'à l'angle Nord-Ouest de la parcelle n° 36 .
la limite entre la section ZK et la section D1 jusqu'au point de départ.
la parcelle n° 35 de la section ZK est comprise dans le site.

⋮

.../...

9ème ensemble : Communes de FRANCHEVILLE, de CURTIL-SAINT-SEINE et de SAINT-MARTIN du MONT :

1) Commune de FRANCHEVILLE :

Tableau d'assemblage :

point de départ : point d'intersection entre les sections ZM et E avec la limite communale de SAINT-MARTIN du MONT

la limite entre les sections ZM, ZL et ZI et les sections E, ZK et AE
la limite entre la commune de FRANCHEVILLE et la commune de CURTIL-SAINT-SEINE

2) Commune de CURTIL-SAINT-SEINE :

Tableau d'assemblage

le chemin vicinal ordinaire n° 2 de CURTIL-SAINT-SEINE à SAINT-SEINE-L'ABBAYE

SECTION ZC

la limite Nord de la parcelle n° 17b
les limites Ouest et Sud de la parcelle n° 18 (non comprise)
la limite entre la section ZC et les sections A1 et ZH

Tableau d'assemblage

la limite entre la commune de CURTIL-SAINT-SEINE et la commune de VAL SUZON

Commune de FRANCHEVILLE :

Tableau d'assemblage

la limite entre la commune de FRANCHEVILLE et les communes de VAL SUZON et de SAINT-MARTIN-DU-MONT

3) Commune de SAINT-MARTIN-DU-MONT :

Tableau d'assemblage

la limite entre la section C et la section ZC
la limite entre la commune de SAINT-MARTIN-DU-MONT et la commune de FRANCHEVILLE jusqu'au point de départ.

.../...

10ème ensemble : Communes de CURTIL-SAINT-SEINE ET DE SAUSSY :

1) Commune de CURTIL-SAINT-SEINE :

Tableau d'assemblage

point de départ : intersection entre la limite des communes de SAUSSY et CURTIL-SAINT-SEINE avec celle de SAUSSY et VAL SUZON

la limite entre la commune de CURTIL-SAINT-SEINE et la commune de VAL SUZON

le chemin départemental n° 103e

la limite entre la section ZH et la section A1

le chemin vicinal ordinaire n° 3 de CURTIL-SAINT-SEINE à VERNOT

SECTION D

le chemin communal de CURTIL-SAINT-SEINE à SAUSSY

2) Commune de SAUSSY :

Tableau d'assemblage

la limite entre la commune de SAUSSY et les communes de CURTIL-SAINT-SEINE et de VERNOT

la limite entre la section AB et les sections ZA et ZB

SECTION ZB

le chemin vicinal ordinaire n° 3 de SAUSSY à CHAIGNAY

les limites Nord (en partie) et Est du lieu-dit La Biduelle

le côté Est du chemin rural n° 8 de VERNOT à MESSIGNY

Tableau d'assemblage

le chemin rural n° 8 de VERNOT à MESSIGNY

le chemin rural n° 9 dit de la Chambrenotte

le chemin départemental n° 996 de VITRY-LE-FRANCOIS à BOURG-EN-BRESSE

la limite entre la commune de SAUSSY et les communes de MESSIGNY-ET-VANTOUX et de VAL-SUZON jusqu'au point de départ.

.../...

11ème ensemble : Commune de VAL SUZON

A - "Val-Suzon Bas"

SECTION AB

point de départ : intersection des sections AB, ZD et G à l'extrémité Ouest de la rue des Combes

la limite entre la section AB et les sections G et ZD
les limites Sud-Ouest et Sud-Est sur une longueur de 35 mètres de la parcelle n° 74
à partir de ce point, la ligne droite fictive qui partage la parcelle n° 73 située dans le prolongement de la limite Nord-Est de la sous-parcelle n° 73 contenant le bâtiment à plan carré
la limite Sud-Est des parcelles n°s 73a en partie, 77 et 203 en partie
les limites Nord-Est et Sud-Est de la section AB jusqu'à l'angle Sud de la parcelle n° 117
la ligne droite fictive de l'angle Sud de la parcelle n° 117 à l'angle Sud-Est de la parcelle n° 124

SECTION ZE

la limite Sud-Est des parcelles n°s 34 et 33
la limite Sud-Ouest de la parcelle n° 33
limite Ouest du CD n° 7

SECTION G

la limite entre la section ZE et la section G
la limite Sud-Est des parcelles n° 80a, 82a, 86a
la ligne droite fictive reliant l'angle Sud de la parcelle n° 86a à l'angle Sud-Est de la parcelle n° 84a
la limite Sud de la parcelle 84a sur 30m
la ligne droite fictive de ce point parallèle à la limite Est de la parcelle 84a jusqu'à la limite Nord de celle-ci
la limite Nord des parcelles n°84a (pour partie), 87 (pour partie), 88
la limite Ouest des parcelles n° 85 (pour partie) et n° 42
la limite Nord-Ouest de la parcelle n° 42
la limite entre la section ZD et la section G
dans la parcelle n° 41, une ligne droite fictive de 45m parallèle à la limite Nord-Est de la parcelle n° 41 puis une ligne droite fictive, de ce point, parallèle à la limite Sud-Est de la parcelle n° 41
la limite Sud-Est de la parcelle n° 30
le chemin rural n° 16 dit de la Grande Combe jusqu'à la limite de section AB (point de départ).

.../...

12ème ensemble : Commune de VAL SUZON

B - "Coteau de la Combe Michelet"

SECTION G

la partie de la parcelle n° 25a représentée par un rectangle dont les côtés sont parallèles à l'immeuble bâti sur cette parcelle et à 10 mètres de celui-ci.

13ème ensemble : "VAL SUZON HAUT"

SECTION AC

l'angle Ouest de la parcelle n° 2 (point de départ)
la limite Nord-Ouest de la parcelle n° 2
la limite Nord de la Route Nationale n° 71 de DIJON à TROYES
les limites Sud-Ouest et Nord-Ouest de la parcelle n° 16
la limite Nord-Ouest des parcelles n°s 18, 20, 22, 27, 28 (en partie) et 29
les limites Sud-Ouest et Sud-Est (pour partie) de la parcelle n° 100 jusqu'à l'angle Nord de la parcelle n° 28
à partir de cet angle, une ligne droite fictive de 20m de long et parallèle au chemin départemental n° 7 de SOMBERNON à MESSIGNY
la ligne fictive perpendiculaire à la précédente, parallèle à la limite Nord-Est de la parcelle n° 28 et de 10m de longueur
la traversée du chemin départemental n° 7 de SOMBERNON à MESSIGNY
les limites Nord-Est et Sud-Est de la parcelle n° 99
la limite Sud-Est de la parcelle n° 98 (en partie)
la traversée de la rivière le SUZON
le côté Sud de la rivière le SUZON
les limites Sud-Ouest et Sud-Est de la parcelle n° 105
la limite Nord-Ouest de la parcelle n° 76
la limite entre les sections AC et ZE
la limite Sud de la section AC jusqu'à l'angle Sud-Ouest de la parcelle n° 50

SECTION A

la limite Sud en partie et sur 85 mètres de la parcelle n° 28a
la ligne droite fictive partant de ce point, traversant la parcelle n° 28 et longeant en partie la limite Est de la sous-parcelle contenant un hangar
la limite Sud-Ouest de la parcelle n° 25
la limite Sud-Est et de la parcelle n° 112a
les limites Sud-Est et Sud-Ouest de la parcelle n° 111a
la limite Ouest des parcelles n°s 111 à 115
la limite Est des parcelles n°s 115 et 114
la ligne droite fictive située dans le prolongement de la limite Sud de la parcelle n° 114 et traversant la parcelle n° 25 jusqu'à la limite de la section AC
la limite entre les sections A et AC jusqu'au point de départ.

.../...

14ème ensemble : "FERME DE PLAIN D'AHUY"

SECTION ZB

les parcelles n°s 5 à 12 inclus, ainsi que la partie du sentier n° 34 qui longe la parcelle n° 11.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département de la COTE-D'OR et aux maires des communes de CURTIL-SAINT-SEINE, DAROIS, ETAULES, FRANCHEVILLE, HAUTEVILLE-LES-DIJON, MESSIGNY-ET-VANTOUX, PANGES, PASQUES, PRENOIS, SAINT-MARTIN-DU-MONT, SAUSSY et VAL SUZON qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 25 FEV. 1992.

Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur de l'Architecture et de l'Urbanisme
Le Directeur Adjoint
de l'Architecture et de l'Urbanisme

Jean FREBAULT

Evelyne SAUVAGE

Pour ampliation :

Le Chargé du Bureau des Sites
et Ensembles Urbains Protégés

Thierry LEMOINE

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



PIECE N°7.2 – ANNEXE SANITAIRE

Prescrit par délibération du : 16/10/2025

Arrêté par délibération du :

DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

Département de la Côte d'Or
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

Service du Génie Rural,
des Eaux et des Forêts,

Syndicat du Plateau de DAROIS

Renforcement du réseau d'eau potable

Arrêté Préfectoral n° 477DDA
en date du 11 AOÛT 1977

portant déclaration d'utilité publique
des travaux et de la délimitation des
périmètres de protection des puits de
captage alimentant le Syndicat -



LE PREFET DE LA REGION DE BOURGOGNE,
PREFET DE LA COTE D'OR,
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Croix de Guerre,

Vu le projet des travaux d'alimentation en eau potable à entreprendre par
le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple du Plateau de DAROIS et notam-
ment le plan des lieux ;

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 2 mars 1977 demandant
l'ouverture de l'enquête en vue de la déclaration d'utilité publique des
travaux et de la délimitation des périmètres de protection et prenant
l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des
eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés
par le prélèvement des eaux ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 20 avril 1977 ;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à
mon arrêté en date du 6 mai 1977 dans les Communes de DAROIS, VAL SUZON et
ETAULES en vue de la déclaration d'utilité publique ;

Vu l'avis du Commissaire-Enquêteur ;

Vu le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 5 août 1977 sur les
résultats de l'enquête ;

Vu l'article 113 du Code Rural ;

Vu l'ordonnance n° 58.997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles
relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 59.701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration
publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité
publique ;

Vu le décret n° 76.432 du 14 mai 1976 portant règlement d'administration
publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité
publique ;

.../...

pour information

Vu les articles L.20 et L.20.1 du Code de la Santé Publique ;

Vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Considérant que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 59.680 du 19 mai 1959 ;

Considérant que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

Sur la proposition de M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture :

A R R E T E :

Article 1er - Est déclaré d'utilité publique le projet de renforcement du réseau d'eau potable et de délimitation des périmètres de protection à établir autour du puits de captage alimentant le Syndicat du Plateau de DAROIS.

Article 2 - Le Syndicat du Plateau de DAROIS est autorisé à prélever à son profit un débit de 400 m³/jour sur le territoire de la Commune de VAL SUZON au lieu-dit les "Varennnes blanches" Section E parcelle 33.

Article 3 - Le Syndicat du Plateau de DAROIS devra laisser toutes autres collectivités autorisées par arrêté préfectoral, utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux non utilisées.

Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Article 4 - Les dispositions prévues pour que les diverses prescriptions de l'article précédent soient régulièrement observées, ainsi que les appareils de jaugeage et de contrôle nécessaires devront être soumis par le Syndicat du Plateau de DAROIS à l'agrément de M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture avant leur mise en service.

Article 5 - Conformément à l'engagement pris par le Comité Syndical du Plateau de DAROIS dans sa séance du 2 mars 1977 le Syndicat devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

Article 6 - Il sera établi autour du puits de captage alimentant le Syndicat des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée :

.../...

Périmètre de protection immédiate -

Compte tenu de l'existence locale d'une couverture assez importante en éléments fins, il pourra être assez réduit. Il suffira de lui donner la forme d'un rectangle de 20 m sur 25 m, dont aucun côté ne sera à moins de 10 m du centre de l'ouvrage, et qui sera calé au Sud-Est sur l'emprise du chemin de fer (parcelle 32 section E). Il sera acquis en pleine propriété et toute circulation y sera interdite en dehors de celle nécessitée par les besoins du service. On pourra, si cela est plus pratique, l'étendre vers le Nord-Est à la limite qui sépare les parcelles 31 et 33 ce qui lui donnerait une taille de 30 x 25 m. Une autre solution consisterait bien sûr à rapprocher le sondage de cette limite afin de réduire d'autant l'emprise.

Périmètre de protection rapprochée -

Un des points importants, pour la protection des puits, est l'intégrité de la couverture argileuse qui assure une assez bonne protection pour les pollutions de surface, d'origine agricole en particulier.

Ce périmètre sera limité au Nord-Ouest par la D 7, au Sud-Ouest et au Sud-Est par le Suzon, au Nord-Est par le Suzon et la limite entre les parcelles 29 et 31.

Par mi les activités, dépôts ou constructions visés par le décret 67.1093 y seront interdits :

- le forage de puits, l'ouverture de gravières et plus généralement de fouilles susceptibles de détruire la protection de surface,
- le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et plus généralement de tous produits et matières susceptibles de nuire à la qualité des eaux,
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- l'établissement de toutes constructions, superficielles ou souterraines,
- l'épandage d'engrais organiques tels que fumier, purin ou lisier et de défoliants,
- tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

Périmètre de protection éloignée -

Les expériences de coloration ont montré l'étroite dépendance existant entre la vallée et ses versants, unis par les mêmes circulations karstiques. Aussi le périmètre de protection éloignée s'étendra à la fois sur la petite plaine alluviale et les versants qui l'encadrent. Les limites en seront les suivantes :

- à l'Est sur la rive droite, le chemin de la Combe de la Mairie, prolongé rive gauche par la ligne forestière qui rejoint la cote 450,
- au Sud, la lisière des bois au Nord du Coteau Buson,
- à l'Ouest une ligne joignant la cote 476 à la ligne forestière qui coupe le Coteau Aubry,
- au Nord-Est, les lignes forestières qui joignent les cotes 453 et 450.

.../...

Parmi les activités, dépôts ou constructions visés par le décret 67.1093 y seront interdits :

- les dépôts d'ordures ménagères, d'immondices et de détritrus,
- l'épandage de défoliants,

Seront d'autre part soumis à autorisation :

- le forage de puits et l'ouverture de carrière,
- l'installation de réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux de produits chimiques ou radioactifs à des fins industrielles ou commerciales,
- l'établissement de tout bâtiment agricole destiné à l'élevage comme de tout établissement classé,
- le rejet collectif d'eaux usées,
- l'épandage d'engrais organiques tels que purin et lisier.

Article 7 - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène.

Article 8 - Le Président du Syndicat du Plateau de DAROIS, agissant au nom du Syndicat, est autorisé à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu de l'ordonnance n° 58.997 du 23 octobre 1958 les terrains nécessaires pour la réalisation du projet.

Article 9 - La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations à effectuer pour l'exécution des travaux, ne sont pas accomplies dans le délai de cinq ans à compter de ce jour.

Article 10 - Il sera pourvu à la dépense évaluée à 1 400 000 F. ay moyen de subvention et d'emprunt.

Article 11 - MM. le Secrétaire Général de la Côte d'Or, le Sous-Préfet chargé de l'arrondissement de DIJON, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, le Président du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple du Plateau de DAROIS, les Maires des Communes de DAROIS, VAL SUZON et ETAULLES, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

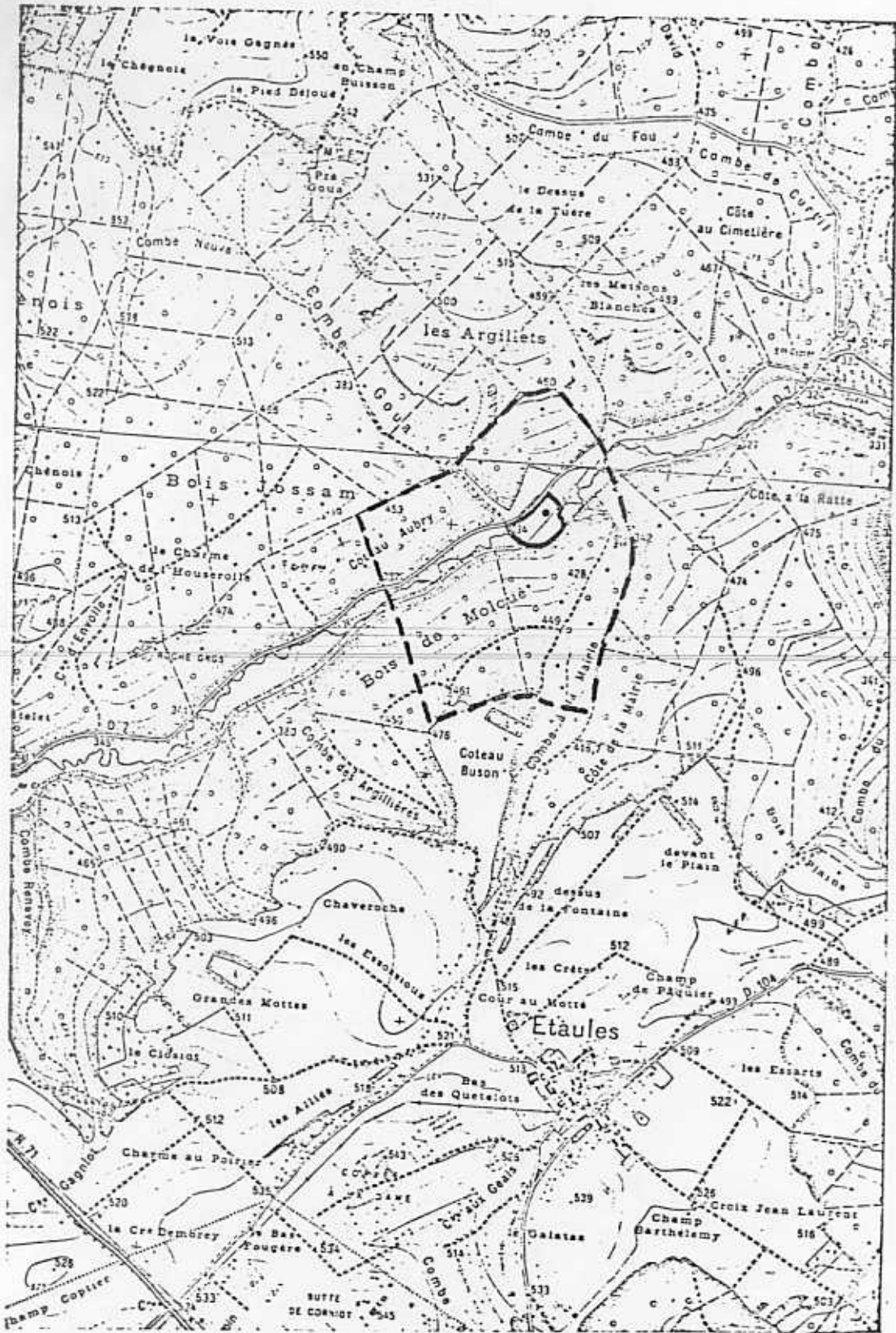
DIJON, le 11 AOUT 1977
LE PREFET,

Pour ampliation,
L'Ingénieur du Génie Rural,
des Eaux et des Forêts,

M. LAFOND



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général Adjoint,
Signé: H. CHANUT



PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE ———

PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE - - -

**RÉPUBLIQUE FRANCAISE
DÉPARTEMENT DE LA COTE D'OR**

Plan Local d'Urbanisme d'ETAULES

4.1 - Annexes sanitaires

*P.L.U. approuvé par délibération
du Conseil Municipal le 17 Avril 2007*

LE RÉSEAU D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE D'ETAULES

RÉSEAU D'EAU POTABLE

Le réseau d'eau potable est géré par le Syndicat à Vocation Unique (SIVU), dont le siège se trouve à la mairie de Darois et dépend de la Lyonnaise des eaux de Dijon.

La commune compte 95 abonnés, pour une consommation, en 2003, de 10 510 m³.

Actuellement, le réseau d'eau en place suffit par rapport, d'une part, à l'alimentation des habitants et à la pression, et d'autre part, par rapport aux besoins concernant les bouches d'incendies. Toutefois, en cas d'urbanisation future importante d'un secteur donné, lotissement ou zone industrielle par exemple, il sera nécessaire de procéder à une étude approfondie préalable, afin d'être certain qu'il n'y aura pas de répercussions négatives sur l'ensemble du réseau : baisse de la pression ou alimentation insuffisante.

RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT

Le réseau d'assainissement de la commune d'ETAULES comporte deux parties : un réseau individuel sur hameau , et un réseau collectif sur le reste de la commune.

Le réseau est raccordé à celui de la ville de Dijon, dont la station d'épuration est située à Longvic. Sa capacité actuelle est de 250 000 équivalent habitants, sachant que des travaux d'agrandissement et de remise aux normes sont prévus dans les prochains mois.

SYSTÈME DE COLLECTE DE DÉCHETS

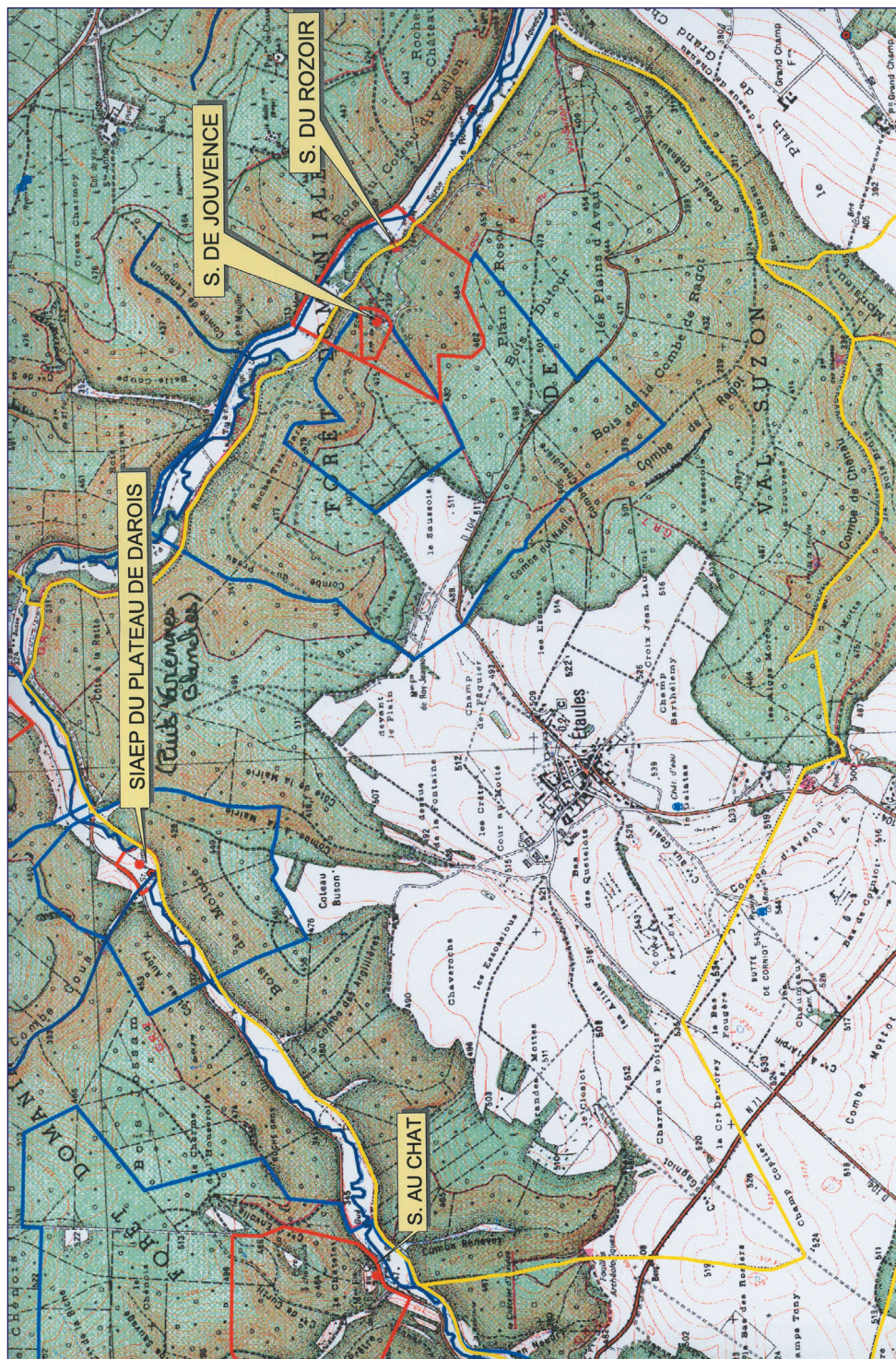
La collecte des ordures ménagères relève de la compétence, depuis le 1er janvier 2004, de la Communauté des Communes de Forêts, Lavières et Suzon, siégeant à Messigny-et-Vantoux. Il est néanmoins réalisé par le Grand Dijon. Les ordures ménagères ne sont pas triées.

Le ramassage est effectué une fois par semaine. Le tri collectif est en cours depuis Janvier 2003. Un conteneur est déjà à disposition des habitants en ce qui concerne le tri volontaire du verre.

CAPTAGE D'EAU POTABLE PÉRIMÈTRES DE PROTECTION RAPPROCHÉE ET ÉLOIGNÉE

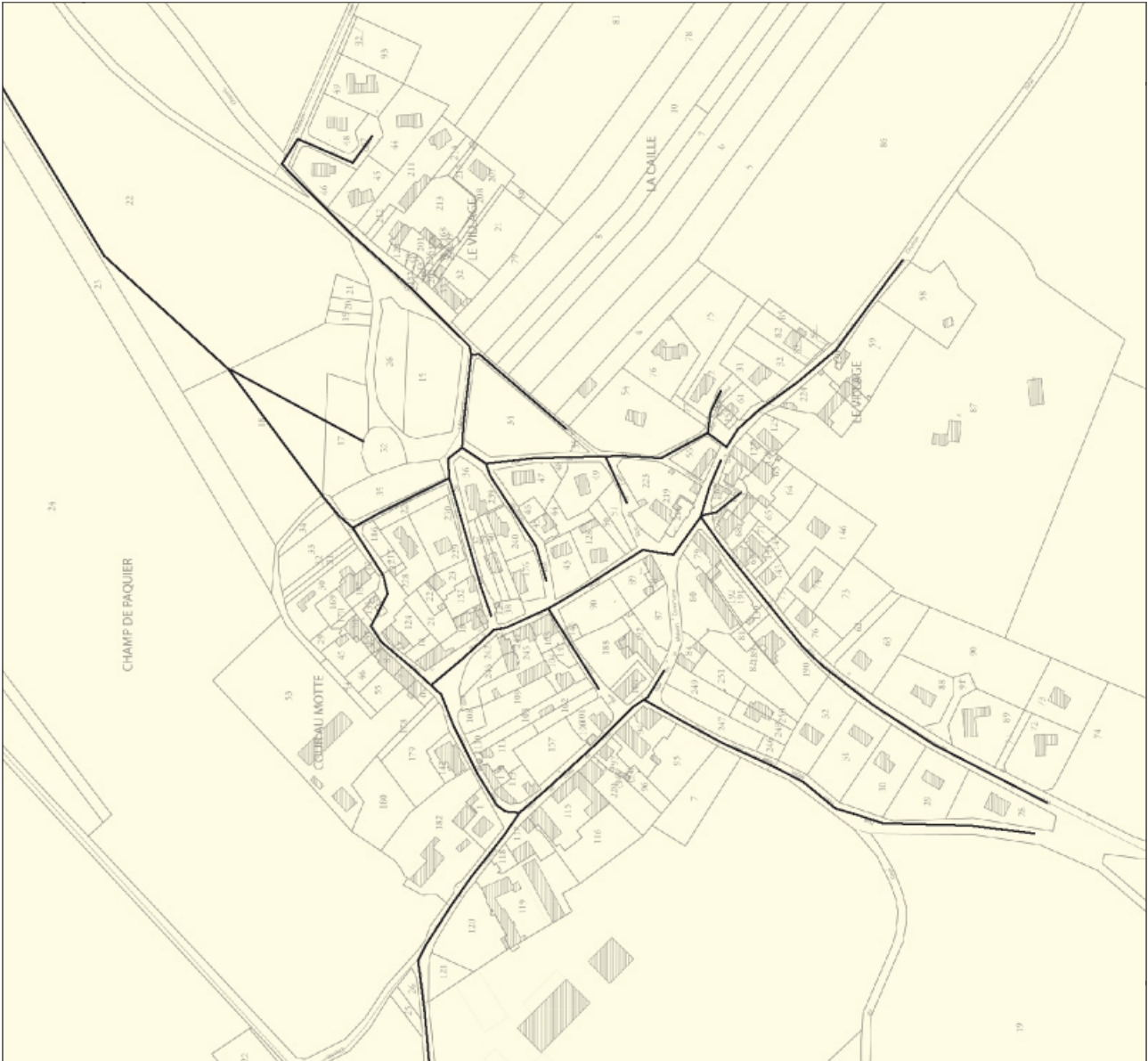
- captage
- périmètres rapprochés
- périmètres éloignés

CAPTAGE D'EAU DESTINÉE A LA CONSOMMATION HUMAINE
PÉRIMÈTRE DE PROTECTION

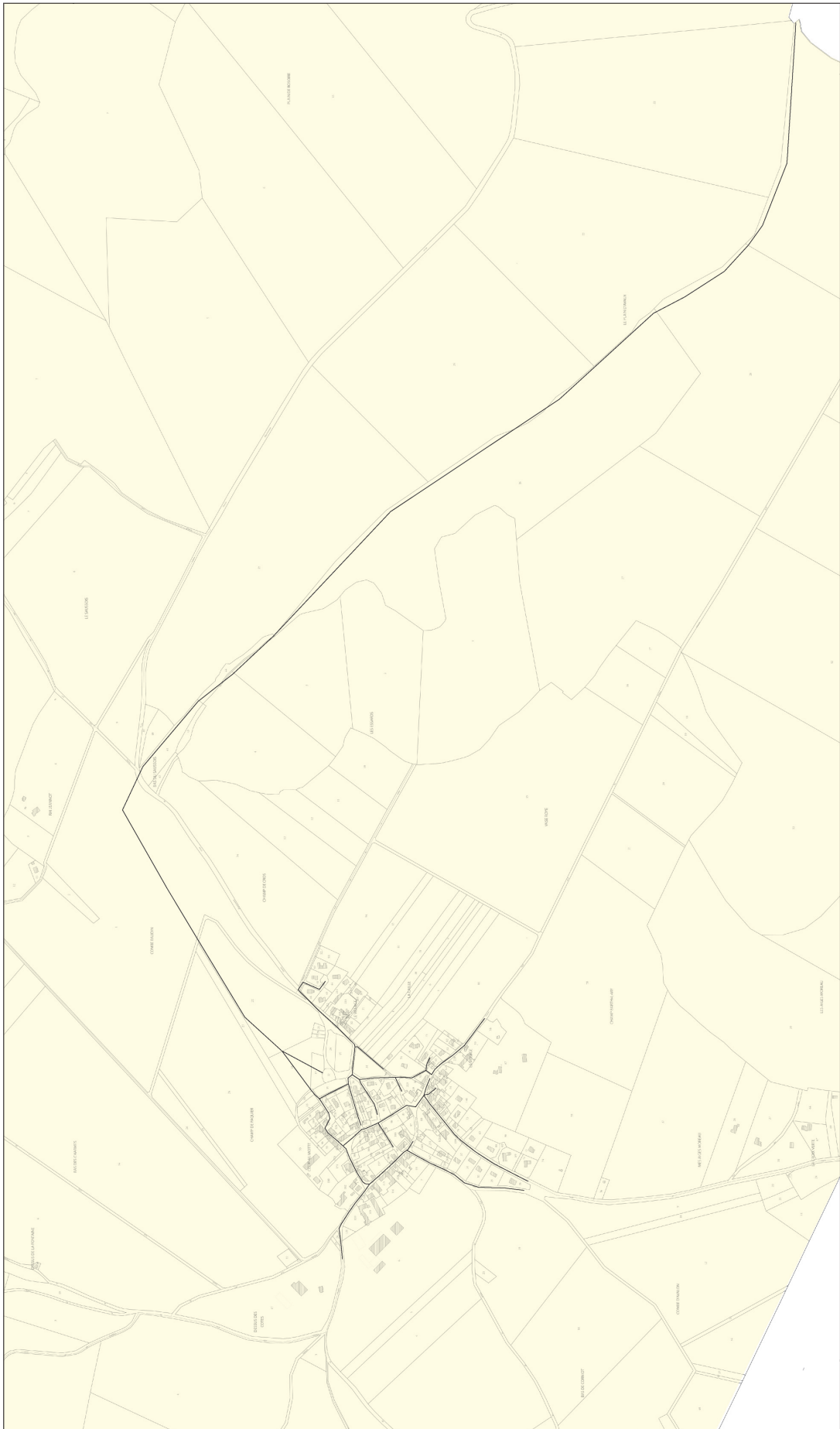


Sources : DDASS

PLAN DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT (Extrait)



PLAN DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT



Commune d'ETAULES
PLAN LOCAL D'URBANISME

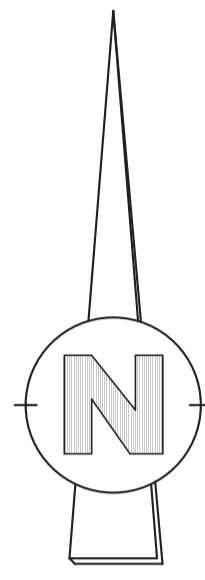
4.1 - Plan du réseau d'eau potable



Elaboration

PLU approuvé par délibération
du Conseil Municipal
du 17 Avril 2007

Echelle : 1/5000ème



LÉGENDE

— Réseau d'eau



Echelle : 1/5 000ème



Echelle : 1/2 000ème

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR



DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DE LA CÔTE-D'OR

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Arrêté D.D.A.S.S.
n°226

Collectivité maître d'ouvrage : **SYNDICAT MIXTE DU DIJONNAIS**

Captage : **Source du Rosoir
située sur la commune d'ETAULES**

Arrêté portant déclaration d'utilité publique

- de la dérivation des eaux souterraines,
- de l'instauration des périmètres de protection,

portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,

portant autorisation de traitement de l'eau distribuée,

portant autorisation de prélèvement au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement (rubrique 1-1-2-0 de la nomenclature instaurée par le décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié) ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 214-1 à L 214-6 , l'article L. 215-13 et les articles L 216-1 et suivants ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-2 et 3 et R 1321-1 à 68 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-2 ;

VU le Code Rural ;

VU le Code de Justice Administrative ;

- VU** le décret n° 93-742 du 29 mars 1993, modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 relatif aux conditions d'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;
- VU** le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement ;
- VU** Le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993, relatif au Code des Bonnes Pratiques Agricoles ;
- VU** l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R 1321-6, 1321-7, 1321-14, 1321-42 et 1321-60 du Code de la Santé Publique ;
- VU** l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L 253-1 du Code Rural ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R 1321-2, R 1321-3, R 1321-7 et R 1321-38 du Code de la Santé Publique ;
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée Corse ;
- VU** la délibération du Conseil Municipal de la Ville de DIJON en date du 27 mars 1991 et conformément aux termes du traité de concession du 29 mars 1991 qui confie à la Société LYONNAISE DES EAUX FRANCE la gestion déléguée de ses services Eau et Assainissement ;
- VU** la lettre du 25 novembre 1996, par laquelle la Ville de DIJON demande à son concessionnaire, Lyonnaise des Eaux, de présenter aux administrations concernées la demande de Déclaration d'Utilité Publique des périmètres de protection de la zone de captage des ressources de DIJON ;

- VU** la lettre du 31 décembre 1999 de la Ville du DIJON qui transfère ses compétences de distribution d'eau potable et d'assainissement au District de l'Agglomération Dijonnaise ; à cette même date, la Communauté de l'Agglomération Dijonnaise s'est substituée au District ;
- VU** l'adhésion, depuis le 1^{er} janvier 2000, de l'Agglomération Dijonnaise au Syndicat Intercommunal d'Aménagement de l'Est Dijonnais (S.I.A.E.D.) ;
- VU** la transformation du S.I.A.E.D. en un syndicat mixte dénommé SYNDICAT MIXTE DU DIJONNAIS (SMD) depuis le 1^{er} mars 2000 ;
- VU** la lettre de demande de la Lyonnaise des Eaux au S.M.D. et son accord sur l'imputation au fonds spécial des dépenses relatives aux indemnisations ;
- VU** la délibération du SYNDICAT MIXTE DU DIJONNAIS (SMD) du 15 octobre 2004 demandant à la Lyonnaise des Eaux de poursuivre la procédure liée à l'instauration des périmètres de protection ;
- VU** le dossier déposé par le S.M.D. le 17 février 2006 demandant au Préfet :
de déclarer d'utilité publique :
- la dérivation des eaux pour la consommation humaine,
 - la délimitation et la création des périmètres de protection des captages,
- de l'autoriser à :
- délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,
 - mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature du Code de l'Environnement,
- et par lequel le syndicat s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;
- VU** le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU** le rapport de M. AMIOT, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, en date du 30 juin 1998 complété le 17 janvier 2001 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 août 2006, modifié par l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2006, portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation et autorisation de prélèvement ;
- VU** les résultats de l'enquête publique ;
- VU** le complément de dossier fourni après l'enquête publique à la demande du commissaire enquêteur ;

- VU** les rapports et avis du commissaire enquêteur reçus en préfecture le 27 novembre 2006 ;
- VU** les avis du Directeur Départemental de l'Équipement, au titre de la Police de l'Eau, en date du 9 mars 2006 ;
- VU** les avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 15 mai 2006 ;
- VU** les avis du Directeur des Services Vétérinaires en date du 9 mars 2006 ;
- VU** l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement en date du 12 octobre 2006 ;
- VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 13 juin 2006 et l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 22 mars 2007 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 février 2007 prorogeant le délai pour statuer sur le dossier d'autorisation "loi sur l'eau" ;
- VU** l'avis du demandeur sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que la source est une source de débordement d'un système karstique,

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés et que les mesures de protection sont de nature à préserver la qualité de la ressource,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique

- les travaux réalisés et ceux à entreprendre par le Syndicat Mixte du Dijonnais et son concessionnaire, la Lyonnaise des Eaux (personne responsable de la production ou de la distribution de l'eau dénommée dans l'arrêté PRPDE), en vue de la dérivation des eaux pour la consommation humaine de la source du « Rosoir »,
- la définition des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour de ce captage, conformément aux plans annexés au présent arrêté.

L'ouvrage concerné se situe sur la commune d'ETAULES, parcelle n° 11, section AD.
Les coordonnées topographiques Lambert II de l'ouvrage sont X = 799,50 et Y = 2271,70.

ARTICLE 2 : Dérivation des eaux et prélèvements autorisés

Le débit journalier maximum de prélèvement autorisé est de 15 000 m³/j, mais le volume global de prélèvement sur l'ensemble des sources exploitées par le Syndicat Mixte du Dijonnais et situées dans la vallée du Suzon ne peut excéder 32 000 m³/jour.

Situation par rapport à la loi sur l'eau (*décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992*).

Le prélèvement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 1.1.2.0 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

ARTICLE 3 : Exploitation des ouvrages et moyens d'évaluation

L'exploitant est tenu d'installer un moyen de comptage à chaque point de prélèvement, permettant de vérifier en permanence les valeurs de débits conformément à l'article L 214-8 du Code de l'Environnement. L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative. Les incidents d'exploitation seront eux aussi consignés.

Les prélèvements ne doivent pas dépasser les valeurs annoncées par le déclarant. Toute modification des dispositifs de prélèvement devra être signalée. Les dispositifs de comptage devront être régulièrement entretenus aux frais du déclarant.

ARTICLE 4 : Droits des tiers

Conformément à l'engagement pris par le Syndicat Mixte du Dijonnais en date du 15 octobre 2004 et au dossier déposé le 17 février 2006, le Syndicat Mixte du Dijonnais doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5 : Etablissement des périmètres de protection du captage

Il est établi autour du captage des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée en application de l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique. Ces périmètres, sommairement décrits ci-dessous, sont présentés sur les plans annexés au présent arrêté.

Il est rappelé qu'au titre de la réglementation générale, certaines activités pouvant porter atteinte à la qualité de l'eau sont soumises à autorisation ou à déclaration administrative, notamment :

- le forage de puits ou de sondage,
- l'ouverture de gravière, de carrière, de sablière,
- l'établissement de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de déchets industriels et radioactifs et tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau,
- la création de plans d'eau,
- le défrichage,
- le stockage de produits polluants (eaux usées industrielles ou domestiques...),
- les canalisations d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, d'eaux usées de toute nature,
- la création de cimetières,
- la pratique du camping ou du caravaning,
- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine (pour des particuliers, destinée à des activités industrielles, artisanales, agricoles...),
- le rejet collectif d'eaux usées,
- l'établissement des systèmes d'assainissement non collectif,
- les épandages d'effluents agricoles, d'eaux usées domestiques ou industrielles, de boues industrielles ou domestiques.

Les études fournies à l'appui des dossiers devront prendre en compte la vulnérabilité des sites de captage. L'autorisation ne pourra être délivrée que si la protection de la ressource est garantie.

Cette réglementation générale s'applique au sein des périmètres rapprochés et éloignés **dès lors que le présent arrêté ne prévoit pas de mesures plus restrictives (interdictions ou dispositions spécifiques).**

5-1 Périmètre de protection immédiate

Il correspond à la parcelle cadastrée section AD n° 11, commune d'ETAULES et ZR n° 22 sur MESSIGNY-ET-VANTOUX.

- Le Syndicat Mixte du Dijonnais devra acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate. Ces parcelles doivent demeurer sa propriété, ou celle de la ville de DIJON, mais dans ce cas une convention de gestion devra intervenir entre les deux collectivités dans un délai qui ne saurait dépasser 6 mois à compter de la signature du présent arrêté.
- Afin d'empêcher efficacement l'accès du périmètre de protection immédiate à des tiers, ce périmètre est matérialisé par une clôture qui doit être capable d'empêcher toute pénétration animale ou humaine autre que celles nécessitées par l'entretien de l'ouvrage et de ses abords. En un point de cette clôture doit exister une porte d'accès fermant à clef.

- Seules sont autorisées les activités liées à l'alimentation en eau potable et à condition qu'elles ne provoquent pas de pollution de l'eau captée. Ainsi sont notamment interdits tous les dépôts et stockages de matériel qui ne sont pas directement nécessaires à la surveillance du captage, l'épandage de matières, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines, toute circulation de véhicule, toute activité, tout aménagement et occupation des locaux qui ne sont pas directement nécessaires à l'exploitation des installations.
- Le périmètre et les installations sont soigneusement entretenus et contrôlés périodiquement.
- La végétation présente sur le site doit être entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique). L'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.
- Aucun ouvrage de captage supplémentaire ne peut être réalisé, sauf autorisation préfectorale préalable.

5-2 Périmètre de protection rapproché

Il s'étendra sur les parcelles cadastrales suivantes :

Commune de MESSIGNY-ET-VANTOUX :

- en totalité : parcelles n° 1, 5, 6, 7, 9 16, 17 à 21, 23, 24, 29, 31 de la section ZR,
- en partie : parcelle n° 32.

Commune d'ETAULES :

- en totalité : parcelles n° 7 à 10 de la section AC, et 6 de la section AD,
- en partie : parcelles n° 11, section AC et 5 section AD.

Un état parcellaire est joint en annexe. Il sera consultable auprès de la Préfecture, de la DDASS et du pétitionnaire.

- A l'intérieur de ce périmètre, outre les réglementations générales, au titre de la réglementation spécifique liée à la protection de la ressource en eau, **sont interdits** toutes nouvelles activités, installations et dépôts susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine et en particulier :
 - le forage de puits et l'implantation de tout sondage autre que ceux destinés au renforcement des installations faisant l'objet de l'arrêté,
 - l'ouverture de carrières et gravières et plus généralement de fouilles susceptibles de modifier le mode de circulation des eaux et leur sensibilité à la pollution,
 - le remblaiement des excavations par des produits autres que des matériaux naturels inertes,
 - le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de déchets industriels et radioactifs et de tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau (hydrocarbures liquides, produits chimiques, matières organiques et eaux usées de toute nature...),
 - l'installation de canalisations, de réservoirs ou dépôts de substances susceptibles d'altérer la qualité de l'eau (notamment : hydrocarbures liquides, produits chimiques, matières organiques et eaux usées de toute nature),

- l'infiltration des eaux pluviales dans les puits d'infiltration,
- l'établissement de toute nouvelle construction,
- la pratique et la création de campings ainsi que le stationnement de caravanes,
- la création de cimetières,
- le rejet collectif d'eaux usées,
- l'implantation de toute installation agricole destinée à l'élevage,
- le stockage d'effluents agricoles et de matières fermentescibles,
- l'utilisation de défoliants et de produits phytosanitaires,
- l'épandage d'eaux usées de toute nature, de matière de vidange, de boues de stations d'épuration et d'effluents industriels, d'effluents liquides d'origine animale tels que purin et lisier,
- le défrichement.

➤ A l'intérieur de ce périmètre, **sont réglementées** les activités suivantes :

- les travaux de réfection de la voirie doivent être réalisés si possible en dehors des périodes pluvieuses. Il conviendra de prendre toutes les mesures de protection concernant les sols et la nappe (manipulation et stockage de produits dangereux, écoulements éventuels) ; un dispositif de collecte, de rétention et de traitement des produits, pendant la phase travaux et après mise en service de la voie en cas de déversement accidentel sur la chaussée, devra être effectif. Le rejet des eaux pluviales ne sera réalisé qu'après traitement ;
- les épandages de matières fertilisantes seront réalisés conformément au Code des Bonnes Pratiques Agricoles défini par l'arrêté du 22 novembre 1993. Dans la mesure du possible les sols ne seront pas laissés nus l'hiver ;
- le déboisement n'est possible que s'il est suivi d'une replantation forestière.

5-3 Périmètre de protection éloignée

Il sera matérialisé au Sud-Est par la limite communale, au Sud-Ouest par l'axe de la Grande Combe, au Nord par les cotes 521, 466, 502, 522, 538, 513.

➤ A l'intérieur de ce périmètre, **sont réglementées** les activités suivantes :

- les forages de puits doivent être réalisés de telle façon qu'ils n'occasionnent, lors de leur creusement puis au cours de leur exploitation, aucune pollution de la nappe susceptible d'atteindre les captages AEP. Le dossier de déclaration ou d'autorisation devra comporter les dispositions prévues pour y parvenir. L'équipement doit être conçu de manière à ce qu'aucune contamination ne puisse se produire à partir de la surface du sol (cimentation annulaire sur 2 mètres au minimum, forage fermé ou protégé). On veillera également à ne pas impacter la ressource en eau d'un point de vue quantitatif ;
- l'ouverture d'excavations (autres que carrières) devra être d'une durée la plus courte possible. Lors du comblement, la partie supérieure recevra sur 1 m des matériaux de faible perméabilité. Le chantier de fouilles archéologiques devra être maintenu en permanence dans un état de propreté irréprochable. Il sera aménagé de manière à éviter toute stagnation d'eau dans les zones de déblais, particulièrement entre deux campagnes de fouilles ;
- le remblaiement ne pourra se faire qu'à partir de matériaux inertes, chimiquement neutres, non nocifs et non toxiques, imputrescibles ;

- les travaux de réfection de la voirie doivent être réalisés si possible en dehors des périodes pluvieuses. Il conviendra de prendre toutes les mesures de protection concernant les sols et la nappe (manipulation et stockage de produits dangereux, écoulements éventuels) ; un dispositif de collecte, de rétention et de traitement des produits, pendant la phase travaux et après mise en service de la voie en cas de déversement accidentel sur la chaussée, devra être effectif. Le rejet des eaux pluviales ne sera réalisé qu'après traitement ;
- les canalisations de substances susceptibles d'altérer la qualité de l'eau (notamment : hydrocarbures liquides, produits chimiques, matières organiques et eaux usées de toute nature) seront étanches et vérifiées tous les ans quand elles sont sous pression (tous les 5 ans dans le cas contraire) et avant leur mise en service lors de leur installation ou de réparations ;
- les dépôts de substances liquides susceptibles d'altérer la qualité de l'eau (notamment : hydrocarbures, produits chimiques classés T ou T+, effluents organiques de toute nature) seront stockés dans des cuves en double paroi avec détecteur de fuite (pour réservoirs enterrés) ou sur bac de rétention étanche capable de stocker la totalité de la contenance du réservoir ;
- le stockage des produits phytosanitaires est autorisé uniquement dans un local réservé à cet usage avec un sol étanche avec système de rétention des liquides, engrais solides ;
- le stockage de matières fermentescibles (fumiers, compost...), engrais est autorisé uniquement sur aire étanche avec collecte des jus ;
- les épandages de fumier et d'engrais minéraux seront réalisés conformément au Code des Bonnes Pratiques Agricoles défini par l'arrêté du 22 novembre 1993. Dans la mesure du possible les sols ne seront pas laissés nus en hiver ;
- les produits phytosanitaires devront être utilisés conformément à leur homologation et de façon raisonnée ;
- les boues de station d'épuration devront être *hygiénisées* (par compostage, chaulage...) avant épandage ;
- l'exploitation des bois et forêts doit se faire conformément au Code Forestier. Les opérations de défrichement seront soumises à étude d'impact.

5-4 Prescriptions particulières de mise en conformité

D'une manière générale, les communes disposant d'une station d'épuration devront vérifier le bon fonctionnement de celle-ci.

Dans les communes qui relèvent de l'assainissement non collectif, le contrôle est assuré dans le cadre du SPANC par les collectivités compétentes, conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996. Les dispositifs non collectifs devront être mis en conformité le cas échéant. Une attention particulière sera portée sur le traitement et l'évacuation des eaux usées de la zone de loisirs de la Maison Forestière de Roy-Jeannot et de l'espace vert proche du Rosoir.

Dans tous les cas le rejet en milieu hydraulique superficiel d'effluents non traités est interdit.

ARTICLE 6 : Délais de mise en conformité

En dehors des prescriptions de l'article 5-4, les installations, activités, dépôts visés à l'article 5, existants dans les périmètres de protection rapprochée ou éloignée à la date du présent arrêté, seront mis en conformité selon les prescriptions de l'article 5 dans un délai de 2 ans.

ARTICLE 7 : Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire en précisant :

- les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques prévus.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf dispositions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de 3 mois à partir de la production de tous les renseignements demandés. Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

ARTICLE 8 : Modalités de la distribution

Le Syndicat Mixte du Dijonnais et son concessionnaire sont autorisés à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du captage dans le respect des modalités suivantes :

- le réseau de distribution et les ouvrages de stockage doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur,
- les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.

ARTICLE 9 : Traitement de l'eau

Afin de parer à d'éventuelles contaminations bactériennes, le mélange des eaux des trois sources du Val Suzon fait l'objet d'une désinfection au chlore gazeux, à la station de Messigny.

Ce traitement est agréé par le Ministère chargé de la Santé.

En cas de mise en place de tout nouveau traitement, l'exploitant devra informer le Préfet (DDASS) et déposer un dossier en vue d'obtenir l'autorisation préfectorale.

Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation est à reconsidérer.

ARTICLE 10 : Surveillance de la qualité de l'eau et contrôle sanitaire

- La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée. Les résultats de l'auto-surveillance sont transmis à la DDASS annuellement par l'exploitant.
- En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la PRPDE prévient la DDASS dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites aux frais de l'exploitant. Tout dépassement des normes de qualité devra faire l'objet d'une enquête pour en rechercher l'origine. En cas de persistance de ces dépassements, il pourra être envisagé la suspension de l'autorisation d'utiliser cette eau en vue de la consommation humaine, ou sa révision en imposant des traitements complémentaires.
- L'exploitant s'assure de la présence permanente d'un résiduel de désinfectant en tout point du réseau. A cet effet, il dispose de matériel de terrain permettant la mesure de résiduel de chlore. L'ensemble de ces mesures est consigné dans un registre d'exploitation mis à disposition des agents des services de l'Etat.
- La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Information sur la qualité de l'eau distribuée

L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire et les synthèses commentées que peut établir la DDASS sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée sont portés à la connaissance du public selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Mesures de sécurité et de surveillance

Quatre ressources en eau alimentent DIJON. Les différents réseaux sont interconnectés. Tout arrêt d'un captage sera compensé par les autres ressources disponibles. Ainsi, la diversité des ressources du Syndicat doit permettre d'assurer l'alimentation en eau de DIJON, que ce soit pendant les périodes pluvieuses ou pendant les périodes de sécheresse. Les moyens de surveillance sont identiques d'une ressource à l'autre et ils sont continus. La Gestion Technique Centralisée (G.T.C.) assure en effet une surveillance de la qualité de l'eau par le suivi de nombreux paramètres, 24h/24. Cet outil permet de réagir instantanément sur le choix des productions en eau.

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé dans les périmètres de protection doit en informer le maire de la commune concernée, et le SDSIS. D'autre part il prend toutes précautions pour limiter la pollution de la ressource en eau.

ARTICLE 13 : Vérifications consécutives aux inondations

Dans un bref délai après chaque période de crue, l'exploitant procède à une inspection du captage et du périmètre de protection immédiate et prend toutes dispositions jugées utiles à la restauration éventuelle de sa protection.

ARTICLE 14 : Durée de validité et remise en état des lieux

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui ci.

Conformément à l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996, en cas de cessation définitive des prélèvements, le bénéficiaire de l'autorisation en fait la déclaration auprès du Préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive des prélèvements.

ARTICLE 15 : Recours

En cas de contestation, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de DIJON.

En ce qui concerne la déclaration d'utilité publique

En application de l'article L 421-1 du Code de Justice Administrative :

- par toute personne ayant intérêt pour agir, dans **un délai de deux mois** à compter de son affichage en mairie.

En ce qui concerne les servitudes publiques

En application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative :

- par les propriétaires concernés dans **un délai de deux mois** à compter de sa notification.

ARTICLE 16 : Sanctions

Les infractions relèvent de l'article L 1324-3 du Code de la Santé Publique et de l'article L 216-6 et suivants du Code de l'Environnement.

En application de l'article L 1324-3 du Code de la Santé Publique, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

En application de l'article L 1324-4 du Code de la Santé Publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

Les infractions au Code de l'Environnement sont exercées conformément aux prescriptions de l'article L 216 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 17 : Notifications et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et affiché en mairie des communes de Etaules et Messigny-et-Vantoux pendant une durée minimale de deux mois. Une mention est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux, aux frais du bénéficiaire.

L'acte est notifié par le bénéficiaire des servitudes à chaque propriétaire des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'inscription des servitudes aux hypothèques peut être réalisée dans un délai de 3 mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Le présent arrêté est annexé aux documents d'urbanisme (POS/PLU) dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la mise en demeure du Préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées.

Le maître d'ouvrage transmet à la DDASS, dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature du préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée,
- l'insertion de l'arrêté dans le (ou les) document(s) d'urbanisme,
- l'inscription des servitudes aux hypothèques, le cas échéant.

ARTICLE 18 : Respect de l'application du présent arrêté

La PRPDE, ainsi que les maires des communes concernées par les périmètres de protection, veillent au respect de l'application de cet arrêté, notamment des servitudes et prescriptions instituées dans les périmètres de protection.

La PRPDE met en œuvre un programme de suivi de la mise en œuvre des prescriptions fixées par l'arrêté qui comprend un volet communication, animation, soutien technique auprès des collectivités, agriculteurs... et qui comprend une restitution annuelle à l'administration et aux acteurs locaux (CLE du SAGE de l'Ouche, collectivités...).

ARTICLE 19 : Mesures exécutoires

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or,
Mme la Présidente du Syndicat Mixte du Dijonnais,
M. le Directeur de la Lyonnaise des Eaux,
MM. les Maires des communes d'ETAULES et de MESSIGNY-ET-VANTOUX,
la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Côte-d'Or,
le Directeur Départemental Délégué de l'Agriculture et de la Forêt,
le Directeur Départemental Délégué de l'Equipement de la Côte-d'Or,
le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
le Directeur Départemental des Services Vétérinaires,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié
au Recueil des Actes Administratifs et transmis à la Direction Départementale des Archives.

Fait à Dijon, le 8 juin 2007

**Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,**

signé Xavier INGLEBERT

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



PIECE N°7.3 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN - DPU

Prescrit par délibération du : 16/10/2025
Arrêté par délibération du :
DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

NOTE SUR LE DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Qu'est-ce que le droit de préemption ?

Le droit de préemption est la possibilité donnée à une personne publique de se substituer à l'acquéreur éventuel d'un immeuble, situé dans un périmètre prédéfini. Il est défini par les articles L211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

À l'occasion de l'aliénation à titre onéreux de ce bien, tout propriétaire en zone de préemption doit, préalablement à la vente, adresser à l'administration une déclaration d'intention d'aliéner (DIA) indiquant le prix souhaité.

La commune peut alors se porter prioritairement acquéreur, éventuellement à un prix inférieur, que le vendeur peut ou non accepter.

Le juge de l'expropriation peut être saisi pour la fixation du prix, mais le vendeur a la possibilité de retirer son bien de la vente si le prix proposé par la commune ne lui convient pas.

Le droit de préemption urbain est un outil de mise en œuvre des différents projets communaux pour répondre à ses besoins en équipements ou aménagements publics, lorsque des opportunités se présenteront.

Lors de la révision du Plan Local d'Urbanisme, la commune entend modifier le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser instituées sur le plan graphique de zonage (tels que rappelés ci-dessous).

Le périmètre du droit de préemption urbain sera modifié par délibération le même jour que celui qui approuvera le projet de PLU terminé ou ultérieurement par le biais d'un arrêté de mise à jour du PLU.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



PIECE N°7.4 – RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Prescrit par délibération du : 16/10/2025
Arrêté par délibération du :
DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

Note sur le risque d'exposition au Plomb

L'arrêté de zonage plomb pour ce qui concerne l'habitat dans le département de Côte d'Or, a été abrogé et remplacé par l'arrêté ministériel du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Les obligations relatives au saturnisme sont d'application nationale et codifiées aux articles L.1334-5 et L.1334-6 du Code de la Santé Publique.

Article L1334-5 du Code de la Santé Publique

« Un constat de risque d'exposition au plomb présente un repérage des revêtements contenant du plomb et, le cas échéant, dresse un relevé sommaire des facteurs de dégradation du bâti. Est annexée à ce constat une notice d'information dont le contenu est précisé par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction. »

Article L1334-6 du Code de la Santé Publique

« Le constat mentionné à l'article L. 1334-5 est produit, lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation construit avant le 1er janvier 1949, dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 à L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation. »

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



PIECE N°7.5 – BOIS ET FORET SOUMIS AU REGIME FORESTIER

Prescrit par délibération du : 16/10/2025
Arrêté par délibération du :
DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

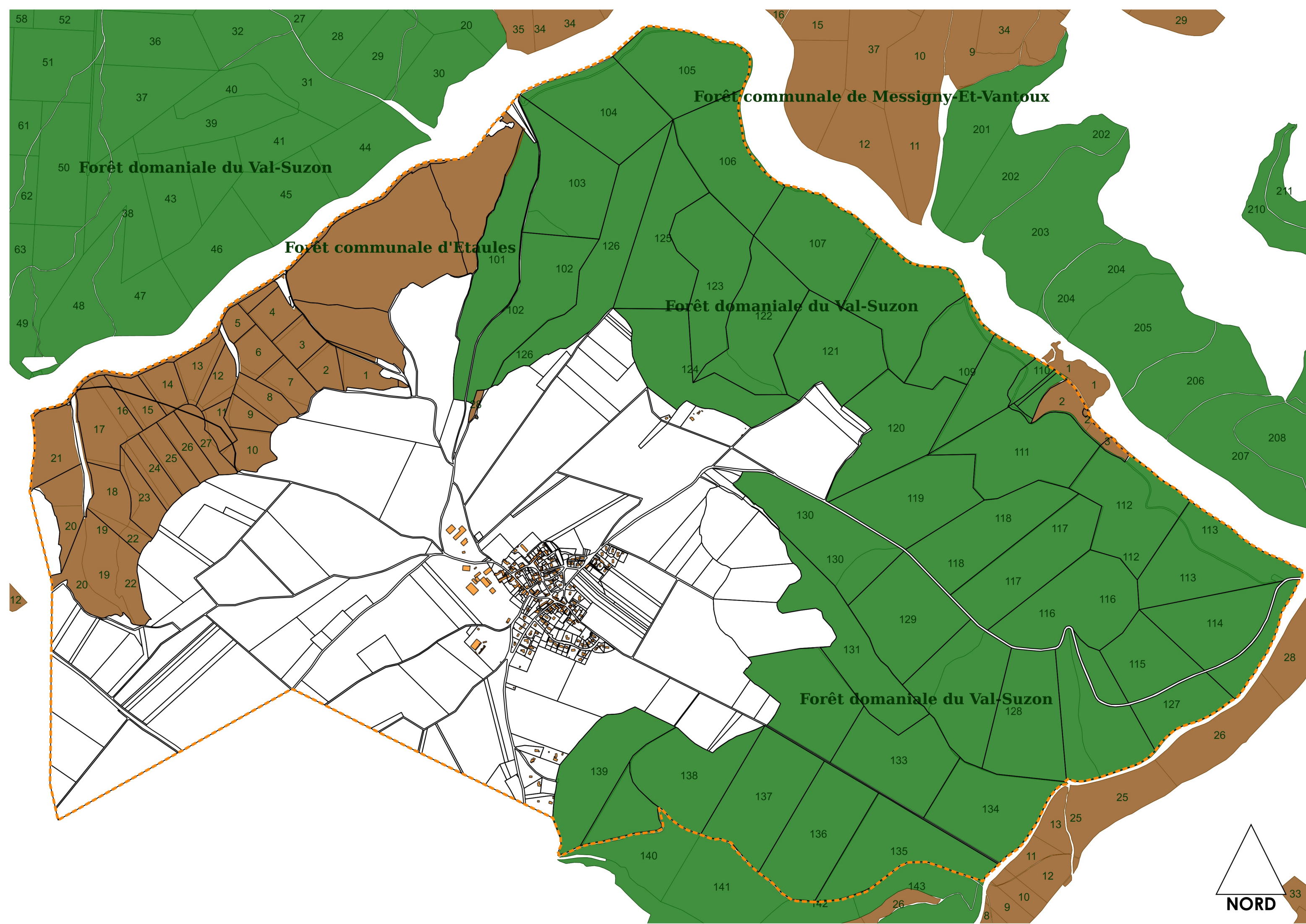
3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr



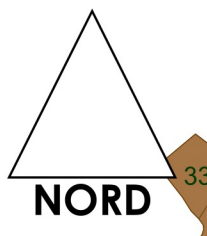
Forêt communale de Messigny-Et-Vantoux

Forêt domaniale du Val-Suzon

Forêt communale d'Etaules

Forêt domaniale du Val-Suzon

Forêt domaniale du Val-Suzon



PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



PIECE N°7.6 – ZONES HUMIDES IDENTIFIEES AU TITRE DU SAGE

Prescrit par délibération du : 16/10/2025
Arrêté par délibération du :
DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

La commune d'Etaules appartient au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de l'Ouche, approuvé en date du 13/11/2013

Le SAGE ne délimite pas de manière assez précise les zones humides identifiées sur son territoire.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ETAULES

21255



PIECE N°7.7 – TAXE D'AMENAGEMENT

Prescrit par délibération du : 16/10/2025

Arrêté par délibération du :

DATE ET VISA

DOSSIER DE CONCERTATION



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

Commune d'Etaules 21121 - ETAULES

- - - - -

Extrait du registre des délibérations
du conseil municipal

L'an deux mil onze
Le vingt neuf novembre à 20 H 30
Le Conseil Municipal de la commune d'ETAULES
légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire
à la Mairie, sous la présidence de M. Jean-Paul SORDEL, Maire,

Date de la convocation du Conseil Municipal : 22 novembre 2011.

Présents : Mmes, Monique BOUZEGAOU, Anne BUREAU, Christelle HAAG,
MM Bertrand COURBET, Jean-René ESTIVALET, Jean-François GUEPET, Lionel HERRERO, Jean-
Paul SORDEL,

Représenté : M. Jean-Yves ROUYEYROL a donné pouvoir à M. Jean-Paul SORDEL,

Absente : Mme Laurence BORDY

Secrétaire de séance : Melle Christelle HAAG.

Délibération n° 16 / 2011

Objet : FIXATION DU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT (T.A.)

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L331-1 et suivants,

Le Conseil Municipal décide d'instituer le taux de 4 % sur l'ensemble du territoire communal.

La présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible. Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Le Maire

En séance les jour, mois et an susdits
Pour copie conforme :
Jean-Paul SORDEL

Certifié exécutoire en application de l'article 1^{er} de la loi
n°82623 du 22 juillet 1982
Acte adressé aux services préfectoraux le :01/12/2011

(signature)

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :
- 5 DEC. 2011

